

Bulletin Officiel

DU

CONGO BELGE**Ambtelijk Blad**

VAN

BELGISCH-CONGO**2^e PARTIE****2^e DEEL****SOMMAIRE****INHOUD**

Dates.	Pages.
10 novembre 1947. — A. R. — Terres. — Concession à M. Simons, François, d'un terrain de 500 Ha., sis à Lubi. — Convention du 20 mai 1947. — Approbation	3
10 novembre 1947. — D. — Terres. — Concession en occupation provisoire à M. Willems, Albert, d'un terrain de 500 Ha., sis à Kasha. — Convention du 20 mai 1947. — Approbation	6
~~29 décembre 1947. — A. R. — Terres. — Cession par la « Congrégation des Missionnaires de Scheut » à la « Congrégation des Pères Montfortains », de trois terrains, sis à Elisabetha. — Convention du 2 octobre 1943. — Approbation.~~	~~10~~
29 décembre 1947. — A. R. — Terres. — Cession gratuite à la « Société des Missionnaires d'Afrique (Pères Blancs) », d'un terrain de 40 ares, sis à Kasongo. — Convention du 6 décembre 1947. — Approbation	12
29 décembre 1947. — A. R. — Terres. — Cession gratuite à la « Baptist Missionary Society Corporation », d'un terrain de	

Dagtekeningen.	Bladz.
10 November 1947. — B. R. — Gronden. — Concessie aan de Heer François Simons, van een grond van 500 Ha., te Lubi. — Overeenkomst van 20 Mei 1947. — Goedkeuring.	3
10 November 1947. — D. — Gronden. — Concessie in voorlopige inbezitneming aan de Heer Albert Willems, van een grond van 500 Ha., te Kasha. — Overeenkomst van 20 Mei 1947. — Goedkeuring.	6
29 December 1947. — B. R. — Gronden. — Afstand door de « Congrégation des Missionnaires de Scheut » aan de « Congrégation des Pères Montfortains », van drie gronden te Elisabetha. — Overeenkomst van 2 October 1943. — Goedkeuring	10
29 December 1947. — B. R. — Gronden. — Kosteloze afstand aan de « Société des Missionnaires d'Afrique (Pères Blancs) », van een grond van 40 ares, te Kasongo. — Overeenkomst van 6 December 1947. — Goedkeuring	12
29 December 1947. — B. R. — Gronden. — Kosteloze afstand aan de « Baptist Missionary Society Corporation », van een	

Dates.	Pages.	Dagtekeningen.	Bladz.
1 Ha., sis à Stanleyville. — Convention du 21 novembre 1947. — Approbation	14	grond van 1 Ha., te Stanley- stad gelegen. — Overeenkomst van 21 November 1947. — Goedkeuring	14
29 décembre 1947. — A. R. — Ter- res. — Cession gratuite à la « Société des Missionnaires d'Afrique (Pères Blancs de l'Urundi) », d'un terrain de 20 Ha., sis à Mutumba. — Convention du 21 novembre 1947. — Approbation. . . .	16	29 December 1947. — B. R. — Gron- den. — Kosteloze afstand aan de « Société des Missionnaires d'Afrique (Pères Blancs de l'Urundi) », van een grond van 20 Ha., te Mutumba. — Overeenkomst van 21 Novem- ber 1947. — Goedkeuring . .	16
29 décembre 1947. — A. R. — Ter- res. — Concession à la So- ciété « Symétain » du droit de capter 2.000 HP. aux chutes de la rivière Endemanu. — Convention du 16 décembre 1947. — Approbation. . . .	18	29 December 1947. — B. R. — Gron- den. — Concessie aan de ven- nootschap « Symétain » van het recht van 2.000 PK. bij de watervallen van de Endama- nurivier op te vangen. — Overeenkomst van 15 Decem- ber 1947. — Goedkeuring . .	18
29 décembre 1947. — D. — Terres — Concession en emphytéose à la « Société Internationale Fo- restière et Minière (Formi- nière) », d'un terrain de 2 Ha. 39 a., 70 ca., sis aux chutes Pogge No 2, sur la rive droite du Kasai. — Convention du 3 juin 1947. — Approbation.	24	29 December 1947. — D. — Gronden. Uitgifte in erfpacht aan de « Société Internationale Fo- restière et Minière du Congo (Forminière) », van een grond van 2 Ha., 39 a., 70 ca., gele- gen aan de watervallen Pogge Nr 2 op de rechteroever van de Kasai. — Overeenkomst van 3 Juni 1947. — Goedkeu- ring	24
29 décembre 1947. — A. R. — Con- vention du 12 décembre 1947, modifiant la convention du 30 septembre 1935, intervenue entre la Colonie et l'Agence Belge de l'Est Africain pour la gestion des bases belges de Daar-es-Salaam et de Kigoma. — Approbation	27	29 December 1947. — B. R. — Over- eenkomst van 12 December 1947. tot wijziging van de overeenkomst van 30 Septem- ber 1935, gesloten tussen de Kolonie en de « Agence Belge de l'Est Africain », voor het beheer van de bases te Daar- es-Salaam en te Kigoma. — Goedkeuring	27

Rapport du Conseil Colonial sur un projet de décret approuvant une concession intervenue le 20 mai 1947 entre la Colonie et M. SIMONS, François, colon à Lubi.

Ce projet, examiné par le Conseil, au cours de sa séance du 24 octobre 1947, n'a provoqué aucune discussion et a été admis à l'unanimité.

M. le Conseiller Van de Putte avait fait excuser son absence.

Bruxelles, le 21 novembre 1947.

Le Conseiller-Rapporteur,

L'Auditeur,

Verslag van de Koloniale Raad over een ontwerp van decreet tot goedkeuring van een concessie tot stand gekomen op 20 Mei 1947 tussen de Kolonie en de Heer François SIMONS, kolonist te Lubi.

Dit ontwerp, onderzocht door de Raad in de vergadering van 24 October 1947, heeft geen aanleiding gegeven tot bespreking en is eenparig goedgekeurd geworden.

De Heer Van de Putte, Raadslid, was afwezig met kennisgeving.

Brussel, de 21 November 1947.

Het Raadslid-Verslaggever,

ITTEN.

M. VAN HECKE.

Terres. — Concession à M. SIMONS, François, d'un terrain de 500 Ha., sis à Lubi. — Convention du 20 mai 1947. — Approbation.

CHARLES, PRINCE DE BELGIQUE,
RÉGENT DU ROYAUME,

A tous, présents et à venir, SALUT!

Vu l'avis émis par le Conseil Colonial en sa séance du 24 octobre 1947;

Sur la proposition du Ministre des Colonies,

Nous avons arrêté et arrêtons :

ARTICLE PREMIER.

La convention dont la teneur suit est approuvée :

Gronden. — Concessie aan de Heer François SIMONS, van een grond van 500 Ha., te Lubi. — Overeenkomst van 20 Mei 1947. — Goedkeuring.

KAREL, PRINS VAN BELGIË,
REGENT VAN HET KONINKRIJK,

Aan allen, tegenwoordigen en toekomstenden, HEIL!

Gezien het advies door de Koloniale Raad uitgebracht in diens vergadering van 24 October 1947;

Op de voordracht van de Minister van Koloniën,

Wij hebben gedecreteerd en Wij decreteren :

ARTIKEL EÉN.

De overeenkomst waarvan de tekst volgt wordt goedgekeurd :

La Colonie du Congo Belge, représentée par le Gouverneur de la Province de Lusambo, agissant en vertu des dispositions de l'arrêté du 25 février 1943, accorde en occupation provisoire pour un terme de cinq ans à M. Simons, François, colon, résidant à Lubi, qui accepte aux conditions générales de l'arrêté précité et aux conditions spéciales qui suivent, un terrain destiné à l'élevage, situé à Lubi, d'une superficie de cinq cents hectares dont les limites sont représentées par un liseré jaune au croquis approximatif figuré ci-après à l'échelle de 1 à 50.000.

La nature ainsi que les limites du terrain sont parfaitement connues de l'occupant.

CONDITIONS SPECIALES.

ARTICLE PREMIER. — La redevance annuelle du terrain est fixée à la somme de cinq mille francs, payable ainsi qu'il est dit à l'article 19 de l'arrêté du 25 février 1943, chez le Receveur des Impôts à Lusambo, sans qu'il soit besoin d'aucun avertissement de la part de la Colonie.

ART. 2. — Le présent contrat prend cours à la date du premier décembre mil neuf cent quarante-six.

ART. 3. — Seront considérées comme mises en valeur :

- a) Les terres qui seront couvertes sur 1/10^{me} au moins de leur surface par des constructions;
- b) Les terres qui seront couvertes sur 6/10^{mes} au moins de leur surface en cultures alimentaires, fourragères ou herbacées;
- c) Les terres sur lesquelles seront entretenues deux têtes de gros bétail par dix hectares.

Ces conditions joueront simultanément ou séparément pour toute la surface.

ART. 4. — A l'expiration du terme de cinq années prévu au présent contrat les terres occupées provisoirement et mises en valeur comme dit à l'article 3 seront au gré de l'occupant cédées en pleine propriété ou louées au tarif actuellement en vigueur (arrêté n° 121/TF. du 20 mars 1945).

ART. 5. — L'occupant ne peut abattre les espèces ligneuses croissant au moment de l'octroi du terrain que dans la mesure des défrichements nécessaires au développement de son entreprise.

L'occupant acquittera la taxe de coupe fixée par les ordonnances sur la matière.

ART. 6. — Conformément aux dispositions de l'ordonnance n° 115/AE./T. du 12 novembre 1937, l'occupant s'engage à établir et à maintenir des cultures vivrières et alimentaires dans la mesure nécessaire à la bonne alimentation du personnel indigène de son exploitation. Elles compteront pour l'évaluation des superficies mises en valeur par application de l'article 30 de l'arrêté du 25 février 1943.

ART. 7. — Les chemins et sentiers indigènes ou autres traversant le terrain accordé en occupation provisoire appartiennent au domaine public et ne font pas partie de la présente occupation provisoire; leur situation et leur largeur définitives seront déterminées lors du mesurage officiel.

ART. 8. — Le présent contrat est conclu sous réserve des droits que les indigènes pourraient éventuellement revendiquer dans le délai et selon la procédure prévus à l'article 9 du décret du 31 mai 1934.

ART. 9. — L'occupant déclare connaître parfaitement la situation de la région du point de vue de la main-d'œuvre indigène et savoir qu'il ne pourra compter sur l'intervention de l'Administration pour obtenir les travailleurs qui lui seront nécessaires.

ART. 10. — L'occupant devra prendre toutes les mesures utiles pour empêcher son bétail de causer des dégâts aux cultures ou autres biens de tiers, indigènes ou non-indigènes. Il s'engage à respecter le règlement sur la police sanitaire des animaux domestiques notamment en ce qui concerne la lutte contre les tsés-tsés et les trypanoses par débroussaillage des abreuvoirs et des galeries forestières le long de la rivière Mofo ainsi que de ses affluents où la présence de mouches serait constatée; de même que la réglementation concernant les transferts et transports du bétail telle qu'elle est prescrite par les articles 139 à 155 du décret du 28 juillet 1938.

Il devra se conformer aux prescriptions du décret précité notamment de son paragraphe 5 — article 19 — et spécialement de son article 134 sur la destruction des tiques en construisant des dipping-tanks.

ART. 11. — L'inexécution des conditions générales de l'arrêté du 25 février 1943 ainsi que l'inexécution des conditions spéciales reprises ci-dessus feront s'opérer d'office la résiliation du présent contrat si, après sommation faite par lettre recommandée, l'occupant ne satisfait pas aux dites obligations dans un délai de trois mois à dater de la réception de la lettre recommandée.

ART. 12. — Le présent contrat est conclu sous réserve d'approbation par le pouvoir compétent.

Ainsi fait à Lusambo, en double expédition, le vingt mai mil neuf cent quarante-sept.

ART. 2.

Le Ministre des Colonies est chargé de l'exécution du présent décret.

Donné à Bruxelles, le 10 novembre 1947.

ART. 2.

De Minister van Koloniën is gelast met de uitvoering van dit decreet.

Gegeven te Brussel, den 10 November 1947.

CHARLES.

Par le Régent :
Le Ministre des Colonies,

Vanwege de Regent :
De Minister van Koloniën,

P. WIGNY.

Rapport du Conseil Colonial sur un projet de décret approuvant une convention intervenue le 20 mai 1947 entre la Colonie et M. WILLEMS, Albert, colon à Kasha.

Ce projet a été examiné au cours de la séance du Conseil Colonial du 24 octobre 1947.

Un membre a fait constater que la demante introduite par l'intéressé remontait au 3 janvier 1945.

A cette date, M. Willems était au service du B. C. K., en qualité de cantonnier, avec résidence à Luputa. Il lui était difficile, sinon impossible, de concilier les exigences de ses fonctions avec celles représentées par la gestion d'une concession de 590 hectares et d'un troupeau de plusieurs centaines de têtes de gros et petit bétail.

Or, aux termes du cahier des charges, qui règle l'exploitation de la ligne du B. C. K., la Colonie exerce un droit de contrôle sur cette exploitation.

Le fait d'accorder une nouvelle concession de 500 hectares à un agent chargé de la surveillance de la voie ne serait-il pas de nature à diminuer la responsabilité de cet agent, en cas d'accident provoqué par un relâchement de cette surveillance?

En tout cas, l'avis de la Direction du B. C. K. devrait être recueilli avant l'approbation de la concession.

Le délégué de l'Administration précise que les fonctionnaires et agents de la colonie ne peuvent obtenir de concession tant qu'ils sont en activité de service. Toutefois, en prévision de leur mise à la retraite, ou de leur démission, ils peuvent, au préalable, introduire leur demande de concession, de façon à pouvoir exercer leur nouvelle activité au moment de cesser leur fonction officielle.

Verslag van de Koloniale Raad over een ontwerp van decreet tot goedkeuring van een overeenkomst gesloten op 20 Mei 1947 tussen de Kolonie en de Heer Albert WILLEMS, kolonist te Kasha.

Dit ontwerp werd door de Koloniale Raad onderzocht in de vergadering van 24 October 1947.

Een raadslid heeft doen opmerken dat de aanvraag van de belanghebbende dagtekende van 3 Januari 1945.

Op die datum was de Hr Willems bij de Spoorweg Neder Congo-Katanga in dienst als kantonier, met standplaats te Luputa. Het was moeilijk, zo niet onmogelijk, voor hem de vereisten van zijn dienst overeen te brengen met die van het beheer van een concessie van 590 hectaren en van een kudde van verscheidene honderden stuks groot en klein vee.

Naar luid van het Bestek dat de exploitatie van de Spoorweg Neder-Congo-Katanga regelt, oefent de Kolonie een recht van toezicht uit op deze exploitatie.

Zou men, door een nieuwe concessie van 500 hectaren te verlenen aan een agent belast met de bewaking van het spoor, niet de verantwoordelijkheid van die agent verminderen, ingeval er zich een ongeval voordeed dat aan een verslapping van die bewaking te wijten was?

In elk geval, zou, alvorens de concessie goed te keuren, het advies van het Beheer van de Spoorweg Neder-Congo-Katanga moeten ingewonnen worden.

De afgevaardigde van het Bestuur verklaart dat de ambtenaren en beambten van de Kolonie geen concessie kunnen bekomen, zolang zij in actieve dienst zijn. In het vooruitzicht van hun pensioenstelling of van hun omslag kunnen zij, evenwel, vooraf hun concessie-aanvraag indienen, ten einde hun nieuwe activiteit te kunnen uitoefenen op het ogenblik waarop zij hun officieel ambt opgeven.

Un autre membre signale la politique excellente suivie par le B. C. K. et qui vise à favoriser l'installation de la petite colonisation le long de la ligne.

A une demande présentée par un autre membre du Conseil tendant à obtenir une liste des fonctionnaires et agents de la Colonie (et de leurs épouses) ayant déjà obtenu une concession, le délégué de l'Administration répond qu'il n'existe aucun fonctionnaire dans ce cas, la chose étant, du reste, interdite par le Statut, sauf autorisation spéciale.

Toutefois, comme il résulte, d'un renseignement fourni par l'Administration, que M. Willems a quitté, depuis, le service du B. C. K., le projet de décret mis aux voix, est adopté à l'unanimité.

M. le Conseiller Van de Putte était absent et excusé.

Bruxelles, le 21 novembre 1947.

Le Conseiller-Rapporteur,

L'Auditeur,

M. VAN HECKE.

Een ander raadslid wijst op de uitstekende politiek die door de Spoorwegmaatschappij gevolgd wordt en de vestiging van kleine kolonisten langs de spoorlijn als doel heeft.

Op een vraag van een ander raadslid om een lijst te krijgen van de ambtenaren en beambten van de Kolonie (en van hun echtgenoten) die reeds een concessie hebben bekomen, antwoordt de afgevaardigde van het Bestuur dat geen enkel ambtenaar zich in dit geval bevindt : het is, trouwens, door het statuut verboden, behoudens bijzondere machtiging.

Daar, het evenwel, uit een door het Bestuur verstrekte inlichting blijkt dat de Hr Willems sedertdien de dienst van de Spoorwegmaatschappij heeft verlaten, wordt het ontwerp van decreet, in stemming gebracht, eenparig goedgekeurd.

De Hr Van de Putte, Raadslid, was afwezig met kennisgeving.

Brussel, de 21 November 1947.

Het Raadslid-Verslaggever,

ITTEN.

De Auditeur,

Terres. — Concession en occupation provisoire à M. WILLEMS, Albert, d'un terrain de 500 Ha., sis à Kasha. — Convention du 20 mai 1947. — Approbation.

CHARLES, PRINCE DE BELGIQUE,
RÉGENT DU ROYAUME,

A tous, présents et à venir, SALUT!

Vu l'avis émis par le Conseil Colonial en sa séance du 24 octobre 1947;

Gronden. — Concessie in voorlopige inbezitneming aan de Heer Albert WILLEMS, van een grond van 500 Ha., te Kasha. — Overeenkomst van 20 Mei 1947. — Goedkeuring.

KAREL, PRINS VAN BELGIË,
REGENT VAN HET KONINKRIJK,

Aan allen, tegenwoordigen en toekomstenden, HEIL!

Gezien het advies door de Koloniale Raad uitgebracht in diens vergadering van 24 October 1947;

Sur la proposition du Ministre des Colonies,

Nous avons décrété et décrétons :

ARTICLE PREMIER.

La convention dont la teneur suit est approuvée :

Op de voordracht van de Minister van Koloniën,

Wij hebben gedecreteerd en Wij decreteren :

ARTIKEL EÉN.

De overeenkomst waarvan de tekst volgt wordt goedgekeurd :

La Colonie du Congo Belge, représentée par le Gouverneur de la province de Lusambo, agissant en vertu des dispositions de l'arrêté du 25 février 1943, accorde en occupation provisoire pour un terme de cinq ans, à M. WILLEMS, Albert, Joseph, colon, résidant à Kasha (lez Luputa), qui accepte aux conditions générales de l'arrêté précité et aux conditions spéciales qui suivent, un terrain destiné à l'élevage situé à Kasha, d'une superficie de cinq cents hectares dont les limites sont représentées par un liseré jaune au croquis approximatif figuré ci-après à l'échelle de 1 à 20.000^{me}.

La nature ainsi que les limites du terrain sont parfaitement connues de l'occupant.

CONDITIONS SPECIALES.

ARTICLE PREMIER. — La redevance annuelle du terrain est fixée à la somme de cinq mille francs (5.000 francs), payable ainsi qu'il est dit à l'article 19 de l'arrêté du 25 février 1943 chez le Receveur des Impôts à Lusambo, sans qu'il soit besoin d'aucun avertissement de la part de la Colonie du Congo Belge.

ART. 2. — Le présent contrat prend cours à la date du premier février 1900 quarante-sept.

ART. 3. — Seront considérés comme mis en valeur :

- a) les terres qui seront couvertes sur 1/10^{me} de leur surface par des constructions;
- b) les terres qui seront couvertes sur 6/10^{mes} au moins de leur surface en cultures alimentaires, fourragères ou herbacées;
- c) les pâturages améliorés sur lesquels sont entretenus des bestiaux à l'élève ou à l'engrais à raison d'au moins deux têtes de gros bétail ou de huit têtes de petit bétail par dix hectares.

Ces conditions joueront simultanément ou séparément pour toute la surface.

ART. 4. — Les pâturages devront être clôturés.

ART. 5. — A l'expiration du terme de cinq années prévu au présent contrat les terres occupées provisoirement et mises en valeur comme dit à l'article 3 seront au gré de l'occupant cédées en pleine propriété ou louées au tarif actuellement en vigueur (arrêté n° 121/T.F. du 20 mars 1945).

ART. 6. — L'occupant ne peut abattre les espèces ligneuses au moment de l'octroi du terrain que dans la mesure des défrichements nécessaires au développement de l'entreprise.

L'occupant acquittera la taxe de coupe fixée par les ordonnances sur la matière.

ART. 7. — Conformément aux dispositions de l'ordonnance n° 115/AE./T. du 12 novembre 1937 l'occupant s'engage à établir et à maintenir des cultures vivrières et alimentaires dans la mesure nécessaire à la bonne alimentation du personnel indigène de son exploitation. Elles compteront pour l'évaluation des superficies mises en valeur par application de l'article 30 de l'arrêté du 25 février 1943.

ART. 8. — Les chemins et sentiers indigènes ou autres traversant le terrain accordé en occupation provisoire appartiennent au domaine public et ne font pas partie de la présente occupation provisoire; leur situation et leur largeur définitives seront déterminées lors du mesurage officiel.

ART. 9. — Le présent contrat est conclu sous réserve des droits que les indigènes pourraient éventuellement revendiquer dans le délai et selon la procédure prévus à l'article 9 du décret du 31 mai 1934.

Les indigènes des villages Tshabobo et Tshilondo, conservent le droit de pêche dans les rivières passant dans le terrain concédé ainsi que dans les rivières formant limites au terrain concédé.

ART. 10. — L'occupant déclare connaître parfaitement la situation de la région du point de vue de la main-d'œuvre indigène et savoir qu'il ne pourra compter sur l'intervention de l'administration pour obtenir les travailleurs qui lui seront nécessaires.

ART. 11. — L'occupant devra prendre toutes les mesures utiles pour empêcher son bétail de causer des dégâts aux cultures ou autres biens de tiers, indigènes ou non indigènes. Il s'engage à respecter le règlement sur la police sanitaire des animaux domestiques, notamment en ce qui concerne la lutte contre les tsés-tsés et les trypanoses par débroussaillage des abreuvoirs et des galeries où la présence de mouches serait constatée, de même que la réglementation concernant les transferts ou transports du bétail telle qu'elle est prescrite par les articles 139 à 155 du décret du 28 juillet 1938.

Il devra se conformer aux prescriptions du décret précité notamment de son paragraphe 5, article 19 et spécialement de son article 154 sur la destruction des tiques en construisant des dipping-tanks.

ART. 12. — L'inexécution des conditions générales de l'arrêté du 25 février 1943 ainsi que l'inexécution des conditions spéciales reprises ci-dessus, feront s'opérer d'office la résiliation du présent contrat si, après sommation faite par lettre recommandée, l'occupant ne satisfait pas aux dites obligations dans un délai de trois mois à dater de la réception de la lettre recommandée.

ART. 13. — Le présent contrat est conclu sous réserve d'approbation par décret.

Ainsi fait à Lusambo, en double expédition, le vingt mai mil neuf cent quarante-sept.

ART. 2.

Le Ministre des Colonies est chargé de l'exécution du présent décret.

Donné à Bruxelles, le 10 novembre 1947.

ART. 2.

De Minister van Koloniën is belast met de uitvoering van dit decreet.

Gegeven te Brussel, den 10 November 1947.

CHARLES.

Par le Régent :

Le Ministre des Colonies,

Vanwege de Regent :

De Minister van Koloniën,

P. WIGNY.

Terres. — Cession par la Congrégation des Missionnaires de Scheut à la Congrégation des Pères Montfortains, de 3 terrains sis à Elisabetha. — Convention du 2 octobre 1943. — Approbation.

Gronden. — Afstand door de « Congrégation des Missionnaires de Scheut », aan de « Congrégation des Pères Montfortains », van 3 gronden te Elisabetha. — Overeenkomst van 2 October 1943. — Goedkeuring.

CHARLES, PRINCE DE BELGIQUE,
RÉGENT DU ROYAUME,

KAREL, PRINS VAN BELGIË,
REGENT VAN HET KONINKRIJK,

A tous, présents et à venir, SALUT !

Aan allen, tegenwoordigen en toekomstenden, HEIL !

Vu l'article 8 du décret du 28 décembre 1888 ;

Gelet op artikel 8 van het decreet van 28 December 1888 ;

Sur la proposition du Ministre des Colonies,

Op de voordracht van de Minister van Koloniën,

Nous avons arrêté et arrêtons :

Wij hebben besloten en Wij besluiten :

ARTICLE PREMIER.

ARTIKEL ÉÉN.

La convention dont la teneur suit est approuvée :

De Minister van Koloniën is belast met de uitvoering van dit decreet.

Je soussigné Joseph Bader, Prêtre du Sacré-Cœur à Basoko, résidant à Basoko, agissant en vertu d'une procuration passée devant M. DRYVERS, Joseph, notaire à Léopoldville, le six février mil neuf cent quarante trois, déclare par la présente, céder gratuitement à la Congrégation des Pères Montfortains, dûment représentée par le Révérend Père JANSSEN, Représentant Légal de la dite Congrégation au Congo Belge,

- a) *un terrain* d'une superficie de deux hectares avec toutes les constructions qui s'y trouvent, situé à Elisabetha, inscrit au plan communal sous le n° 3, faisant l'objet du certificat d'enregistrement Vol. C. XIII, folio 47, délivré le huit décembre mil neuf cent trente-six par le Conservateur des Titres Fonciers de Stanleyville;
- b) *un terrain* d'une superficie de quatre vingt quatre hectares, nonante deux ares et quarante et un centiares; soixante deux centièmes, avec toutes les constructions qui s'y trouvent, situé à Elisabetha, inscrit au plan communal sous le n° 2 A, faisant l'objet du certificat d'enregistrement Vol. C. XIII, folio 48, délivré le huit décembre mil neuf cent trente-six par le Conservateur des Titres Fonciers de Stanleyville.
- c) *un terrain* d'une superficie de quinze hectares, sept ares, cinquante-huit centiares, trente-huit centièmes, avec toutes les constructions qui s'y trouvent, situé à Elisabetha, inscrit au plan communal sous le n° 2 B, faisant l'objet du certificat d'enregistrement Vol. C. XIII, folio 49, délivré le huit décembre mil neuf cent trente-six par le Conservateur des Titres Fonciers de Stanleyville.

Ainsi fait à Basoko le deux octobre mil neuf cent quarante-trois.

PROCURATION.

La Congrégation des Missionnaires de Scheut, dont la personnalité civile a été reconnue par Décret du Roi Souverain en date du 30 septembre 1889, représentée par le Révérend Père Eugène WOLTERS, son représentant légal (B. A. 1938, page 153),

Donné par les présentes procuration au Révérend Père Joseph BADER, Prêtre du Sacré-Cœur à Basoko pour, au nom de la dite Congrégation, céder gratuitement à la Congrégation des Pères Montfortains, dont la personnalité civile a été reconnue par Arrêté Royal du 25 juillet 1934 (B. O. 1934, page 933) :

- a) *un terrain* d'une superficie de deux hectares avec toutes les constructions qui s'y trouvent, situé à Elisabetha, inscrit au plan communal sous le n° 3, faisant l'objet du certificat d'enregistrement Vol. C. XIII, folio 47, délivré le huit décembre mil neuf cent trente-six par le Gouverneur des Titres Fonciers de Stanleyville;
- b) *un terrain* d'une superficie de quatre vingt quatre hectares, nonante deux ares et quarante et un centiares, soixante deux centièmes avec toutes les constructions qui s'y trouvent, situé à Elisabetha inscrit au plan communal sous le n° 2 A, faisant l'objet du certificat d'enregistrement Vol. C. XIII, folio 48, délivré le huit décembre mil neuf cent trente six par le Conservateur des Titres Fonciers de Stanleyville;
- c) *un terrain* d'une superficie de quinze hectares, sept ares, cinquante-huit centiares, trente-huit centièmes, avec toutes les constructions qui s'y trouvent, situé à Elisabetha, inscrit au plan communal sous le n° 2 B, faisant l'objet du certificat d'enregistrement Vol. C. XIII, folio 49, délivré le huit décembre mil neuf cent trente-six par le Conservateur des Titres Fonciers de Stanleyville.

A cette fin, signer tous actes et pièces, étant entendu que tous frais d'enregistrement et droits de mutation seront mis à charge de la Congrégation des Pères Montfortains.

Ainsi fait à Léopoldville, le six février mil neuf cent quarante-trois.

ART. 2.

Le Ministre des Colonies est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Donné à Bruxelles, le 29 décembre 1947.

ART. 2.

De Minister van Koloniën is belast met de uitvoering van dit besluit.

Gegeven te Brussel, den 29 December 1947.

CHARLES.

Par le Régent :
Le Ministre des Colonies,

Vanwege de Regent :
De Minister van Koloniën,

P. WIGNY.

Terres. — Cession gratuite à la Société des Missionnaires d'Afrique (Pères Blancs), d'un terrain de 40 ares, sis à Kasongo. — Convention du 6 décembre 1947. — Approbation.

Gronden. — Kosteloos afstand aan de « Société des Missionnaires d'Afrique (Pères Blancs) », van een grond van 40 ares, te Kasongo. — Overeenkomst van 6 December 1947. — Goedkeuring.

CHARLES, PRINCE DE BELGIQUE,
RÉGENT DU ROYAUME,

KAREL, PRINS VAN BELGIË,
RÉGENT VAN HET KONINKRIJK,

A tous, présents et à venir, SALUT!

Aan allen, tegenwoordigen en toekomstenden, HEIL!

Sur la proposition du Ministre des Colonies,

Op de voordracht van de Minister van Koloniën,

Nous avons arrêté et arrêtons :

Wij hebben besloten en Wij besluiten :

ARTICLE PREMIER.

ARTIKEL EÉN.

La convention dont la teneur suit est approuvée :

De overeenkomst waarvan de tekst volgt wordt goedgekeurd :

La Colonie du Congo Belge représentée par le Gouverneur Général, cède gratuitement en toute propriété à la « SOCIÉTÉ DES MISSIONNAIRES D'AFRIQUE (Pères Blancs) », dont la personnalité civile a été reconnue par décret du 31 octobre 1896, représentée par le Révérend Père LENAERS, Constant, son représentant légal suppléant agréé par Ordonnance du Secrétaire Général de la Colonie, n° 227/ENS. du 15 juillet 1947 (B. A. 47, N° 14) et ci-après dénommée la Mission qui accepte aux conditions générales des décrets du 24 janvier 1943, et 2 juin 1945, aux conditions spéciales qui suivent, un terrain destiné à l'érection d'une Eglise, situé dans la circonscription urbaine de Kasongo à l'intersection des Rue de l'Eglise, rue Lippens et Avenue de la Mission, d'une superficie de quarante ares, dont les limites sont représentées par un liseré rouge au croquis approximatif figuré ci-après à l'échelle de 1 à 2.000.

La nature ainsi que les limites du terrain sont parfaitement connues de la Mission.

CONDITIONS SPECIALES.

ARTICLE PREMIER. — Le présent contrat est conclu sous réserve de son approbation par arrêté royal.

ART. 2. — La mise en valeur sera constituée par l'érection d'une Eglise paroissiale pour Européens et indigènes.

ART. 3. — L'inexécution des conditions prévues à l'article 5 — premier et deuxième alinéas — du décret du 24 janvier 1943, sera constatée par procès-verbal du délégué du Gouverneur de Province.

La Mission s'engage, dès ores, à remplir dans le cas de déchéance, les formalités prévues par le législateur sur le régime foncier du Congo Belge, en vue de l'enregistrement des terres au nom de la Colonie.

ART. 4. — S'il se trouve une contenance plus grande que celle exprimée au contrat, la Mission aura à se désister de l'excédent constaté s'il est d'un vingtième au-dessus de la contenance déclarée. Le désistement pourra, au choix de la Mission porter de préférence sur les surfaces non mises en valeur.

Cette rétrocession de terres ne donnera droit pour la Mission, ni à indemnité ni à compensation la surface indiquée au contrat étant le maximum auquel la Mission reconnaît avoir droit.

ART. 5. — Le terrain devra être clôturé au plus tard un an après la signature du présent contrat. Les clôtures doivent être établies solidement et entretenues constamment en bon état. Les clôtures devront être construites en bois d'œuvre, en fer ou en maçonnerie ou être constituées d'une haie vive, selon décision de l'Autorité compétente, qui sera seule juge pour apprécier s'il a été satisfait aux obligations résultant de la présente clause.

ART. 6. — Le locataire a l'obligation de recevoir et d'évacuer les eaux qui découlent naturellement du ou des fonds supérieurs, même lorsque le propriétaire ou le locataire des dits fonds supérieurs aura fait certains travaux pour concentrer dans un seul canal d'évacuation les dites eaux.

ART. 7. — Sauf pour les cas prévus à l'article 5 — premier et deuxième alinéas — du décret du 24 janvier 1943, l'inexécution des conditions générales de ce décret et des conditions spéciales reprises ci-dessus, feront s'opérer d'office la résolution du présent contrat si après sommation faite par lettre recommandée la Mission ne satisfait pas aux dites obligations dans un délai de trois mois à dater de la réception de la lettre recommandée.

Ainsi fait à Léopoldville, en double expédition, le six décembre mil neuf cent quarante-sept.

ART. 2.

Le Ministre des Colonies est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Donné à Bruxelles, le 29 décembre 1947.

CHARLES.

Par le Régent :

Le Ministre des Colonies,

P. WIGNY.

ART. 2.

De Minister van Koloniën is belast met de uitvoering van dit besluit.

Gegeven te Brussel, den 29 December 1947.

Vanwege de Regent :

De Minister van Koloniën,

Terres. — Cession gratuite à la « Baptist Missionary Society Corporation », d'un terrain de 1 Ha., sis à Stanleyville. — Convention du 21 novembre 1947. — Approbation.

CHARLES, PRINCE DE BELGIQUE,
RÉGENT DU ROYAUME,

A tous, présents et à venir, SALUT !

Suiv la proposition du Ministre des Colonies,

Nous avons arrêté et arrêtons :

ARTICLE PREMIER.

La convention dont la teneur suit est approuvée :

La Colonie du Congo Belge, représentée par le Gouverneur Général cède gratuitement en toute propriété à la « Baptist Missionary Society Corporation », personnalité civile reconnue par décret en date du 4 novembre 1889, représentée par le Révérend Reynolds, William, Daniel, demeurant à Léopoldville, agréé en qualité de Représentant Légal par ordonnance en date du 23 mars 1944 (*B. A.* de 1944, page 539), ci-après dénommée la « MISSION », qui accepte aux conditions générales des décrets des 24 janvier 1943 et 2 juin 1945 et aux conditions spéciales qui suivent un terrain destiné à la construction d'Ecoles primaires et salle de réunions situé dans le Centre Extra-Coutumier de Stanleyville (Village Bruxelles), d'une superficie de un hectare dont les limites sont représentées par un liseré rouge au croquis approximatif figuré ci-après à l'échelle de 1 à 5.000^{me}.

La nature ainsi que les limites du terrain sont parfaitement connues de la Mission.

Gronden. — Kosteloze afstand aan de « Baptist Missionary Society Corporation » van een grond van 1 Ha., te Stanleystad gelegen. — Overeenkomst van 21 November 1947. — Goedkeuring.

KAREL, PRINS VAN BELGIË,
REGENT VAN HET KONINKRIJK,

Aan allen, tegenwoordigen en toekomstenden, HEIL !

Op de voordracht van de Minister van Koloniën,

Wij hebben besloten en Wij besluiten :

ARTIKEL EÉN.

De overeenkomst waarvan de tekst volgt wordt goedgekeurd :

CONDITIONS SPECIALES.

ARTICLE PREMIER. — Le présent contrat est conclu sous réserve de son approbation par Arrêté Royal.

ART. 2. — Seront considérées comme mises en valeur, les terres couvertes sur 1/10^{me} au moins de leur surface par des constructions.

ART. 3. — L'inexécution des conditions prévues à l'article 5 — premier et deuxième alinéas — du décret du 24 janvier 1943 sera constaté par procès-verbal du délégué du Gouverneur de Province.

La Mission s'engage, dès ores, à remplir dans le cas de déchéance les formalités prévues par la législation sur le régime foncier du Congo Belge, en vue de l'enregistrement des terres au nom de la Colonie.

ART. 4. — Sauf pour les cas prévus à l'article 5 — premier et deuxième alinéas — du décret du 24 janvier 1943, l'inexécution des conditions générales de ce décret et des conditions spéciales reprises ci-dessus, feront s'opérer d'office la résolution du présent contrat si après sommation faite par lettre recommandée, la Mission ne satisfait pas aux dites obligations dans un délai de trente jours à dater de la réception de la lettre recommandée.

Ainsi fait à Léopoldville, en double expédition, le vingt et un novembre mil neuf cent quarante-sept.

ART. 2.

Le Ministre des Colonies est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Donné à Bruxelles, le 29 décembre 1947.

ART. 2.

De Minister van Koloniën is belast met de uitvoering van dit besluit.

Gegeven te Brussel, den 29 December 1947.

CHARLES.

Par le Régent :

Le Ministre des Colonies,

Vanwege de Regent :

De Minister van Koloniën,

P. WIGNY.

Terres. — Cession gratuite à la Société des Missionnaires d'Afrique (Pères Blancs de l'Urundi), d'un terrain de 20 Ha., sis à Mutumba. — Convention du 21 novembre 1947. — Approbation.

CHARLES, PRINCE DE BELGIQUE,
RÉGENT DU ROYAUME,

A tous, présents et à venir, SALUT !

Sur la proposition du Ministre des Colonies,

Nous avons arrêté et arrêtons :

ARTICLE PREMIER.

La convention dont la teneur suit est approuvée :

Gronden. — Kosteloze afstand aan de « Société des Missionnaires d'Afrique (Pères Blancs de l'Urundi) », van een grond van 20 Ha., te Mutumba. — Overeenkomst van 21 November 1947. — Goedkeuring.

KAREL, PRINS VAN BELGIË,
REGENT VAN HET KONINKRIJK,

Aan allen, tegenwoordigen en toekomstenden, HEIL !

Op de voordracht van de Minister van Koloniën,

Wij hebben besloten en Wij besluiten :

ARTIKEL EÉN.

De overeenkomst waarvan de tekst volgt wordt goedgekeurd :

Le Gouvernement du Territoire du Ruanda-Urundi, représenté par le Gouverneur Général du Congo Belge, cède gratuitement en toute propriété à la « SOCIÉTÉ DES MISSIONNAIRES D'AFRIQUE (Pères Blancs de l'Urundi) », reconnue par arrêté royal du 20 février 1929 (*B. O. C. B.* 1929, 2^{me} partie, page 79), dont le siège est à Kitega, représentée par le Révérend Père VAN HOOGTEN, Evariste, représentant légal suppléant, résidant à Mugera (*B.O.C.B.* 1929, 2^{me} partie, page 79), ci-après dénommée « LA MISSION », qui accepte aux conditions générales du décret du 24 janvier 1943 modifié par celui du 2 juin 1945 et aux conditions spéciales qui suivent, un terrain destiné à un usage de poste principal de mission, situé à Mutumba, d'une superficie de vingt hectares (20 ha.), dont les limites sont représentées par un liseré rouge au croquis approximatif figuré ci-après à l'échelle de 1 à 5.000.

La nature ainsi que les limites du terrain sont parfaitement connues de la Mission.

CONDITIONS SPECIALES.

ARTICLE PREMIER. — Le présent contrat est conclu sous réserve de son approbation par Arrêté Royal.

ART. 2. — Seront considérés comme mis en valeur :

- a) les terres couvertes sur $1/10^{me}$ au moins de leur surface, par des constructions en matériaux durables ;
- b) les terres cultivées sur $6/10^{mes}$ au moins de leur surface ;
- c) les pâturages aménagés en prairies et clôturés sur lesquels seront entretenus des bestiaux à l'élevé ou à l'engrais à raison d'au moins une tête de gros bétail ou six têtes de petit bétail par 2 hectares ;

- d) les terres sur lesquelles il aura été fait des plantations d'espèces ligneuses à une densité rationnelle en rapport avec l'âge et les variétés d'essences.

Ces conditions joueront simultanément ou séparément pour toute la surface.

ART. 3. — L'inexécution des conditions prévues à l'article 5 — premier et deuxième alinéas — du décret du 24 janvier 1943 sera constatée par procès-verbal du délégué du Gouverneur du Ruanda-Urundi.

La Mission s'engage, dès ores, à remplir dans le cas de déchéance, les formalités prévues par la législation sur le régime foncier du Congo Belge en vue de l'enregistrement des terres au nom du Ruanda-Urundi.

ART. 4. — Les chemins et sentiers indigènes ou autres traversant le terrain cédé appartiennent au domaine public et ne font pas partie de la présente cession; leur situation et leur largeur définitives seront déterminées lors du mesurage officiel.

ART. 5. — La Mission ne peut abattre les espèces ligneuses croissant au moment de l'octroi des terres que dans la mesure des défrichements nécessaires au développement de son entreprise.

ART. 6. — La Mission s'engage à boiser (ou à entreprendre des cultures de plantes arbustives médicinales) sur un dixième du terrain cédé, c'est-à-dire sur deux hectares. Les essences à employer sont laissées au choix de la Mission. Les travaux devront être achevés en cinq ans et compteront pour l'évaluation des surfaces mises en valeur.

ART. 7. — Sauf pour les cas prévus à l'article 5 — premier et deuxième alinéas — du décret du 24 janvier 1943, l'inexécution des conditions générales de ce décret ainsi que l'inexécution des conditions spéciales reprises ci-dessus, feront s'opérer d'office la résolution du présent contrat, si, après sommation faite par lettre recommandée, la Mission ne satisfait pas aux dites obligations, dans un délai de trente jours à dater de la réception de la lettre recommandée.

Ainsi fait à Léopoldville, en double expédition, le vingt et un novembre mil neuf cent quarante-sept.

ART. 2.

Le Ministre des Colonies est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Donné à Bruxelles, le 29 décembre 1947.

CHARLES.

Par le Régent :
Le Ministre des Colonies,

P. WIGNY.

ART. 2.

De Minister van Koloniën is belast met de uitvoering van dit besluit.

Gegeven te Brussel, den 29 December 1947.

Vanwege de Regent :
De Minister van Koloniën,

Terres. — Concession à la Société Symétain du droit de capter 2.000 HP. aux chutes de la rivière Endemanu. — Convention du 16 décembre 1947. — Approbation.

CHARLES, PRINCE DE BELGIQUE,
RÉGENT DU ROYAUME,

A tous, présents et à venir, SALUT!

Sur la proposition du Ministre des Colonies,

Nous avons arrêté et arrêtons :

ARTICLE PREMIER.

La convention dont la teneur suit est approuvée :

Entre la Colonie du Congo Belge, représentée par M. P. WIGNY, Ministre des Colonies,

le COMITE NATIONAL DU KIVU, représenté par M. L. Helbig de Balzac, son Président,

et la Société SYMETAIN, société congolaise par actions à responsabilité limitée, représentée par MM. Henri DEPAGÉ, administrateur-délégué et Pierre VAN HOEGAERDEN, Fondé de pouvoirs, ci-après dénommée la Société,

Il a été convenu ce qui suit, sous réserve d'approbation par arrêté royal.

ARTICLE PREMIER. — La Colonie concède à la Société Symétain, aux conditions stipulées ci-après, le droit de capter jusqu'au 31 décembre 2020, deux mille (2.000) chevaux vapeur aux chutes de la rivière Endemanu, affluent de l'Ulundi.

ART. 2. — La Colonie reconnaît à la Société le droit de rechercher et d'occuper jusqu'à l'expiration de la présente concession :

a) les terrains nécessaires à l'installation d'usines et de leurs dépendances, y compris le cas échéant, des canaux et des bassins de captage, ainsi que de deux conduites forcées et des canaux de fuite;

b) les terrains à prévoir en vue de l'utilisation de l'énergie électrique produite.

Les demandes relatives à l'occupation des terrains dont l'affectation est définie ci-dessus devront être régulièrement introduites dans le délai de cinq ans à dater de la présente convention.

Les attributions de terrains auront lieu dans les limites et aux conditions de l'arrêté du 25 février 1943 sur la vente et la location des terres et des mesures

Gronden. — Concessie aan de « Société Symétain » van het recht om 2.000 PK. bij de watervallen van de Endemanu-rivier op te vangen. — Overeenkomst van 16 December 1947. — Goedkeuring.

KAREL, PRINS VAN BELGIË,
REGENT VAN HET KONINKRIJK,

Aan allen, tegenwoordigen en toekomstenden, HEIL!

Op de voordracht van de Minister van Koloniën,

Wij hebben besloten en Wij besluiten :

ARTIKEL ÉÉN.

De overeenkomst waarvan de tekst volgt wordt goedgekeurd :

réglementaires qui les complèteraient ou les modifieraient et éventuellement sous réserve d'approbation par le pouvoir compétent.

- c) le droit de construire des lignes aériennes pour le transport de l'énergie électrique et de faire usage, dans le périmètre délimité sur les plans dont il est question à l'article 3 et sous réserve des droits des tiers, de tous terrains que nécessiterait éventuellement l'établissement de voies d'accès jusqu'aux dites installations hydro-électriques.

Les arbres du domaine qui constitueraient un obstacle à l'établissement et à la conservation des lignes aériennes pourront être enlevés, mais resteront la propriété du Comité National du Kivu.

L'abattage des arbres se fera conformément aux dispositions prévues au règlement du Comité pour l'exploitation des coupes de bois, pour autant que ces dispositions ne soient pas contraires à la bonne exécution des travaux d'établissement de la ligne.

La largeur de la tranchée à effectuer pour la pose des poteaux et des câbles ne dépassera pas celle jugée indispensable à la construction et à l'entretien de la ligne.

Le Comité National du Kivu autorise la Société à utiliser les arbres abattus à charge pour elle de lui payer les redevances prévues à son tarif de coupes de bois.

Les contestations qui pourraient surgir à propos des coupes de bois seront tranchées souverainement par le Gouverneur de la Province.

Quant aux sentiers et routes qui seraient créés par la Société, ils resteront gratuitement accessibles au public.

ART. 3. — La détermination de la section fluviale destinée à constituer les bassins de captage devra, sous peine de déchéance être notifiée à la Colonie dans un délai de deux ans à dater de l'approbation de la présente convention par Arrêté Royal.

Le choix des terrains dont il s'agit sub litteris a) et b) de l'article 2, sera notifié à la Colonie en même temps que la détermination du bassin de captage auquel ils se rapportent.

Les susdites notifications seront accompagnées de plans et indications précisant, notamment, la situation des installations de l'usine et de ses dépendances du bassin de captage, des barrages éventuels ainsi que des endroits où doivent déboucher les canaux de fuite.

Ces plans indiqueront, en outre, les ouvrages à établir tant sur la voie publique qu'au-dessus et au-dessous de celle-ci.

Les plans et indications susvisés devront être approuvés par le Gouverneur de la Province, ainsi que toutes modifications apportées ultérieurement aux travaux projetés.

Le programme des travaux comportera un délai d'achèvement qui sera soumis à ratification du Gouverneur de la Province.

Les délais devront être observés sous peine de déchéance, à moins de prolongations qui seraient accordées par le Gouverneur Général pour motif de force majeure.

ART. 4. — Si des motifs d'utilité publique l'exigent, la Colonie procèdera, aux frais de la Société et par les voies légales, aux expropriations que les susdites installations rendront nécessaires.

ART. 5. — Après dix années d'exploitation, la puissance hydro-électrique installée par la Société devra être de 500 kw. au moins. En cas d'inobservation de cette clause sans motif légitime, la Société pourra être déchue de ses droits sur la partie de la chute non utilisée.

La Colonie pourra également, en tout temps, à partir de la vingtième année, déclarer définitivement disponible toute la partie concédée de la puissance hydraulique dont la Société n'aura pas fait usage pour les besoins de son usine hydro-électrique durant les cinq dernières années qui auront précédé la date de cette déclaration et pour autant que, après avoir été mise en demeure, elle ne s'engage pas à utiliser cette partie d'énergie dans un délai de deux ans.

La puissance utilisée sera mesurée aux basses eaux à l'entrée des conduites forcées et calculées en multipliant le produit du débit minimum, en ce point, par la dénivellation nette existant entre l'entrée de ces conduites forcées et la restitution de l'eau turbinée.

ART. 6. — La puissance hydraulique sur laquelle la Société aurait perdu ses droits pourra être équipée par la Colonie ou concédée à des tiers.

ART. 7. — Dans les installations de la Société, le courant devra présenter les caractéristiques prévues par le décret du 14 juillet 1930 sur l'énergie électrique standardisée, et par les dispositions d'application générale qui complèteraient ou modifieraient éventuellement dans l'avenir ce décret, sans que toutefois la Colonie puisse exiger la transformation des installations existantes.

ART. 8. — La construction et le fonctionnement des usines hydroélectriques doivent sauvegarder, éventuellement, la navigabilité et la flottabilité de la rivière et tenir compte du développement futur de la navigation.

Le Gouverneur de la Province décidera, au moment de l'approbation des plans, si la section du cours d'eau utilisée est navigable ou non.

En dérogation à l'article premier de la présente convention, la Société sera tenue de conserver aux écluses et aux autres installations existantes ou qui viendraient à être établies, l'eau qui serait nécessaire pour la navigation. Si la Colonie décidait ultérieurement de rendre la section navigable, les frais seraient à la charge des pouvoirs publics.

ART. 9. — La construction et le fonctionnement de l'usine hydroélectrique ne peuvent priver les agglomérations urbaines de l'eau indispensable aux services publics.

Il n'appartient qu'à la Colonie de décider éventuellement si ces agglomérations doivent se procurer de l'eau ailleurs ou si la Société doit la leur fournir.

Les eaux utilisées pour le fonctionnement de l'usine feront retour à la rivière pour autant que cette restitution ne nuise pas aux besoins de l'exploitation minière.

ART. 10. — La Société s'oblige à prendre toutes les dispositions que le Gouvernement de la Colonie jugerait nécessaires pour assurer la protection du poisson.

ART. 11. — Semestriellement, pour l'application des articles 14, 15 et 20 ci-après, le prix de revient du kilowatt-heure sera établi comme suit :

Le prix de revient du kilowatt-heure à la sortie de la centrale s'obtiendra en divisant par le total des kilowatt-heures sortis à la haute tension au cours du semestre considéré, la somme des éléments ci-après :

- a) frais directs : c'est-à-dire toutes consommations de matières et toutes prestations consenties exclusivement pour la production du courant et l'entretien des installations hydroélectriques (en ce compris toutes réparations), au cours du semestre considéré;
- b) frais généraux : estimés forfaitairement à 15 % des frais directs ci-dessus définis;
- c) amortissements des installations hydroélectriques : calculés pour un semestre en fonction de la durée probable de l'utilisation de ces installations, sans que cette durée puisse excéder la période prévue pour l'exploitation, au rythme normal, des réserves inventoriées des gisements de la Société. Les amortissements pourront tenir compte de la valeur de remplacement des actifs à amortir. Il ne sera plus imputé d'amortissement pour les actifs amortis en exécution des présentes dispositions.
- d) intérêt à 5 % l'an, calculé pour un semestre sur les sommes consacrées aux études, à l'acquisition et à l'établissement des installations hydroélectriques.

ART. 12. — Le prix de revient du kilowatt-heure après transport et transformation s'obtiendra en ajoutant au prix de revient du kilowatt-heure haute tension le prix de revient du transport et de transformation déterminé en divisant par le total des kilowatt-heures mesurés au cours du semestre considéré, à la basse tension de la (ou des) sous-station(s) située(s) en bout du réseau, la somme des éléments ci-après :

- aa) frais directs : c'est-à-dire toutes consommations de matières et toutes prestations consenties exclusivement pour assurer le transport du courant et sa transformation (en ce compris toutes réparations) au cours du semestre considéré;
- bb) frais généraux estimés forfaitairement à 15 % des frais directs définis par aa) ci-dessus;
- cc) amortissements des installations de transport de force et de transformation : calculés pour un semestre en fonction de la durée probable de l'utilisation de ces installations sans que cette durée puisse excéder la période prévue pour l'exploitation au rythme normal des réserves inventoriées des gisements de la société. Les amortissements pourront tenir compte de la valeur de remplacement des actifs à amortir; il ne sera plus imputé d'amortissement pour les actifs amortis en exécution des présentes dispositions;
- dd) intérêts à 5 % l'an calculé pour un semestre sur les sommes consacrées aux études, à l'acquisition et à l'établissement des installations de transport de force et de transformation.

ART. 13. — La concession est donnée, en ordre principal, pour les besoins des exploitations et services annexes que la Société a établis ou établirait dans la région.

Toutefois, elle est autorisée à céder à des tiers le surplus de son énergie sous réserve de l'application des articles 14 et 15 ci-après.

Il lui est interdit de dériver l'énergie électrique à l'étranger à moins d'une autorisation expresse du Ministre des Colonies.

ART. 14. — La société fournira, à la Colonie, pour les besoins de ses services publics et de ses ateliers exploités par elle, soit directement, soit par l'intermédiaire de régies ou d'établissements publics, le courant électrique non utilisé pour les besoins de la Société. Ce courant lui sera fourni de préférence à quiconque.

Il sera vendu au prix de revient, établi comme il est prévu aux articles 11 et 12.

Au cas où des services publics seraient exploités par des sociétés concessionnaires, la Société leur fournira également et de préférence à quiconque, le courant électrique à des prix qui seront fixés suivant un accord entre la Société et la Société concessionnaire, sous réserve de l'approbation de M. le Ministre des Colonies.

ART. 15. — En cas de vente à des tiers, non prévue à l'article 14, la Société paiera semestriellement à la Colonie une redevance égale à la moitié du bénéfice réalisé sur le total des kilowatt-heures vendus au cours du semestre considéré. Le bénéfice réalisé sera égal à la différence entre le prix de vente du courant aux tiers et le prix de revient établi comme il est prévu aux articles 11 et 12.

Des cessions d'énergie à des tiers pourront être consenties par la société à prix de revient; toutefois lorsque le tiers visé utilisera plus du vingtième de l'énergie qui lui aura été cédée à prix de revient, à des fins autres que l'exécution de travaux ou de prestations pour compte de la Société, ces cessions ne pourront être consenties que moyennant l'accord de la Colonie et aux conditions qu'elle fixera.

ART. 16. — Sous peine de déchéance, la Société maintiendra ses installations en bon état d'entretien et en état d'activité pour autant que les besoins de ses exploitations minières l'exigent.

En cas d'interruption, sauf cas fortuit, ou force majeure, la Colonie aura la faculté de pourvoir, soit par elle-même, soit par l'entremise d'un tiers concessionnaire, à la continuation de l'exploitation hydro-électrique aux frais de la Société, en attendant que celle-ci y pourvoie elle-même.

ART. 17. — Si par ses installations ou, par son fait, sauf en cas de force majeure, la Société occasionne des inondations, elle sera tenue de payer, en cas de dommage, une indemnité à fixer selon le mode et la procédure prévus à l'article 22, sans préjudice de celles qui seraient dues à des tiers.

Dans un délai de cinq ans, il sera établi une zone de sécurité tenant compte de l'établissement des barrages, zone dans laquelle des indemnités ne pourraient être exigées.

ART. 18. — Si l'utilisation de la force hydro-électrique installée est entravée par l'effet direct de travaux d'utilité publique, la Société aura droit à une juste indemnité à fixer selon la procédure prévue à l'article 22.

ART. 19. — A l'expiration de la concession, ou en cas de déchéance de la Société, la Colonie sera subrogée à tous les droits de la Société et entrera en possession des usines et dépendances, du matériel d'exploitation et de tous terrains occupés par la Société, sans que celle-ci n'ait droit à une indemnité.

Toutefois, si la Société avait effectué durant les cinq dernières années des travaux d'aménagement reconnus nécessaires par le Gouverneur de la Province, elle aurait droit au remboursement des frais non normalement amortis de ces travaux;

Au cas où les nécessités de l'exploitation des chantiers miniers nécessiteraient le déplacement de la centrale hydro-électrique ou du réseau, la Société aura le droit, sauf dans le cas prévu à l'article 20, de disposer du matériel des usines et dépendances, pour en effectuer l'établissement ailleurs.

ART. 20. — Au cas où la Colonie jugerait nécessaire la centralisation des exploitations hydro-électriques de la Colonie ou d'une région de la Colonie, la Société s'engage à participer à une exploitation en commun, soit en faisant apport de ses installations au nouvel organisme, soit en s'organisant pour assurer la production et la fourniture de son courant suivant le plan général prévu et ce, au prix de revient, établi comme il est prévu aux articles 11 et 12. La redevance prévue à l'article 15 sera due, dès lors, par le nouvel organisme.

La Colonie décidera souverainement des modalités nécessaires à l'exécution du plan d'unification.

Dans cette éventualité, la société aura :

- a) en cas de reprise de ses installations, droit à une indemnité égale aux frais d'établissement, déduction faite des amortissements normaux, et majorée d'une prime de 10 %.
- b) le droit d'obtenir le courant nécessaire à ses installations situées dans la région envisagée, et ce jusqu'à l'expiration de la concession prévue à l'article premier.

Ce courant lui sera fourni à un prix qui sera calculé suivant des règles analogues à celles tracées par les articles 11 et 12 du présent contrat.

Les contestations qui pourraient s'élever à ce sujet seront tranchées par des arbitres siégeant à Bruxelles et nommés comme il est dit à l'article 22 et sans préjudice du droit du Ministre des Colonies de décider, souverainement, s'il y a lieu ou non à l'unification et d'arrêter, dans l'affirmative les modalités de celle-ci.

ART. 21. — Toute cession totale ou partielle de la concession devra être préalablement autorisée par la Colonie et selon les modalités qu'elle déterminera.

Il est entendu que l'utilisation des chutes de la rivière Endemanu étant liée à l'exploitation des mines exploitées dans la région par la Société, celle-ci aura le droit de renoncer au présent contrat, moyennant préavis de six mois notifié par lettre recommandée au Ministre des Colonies, si elle venait à cesser l'exploitation de ses gisements. Au cas où elle ferait usage de ce droit, la Société pourra disposer

du matériel des usines et dépendances, soit pour en effectuer l'établissement ailleurs, comme il est prévu à l'art. 19, soit pour le céder en même temps que la concession ou séparément; en cas de cession, la Colonie aura la faculté d'acquiescer ce matériel de préférence à quiconque, pour une valeur égale au prix coûtant déduction faite des amortissements normaux.

ART. 22. — Les contestations qui pourraient s'élever au sujet de l'interprétation des clauses de la présente convention seront tranchées par une commission d'arbitres siégeant à Bruxelles. En cas d'arbitrage, chacune des parties désignera un arbitre et le Président du Tribunal de première Instance de Bruxelles en désignera un troisième.

Les arbitres sont dispensés des délais et formes établis pour les tribunaux.

Ils statueront, dans les termes du droit.

Bruxelles, le seize décembre 1947.

ART. 2.

Le Ministre des Colonies est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Donné à Bruxelles, le 29 décembre 1947.

ART. 2.

De Minister van Koloniën is belast met de uitvoering van dit besluit.

Gegeven te Brussel, den 29 December 1947.

CHARLES.

Par le Régent :

Le Ministre des Colonies,

Vanwege de Regent :

De Minister van Koloniën,

P. WIGNY.

Rapport du Conseil Colonial sur le projet de décret, approuvant une concession en emphytéose à la Société Internationale Forestière et Minière du Congo (Forminière), d'un terrain de 2 Ha., 39 a., 70 ca., sis aux chutes Pogge N° 2 sur la rive droite du Kasai (Territoire de Tshikapa).

Ce projet de décret a été soumis à l'examen du Conseil en sa séance du 24 octobre 1947.

Il n'a donné lieu à aucune observation de fond.

Verslag van de Koloniale Raad over het ontwerp van decreet, tot goedkeuring van een uitgifte in erfpacht aan de « Société Internationale Forestière et Minière du Congo (Forminière) », van een grond van 2 Ha., 39 a., 70 ca., gelegen aan de watervallen Pogge N° 2 op de rechteroever van de Kasai (Gewest Tshikapa).

Dit ontwerp van decreet werd aan de Raad voor onderzoek onderworpen in de vergadering van 24 October 1947.

Het heeft geen aanleiding gegeven tot enige op- of aanmerking omtrent de inhoud.

Le projet, mis aux voix, a été approuvé à l'unanimité.

M. le Conseiller Van de Putte était absent et excusé.

Bruxelles, le 21 novembre 1947.

Le Conseiller-Rapporteur,

J. VAN WING.

L'Auditeur,

M. VAN HECKE.

In stemming gebracht, werd het ontwerp eenparig goedgekeurd.

De Heer Van de Putte, Raadslid, was afwezig met kennisgeving.

Brussel, de 21 November 1947.

Het Raadslid-Verslaggever,

De Auditeur,

Terres. — Concession en emphytéose à la Société Internationale Forestière et Minière du Congo (Forminière), d'un terrain de 2 Ha., 39 a., 70 ca., sis aux chutes Pogge N° 2 sur la rive droite du Kasai. — Convention du 3 juin 1947. — Approbation.

CHARLES, PRINCE DE BELGIQUE,
RÉGENT DU ROYAUME,

A tous, présents et à venir, SALUT!

Vu l'avis émis par le Conseil Colonial en sa séance du 24 octobre 1947;

Sur la proposition du Ministre des Colonies,

Nous avons décrété et décrétons :

ARTICLE PREMIER.

La convention dont la teneur suit est approuvée :

La Colonie du Congo Belge, représentée par le Gouverneur de la Province de Lusambo, agissant en vertu des dispositions de l'arrêté du 25 février 1943, concède en emphytéose pour un terme de septante-cinq ans, prenant fin le 31 décembre 2020, à la Société Internationale Forestière et Minière du Congo «Forminière», ayant son siège à Tshikapa, dont les statuts ont été publiés au B. O. de

Gronden. — Uitgifte in erpacht aan de « Société Internationale Forestière et Minière du Congo (Forminière), van een grond van 2 Ha., 39 a., 70 ca., gelegen aan de watervallen Pogge N° 2 op de rechteroever van de Kasai. — Overeenkomst van 3 Juni 1947. — Goedkeuring.

KAREL, PRINS VAN BELGIË,
REGENT VAN HET KONINKRIJK,

Aan allen, tegenwoordigen en toekomstenden, HEIL!

Gezien het advies door de Koloniale Raad uitgebracht in diens vergadering van 24 October 1947;

Op de voordracht van de Minister van Koloniën,

Wij hebben gedecreteerd en Wij decreteren :

ARTIKEL EÉN.

De overeenkomst waarvan de tekst volgt wordt goedgekeurd :

1906, page 500, représentée par M. Parmentier, Albert, résidant à Tshikapa, agissant en vertu d'une procuration publiée au *B. A.* de 1938, page 545, qui accepte, aux conditions générales de l'arrêté précité, du règlement général prévu par l'arrêté royal du 30 mai 1922, de l'arrêté n° 121/T.F. du 20 mars 1945 du Gouverneur de la Province de Lusambo, aux conditions prévues par la convention pour chutes d'eau du 12 novembre 1945 et aux conditions spéciales qui suivent, un terrain destiné à un *usage industriel* (établissement d'un canal d'amenée d'eau et d'une centrale hydro-électrique), situé aux chutes Pogge n° 2 sur la rive droite du Kasai, d'une superficie de deux hectares, trente-neuf ares, septante centiares (2 Ha., 39 a., 70 ca.), dont les limites sont représentées par un liseré jaune au croquis figuré ci-après à l'échelle de 1/10.000^m.

La nature ainsi que les limites du terrain sont parfaitement connues de l'emphytéote.

CONDITIONS SPECIALES.

ARTICLE PREMIER. — La redevance annuelle du terrain est fixée à la somme de sept mille cent nonante et un francs (7.191 francs), payable ainsi qu'il est dit à l'article 19 de l'arrêté du 25 février 1943, chez le Receveur des Impôts à Lusambo, sans qu'il soit besoin d'aucun avertissement de la part de la Colonie.

ART. 2. — Le présent contrat prend cours à la date du premier janvier mil neuf cent quarante-six.

ART. 3. — La mise en valeur à effectuer sur le terrain doit répondre à la destination prévue, savoir :

L'établissement d'un canal d'amenée d'eau et d'une centrale hydro-électrique d'une puissance de deux mille chevaux-vapeur au moins (2.000 C. V.).

ART. 4. — Le sentier, traversant le terrain, réservé au canal d'amenée, indiqué au croquis ci-contre appartient au domaine public ; il devra rester ouvert à la libre circulation publique. La Société Forminière s'engage à en faciliter l'accès par la construction d'une passerelle sur le canal d'amenée. Ce sentier doit avoir un mètre de largeur, au moins.

ART. 5. — Le présent contrat est conclu sous réserve des droits que les indigènes pourraient éventuellement revendiquer dans le délai et selon la procédure prévus à l'article 9 du décret du 31 mai 1934.

ART. 6. — L'inexécution des conditions générales de l'arrêté du 25 février 1943 du règlement général prévu par l'arrêté royal du 30 mai 1922, des conditions spéciales prévues par la convention du 12 novembre 1945, parue au *B. O.* de 1946, page 28 et suivantes, et des conditions spéciales ci-dessus, feront s'opérer d'office le recours à l'application des articles 5 et 6 de la convention du 12 novembre 1945 ou la résiliation du présent contrat si, après sommation faite par lettre recommandée, l'emphytéote ne satisfait pas aux obligations dans un délai de trois mois à dater de la réception de la lettre recommandée.

ART. 7. — Le présent contrat est conclu sous réserve d'approbation par le pouvoir compétent.

Ainsi fait à Lusambo, en double expédition, le trois juin mil neuf cent quarante-sept.

ART. 2.

Le Ministre des Colonies est chargé de l'exécution du présent décret.

Donné à Bruxelles, le 29 décembre 1947.

ART. 2.

De Minister van Koloniën is belast met de uitvoering van dit decreet.

Gegeven te Brussel, den 29 December 1947.

CHARLES.

Par le Régent :

Le Ministre des Colonies,

Vanwege de Regent :

De Minister van Koloniën,

P. WIGNY.

Convention du 12 décembre 1947 modifiant la convention du 30 septembre 1935 intervenue entre la Colonie et l'Agence Belge de l'Est Africain pour la gestion des bases belges de Dar-es-Salaam et de Kigoma. — Approbation.

Overeenkomst van 12 December 1947 tot wijziging van de overeenkomst van 30 September 1935 gesloten tussen de Kolonie en de « Agence Belge de l'Est Africain » voor het beheer van de basis te Dar-es-Salaam en te Kigoma. — Goedkeuring.

CHARLES, PRINCE DE BELGIQUE,
RÉGENT DU ROYAUME,

KAREL, PRINS VAN BELGIË,
REGENT VAN HET KONINKRIJK,

A tous, présents et à venir, SALUT!

Aan allen, tegenwoordigen en toekomstenden, HEIL!

Sur la proposition du Ministre des Colonies,

Op de voordracht van de Minister van Koloniën,

Nous avons arrêté et arrêtons :

Wij hebben besloten en Wij besluiten :

ARTICLE PREMIER.

ARTIKEL ÉÉN.

La convention dont la teneur suit est approuvée :

De overeenkomst waarvan de tekst volgt wordt goedgekeurd :

Entre le Gouvernement de la Colonie du Congo Belge, ci-après dénommée le Gouvernement représenté par M. P. WIGNY, Ministre des Colonies, d'une part,
et

la Société anonyme AGENCE BELGE DE L'EST AFRICAÏN, dont le siège social est à Anvers, 61, Rempart-Sainte-Catherine, ci-après dénommée la Société, représentée par MM. André de SPIRLET et Pierre CATTIER, Administrateurs, d'autre part,

Il a été convenu ce qui suit, sous réserve d'approbation par Arrêté Royal :

ARTICLE UNIQUE. — L'article 8 de la convention du 30 septembre 1936, approuvée par Arrêté Royal du 9 octobre 1936, est abrogé et remplacé par la disposition suivante :

» En rémunération des services rendus au Gouvernement par application des dispositions de la présente convention, la Société recevra, à partir du 1^{er} janvier 1946, une somme forfaitaire de quatre mille livres sterling (£ 4.000) par an. Cette indemnité couvrira tous les frais d'administration, y compris les traitements et salaires de tout le personnel européen, ainsi que ceux du personnel indigène de l'administration et les frais généraux, à l'exclusion des frais d'exploitation.

» Par contre, le Gouvernement remboursera à la Société les frais d'exploitation dûment justifiés par elle.

» Les frais d'exploitation relatifs à la gérance des concessions belges comprennent le coût de la fourniture de charbon, d'électricité, d'huile, de graisse, de déchets de coton, etc. pour le service des grues, l'entretien et les réparations de celles-ci, le salaire de leurs conducteurs et mécaniciens indigènes, la fourniture d'électricité pour le service des quais et des magasins, l'entretien de la superstructure, la fourniture d'eau, etc.

» Le paiement de ces rémunérations aura lieu en Afrique. »

Fait en double exemplaire, à Bruxelles, le 12 décembre 1947.

ART. 2.

Le Ministre des Colonies est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Donné à Bruxelles, le 29 décembre 1947.

ART. 2.

De Minister van Koloniën is belast met de uitvoering van dit besluit.

Gegeven te Brussel, den 29 December 1947.

CHARLES.

Par le Régent :

Le Ministre des Colonies,

Vanwege de Regent :

De Minister van Koloniën,

P. WIGNY,

Bulletin Officiel

DU

CONGO BELGE**Ambtelijk Blad**

VAN

BELGISCH-CONGO**2^e PARTIE****2^e DEEL****SOMMAIRE****INHOUD**

Dates.	Pages.	Dagtekeningen.	Bladz.
12 janvier 1948. — D. — Terres. — Echange avec la « Congrégation des Pères Passionistes » de terrains sis à Bena-Dibele. — Convention du 30 juillet 1947. — Approbation.	33	12 Januari 1948. — D. — Gronden. Ruiling met de « Congregatie der Paters Passionisten » van gronden, gelegen te Bena-Dibele. — Overeenkomst van 30 Juli 1947. — Goedkeuring.	33
12 janvier 1948. — A. R. — Terres. — Cession gratuite aux « Chanoines Missionnaires Belges de Saint Augustin » d'un terrain de 2 Ha., 25 a., sis à Kibumbu. — Convention du 12 décembre 1947. — Approbation.	36	12 Januari 1948. — B. R. — Gronden. — Kosteloze afstand aan de « Chanoines Missionnaires Belges de Saint Augustin » van een grond van 2 Ha., 25 a., te Kibumbu. — Overeenkomst van 12 December 1947. Goedkeuring.	36
12 janvier 1948. — D. — Mines. — Décret, approuvant la convention du 30 juin 1947, conclue entre la Colonie et la « Société Minière de Surongo ».	38	12 Januari 1948. — D. — Mijnen. — Decreet tot goedkeuring van de overeenkomst van 30 Juni 1947, gesloten tussen de Kolonie en de « Société Minière de Surongo ».	38
12 janvier 1948. — D. — Mines. — Décret approuvant la convention du 13 mai 1947, conclue avec la « Société Minière de Kamola (Somika) ».	41	12 Januari 1948. — D. — Mijnen. — Decreet tot goedkeuring van de overeenkomst van 13 Mei 1947, gesloten met de « Société Minière de Kamola (Somika) ».	41
12 janvier 1948. — A. R. — Augmentation du capital du « Syndicat pour l'Electrification de Stanleyville » par la « Régie de Distributions d'Eau et d'Electricité du Congo Belge et du Ruanda-Urundi » et la « Compagnie des Chemins de		12 Januari 1948. — B. R. — Verhoging van het kapitaal van het « Syndicat pour l'Electrification de Stanleyville » door de « Régie de Distributions d'Eau et d'Electricité du Congo Belge et du Ruanda-Urundi » en de « Compagnie des Chemins de	

Dates.	Pages.	Dagtekeningen.	Bladz.
Fer du Congo Supérieur aux Grands Lacs Africains ». — Convention du 5 novembre 1947. — Approbation.	43	de Fer du Congo Supérieur aux Grands Lacs Africains ». — Overeenkomst van 5 November 1947. — Goedkeuring.	43
22 janvier 1948. — A. R. — Formation d'un syndicat d'études dénommé « Syndicat pour l'Electrification de la région d'Albertville (Sydelral) ». Convention du 5 novembre 1947. — Approbation.	48	22 Januari 1948. — B. R. — Vorming van een studie-syndikaat genoemd « Syndicat pour l'Electrification de la région d'Albertville (Sydelral) ». — Overeenkomst van 5 November 1947. — Goedkeuring . .	48
23 janvier 1948. — A. R. — Chutes d'Eau. — Concession par le Gouvernement du Ruanda-Urundi à M. Ferreira da Costa, de chutes d'eau à la Rivière Boyesi. — Convention du 12 janvier 1948. — Approbation.	53	23 Januari 1948. — A. R. — Water-vallen. — Concessie door het Gouvernement van Ruanda-Urundi aan de Heer Ferreira da Costa, van watervallen op de Boyesi-rivier. — Overeenkomst van 12 Januari 1948. — Goedkeuring.	53
23 janvier 1948. — A. R. — Terres. — Cession gratuite à la « Société des Religieuses du Sacré-Cœur », d'un terrain de 100 Ha., sis à Kimuenza. — Convention du 23 décembre 1947. — Approbation.	55	23 Januari 1948. — A. R. — Gron-den. — Kosteloze afstand aan de « Société des Religieuses du Sacré-Cœur », van een grond van 100 Ha., te Kimuenza. — Overeenkomst van 23 December 1947. — Goedkeuring. .	55
26 janvier 1948. — A. R. — Terres. Cession gratuite à l'Association « Chanoinesses Missionnaires Belges de Saint-Augustin » par le Gouvernement du Ruanda-Urundi, d'un terrain de 7 Ha., 50 a., sis à Kiganda. — Convention du 30 décembre 1947. — Approbation.	57	26 Januari 1948. — A. R. — Koste-loze afstand aan de Vereniging « Chanoinesses Missionnaires Belges de Saint-Augustin », door het Gouvernement van Ruanda-Urundi, van een grond van 7 Ha., 50 a., te Kiganda. — Overeenkomst van 30 December 1947. — Goedkeuring.	57
5 février 1948. — A. R. — Terres. Vente à la Colonie par la société « Chantier Naval de N'Dolo (Chanado) », de son chantier naval de N'Dolo. — Convention du 15 janvier 1948. Approbation.	59	5 Februari 1948. — B. R. — Gron-den. — Verkoop aan de Kolonie door de vennootschap « Chantier Naval de N'Dolo (Chanado) », van haar scheepstimmerwerf te N'Dolo. — Overeenkomst van 15 Januari 1948. — Goedkeuring. .	59
5 février 1948. — D. — Mines. — Domaine minier de la « Compagnie des Chemins de Fer du Congo Supérieur aux Grands Lacs Africains ». — Permis d'exploitation délivrés à la « Compagnie Minière de l'Ure-ga (Minerga) ».	62	5 Februari 1948. — D. — Mijnen. — Mijndomein van de « Compagnie des Chemins de Fer du Congo Supérieur aux Grands Lacs Africains ». — Mijnbouwvergunningen, afgeleverd aan de « Compagnie Minière de l'Urega (Minerga) ». . .	62
5 février 1948. — D. — Mines. — Domaine minier de la « Compagnie des Chemins de Fer du Congo Supérieur aux Grands Lacs Africains ». —		5 Februari 1948. — D. — Mijnen. — Mijndomein van de « Compagnie des Chemins de Fer du Congo Supérieur aux Grands Lacs Africains ». — Mijn-	

Dates.	Pages.	Dagtekeningen.	Bladz.
Permis d'exploitation accordé à la société « Les Mines d'Or Belgika (Belgikaor) » pour le polygone « Songwe 45 » . . .	85	bouwvergunning afgeleverd aan de vennootschap « Les Mines d'Or Belgika (Belgikaor) », voor de veelhoek, genaamd « Songwe 45 » . . .	85
5 février 1948. — D. — Mines. — Domaine minier à la « Compagnie des Chemins de Fer du Congo Supérieur aux Grands Lacs Africains ». — Permis d'exploitation accordés à la société « Les Mines d'Or Belgika (Belgikaor) », pour les polygones dénommés « Wamasingu-Est » et « Wamasingu-Ouest »	97	5 Februari 1948. — D. — Mijnen. — Mijndomein van de « Compagnie des Chemins de Fer du Congo Supérieur aux Grands Lacs Africains ». — Mijnbouwvergunningen afgeleverd aan de vennootschap « Les Mines d'Or Belgika (Belgikaor) » voor de veelhoeken genaamd « Wamasingu-Est » en « Wamasingu Ouest »	97
5 février 1948. — D. — Mines. — Domaine minier de la « Compagnie des Chemins de Fer du Congo Supérieur aux Grands Lacs Africains ». — Permis d'exploitation accordés à la société « Les Mines d'Or de Kindu (Kinor) » pour les polygones dénommés « Lubulani » et « Buembo »	102	5 Februari 1948. — D. — Mijnen. — Mijndomein van de « Compagnie des Chemins de Fer du Congo Supérieur aux Grands Lacs Africains ». — Mijnbouwvergunningen afgeleverd aan de vennootschap « Les Mines d'Or de Kindu (Kinor) » voor de veelhoeken genaamd « Lubulani » en « Buembo »	102
5 février 1948. — D. — Mines. — Domaine minier de la « Compagnie des Chemins de Fer du Congo Supérieur aux Grands Lacs Africains ». — Permis d'exploitation délivré à la société « Les Mines d'Or de Kindu (Kinor) » pour le polygone dénommé « Kiakubesna »	107	5 Februari 1948. — D. — Mijnen. — Mijndomein van de « Compagnie des Chemins de Fer du Congo Supérieur aux Grands Lacs Africains ». — Mijnbouwvergunning afgeleverd aan de vennootschap « Les Mines d'Or de Kindu (Kinor) », voor de veelhoek genaamd « Kiakubesna »	107
5 février 1948. — D. — Mines. — Domaine minier de la « Compagnie des Chemins de Fer du Congo Supérieur aux Grands Lacs Africains ». — Permis d'exploitation, délivré à la société « Les Mines d'Or Belgika (Belgikaor) » pour le polygone dénommé « Mukulwa »	111	5 Februari 1948. — D. — Mijnen. — Mijndomein van de « Compagnie des Chemins de Fer du Congo Supérieur aux Grands Lacs Africains ». — Mijnbouwvergunning afgeleverd aan de vennootschap « Les Mines d'Or Belgika (Belgikaor) » voor de veelhoek genaamd « Mukulwa »	111
5 février 1948. — D. — Mines. — Domaine minier de la « Compagnie des Chemins de Fer du Congo Supérieur aux Grands Lacs Africains ». — Permis d'exploitation accordé à la « Société Minière Cololacs » pour le polygone dénommé « Colomines-Est n° 27 »	114	5 Februari 1948. — D. — Mijnen. — Mijndomein van de « Compagnie des Chemins de Fer du Congo Supérieur aux Grands Lacs Africains ». — Mijnbouwvergunning afgeleverd aan de « Société Minière Cololacs » voor de veelhoek genaamd « Colomines-Est n° 27 »	114

Dates.	Pages.	Dagtekeningen.	Bladz.
5 février 1948. — D. — Mines. — Domaine minier de la « Compagnie des Chemins de Fer du Congo Supérieur aux Grands Lacs Africains ». — Permis d'exploitation délivré à la société « Symétain » pour les polygones dénommés « Momi-Nord I », « Momi-Nord II » et « Momi-Sud II ». . . .	118	5 Februari 1948. — D. — Mijnen. — Mijndomein van de « Compagnie des Chemins de Fer du Congo Supérieur aux Grands Lacs Africains ». — Mijnbouwvergunningen afgeleverd aan de vennootschap « Symétain » voor de veelhoeken genaamd « Momi-Nord I », « Momi-Nord II » en « Momi-Sud-II ».	118
9 février 1948. — A. R. — Mines. — Approbation du permis d'exploitation n° 474 délivré par la « Compagnie des Chemins de Fer du Congo Supérieur aux Grands Lacs Africains » à la « Compagnie Minière Arema ».	125	9 Februari 1948. — B. R. — Mijnen. — Toekenning van de mijnbouwvergunning n° 474 afgeleverd door de « Compagnie des Chemins de Fer du Congo Supérieur aux Grands Lacs Africains » aan de « Compagnie Minière Arema ».	125

Rapport du Conseil Colonial sur un projet de décret approuvant un échange de terrains entre la Colonie et la Congrégation des Pères Passionistes.

Ce projet a été examiné par le Conseil au cours de la séance du 19 décembre 1947. Il n'a donné lieu à aucune observation et a été approuvé à l'unanimité.

Bruxelles, le 9 janvier 1948.

Le Conseiller-Rapporteur,

L'Auditeur,

N. LAUDE.

M. VAN HECKE.

Verslag van de Koloniale Raad over een ontwerp van decreet tot goedkeuring van een ruiling van gronden tussen de Kolonie en de Congregatie der Paters Passionisten.

Dit ontwerp is door de Raad in de vergadering van 19 December 1947 onderzocht geworden. Het heeft geen aanleiding gegeven tot enige op- of aanmerking en is eenparig goedgekeurd geworden.

Brussel, de 9 Januari 1948.

Het Raadslid-Verslaggever,

De Auditeur,

Terres. — Echange avec la Congrégation des Pères Passionistes de terrains sis à Bena-Dibele. — Convention du 30 juillet 1947. — Approbation.

CHARLES, PRINCE DE BELGIQUE,
RÉGENT DU ROYAUME,

A tous, présents et à venir, SALUT!

Vu l'avis émis par le Conseil Colonial en sa séance du 19 décembre 1947;

Sur la proposition du Ministre des Colonies,

Nous avons décrété et décrétons :

ARTICLE PREMIER.

La convention dont la teneur suit est approuvée :

Gronden. — Ruiling met de Congregatie der Paters Passionisten van gronden gelegen te Bena-Dibele. — Overeenkomst van 30 Juli 1947. — Goedkeuring.

KAREL, PRINS VAN BELGIË,
REGENT VAN HET KONINKRIJK,

Aan allen, tegenwoordigen en toekomstenden, HEIL!

Gezien het advies door de Koloniale Raad uitgebracht in diens vergadering van 19 December 1947;

Op de voordracht van de Minister van Koloniën,

Wij hebben gedecreteerd en Wij decreteren :

ARTIKEL ÉÉN.

De overeenkomst waarvan de tekst volgt wordt goedgekeurd :

Entre la Colonie du Congo Belge, représentée par le Gouverneur de la Province de Lusambo, ci-après dénommée la Colonie, d'une part

et

la CONGREGATION DES PERES PASSIONNISTES, dont la personnalité civile est reconnue par arrêté royal du 16 mars 1932 comme paru au *Bulletin Officiel* de 1932, page 197, dont le siège est à Lodja, représentée par Monseigneur HAGENDORENS, Joseph, Augustin, et le Révérend Père WEETJENS. Jean, agréés respectivement comme représentant légal et représentant légal suppléant, par ordonnance du 16 mai 1935, comme paru au *Bulletin Administratif* de 1935, page 445, ci-après dénommée la Mission, d'autre part,

Il a été convenu ce qui suit :

ARTICLE PREMIER. — La Mission cède en toute propriété, quitte et libre de toutes charges, à la Colonie, qui accepte, un terrain d'une superficie de trente hectares, sis à Bena-Dibele (Ongundu) en territoire de Kole, dont la propriété lui est reconnue en vertu du certificat d'enregistrement volume G II, folio 99, délivré par le Conservateur des Titres Fonciers à Lusambo.

Les limites de ce terrain sont représentées par un liseré bleu conformément au croquis approximatif ci-après à l'échelle de 1 à 10.000.

ART. 2. — En échange du terrain qui lui est rétrocédé par les dispositions de l'article premier ci-dessus, la Colonie cède à la Mission, qui accepte aux conditions stipulées ci-après par l'article 3 et les articles suivants, un terrain domanial d'une superficie de trente hectares situé à Bena-Dibele (Ongundu), dont les limites sont représentées par un liseré rouge, conformément au croquis approximatif ci-après à l'échelle de 1 à 10.000.

ART. 3. — Le terrain précisé par l'article 2, ci-dessus, devra être affecté à un établissement pour religieux; il ne pourra être aliéné, donné en location, grevé de servitudes ou d'autres droits réels que moyennant l'autorisation spéciale et écrite du Gouverneur Général.

L'affectation initiale du terrain ne devra pas être maintenue, en cas d'aliénation de la terre, si le Gouverneur Général y consent.

ART. 4. — Après les dix années qui suivent l'approbation de la présente convention, feront retour à la Colonie les terres qui n'auront pas été mises en valeur.

Sont considérées comme mises en valeur :

- 1) les terres couvertes sur 1/10^{me} au moins de leur surface par des constructions;
- 2) les terres couvertes sur 6-10^{mes} au moins de leur surface en cultures alimentaires;

Ces conditions joueront simultanément ou séparément pour toute la surface.

ART. 5. — Feronf retour à la Colonie les terres inoccupées pendant une période ininterrompue de cinq ans sans motif reconnu légitime par le Gouverneur Général.

La déchéance sera notifiée par lettre recommandée au représentant légal de la Mission par le Gouverneur Général.

Un recours contre la décision du Gouverneur Général peut être introduit devant les tribunaux dans le mois qui suit la notification de cette décision.

ART. 6. — Si le terrain donné en échange devient nécessaire à une destination d'intérêt public, le Gouverneur Général, s'il ne préfère recourir aux formalités de l'expropriation, peut, après préavis de six mois, notifié par lettre recommandée, le reprendre.

En ce cas, la Colonie payera à la Mission, la valeur originale de l'immeuble augmentée de celle des impenses.

La valeur des impenses, des constructions et des plantations sera déterminée à l'amiable, ou à défaut, par les experts.

Dans le cas d'expertise, chacune des parties désignera un expert et le tribunal compétent en désignera un troisième.

Si chacun des experts émet un avis différent, l'estimation qui ne sera ni la plus haute, ni la plus basse, établira le droit de la Mission.

La destination d'intérêt public sera établie à suffisance de droit par une attestation écrite du Gouverneur Général.

Les dispositions du présent article seront applicables aux ayants-droits en cas de transfert de la propriété.

ART. 7. — Les frais de bornage et de mesurage, les indemnités à verser aux indigènes pour la reprise de leurs droits ainsi que les frais d'actes et d'enregistrement résultant de la présente convention d'échange sont à charge de la Mission.

ART. 8. — Le terrain décrit par l'article 2 ci-dessus, est cédé sous réserve des droits que les indigènes pourraient, éventuellement, revendiquer dans le délai et selon la procédure prévus par l'article 9 du décret du 31 mai 1934.

ART. 9. — Les chemins et sentiers indigènes ou autres traversant le terrain décrit par l'article 2 appartiennent au domaine public et ne font pas partie de la cession; leur situation et leur largeur définitives seront déterminées lors du mesurage officiel.

ART. 10. — La Mission ne peut abattre les espèces ligneuses croissant sur le terrain cédé, que dans la mesure des défrichements nécessaires au développement de son entreprise.

ART. 11. — La présente convention d'échange est conclue sous réserve d'approbation par arrêté royal.

ART. 12. — Sauf pour les cas prévus par les articles 4 et 5, l'inexécution des conditions reprises ci-dessus feront s'opérer d'office la résiliation de la présente convention d'échange, sans aucune contrepartie pour la Mission, si après sommation faite par lettre recommandée, la Mission ne satisfait pas aux dites obligations dans un délai de trois mois à dater de la réception de la lettre recommandée.

Ainsi fait à Lusambo, en double expédition, le trente juillet mil neuf cent quarante-sept.

ART. 2.

Le Ministre des Colonies est chargé de l'exécution du présent décret.

Donné à Bruxelles, le 12 janvier 1948.

ART. 2.

De Minister van Koloniën is belast met de uitvoering van dit decreet.

Gegeven te Brussel, den 12 Januari 1948.

CHARLES.

Par le Régent :

Le Ministre des Colonies,

Vanwege de Regent :

De Minister van Koloniën,

P. WIGNY.

Terres. — Cession gratuite aux Chanoinesses Missionnaires Belges de Saint-Augustin d'un terrain de 2 Ha., 25 a., sis à Kibumbu. — Convention du 12 décembre 1947. — Approbation.

Gronden. — Kosteloze afstand aan de « Chanoinesses Missionnaires Belges de Saint-Augustin » van een grond van 2 Ha., 25 a., te Kibumbu. — Overeenkomst van 12 December 1947. — Goedkeuring.

CHARLES, PRINCE DE BELGIQUE,
RÉGENT DU ROYAUME,

KAREL, PRINS VAN BELGIË,
REGENT VAN HET KONINKRIJK,

A tous, présents et à venir, SALUT!

Aan allen, tegenwoordigen en toekomstenden, HEIL!

Sur la proposition du Ministre des Colonies,

Op de voordracht van de Minister van Koloniën,

Nous avons arrêté et arrêtons :

Wij hebben besloten en Wij besluiten :

ARTICLE PREMIER.

ARTIKEL EÉN.

La convention dont la teneur suit est approuvée :

De overeenkomst waarvan de tekst volgt wordt goedgekeurd :

Le Gouvernement du Territoire du Ruanda-Urundi, représenté par le Gouverneur Général du Congo Belge, cède gratuitement, en toute propriété, aux CHANOINESSES MISSIONNAIRES BELGES DE SAINT-AUGUSTIN, dont la personnalité civile a été reconnue par Arrêté Royal du 30 janvier 1921, représentée par la Révérende Mère Dame Marie, Amélie Butaeye (B. A. 1939, page 840), résidant à Léopoldville, ci-après dénommée « La Mission », qui accepte aux conditions générales du décret du 24 janvier 1943, modifié par celui du 2 juin 1945 et aux conditions spéciales qui suivent, un terrain situé à Kibumbu destiné à un usage de cultures vivrières et boisement, d'une superficie de deux hectares, vingt-cinq ares (2 Ha., 25 a.), dont les limites sont représentées par un liséré rouge au croquis approximatif figuré ci-après à l'échelle de 1 à 1.000.

La nature ainsi que les limites du terrain sont parfaitement conues de la Mission.

CONDITIONS SPECIALES.

ARTICLE PREMIER. — Le présent contrat est conclu sous réserve d'approbation par Arrêté Royal.

ART. 2. — Seront considérées comme mises en valeur :

- a) les terres cultivées sur 6/10^{m^{es}} au moins de leur surface;
- b) les terres sur lesquelles il aura été fait des plantations d'espèces ligneuses à une densité rationnelle en rapport avec l'âge et les variétés des essences.

Ces conditions joueront simultanément ou séparément pour toute la surface.

ART. 3. — L'inexécution des conditions prévues à l'article 5 — premier et deuxième alinéas — du décret du 24 janvier 1943 sera constatée par procès-verbal du délégué du Gouverneur du Ruanda-Urundi.

La Mission s'engage, dès ores, à remplir dans le cas de déchéance les formalités prévues par la législation sur le régime foncier du Congo Belge en vue de l'enregistrement des terres au nom du Ruanda-Urundi.

ART. 4. — Les chemins et sentiers indigènes ou autres traversant le terrain cédé appartiennent au domaine public et ne font pas partie de la présente cession; leur situation et leur largeur définitives seront déterminées lors du mesurage officiel.

ART. 5. — Le commerce du produit de la mise en valeur du terrain est interdit.

ART. 6. — Sauf pour les cas prévus à l'article 5 — premier et deuxième alinéas — du décret du 24 janvier 1943, l'inexécution des conditions générales de ce décret ou l'inexécution des conditions spéciales reprises ci-dessus, fera s'opérer d'office la résolution du présent contrat si, après sommation faite par lettre recommandée, la Mission ne satisfait pas aux dites obligations, dans un délai de trente jours à dater de la réception de la lettre recommandée.

Ainsi fait à Léopoldville, en double expédition, le douze décembre mil neuf cent quarante-sept.

ART. 2.

Le Ministre des Colonies est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Donné à Bruxelles, le 12 janvier 1948.

ART. 2.

De Minister van Koloniën is belast met de uitvoering van dit besluit.

Gegeven te Brussel, den 12 Januari 1948.

CHARLES.

Par le Régent :

Le Ministre des Colonies,

Vanwege de Regent :

De Minister van Koloniën,

P. WIGNY.

Mines. — Décret approuvant la convention du 30 juin 1947 conclue entre la Colonie et la Société Minière de Surongo.

CHARLES, PRINSE DE BELGIQUE,
RÉGENT DU ROYAUME,

A tous, présents et à venir, SALUT!

Vu l'avis émis par le Conseil Colonial en sa séance du 24 octobre 1947;

Sur la proposition du Ministre des Colonies,

Nous ayons décrété et décrétons :

ARTICLE PREMIER.

La convention dont la teneur suit est approuvée :

Entre la Colonie du Congo Belge, représentée par M. Pierre WIGNY, Ministre des Colonies, d'une part
et

la SOCIÉTÉ MINIERE DE SURONGO, société congolaise à responsabilité limitée dont le siège administratif est à Bruxelles, 81, rue d'Arlon, représentée par MM. Moeller de Laddersous et de Rauw, respectivement Président et Administrateur-délégué, d'autre part,

Il a été convenu ce qui suit :

ARTICLE PREMIER. — La Société Minière de Surongo pourra, dans ses anciens blocs, abornés en vertu de la convention du 8 avril 1925, conclue avec l'Intertropical Confinia, et approuvée par le décret du 21 août 1925, délimiter de nouveaux blocs d'une superficie totale de 40.000 hectares, dans lesquels elle jouira du droit de recherches minières exclusives.

La notification des nouveaux blocs au Conservateur des Titres Fonciers sera faite dans un délai de six mois à partir de la publication au *Bulletin Officiel* ou au *Bulletin Administratif du Congo Belge*, du décret approuvant la convention.

ART. 2. — Le droit de rechercher les mines, à titre exclusif, dans les nouveaux blocs délimités, sera accordé pour une durée de quatre ans.

Le périmètre des blocs devra autant que possible être formé de limites naturelles continues telles que cours d'eau, routes, etc.

La Société Minière de Surongo pourra, dans les nouveaux blocs précités, dénoncer des mines dont la superficie totale ne pourra dépasser 30.000 hectares.

Mijnen. — Decreet tot goedkeuring van de overeenkomst van 30 Juni 1947 gesloten tussen de Kolonie en de « Société Minière de Surongo ».

KAREL, PRINS VAN BELGIË,
REGENT VAN HET KONINKRIJK,

Aan allen, tegenwoordigen en toekomstenden, HEIL!

Gezien het advies door de Koloniale Raad uitgebracht in diens vergadering van 24 October 1947;

Op de voordracht van de Minister van Koloniën,

Wij hebben gedecreteerd en Wij decreteren :

ARTIKEL EÉN.

De overeenkomst waarvan de tekst volgt is goedgekeurd :

ART. 3. — L'autorisation de rechercher les mines dans les blocs choisis conformément à l'article premier, confèrera les droits attachés à un permis spécial de recherches par la législation minière de droit commun.

ART. 4. — Le droit exclusif de recherches du concessionnaire dans les blocs prévus à l'article premier naîtra pour chaque bloc dès l'instant où ce bloc aura été aborné. L'abornement sera fait au moyen de bornes et de poteaux placés aux angles et sur les côtés, au passage des rivières, sentiers, cours d'eau, etc., de telle sorte que les tiers prospecteurs reconnaissent aisément ces limites. Les bornes et poteaux porteront un écriteau indiquant le nom du concessionnaire, la date de la délimitation et l'indication sommaire du périmètre du bloc.

Dans le mois qui suivra l'abornement, celui-ci sera notifié au Conservateur des Titres Fonciers sous peine de déchéance. A cette notification sera joint un plan au 1/500.000^{me} à l'appui, mentionnant les cours d'eau, montagnes, points géographiques, etc., permettant de rattacher le plan à la carte générale du Congo.

ART. 5. — Le concessionnaire paiera à la Colonie les redevances suivantes, pendant la durée du droit de recherches prévu à l'article 2; la première année : 0 fr. 80 par hectare compris dans les blocs délimités ;

la deuxième année : 1 franc par hectare ;

la troisième année : 1 fr. 20 par hectare ;

la quatrième année : 1 fr. 40 par hectare.

Les redevances prévues seront dues pour chaque bloc, dès le jour où ce bloc de recherches aura été notifié, au Conservateur des Titres Fonciers. Pour la première année elles seront payées à celui-ci en même temps que la notification lui sera faite.

En cas de prorogation éventuelle des droits de recherches ceux-ci seront soumis à des redevances calculées en poursuivant l'application des progressions arithmétiques ci-dessus.

ART. 6. — Le concessionnaire aura à tout moment la faculté de renoncer à ses droits.

La renonciation ne sera opérante qu'à la condition d'être notifiée au Gouvernement de la Colonie.

Les redevances afférentes à l'exercice au cours duquel aura lieu la renonciation resteront acquises entièrement à la Colonie.

ART. 7. — La copie des rapports des prospecteurs et des ingénieurs, avec les plans annexés et en général toute documentation géologique recueillie par la société sera transmise au Gouvernement de la Colonie, au fur et à mesure de l'avancement des travaux et au moins une fois par an. La Colonie pourra, en tout temps et à ses frais, faire inspecter les travaux par un délégué.

Les itinéraires levés par le concessionnaire seront rattachés aux sommets de la triangulation du Congo Belge. Là où cette triangulation n'existe pas, les itinéraires seront rattachés à des points fixés au sol, figurés sur la dernière édition officielle de la carte du Congo Belge.

ART. 8. — Les frais résultant de la vérification de l'abornement des polygones d'exploitation, de leur mesurage et de leur rattachement au réseau triangulé du Congo Belge, exécutés par les soins de la Colonie, seront à charge du concessionnaire.

ART. 9. — Le concessionnaire soumettra à la Colonie un projet complet de mise en exploitation. Ce projet devra prévoir l'application de méthodes perfectionnées d'exploitation, de nature à assurer, tant au point de vue de la quantité des produits extraits que du prix de revient, la production normale des mines bien exploitées; il devra prévoir, en outre, l'exploitation de toutes les parties du gisement dont la teneur est considérée comme payante dans une exploitation bien organisée.

ART. 10. — La recherche et l'exploitation des mines, le mode de délimitation des mines découvertes, les conditions de leur exploitation, le taux des redevances minières à payer par le concessionnaire, les droits de souscription de la Colonie, les règles qui régissent les statuts et les emprunts, la nomination de délégués par la Colonie, les droits de contrôle et de surveillance, les conditions de rachat et les clauses de déchéance, toute contestation au sujet de l'existence d'un droit de recherche, ou d'exploitation opposable à des tiers, et en général, tout ce qui n'est pas prévu par la présente convention sera régi par la législation minière de droit commun.

La Colonie pourra, en tout temps, faire inspecter les travaux de recherches et d'exploitation par un commissaire des mines. Celui-ci aura libre accès sur les chantiers. Le concessionnaire devra se conformer aux instructions que lui donnerait ce commissaire en vue d'éviter le gaspillage du gisement, d'assurer l'observation des règles établies par la présente convention, ainsi que la législation en vigueur.

ART. 11. — Les droits et obligations dérivant des présentes ne pourront être cédés, hypothéqués ou grevés d'un droit réel quelconque par le contractant de seconde part sans l'assentiment préalable et par écrit du Ministre des Colonies.

ART. 12. — La présente convention est conclue sous réserve d'approbation par le pouvoir législatif de la Colonie.

Fait à Bruxelles, en double exemplaire, le 30 juin 1947.

ART. 2.

Le Ministre des Colonies est chargé de l'exécution du présent décret.

Donné à Bruxelles, le 12 janvier 1948.

ART. 2.

De Minister van Koloniën is belast met de uitvoering van dit decreet.

Gegeven te Brussel, den 12 Januari 1948.

CHARLES.

Par le Régent :

Le Ministre des Colonies,

Vanwege de Regent :

De Minister van Koloniën,

P. WIGNY.

Mines. — Décret approuvant la convention du 13 mai 1947 conclue avec la Société Minière de Kamola (Somika).

—
CHARLES, PRINCE DE BELGIQUE,
RÉGENT DU ROYAUME,

A tous, présents et à venir, SALUT!

Vu l'avis émis par le Conseil Colonial en sa séance du 24 octobre 1947;

Sur la proposition du Ministre des Colonies,

Nous avons décrété et décrétons :

ARTICLE PREMIER.

La convention dont la teneur suit est approuvée :

Entre le Comité Spécial du Katanga, représenté par M. Emile GORLIA, Président, domicilié, 9, avenue de la Sapinière, à Uccle, d'une part;

et

la SOCIÉTÉ MINIERE DE KAMOLA (SOMIKA), société par actions, à responsabilité limitée, dont le siège social est à Manono (Congo Belge) et le siège administratif à Bruxelles, 5, rue du Trône, représentée par M. le Général Gaston Heenen, Président du Conseil, domicilié, 108, avenue Louise, à Bruxelles, et M. Henri Barzin, Administrateur-Délégué, domicilié, 9, Drève du Prieuré, à Woluwé-Saint-Pierre. d'autre part,

Il a été convenu ce qui suit :

ARTICLE PREMIER. — Sous réserve des droits des tiers, la contractante d'autre part pourra couvrir de permis spéciaux de recherche minière, à délivrer selon la législation minière de droit commun, le rectangle B1, B2, B3, B4, de 15 kilomètres carrés de superficie, soit 5 Km. x 3 Km., dont les côtés sont orientés comme suit :

1° Ceux de 5 Km. de long : N.-S. vrais.

2° Ceux de 3 Km. de long : E.-O. vrais.

Le centre de ce rectangle se trouve à 3.300 m. S.-69°-O. du signal C. S. K. Mutomfi.

La carte utilisée pour la présente convention et dont une copie est annexée, a été dressée par la contractante d'autre part, d'après le schéma cartographique provisoire au 1/200.000 dressé par le Comité Spécial du Katanga pour le degré carré compris entre les longitudes Est 26° et 27° et les latitudes Sud 6° et 7°.

Mijnen. — Decreet tot goedkeuring van de overeenkomst van 13 Mei 1947 gesloten met de « Société Minière de Kamola (Somika).

—
KAREL, PRINS VAN BELGIË,
REGENT VAN HET KONINKRIJK,

Aan allen, tegenwoordigen en toekomstenden, HEIL!

Gezien het advies door de Koloniale Raad uitgebracht in diens vergadering van 24 October 1947;

Op de voordracht van de Minister van Koloniën,

Wij hebben gedecreteerd en Wij decreteren :

ARTIKEL ÉÉN.

De overeenkomst waarvan de tekst volgt wordt goedgekeurd :

ART. 2. — La dénonciation des permis de recherche minière repris à l'article premier ci-dessus, est subordonnée à l'approbation de la présente convention par le pouvoir législatif de la Colonie.

ART. 3. — Le Comité Spécial du Katanga s'engage à accorder à la contractante d'autre part, le droit d'exploiter, jusqu'au onze mars mil neuf cent nonante, les mines visées à l'article premier et pour lesquelles elle aura obtenu un permis spécial et exclusif de recherche minière en vertu de la présente convention.

L'exploitation de ces mines sera régie par les clauses de la convention du deux juillet mil neuf cent trente-quatre, approuvée par décret du trente et un mai mil neuf cent trente-cinq, conclue entre le Comité Spécial du Katanga et le groupe de sociétés : Compagnie Géologique et Minière des Ingénieurs et Industriels Belges, Banque Industrielle Belge, Société Auxiliaire Industrielle et Financière de la Compagnie des Chemins de fer du Congo Supérieur aux Grands Lacs Africains, la Compagnie Générale pour favoriser le développement du Commerce, de l'Industrie et des Mines, la Compagnie Belge d'entreprises minières, la Compagnie du Katanga, la Société Belge Industrielle et Minière du Katanga, le Comptoir Colonial Belgika, le Crédit Général du Congo et la Banque H. Lambert.

ART. 4. — Dans la présente convention, l'expression : « la législation minière de droit commun » signifie la législation en vigueur au moment où on a recours à l'application de la législation pour l'exécution de cette convention.

ART. 5. — La présente convention est conclue sous réserve de son approbation par le pouvoir législatif de la Colonie.

Fait à Bruxelles, en double exemplaire, le 13 mai 1947.

ART. 2.

Le Ministre des Colonies est chargé de l'exécution du présent décret.

Donné à Bruxelles, le 12 janvier 1948.

ART. 2.

De Minister van Koloniën is belast met de uitvoering van dit decreet.

Gegeven te Brussel, den 12 Januari 1948.

CHARLES.

Par le Régent :

Le Ministre des Colonies,

Vanwege de Regent :

De Minister van Koloniën

P. WIGNY.

Augmentation du capital du « Syndicat pour l'Electrification de Stanleyville » par la « Régie de Distributions d'Eau et d'Electricité du Congo Belge et du Ruanda-Urundi » et la « Compagnie des Chemins de Fer du Congo Supérieur aux Grands Lacs Africains ». — Convention du 5 novembre 1947. — Approbation.

CHARLES, PRINCE DE BELGIQUE,
RÉGENT DU ROYAUME,

A tous, présents et à venir, SALUT!

Vu l'Arrêté Royal en date du 22 septembre 1947 créant le « Syndicat pour l'Electrification de Stanleyville » (SYDELSTAN);

Sur la proposition du Ministre des Colonies;

Nous avons arrêté et arrêtons :

ARTICLE PREMIER.

La Convention dont la teneur suit est approuvée :

Entre la Régie de Distributions d'Eau et d'Electricité du Congo Belge et du Ruanda-Urundi, dite « REGIE », créée par décret du 30 décembre 1939 et dont le siège est à Bruxelles, agissant pour compte de la Colonie du Congo Belge, suivant autorisation donnée par le Ministre des Colonies, par M. Franz Leemans, Administrateur-Directeur, résidant à Bruxelles, 30, rue Marie de Bourgogne, suivant procuration en date du 26 février 1940;

et

la Compagnie des Chemins de fer du Congo Supérieur aux Grands Lacs Africains, dite « GRANDS LACS », société anonyme belge, ayant son siège à Bruxelles, 24, Avenue de l'Astronomie, agissant par M. Célestin CAMUS, Administrateur-Directeur Général et M. Maurice LEFRANC, Administrateur-Délégué.

Il a été convenu comme suit :

ARTICLE PREMIER. — Les contractantes prénommées décident de porter le capital du Syndicat pour l'Electrification de Stanleyville, de deux à cinq millions de francs belges.

ART. 2. — Cette augmentation de capital permet de faire appel à des organismes qui, par leurs attaches avec l'industrie de la région, sont intéressés à ces études et qui, par leurs bureaux spécialisés, peuvent utilement y collaborer.

Verhoging van het kapitaal van het « Syndicat pour l'Electrification de Stanleyville » door de « Régie de Distributions d'Eau et d'Electricité du Congo Belge et du Ruanda-Urundi » en de « Compagnie des Chemins de Fer du Congo Supérieur aux Grands Lacs Africains ». — Overeenkomst van 5 November 1947. — Goedkeuring.

KAREL, PRINS VAN BELGIË,
REGENT VAN HET KONINKRIJK,

Aan allen, tegenwoordigen en toekomstenden, HEIL!

Gelet op het Koninklijk Besluit van 22 September 1947 tot oprichting van het « Syndicat pour l'Electrification de Stanleyville » (SYDELSTAN);

Op voordracht van de Minister van Koloniën;

Wij hebben besloten en Wij besluiten :

ARTIKEL ÉÉN.

De overeenkomst waarvan de tekst volgt, wordt goedgekeurd :

A cette fin, l'augmentation de capital sera effectuée de la façon suivante :

- a) 2.200.000 francs, soit 22 parts de 100.000 francs sont souscrites par la Régie ;
- b) une participation de 400.000 francs, soit 4 parts de 100.000 francs est offerte à la Compagnie Générale d'Entreprises électriques et industrielles, dite ELECTROBEL, société anonyme belge, ayant son siège à Bruxelles, qui accepte ;
- c) une participation de 400.000 francs, soit 4 parts de 100.000 francs est offerte à la Société de Traction et Electricité, dite TRACTION ET ELECTRICITE, société anonyme belge, ayant son siège à Bruxelles, qui accepte.

ART. 3. — Les Grands Lacs cèdent 200.000 francs, soit 2 parts de 100.000 francs aux Compagnies Réunies d'Electricité et de Transports, dite ELECTRORAIL, société anonyme belge, ayant son siège à Bruxelles, qui accepte.

ART. 4. — Les nouveaux syndicataires :

ELECTROBEL, représentée par : M. Charles FRANCKEN, Vice-Président du Conseil d'Administration et M. E. ROLIN, Directeur.

TRACTION ET ELECTRICITE, représentée par : M. Robert VAN CAUWENBERGHE, Administrateur-Délégué et M. Robert BETTE, Administrateur.

ELECTRORAIL, représentée par : M. le Général Armand PIROT, Administrateur-Directeur et M. Paul ELSEMME, Administrateur-Directeur.

signent le présent acte pour acceptation, conjointement avec Régie et Grands Lacs.

ART. 5. — Les articles suivants de l'acte syndical en date du 24 mars 1947 sont modifiés comme suit :

Article 4 de l'acte syndical.

Les trois premiers paragraphes sont supprimés et remplacés par :

« Le capital est de cinq millions de francs belges, divisé en parts de 100.000 francs chacune ; il se répartit comme suit :

» La Régie	3.400.000 francs, soit 34 parts.
» Les Grands Lacs	600.000 francs, soit 6 parts.
» Electobel	400.000 francs, soit 4 parts.
» Traction et Electricité	400.000 francs, soit 4 parts.
» Electrqrail	200.000 francs, soit 2 parts.
» :	
»	5.000.000 francs, soit 50 parts.

» Cinquante pour cent de chaque part du capital est versé, par chaque contractant, à la signature des présentes ; le surplus pourra être appelé par décision du Conseil d'Administration, notifiée par lettre recommandée.

» Le capital ne pourra être augmenté que de l'accord unanime des participants. »

Article 6 de l'acte syndical.

Le premier paragraphe est supprimé et remplacé par :

- « Le Conseil d'Administration comprend neuf membres :
- » Le Président, désigné par le Ministre des Colonies.
- » Quatre Administrateurs, désignés par la Régie, avec l'approbation du Ministre des Colonies.
- » Un Administrateur, désigné par les Grands Lacs.
- » Un Administrateur, désigné par Electobel.
- » Un Administrateur,, désigné par Traction et Electricité.
- » Un Administrateur, désigné par Electrorail. »

Un cinquième paragraphe est ajouté :

- « Le Ministre des Colonies désignera un Commissaire chargé de la vérification
- » des comptes et fixera ses émoluments ; ceux-ci sont à charge du Syndicat. »

Article 7 de l'acte syndical.

Le quatrième paragraphe est supprimé et remplacé par :

- « Le Conseil d'Administration se réunit sur simple convocation du Président
- » ou dans la huitaine, sur la demande écrite d'au moins trois de ses neuf membres.
- » Le Conseil se réunit obligatoirement le premier jeudi du mois d'avril ou le
- » jeudi suivant si le premier est jour férié. »

Article 8 de l'acte syndical.

Cet article est annulé et remplacé par :

- « Lors de la réunion obligatoire du mois d'avril, les documents suivants seront
- » soumis au Conseil :
- » a) l'inventaire et le bilan avec le rapport du Commissaire aux comptes ;
- » b) un rapport sur l'activité du Syndicat et les travaux effectués au cours de
- » l'année statutaire.
- » Celle-ci se clôture chaque année au 31 décembre. »

Article 9 de l'acte syndical.

Cet article est annulé et remplacé par :

- « Pour répondre au but lui assigné à l'art. 2. de l'acte syndical, l'activité du
- » syndicat s'étendra à :
- » 1^o) l'élaboration du projet définitif de la centrale hydro-électrique dans le
- » site retenu et des lignes de transport de force y relatives. Le projet définitif
- » comprendra les plans de dispositions d'ensemble, les plans de situation et, en
- » outre, un devis détaillé le plus précis possible ; ces documents, à présenter à la
- » Colonie, doivent permettre à cette dernière de décider de la construction de la
- » centrale en parfaite connaissance de cause.

- » 2^o) L'établissement de tous les plans de détail et des documents complets
- » nécessaires à la mise à exécution des travaux dans les cas prévus aux 2^o) et
- » 3^o) de l'art. 10 ci-après. »

Article 10 de l'acte syndical.

Cet article est annulé et remplacé par :

- » Après l'élaboration du projet définitif et du devis, dont question au 1^o) de
- » l'article 9 ci-dessus, la Colonie :

- » 1^o) Ou bien se réservera le droit de ne pas donner suite au projet. Dans ce
- » cas, le Syndicat remettra en propriété à la Colonie, l'intégralité des plans, études,
- » projets, inventaires. Il remettra également sa situation active et passive.

- » Le Syndicat sera alors dissous.

- » La Colonie restituera à ce moment aux co-syndicataires le montant de leur
- » participation, augmentée des intérêts simples à 4 % l'an.

- » 2^o) Ou bien se chargera elle-même de la réalisation du projet.
- » Dans ce cas, le Syndicat procédera aux études faisant l'objet du 2^o) de
- » l'art. 9 ci-dessus et remettra en propriété à la Colonie, les travaux, plans, études,
- » projets, plans de détail et tous documents nécessaires à la mise à exécution des
- » travaux. Le Syndicat remettra également sa situation active et passive.

- » Le Syndicat sera alors dissous.

- » La Colonie restituera, à ce moment, aux co-syndicataires le montant de leur
- » participation, augmentée des intérêts simples à 4 % l'an.

- » 3^o) Ou bien confiera la réalisation à une société ou un organisme, dans le-
- » quel les syndicataires auront un droit de souscription.

- » Dans ce cas, le Syndicat procédera aux études faisant l'objet du 2^o) de l'art. 9
- » ci-dessus.

- » Le Syndicat fera apport à la société ou organisme en question de tous ses
- » travaux, plans, études, projets, plans de détail, tous documents nécessaires à la
- » mise à exécution des travaux, biens, droits et obligations.

- » Les actions d'apport qui lui reviennent de ce chef et dont le nombre serait à
- » évaluer, seront partagées entre les syndicataires au prorata du montant de leur
- » souscription.

- » Le Syndicat sera alors dissous.

- » La Colonie ou la Régie agissant pour son compte, aura le droit de prendre
- » au moins les 6/10^{èmes} du capital de la société ou de l'organisme à créer. Le res-
- » tant sera offert, à concurrence de 50 %, par priorité aux autres syndicataires
- » ou à leurs ayants-cause agréés par le Ministère des Colonies, et le solde à des
- » tiers agréés par le Ministre des Colonies, sur proposition du Conseil d'Admi-
- » nistration.

- » La part totale réservée aux co-syndicataires actuels, autres que la Colonie
- » ou la Régie, sera répartie entr'eux au prorata de leur participation au présent
- » Syndicat. »

Article 11 de l'acte syndical.

Cet article est annulé et remplacé par :

« La Colonie devra se prononcer dans les deux années qui suivront la remise
» du projet définitif et du devis détaillé, sur celle des solutions visées à l'art. 10
» qu'elle compte adopter.

» A défaut de s'être prononcée dans ce délai, elle sera censée ne pas donner
» suite au projet et les stipulations du 1^o) de l'art. 10 ci-dessus seront alors
» d'application. »

Article 12 de l'acte syndical.

Cet article est annulé et remplacé par :

« Toutes contestations relatives à l'interprétation ou à l'exécution du présent
» acte seront soumises à deux arbitres amiables compositeurs qui auront la com-
» pétence la plus étendue.

» La partie la plus diligente fera connaître à l'autre partie, l'arbitre dont elle
» a fait choix, et aura le droit, si l'autre partie tarde plus de quinze jours francs
» avant de désigner le sien, de faire nommer celui-ci sur requête par le Président
» du Tribunal de Première Instance de Bruxelles.

» En cas de désaccord sur la procédure à suivre ou la sentence à rendre, les
» arbitres désigneront un tiers arbitre dans un délai maximum de trois mois.

» S'ils ne parviennent pas à s'entendre sur le choix du tiers arbitre, celui-ci
» sera désigné par le Président du Tribunal de Première instance de Bruxelles,
» sur requête de la partie la plus diligente.

ART. 6. — Les engagements financiers de la Colonie, qui peuvent résulter du présent avenant sont pris sous réserve d'approbation par le pouvoir compétent, conformément aux lois et décrets sur la matière.

ART. 7. — La loi coloniale est applicable aux termes de l'acte syndical et du présent avenant.

Fait en cinq exemplaires originaux signés par les parties à Bruxelles le cinq novembre mil neuf cent quarante-sept.

ART. 2.

Le Ministre des Colonies est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Donné à Bruxelles, le 12 janvier 1948.

ART. 2.

De Minister van Koloniën is belast met de uitvoering van dit besluit.

Gegeven te Brussel, de 12 Januari 1948.

CHARLES.

Par le Régent :
Le Ministre des Colonies,

Vanwege de Regent :
De Minister van Koloniën,

P. WIGNY.

Formation d'un syndicat d'études dénommé « Syndicat pour l'Electrification de la région d'Albertville » (Sydelral). — Convention du 5 novembre 1947. — Approbation.

CHARLES, PRINCE DE BELGIQUE,
RÉGENT DU ROYAUME,

A tous, présents et à venir, SALUT!

Sur la proposition du Ministre des Colonies;

Nous avons arrêté et arrêtons :

ARTICLE PREMIER.

La convention dont la teneur suit est approuvée :

Entre d'une part,

la REGIE DE DISTRIBUTIONS D'EAU ET D'ELECTRICITE DU CONGO BELGE ET DU RUANDA-URUNDI, dite « REGIE », créée par décret du 30 décembre 1939 et dont le siège est à Bruxelles, agissant, pour compte de la Colonie du Congo Belge, suivant autorisation donnée par le Ministère des Colonies par M. Franz LEEMANS, Administrateur-Directeur, résidant à Bruxelles, 30, rue Marie de Bourgogne, suivant procuration en date du 26 février 1940;

et d'autre part,

la COMPAGNIE GENERALE D'ENTREPRISES ELECTRIQUES ET INDUSTRIELLES, dite « ELECTROBEL », société anonyme belge, ayant son siège à Bruxelles, représentée par M. C. FRANCKEN, Vice-Président du Conseil d'Administration et M. H. HENDRICKX, Directeur;
les COMPAGNIES REUNIES D'ELECTRICITE ET DE TRANSPORTS, dite « ELECTRORAIL », société anonyme belge, ayant son siège à Bruxelles, représentées par M. le Général A. PIROT, Administrateur-Directeur et M. P. DELSEMME, Administrateur-Directeur;

et

la SOCIETE DE TRACTION ET ELECTRICITE, dite « TRACTION ET ELECTRICITE », société anonyme belge, ayant son siège à Bruxelles, représentée par M. R. VAN CAUWENBERGHE, Administrateur-Délégué et M. R. BETTE, Administrateur.

Il a été convenu comme suit :

ARTICLE PREMIER. — Les contractants prénommés déclarent vouloir former entre eux et créer effectivement, dans les limites et conditions ci-après, un Syndicat d'études dénommé « Syndicat pour l'Electrification de la région d'Albertville » (Sydelral).

Le Syndicat possède une personnalité juridique indépendante de celle des membres qui en font partie.

Vorming van een studie-syndikaat genoemd « Syndicat pour l'Electrification de la région d'Albertville » (Sydelral). — Overeenkomst van 5 November 1947. — Goedkeuring.

KAREL, PRINS VAN BELGIË,
REGENT VAN HET KONINKRIJK,

Aan allen, tegenwoordigen en toekomstenden, HEIL!

Op de voordracht van de Minister van Koloniën;

Wij hebben besloten en Wij besluiten :

ARTIKEL ÉÉN.

De overeenkomst waarvan de tekst volgt, wordt goedgekeurd :

ART. 2. — Le but poursuivi est l'étude des chutes de la Kiyambi, aux fins de procéder ultérieurement à l'utilisation des forces hydro-électriques qui en dépendent et éventuellement l'étude de tous autres projets relatifs à la création de centrales hydro-électriques dans la région d'Albertville, ainsi que l'étude des transports de force y relatifs.

ART. 3. — Le Syndicat a son siège à Bruxelles, 30, rue Marie de Bourgogne, son transfert pourra être décidé par son Conseil d'Administration. Il est constitué à la date du 5 novembre 1947, pour une durée de deux ans. Il pourra être prorogé à l'initiative et sur décision de son Conseil d'Administration.

ART. 4. — Le capital souscrit est de 5.000.000 de francs belges, divisé en parts de 250.000 francs chacune. Il ne pourra être augmenté que de l'accord unanime des participants.

La Régie souscrit 4.250.000 francs, soit 17 parts; elle s'engage à réserver sur cette participation, une part de 250.000 francs au profit du Comité Spécial du Katanga, si celui-ci en exprime le désir.

Electrobel souscrit 250.000 francs, soit 1 part.

Electrorail souscrit 250.000 francs, soit 1 part.

Traction et Electricité souscrit 250.000 francs, soit 1 part.

Cinquante pour cent de chaque part du capital souscrit est versé, par chaque contractant, à la signature des présentes; le surplus pourra être appelé par décision du Conseil d'Administration, notifié par lettre recommandée.

Toutes les parts sont nominatives et le resteront, elles ne pourront être cédées qu'avec l'accord exprès et préalable du Ministre des Colonies.

La souscription aux présentes n'entraîne aucune solidarité entre les participants, qui ne sont engagés que pour les valeurs respectives des parts par eux souscrites.

ART. 5. — Le Conseil d'Administration comprend neuf membres appelés Administrateurs :

Six sont désignés par la Régie, avec l'approbation du Ministre des Colonies;

Un est désigné par Electrobel;

Un est désigné par Electrorail;

Un est désigné par Traction et Electricité.

La Régie s'engage à céder un siège d'Administrateur au Comité Spécial du Katanga, dans l'éventualité où ce dernier accepterait la participation lui réservée par la Régie à l'article 4.

Chaque Administrateur peut, avec l'accord du Conseil, désigner un suppléant, celui-ci ne siège qu'en l'absence du titulaire.

Le Président, à choisir parmi les représentants de la Régie, aura dans les délibérations, en cas de partage des voix, une voix prépondérante.

Un délégué, nommé par le Ministre des Colonies, aura, sur les opérations du Syndicat, tous les droits de contrôle et de surveillance qui appartiennent aux Administrateurs. L'exercice de ce droit n'engagera cependant pas la responsabilité personnelle du délégué ni celle de la Colonie à quelque titre que ce soit.

Le délégué sera convoqué aux réunions du Conseil d'Administration, sur voix consultative, recevra copie des procès-verbaux des séances et de toutes les communications adressées aux Administrateurs. Les frais de contrôle, dont le montant sera fixé d'accord avec le Ministère des Colonies, seront mis à charge du Syndicat.

Le Ministre des Colonies désignera un Commissaire chargé de la vérification des comptes et fixera ses émoluments; ceux-ci seront à charge du Syndicat.

ART. 6. — Le Conseil d'Administration gère le Syndicat dont il dirige et centralise les études et les travaux. Il engage valablement les dépenses, il approuve les comptes du Syndicat.

Le Conseil d'Administration agit et est représenté par son Président en vertu des pouvoirs à décerner à ce dernier.

Le Conseil se réunit sur simple convocation du Président, ou dans la huitaine sur la demande écrite d'au moins trois des neuf membres.

Le Conseil se réunit obligatoirement le premier jeudi du mois d'avril ou le jeudi suivant si le premier est jour férié.

Régulièrement convoqué, le Conseil décide à la majorité des présents, chaque membre ayant une voix. Tout membre empêché a le droit de se faire représenter et de faire voter, par son suppléant, sur les questions portées à l'ordre du jour de la réunion.

ART. 7. — Lors de la réunion obligatoire du mois d'avril, les documents suivants seront soumis au Conseil :

- a) l'inventaire et le bilan approuvés par le Commissaire aux Comptes;
- b) un rapport sur l'activité du Syndicat et les travaux effectués au cours de l'année statutaire.

Celle-ci se clôture chaque année au 31 décembre.

ART. 8. — Pour répondre au but lui assigné à l'article 2 du présent acte, l'activité du Syndicat s'étendra à :

- 1^o) l'examen de tout cours d'eau susceptible de desservir Albertville et sa région en énergie hydro-électrique;
- 2^o) l'examen comparatif de ces études avec l'avant-projet existant pour l'équipement hydro-électrique de la Kiyambi;
- 3^o) l'élaboration du projet définitif de la centrale hydro-électrique dans le site retenu et des lignes de transport de force y relatives. Le projet définitif comprendra les plans de dispositions d'ensemble, les plans de situation et, en outre, un devis détaillé le plus précis possible, ces documents, à présenter à la Colonie, doivent permettre à cette dernière de décider de la construction de la centrale en parfaite connaissance de cause;
- 4^o) l'établissement de tous les plans de détail et des documents complets nécessaires à la mise à exécution des travaux dans le cas prévus aux 2^o) et 3^o) de l'article 9 ci-après.

ART. 9. — Après l'élaboration du projet définitif et du devis, dont question au 3^o) de l'article 8 ci-dessus, la Colonie :

- 1^o) ou bien se réservera le droit de ne pas donner suite au projet. Dans ce cas, le Syndicat remettra en propriété à la Colonie, l'intégralité des plans, études, projets, inventaires. Il remettra également sa situation active et passive.

Le Syndicat sera alors dissous.

La Colonie restituera à ce moment aux co-syndicataires, le montant de leur participation, augmentée des intérêts simples à 4 % l'an ;

- 2^o) ou bien se chargera elle-même de la réalisation du projet. Dans ce cas, le Syndicat procédera aux études faisant l'objet du 4^o) de l'article 8 ci-dessus et remettra en priorité à la Colonie, les travaux, plans, études, projets, plans de détail et tous documents nécessaires à la mise à exécution des travaux. Le Syndicat remettra également sa situation active et passive.

Le Syndicat sera alors dissous.

La Colonie restituera, à ce moment, aux co-syndicataires, le montant de leur participation, augmentée des intérêts simples à 4 % l'an ;

- 3^o) ou bien confiera la réalisation à une société ou un organisme, dans lequel les syndicataires auront un droit de souscription. Dans ce cas, le Syndicat procédera aux études faisant l'objet du 4^o) de l'article 8 ci-dessus. Le Syndicat fera apport à la société ou organisme en question de ses travaux, plans, études, projets, plans de détail, tous documents nécessaires à la mise à exécution des travaux, biens, droits et obligations. Les actions d'apport qui lui reviennent de ce chef et dont le nombre serait à évaluer seront partagées entre les syndicataires au prorata du montant de leur souscription.

Le Syndicat sera alors dissous.

La Colonie, ou la Régie agissant pour son compte, aura le droit de prendre au moins les 6/10^{èmes} du capital de la société ou de l'organisme à créer. Le restant sera offert à concurrence de 50 % par priorité aux autres syndicataires ou à leurs ayants-cause agréés par le Ministre des Colonies, et le solde à des tiers agréés par le Ministre des Colonies, sur proposition du Conseil d'Administration.

La part totale réservée aux co-syndicataires actuels, autres que la Colonie ou la Régie, sera répartie entr'eux au prorata de leur participation au présent syndicat.

- ART. 10. — La Colonie devra se prononcer dans les deux années qui suivront la remise du projet définitif et du devis détaillé, sur celle des solutions visées à l'article 9 qu'elle compte adopter.

A défaut de s'être prononcée dans ce délai, elle sera sensée ne pas donner suite au projet et les stipulations du 1^o) de l'article 9 seront alors d'application.

ART. 11. — Toutes contestations relatives à l'interprétation ou à l'exécution du présent acte seront soumises à deux arbitres amiables compositeurs qui auront la compétence la plus étendue.

La partie la plus diligente fera connaître à l'autre partie, l'arbitre dont elle a fait choix, et aura le droit, si l'autre partie tarde plus de quinze jours francs à désigner le sien, de faire nommer celui-ci sur requête, par le Président du Tribunal de Première Instance de Bruxelles, sur requête de la partie la plus diligente.

ART. 12. — Les membres du Syndicat élisent domicile dans l'agglomération bruxelloise, en leurs bureaux ou sièges sociaux respectifs, où tous actes judiciaires ou extra-judiciaires leur seront valablement signifiés.

A défaut de résidence connue, les significations seront valablement faites en leur nom, au greffe du Tribunal de Première Instance de Bruxelles.

ART. 13. — En cas de disparition pour une cause quelconque, de l'un des membres du Syndicat, celui-ci continuera d'exister avec les ayants-droit du membre disparu, qui seront substitués à ses droits et obligations, sans pouvoir réclamer aucune apposition de scellés ni aucun inventaire.

Ils devront se faire connaître au Syndicat, en justifiant de leur qualité et désigner une seule et même personne juridique les représentant auprès du Syndicat.

ART. 14. — Les engagements financiers de la Colonie qui peuvent résulter de la présente convention, sont pris sous réserve d'approbation par le pouvoir compétent, conformément aux lois et décrets sur la matière.

ART. 15. — La loi congolaise sera applicable aux termes du présent acte.

Fait en quatre exemplaires originaux, signés par les parties à Bruxelles, le cinq novembre mil neuf cent quarante-sept.

ART. 2.

Le Ministre des Colonies est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Donné à Bruxelles, le 22 janvier 1948.

ART. 2.

De Minister van Koloniën is belast met de uitvoering van dit besluit.

Gegeven te Brussel, de 22 Januari 1948.

CHARLES.

Par le Régent :

Le Ministre des Colonies,

Vanwege de Regent :

De Minister van Koloniën,

P. WIGNY.

Chutes d'eau. — Concession par le Gouvernement du Ruanda-Urundi à M. Ferreira da Costa, de chutes d'eau à la rivière Boyesi. — Convention du 12 janvier 1948. — Approbation.

CHARLES, PRINCE DE BELGIQUE,
RÉGENT DU ROYAUME,

A tous, présents et à venir, SALUT!

Sur la proposition du Ministre des Colonies,

Nous avons arrêté et arrêtons :

ARTICLE PREMIER.

La convention dont la teneur suit est approuvée :

Entre le Gouvernement du Territoire du Ruanda-Urundi, représenté par M. P. WIGNY, Ministre des Colonies, et M. FERREIRA DA COSTA, José, résidant à Makamba (Territoire de Bururi-Ruanda-Urundi),

Il a été convenu ce qui suit, sous réserve d'approbation par arrêté royal :

ARTICLE PREMIER. — Le Gouvernement du Territoire du Ruanda-Urundi, concède à M. FERREIRA DA COSTA, José aux conditions stipulées ci-après, le droit de capter jusqu'au 31 décembre 1900 septante-sept, 20 (vingt) chevaux vapeur à la rivière Boyesi à l'emplacement indiqué au plan ci-joint.

ART. 2. — Le Gouvernement du Territoire du Ruanda-Urundi reconnaît au concessionnaire le droit d'occuper jusqu'à l'expiration de la présente convention :

- a) les terrains nécessaires à l'installation de la turbine, y compris, le cas échéant, les canaux et les bassins de captage, ainsi que la conduite forcée et le canal de fuite.

Les attributions de terrains auront lieu dans les limites et aux conditions de l'arrêté ministériel du 25 février 1943 sur la vente et la location des terres domaniales.

- b) le droit de construire des lignes aériennes pour le transport de l'énergie électrique, mais uniquement à l'intérieur des terrains dont il possède ou obtiendra la location du Gouvernement du Territoire du Ruanda-Urundi; Les arbres du domaine qui constitueraient un obstacle à l'établissement et à la conservation des lignes aériennes pourront être enlevés mais resteront la propriété du Gouvernement du Ruanda-Urundi.

L'abatage des arbres se fera conformément aux dispositions prévues pour l'exploitation de coupes de bois.

Watervallen. — Concessie door het Gouvernement van Ruanda-Urundi aan de Heer Ferreira da Costa, van watervallen op de Boyesi-rivier. — Overeenkomst van 12 Januari 1948. — Goedkeuring.

KAREL, PRINS VAN BELGIË,
REGENT VAN HET KONINKRIJK,

Aan allen, tegenwoordigen en toekomstenden, HEIL!

Op de voordracht van de Minister van Koloniën,

Wij hebben besloten en Wij besluiten :

ARTIKEL ÉÉN.

De overeenkomst waarvan de tekst volgt wordt goedgekeurd :

ART. 3. — La prise d'eau directe sans bassin de captage se fera à l'endroit représenté au plan annexé à la présente convention. Toutes modifications apportées ultérieurement à ces dispositions devront au préalable être approuvées par le Gouverneur du Ruanda-Urundi.

Le programme des travaux sera achevé dans les deux ans de la signature de la présente convention.

Ces délais devront être observés sous peine de déchéance, à moins de prolongations qui seraient accordées par le Gouverneur du Ruanda-Urundi pour motif de force majeure.

ART. 4. — La construction et le fonctionnement de l'installation hydro-électrique ne peuvent priver les rivaux de l'eau indispensable aux services publics ou à l'usage domestique.

Les eaux utilisées feront retour à la rivière et ne pourront être corrompues.

ART. 5. — La concession est accordée pour la production de l'électricité nécessaire à l'exploitation d'une usine de déparage de café, et d'une minoterie.

ART. 6. — Sous peine de déchéance, le concessionnaire maintiendra ses installations en bon état d'entretien et en activité pour autant que les besoins de ses exploitations l'exigent.

ART. 7. — Si par ses installations ou par son fait, le concessionnaire occasionne des inondations, il sera tenu de payer en cas de dommage, une indemnité à fixer selon le mode et la procédure prévus à l'article 11, sans préjudice de celles qui seraient dues à des tiers.

ART. 8. — Si l'utilisation de la force hydro-électrique installée est entravée par l'effet direct de travaux d'utilité publique, le concessionnaire aura droit à une juste indemnité à fixer selon la procédure prévue à l'article 11.

ART. 9. — A l'expiration de la concession ou en cas de déchéance, le Gouvernement du Ruanda-Urundi sera subrogé à tous les droits du concessionnaire et entrera en possession des installations hydroélectriques et des bâtiments dans lesquels elles se situent ainsi que des terrains occupés, sans qu'il ait droit à aucune indemnité.

Toutefois, si le concessionnaire avait effectué durant les cinq dernières années des travaux d'aménagement reconnus nécessaires par le Gouvernement du Ruanda-Urundi, il aurait droit au remboursement des frais non normalement amortis de ces travaux.

ART. 10. — La cession totale ou partielle de la concession ainsi que la vente ou la fourniture gratuite du courant électrique à des tiers devront être préalablement autorisées par le Gouvernement du Ruanda-Urundi et selon les modalités qu'il déterminera.

ART. 11. — Les contestations qui pourraient s'élever au sujet de l'interprétation des clauses de la présente convention seront tranchées par la commission d'arbitres siégeant à Usumbura.

En cas d'arbitrage, chacune des parties désignera un arbitre et le Président du Tribunal de Première Instance du Ruanda-Urundi en désignera un troisième.

Les arbitres sont dispensés des délais et forme établis pour les Tribunaux. Ils statueront dans les termes du droit.

Fait à Bruxelles, en double exemplaire, le 12 janvier 1948.

ART. 2.

Le Ministre des Colonies est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Donné à Bruxelles, le 23 janvier 1948.

ART. 2.

De Minister van Koloniën is belast met de uitvoering van dit besluit.

Gegeven te Brussel, den 23 Januari 1947.

CHARLES.

Par le Régent :

Le Ministre des Colonies,

Vanwege de Regent :

De Minister van Koloniën,

P. WIGNY.

Terres. — Cession gratuite à la Société des Religieuses du Sacré-Cœur, d'un terrain de 100 Ha., sis à Kimuenza. — Convention du 23 décembre 1947. — Approbation.

Granden. — Kosteloze afstand aan de « Société des Religieuses du Sacré-Cœur », van een grond van 100 Ha., te Kimuenza. — Overeenkomst van 23 December 1947. — Goedkeuring.

CHARLES, PRINCE DE BELGIQUE,
RÉGENT DU ROYAUME,

A tous, présents et à venir, SALUT!

Sur la proposition du Ministre des Colonies,

Nous avons arrêté et arrêtons :

ARTICLE PREMIER.

La convention dont la teneur suit est approuvée :

KAREL, PRINS VAN BELGIË,
REGENT VAN HET KONINKRIJK,

Aan allen, tegenwoordigen en toekomstenden, HEIL!

Op de voordracht van de Minister van Koloniën,

Wij hebben besloten en Wij besluiten :

ARTIKEL EÉN.

De overeenkomst waarvan de tekst volgt wordt goedgekeurd :

La Colonie du Congo Belge représentée par le Gouverneur Général cède gratuitement en toute propriété à la Société des Religieuses du Sacré-Cœur, dont la personnalité civile est reconnue par Arrêté Royal du 24 décembre 1927, représentée par la Révérende Sœur BRAUN, Françoise, Henriette, Louise, Marie,

représentante légale, agréée par l'Arrêté Royal précité, ci-après dénommée la « MISSION » qui accepte aux conditions générales du décret du 24 janvier 1943, modifié par celui du 2 juin 1945 et aux conditions spéciales qui suivent, un terrain destiné à la création d'un poste de mission indigène et d'une station de colonies de vacances pour enfants européens, situé à Kimuenza (Territoire du Pool), d'une superficie de cent (100) hectares, dont les limites sont représentées par un liseré rouge au croquis approximatif figuré ci-après à l'échelle de 1 à 25.000.

La nature ainsi que les limites du terrain sont parfaitement connues de la Mission.

CONDITIONS SPECIALES.

ART. 1. — Le présent contrat est conclu sous réserve de son approbation par arrêté royal.

ART. 2. — Seront considérées comme mises en valeur : les terres qui seront couvertes sur 1/10^{me} au moins de leur surface par des constructions;

les terres qui seront couvertes sur 1/5^{me} au moins de leur surface par des cultures alimentaires.

Ces conditions joueront simultanément ou séparément pour toute la surface.

ART. 3. — L'inexécution des conditions prévues à l'article 5 — premier et deuxième alinéas — du décret du 24 janvier 1943, modifié par celui du 2 juin 1945 sera constatée par procès-verbal du délégué du Gouverneur de Province.

La Mission s'engage dès ores, à remplir dans le cas de déchéance, les formalités prévues par la législation sur le régime foncier du Congo Belge en vue de l'enregistrement des terres au nom de la Colonie.

ART. 4. — Les chemins et sentiers indigènes ou autres traversant le terrain cédé appartiennent au domaine public et ne font pas partie de la présente cession; leur situation et leur largeur définitives seront déterminées lors du mesurage officiel.

ART. 5. — La Mission ne peut abattre les espèces ligneuses croissant au moment de l'octroi des terres que dans la mesure des défrichements nécessaires au développement de son entreprise.

ART. 6. — Le présent contrat est conclu sous réserve des droits que les indigènes pourraient éventuellement revendiquer dans le délai et selon la procédure prévus à l'article 9 du décret du 31 mai 1934.

ART. 7. — La Mission aura l'obligation de débroussailler régulièrement et de tenir dans un bon état de propreté une zone de 100 mètres autour des constructions.

ART. 8. — Sauf pour les cas prévus à l'article 5 — premier et deuxième alinéas — du décret du 24 janvier 1943 modifié par celui du 2 juin 1945, l'inexécution des conditions générales de ce décret ainsi que l'inexécution des conditions spéciales reprises ci-dessus, feront s'opérer d'office la résolution du présent contrat si,

après sommation faite par lettre recommandée, la Mission ne satisfait pas aux dites obligations dans un délai de trente jours à dater de la réception de la lettre recommandée.

Ainsi fait à Léopoldville, en double expédition, le vingt-trois décembre mil neuf cent quarante-sept.

ART. 2.

Le Ministre des Colonies est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Donné à Bruxelles, le 23 janvier 1948.

ART. 2.

De Minister van Koloniën is belast met de uitvoering van dit besluit.

Gegeven te Brussel, den 23 Januari 1948.

CHARLES.

Par le Régent :

Le Ministre des Colonies,

Vanwege de Regent :

De Minister van Koloniën,

P. WIGNY.

Terres. — Cession gratuite à l'Association « Chanoinesses Missionnaires Belges de Saint-Augustin » par le Gouvernement du Ruanda-Urundi, d'un terrain de 7 Ha., 50 a., sis à Kiganda. — Convention du 30 décembre 1947. — Approbation.

Gronden. — Kosteloze afstand aan de Vereniging « Chanoinesses Missionnaires Belges de Saint-Augustin », door het Gouvernement van Ruanda-Urundi van een grond van 7 Ha., 50 a., te Kiganda. — Overeenkomst van 30 December 1947. — Goedkeuring.

CHARLES, PRINCE DE BELGIQUE,
RÉGENT DU ROYAUME,

A tous, présents et à venir, SALUT!

Sur la proposition du Ministre des Colonies,

Nous avons arrêté et arrêtons :

ARTICLE PREMIER.

La convention dont la teneur suit est approuvée :

Le Gouvernement du Territoire du Ruanda-Urundi, représenté par le Gouverneur Général du Congo Belge, cède, gratuitement en toute propriété aux Chanoinesses Missionnaires Belges de Saint-Augustin, dont la personnalité civile a été reconnue par Arrêté Royal du 30 janvier 1921, représentée par la Révérende Mère Dame Marie-Amélie Butaeye (*B. A.* 1939, page 840), résidant à Léopoldville,

KAREL, PRINS VAN BELGIË,
REGENT VAN HET KONINKRIJK,

Aan allen, tegenwoordigen en toekomstenden, HEIL!

Op de voordracht van de Minister van Koloniën,

Wij hebben besloten en Wij besluiten :

ARTIKEL ÉÉN.

De overeenkomst waarvan de tekst volgt wordt goedgekeurd :

ci-après dénommée « la Mission » qui accepte aux conditions générales du décret du 24 janvier 1943, modifié par celui du 2 juin 1945 et aux conditions spéciales qui suivent, un terrain situé à Kiganda destiné à un usage de Mission, d'une superficie de sept hectares, cinquante ares (7 Ha., 50 a.), dont les limites sont représentées par un liseré rouge au croquis approximatif figuré ci-après à l'échelle de 1 à 5.000.

La nature ainsi que les limites du terrain sont parfaitement connues de la Mission.

CONDITIONS SPECIALES.

ARTICLE PREMIER. — Le présent contrat est conclu sous réserve de son approbation par Arrêté Royal.

ART. 2. — Seront considérés comme mis en valeur :

- a) les terres sur lesquelles seront édifiées des constructions en matériaux durables;
- b) les terres cultivées sur 6/10^{mes} au moins de leur surface;
- c) les pâturages aménagés en prairies et clôturés sur lesquels seront entretenus des bestiaux à l'élève ou à l'engrais à raison d'au moins une tête de gros bétail ou six têtes de petit bétail par 2 hectares;
- d) les terres sur lesquelles il aura été fait des plantations d'espèces ligneuses à une densité rationnelle en rapport avec l'âge et les variétés des essences.

Ces conditions joueront simultanément ou séparément pour toute la surface.

ART. 3. — L'inexécution des conditions prévues à l'article 5 — premier et deuxième alinéas — du décret du 24 janvier 1943 sera constatée par procès-verbal du délégué du Gouverneur du Ruanda-Urundi.

La Mission s'engage, dès ores, à remplir dans le cas de déchéance, les formalités prévues par la législation sur le régime foncier du Congo Belge en vue de l'enregistrement des terres au nom du Ruanda-Urundi.

ART. 4. — Les chemins et sentiers indigènes ou autres traversant le terrain cédé appartiennent au domaine public et ne font pas partie de la présente cession; leur situation et leur largeur définitives seront déterminées lors du mesurage officiel.

ART. 5. — La Mission ne peut abattre les espèces ligneuses croissant au moment de l'octroi des terres que dans la mesure des défrichements nécessaires au développement de son entreprise.

ART. 6. — La Mission s'engage à boiser (ou à entreprendre des cultures de plantes arbustives médicinales) sur un dixième du terrain cédé, c'est-à-dire, sur septante-cinq ares. Les essences à employer sont laissées au choix de la Mission.

ART. 7. — Sauf pour les cas prévus à l'article 5 — premier et deuxième alinéas — du décret du 24 janvier 1943, l'inexécution des conditions générales de ce décret ainsi que l'inexécution des conditions spéciales reprises ci-dessus, feront

s'opérer d'office la résolution du présent contrat, si, après sommation faite par lettre recommandée, la Mission ne satisfait pas aux dites obligations, dans un délai de trente jours à dater de la réception de la lettre recommandée.

Ainsi fait à Léopoldville, en double expédition, le trente décembre mil neuf cent quarante-sept.

ART. 2.

Le Ministre des Colonies est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Donné à Bruxelles, le 26 janvier 1948.

ART. 2.

De Minister van Koloniën is belast met de uitvoering van dit besluit.

Gegeven te Brussel, den 26 Januari 1948.

CHARLES.

Par le Régent :
Le Ministre des Colonies,

Vanwege de Regent :
De Minister van Koloniën,

P. WIGNY.

Terres. — Vente à la Colonie par la société « Chantier Naval de N'Dolo (Chanado) », de son chantier naval de N'Dolo. — Convention du 15 janvier 1948. — Approbation.

Gronden. — Verkoop aan de Kolonie door de vennootschap « Chantier Naval de N'Dolo (Chanado) », van haar scheepstimmerwerf te N'Dolo. — Overeenkomst van 15 Januari 1948. — Goedkeuring.

CHARLES, PRINCE DE BELGIQUE,
RÉGENT DU ROYAUME,

A tous, présents et à venir, SALUT!

Sur la proposition du Ministre des Colonies;

Nous avons arrêté et arrêtons :

ARTICLE PREMIER.

La convention dont la teneur suit est approuvée :

Entre la Colonie du Congo Belge, représentée par M. P. WIGNY, Ministre des Colonies, d'une part

et

la SOCIÉTÉ CHANTIER NAVAL DE N'DOLO « CHANADO », société congolaise par actions à responsabilité limitée ayant son siège social à Léopoldville, représentée par M. Charles VALCKENAERE, administrateur-délégué et M. Georges M. VALCKENAERE, administrateur-délégué, d'autre part,

Il a été convenu ce qui suit, sous réserve d'approbation par arrêté royal.

KAREL, PRINS VAN BELGIË,
REGENT VAN HET KONINKRIJK,

Aan allen, tegenwoordigen en toekomstenden, HEIL!

Op de voordracht van de Minister van Koloniën,

Wij hebben besloten en Wij besluiten :

ARTIKEL ÉÉN.

De overeenkomst waarvan de tekst volgt wordt goedgekeurd :

ARTICLE PREMIER. — La société vend et cède à la Colonie son chantier naval de N'Dolo comportant :

- 1) un terrain y compris les immeubles quelconques ainsi que les installations qui y sont érigés sis à Léopoldville, au lieu dit N'Dolo, en trois parcelles d'une superficie totale de huit mille huit cent dix neuf mètres carrés 28/100^{mes}, savoir :
 - a) une parcelle de septante-six ares, vingt-neuf centiares, vingt-cinq centièmes (76 a., 29 ca., 25/100^{mes}), inscrite au plan communal sous le n° 471, faisant l'objet du certificat d'enregistrement vol. A. V., folio 67, délivré le 20 avril 1928 par le Conservateur des Titres Fonciers à Léopoldville;
 - b) une parcelle d'une superficie de quatre ares, soixante-cinq centiares, cinquante-huit centièmes (4 a., 65 ca., 58/100^{mes}), inscrite au plan communal sous le n° 571 faisant l'objet du certificat d'enregistrement vol. A. XV, folio 87, délivré le 24 mars 1931 par le Conservateur des Titres Fonciers à Léopoldville;
 - c) une parcelle d'une superficie de quatre ares, vingt-quatre centiares, quarante-cinq centièmes (4 a., 24 ca., 45/100^{mes}), inscrite au plan communal sous le n° 593, faisant l'objet du certificat d'enregistrement vol. A. XVIII, folio 61, délivré le 25 janvier 1932 par le Conservateur des Titres Fonciers à Léopoldville.
- 2) ses droits d'occupation sur un terrain remblayé ou récupéré sur le fleuve Congo, y compris les immeubles et installations qui y sont érigés, le tout d'une superficie d'environ neuf mille cent quatre vingts mètres carrés 72/100^{mes}, sis à Léopoldville N'Dolo et compris entre les parcelles visées au 1) et le fleuve Congo.

ART. 2. — Le prix de vente est fixé à la somme de onze millions cent mille (11.100.000) francs.

ART. 3. — Les frais d'acte d'enregistrement et autres résultant de l'exécution du présent contrat sont à charge de la Colonie.

Fait à Bruxelles, en double exemplaire, le quinze janvier mil neuf cent quarante-huit.

ART. 2.

Le Ministre des Colonies est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Donné à Bruxelles, le 5 février 1948.

ART. 2.

De Minister van Koloniën is belast met de uitvoering van dit besluit.

Gegeven te Brussel, den 5 Februari 1948.

CHARLES.

Par le Régent :

Le Ministre des Colonies,

Vanwege de Regent :

De Minister van Koloniën,

P. WIGNY.

Rapport du Conseil Colonial sur un projet de décret accordant des permis d'exploitation à la « Compagnie Minière de l'Urega (Minerga) » dans le domaine minier de la Compagnie des Chemins de Fer du Congo Supérieur aux Grands Lacs Africains.

Ce projet a été examiné par le Conseil Colonial, au cours de sa séance du 21 novembre 1947.

La documentation soumise à l'appui de cette demande, ne contient pas de renseignements démographiques précis. Toutefois, il y a lieu de constater que l'extraction des nouvelles substances : étain, tantale, niobium, considérées comme secondaires, se fera en même temps que la cassitérite, déjà concédée.

Mis aux voix, le projet est admis à l'unanimité.

Bruxelles, le 19 décembre 1947.

Le Conseiller-Rapporteur,

Verslag van de Koloniale Raad over een ontwerp van decreet waarbij een mijnbouwvergunning wordt verleend aan de « Compagnie Minière de l'Urega » (Minerga), in het mijndomein van de Spoorwegmaatschappij Boven Congo-Grote Afrikaanse Meren.

De Koloniale Raad heeft dit ontwerp onderzocht in de vergadering van 21 November 1947.

De documentatie tot staving van die aanvraag bevat geen nauwkeurige demografische inlichtingen. Men kan evenwel vaststellen, dat het winnen van de nieuwe zelfstandigheden : tin, tantalium, niobium, die als secundair beschouwd worden, terzelfdertijd zal geschieden als voor het cassiteriet, waarvoor reeds een concessie werd verleend.

In stemming gebracht, wordt het ontwerp eenparig goedgekeurd.

Brussel den 19 December 1947.

Het Raadslid-Verslaggever,

ITTEN.

L'Auditeur,

De Auditeur,

M. VAN HECKE.

Mines. — Domaine minier de la « Compagnie des Chemins de Fer du Congo Supérieur aux Grands Lacs Africains ». — Permis d'exploitation délivré à la « Compagnie Minière de l'Urega (Minerga) ».

CHARLES, PRINCE DE BELGIQUE,
RÉGENT DU ROYAUME,

A tous, présents et à venir, SALUT !

Vu l'avis émis par le Conseil Colonial en sa séance du 21 novembre 1947 ;

Sur la proposition du Ministre des Colonies,

Nous avons décrété et décrétons :

ARTICLE PREMIER.

Les arrêtés royaux du 30 septembre et du 9 octobre 1942 ainsi que les décrets du 27 août 1942, 7 et 9 octobre 1942, 24 et 25 janvier 1943, 1^{er} février 1943, 28 avril 1943, 3 octobre 1943, 4 avril et 12 mai 1944, accordant à la Compagnie Minière de l'Urega (Minerga) respectivement les permis d'exploitation Ezeza, Lubilokwa, Tukutu, Musabila, Nietuku, Watumpa, Lubila, Luenga, Lubilokwa-Est, Tshonka, Mulamba-Nord et Sud, Webira, Lubilu, Kiburi et Niabesi sont abrogés.

ART. 2.

Le droit d'exploiter l'étain est accordé à la Compagnie Minière de l'Urega (Minerga) dans la concession dénommée « Nord-Lugulu 1 A » d'une superficie de 9.690 hectares.

Ce droit est accordé jusqu'au 31 décembre 2010 à partir de la date du présent décret.

Mijnen. — Mijndomein van de « Compagnie des Chemins de Fer du Congo Supérieur aux Grands Lacs Africains ». — Mijnbouwvergunningen afgeleverd aan de « Compagnie Minière de l'Urega (Minerga) ».

KAREL, PRINS VAN BELGIË,
REGENT VAN HET KONINKRIJK,

Aan allen, tegenwoordigen en toekomstenden, HEIL !

Gezien het advies door de Koloniale Raad uitgebracht in diens vergadering van 21 November 1947 ;

Op de voordracht van de Minister van Koloniën,

Wij hebben gedecreteerd en Wij decreteren :

ARTIKEL EÉN.

De koninklijke besluiten van 30 September en 9 oktober 1942, alsmede de decreten van 27 Augustus 1942, 7 en 9 October 1942, 24 en 25 Januari 1943, 1 Februari 1943, 28 April 1943, 3 October 1943, 4 April en 12 Mei 1944, waarbij aan de « Compagnie Minière de l'Urega (Minerga) » de respectieve mijnbouwvergunningen van de Ezeza, Lubilokwa, Tukutu, Musabila, Nietuku, Watumba, Lubila, Luenga, Lubilokwa-Est, Tshonka, Mulenga Nord et Sud, Webira, Lubilu, Kiburi, en Niabesi worden verleend, worden afgeschaft.

ART. 2.

Aan de « Compagnie Minière de l'Urega » (Minerga) wordt het recht verleend tin te winnen in de concessie genaamd « Nord-Lugulu 1 A », groot 9.690 hectaren.

Dit recht wordt met ingang van de datum van dit decreet verleend tot op 31 December 2010.

Les limites de la concession sont déterminées comme suit :

De grenzen van de concessie zijn als volgt bepaald :

A. — DESCRIPTION DES LIMITES.

A. — BESCHRIJVING DER GRENZEN.

De la borne 53, un alignement droit de 1.123m.8 az. 83gr.99 mène à la borne 54

Van grenspaal 53, leidt een rechte rooi-

lijn van 1.123m.8 az. 83gr.99 naar grenspaal 54

»	54,	»	1.170m.1	»	84gr.61	»	55
»	55,	»	1.131m.8	»	85gr.74	»	56
»	56,	»	1.124m.6	»	87gr.40	»	57
»	57,	»	1.163m.7	»	73gr.75	»	58
»	58,	»	1.006m.0	»	49gr.94	»	59
»	59,	»	829m.5	»	48gr.04	»	60
»	60,	»	1.173m.4	»	54gr.94	»	61
»	61,	»	1.152m.7	»	385gr.09	»	62
»	62,	»	819m.2	»	27gr.29	»	63

De la borne 63, la limite suit la rive gauche de la rivière Duma en la montant la traverse suivant une normale au courant et mène à la borne 64 qui est située à 1.450 m. 7 az. 378 gr. 06 de la borne 63 ;

Van grenspaal 63, volgt de grens de linkeroever van de Duma-rivier stroomopwaarts, doorsnijdt de rivier volgens een loodlijn op de stroming en leidt naar grenspaal 64, gelegen op 1.450 m. 7 az. 378 gr. 06 van grenspaal 63 ;

De la borne 64, un alignement droit de 1.222m.7 az. 358gr.51 mène à la borne 65

Van grenspaal 64, leidt een rechte rooi-

lijn van 1.222m.7 az. 358gr.51 naar grenspaal 65

»	65,	»	826m.5	»	302gr.73	»	66
»	66,	»	956m.3	»	255gr.93	»	67
»	67,	»	965m.2	»	283gr.01	»	68
»	68,	»	739m.75	»	210gr.85	»	68a
»	68a,	»	740m.0	»	210gr.75	»	68b
»	68b,	»	850m.0	»	200gr.00	»	68c
»	68c,	»	460m.0	»	321gr.25	»	69a
»	69a,	»	1.000m.0	»	321gr.25	»	69b
»	69b,	»	1.000m.0	»	321gr.25	»	70a
»	70a,	»	640m.0	»	ogr.00	»	70b
»	70b,	»	820m.0	»	32gr.00	»	70c
»	70c,	»	820m.0	»	32gr.00	»	70d
»	70d,	»	931m.9	»	357gr.12	»	71

De la borne 71, un alignement droit de		984m.9 az. 278gr.13 mène à la borne 72
Van grenspaal 71, leidt een rechte rooi-		lijn van 984m.9 az. 278gr.13 naar grenspaal 72
»	72,	» 899m.1 » 322gr.24 » 73
»	73,	» 900m.4 » 323gr.81 » 74
»	74,	» 978m.3 » 324gr.76 » 75
»	75,	» 859m.3 » 324gr.55 » 76
»	76,	» 971m.5 » 324gr.95 » 77
»	77,	» 386m.4 » 323gr.01 » 78
»	78,	» 972m.6 » 302gr.03 » 79
»	79,	» 540m.5 » 320gr.50 » 80
»	80,	» 969m.9 » 305gr.65 » 81
»	81,	» 990m.2 » 280gr.80 » 82
»	82,	» 874m.2 » 260gr.79 » 83
»	83,	» 640m.9 » 259gr.70 » 84

De la borne 84, la limite suit la rive gauche de la rivière Ezeza en la descendant et mène à la borne 85, située à 1.889 m. 7 az. 190 gr. 20 de la borne 84;

Van grenspaal 84, volgt de grens de linkeroever van de Ezeza-rivier stroomafwaarts en leidt naar grenspaal 85, gelegen op 1.889 m. 7 az. 190 gr. 20 van grenspaal 84;

De la borne 85, la limite suit la rive gauche de la rivière Ezeza en la descendant et mène à la borne A, qui est située à 5.487 m. 2 az. 143 gr. 23 de la borne 85;

Van grenspaal A, volgt de grens de linkeroever van de Ezeza-rivier stroomafwaarts en leidt naar grenspaal A, gelegen op 5.487 m. 2 az. 143 gr. 23 van grenspaal 85;

De la borne A, la limite suit la rive gauche de la rivière Ezeza en la descendant et mène à la borne B, qui est située à 5.155 m. az. 150 gr. 28 de la borne B;

Van grenspaal A, volgt de grens de linkeroever van de Ezeza-rivier stroomafwaarts en leidt naar grenspaal B, gelegen op 5.155 m. az. 150 gr. 28 van grenspaal B;

De la borne B, un alignement droit de 372 m. 8 az. 83 gr. 04 mène à la borne 53.

Van grenspaal B, leidt een rechte rooilijn van 372 m. 8 az. 83 gr. 04 naar grenspaal 53.

B. — SITUATION DES BORNES D'ANGLES

B. — LIGGING DER HOEKGRENSPALEN.

La borne 58, est située au confluent des rivières Duma et Bionga.

Grenspaal 58, is gelegen op de samenvloeiing van de Duma en Bionga-rivieren.

La borne 61, est située au confluent des rivières Duma-Niabembe.

Grenspaal 61, is gelegen op de samenvloeiing van de Duma en Niabembe-rivieren.

La borne 63, est située au confluent des rivières Duma-Kanzuku.

Grenspaal 63, is gelegen op de samenvloeiing van de Duma en Kanzuku-rivieren.

La borne 66 est située à 573 m. 6 az. 195 gr. 55 du confluent des rivières Duma-Makulumabili.

Grenspaal 66, is gelegen op 573 m. 6 az. 195 gr. 55 van de samenvloeiing van de Duma- en Makukumabili-rivieren.

La borne 85, est située au confluent des rivières Ezeza-Ibumba.

Grenspaal 85, is gelegen op de samenvloeiing van de Ezeza en Ibumba-rivieren.

La borne A, est située au confluent des rivières Ezeza-Kasiru.

Grenspaal A, is gelegen op de samenvloeiing van de Ezeza en Kasiru-rivieren.

La borne B, est située au confluent des rivières Ezeza-Lolo.

* Grenspaal B is gelegen op de samenvloeiing van de Ezeza en Lolo-rivieren.

C. — SITUATION DU POLYGONE PAR
RAPPORT AUX TIERS.

Le polygone a été incorporé dans la matrice cadastrale n^{os} 26 et 27/38 A.

Les coordonnées cadastrales de Gauss ont été calculées sur ellipsoïdes Clarke 1880, dans le fuseau du méridien 28° Est.

Le polygone est situé approximativement à 28 km. au Nord et à 55 km. environ au Nord-Est de Shabunda.

D. — REMARQUES.

Les azimuts sont exprimés en grades et en minutes centésimales. Ils se mesurent à partir du Nord vrai et croissent dans le sens du mouvement des aiguilles d'une montre.

D'après la société requérante, les bornes sont en béton de 0,20 x 0,20 x 0,80 m. de dimension.

Sur les rives des cours d'eau prises pour limites, le périmètre suit le niveau le plus élevé qu'atteignent les eaux de la rivière lors des crues périodiques normales.

ART. 3.

Le droit d'exploiter l'étain, le tantale et le niobium est accordé à la Compagnie de l'Urega (Minerga) dans la concession dénommée Niambembe d'une superficie de 500 hectares.

C. — LIGGING VAN DE VEELHOEK MET
BETREKKING TOT DERDEN.

De veelhoek is opgenomen in de cadastrale legger n^{os} 26 en 27/38 A.

De cadastrale coördinaten van Gauss zijn bestemd op ellipsoïde Clarke 1880 in de stijl van de meridiaan 28° Oost.

De veelhoek is ongeveer op 28 km. benoorden en op ongeveer 55 km. N.-O. Shabunda gelegen.

D. — BEMERKINGEN.

De azimuths zijn uitgedrukt in graden en in centesimale minuten. Zij worden gemeten vanaf het werkelijk Noorden en stijgen in de richting van de beweging der wijzers van een uurwerk.

Volgens de verzoekende vennootschap zijn de grenspalen in beton van 0,20 x 0,20 x 0,80 m. afgemetingen.

Op de oevers van de als grens genomen waterlopen, volgt de onttrek de hoogste stand dien de wateren bij hun periodieke en normale was bereiken.

ART. 3.

Aan de « Compagnie de l'Urega » (Minerga), wordt het recht verleend tin, tantalium en niobium te winnen in de concessie Niambembe, groot 500 hectaren.

Ce droit est accordé jusqu'au 31 décembre 2010 à partir de la date du présent décret.

Les limites de la concession sont déterminées comme suit :

Dit recht wordt, met ingang van de datum van dit decreet verleend tot op 31 December 2010.

De grenzen van de concessie zijn als volgt bepaald :

A. — DESCRIPTION DES LIMITES.

A. — BESCHRIJVING DER GRENZEN.

De la borne 1, un alignement droit de	966m.30 az. 307gr.31 mène à la borne 2
Van grenspaal 1, leidt een rechte rooijlijn van	966m.30 az. 307gr.31 naar grenspaal 2
» 2, »	945m.60 » 332gr.64 » 3
» 3, »	820m.00 » 232gr.00 » 4
» 4, »	820m.00 » 232gr.00 » 5
» 5, »	640m.00 » 200gr.00 » 6
» 6, »	1.000m.00 » 121gr.25 » 7
» 7, »	1.000m.00 » 121gr.25 » 8
» 8, »	460m.00 » 121gr.25 » 9
» 9, »	850m.00 » 0gr.00 » 10
» 10, »	740m.00 » 10gr.75 » 11
» 11, »	739m.75 » 10gr.85 » 1

B. — SITUATION DES BORNES D'ANGLE.

La borne 9 est située à 4.026 m. 50 az. 315 gr. 91 du confluent des rivières Niambembe-Duma.

B. — LIGGING VAN DE HOEKGRENSPALEN.

Grenspaal 9 is gelegen op 4.026 m. 50 az. 315 gr. 91 van de samenvloeiing van de Niambembe en Duma rivieren.

C. — SITUATION DU POLYGONE PAR RAPPORT AUX TIERS.

Le polygone a été incorporé dans la matrice cadastrale n° 27/38 A.

Les coordonnées cadastrales de Gauss ont été calculées sur ellipsoïdes Clarke 1880, dans le fuseau du méridien 28° Est.

Le polygone est situé approximativement à 26 km. au N.-NE. du poste Tshakindo (Territoire de Shabunda).

C. — LIGGING VAN DE VEELHOEK MET BETREKKING TOT DERDEN.

De veelhoek is opgenomen in de cadastrale legger n° 27/38 A.

De cadastrale coördinaten van Gauss zijn berekend op ellipsoïde Clarke 1880 in de spil van de meridiaan 28° Oost.

De veelhoek is ongeveer op 26 km. N.-NO. van de Tshakindo-post (gewest Sahunda).

C. — REMARQUES.

Les azimuts sont exprimés en grades et en minutes centésimales. Ils se mesurent à partir du Nord-vrai et croissent dans le sens du mouvement des aiguilles d'une montre.

C. — BEMERKINGEN.

De azimuths zijn uitgedrukt in graden en in centesimale minuten. Zij worden gemeten vanaf het werkelijk Noorden en stijgen in de richting van de beweging der wijzers van een uurwerk.

Les bornes d'après la requérante ont été implantées en béton de 0,20 x 0,20 x 0,80 m. de dimensions. Les titulaires n'exécuteront pas de travaux à moins de cinq mètres des bornes et repères.

ART. 4.

Le droit d'exploiter l'étain est accordé à la Compagnie Minière de l'Urega (Minerga) dans la concession dénommée « Nord-Lugulu II A » d'une superficie de 11.387 hectares.

Ce droit est accordé jusqu'au 31 décembre 2010 à partir de la date du présent décret.

Les limites de la concession sont déterminées comme suit :

Volgens de verzoekende zijn de grenspalen in beton van 0,20 x 0,20 x 0,80 m. afmetingen. De titularissen zullen geen werken uitvoeren op minder dan 5 meter van de grenspalen en richtpunten.

ART. 4.

Aan de « Compagnie Minière de l'Urega » (Minerga) wordt het recht verleend tin te winnen in de concessie « Nord-Lugulu II A » groot 11.387 hectaren.

Dit recht wordt met ingang van de datum van dit decreet verleend tot op 31 December 2010.

De grenzen van de concessie zijn als volgt bepaald :

A. — DESCRIPTION DES LIMITES.

A. — BESCHRIJVING DER GRENZEN.

De la borne 23, un alignement droit de	997m.4 az. 146gr.15 mène à la borne 24
Van grenspaal 23, leidt een rechte rooi-	
lijn van	997m.4 az. 146gr.15 naar grenspaal 24
» 24, »	743m.5 » 167gr.92 » 25
» 25, »	783m.9 » 167gr.67 » 26
» 26, »	744m.9 » 84gr.46 » 27
» 27, »	1.124m.1 » 194gr.22 » 28
» 28, »	729m.9 » 99gr.52 » 29
» 29, »	870m.6 » 398gr.16 » 30
» 30, »	695m.2 » 77gr.32 » 31
» 31, »	993m.9 » 25gr.83 » 32
» 32, »	894m.0 » 25gr.91 » 33
» 33, »	1.159m.3 » 135gr.36 » 34
» 34, »	1.109m.3 » 100gr.54 » 35
» 35, »	1.093m.0 » 100gr.85 » 36
» 36, »	687m.8 » 24gr.58 » 37
» 37, »	670m.9 » 24gr.60 » 38
» 38, »	1.081m.6 » 312gr.16 » 38/1
» 38/1, »	1.205m.6 » 311gr.71 » 38/2
» 38/2, »	1.082m.8 » 311gr.98 » 38/3

De la borne 38/3, un alignem. droit de 1.448m.7 az. 24gr.63 mène à la b. 38/4

Van grenspaal 38/3, leidt een rechte

rooilijn van 1.448m.7 az. 24gr.63 naar grensp. 38/4

»	38/4,	»	1.012m.6	»	107gr.06	»	38/5
»	38/5,	»	822m.3	»	107gr.44	»	38/6
»	38/6,	»	650m.0	»	2gr.25	»	C
»	C,	»	1.000m.0	»	2gr.25	»	D
»	D,	»	945m.45	»	171gr.55	»	F
»	F,	»	1.000m.0	»	171gr.55	»	38/7
»	38/7,	»	1.060m.6	»	148gr.25	»	38/8
»	38/8,	»	928m.2	»	193gr.99	»	38/9
»	38/9,	»	248m.0	»	100gr.11	»	39
»	39,	»	64m.1	»	394gr.77	»	40
»	40,	»	1.166m.1	»	99gr.34	»	41
»	41,	»	800m.3	»	399gr.02	»	42
»	42,	»	685m.8	»	398gr.34	»	43
»	43,	»	1.033m.1	»	100gr.16	»	44
»	44,	»	979m.9	»	100gr.25	»	45
»	45,	»	823m.5	»	ogr.75	»	46
»	46,	»	900m.0	»	ogr.66	»	47
»	47,	»	1.172m.8	»	100gr.06	»	48
»	48,	»	391m.4	»	45gr.44	»	49
»	49,	»	627m.4	»	387gr.59	»	50
»	50,	»	777m.7	»	298gr.57	»	51
»	51,	»	933m.7	»	324gr.64	»	52
»	52,	»	1.433m.4	»	370gr.71	»	53
»	53,	»	372m.8	»	283gr.04	»	B

De la borne B, la limite suit la rive gauche de la rivière Ezeza en la montant et mène à la borne A, qui est située à 5.155 m. az. 350 gr. 28 de la borne B;

Van grenspaal B, volgt de grens de linkeroever van de Ezeza-rivier, stroomopwaarts, en leidt naar grenspaal A, gelegen op 5.155 m. az. 350 gr. 28 van grenspaal B;

De la borne A, la limite suit la rive gauche de la rivière Ezeza en la montant et mène à la borne 85 qui est située à 5.487 m. 2 az. 343 gr. 23 de la borne A;

Van grenspaal A, volgt de grens de linkeroever van de Ezeza-rivier, stroomopwaarts en leidt naar grenspaal 85, gelegen op 5.487 m. 2 az. 343 gr. 23 van grenspaal A;

De la borne 85, un alignement droit de
Van grenspaal 85, leidt een rechte rooi-
lijn van

		914m.6 az. 297gr.06 mène à la borne 86	
		914m.6 az. 297gr.06 naar grenspaal 86	
»	86,	»	744m.5 » 308gr.43 » 87
»	87,	»	656m.4 » 309gr.19 » 88
»	88,	»	793m.4 » 232gr.41 » 89
»	89,	»	663m.1 » 211gr.61 » 90
»	90,	»	699m.0 » 343gr.53 » 91
»	91,	»	883m.0 » 274gr.01 » 92
»	92,	»	718m.3 » 254gr.10 » 93
»	93,	»	697m.6 » 254gr.49 » 94
»	94,	»	655m.8 » 385gr.80 » 95
»	95,	»	444m.2 » 327gr.80 » 96
»	96,	»	433m.0 » 388gr.62 » 97
»	97,	»	307m.0 » 316gr.15 » 98
»	98,	»	287m.1 » 253gr.51 » 99
»	99,	»	832m.3 » 332gr.22 » 100
»	100,	»	298m.7 » 288gr.53 » 101
»	101,	»	354m.5 » 199gr.98 » 102
»	102,	»	492m.2 » 165gr.42 » 103
»	103,	»	527m.6 » 166gr.09 » 104
»	104,	»	900m.0 » 131gr.00 » 9 L
»	9 L,	»	1.000m.0 » 131gr.00 » 10 L
»	10 L,	»	1.000m.0 » 131gr.00 » 1 L
»	1 L,	»	750m.0 » 256gr.00 » 2 L
»	2 L,	»	750m.0 » 256gr.00 » 3 L
»	3 L,	»	530m.0 » 136gr.70 » 2 W
»	2 W,	»	530m.0 » 136gr.70 » 1 W
»	1 W,	»	768m.0 » 188gr.32 » 24 W
»	24 W,	»	711m.3 » 70gr.31 » 16 W
»	16 W,	»	700m.0 » 69gr.25 » 15 W
»	15 W,	»	690m.0 » 69gr.25 » 14 W
»	14 W,	»	950m.0 » 154gr.40 » 13 W
»	13 W,	»	950m.0 » 154gr.40 » 12 W
»	12 W,	»	864m.0 » 120gr.25 » 11 W
»	11 W,	»	860m.6 » 120gr.25 » 10 W
»	10 W,	»	900m.0 » 232gr.90 » 9 W
»	9 W,	»	900m.0 » 232gr.90 » 8 M
»	8 M,	»	240m.0 » 157gr.50 » 7 M
»	7 M,	»	610m.0 » 208gr.80 » 6 M
»	6 M,	»	1.000m.0 » 208gr.80 » 5 M
»	5 M,	»	1.000m.0 » 208gr.80 » 4 M
»	4 M,	»	500m.0 » 253gr.50 » 3 M
»	3 M,	»	1.000m.0 » 253gr.50 » 2 M
»	2 M,	»	1.000m.0 » 253gr.50 » 1 M
»	1 M,	»	1.015m.0 » 230gr.34 » 23

B. — SITUATION DES BORNES D'ANGLES.

B. — LIGGING DER HOEGGRENSPALEN.

La borne 23, est située à 2.164 m. 3 az. 281 gr. 87 du confluent des rivières Mologodima, Matumpa;

Grenspaal 23, is gelegen op 2.164 m 3 az. 281 gr. 87 van de samenvloeiing van de Mologodima en Matumparivieren;

La borne 33, est située à 1.605 m. 3 az. 128 gr. 37 du signal Mongobano.

Grenspaal 33, is gelegen op 1.605 m. 3 az. 128 gr. 37 van het Mongobano-signaal;

La borne 36, est située à 1.586 m. 0 az. 5 gr. 37 du confluent des rivières Lubilokwa-Lugulu;

Grenspaal 36, is gelegen op 1.586 m. 0 az. 5 gr. 37 van de samenvloeiing van de Lubilokwa en Lugulu-rivieren.

La borne 49, est située au confluent des rivières Ezeza-Duma;

Grenspaal 49, is gelegen aan de samenvloeiing van de Ezeza en Duma-rivieren;

La borne B, est située au confluent des rivières Ezeza-Lolo;

Grenspaal B, is gelegen aan de samenvloeiing van de Ezeza-Lolo-rivieren;

La borne A, est située au confluent des rivières Ezeza-Kasiru;

Grenspaal A, is gelegen aan de samenvloeiing van de Ezeza-Kasiru-rivieren;

La borne 85, est située au confluent des rivières Ezeza-Ibumba;

Grenspaal 85, is gelegen aan de saenvloeiing van de Ezeza-Ibumba-rivieren;

La borne 104, est située à 535 m. 4 az. 113 gr. 18 du signal Lumpumpa.

Grenspaal 104, is gelegen aan 535 m. 4 az. 113 m. 18 van het Lumpumpa-signaal.

C. — SITUATION DU POLYGONE.

Le polygone a été incorporé dans la matrice cadastrale Nos 25, 26 27, 36 et 37/38 A.

Les coordonnées cadastrales de Gauss ont été calculées sur ellipsoïde Clarke 1880, dans le fuseau du méridien 28° Est.

Approximativement le polygone est situé à 50 km. environ au Nord-Est de Shabunda.

D. — REMARQUES.

Les azimuts sont exprimés en grades et en minutes centésimales. Ils se mesurent à partir du Nord-vrai et croissent dans le sens du mouvement des aiguilles d'une montre.

C. — LIGGING VAN DE VEELHOEK.

De veelhoek is opgenomen in de cadastrale legger Nos 25, 26, 27, 36 en 37/38A.

De cadastrale coördinaten van Gauss zijn berekend op ellipsoïde Clarke 1880 in de spil van de meridiaan 28° Oost.

De veelhoek is ongeveer op 50 km. N.-O. Shabunda gelegen.

D. — BEMERKINGEN.

De azimuths zijn uitgedrukt in graden en in centesimale minuten. Zij worden gemeten vanaf het werkelijk Noorden en stijgen in de richting van de beweging der wijzers van een uurwerk.

D'après la société requérante, les bornes sont en béton de 0,20 x 0,20 x 0,80 m. de dimensions. Les titulaires n'exécuteront pas de travaux à moins de 5 mètres des bornes et repères.

Sur les rives des cours d'eau prises pour limites, le périmètre suit le niveau le plus élevé qu'atteignent les eaux dans la rivière, lors des crues périodiques normales.

ART. 5.

Le droit d'exploiter l'étain, le niobium et le tantale est accordé à la Compagnie Minière de l'Urega (Minerga) dans la concession dénommée « Wakalamisuku-Est » d'une superficie de 905 hectares.

Ce droit est accordé jusqu'au 31 décembre 2010 à partir de la date du présent décret.

Les limites de la concession sont déterminées comme suit :

Volgens de verzoekende vennootschap zijn de grenspalen in beton van 0,20 x 0,20 x 0,80 m. afmetingen. De titularissen zullen geen werken uitvoeren op minder dan 5 meter van de grenspalen en richtpunten.

Op de oevers van de als grens genomen waterlopen, volgt de omtrek de hoogste stand dien de wateren bij hun periodieke en normale was bereiken.

ART. 5.

Aan de « Compagnie Minière de L'Urega » (Minerga) wordt het recht verleend tin, niobium en tantalium te winnen in de concessie « Wakalamisuku-Oost » groot 905 hectaren.

Dit recht wordt, met ingang van de datum van dit decreet verleend tot op 31 December 2010.

De grenzen van de concessie zijn als volgt bepaald :

A. — DESCRIPTION DES LIMITES.

A. — BESCHRIJVING DER GRENZEN.

De la borne 1, un alignement droit de	273m.20 az. 97gr.40 mène à la borne 2
Van grenspaal 1, leidt een rechte rooijlijn van	273m.20 az. 97gr.40 naar grenspaal 2
» 2, »	836m.00 » 176gr.80 » 3
» 3, »	938m.00 » 176gr.80 » 4
» 4, »	850m.00 » 60gr.90 » 5
» 5, »	560m.00 » 100gr.00 » 6
» 6, »	560m.00 » 100gr.00 » 7
» 7, »	900m.00 » 32gr.90 » 8
» 8, »	900m.00 » 32gr.90 » 9
» 9, »	864m.00 » 320gr.25 » 10
» 10, »	864m.00 » 320gr.25 » 11
» 11, »	950m.00 » 354gr.40 » 12
» 12, »	950m.00 » 354gr.40 » 13
» 13, »	690m.00 » 269gr.25 » 14
» 14, »	700m.00 » 269gr.25 » 15
» 15, »	711m.30 » 270gr.31 » 16
» 16, »	1.822m.00 » 156gr.70 » 1

B. — SITUATION DES BORNES D'ANGLES.

La borne 9 est située à 4.112 m. 4 az. 209 gr. 54 du confluent des rivières Ezeza et Niatubu.

C. — SITUATION DU POLYGONE PAR RAPPORT AUX TIERS.

Le polygone a été incorporé dans la matrice cadastrale n° 26/38 A.

Les coordonnées cadastrales de Gauss ont été calculées sur ellipsoïde Clarke 1880, dans le fuseau du méridien 28° Est.

Approximativement le polygone est situé 28 km. au Nord-Nord-Ouest du poste Tshakindo.

D. — REMARQUES.

Les azimuts sont exprimés en grades et en minutes centésimales. Ils se mesurent à partir du Nord-vrai et croissent dans le sens du mouvement des aiguilles d'une montre.

D'après la société requérante, les bornes sont en béton de 0,20 x 0,20 x 0,80 m. de dimensions.

Les titulaires n'exécuteront pas de travaux à moins de 5 mètres des bornes repères.

ART. 6.

Le droit d'exploiter l'étain est accordé à la Compagnie Minière de l'Urega (Minerga) dans la concession dénommée « Nord-Lugulu III » d'une superficie de 4.096 hectares.

Ce droit est accordé jusqu'au 31 décembre 2010 à partir de la date du présent décret.

Les limites de la concession sont déterminées comme suit :

B. — LIGGING VAN DE HOEGRENSPALEN.

Grenspaal 9 is gelegen op 4.112 m. 4 az. 109 gr. 54 van de samenvloeiing van de Ezeza en Niatubu rivieren.

C. — LIGGING VAN DE VEELHOEK MET BETREKKING TOT DERDEN.

De veelhoek is opgenomen in de cadastrale legger n° 26/38 A.

De cadastrale coördinaten van Gauss zijn bestemd op ellipsoïde Clarke 1880 in de stijl van de meridiaan 28° Oost.

De veelhoek is ongeveer op 28 km. N.-NW. van de Tshakindo-Post.

D. — BEMERKINGEN.

De azimuths zijn uitgedrukt in graden en in centesimale minuten. Zij worden gemeten vanaf het werkelijk Noorden en stijgen in de richting van de beweging van een uurwerk.

Volgens de verzoekende vennootschap zijn de grenspalen in beton van 0,20 x 0,20 x 0,80 m. afmetingen.

De titularissen zullen geen werken uitvoeren op minder dan 5 meter van de grenspalen.

ART. 6.

Aan de « Compagnie Minière de l'Urega » (Minerga) wordt het recht verleend tin te winnen in de concessie genaamd « Noord-Lugulu III », groot 4.096 hectaren.

Dit recht wordt, met ingang van de datum van dit decreet verleend tot op 31 December 2010.

De grenzen van de concessie zijn als volgt bepaald :

A. — DESCRIPTION DES LIMITES.

A. — BESCHRIJVING DER GRENZEN.

De la borne 23 NL, un alignem. droit de 1.015m.0 az. 30gr.34 mène à la b. 1 M

Van grenspaal 23 NL, leidt een rechte

rooilijn van 1.015m.0 az. 30gr.34 naar grensp. 1 M

»	1 M,	»	277m.0	»	300gr.00	»	18 M
»	18 M,	»	720m.0	»	355gr.16	»	17 M
»	17 M,	»	720m.0	»	355gr.16	»	16 M
»	16 M,	»	775m.6	»	ogr.00	»	15 M
»	15 M,	»	770m.0	»	ogr.00	»	17 W
»	17 W,	»	660m.0	»	330gr.40	»	16 W
»	16 W,	»	660m.0	»	330gr.40	»	15 W
»	15 W,	»	560m.0	»	296gr.74	»	14 W
»	14 W,	»	560m.0	»	296gr.74	»	13 W
»	13 W,	»	1.000m.0	»	ogr.00	»	12 W
»	12 W,	»	1.000m.0	»	ogr.00	»	11 W
»	11 W,	»	900m.0	»	369gr.50	»	10 W
»	10 W,	»	600m.0	»	34gr.26	»	9 W
»	9 W,	»	600m.0	»	34gr.26	»	8 W
»	8 W,	»	800m.0	»	369gr.30	»	7 W
»	7 W,	»	600m.0	»	ogr.00	»	6 W
»	6 W,	»	606m.5	»	ogr.00	»	5 W
»	5 W,	»	850m.0	»	363gr.80	»	6 L
»	6 L,	»	850m.0	»	363gr.80	»	105 NL
»	105 NL,	»	467m.5	»	361gr.54	»	106
»	106,	»	622m.5	»	315gr.02	»	107
»	107,	»	1.312m.5	»	314gr.47	»	108
»	108,	»	295m.1	»	215gr.86	»	109
»	109,	»	1.036m.1	»	164gr.10	»	110
»	110,	»	725m.3	»	282gr.46	»	111
»	111,	»	918m.9	»	250gr.19	»	112
»	112,	»	821m.7	»	176gr.01	»	113
»	113,	»	525m.8	»	274gr.16	»	114
»	114,	»	1.097m.2	»	225gr.71	»	115
»	115,	»	350m.6	»	172gr.20	»	116
»	116,	»	529m.3	»	156gr.12	»	4 NO
»	4 NO,	»	739m.2	»	153gr.55	»	5 NO
»	5 NO,	»	579m.3	»	221gr.37	»	6 NO
»	6 NO,	»	1.069m.8	»	186gr.53	»	7 NO

De la borne 7 NO, un alignem. droit de	371m.3 az. 258gr.72 mène à la b. 1 NO
Van grenspaal 7 NO, leidt een rechte rooilijn van	371m.3 az. 258gr.72 naar grensp. 1 NO
» 1 NO, »	1.885m.5 » 180gr.33 » C
» C, »	2.958m.6 » 135gr.73 » 10 NS
» 10 NS, »	392m.3 » 29gr.62 » 9 NS
» 9 NS, »	1.206m.1 » 381gr.54 » 8 NS
» 8 NS, »	511m.9 » 399gr.60 » 7 NS
» 7 NS, »	864m.0 » 94gr.86 » 6 NS
» 6 NS, »	709m.3 » 131gr.78 » 5 NS
» 5 NS, »	494m.5 » 183gr.08 » 4 NS
» 4 NS, »	748m.5 » 119gr.25 » 3 NS
» 3 NS, »	1.113m.7 » 217gr.85 » 2 NS
» 2 NS, »	1.469m.3 » 290gr.27 » 1 NS
» 1 NS, »	256m.9 » 202gr.08 » 15 NL
» 15 NL, »	1.159m.2 » 110gr.01 » 16
» 16, »	565m.0 » 158gr.11 » 17
» 17, »	824m.5 » 108gr.32 » 18
» 18, »	679m.2 » 188gr.07 » 19
» 19, »	749m.6 » 186gr.74 » 20
» 20, »	579m.0 » 18gr.49 » 21
» 21, »	574m.7 » 18gr.86 » 22
» 22, »	549m.9 » 102gr.88 » 23

B. — SITUATION DES BORNES D'ANGLES.

B. — LIGGING VAN DE HOEKGRENSPALEN.

La borne 23, est située à 2.164 m. 3 az. 281 gr. 87 du confluent des rivières Molongodima-Matumpa.

Grenspaal 23, is gelegen op 2.164 m. 3 az. 281 gr. 87 van de samenvloeiing van de Molongodima en Mutumpa-rivieren.

La borne 105, est située à 101 m. 2 az. 289 gr. 38 du signal Lumpumpa.

Grenspaal 105, is gelegen op 101 m. 2 az. 289 gr. 38 van het Lumpumpa-signaal.

La borne 109, est située au confluent des rivières Bilabise-G 15.

Grenspaal 109, is gelegen aan de samenvloeiing van de Bilabise-G. 15 rivieren.

La borne 115, est située au confluent des rivières Bilabise-Kiesi.

Grenspaal 115, is gelegen aan de samenvloeiing van de Bilabise-Kiesi-rivieren.

La borne 15 NL, est située à 202 m. 8 az. 229 gr. 50 du confluent des rivières Lubilu-Webira.

Grenspaal 15 NL, is gelegen op 202 m. 8 az. 229 gr. 50 van de samenvloeiing van de Lubilu en Webira-rivieren.

La borne 4 NO, est située à 1.009 m. 6 az. 161 gr. 65 du confluent des rivières Bilabise-Kiesi.

Grenspaal 4 NO, is gelegen op 1.009 m. 6 az. 161 gr. 65 van de samenvloeiing van de Bilabise en Kiesi-rivieren.

La borne 1 NS, est située à 111 m. 7 az. 347 gr. 17 du confluent des rivières Lubilu-Webira.

Grenspaal 1 NS, is gelegen op 111 m. 7 az. 347 gr. 17 van de samenvloeiing van de Lubilu-Webira-rivieren.

C. — REMARQUE.

Les azimuts sont exprimés en grades et en minutes centésimales. Ils se mesurent à partir du Nord-vrai et croissent dans le sens du mouvement des aiguilles d'une montre.

D. — SITUATION.

Le polygone « Nord Lugulu III » est situé à 50 km. environ au N.-NE. de Shabunda.

ART. 7.

Le droit d'exploiter l'étain est accordé à la Compagnie Minière de l'Urega (Minerga) dans la concession dénommée « Nord Lugulu IV » d'une superficie de 8.266 hectares.

Ce droit est accordé jusqu'au 31 décembre 2010 à partir de la date du présent décret.

Les limites de la concession sont déterminées comme suit :

C. — BEMERKING.

De azimuths zijn uitgedrukt in graden en in centesimale minuten. Zij worden gemeten vanaf het werkelijk Noorden en stijgen in de richting van de beweging der wijzers van een uurwerk.

D. — LIGGING.

Veelhoek « Nord Lugulu III » is gelegen op ongeveer 50 km. ten N.-NW. van Shabunda.

ART. 7.

Aan de « Compagnie Minière de l'Urega » (Minerga) wordt het recht verleend tin te winnen in de concessie genaamd « Nord Lugulu IV », groot 8.266 hectaren.

Dit recht wordt, met ingang van de datum van dit decreet verleend tot op 31 December 2010.

De grenzen van de concessie zijn als volgt bepaald :

A. — DESCRIPTION DES LIMITES.

A. — BESCHRIJVING DER GRENZEN.

De la borne 1, un alignement droit de 844m.3 az. 182gr.21 mène à la borne 2
Van grenspaal 1, leidt een rechte rooi-
lijn van 844m.3 az. 118gr.21 naar grenspaal 2

»	2,	»	850m.4 » 115gr.06	»	3
»	3,	»	426m.2 » 241gr.43	»	4
»	4,	»	1.092m.5 » 200gr.66	»	5
»	5,	»	795m.6 » 144gr.99	»	6
»	6,	»	730m.9 » 143gr.81	»	7
»	7,	»	1.098m.8 » 63gr.71	»	8

De la borne 8, un alignement droit de 807m.1 az. 133gr.38 mène à la borne 9

Van grenspaal 8, leidt een rechte rooi-
lijn van 807m.1 az. 133gr.38 naar grenspaal 9

»	9,	»	1.285m.4	»	72gr.59	»	10
»	10,	»	881m.5	»	121gr.96	»	11
»	11,	»	998m.7	»	69gr.04	»	12
»	12,	»	794m.8	»	100gr.28	»	13
»	13,	»	796m.9	»	100gr.78	»	14
»	14,	»	1.012m.1	»	71gr.40	»	15
»	15,	»	256m.9	»	2gr.08	»	1 NS
»	1 NS,	»	466m.0	»	335gr.35	»	10 NS
»	10 NS,	»	2.958m.6	»	335gr.73	»	C
»	C	»	1.885m.5	»	380gr.33	»	1 NO
»	1 NO,	»	1.027m.4	»	347gr.93	»	2 NO
»	2 NO,	»	695m.6	»	399gr.59	»	3 NO
»	3 NO,	»	1.102m.8	»	31gr.54	»	4 NO
»	4 NO,	»	529m.3	»	356gr.12	»	116
»	116,	»	792m.9	»	298gr.50	»	117
»	117,	»	450m.5	»	269gr.76	»	118
»	118,	»	792m.3	»	348gr.65	»	119
»	119,	»	535m.1	»	25gr.85	»	120
»	120,	»	981m.1	»	348gr.85	»	121
»	121,	»	1.541m.7	»	274gr.37	»	122
»	122,	»	678m.6	»	199gr.45	»	123
»	123,	»	945m.4	»	179gr.37	»	124
»	124,	»	787m.9	»	265gr.34	»	125
»	125,	»	733m.5	»	265gr.15	»	126
»	126,	»	739m.5	»	265gr.15	»	127
»	127,	»	701m.6	»	355gr.26	»	128
»	128,	»	886m.9	»	369gr.47	»	129
»	129,	»	684m.2	»	98gr.96	»	130
»	130,	»	680m.3	»	98gr.76	»	131
»	131,	»	869m.7	»	75gr.31	»	132
»	132,	»	1.385m.2	»	10gr.20	»	133
»	133,	»	239m.8	»	355gr.71	»	134
»	134,	»	913m.7	»	297gr.74	»	135

De la borne 135, un alignem. droit de 724m.3 az. 251gr.81 mène à la borne 136

Van grenspaal 135, leidt een rechte rooi-
lijn van 724m.3 az. 251gr.81 naar grenspaal 136

»	136,	»	641m.6	»	222gr.27	»	137
»	137,	»	1.157m.3	»	333gr.17	»	138
»	138,	»	797m.7	»	265gr.74	»	139
»	139,	»	712m.7	»	322gr.92	»	140
»	140,	»	866m.6	»	326gr.77	»	141
»	141,	»	556m.0	»	242gr.97	»	142
»	142,	»	861m.5	»	282gr.21	»	143
»	143,	»	826m.3	»	280gr.69	»	144
»	144,	»	759m.3	»	343gr.54	»	145
»	145,	»	379m.7	»	278gr.76	»	146
»	146,	»	442m.5	»	182gr.94	»	147
»	147,	»	838m.2	»	215gr.34	»	148
»	148,	»	1.001m.9	»	157gr.37	»	149
»	149,	»	459m.0	»	210gr.22	»	150
»	150,	»	953m.3	»	299gr.43	»	151
»	151,	»	924m.2	»	199gr.80	»	151'
»	151',	»	1.070m.1	»	211gr.56	»	152
»	152,	»	328m.9	»	101gr.07	»	153
»	153,	»	1.004m.3	»	200gr.06	»	154
»	154,	»	925m.7	»	110gr.91	»	155
»	155,	»	987m.5	»	162gr.09	»	156
»	156,	»	338m.5	»	99gr.40	»	157
»	157,	»	239m.1	»	0gr.13	»	158
»	158,	»	779m.6	»	361gr.80	»	159
»	159,	»	1.003m.9	»	15gr.69	»	160
»	160,	»	1.232m.8	»	87gr.31	»	161
»	161,	»	876m.1	»	154gr.95	»	162
»	162,	»	745m.0	»	154gr.66	»	163
»	163,	»	435m.6	»	208gr.90	»	164
»	164,	»	359m.4	»	105gr.15	»	165
»	165,	»	602m.5	»	55gr.91	»	166
»	166,	»	798m.8	»	131gr.06	»	167
»	167,	»	446m.0	»	69gr.27	»	168
»	168,	»	1.009m.6	»	64gr.09	»	169
»	169,	»	797m.9	»	179gr.66	»	1

B. — SITUATION DES BORNES D'ANGLES.

B. — LIGGING VAN DE HOEKGRENSPALEN.

La borne 1, est située au confluent des rivières Bilabise-Tshonka.

Grenspaal 1, is gelegen aan de samenvloeiing van de Bilabise en Tshonka-rivieren.

La borne 9, est située à 1.178 m. 0 az. 346 gr. 62 du signal géodésique Isongo-Est.

Grenspaal 9, is gelegen op 1.178 m. 0 az. 346 gr. 62 van het Isongo-Oost geodetisch signaal.

La borne 15, est située à 202 m. 8 az. 229 gr. 50 du confluent des rivières Lubilu-Webira.

Grenspaal 15, is gelegen op 202 m. 8 az. 229 gr. 50 van de samenvloeiing van de Lubilu en Webira-rivieren.

La borne 1 NS, est située à 111 m. 7 az. 347 gr. 17 du confluent des rivières Lubilu-Webira.

Grenspaal 1 NS, is gelegen op 111 m. 7 az. 347 gr. 17 van de samenvloeiing van de Lubilu en Webira-rivieren.

La borne C, est située au confluent des rivières Tshonka-Niabesi.

Grenspaal C, is gelegen aan de samenvloeiing van de Tshonka-Niabesi-rivieren.

La borne 4 NO, est située à 1.009 m. 6 az. 161 gr. 65 du confluent des rivières Bilabise-Kiezi.

Grenspaal 4 NO, is gelegen op 1.009 m. 6 az. 161 gr. 65 van de samenvloeiing van de Bilabise en Kiezi-rivieren.

La borne 116 est située à 350 m. 6 az. 172 gr. 20 du confluent des rivières Bilabise-Kiesi.

Grenspaal 116, is gelegen op 350 m. 6 az. 172 gr. 20 van de samenvloeiing van de Bilabise en Kiezi-rivieren.

La borne 123 est située à 89 m. 9 az. 143 gr. 15 du signal Tuberu.

Grenspaal 123, is gelegen op 89 m. 9 az. 143 gr. 15 van het Tuberu-signaal.

La borne 140, est située à 621 m. 5 az. 157 gr. 80 du signal Mapengepenge.

Grenspaal 140, is gelegen op 621 m. 5 az. 157 gr. 80 van het Mapengepenge-signaal.

La borne 141, est située à 421 m. 6 az. 280 gr. 04 du signal Mapengepenge.

Grenspaal 141, is gelegen op 421 m. 6 az. 280 gr. 04 van het Mapengepenge-signaal.

La borne 142, est située à 937 m. 2 az. 258 gr. 88 du signal Mapengepenge.

Grenspaal 142, is gelegen op 937 m. 2 az. 258 gr. 88 van het Mapengepenge-signaal.

La borne 152, est située à 1.315 m. 8 az. 270 gr. 56 du confluent Bilabise-Mundu

Grenspaal 152, is gelegen op 1.315 m. 8 az. 270 gr. 56 van de samenvloeiing Bilabise-Mundu.

La borne 161, est située à 440 m. 2 az. 178 gr. 84 du confluent Bilabise-Kibugiru.

Grenspaal 161, is gelegen op 440 m. 2 az. 178 gr. 84 van de samenvloeiing Bilabise-Kibugiru.

La borne 163, est située à 562 m. 7 az. 273 gr. 87 du confluent Bilabise-Kikira.

Grenspaal 163, is gelegen op 562 m. 7 az. 273 gr. 87 van de samenvloeiing Bilabise-Kikira.

C. — SITUATION.

Le polygone « Nord Lugulu IV » est situé à 45 km. environ au N.-NE. de Shabunda.

ART. 8.

Le droit d'exploiter l'étain et le tantale est accordé à la Compagnie Minière de l'Urega (Minerga) dans la concession dénommée « Lubilu-Tantale » d'une superficie de 305 hectares.

Ce droit est accordé jusqu'au 31 décembre 2010 à partir de la date du présent décret.

Les limites de la concession sont déterminées comme suit :

C. — LIGGING.

Veelhoek « Nord Lugulu IV » is gelegen op ongeveer 45 km. ten N.-NW. van Shabunda.

ART. 8.

Aan de « Compagnie Minière de l'Urega » (Minerga) wordt het recht verleend tin en tantalium te winnen in de concessie genaamd « Lubilu-Tantale » groot 305 hectaren.

Dit recht wordt, met ingang van de datum van dit decreet, verleend tot op 31 December 2010.

De grenzen van de concessie zijn als volgt bepaald :

A. — DESCRIPTION DES LIMITES.

A. — BESCHRIJVING DER GRENZEN.

De la borne 1, un alignement droit de	750m.0 az. 265gr.00 mène à la borne 2
Van grenspaal 1, leidt een rechte rooi- lijn van	750m.0 az. 265gr.00 naar grenspaal 2
» 2, »	750m.0 » 256gr.00 » 3
» 3, »	520m.0 » 338gr.10 » 4
» 4, »	522m.0 » 338gr.10 » 5
» 5, »	850m.0 » 363gr.10 » 6
» 6, »	850m.0 » 363gr.80 » 7
» 7, »	468m.0 » 57gr.50 » 8
» 8, »	900m.0 » 131gr.00 » 9
» 9, »	1.000m.0 » 131gr.00 » 10
» 10, »	1.000m.0 » 131gr.00 » 1

B. — SITUATION DES BORNES D'ANGLES.

B. — LIGGING VAN DE HOEKGRENSPALEN.

La borne 1, est située à 2.675 m. o az. 375 gr. 50 du confluent des rivières Lubilu-Kantumba (A. g. 6).

Grenspaal 1, staat op 2.675 m. o az. 375 gr. 50 van de samenvloeiing van de Lubilu-Katumba-rivieren (L. B. 6).

C. — REMARQUES.

Les azimuts sont exprimés en grades et en minutes centésimales. Ils se mesurent à partir du Nord-vrai et croissent dans le sens du mouvement des aiguilles d'une montre.

Le polygone est situé dans le territoire de Shabunda, au Nord de la rivière Lugulu, à environ 10 km. du signal Isongo-Est.

ART. 9.

Le droit d'exploiter l'étain et le tantale est accordé à la Compagnie Minière de l'Urenga (Minerga) dans la concession dénommée « Wakalamisuku » d'une superficie de 1.475 hectares.

Ce droit est accordé jusqu'au 31 décembre 2010 à partir de la date du présent décret.

Les limites de la concession sont déterminées comme suit :

C. — OPMERKINGEN.

De azimuths worden uitgedrukt in graden en in centesimale minuten. Zij worden gemeten vanaf het werkelijk Noorden en vergroten volgens de gang der wijzers van een uurwerk.

De veelhoek is gelegen in het gebied van Shabunda, ten Noorden van de Lugulu-rivier op Isongo-Oost.

ART. 9.

Aan de « Compagnie Minière de l'Urenga » (Minerga) wordt het recht verleend tin en tantalium te winnen in de concessie genaamd « Wakalamisuku », groot 1.475 hectaren.

Dit recht wordt, met ingang van de datum van dit decreet verleend tot op 31 December 2010.

De grenzen van de concessie zijn als volgt bepaald :

A. — DESCRIPTION DES LIMITES.

A. — BESCHRIJVING DER GRENZEN.

De la borne 1, un alignement droit de	530m.00 az. 336gr.70 mène à la borne 2
Van grenspaal 1, leidt een rechte rooi- lijn van	530m.00 az. 336gr.70 naar grenspaal 2
» 2, »	530m.00 » 336gr.70 » 3
» 3, »	517m.00 » 338gr.59 » 4
» 4, »	517m.00 » 338gr.59 » 5
» 5, »	606m.50 » 200gr.00 » 6
» 6, »	600m.00 » 200gr.00 » 7
» 7, »	800m.00 » 169gr.30 » 8
» 8, »	600m.00 » 234gr.26 » 9

De la borne 9, un alignement droit de 600m.00 az. 234gr.26 mène à la borne 10

Van grenspaal 9, leidt een rechte rooi-
lijn van 600m.00 az. 234gr.26 naar grenspaal 10

»	10,	»	900m.00 » 169gr.50	»	11
»	11,	»	1.000m.00 » 200gr.00	»	12
»	12,	»	1.000m.00 » 200gr.00	»	13
»	13,	»	560m.00 » 96gr.74	»	14
»	14,	»	560m.00 » 96gr.74	»	15
»	15,	»	660m.00 » 130gr.40	»	16
»	16,	»	660m.00 » 130gr.40	»	17
»	17,	»	897m.50 » 88gr.20	»	18
»	18,	»	662m.50 » 389gr.50	»	19
»	19,	»	850m.00 » 60gr.50	»	20
»	20,	»	938m.00 » 376gr.80	»	21
»	21,	»	836m.00 » 376gr.80	»	22
»	22,	»	273m.20 » 297gr.40	»	23
»	23,	»	1.822m.00 » 356gr.70	»	24
»	24,	»	768m.00 » 388gr.32	»	1

B. — SITUATION D'UNE BORNE D'ANGLE.

La borne 13 est située à 2.898 m. 50 az. 7 gr. 88 du confluent des rivières Webira et Lubilu.

C. — REMARQUE.

Les azimuts sont exprimés en grades et en minutes centésimales. Ils se mesurent à partir du Nord-vrai et croissent dans le sens du mouvement des aiguilles d'une montre.

D. — SITUATION.

Le polygone Wakalamisuku est situé à 55 km. environ au N.-NE. de Shabunda.

ART. 10.

Le droit d'exploiter l'étain, le tantale et le niobium est accordé à la Compagnie Minière de l'Urega (Minerga) dans la concession dénommée « Molongodima » d'une superficie de 1.010 hectares.

B. — LIGGING VAN EEN GRENSHOEKPAAL.

Grenspaal 13 is gelegen op 2.898 m. 50 az. 7 gr. 88 van de samenvloeiing van de Webira en Lubilu-rivieren.

C. — BEMERKING.

De azimuths zijn uitgedrukt in graden en in centesimale minuten. Zij worden gemeten vanaf het werkelijk Noorden en stijgen in de richting van de beweging der wijzers van een uurwerk.

D. — LIGGING.

Veelhoek Wakalamisuku is gelegen op ongeveer 55 km. van N.-NW. van Shabunda.

ART. 10.

Aan de « Compagnie Minière de l'Urega » (Minerga) wordt het recht verleend tin, tantalium en niobium in de concessie genaamd « Molongodima », te winnen, groot 1.010 hectaren.

Ce droit est accordé jusqu'au 31 décembre 2010 à partir de la date du présent décret.

Les limites de la concession sont déterminées comme suit :

Dit recht wordt, met ingang van de datum van dit decreet verleend tot op 31 December 2010.

De grenzen van de concessie zijn als volgt bepaald :

A. — DESCRIPTION DES LIMITES.

A. — BESCHRIJVING DER GRENZEN.

De la borne 1, un alignement droit de 1.000m.0 az. 53gr.50 mène à la borne 2

Van grenspaal 1, leidt een rechte rooi-

lijn van 1.000m.0 az. 53gr.50 naar grenspaal 2

»	2,	»	1.000m.0	»	53gr.50	»	3
»	3,	»	500m.0	»	53gr.50	»	4
»	4,	»	1.000m.0	»	8gr.80	»	5
»	5,	»	1.000m.0	»	8gr.80	»	6
»	6,	»	610m.0	»	8gr.80	»	7
»	7,	»	240m.0	»	357gr.50	»	8
»	8,	»	560m.0	»	300gr.00	»	9
»	9,	»	560m.0	»	300gr.00	»	10
»	10,	»	850m.0	»	260gr.90	»	11
»	11,	»	850m.0	»	260gr.90	»	12
»	12,	»	662m.5	»	180gr.50	»	13
»	13,	»	897m.5	»	288gr.20	»	14
»	14,	»	770m.0	»	200gr.00	»	15
»	15,	»	775m.6	»	200gr.00	»	16
»	16,	»	720m.0	»	155gr.00	»	17
»	17,	»	720m.0	»	155gr.16	»	18
»	18,	»	277m.0	»	100gr.00	»	1

B. — SITUATION D'UNE BORNE D'ANGLE.

La borne 1 est située à 1.631 m. 4 az. 312 gr. 37 du confluent des rivières Molongodima-Matumpa.

C. — REMARQUE.

Les azimuts sont exprimés en grades et en minutes centésimales. Ils se mesurent à partir du Nord-vrai et croissent dans le sens du mouvement des aiguilles d'une montre.

B. — LIGGING VAN DE HOEKGRENSPAAL.

Grenspaal 1 is gelegen op 1.631 m. 4 az. 312 gr. 37 van de samenvloeiing van de Molongodima-Matumpa rivieren.

C. — OPMERKING.

De azimuths zijn uitgedrukt in graden en in centesimale minuten. Zij worden gemeten vanaf het werkelijk Noorden en stijgen in de richting van de beweging der wijzers van een uurwerk.

D. — SITUATION.

Le polygone « Molongodima » est situé à 50 km. environ au N.-NE. de Shabunda.

ART. II.

Le concessionnaire a le droit, sous réserve des droits des tiers, indigènes ou non-indigènes, et conformément aux lois, décrets et règlements sur la matière, d'exploiter les mines concédées.

ART. 12.

La concession s'étend au lit des ruisseaux et rivières. Le concessionnaire ne pourra toutefois, sans l'autorisation préalable et écrite du Gouverneur Général ou de son délégué, exécuter aucun travail d'exploitation dans le lit des rivières navigables ou flottables, ni sur les terrains qui les bordent, dans une bande d'une largeur de 10 mètres à compter de la ligne formée par le niveau le plus élevé qu'atteignent les eaux dans leurs crues périodiques.

L'autorisation déterminera les conditions auxquelles les travaux pourront être exécutés.

ART. 13.

L'exploitation a lieu aux risques et périls du concessionnaire. Il est notamment responsable du dommage que causeraient aux fonds riverains les travaux, même autorisés, qu'il exécuterait dans les rivières et ruisseaux.

Il paiera aux riverains, conformément à l'article 20 du décret du 30 juin 1913 (Code Civil, Livre II, titre II), une redevance annuelle proportionnée aux dommages qu'ils subissent dans l'exercice de leurs droits de riveraineté.

D. — LIGGING.

Veelhoek « Molongodima » is gelegen op ongeveer 50 km. ten N.-NE. van Shabunda.

ART. II.

De concessiehouder heeft het recht, onder voorbehoud der rechten van derden, inlanders of niet-inlanders en overeenkomstig de wetten, decreten en reglementen ter zake, de mijnen te ontginnen waarvoor concessie wordt verleend.

ART. 12.

De concessie strekt zich uit tot de bedding der beken en rivieren. Zonder de voorafgaande en schriftelijke toelating van de Gouverneur-generaal of diens afgevaardigde, mag de concessiehouder evenwel geen enkel ontginningswerk uitvoeren in de bedding der bevaarbare of vlotbare rivieren, noch op de aangrenzende gronden, binnen een strook van 10 meter breedte, te rekenen van de lijn gevormd door de hoogste stand dien de wateren bij hun periodieke was bereiken.

De toelating bepaalt de voorwaarden waaronder de werken mogen worden uitgevoerd.

ART. 13.

De ontginning geschiedt op risico van de concessiehouder. Hij is namelijk verantwoordelijk voor de schade die de bij beek of rivier gelegen erven lijden door de werken welke hij, zelfs met toelating, uitvoert in de beken en rivieren.

Hij betaalt aan de eigenaars van de oever, overeenkomstig artikel 20 van het decreet van 30 Juni 1913 (Burgerlijk Wetboek II, titel II), een jaarlijkse cijns naar evenredigheid van de schade die zij ondergaan bij de uitoefening van de oever.

ART. 14.

Le Ministre des Colonies est chargé de l'exécution du présent décret.

Donné à Bruxelles, le 5 février 1948.

ART. 14.

De Minister van Koloniën is belast met de uitvoering van dit decreet.

Gegeven te Brussel, den 5 Februari 1948.

CHARLES.

Par le Régent :

Le Ministre des Colonies,

Vanwege de Regent :

De Minister van Koloniën,

P. WIGNY.

Rapport du Conseil Colonial sur un projet de décret octroyant un permis d'exploitation à la Société « Les Mines d'Or Belgika » (Belgikaor), pour le polygone Songwe 45 du domaine minier de la Compagnie des Chemins de Fer du Congo Supérieur aux Grands Lacs Africains.

Ce projet, examiné par le Conseil le 25 juillet 1947, et renvoyé à l'Administration pour complément d'information, a fait l'objet d'un nouvel examen, au cours de la séance du 21 novembre 1947.

Aucune nouvelle main-d'œuvre n'est requise, le projet de décret devant avoir pour effet de permettre le groupement en un seul, de 14 petits polygones déjà concédés, avec 6 nouveaux adjacents.

Mis aux voix, le projet a été admis à l'unanimité.

Bruxelles, le 19 décembre 1947.

Le Conseiller-Rapporteur,

L'Auditeur,

Verslag van de Koloniale Raad over een ontwerp van decreet waarbij aan de vennootschap « Les Mines d'Or Belgika » (Belgikaor), een mijnbouwvergunning wordt verleend voor de veelhoek Songwe 45 in het mijn domein van de Spoorwegmaatschappij Boven-Congo-Grote Afrikaanse Meren.

Dit ontwerp, onderzocht door de Raad op 25 Juli 1947 en teruggezonden naar het Bestuur voor nadere inlichtingen, werd opnieuw behandeld in de vergadering van 21 November 1947.

Geen nieuwe werkrachten zijn vereist, daar het ontwerp van decreet de mogelijkheid moet medebrengen de veertien reeds in concessie gegeven kleine veelhoeken met zes nieuwe belendende veelhoeken tot een enkele te verenigen.

In stemming gebracht, werd het ontwerp eenparig goedgekeurd.

Brussel, de 19 December 1947.

Het Raadslid-Verslaggever,

ITTEN.

De Auditeur,

M. VAN HECKE.

Mines. — Domaine minier de la Compagnie des Chemins de Fer du Congo Supérieur aux Grands Lacs Africains. — Permis d'exploitation accordé à la société « Les Mines d'Or Belgika » (Belgikaor), pour le polygone Songwe 45.

CHARLES, PRINCE DE BELGIQUE,
RÉGENT DU ROYAUME,

A tous, présents et à venir, SALUT !

Vu l'avis émis par le Conseil Colonial en sa séance du 21 novembre 1947 ;

Sur la proposition du Ministre des Colonies,

Nous avons décrété et décrétons :

ARTICLE PREMIER.

Les ordonnances législatives n° 272/AEM, n° 275/AEM et 324/AEM respectivement du 30 août 1940, du 2 septembre 1940 et du 16 juillet 1941 ainsi que le décret du 12 décembre 1945 sont abrogés.

ART. 2.

Le droit d'exploiter l'or et l'argent est accordé à la société « Les Mines d'Or Belgika » (Belgikaor), dans la concession dénommée « Songwe 45 », d'une superficie de 4.667 hectares.

Ce droit est accordé jusqu'au 31 décembre 2010 à partir de la date du présent décret.

Les limites de la concession sont déterminées comme suit :

Mijnen. — Mijndomein van de « Compagnie des Chemins de Fer du Congo Supérieur aux Grands Lacs Africains ». — Mijnbouwvergunning afgeleverd aan de vennootschap « Les Mines d'Or Belgika » (Belgikaor), voor de veelhoek genaamd Songwe 45.

KAREL, PRINS VAN BELGIË,
REGENT VAN HET KONINKRIJK,

Aan allen, tegenwoordigen en toekomstenden, HEIL !

Gezien het advies door de Koloniale Raad uitgebracht in diens vergadering van 21 november 1947 ;

Op de voordracht van de Minister van Koloniën,

Wij hebben gedecreteerd en Wij decreteren :

ARTIKEL ÉÉN.

De wetgevende ordonnances n° 272/EZM, n° 275-EZM en n° 324/EZM, onderscheidenlijk van 30 Augustus 1940, 2 September 1940 en 16 Juli 1941, alsmede het decreet van 12 December 1945, zijn afgeschaft.

ART. 2.

Aan de vennootschap « Les Mines d'Or Belgika » (Belgikaor) wordt het recht verleend goud en zilver te winnen in de concessie genaamd « Songwe 45 » groot 4.667 hectaren.

Dit recht wordt, met ingang van de datum van dit decreet verleend tot op 31 December 2010.

De grenzen van de concessie zijn als volgt bepaald :

A. — DESCRIPTION DES LIMITES.

A. — BESCHRIJVING VAN DE GRENZEN.

De la borne 1, un alignement droit de	852m.3 az. 148gr.80 mène à la borne 2
Van grenspaal 1, leidt een rechte rooi- lijn van	852m.3 az. 148gr.80 naar grenspaal 2
» 2. »	609m.3 » 220gr.10 » 3
» 3. »	104m.4 » 105gr.87 » 4
» 4. »	104m.0 » 116gr.51 » 5
» 5. »	109m.2 » 129gr.44 » 6
» 6. »	109m.0 » 146gr.25 » 7
» 7. »	109m.0 » 157gr.10 » 8
» 8. »	875m.6 » 115gr.74 » 9
» 9. »	788m.3 » 100gr.44 » 10
» 10. »	716m.7 » 100gr.22 » 11
» 11. »	774m.4 » 102gr.11 » 12
» 12. »	789m.0 » 189gr.91 » 13
» 13. »	886m.0 » 189gr.58 » 14
» 14. »	769m.6 » 183gr.36 » 15
» 15. »	103m.4 » 150gr.40 » 16
» 16. »	113m.2 » 71gr.14 » 17
» 17. »	89m.9 » 76gr.07 » 18
» 18. »	109m.3 » 91gr.99 » 19
» 19. »	102m.9 » 106gr.17 » 20
» 20. »	104m.5 » 118gr.55 » 21
» 21. »	101m.9 » 134gr.74 » 22
» 22. »	99m.3 » 26gr.60 » 23
» 23. »	106m.3 » 31gr.43 » 24
» 24. »	112m.3 » 43gr.66 » 25
» 25. »	103m.8 » 50gr.56 » 26
» 26. »	117m.9 » 57gr.95 » 27
» 27. »	101m.9 » 80gr.57 » 28
» 28. »	106m.9 » 93gr.98 » 29
» 29. »	124m.5 » 108gr.24 » 30
» 30. »	106m.9 » 122gr.41 » 31
» 31. »	689m.4 » 179gr.70 » 32
» 32. »	944m.9 » 84gr.00 » 33
» 33. »	929m.6 » 199gr.00 » 34
» 34. »	815m.1 » 200gr.13 » 35
» 35. »	689m.1 » 297gr.86 » 36
» 36. »	809m.8 » 304gr.27 » 37
» 37. »	651m.7 » 201gr.92 » 38
» 38. »	659m.6 » 202gr.08 » 39

De la borne 39, un alignement droit de 1.125m.5 az. 202gr.08 mène à la borne 40

Van grenspaal 39, leidt een rechte rooi-

lijn van 1.125m.5 az. 202gr.08 naar grenspaal 40			
»	40,	»	844m.9 » 222gr.91 » 41
»	41,	»	953m.1 » 273gr.00 » 42
»	42,	»	869m.4 » 276gr.09 » 43
»	43,	»	876m.8 » 386gr.01 » 44
»	44,	»	941m.0 » 388gr.10 » 45
»	45,	»	415m.2 » 397gr.47 » 46
»	46,	»	589m.4 » 28gr.43 » 47
»	47,	»	973m.8 » 168gr.53 » 48
»	48,	»	554m.2 » 61gr.20 » 49
»	49,	»	106m.2 » 319gr.97 » 50
»	50,	»	105m.0 » 331gr.70 » 51
»	51,	»	103m.7 » 346gr.72 » 52
»	52,	»	101m.2 » 353gr.92 » 53
»	53,	»	102m.2 » 369gr.46 » 54
»	54,	»	110m.2 » 381gr.76 » 55
»	55,	»	104m.1 » 396gr.98 » 56
»	56,	»	101m.0 » 14gr.14 » 57
»	57,	»	100m.3 » 22gr.54 » 58
»	58,	»	109m.0 » 38gr.76 » 59
»	59,	»	78m.8 » 62gr.38 » 60
»	60,	»	102m.7 » 62gr.40 » 61
»	61,	»	152m.6 » 73gr.36 » 62
»	62,	»	107m.6 » 90gr.73 » 63
»	63,	»	143m.5 » 123gr.71 » 64
»	64,	»	103m.7 » 13gr.86 » 65
»	65,	»	106m.7 » 25gr.28 » 66
»	66,	»	103m.3 » 39gr.47 » 67
»	67,	»	104m.9 » 58gr.54 » 68
»	68,	»	105m.5 » 64gr.73 » 69
»	69,	»	102m.3 » 76gr.23 » 70
»	70,	»	97m.7 » 81gr.92 » 71
»	71,	»	105m.0 » 379gr.17 » 72
»	72,	»	102m.3 » 290gr.32 » 73
»	73,	»	654m.0 » 344gr.74 » 74
»	74,	»	97m.5 » 394gr.83 » 75
»	75,	»	76m.8 » 7gr.40 » 76
»	76,	»	119m.3 » 18gr.69 » 77
»	77,	»	30m.5 » 29gr.96 » 78
»	78,	»	418m.6 » 95gr.29 » 79
»	79,	»	384m.3 » 394gr.62 » 80

De la borne 80, un alignement droit de 385m.3 az. 38ogr.18 mène à la borne 81

Van grenspaal 80, leidt een rechte rooi-
lijn van 385m.3 az. 38ogr.18 naar grenspaal 81

»	81,	»	938m.7	»	232gr.74	»	82
»	82,	»	402m.4	»	338gr.74	»	83
»	83,	»	499m.4	»	393gr.12	»	84
»	84,	»	104m.5	»	33gr.10	»	85
»	85,	»	103m.7	»	48gr.23	»	86
»	86,	»	106m.5	»	58gr.92	»	87
»	87,	»	100m.4	»	74gr.90	»	88
»	88,	»	524m.5	»	327gr.55	»	89
»	89,	»	103m.7	»	189gr.94	»	90
»	90,	»	105m.5	»	200gr.34	»	91
»	91,	»	103m.9	»	212gr.19	»	92
»	92,	»	103m.2	»	228gr.25	»	93
»	93,	»	104m.3	»	238gr.76	»	94
»	94,	»	144m.7	»	257gr.15	»	95
»	95,	»	79m.9	»	142gr.95	»	96
»	96,	»	101m.5	»	172gr.48	»	97
»	97,	»	125m.0	»	183gr.63	»	98
»	98,	»	97m.2	»	201gr.07	»	99
»	99,	»	103m.5	»	211gr.94	»	100
»	100,	»	71m.0	»	218gr.41	»	101
»	101,	»	104m.6	»	120gr.51	»	102
»	102,	»	104m.4	»	137gr.13	»	103
»	103,	»	105m.9	»	149gr.87	»	104
»	104,	»	103m.8	»	160gr.61	»	105
»	105,	»	108m.9	»	174gr.10	»	106
»	106,	»	104m.5	»	187gr.81	»	107
»	107,	»	92m.3	»	199gr.70	»	108
»	108,	»	83m.6	»	213gr.29	»	109
»	109,	»	156m.1	»	230gr.20	»	110
»	110,	»	111m.3	»	240gr.20	»	111
»	111,	»	104m.8	»	184gr.65	»	112
»	112,	»	99m.5	»	196gr.81	»	113
»	113,	»	109m.5	»	209gr.26	»	114
»	114,	»	104m.4	»	223gr.76	»	115
»	115,	»	106m.7	»	236gr.34	»	116
»	116,	»	106m.7	»	251gr.84	»	117
»	117,	»	98m.7	»	265gr.46	»	118
»	118,	»	88m.4	»	277gr.22	»	119
»	119,	»	100m.1	»	290gr.32	»	120
»	120,	»	107m.3	»	301gr.09	»	121

De la borne 121, un alignement droit de 107m.6 az. 314gr.83 mène à la borne 122
 Van grenspaal 121, leidt een rechte rooi-
 lijn van 107m.6 az. 314gr.83 naar grensp. 122

»	122,	»	105m.8 »	327gr.80	»	123
»	123,	»	104m.0 »	340gr.31	»	124
»	124,	»	97m.6 »	360gr.89	»	125
»	125,	»	117m.0 »	369gr.90	»	126
»	126,	»	95m.0 »	1gr.19	»	127
»	127,	»	99m.6 »	398gr.28	»	128
»	128,	»	105m.5 »	8gr.67	»	129
»	129,	»	99m.9 »	31gr.43	»	130
»	130,	»	101m.3 »	39gr.71	»	131
»	131,	»	52m.0 »	48gr.96	»	132
»	132,	»	98m.9 »	380gr.98	»	133
»	133,	»	103m.6 »	395gr.38	»	134
»	134,	»	103m.3 »	9gr.67	»	135
»	135,	»	138m.3 »	26gr.33	»	136
»	136,	»	109m.0 »	319gr.20	»	137
»	137,	»	110m.3 »	335gr.29	»	138
»	138,	»	112m.2 »	350gr.35	»	139
»	139,	»	100m.5 »	363gr.78	»	140
»	140,	»	106m.7 »	375gr.28	»	141
»	141,	»	112m.4 »	391gr.34	»	142
»	142,	»	101m.2 »	2gr.94	»	143
»	143,	»	102m.7 »	15gr.73	»	144
»	144,	»	102m.3 »	30gr.36	»	145
»	145,	»	103m.2 »	40gr.75	»	146
»	146,	»	123m.3 »	55gr.16	»	147
»	147,	»	105m.2 »	352gr.06	»	148
»	148,	»	108m.2 »	368gr.46	»	149
»	149,	»	103m.6 »	382gr.13	»	150
»	150,	»	99m.8 »	398gr.64	»	151
»	151,	»	91m.8 »	7gr.05	»	152
»	152,	»	103m.6 »	305gr.75	»	153
»	153,	»	106m.8 »	316gr.33	»	154
»	154,	»	104m.2 »	331gr.77	»	155
»	155,	»	110m.7 »	343gr.80	»	156
»	156,	»	139m.8 »	359gr.78	»	157
»	157,	»	106m.8 »	259gr.21	»	158
»	158,	»	114m.9 »	270gr.72	»	159
»	159,	»	97m.0 »	282gr.04	»	160
»	160,	»	108m.9 »	297gr.15	»	161
»	161,	»	100m.4 »	311gr.89	»	162

De la borne 162, un alignement droit de
Van grenspaal 162, leidt een rechte rooi-
lijn van

		97m.4 az. 324gr.65 mène à la borne 163	
		97m.4 az. 324gr.65 naar grensp. 163	
»	163,	»	96m.6 » 332gr.69 » 164
»	164,	»	95m.1 » 272gr.30 » 165
»	165,	»	142m.1 » 313gr.23 » 166
»	166,	»	117m.7 » 375gr.50 » 167
»	167,	»	104m.8 » 391gr.00 » 168
»	168,	»	102m.0 » 3gr.55 » 169
»	169,	»	103m.6 » 16gr.49 » 170
»	170,	»	101m.8 » 32gr.11 » 171
»	171,	»	101m.2 » 54gr.01 » 172
»	172,	»	121m.8 » 46gr.09 » 173
»	173,	»	104m.8 » 376gr.63 » 174
»	174,	»	103m.8 » 391gr.99 » 175
»	175,	»	106m.7 » 398gr.81 » 176
»	176,	»	132m.8 » 0gr.20 » 177
»	177,	»	73m.4 » 318gr.64 » 178
»	178,	»	62m.1 » 320gr.45 » 179
»	179,	»	140m.2 » 340gr.94 » 180
»	180,	»	122m.5 » 354gr.49 » 181
»	181,	»	105m.8 » 372gr.01 » 182
»	182,	»	122m.3 » 384gr.40 » 183
»	183,	»	1.338m.4 » 248gr.37 » 184
»	184,	»	1.046m.7 » 245gr.93 » 185
»	185,	»	446m.0 » 139gr.40 » 186
»	186,	»	170m.2 » 114gr.71 » 187
»	187,	»	447m.6 » 66gr.81 » 188
»	188,	»	863m.4 » 156gr.47 » 189
»	189,	»	142m.3 » 115gr.84 » 190
»	190,	»	816m.5 » 197gr.87 » 191
»	191,	»	921m.7 » 189gr.81 » 192
»	192,	»	883m.5 » 155gr.90 » 193
»	193,	»	119m.5 » 236gr.77 » 194
»	194,	»	202m.3 » 259gr.03 » 195
»	195,	»	258m.3 » 285gr.10 » 196
»	196,	»	239m.5 » 211gr.82 » 197
»	197,	»	853m.8 » 285gr.34 » 198
»	198,	»	920m.6 » 20gr.82 » 199
»	199,	»	109m.9 » 393gr.01 » 200
»	200,	»	112m.7 » 7gr.74 » 201
»	201,	»	110m.2 » 24gr.83 » 202
»	202,	»	116m.4 » 35gr.07 » 203

De la bornè 203, un alignement droit de			107m.0 az. 50gr.14 mène à la borne 204	
Van grenspaal 203, leidt een rechte rooi- lijn van			107m.0 az. 50gr.14 naar grensp. 204	
»	204,	»	806m.5 » 376gr.27	» 205
»	205,	»	215m.6 » 46gr.60	» 206
»	206,	»	741m.7 » 361gr.88	» 207
»	207,	»	840m.4 » 201gr.75	» 208
»	208,	»	881m.3 » 200gr.19	» 209
»	209,	»	1.022m.0 » 199gr.98	» 198
»	198,	»	819m.2 » 304gr.10	» 210
»	210,	»	1.025m.5 » 332gr.19	» 211
»	211,	»	1.119m.8 » 379gr.30	» 212
»	212,	»	458m.2 » 43gr.10	» 213
»	213,	»	942m.1 » 399gr.60	» 214
»	214,	»	721m.5 » 50gr.26	» 215
»	215,	»	357m.4 » 1gr.10	» 216
»	216,	»	523m.4 » 296gr.67	» 217
»	217,	»	712m.5 » 357gr.33	» 218
»	218,	»	1.023m.9 » 394gr.65	» 219
»	219,	»	1.057m.3 » 387gr.74	» 220
»	220,	»	455m.7 » 397gr.29	» 221
»	221,	»	88m.8 » 31gr.73	» 222
»	222,	»	99m.1 » 345gr.96	» 223
»	223,	»	102m.3 » 359gr.05	» 224
»	224,	»	105m.6 » 375gr.96	» 225
»	225,	»	103m.0 » 387gr.53	» 226
»	226,	»	27m.7 » 240gr.24	» 227
»	227,	»	358m.9 » 238gr.68	» 228
»	228,	»	653m.3 » 227gr.65	» 229
»	229,	»	466m.1 » 322gr.56	» 230
»	230,	»	630m.4 » 8gr.28	» 231
»	231,	»	639m.2 » 7gr.98	» 232
»	232,	»	577m.9 » 8gr.25	» 233
»	233,	»	423m.3 » 76gr.32	» 234
»	234,	»	618m.8 » 54gr.09	» 235
»	235,	»	711m.2 » 106gr.95	» 236
»	236,	»	555m.0 » 106gr.19	» 237
»	237,	»	624m.4 » 105gr.61	» 238
»	238,	»	805m.8 » 155gr.79	» 239
»	239,	»	842m.2 » 164gr.36	» 240
»	240,	»	253m.2 » 160gr.95	» 1

B. — SITUATION DE QUELQUES BORNES D'ANGLE.

B. — LIGGING VAN ENKELE HOEKGRENSPALEN.

La borne 3 est située à 511 m. 2 az. 389 gr. 33 du confluent des rivières Songwe et Kilamasi.

Grenspaal 3 is gelegen op 511 m. 2 az. 389 gr. 33 van de samenvloeiing der Songwe en Kilamasi-rivieren.

La borne 12, est située au confluent des rivières Niatopole et Makalanda.

Grenspaal 12, is gelegen aan de samenvloeiing van de Niatopole en Makalanda-rivieren.

La borne 32, est située à 262 m. 1 az. 398 gr. 80 du repère géodésique Bukeli.

Grenspaal 32, is gelegen op 262 m. 1 az. 398 gr. 80 van het geodesisch Bukeli merkpunt.

La borne 37 est située à 321 m. 2 az. 153 gr. 80 du confluent des rivières Kamitenga et Kombogo.

Grenspaal 37 is gelegen op 321 m. 2 az. 153 gr. 80 van de samenvloeiing van de Kamitenga en Kombogo-rivieren.

La borne 43, est située à 3.222 m. 0 az. 19 gr. 47 du repère géodésique Kaoku.

Grenspaal 43, is gelegen op 3.222 m. 0 az. 19 gr. 47 van het geodesisch Kaoku merkpunt.

La borne III, est située à 321 m. 6 az. 280 gr. 37 du repère géodésique Mangubu.

Grenspaal III, is gelegen op 321 m. 6 az. 280 gr. 37 van het geodesisch Mangubu merkpunt.

La borne 173, est située à 552 m. 3 az. 299 gr. 59 du repère géodésique Songwe.

Grenspaal 173, is gelegen op 552 m. 3 az. 299 gr. 59 van het geodesisch Songwe merkpunt.

La borne 192, est située à 632 m. 5 az. 32 gr. 57 du confluent des rivières Kaminongo-Wamili.

Grenspaal 192, is gelegen op 632 m. 5 az. 32 gr. 57 van de samenvloeiing van de Kaminongo en Wamili-rivieren.

La borne 209, est située à 355 m. 0 az. 190 gr. 46 du repère géodésique Misoke.

Grenspaal 209, is gelegen op 355 m. 0 az. 190 gr. 46 voor het geodesisch Misoko merkpunt.

La borne 215, est située à 212 m. 9 az. 310 gr. 56 du confluent des rivières Kaminongo-Wandalala.

Grenspaal 215, is gelegen op 212 m. 9 az. 310 gr. 56 van de samenvloeiing van de Kaminongo en Wandalala-rivieren.

La borne 220, est située à 953 m. 9 az. 305 gr. 62 du confluent des rivières Songwe-Nyasilibu.

Grenspaal 220, is gelegen op 953 m. 9 az. 305 gr. 62 van de samenvloeiing van de Songwe en Nyasilibu-rivieren.

La borne 226, est située à 936 m. 0 az. 318 gr. du repère géodésique Niasilibu.

Grenspaal 226, is gelegen op 936 m. 0 az. 318 gr. van de geodesisch Niasilibu merkpunt.

La borne 227, est située à 421 m. 9 az. 223 gr. 42 du confluent des rivières Kanionzo-Kamabondo.

Grenspaal 227, is gelegen op 421 m. 9 az. 223 gr. 42 van de samenvloeiing van de Kanionzo en Kamabondo-rivieren.

La borne 229, est située à 260 m. 8 az. 381 gr. 81 du confluent des rivières Wandala-Songwe.

Grenspaal 229, is gelegen op 260 m. 8 az. 381 gr. 81 van de samenvloeiing van de Wandala en Songwe-rivieren.

La borne 239, est située à 2.267 m. 1 az. 226 gr. 17 du repère géodésique Mitende.

Grenspaal 239, is gelegen op 2.267 m. 1 az. 226 gr. 17 van het geodesisch Mitende merkpunt.

C. — SITUATION DU POLYGONE.

Le polygone est incorporé dans les matrices cadastrales n^{os} 31, 32, 41 et 42/37-D.

Les coordonnées cadastrales de Gauss ont été calculées sur l'ellipsoïde de Clarke de 1880, dans le fuseau du méridien 26° Est de Greenwich.

Le polygone est situé approximativement à 50 Km. au Nord-Ouest de Kampene et approximativement à 60 Km. au Sud-Est de Kindu.

D. — REMARQUES.

Les azimuts sont exprimés en grades et minutes centésimales. Ils se mesurent à partir de l'axe des Y parallèle à la direction du Nord vrai et croissent dans le sens de la marche du mouvement des aiguilles d'une montre.

Les levés ont été effectués à l'aide des tachéomètres Kern n^{os} 29.232 et 29.573. Lecture au centigrade, sens inverse de l'écriture.

Les bornes sont constituées par des blocs de béton, munies d'une plaquette de zinc portant les inscriptions suivantes :

C. — LIGGING VAN DE VEELHOEK.

De veelhoek maakt deel uit van de kadastrale stamplaten n^{os} 31, 32, 41 en 42/37-D.

De kadastrale coördinaten van Gauss werden berekend op de ellipsoïde van Clarke, 1880, in de zone van den 26° Oosterlengte van Greenwich.

De veelhoek bevindt zich op ongeveer 50 Km. ten Noord-Westen van Kampene en op ongeveer 60 Km. ten Zuid-Oosten van Kindu.

D. — BEMERKINGEN.

De azimuths zijn uitgedrukt in graden en in centesimale minuten. Zij worden gemeten vanaf de as van de Y, evenwijdig met de richting van het werkelijk Noorden en stijgen in den zin van de beweging der wijzers van een uurwerk.

De opnamen geschieden met behulp van de tachéometer Kern n^{os} 29.232 en 29.573. Lezing van de centigraad in omgekeerden zin van het schrift.

De grenspalen bestaan uit betonnen blokken; deze zijn voorzien van een zinken plaatje, waarop de volgende opschriften voorkomen :

Le nom du concessionnaire, nom de polygone et le numéro de la borne. Les dimensions des bornes n^{os} 1 à 226 sont de 0,17 x 0,17 x 0,76 m. Les bornes n^{os} 227 à 240 ont la forme d'un trapèze haut de 0 m. 80, large de 0 m. 20 à la base et de 0 m. 10 au sommet. Chaque borne est entourée d'un cairn de pierres.

Le titulaire n'exécutera pas de travaux à moins de 5 mètres des bornes et repères.

Du polygone ainsi délimité doit être retranché la surface de l'hiatus définie ci-après :

De la borne A, un alignement droit de
Van grenspaal A, leidt een rechte rooi-
lijn van

»	•	B,	»
»		C,	»
»		D,	»
»		E,	»
»		F,	»
»		G,	»
»		H,	»
»		I,	»
»		J,	»
»		K,	»
»		L,	»
»		M,	»

Naam van de concessiehouder, naam van de veelhoek en nummer van de grenspaal. De afmetingen van grenspalen 1 tot 22 zijn 0,17 x 0,17 x 0,76 m. De grenspalen 227 tot 240 zijn trapeziumvorming, zijn 0 m. 80 hoog, 0 m. 20 breed aan den voet en om. 10 aan het toppunt. Elke grenspaal is door cairnstenen omringd.

De titularis voert geen werken uit op minder dan 5 meter van de grenspalen en merktekens.

Van de aldus afgebakende veelhoek met de hierna bepaalde oppervlakte van het hiaat worden afgetrokken :

744m.7 az. 276gr.33 mène à la borne B

744m.7 az. 276gr.33 naar grenspaal B

106m.5	»	21gr.27	»	C
101m.6	»	7gr.10	»	D
104m.6	»	396gr.28	»	E
108m.8	»	380gr.92	»	F
53m.9	»	96gr.43	»	G
115m.4	»	78gr.90	»	H
105m.1	»	65gr.52	»	I
107m.3	»	157gr.63	»	J
104m.2	»	144gr.13	»	K
109m.0	»	131gr.31	»	L
99m.0	»	115gr.46	»	M
103m.8	»	102gr.96	»	A

La borne 1 est située à 719 m. 7 az. 294 gr. 85 du confluent des rivières Mami-tenga et Kambogo.

Grenspaal 1 is gelegen op 719 m. 7 az. 294 gr. 85 van de samenvloeiing der Kamitenga en Kambogo-rivieren.

ART. 3.

Le concessionnaire a le droit sous réserve des droits des tiers indigènes ou non-indigènes, et conformément aux lois, décrets et règlements sur la matière, d'exploiter la mine concédée.

ART. 3.

De concessiehouder heeft het recht, onder voorbehoud der rechten van derden, Inlanders of niet-Inlanders en overeenkomstig de wetten, decreten en reglementen ter zaken, de mijn te ontginnen waarvoor concessie wordt verleend.

ART. 4.

La concession s'étend au lit des ruisseaux et rivières. Le concessionnaire ne pourra toutefois sans l'autorisation préalable et par écrit du Gouverneur Général ou de son délégué, exécuter aucun travail d'exploitation dans le lit des rivières navigables ou flottables, ni sur les terrains qui les bordent, dans une bande d'une largeur de 10 mètres à compter de la ligne formée par le niveau le plus élevé qu'atteignent les eaux dans leurs crues périodiques.

L'autorisation déterminera les conditions auxquelles les travaux pourront être exécutés.

ART. 5.

L'exploitation a lieu aux risques et périls du concessionnaire. Il est notamment responsable du dommage que causeraient aux fonds riverains les travaux, même autorisés, qu'il exécuterait dans les rivières et ruisseaux.

Il paiera aux riverains, conformément à l'article 20 du décret du 30 juin 1913 (Code Civil, Livre II, Titre II), une redevance annuelle proportionnelle aux dommages qu'ils subissent dans l'exercice de leurs droits de riveraineté.

ART. 6.

Le Ministre des Colonies est chargé de l'exécution du présent décret.

Donné à Bruxelles, le 5 février 1948.

CHARLES.

Par le Régent :
Le Ministre des Colonies,

P. WIGNY.

ART. 4.

De concessie strekt zich uit tot de bedding der beken en rivieren. Zonder de voorafgaande en schriftelijke toelating van de Gouverneur-Generaal of diens afgevaardigde, mag de concessiehouder evenwel geen enkel ontginningswerk uitvoeren in de bedding der bevaarbare of vlotbare rivieren, noch op de aangrenzende gronden, binnen een strook van 10 meter breedte, te rekenen van de lijn gevormd door de hoogste stand dien de wateren bij hun periodieke was bereiken.

De toelating bepaalt de voorwaarden waaronder de werken mogen worden uitgevoerd.

ART. 5.

De ontginning geschiedt op risico van de concessiehouder. Hij is namelijk verantwoordelijk voor de schade die de hij beek of rivier gelegen erven lijden door de werken welke hij, zelfs met toelating, uitvoert in de beken en rivieren.

Hij betaalt aan de eigenaars van de oever, overeenkomstig artikel 20 van het decreet van 30 Juni 1913 (Burgerlijk Wetboek, Boek II, Titel II), een jaarlijkse cijns naar evenredigheid van de schade die zij ondergaan bij de uitoefening van hun recht als eigenaars van de oever.

ART. 6.

De Minister van Koloniën is belast met de uitvoering van dit decreet.

Gegeven te Brussel, den 5 Februari 1948.

Vanwege de Regent :
De Minister van Koloniën,

Rapport du Conseil Colonial sur un projet de décret accordant des permis d'exploitation à la Société des Mines d'Or Belgika (Belgikaor) pour les polygones « Wamasingu-Est » et « Wamasingu-Ouest » du domaine minier de la Compagnie des Chemins de Fer du Congo Supérieur aux Grands Lacs Africains.

Ce projet de décret a été examiné par le Conseil au cours de sa séance du 21 novembre 1947.

Les deux polygones ont déjà fait l'objet du décret du 18 mai 1944, dont l'abrogation est rendue nécessaire par les divergences importantes constatées lors de la vérification des limites en 1946.

L'autorisation administrative d'exploiter ayant déjà été accordée, il appartient aux autorités locales de décider de son maintien, à la lumière des conditions démographiques actuelles.

Mis aux voix, le projet est admis à l'unanimité.

Bruxelles, le 19 décembre 1947.

Le Conseiller-Rapporteur,

L'Auditeur,

M. VAN HECKE.

Verslag van de Koloniale Raad over een ontwerp van decreet waarbij aan de vennootschap « Les Mines d'Or Belgika » (Belgikaor), mijnbouwvergunningen worden verleend voor de veelhoeken « Wamasingu-Oost » en « Wamasingu-West » in het mijn domein van de Spoorwegmaatschappij Boven-Congo-Grote Afrikaanse Meren.

Dit ontwerp van decreet werd door de Raad onderzocht in de vergadering van 21 November 1947.

De twee veelhoeken zijn reeds het voorwerp geweest van een decreet van 18 Mei 1944, waarvan de afschaffing noodzakelijk is ingevolge de belangrijke verschillen die bij het nazicht van de grenzen in 1946 vastgesteld zijn geworden.

Daar de administratieve toelating tot ontginning reeds verleend werd, zal het de taak van de plaatselijke overheden zijn, met inachtneming van de huidige demographische toestand, te beslissen of die toelating dient gehandhaafd te worden.

In stemming gebracht, werd het ontwerp eenparig goedgekeurd.

Brussel, de 19 December 1947.

Het Raadslid-Verslaggever,

ITTEN.

De Auditeur,

Mines. — Domaine minier de la Compagnie des Chemins de Fer du Congo Supérieur aux Grands Lacs Africains. — Permis d'exploitations accordés à la société « Les Mines d'Or Belgika » (Belgikaor), pour les polygones dénommés « Wamasingu-Est » et « Wamasingu-Ouest ».

CHARLES, PRINCE DE BELGIQUE,
RÉGENT DU ROYAUME,

A tous, présents et à venir, SALUT!

Vu l'avis émis par le Conseil Colonial en sa séance du 21 novembre 1947;

Sur la proposition du Ministre des Colonies,

Nous avons décrété et décrétons :

ARTICLE PREMIER.

Le décret du 18 mai 1944 accordant à la société « Les Mines d'Or Belgika » (Belgikaor) le droit d'exploiter l'étain, le niobium et le tantale dans le polygone Wamasingu-Est et le droit d'exploiter l'étain dans le polygone Wamasingu-Ouest est abrogé.

ART. 2.

Le droit d'exploiter l'étain, le niobium et le tantale est accordé à la société « Les Mines d'Or Belgika » (Belgikaor) dans la concession dénommée Wamasingu-Est d'une superficie de 222 hectares.

Ce droit est accordé jusqu'au 31 décembre 2010 à partir de la date du présent décret.

Les limites de la concession sont déterminées comme suit :

Mijnen. — Mijndomein van de « Compagnie des Chemins de Fer du Congo Supérieur aux Grands Lacs Africains ». — Mijnbouwvergunningen afgeleverd aan de vennootschap « Les Mines d'Or Belgika » (Belgikaor), voor de veelhoeken genaamd « Wamasingu-West » en « Wamasingu-Oost ».

KAREL, PRINS VAN BELGIË,
REGENT VAN HET KONINKRIJK,

Aan allen, tegenwoordigen en toekomstenden, HEIL!

Gezien het advies door de Koloniale Raad uitgebracht in diens vergadering van 21 November 1947;

Op de voordracht van de Minister van Koloniën,

Wij hebben gedecreteerd en Wij decreteren :

ARTIKEL ÉÉN.

Het decreet van 18 Mei 1944 waarbij aan de vennootschap « Les Mines d'Or Belgika » (Belgikaor) het recht verleend wordt tin, niobium en tantalium te winnen in de veelhoek Wamasingu-Oost en het recht tin te winnen in de veelhoek Wamasingu-West is afgeschaft.

ART. 2.

Aan de vennootschap « Les Mines d'Or Belgika » (Belgikaor) wordt het recht verleend, tin, niobium en tantalium te winnen in de concessie genaamd Wamasingu-Oost, groot 222 hectaren.

Dit recht wordt, met ingang van de datum van dit decreet verleend tot op 31 December 2010.

De grenzen van de concessie zijn als volgt bepaald ;

A. — DESCRIPTION DES LIMITES.

A. — BESCHRIJVING DER GRENZEN.

De la borne 1, un alignement droit de	612m.1 az. 322gr.50 mène à la borne 2
Van grenspaal 1, leidt een rechte rooi- lijn van	612m.1 az. 322gr.50 naar grenspaal 2
» 2, »	912m.8 » 299gr.97 » 3
» 3, »	551m.9 » 219gr.10 » 4
» 4, »	520m.6 » 220gr.24 » 5
» 5, »	266m.3 » 201gr.59 » 6
» 6, »	447m.6 » 121gr.07 » 4 M
» 4 M, »	653m.3 » 80gr.91 » 5 M
» 5 M, »	331m.7 » 116gr.32 » 6 M
» 6 M, la limite suit la rive gauche de la rivière Nyawensulu jus- qu'à la borne 9 K située à 580 m. 6 az. 06 de la borne 6 M;	
» 6 M, volgt de grens der linkeroever van de Nyawensulu-rivier tot aan grenspaal 9 K, gelegen op 580 m. 6 az. 64 gr. 06 van grenspaal 6 M;	
» 9 K, la limite suit la rive gauche du troisième affluent de droite de la rivière Nyawensulu jusqu'à la borne 8 K située à 479 m. 6 az. 21 gr. 85 de la borne 9 K;	
» 9 K, volgt de grens der linkeroever van de derde rechte toe- vloeiing van de Nyawensulu-rivier, tot aan grenspaal 8 K gelegen op 479 m. 6 az. 21 gr. 85 van grenspaal 9 K;	

De la borne 8 K, un alignement droit de	405m.7 az. 76gr.47 mène à la bor. 7K
Van grenspaal 8 K, leidt een rechte rooi- lijn van	405m.7 az. 76gr.47 naar grenspaal 7K
» 7 K, »	613m.9 » 321gr.59 » 1

B. — SITUATION DES BORNES D'ANGLE.

La borne 1 est située à 2.165 m. 9 az. 268 gr. 68 du confluent des rivières Pangi et Kamazezi.

La borne 4 M est située à 1.114 m. 4 az. 39 gr. 53 du confluent des rivières Mubile et Nyawensulu.

C. — REMARQUES.

Les azimuts sont exprimés en grades et en minutes centésimales. Ils se mesurent à partir du Nord vrai et croissent dans le sens du mouvement des aiguilles d'une montre.

B. — LIGGING VAN DE HOEKGRENSPALEN.

Grenspaal 1 is gelegen op 2.165 m. 9 az. 268 gr. 68 van de samenvloeiing van de Pangi en Kamazezi-rivieren.

Grenspaal 4 M is gelegen op 1.114 m. 4 az. 39 gr. 53 van de samenvloeiing van de Mubile en Nyawensulu-rivieren.

C. — BEMERKINGEN.

De azimuths zijn uitgedrukt in graden en in centesimale minuten. Zij worden gemeten vanaf het werkelijk Noorden en stijgen in de zin van de beweging der wijzers van een uurwerk.

Sur les rives des cours d'eau prises comme limites, le périmètre suit le niveau le plus élevé qu'atteignent les eaux lors de leurs crues périodiques normales.

D. — SITUATION DU POLYGONE.

Le polygone est situé à environ 20 Km. au Sud-Est du poste Etat de Pangi.

ART. 3.

Le droit d'exploiter l'étain est accordé à la société Les Mines d'Or Belgika (Belgikaor) dans la concession dénommée Wamasingu-Ouest d'une superficie de 304 hectares.

Ce droit est accordé jusqu'au 31 décembre 2010 à partir de la date du présent décret.

Les limites de la concession sont déterminées comme suit :-

Op de oevers van de als grens genomen waterlopen, volgt de omtrek de hoogste stand dien de wateren bij hun periodieke en normale was bereiken.

D. — LIGGING VAN DE VEELHOEK.

De veelhoek is gelegen op ongeveer 20 Km. Zuid-Oost van de Pangi-Staatpost.

ART. 3.

Aan de vennootschap « Les Mines d'Or Belgika » (Belgikaor) wordt het recht verleend tin te winnen in de concessie genaamd Wamasingu-West groot 304 hectaren.

Dit recht wordt, met ingang van de datum van dit decreet verleend tot op 31 December 2010.

De grenzen van de concessie zijn als volgt bepaald :

A. — DESCRIPTION DES LIMITES.

A. — BESCHRIJVING DER GRENZEN.

De la borne 1 M, un alignement droit de 690m.3 az. 20gr.10 mène à la bor. 2 M

Van grenspaal 1 M, leidt een rechte rooi- lijn van 690m.3 az. 20gr.10 naar grensp. 2 M

»	2 M,	»	751m.0	»	54gr.61	»	3 M
»	3 M,	»	731m.8	»	56gr.08	»	4 M
»	4 M,	»	447m.6	»	321gr.07	»	6
»	6,	»	257m.8	»	304gr.36	»	7
»	7,	»	558m.5	»	301gr.26	»	8
»	8,	»	801m.2	»	268gr.20	»	9
»	9,	»	782m.7	»	265gr.51	»	10
»	10,	»	777m.1	»	264gr.90	»	11
»	11,	»	746m.2	»	266gr.17	»	3 K
»	3 K,	»	1.163m.4	»	100gr.04	»	4 K
»	4 K,	»	1.042m.5	»	94gr.35	»	A
»	A,	»	362m.4	»	206gr.65	»	B
»	B,	»	311m.9	»	100gr.00	»	C
»	C,	»	109m.5	»	67gr.18	»	1. M

B. — SITUATION DES BORNES D'ANGLE.

La borne 3 K est située à 725 m. 2 az. 96 gr. 61 du confluent des rivières Kabimba et Mubile.

La borne 4 M est située à 1.114 m. 4 az. 39 gr. 53 du confluent des rivières Mubile et Nyawensulu.

C. — REMARQUES.

Les azimuts sont exprimés en grades et en minutes centésimales. Ils se mesurent à partir du Nord vrai et croissent dans le sens du mouvement des aiguilles d'une montre.

D. — SITUATION DU POLYGONE.

Le polygone est situé à environ 20 Km. au Sud-Est du poste Etat de Pangi.

ART. 4.

Le concessionnaire a le droit sous réserve des droits des tiers indigènes ou non-indigènes et conformément aux lois, décrets et règlements sur la matière, d'exploiter les mines concédées.

ART. 5.

La concession s'étend au lit des ruisseaux et rivières. Le concessionnaire ne pourra toutefois sans l'autorisation préalable et par écrit du Gouverneur Général ou de son délégué, exécuter aucun travail d'exploitation dans le lit des rivières navigables ou flottables, ni sur les terrains qui les bordent, dans une bande d'une largeur de 10 mètres à compter de la ligne formée par le niveau le plus élevé qu'atteignent les eaux dans leurs crues périodiques.

L'autorisation déterminera les conditions auxquelles les travaux pourront être exécutés.

B. — LIGGING VAN DE HOEKGRENSPALEN.

Grenspaal 3 K is gelegen op 725 m. 2 az. 96 gr. 61 van de samenvloeiing van de Kabimba en Mubile-rivieren.

Grenspaal 4 M is gelegen op 1.114 m. 4 az. 39 gr. 53 van de samenvloeiing van de Mubile en Nyawensulu-rivieren.

C. — BEMERKINGEN.

De azimuths zijn uitgedrukt in graden en in centesimale minuten. Zij worden gemeten vanaf het werkelijk Noorden en stijgen in de zin van de beweging der wijzers van een uurwerk.

D. — LIGGING VAN DE VEELHOEK.

De veelhoek is gelegen op ongeveer 20 Km. Zuid-Oost van het Pangi Staat-post.

ART. 4.

De concessiehouder heeft het recht, onder voorbehoud der rechten van derden, Inlanders of niet Inlanders, en overeenkomstig de wetten, decreten en reglementen, ter zake, de mijnen te ontginnen waarvoor concessie wordt verleend.

ART. 5.

De concessie strekt zich uit tot de bedding der beken en rivieren. Zonder de voorafgaande en schriftelijke toelating van de Gouverneur-Generaal of diens afgevaardigde, mag de concessiehouder evenwel geen enkel ontginningswerk uitvoeren in de bedding der bevaarbare of vlotbare rivieren noch op de aangrenzende gronden, binnen een streek van 10 meter breedte, te rekenen van de lijn gevormd door de hoogste stand dien de waten bij hun periodieke was bereiken.

De toelating bepaalt de voorwaarden waaronder de werken mogen worden uitgevoerd.

ART. 6.

L'exploitation a lieu aux risques et périls du concessionnaire. Il est notamment responsable du dommage que causeraient aux fonds riverains les travaux même autorisés, qu'il exécuterait dans les rivières et ruisseaux.

Il paiera aux riverains, conformément à l'article 20 du décret du 30 juin 1913 (Code Civil, Livre II, Titre II), une redevance annuelle proportionnelle aux dommages qu'ils subissent dans l'exercice de leurs droits de riveraineté.

ART. 7.

Le Ministre des Colonies est chargé de l'exécution du présent décret.

Donné à Bruxelles, le 5 février 1948.

CHARLES.

Par le Régent :

Le Ministre des Colonies,

ART. 6.

De ontginning geschiedt op risico van de concessiehouder. Hij is namelijk verantwoordelijk voor de schade die de bij beek of rivier gelegen erven lijden door de werken welke hij zelfs met toelating uitvoert in de beken en rivieren.

Hij betaalt aan de eigenaars van de oevers, overeenkomstig artikel 20 van het decreet van 30 Juni 1913 (Burgerlijk Wetboek, Boek II, Titel II) een jaarlijkse cijns naar evenredigheid van de schade die zij ondergaan bij de uitoefening van de oevers.

ART. 7.

De Minister van Koloniën is belast met de uitvoering van dit decreet.

Gegeven te Brussel, den 5 Februari 1948.

Vanwege de Regent :

De Minister van Koloniën,

P. WIGNY.

Rapport du Conseil Colonial sur un projet de décret octroyant deux permis d'exploitation à la Société des Mines d'Or de Kindu (Kinor), pour les polygones « Lubulani » et « Buembo » du domaine minier de la Compagnie des Chemins de Fer du Congo Supérieur aux Grands Lacs Africains.

Ce projet a été examiné par le Conseil, au cours de sa séance du 21 novembre 1947.

Selon les renseignements fournis, il s'agit d'absorber les travailleurs en sur-nombre de Kalembe.

Verslag van de Koloniale Raad over een ontwerp van decreet waarbij aan de vennootschap « Les Mines d'Or de Kindu » (Kinor) twee mijnbouwvergunningen worden verleend voor de veelhoeken « Lubulani » en « Buembo » in het mijndomein van de Spoorwegmaatschappij Bovencongo-Grote Afrikaanse Meren.

De Raad heeft dit ontwerp onderzocht in de vergadering van 21 November 1947.

Volgens de verstrekte inlichtingen, gaat het er om de boventallige arbeiders van Kalembe te werk te stellen.

Après l'octroi des deux permis demandés, l'effectif total actuel sera maintenu, aucune main-d'œuvre n'étant nécessaire pour la mise en valeur des polygones « Lubulani » et « Buembo ».

Mis aux voix, le projet de décret est admis à l'unanimité.

Bruxelles, le 19 décembre 1947.

Le Conseiller-Rapporteur,

L'Auditeur,

M. VAN HECKE.

Na het verlenen van de twee aangevraagde vergunningen, zal het huidige getal arbeiders gehandhaafd blijven, daar geen nieuwe werkkrachten voor het ontginnen van de veelhoeken « Lubulani » en « Buembo » vereist zijn.

In stemming gebracht, werd het ontwerp van decreet eenparig goedgekeurd.

Brussel, de 19 December 1947.

Het Raadslid-Verslaggever,

De Auditeur,

ITTEN.

Mines. — Domaine minier de la Compagnie des Chemins de Fer du Congo Supérieur aux Grands Lacs Africains. — Permis d'exploitation accordés à la société « Les Mines d'Or de Kindu » (Kinor) pour les polygones dénommés « Lubulani » et « Buembo ».

CHARLES, PRINCE DE BELGIQUE,
RÉGENT DU ROYAUME,

A tous, présents et à venir, SALUT !

Vu l'avis émis par le Conseil Colonial en sa séance du 21 novembre 1947 ;

Sur la proposition du Ministre des Colonies,

Nous avons décrété et décrétons :

ARTICLE PREMIER.

Le droit d'exploiter l'or et l'argent est accordé à la société « Les Mines d'Or de Kindu » (Kinor), dans la concession dénommée « Lubulani », d'une superficie de 218 hectares.

Mijnen. — Mijndomein van de « Compagnie des Chemins de Fer du Congo Supérieur aux Grands Lacs Africains ». — Mijnbouwvergunningen afgeleverd aan de vennootschap « Les Mines d'Or de Kindu » (Kinor), voor de veelhoeken genaamd « Lubulani » en Buembo ».

KAREL, PRINS VAN BELGIË,
REGENT VAN HET KONINKRIJK,

Aan allen, tegenwoordigen en toekomstenden, HEIL !

Gezien het advies door de Koloniale Raad uitgebracht in diens vergadering van 21 November 1947 ;

Op de voordracht van de Minister van Koloniën,

Wij hebben gedecreteerd en Wij decreteren :

ARTIKEL ÉÉN.

Aan de vennootschap « Les Mines d'Or de Kindu » (Kinor), wordt het recht verleend goud en zilver te winnen in de concessie genaamd « Lubulani », groot 218 hectaren.

Ce droit est accordé jusqu'au 31 décembre 2010 à partir de la date du présent décret.

Les limites de la concession sont déterminées comme suit :

Dit recht wordt, met ingang van de datum van dit decreet verleend tot op 31 December 2010.

De grenzen van de concessie zijn als volgt bepaald :

A. — DESCRIPTION DES LIMITES.

A. — BESCHRIJVING DER GRENZEN.

De la borne 1, un alignement droit de 1.051m.2 az. 117gr.74 mène à la borne 2

Van grenspaal 1, leidt een rechte rooi-
lijn van 1.051m.2 az. 117gr.74 naar grenspaal 2

»	2,	»	1.688m.1	»	181gr.18	»	3
»	3,	»	1.042m.1	»	298gr.26	»	4
»	4,	»	1.754m.3	»	370gr.78	»	5
»	5,	»	479m.3	»	45gr.90	»	1

B. — SITUATION DE LA BORNE D'ANGLE.

La borne 1, est située à 1.964 m. 6 az. 315 gr. 31 du signal géodésique Kabilu.

B. LIGGING VAN DE HOEKGRENSPAAL.

Grenspaal 1, is gelegen op 1.964 m. 6 az. 315 gr. 31 van het Kabilu geodesisch signaal.

C. — REMARQUE.

Les azimuts sont exprimés en grades et en minutes centesimales. Ils se mesurent à partir du Nord vrai et croissent dans le sens du mouvement des aiguilles d'une montre.

C. — BEMERKING.

De azimuths zijn uitgedrukt in graden en in centesimale minuten. Zij worden gemeten vanaf het werkelijk Noorden en stijgen in de richting van de beweging der wijzers van een uurwerk.

D. — SITUATION DU POLYGONE.

Le polygone est situé approximativement à 6 Km. SE.-E. du poste de Kampene.

D. — LIGGING VAN DE VEELHOEK.

De veelhoek is gelegen op ongeveer 6 Km. ten ZO.-O. van de Kampenepost.

ART. 2.

Le droit d'exploiter l'or et l'argent est accordé à la société « Les Mines d'Or de Kindu » (Kinor) dans la concession dénommée « Buembo », d'une superficie de 155 hectares.

Ce droit est accordé jusqu'au 31 décembre 2010, à partir de la date du présent décret.

ART. 2.

Aan de vennootschap « Les Mines d'Or de Kindu » (Kinor), wordt het recht verleend goud en zilver te winnen in de concessie « Buembo » groot 155 hectaren.

Dit recht wordt, met ingang van de datum van dit decreet, verleend tot op 31 December 2010.

Les limites de la concession sont dé-
terminées comme suit :

De grenzen van de concessie zijn als
volgt bepaald :

A. — DESCRIPTION DES LIMITES.

De la borne 1, un alignement droit de 1.788m.8 az. 100gr.491 mène à la borne 2

Van grenspaal 1, leidt een rechte rooi-

lijn van 1.788m.8 az. 100gr.491 naar grenspaal 2

» 2, » 1.989m.0 » 232gr.56 » 3

» 3, » 1.929m.1 » 372gr.22 » 1

B. — SITUATION DES BORNES D'ANGLE.

B. — LIGGING VAN DE HOEKGRENSPALEN.

La borne 2, est située à 3.252 m. 0 az. 199 gr. 39 du signal géodésique Kabilu.

Grenspaal 2, is gelegen op 3.252 m. 0 az. 199 gr. 39 van het geodesisch Kabilu-signaal.

La borne 3, est située à 894 m. 8 az. 206 gr. 57 du confluent des rivières Lubulani-Buembo.

Grenspaal 3, is gelegen op 894 m. 8 az. 206 gr. 57 van de samenvloeiing van de Lubulani en Buembo-rivieren.

C. — REMARQUE.

Les azimuts sont exprimés en grades et en minutes centésimales. Ils se mesurent à partir du Nord-vrai et croissent dans le sens du mouvement des aiguilles d'une montre.

D. — SITUATION DU POLYGONE.

Le polygone est situé approximativement à 6 km. à l'Est du poste de Kampene.

ART. 3.

Le concessionnaire a le droit sous réserve des droits des tiers indigènes ou non-indigènes, et conformément aux lois, décrets et règlements sur la matière, d'exploiter les mines concédées.

ART. 4.

La concession s'étend au lit des ruisseaux et rivières. Le concessionnaire ne pourra toutefois, sans l'autorisation

C. — BEMERKINGEN.

De azimuths zijn uitgedrukt in graden en in centesimale minuten. Zij worden gemeten vanaf het werkelijk Noorden en stijgen in de zin van de beweging der wijzers van een uurwerk.

D. — LIGGING VAN DE VEELHOEK.

De veelhoek is gelegen op ongeveer 6 km. ten Westen van de Kampene-post.

ART. 3.

De concessiehouder heeft het recht onder voorbehoud der rechten van derden Inlanders of niet-Inlanders, en overeenkomstig de wetten, decreten en reglementen ter zake, de mijnen te ontginnen waarvoor concessie wordt verleend.

ART. 4.

De concessie strekt zich uit tot de bedding der beken en rivieren. Zonder de voorafgaande en schriftelijke toela-

préalable et par écrit du Gouverneur Général ou de son délégué, exécuter aucun travail d'exploitation dans le lit des rivières navigables ou flottables, ni sur les terrains qui les bordent, dans une bande d'une largeur de 10 mètres à compter de la ligne formée par le niveau le plus élevé qu'atteignent les eaux dans leurs crues périodiques.

L'autorisation déterminera les conditions auxquelles les travaux pourront être exécutés.

ART. 5.

L'exploitation a lieu aux risques et périls du concessionnaire. Il est notamment responsable du dommage que causeraient aux fonds riverains les travaux, même autorisés, qu'ils exécuterait dans les rivières et ruisseaux.

Il paiera aux riverains, conformément à l'article 20 du décret du 30 juin 1913 (Code civil, Livre II, Titre II), une redevance annuelle proportionnée aux dommages qu'ils subissent dans l'exercice de leurs droits de riveraineté.

ART. 6.

Le Ministre des Colonies est chargé de l'exécution du présent décret.

Donné à Bruxelles, le 5 février 1948.

ting van de Gouverneur-Generaal of diens afgevaardigde, mag de concessiehouder evenwel geen enkel ontginningswerk uitvoeren in de bedding der bevaarbare en vlotbare rivieren, noch op de aangrenzende gronden binnen een strook van 10 meter breedte te rekenen van de lijn gevormd door de hoogste stand dien de wateren bij hun periodieke was bereiken.

De toelating bepaalt de voorwaarden waaronder de werken mogen worden uitgevoerd.

ART. 5.

De ontginning geschiedt op risico van de concessiehouder. Hij is namelijk verantwoordelijk voor de schade die de bij de oever gelegen erven lijden door de werken dat hij, zelfs met toelating, uitvoert in de beken en rivieren.

Hij betaalt aan de eigenaars van de oever, overeenkomstig artikel 10 van het decreet van 30 Juni 1913 (Burgerlijk Wetboek, Boek II, Titel II), een jaarlijkse cijns naar evenredigheid van de schade die zij ondergaan bij de uitoefening van hun recht als eigenaars van de oever.

ART. 6.

De Minister van Koloniën is belast met de uitvoering van dit decreet.

Gegeven te Brussel, den 5 Februari 1948.

CHARLES.

Par le Régent :
Le Ministre des Colonies,

Vanwege de Regent :
De Minister van Koloniën,

P. WIGNY.

Rapport du Conseil Colonial sur un projet de décret octroyant un permis d'exploitation à la Société « Les Mines d'Or de Kindu » (Kinor) pour le polygone dénommé « Kiakubesua ».

Ce projet a fait l'objet d'un premier examen au cours de la séance du Conseil du 25 juillet 1947. A cette occasion, un membre a renouvelé une remarque générale, fréquemment formulée lors de la discussion d'autres projets de décrets et qui n'a pas abouti à des résultats satisfaisants, à savoir l'indigence des dossiers administratifs soumis, en matière de renseignements démographiques et économiques.

Le Conseil Colonial, pour éclairer son opinion, doit, le plus souvent, se contenter d'une simple formule de style, disant que la question de la main-d'œuvre ne se pose pas, parce que la nouvelle concession sera mise en valeur par des effectifs provenant d'autres exploitations.

Un autre membre appuie ces considérations et les complète en remarquant que le pouvoir législatif n'est pas obligé d'accorder, automatiquement, un permis d'exploitation, dès qu'un gisement a été découvert.

Plusieurs demandes de permis d'exploitation étant présentées en même temps que le projet de décret en discussion, le Conseil, sur la proposition de son président, décide de renvoyer tous ces projets à l'Administration, aux fins d'en compléter la documentation.

Au cours de la séance du 21 novembre 1947, l'examen du projet de décret octroyant un permis d'exploitation à la société « Kinor » pour son polygone de Kiakubesua, a été repris.

Verslag van de Koloniale Raad over een ontwerp van decreet waarbij aan de vennootschap « Les Mines d'Or de Kindu » (Kinor) een mijnbouwvergunning wordt verleend voor de veelhoek Kiakubesua.

De Raad heeft dit ontwerp een eerste maal onderzocht in de vergadering van 25 Juli 1947. Te dier gelegenheid, heeft een raadslid opnieuw een algemene opmerking gemaakt, die herhaaldelijk te berde werd gebracht bij de bespreking van andere ontwerpen van decreten en die tot geen bevredigende uitslagen heeft geleid, te weten de schaarste van demografische en economische inlichtingen in de bestuursdossiers.

In de meeste gevallen moet de Koloniale Raad zich te zijner voorlichting tevreden stellen met een eenvoudige stijlformule, luidens welke het werkkrachtenvraagstuk niet gesteld wordt, daar de nieuwe concessie met behulp van arbeiders uit andere ondernemingen zal productief gemaakt worden.

Een ander raadslid verenigt zich met die beschouwingen en vult ze aan met de opmerking dat de wetgevende macht niet verplicht is automatisch een mijnbouwvergunning te verlenen, zodra een ertslaag ondekt is.

Daar verscheidene aanvragen om mijnbouwvergunning terzelfdertijd als het besproken ontwerp van decreet ingediend zijn, beslist de Raad, op voorstel van zijn Voorzitter, al die ontwerpen aan het Bestuur terug te zenden, met verzoek de documentatie aan te vullen.

In de vergadering van 21 November 1947, is het onderzoek van het ontwerp van decreet, waarbij aan de vennootschap « Kinor » een mijnbouwvergunning voor haar veelhoek Kiakubesua wordt verleend, opnieuw ter hand genomen.

Selon les nouveaux renseignements fournis, la question de la main-d'œuvre n'a pas à intervenir. Il s'agit, en effet, dans le même polygone, de réaliser des mutations dans les effectifs des chantiers, au fur et à mesure de l'épuisement de certains d'entre eux et de la mise en exploitation de nouveaux, sans augmenter l'effectif total en service.

Mis aux voix, le projet est admis à l'unanimité.

Bruxelles, le 19 décembre 1947.

Le Conseiller-Rapporteur,

L'Auditeur,

ITEN:

M. VAN HECKE.

Volgens de nieuwe inlichtingen die verstrekt werden, komt het werkkraftenvraagstuk hierbij niet van pas. Het gaat er, inderdaad, om in dezelfde veelhoek de arbeiders uit bepaalde werkplaatsen naar andere over te brengen, naarmate zekere veelhoeken uitgeput raken en andere ontgind worden zonder het totaal aantal arbeiders in dienst te verhogen.

In stemming gebracht, wordt het ontwerp eenparig goedgekeurd.

Brussel, den 19 December 1947.

Het Raadslid-Verslaggever,

De Auditeur,

Mines. — Domaine minier de la Compagnie des Chemins de Fer du Congo Supérieur aux Grands Lacs Africains. — Permis d'exploitation délivré à la société « Les Mines d'Or de Kindu » (Kinor), pour le polygone dénommé « Kiakubesua ».

CHARLES, PRINCE DE BELGIQUE,
RÉGENT DU ROYAUME,

A tous, présents et à venir, SALUT!

Vu l'avis émis par le Conseil Colonial en sa séance du 21 novembre 1947;

Sur la proposition du Ministre des Colonies,

Nous avons décrété et décrétons :

ARTICLE PREMIER.

Le droit d'exploiter l'or est accordé à la société « Les Mines d'Or de Kindu » (Kinor) dans la concession dénommée « Kiakubesua » d'une superficie de 193 hectares.

Mijnen. — Mijndomein van de « Compagnie des Chemins de Fer du Congo Supérieur aux Grands Lacs Africains. » — Mijnbouwvergunning afgeleverd aan de vennootschap « Les Mines d'Or de Kindu » (Kinor) voor de veelhoek genaamd « Kiakubesua ».

KAREL, PRINS VAN BELGIË,
REGENT VAN HET KONINKRIJK,

Aan allen, tegenwoordigen en toekomstenden, HEIL!

Gezien het advies door de Koloniale Raad uitgebracht in diens vergadering van 21 November 1947;

Op de voordracht van de Minister van Koloniën,

Wij hebben gedecreteerd en Wij decreteren :

ARTIKEL ÉÉN.

Aan de vennootschap « Les Mines d'Or de Kindu » (Kinor) wordt het recht verleend goud te winnen in de concessie genaamd « Kiakubesua » groot 193 hectaren.

Ce droit est accordé jusqu'au 31 décembre 2010 à partir de la date du présent décret.

Les limites de la concession sont déterminées comme suit :

Dit recht wordt, met ingang van de datum van dit decreet verleend tot op 31 December 2010.

De grenzen van de concessie zijn als volgt bepaald :

A. — DESCRIPTION DES LIMITES.

A. — BESCHRIJVING DER GRENZEN.

De la borne 1, un alignement droit de	602m.10 az.	ogr.08	mène à la borne 2
Van grenspaal 1, leidt een rechte rooi- lijn van	602m.10 az.	ogr.08	naar grenspaal 2
» 2, »	679m.40 »	90gr.55	» 3
» 3, »	867m.60 »	109gr.34	» 4
» 4, »	366m.60 »	16gr.22	» 5
» 5, »	674m.90 »	309gr.09	» 6
» 6, »	359m.30 »	47gr.35	» 7
» 7, »	538m.00 »	112gr.43	» 8
» 8, »	1.488m.60 »	200gr.00	» 9
» 9, »	305m.30 »	297gr.41	» 10
» 10, »	169m.10 »	217gr.11	» 11
» 11, »	788m.00 »	325gr.54	» 12
» 12, »	964m.30 »	285gr.62	» 13
» 13, »	287m.70 »	399gr.70	» 14
» 14, »	306m.30 »	79gr.26	» 1

B. — SITUATION DES BORNES D'ANGLE.

B. — LIGGING VAN DE HOEKGRENSPALEN.

La borne 7, est située à 1.533 m. 80 az. 80 gr. 30 du confluent des rivières Watunda et Kisoka.

Grenspaal 7, is gelegen op 1.533 m. 80 az. 80 gr. 30 van de samenvloeiing der Watunda en Kisoka-rivieren.

La borne 10, est située à 1.366 m. 10 az. 375 gr. 01 du confluent des rivières Musongo et Kiandindi.

Grenspaal 10, is gelegen op 1.366 m. 10 az. 375 gr. 01 van de samenvloeiing der Musongo en Kiandindi-rivieren.

La borne 13, est située à 1.212 m. 00 az. 201 gr. 34 du confluent des rivières Watunda et Kisoka.

Grenspaal 13, is gelegen op 1.212 m. 00 az. 201 gr. 34 van de samenvloeiing der Watunda en Kisoka-rivieren.

C. — REMARQUE.

Les azimuts sont exprimés en grades et en minutes centésimales. Ils se mesurent à partir du Nord vrai et croissent dans le sens du mouvement des aiguilles d'une montre.

D. — SITUATION DU POLYGONE.

Le polygone est situé à environ 14 Km. au Nord du poste de Kama.

ART. 2.

Le concessionnaire a le droit sous réserve des droits des tiers indigènes ou non-indigènes, et conformément aux lois, décrets et règlements sur la matière, d'exploiter les mines concédées.

ART. 3.

La concession s'étend au lit des ruisseaux et rivières. Le concessionnaire ne pourra toutefois, sans l'autorisation préalable et par écrit du Gouverneur Général ou de son délégué, exécuter aucun travail d'exploitation dans le lit des rivières navigables ou flottables, ni sur les terrains qui les bordent, dans une bande d'une largeur de 10 mètres à compter de la ligne formée par le niveau le plus élevé qu'atteignent les eaux dans leurs crues périodiques.

L'autorisation déterminera les conditions auxquelles les travaux pourront être exécutés.

ART. 4.

L'exploitation a lieu aux risques et périls du concessionnaire. Il est notamment responsable du dommage que causeraient aux fonds riverains les travaux même autorisés, qu'il exécuterait dans les rivières et ruisseaux.

Il paiera aux riverains conformément à l'article 20 du décret du 30 juin 1913 (Code Civil, Livre II, Titre II), une

C. — BEMERKING.

De azimuths zijn uitgedrukt in graden en in centesimale minuten. Zij worden gemeten vanaf het werkelijk Noorden en stijgen in de zin van de beweging der wijzers van een uurwerk.

D. — LIGGING VAN DE VEELHOEK.

De veelhoek is gelegen op ongeveer 14 Km. ten Noorden van de Kama-post.

ART. 2.

De concessiehouders heeft het recht, onder voorbehoud der rechten van derden, Inlanders of niet-Inlanders, en overeenkomstig de wetten, decreten en reglementen ter zake, de mijnen te ontginnen waarvoor concessie wordt verleend.

ART. 3.

De concessie strekt zich uit tot de bedding der beken en rivieren. Zonder de voorafgaande en schriftelijke toelating van de Gouverneur-Generaal of diens afgevaardigde, mag de concessiehouders evenwel geen enkel ontginningswerk uitvoeren in de bedding der bevaarbare of vlotbare rivieren, noch op de aangrenzende gronden, binnen een strook van 10 meter breedte, te rekenen van de lijn gevormd door de hoogste stand dien de wateren bij hun periodieke was bereiken.

De toelating bepaalt de voorwaarden waaronder de werken mogen worden uitgevoerd.

ART. 4.

De ontginning geschiedt op risico van de concessiehouders. Hij is namelijk verantwoordelijk voor de schade die de bij beek of rivier gelegen erven lijden door de werken welke hij, zelfs met toelating, uitvoert in de beken en rivieren.

Hij betaalt aan de eigenaars van de oever, overeenkomstig artikel 20 van het decreet van 30 Juni 1913 (Burgerlijk

redevance annuelle proportionnée aux dommages qu'ils subissent dans l'exercice de leurs droits de riveraineté.

ART. 5.

Le Ministre des Colonies est chargé de l'exécution du présent décret.

Donné à Bruxelles, le 5 février 1948.

CHARLES.

Par le Régent :

Le Ministre des Colonies,

P. WIGNY.

Wetboek, Boek II, Titel II), een jaarlijkse cijns naar evenredigheid van de schade die zij ondergaan bij de uitoefening van hun rechten als eigenaars van de oever.

ART. 5.

De Minister van Koloniën is belast met de uitvoering van dit decreet.

Gegeven te Brussel, den 5 Februari 1948.

Vanwege de Regent :

De Minister van Koloniën,

Rapport du Conseil Colonial sur un projet de décret accordant un permis d'exploitation à la société « Les Mines d'Or Belgika » (Belgikaor) pour le polygone « Mukulwa » du domaine minier de la Compagnie des Chemins de Fer du Congo Supérieur aux Grands Lacs Africains.

Ce projet, examiné par le Conseil, le 25 juillet dernier et renvoyé à l'Administration pour complément d'information, a fait l'objet d'un nouvel examen au cours de la séance du 21 novembre 1947.

Aucune main-d'œuvre n'est réclamée, le projet de décret devant permettre de rectifier les limites des concessions accordées par décret du 31 juillet 1942.

Mis aux voix, le projet a été admis à l'unanimité.

Bruxelles, le 19 décembre 1947.

Le Conseiller-Rapporteur,

L'Auditeur,

M. VAN HECKE.

Verslag van de Koloniale Raad over een ontwerp van decreet waarbij aan de vennootschap « Les Mines d'Or Belgika » (Belgikaor) een mijnbouwvergunning wordt verleend voor de veelhoek Mukulwa in het Mijndomein van de Spoorwegmaatschappij Bovencongo-Grote Afrikaanse Meren.

Dit ontwerp, onderzocht door de Raad op 25 Juli 11. en naar het Bestuur teruggezonden voor nadere inlichtingen, werd opnieuw behandeld in de vergadering van 21 November 1947.

Geen werkkrachten worden gevorderd, daar het ontwerp van decreet het moet mogelijk maken de grenzen van de bij decreet van 31 Juli 1942 verleende concessies te verbeteren.

In stemming gebracht, werd het ontwerp eenparig goedgekeurd.

Brussel, de 19 December 1947.

Het Raadslid-Verslaggever,

De Auditeur,

Mines. — Domaine minier de la Compagnie des Chemins de Fer du Congo Supérieur aux Grands Lacs Africains. — Permis d'exploitation délivré à la société « Les Mines d'Or Belgika » (Belgikaor), pour le polygone dénommé « Mukulwa ».

CHARLES, PRINCE DE BELGIQUE,
RÉGENT DU KOYAUME,

A tous, présents et à venir, SALUT!

Vu l'avis émis par le Conseil Colonial en sa séance du 21 novembre 1947;

Sur la proposition du Ministre des Colonies,

Nous avons décrété et décrétons :

ARTICLE PREMIER.

Le décret du 31 juillet 1942, accordant à la société « Les Mines d'Or Belgika » (Belgikaor), le droit d'exploiter l'or, l'argent et l'étain dans la concession « Mukulwa » est abrogé.

ART. 2.

Le droit d'exploiter l'or, l'argent et l'étain est accordé à la société « Les Mines d'Or Belgika » (Belgikaor), dans la concession dénommée « Mukulwa » d'une superficie de 361 hectares.

Ce droit est accordé jusqu'au 31 décembre 2010 à partir de la date du présent décret.

Les limites de la concession sont déterminées comme suit :

Mijnen. — Mijndomein van de « Compagnie des chemins de Fer du Congo Supérieur aux Grands Lacs Africains ». Mijnbouwvergunning afgeleverd aan de vennootschap « Les Mines d'Or Belgika » (Belgikaor), voor de veelhoek genaamd « Mukulwa ».

KAREL, PRINS VAN BELGIË,
REGENT VAN HET KONINKRIJK,

Aan allen, tegenwoordigen en toekomstenden, HEIL!

Gezien het advies door de Koloniale Raad uitgebracht in diens vergadering van 21 November 1947;

Op de voordracht van de Minister van Koloniën,

Wij hebben gedecreteerd en Wij decreteren :

ARTIKEL ÉÉN.

Het decreet van 31 Juli 1942, dat aan de vennootschap « Les Mines d'Or Belgika » (Belgikaor), het recht toekent in de concessie « Mukulwa », goud, zilver en tin te winnen, wordt afgeschaft.

ART. 2.

Aan de vennootschap « Les Mines d'Or Belgika » (Belgikaor) wordt het recht verleend, goud, zilver en tin te winnen in de concessie genaamd « Mukulwa », groot 361 hectaren.

Dit recht wordt, met ingang van de datum van dit decreet, verleend tot op 31 December 2010.

De grenzen van de concessie zijn als volgt bepaald :

A. -- DESCRIPTION DES LIMITES.

A. — BESCHRIJVING DER GRENZEN.

De la borne 1, un alignement droit de	950m.0 az.	ogr.00 mène à la borne 1A
Van Grenspaal 1, leidt een rechte rooi- lijn van	950m.0 az.	ogr.00 naar grenspaal 1A
» 1A, »	950m.0 » 300gr.00	» 2
» 2, »	950m.0 » 300gr.00	» 2A
» 2A, »	950m.0 » 300gr.00	» 3
» 3, »	950m.0 » 200gr.00	» 3A
» 3A, »	950m.0 » 200gr.00	» 4
» 4, »	950m.0 » 100gr.00	» 4A
» 4A, »	950m.0 » 100gr.00	» 1

B. — SITUATION DES BORNES D'ANGLES.

B. — LIGGING VAN DE HOEGRENSPALEN.

La borne 1, est située à 1.508 m. az. 29 gr. 17 du confluent des rivières Mukulwa-Kitimbula;

Grenspaal 1, is gelegen op 1.508 m. az. 29 gr. 17 van de samenvloeiing van de Mukulwa- en Kitimbula-rivieren;

La borne 3, est située à 3.572 m. az. 377 gr. 56 du confluent des rivières Mukulwa-Kitimbula.

Grenspaal 3, is gelegen op 3.572 m. az. 377 gr. 56 van de samenvloeiing van de Mukulwa- en Kitimbula-rivieren.

C. — REMARQUE.

Les azimuts sont exprimés en grades et en minutes centésimales. Ils se mesurent à partir du Nord vrai et croissent dans le sens du mouvement des aiguilles d'une montre.

D. — SITUATION DU POLYGONE.

Le polygone est situé à 35 Km. au Sud de la route de bac de la Kama à Kampene et à 10 Km. du N.-O. du signal de Kasongo-Danda, dont les coordonnées sont :

$$X = 107.972,52$$

$$Y = 157.363,82$$

C. — BEMERKING.

De azimuths zijn uitgedrukt in graden en in centesimale minuten. Zij worden gemeten vanaf het werkelijk Noorden en stijgen in de zin van de beweging der wijzers van een uurwerk.

D. — LIGGING VAN DE VEELHOEK.

De veelhoek is gelegen op 35 Km. ten Zuiden van de weg van het veerpunt van de Kama naar Kampene en op 10 Km. ten N.-W. van het signaal Kasongo-Danda, waarvan de coördinaten zijn :

$$X = 107.972,52$$

$$Y = 157.363,82$$

ART. 3.

Le concessionnaire a le droit sous réserve des droits des tiers indigènes ou non-indigènes, et conformément aux lois, décrets et règlements sur la matière, d'exploiter la mine concédée.

ART. 4.

La concession s'étend au lit des ruisseaux et rivières. Le concessionnaire ne pourra toutefois sans l'autorisation préalable et par écrit du Gouverneur Général ou de son délégué, exécuter aucun travail d'exploitation dans le lit des rivières navigables ou flottables, ni sur les terrains qui les bordent, dans une bande d'une largeur de 10 mètres à compter de la ligne formée par le niveau le plus élevé qu'atteignent les eaux dans les crues périodiques.

L'autorisation déterminera les conditions auxquelles les travaux pourront être exécutés.

ART. 5.

L'exploitation a lieu aux risques et périls du concessionnaire. Il est notamment responsable du dommage que causeraient aux fonds riverains les travaux même autorisés, qu'il exécuterait dans les rivières et ruisseaux.

Il paiera aux riverains, conformément à l'article 20 du décret du 30 juin 1913 (Code Civil, Livre II, Titre II), une redevance annuelle proportionnée aux dommages qu'ils subissent dans l'exercice de leurs droits de riveraineté.

ART. 6.

Le Ministre des Colonies est chargé de l'exécution du présent décret.

Donné à Bruxelles, le 5 février 1948.

Par le Régent :
Le Ministre des Colonies,

CHARLES.

P. WIGNY.

ART. 3.

De concessiehouder heeft het recht, onder voorbehoud der rechten van derden, Inlanders of niet-Inlanders en overeenkomstig de wetten, decreten en reglementen ter zake, de mijn te ontginnen, waarvoor concessie wordt verleend.

ART. 4.

De concessie strekt zich uit tot de bedding der beken en rivieren. Zonder de voorafgaande en schriftelijke toelating van de Gouverneur-Generaal of diens afgevaardigde, mag de concessiehouder evenwel geen enkel ontginningswerk uitvoeren in de bedding der bevaarbare of vlotbare rivieren, noch op de aangrenzende gronden, binnen een strook van 10 meter breedte, te rekenen van de lijn gevormd door de laagste stand dien de wateren bij hun periodieke was bereiken.

De toelating bepaalt de voorwaarden waaronder de werken mogen worden uitgevoerd.

ART. 5.

De ontginning geschiedt op risico van de concessiehouder. Hij is namelijk verantwoordelijk voor de schade die de bij de oever gelegen erven lijden door de werken welke hij, zelfs met toelating, uitvoert in de beken en rivieren.

Hij betaalt aan de eigenaars van de oever, overeenkomstig artikel 20 van het decreet van 30 Juni 1913 (Burgerlijk Wetboek, Boek II, Titel II), een jaarlijkse cijns naar evenredigheid van de schade die zij ondergaan bij de uitoefening van hun rechten als eigenaars van de oevers.

ART. 6.

De Minister van Koloniën is belast met de uitvoering van dit decreet.

Gegeven te Brussel, den 5 Februari 1948.

Vanwege de Regent :
De Minister van Koloniën,

Rapport du Conseil Colonial sur le projet de décret octroyant à la « Société Minière Cololacs » un permis d'exploitation pour le polygone dénommé « Colomines-Est n° 27 » dans le domaine minier de la Compagnie des Chemins de Fer du Congo Supérieur aux Grands Lacs Africains.

Examiné par le Conseil Colonial au cours de la séance du 21 novembre 1947, ce projet de décret a été approuvé à l'unanimité.

Bruxelles, le 19 décembre 1947.

Le Conseiller-Rapporteur,

M. ROBERT.

L'Auditeur,

M. VAN HECKE.

Verslag van de Koloniale Raad over het ontwerp van decreet waarbij aan de « Société Minière Cololacs » een mijnbouwvergunning wordt verleend voor de veelhoek « Colomines-Oost n° 27 » in het mijndomein van de Spoorwegmaatschappij Boven-Congo - Grote Afrikaanse Meren.

De Koloniale Raad heeft dit ontwerp van decreet onderzocht in de vergadering van 21 November 1947 en het eenparig goedgekeurd.

Brussel, den 19 December 1947.

Het Raadslid-Verslaggever,

De Auditeur,

Mines. — Domaine minier de la Compagnie des Chemins de Fer du Congo Supérieur aux Grands Lacs Africains. — Permis d'exploitation accordé à la « Société Minière Cololacs » pour le polygone dénommé « Colomines-Est n° 27 ».

CHARLES, PRINCE DE BELGIQUE,
RÉGENT DU ROYAUME,

A tous, présents et à venir, SALUT!

Vu l'avis émis par le Conseil Colonial en sa séance du 21 novembre 1947;

Sur la proposition du Ministre des Colonies,

Nous avons décrété et décrétons :

Mijnen. — Mijndomein van de « Compagnie des Chemins de Fer du Congo Supérieur aux Grands Lacs Africains ». — Mijnbouwvergunning afgeleverd aan de « Société Minière Cololacs », voor de veelhoek genaamd « Colomines-Oost n° 27 ».

KAREL, PRINS VAN BELGIË,
REGENT VAN HET KONINKRIJK,

Aan allen, tegenwoordigen en toekomstenden, HEIL!

Gezien het advies door de Koloniale Raad uitgebracht in diens vergadering van 21 November 1947;

Op de voordracht van de Minister van Koloniën,

Wij hebben gedecreteerd en Wij decreteren :

ARTICLE PREMIER.

Le droit d'exploiter l'étain est accordé à la « Société Minière Cololacs » dans la concession dénommée « Colomines-Est n° 27 » d'une superficie de 56 hectares 925.

Ce droit est accordé jusqu'au 31 décembre 2010 à partir de la date du présent décret.

Les limites de la concession sont déterminées comme suit :

ARTIKEL ÉÉN.

Aan de « Société Minière Cololacs » wordt het recht verleend tin te winnen in de concessie « Colomines-Oost n° 27 » groot 56 hectaren 925.

Dit recht wordt met ingang van de datum van dit decreet, verleend tot op 31 December 2010.

De grenzen van de concessie zijn als volgt bepaald :

A. — DESCRIPTION DES LIMITES.

A. — BESCHRIJVING DER GRENZEN.

De la borne 1, un alignement droit de	250m.0 az. 199gr.00 mène à la borne 2
Van grenspaal 1, leidt een rechte rooilijn van	250m.0 az. 199gr.00 naar grenspaal 2
» 2, »	635m.0 » 142gr.00 » 3
» 3, »	875m.0 » 270gr.00 » 4
» 4, »	365m.0 » 344gr.00 » 5
» 5, »	530m.0 » 0gr.00 » 6
» 6, »	680m.0 » 102gr.00 » 1

B. — SITUATION DES BORNES D'ANGLES.

B. — LIGGING DER HOEKGRENSPALEN.

La borne 1, est la borne 5 du polygone Colomines-Est n° 21.

Grenspaal 1, is grenspaal 5 van de veelhoek Colomines-Oost n° 21.

La borne 2, est la borne 4 du polygone Colomines-Est n° 21.

Grenspaal 2, is grenspaal 4 van de veelhoek Colomines-Oost n° 21.

La borne 3, est située à 635 m. de la borne 4 du polygone Colomines-Est n° 21 sur l'alignement B. 4-B. 3.

Grenspaal 3, is gelegen op 635 m. van grenspaal 4 van de veelhoek Colomines-Oost n° 21, op rooilijn B. 4-B. 3.

La borne 6, est à 95 m. du confluent du premier sous-affluent droit avec le second affluent gauche de la rivière Mikibwatike sous un azimuth vrai de 268° du confluent vers la borne.

Grenspaal 6, is gelegen op 95 m. van de samenvloeiing der eerste rechter bijrivier van de bijrivier en de tweede bijrivier van de Mikibwatike onder een werkelijk azimuth van 268° van de samenvloeiing naar de grenspaal.

C. — REMARQUE.

Les azimuts sont exprimés en degrés et en minutes centésimales. Ils se mesurent à partir du Nord vrai et croissent dans le sens du mouvement des aiguilles d'une montre.

ART. 2.

Le concessionnaire a le droit sous réserve des droits des tiers indigènes ou non-indigènes, et conformément aux lois, décrets et règlements sur la matière d'exploiter la mine concédée.

ART. 3.

La concession s'étend au lit des ruisseaux et rivières. Le concessionnaire ne pourra toutefois, sans l'autorisation préalable et par écrit du Gouverneur Général ou de son délégué, exécuter aucun travail d'exploitation dans le lit des rivières navigables ou flottables, ni sur les terrains qui les bordent, dans une bande de 10 mètres à compter de la ligne formée par le niveau le plus élevé qu'atteignent les eaux dans les crues périodiques.

L'autorisation déterminera les conditions auxquelles les travaux pourront être exécutés.

ART. 4.

L'exploitation a lieu aux risques et périls du concessionnaire. Il est notamment responsable du dommage que causeraient aux fonds riverains les travaux, même autorisés qu'il exécuterait dans les rivières et ruisseaux.

Il paiera aux riverains, conformément à l'article 20 du décret du 30 juin 1913 (Code Civil, Livre II, Titre II), une redevance annuelle proportionnée aux dommages qu'ils subissent dans l'exercice de leurs droits de riveraineté.

C. — BEMERKINGEN.

De azimuths zijn uitgedrukt in graden en in centesimale minuten. Zij worden gemeten vanaf het werkelijk Noorden en stijgen in de richting van de beweging der wijzers van een uurwerk.

ART. 2.

De concessiehouder heeft het recht onder voorbehoud der rechten van derden, Inlanders of niet-Inlanders en overeenkomstig de wetten, decreten en reglementen ter zake, de mijn te ontginnen waarvoor concessie wordt verleend.

ART. 3.

De concessie strekt zich uit tot de bedding der beken en rivieren. Zonder de voorafgaande en schriftelijke toelating van de Gouverneur-Generaal of diens afgevaardigde, mag de concessiehouder evenwel geen enkel ontginningswerk uitvoeren in de bedding der bevaarbare of vlotbare rivieren, noch op de aangrenzende gronden, binnen een strook van 10 meter breedte, te rekenen van de lijn gevormd door de hoogste stand dien de wateren bij hun periodieke was bereiken.

De toelating bepaalt de voorwaarden waaronder de werken mogen worden uitgevoerd.

ART. 4.

De ontginning geschiedt op risico van de concessiehouder. Hij is namelijk verantwoordelijk voor de schade die de bij de oever gelegen erven lijden door de werken welke hij, zelfs met toelating uitvoert in de beken en rivieren.

Hij betaalt aan de eigenaars van de oever, overeenkomstig artikel 20 van de decreet van 30 Juni 1913 (Burgerlijk Wetboek, Boek II, Titel II), een jaarlijkse cijns naar evenredigheid van de schade die zij ondergaan bij de uitoefening van hun recht als eigenaars van de oever.

ART. 5.

Le Ministre des Colonies est chargé de l'exécution du présent décret.

Donné à Bruxelles, le 5 février 1948.

-ART. 5.

De Minister van Koloniën is belast met de uitvoering van dit decreet.

Gegeven te Brussel, den 5 Februari 1948.

CHARLES.

Par le Régent :
Le Ministre des Colonies,

Vanwege de Regent :
De Minister van Koloniën,

P. WIGNY.

Rapport du Conseil Colonial sur le projet de décret octroyant des permis d'exploitation à la Société « Symétain », pour les polygones dénommés « Momi Nord I », « Momi Nord II » et « Momi Sud II », dans le domaine minier de la Compagnie des Chemins de Fer du Congo Supérieur aux Grands Lacs Africains.

Verslag van de Koloniale Raad over het ontwerp van decreet waarbij aan de vennootschap « Symétain » mijnbouwvergunningen worden verleend voor de veelhoeken « Momi Noord I », « Momi Noord II » en « Momi Zuid II », in het mijn domein van de Spoorwegmaatschappij Boven-Congo - Grote Afrikaanse Meren.

Ce projet de décret a été examiné par le Conseil Colonial au cours de la séance du 21 novembre 1947.

De Koloniale Raad heeft dit ontwerp van decreet onderzocht in de vergadering van 21 November 1947.

Un des membres fait observer que ces polygones sont déjà accordés pour l'étain et qu'il s'agit d'autoriser aussi l'exploitation de l'or et du tantale.

Een raadslid doet opmerken dat de veelhoeken reeds verleend zijn met het oog op het ontginnen van tinertslagen en dat het er om gaat de vennootschap ook toe te laten goud en tantalium te winnen.

Mis aux voix, le projet est approuvé à l'unanimité.

In stemming gebracht, wordt het ontwerp eenparig goedgekeurd.

Bruxelles, le 19 décembre 1947.

Brussel, de 19 December 1947.

Le Conseiller-Rapporteur,

Het Raadslid-Verslaggever,

M. ROBERT.

L'Auditeur,

De Auditeur,

M. VAN HECKE.

Mines. — Domaine minier de la Compagnie des Chemins de Fer du Congo Supérieur aux Grands Lacs Africains. — Permis d'exploitation délivrés à la société « Symétain » pour les polygones dénommés « Momi Nord I », « Momi Nord II » et « Momi Sud II ».

CHARLES, PRINCE DE BELGIQUE,
RÉGENT DU ROYAUME,

A tous, présents et à venir, SALUT!

Vu l'avis émis par le Conseil Colonial en sa séance du 21 novembre 1947;

Sur la proposition du Ministre des Colonies,

Nous avons décrété et décrétons :

ARTICLE PREMIER.

L'ordonnance législative n° 382/AE/M du 15 octobre 1940 et le décret du 3 juillet 1945 accordant à la société « Symétain » le droit d'exploiter l'étain à l'intérieur des polygones dénommés « Momi-Sud » et « Momi-Nord » sont abrogés.

ART. 2.

Le droit d'exploiter l'étain est accordé à la société « Symétain » dans la concession dénommée « Momi-Nord I » d'une superficie de 1.224 hectares.

Ce droit est accordé jusqu'au 31 décembre 2010 à partir de la date du présent décret.

Les limites de la concession sont déterminées comme suit :

Mijnen. — Mijndomein van de « Compagnie des Chemins de Fer du Congo Supérieur aux Grands Lacs Africains ». — Mijnbouwvergunningen afgeleverd aan de vennootschap « Symétain », voor de veelhoeken genaamd « Momi Noord I », « Momi Noord II » en « Momi Zuid II ».

KAREL, PRINS VAN BELGIË,
REGENT VAN HET KONINKRIJK,

Aan allen, tegenwoordigen en toekomstenden, HEIL!

Gezien het advies door de Koloniale Raad uitgebracht in diens vergadering van 21 November 1947;

Op de voordracht van de Minister van Koloniën,

Wij hebben gedecreteerd en Wij decreteren :

ARTIKEL ÉÉN.

De wetgevende ordonnantie n° 382/EZ/M van 15 October 1940 en het decreet van 3 Juli 1945, waarbij aan de vennootschap « Symétain » het recht wordt verleend tin te winnen binnen de « Momi-Zuid » en « Momi-Noord » genaamde veelhocken, zijn afgeschaft.

ART. 2.

Aan de vennootschap « Symétain » wordt het recht verleend tin te winnen in de concessie genaamd « Momi-Noord I », groot 1.224 hectaren.

Dit recht wordt, met ingang van de datum van dit decreet verleend tot op 31 December 2010.

De grenzen van de concessie zijn als volgt bepaald :

A. — DESCRIPTION DES LIMITES.

A. — BESCHRIJVING DER GRENZEN.

De la borne 18, un alignement droit de 877m.1 az. NV. 294gr.39 mène à la b. 19

Van grenspaal 18, leidt een rechte rooi-
lijn van 877m.1 az. WN. 294gr.39 naar grensp. 19

»	19,	»	1.156m.0	»	329gr.15	»	20
»	20,	»	905m.7	»	329gr.37	»	21
»	21,	»	881m.1	»	329gr.29	»	22
»	22,	»	907m.8	»	327gr.62	»	23
»	23,	»	857m.2	»	9gr.42	»	24
»	24,	»	919m.9	»	9gr.57	»	25
»	25,	»	169m.3	»	9gr.34	»	H
»	H,	»	4.046m.2	»	100gr.00	»	M
»	M,	»	3.534m.3	»	200gr.00	»	18

B. — SITUATION DES BORNES D'ANGLE.

B. — LIGGING VAN DE HOEKGRENSPALEN.

La borne 19 est située à 9.814 m. 50 az. 211 gr. 76 du confluent des rivières Ona et Biaya.

Grenspaal 19, is gelegen op 9.814 m. 50 az. 211 gr. 76 van de samenvloeiing van de Ona- en Biaya-rivieren.

La borne 23, est située à 9.344 m. 20 az. 237 gr. 19 du confluent des rivières Ona et Biaya.

Grenspaal 23, is gelegen op 9.344 m. 20 az. 237 gr. 19 van de samenvloeiing van de Ona- en Biaya-rivieren.

C. — SITUATION DU POLYGONE PAR
RAPPORT AUX TIERS.

Le polygone est incorporé dans la matrice cadastrale n° 70/300.

Les coordonnées cadastrales de Gauss ont été calculées sur ellipsoïde Clarke 1880, dans le fuseau méridien 28° Est.

Approximativement le polygone est situé à 20 Km. 550 du point Kazeke.

C. — LIGGING VAN DE VEELHOEK TEN
AANZIEN VAN DERDEN.

De veelhoek werd ingelascht in het cadastrale matrijs n° 70/300.

De cadastrale Gauss-coördinaten werden berekend op « ellipsoïde Clarke 1880 » in de uurzone der middaglijn 28° Oost.

De veelhoek is benaderend op 20 Km. Z.-Z.O. van het Kazeke-punt gelegen.

D. — REMARQUES.

Les azimuts (les gisements) sont exprimés en grades et minutes centésimales. Ils se mesurent à partir de l'axe des Y, parallèle à la direction du Nord-vrai et croissent dans le sens de la marche du mouvement des aiguilles d'une montre.

Les bornes sont en béton de 0,20 x 0,20 x 0,80 m. de dimension. Les titulaires n'exécuteront pas de travaux à moins de 5 mètres des bornes et repères.

ART. 3.

Le droit d'exploiter l'étain, l'or et le tantale est accordé à la société « Symétain » dans la concession dénommée « Momi Nord II » d'une superficie de 1.242 hectares.

Ce droit est accordé jusqu'au 31 décembre 2010 à partir de la date du présent décret.

Les limites de la concession sont déterminées comme suit :

A. — DESCRIPTION DES LIMITES.

A. — BESCHRIJVING DER GRENZEN.

De la borne A, un alignement droit de 206m.10 az. NV.214gr.71 mène à la b. 10

Van grenspaal A, leidt een rechte rooi-

lijn van 206m.10 az. WN.214gr.71 naar grensp. 10

»	10,	»	843m.85	»	170gr.24	»	11
»	11,	»	796m.60	»	168gr.16	»	12
»	12,	»	845m.75	»	168gr.43	»	13
»	13,	»	790m.45	»	261gr.22	»	14
»	14,	»	796m.70	»	261gr.78	»	15
»	15,	»	986m.05	»	294gr.64	»	16
»	16,	»	1.061m.90	»	295gr.38	»	17
»	17,	»	908m.60	»	294gr.73	»	18
»	18,	»	3.534m.30	»	0gr.00	»	M
»	M,	»	3.135m.30	»	100gr.00	»	A

D. — BEMERKINGEN.

De azimuths zijn uitgedrukt in graden en in centesimale minuten. Zij worden gemeten vanaf het werkelijk Noorden en stijgen in de richting van de beweging der wijzers van een uurwerk.

De grenspalen zijn uit beton, afmetingen 0,20 x 0,20 x 0,80 m. De concessiehouders zullen geen werken uitvoeren op minder dan 5 meter van de grenspalen en richtpunten.

ART. 3.

Aan de vennootschap « Symétain » wordt het recht verleend tin, goud en tantalum te winnen in de concessie genaamd « Momi Noord II », groot 1.242 hectaren.

Dit recht wordt, met ingang van de datum van dit decreet verleend tot op 31 December 2010.

De grenzen van de concessie zijn als volgt bepaald :

B. — SITUATION DES BORNES D'ANGLE.

B. — LIGGING VAN DE HOEKGRENSPALEN.

La borne 10 est située à 6.600 m. 30 az. N.-V. 178 gr. 78 du confluent des rivières Ona et Biaya.

Grenspaal 10, is gelegen op 6.600 m. 30 az. WN. 178 gr. 78 van de samenvloeiing van de Ona- en Biaya-rivieren.

La borne 15 est située à 3.285 m. 40 az. N.-V. 118 gr. 43 du signal C. G. L. Makoba.

Grenspaal 15, is gelegen op 3.285 m. 40 az. WN. 118 gr. 43 van het C. G. L. signaal.

C. — SITUATION DU POLYGONE PAR
RAPPORT AUX TIERS.

Le polygone a été incorporé dans la matrice cadastrale n^{os} 70 et 71/306.

Les coordonnées cadastrales de Gauss ont été calculées sur ellipsoïde Clarke 1880, dans le fuseau du méridien 28^e Est.

Approximativement, le polygone est situé à 18 Km. 830 du point de Kazeze.

D. — REMARQUES.

Les azimuts sont exprimés en grades et en minutes centésimales. Ils se mesurent à partir du Nord-vrai et croissent dans le sens du mouvement des aiguilles d'une montre.

Les bornes d'après la société requérante sont en béton de 0,20 x 0,20 x 0,80 m. de dimension. Les titulaires n'exécuteront pas de travaux à moins de 5 mètres des bornes et repères.

ART. 4.

En vertu du décret du 16 janvier 1940, le concessionnaire sera tenu à supporter ultérieurement les frais de vérification éventuelle des limites intérieures des polygones.

C. — LIGGING VAN DE VEELHOEK TEN
AANZIEN VAN DERDEN

De veelhoek werd ingelascht in het cadastrale vak n^{os} 70 en 71/306.

De cadastrale Gauss-coördinaten werden berekend op « ellipsoïde Clarke 1880 » in de uurzone der middaglijn 28^e Oost.

De veelhoek is benaderend op 20 Km. Z.-ZO. van het Kaweze-punt gelegen.

D. — BEMERKINGEN.

De azimuths zijn uitgedrukt in graden en in centesimale minuten. Zij werden gemeten vanaf het werkelijk Noorden en stijgen in de richting van de beweging der wijzers van een uurwerk.

Volgens de aanvragende vennootschap, zijn de grenspalen uit beton, afmetingen : 0,20 x 0,20 x 0,80 m. De concessiehouders zullen geen werken uitvoeren op minder dan 5 meter van de grenspalen en richtpunten.

ART. 4.

Krachtens het decreet van 16 Januari 1940 wordt de concessiehouder ertoe gehouden later de kosten van de gebruikelijke verificatie der binnengrenzen van de veelhoeken te dragen.

ART. 5.

Le droit d'exploiter l'étain et le tantale est accordé à la société « Symétain » dans la concession dénommée « Momi Sud II » d'une superficie de 2.340 hectares 80 ares.

Ce droit est accordé jusqu'au 31 décembre 2010 à partir de la date du présent décret.

Les limites de la concession sont déterminées comme suit :

ART. 5.

Aan de vennootschap « Symétain » wordt het recht verleend tin en tantalium te winnen in de concessie genaamd « Momi Zuid II » groot 2.340 hectaren 80 aren.

Dit recht wordt, met ingang van de datum van dit decreet verleend tot op 31 December 2010.

De grenzen van de concessie zijn als volgt bepaald :

A. — DESCRIPTION DES LIMITES.

A. — BESCHRIJVING DER GRENZEN.

De la borne 1.	un alignement droit de	761m.57 az. 282gr.94	mène à la borne 2
Van grenspaal 1,	leidt een rechte rooi- lijn van	761m.57 az. 282gr.94	naar grenspaal 2
» 2,	»	856m.04 » 283gr.29	» 3
» 3,	»	731m.54 » 283gr.87	» 4
» 4,	»	730m.47 » 282gr.17	» 5
» 5,	»	791m.70 » 190gr.64	» 6
» 6,	»	798m.00 » 210gr.02	» 7
» 7,	»	743m.55 » 174gr.68	» 8
» 8,	»	877m.95 » 176gr.04	» 9
» 9,	»	786m.50 » 174gr.68	» 10
» 10,	»	890m.48 » 174gr.50	» 11
» 11,	»	822m.66 » 50gr.12	» 12
» 12,	»	949m.88 » 48gr.84	» 13
» 13,	»	888m.26 » 54gr.65	» 14
» 14,	»	518m.45 » 107gr.34	» 15
» 15,	»	542m.06 » 137gr.16	» 16
» 16,	»	633m.17 » 96gr.96	» 17
» 17,	»	693m.53 » 92gr.99	» 18
» 18,	»	819m.50 » 92gr.75	» 19
» 19,	»	812m.66 » 47gr.10	» 20
» 20,	»	686m.36 » 28gr.42	» 21
» 21,	»	695m.17 » 27gr.46	» 22
» 22,	»	1.055m.20 » 326gr.06	» 23
» 23,	»	1.026m.32 » 325gr.72	» 24
» 24,	»	987m.46 » 326gr.04	» 25
» 25,	»	1.045m.30 » 325gr.72	» 26
» 26,	»	713m.82 » 325gr.13	» 1

B. — SITUATION DES BORNES D'ANGLE.

B. — LIGGING VAN DE HOEKGRENSPALEN.

La borne 1 est située à 570m.55 az. 382gr.05 du confluent des rivières Mukungu et Muranu.

Grenspaal 1 is gelegen op 570m.55 az. 382gr.05 van de samenvloeiing van de Mukungu- en Murani-rivieren.

»	5	»	3.138m.15	»	294gr.47	»	»	»
»	6	»	3.190m.65	»	278gr.54	»	»	»
»	7	»	3.638m.00	»	266gr.17	»	»	»
»	11	»	5.237m.10	»	223gr.29	»	»	»
»	14	»	3.045m.70	»	199gr.15	»	»	»
»	15	»	3.154m.45	»	188gr.72	»	»	»
»	16	»	3.580m.00	»	181gr.67	»	»	»
»	17	»	3.751m.55	»	171gr.18	»	»	»
»	19	»	4.489m.40	»	150gr.60	»	»	»
»	20	»	4.518m.80	»	139gr.12	»	»	»
»	22	»	4.488m.00	»	119gr.50	»	»	»

C. — REMARQUE.

Les azimuts sont exprimés en grades et en minutes centésimales. Ils se mesurent à partir du Nord-vrai et croissent dans le sens du mouvement des aiguilles d'une montre.

ART. 6.

Le concessionnaire a le droit sous réserve des droits des tiers indigènes ou non-indigènes, et conformément aux lois, décrets et règlements sur la matière, d'exploiter les mines concédées.

ART. 7.

La concession s'étend au lit des ruisseaux et rivières. Le concessionnaire ne pourra toutefois sans l'autorisation préalable et par écrit du Gouverneur Général ou de son délégué, exécuter aucun travail d'exploitation dans le lit des rivières navigables ou flottables, ni sur les

C. — BEMERKING.

De azimuths zijn uitgedrukt in graden en in centesimale minuten. Zij worden gemeten vanaf het werkelijk Noorden en stijgen in de richting van de beweging der wijzers van een uurwerk.

ART. 6.

De concessiehouder heeft het recht, onder voorbehoud der rechten van derden, Inlanders of niet-Inlanders, en overeenkomstig de wetten, decreten en reglementen, ter zake, de mijnen te ontginnen waarvoor concessie wordt verleend.

ART. 7.

De concessie strekt zich uit tot de bedding der beken en rivieren. Zonder de voorafgaande en schriftelijke toelating van de Gouverneur-Generaal of diens afgevaardigde, mag de concessiehouder evenwel geen enkel ontginningswerk uitvoeren in de bedding der bevaarbare of

terrains qui les bordent, dans une bande d'une largeur de 10 mètres à compter de la ligne formée par le niveau le plus élevé qu'atteignent les eaux dans leurs crues périodiques.

L'autorisation déterminera les conditions auxquelles les travaux pourront être exécutés.

ART. 8.

L'exploitation a lieu aux risques et périls du concessionnaire. Il est notamment responsable du dommage que causeraient aux fonds riverains les travaux, même autorisés, qu'il exécuterait dans les rivières et ruisseaux.

Il paiera aux riverains, conformément à l'article 20 du décret du 30 juin 1913 (Code Civil, Livre II, Titre II) une redevance annuelle proportionnelle aux dommages qu'ils subissent dans l'exercice de leurs droits de riveraineté.

ART. 9.

Le Ministre des Colonies est chargé de l'exécution du présent décret.

Donné à Bruxelles, le 5 février 1948.

vlotbare rivieren noch op de aangrenzende gronden binnen een strook van 10 meter breedte, te rekenen van de lijn gevormd door de hoogste stand dien de wateren bij hun periodieke was bereiken.

De toelating bepaalt de voorwaarden waaronder de werken mogen worden uitgevoerd.

ART. 8.

De ontginning geschiedt op risico van de concessiehouder. Hij is namelijk verantwoordelijk voor de schade die de bij leek of rivier gelegen erven lijden door de werken welke hij, zelfs met toelating, uitvoert in de beken en rivieren.

Hij betaalt aan de eigenaars van de oever, overeenkomstig artikel 20 van het decreet van 30 Juni 1913 (Burgerlijk Wetboek, Boek II, Titel II), een jaarlijkse cijns naar evenredigheid van de schade die zij ondergaan bij de uitoefening van hun rechten als eigenaars van de oever.

ART. 9.

De Minister van Koloniën is belast met de uitvoering van dit decreet.

Gegeven te Brussel, den 5 Februari 1948.

CHARLES.

Par le Régent :
Le Ministre des Colonies,

Vanwege de Regent :
De Minister van Koloniën,

P. WIGNY.

Mines. — Approbation du permis d'exploitation n° 474 délivré par la Compagnie des Chemins de Fer du Congo Supérieur aux Grands Lacs Africains à la « Compagnie Minière Arema ».

CHARLES, PRINCE DE BELGIQUE.
RÉGENT DU ROYAUME,

A tous, présents et à venir, SALUT !

Vu la loi sur le Gouvernement du Congo Belge ;

Vu la convention du 4 janvier 1902 complétée par celle du 22 juin 1903, intervenue entre l'Etat Indépendant du Congo et la « Compagnie des Chemins de Fer du Congo Supérieur aux Grands Lacs Africains » ;

Vu le décret du 30 juin 1922, approuvant la convention du 9 novembre 1921, intervenue entre le Gouvernement de la Colonie et la Compagnie des Chemins de Fer du Congo Supérieur aux Grands Lacs Africains, et particulièrement son article 5 ;

Vu l'arrêté du 19 septembre 1942 accordant à la Compagnie Minière Arema le droit d'exploiter l'étain dans la concession dénommée « Kake » ;

Vu le décret du 24 septembre 1937, portant législation générale sur les mines, ainsi que les actes législatifs qui l'ont modifié ou complété,

Nous avons arrêté et arrêtons :

ARTICLE PREMIER.

L'article 2 de l'arrêté du 19 septembre 1942, accordant à la « Compagnie Minière Arema » le droit d'exploiter l'étain à l'intérieur du polygone dénommé « Kake » est abrogé.

Mijnen. — Toekenning van de mijnbouwvergunning n° 474, afgeleverd door de « Compagnie des Chemins de Fer du Congo Supérieur aux Grands Lacs Africains » aan de « Compagnie Minière Arema ».

KAREL, PRINS VAN BELGIË,
REGENT VAN HET KONINKRIJK,

Aan allen, tegenwoordigen en toekomstenden, HEIL !

Gelet op de wet op het Gouvernement van Belgisch-Congo ;

Gelet op de overeenkomst van 4 Januari 1902, aangevuld door deze van 22 Juni 1903, gesloten tussen de Onafhankelijke Congostaat en de « Compagnie des Chemins de Fer du Congo Supérieur aux Grands Lacs Africains » ;

Gelet op het decreet van 30 Juni 1922, tot goedkeuring van de overeenkomst d.d. 9 November 1921, gesloten tussen het Gouvernement van de Kolonie en de « Compagnie des Chemins de fer du Congo Supérieur aux Grands Lacs Africains », inzonderheid in artikel 5 ;

Gelet op het Besluit van 19 September 1942, waarbij aan de « Compagnie Minière Arema » het recht wordt verleend tin te ontginnen in de concessie genaamd « Kake » ;

Gelet op het decreet van 24 September 1937 houdende de algemene wetgeving op de mijnen, alsmede de wetgevende akten die het hebben gewijzigd of aangevuld,

Wij hebben besloten en Wij besluiten :

ARTIKEL ÉÉN.

Artikel 2 van het besluit d.d. 19 September 1942 waarbij aan de « Compagnie Minière Arema » het recht wordt verleend tin te ontginnen binnen de veelhoek genaamd « Kake » wordt afgeschaft.

ART. 2.

Est approuvé le permis d'exploitation délivré sous le numéro 474, à la Compagnie Minière Arema, par la Compagnie des Chemins de fer du Congo Supérieur aux Grands lacs Africains.

Ce permis confère à la société concessionnaire le droit d'exploiter, depuis la date de la publication du présent arrêté jusqu'au 31 décembre 2010, les gisements d'étain compris dans le polygone « Kake » couvrant une superficie de 406 hectares.

Les limites de cette concession sont déterminées comme suit :

ART. 2.

Wordt goedgekeurd de exploitatievergunning, afgeleverd onder nummer 474 aan de « Compagnie Minière Arema » door de « Compagnie des Chemins de fer du Congo Supérieur aux Grands Lacs Africains ».

Deze vergunning verleent aan de concessiehoudende vennootschap het recht, van de dag af der bekendmaking van dit besluit tot op 31 December 2010, de tinlagen te ontginnen, welke begrepen zijn in de veelhoek « Kake » en die een oppervlakte bedekken van 406 hectaren.

De grenzen van deze concessie zijn als volgt bepaald :

A. — DESCRIPTION DES LIMITES.

A. — BESCHRIJVING DER GRENZEN.

De la borne 1, un alignement droit de	937m.30 az. 99gr.99	mène à la borne 2
Van grenspaal 1, leidt een rechte rooijlijn van	937m.30 az. 99gr.99	naar grenspaal 2.
» 2, »	1.019m.20 » 100gr.39	» 3
» 3, »	998m.90 » 399gr.69	» 4
» 4, »	1.000m.80 » 399gr.10	» 5
» 5, »	1.021m.80 » 300gr.50	» 6
» 6, »	1.003m.10 » 299gr.74	» 7
» 7, »	995m.80 » 198gr.96	» 8
» 8, »	1.001m.80 » 199gr.30	» 1

B. — SITUATION DES BORNES D'ANGLE.

B. — LIGGING VAN DE HOEKGRENSPALEN.

La borne 1 est située à 1.199 m. 20 az. 224 gr. 45 du confluent des rivières Kake et Kambioto.

Grenspaal 1, is gelegen op 1.199 m. 20 az. 224 gr. 45 van de samenvloeiing van de Kake- en Kambioto-rivieren.

La borne 5, est située à 1.781 m. 60 az. 67 gr. 05 du confluent des rivières Kake et Kambioto.

Grenspaal 5, is gelegen op 1.781 m. 60 az. 67 gr. 05 van de samenvloeiing van de Kake- en Kambioto-rivieren.

C. — REMARQUE.

Les gisements sont exprimés en grades et en minutes centésimales. Ils se mesurent à partir du Nord vrai et croissent dans le sens du mouvement des aiguilles d'une montre.

D. — SITUATION DU POLYGONE.

Le polygone « Kake » est situé à environ 8 Km. au nord-ouest du signal géodésique Kasongo-Danda.

Coordonnées :

$$X = 107.972,52$$

$$Y = 157.363,82$$

ART. 3.

Le concessionnaire a le droit sous réserve des droits des tiers indigènes ou non-indigènes, et conformément aux lois, décrets et règlements sur la matière d'exploiter la mine concédée.

ART. 4.

La concession s'étend au lit des ruisseaux et rivières. Le concessionnaire ne pourra toutefois sans l'autorisation préalable et par écrit du Gouverneur Général ou de son délégué, exécuter aucun travail d'exploitation dans le lit des rivières navigables ou flottables ni sur les terrains qui les bordent, dans une bande de 10 mètres à compter de la ligne formée par le niveau le plus élevé qu'atteignent les eaux dans leurs crues périodiques.

L'autorisation déterminera les conditions auxquelles les travaux pourront être exécutés.

ART. 5.

L'exploitation a lieu aux risques et périls du concessionnaire. Il est notamment responsable du dommage que causeraient aux fonds riverains les travaux, même autorisés, qu'il exécuterait dans les rivières et ruisseaux.

C. — BEMERKING.

De azimuths zijn uitgedrukt in graden en in centesimale minuten. Zij worden gemeten vanaf het werkelijk Noorden en stijgen in de richting van de beweging der wijzers van een uurwerk.

D. — LIGGING VAN DE VEELHOEK.

De veelhoek « Kake » is gelegen op ongeveer 8 Km. ten Noord-Oosten van het geodesisch Kasongo-Danda signaal.

Coördonaten :

$$X = 107.972,52$$

$$Y = 157.363,82$$

ART. 3.

De concessiehouder heeft het recht, onder voorbehoud der rechten van derden, Inlanders of niet-Inlanders en overeenkomstig de wetten, decreten en reglementen, terzake, de mijnen te ontginnen waarvoor concessie wordt verleend.

ART. 4.

De concessie strekt zich uit tot de bedding der beken en rivieren. Zonder de voorafgaande en schriftelijke toelating van de Gouverneur-Generaal, of diens afgevaardigde, mag de concessiehouder evenwel geen enkel ontginningswerk uitvoeren in de bedding der bevaarbare en vlotbare rivieren noch op de aangrenzende gronden, binnen een strook van 10 meter breedte, te rekenen van de lijn gevormd door de hoogste stand dien de wateren bij hun periodieke was bereiken.

De toelating bepaalt de voorwaarden waaronder de werken mogen worden uitgevoerd.

ART. 5.

De ontginning geschiedt op risico van de concessiehouder. Hij is namelijk verantwoordelijk voor de schade die de bij beek of rivier gelegen erven lijden door de werken welke hij, zelfs met toelating, uitvoert in de beken en rivieren.

Il paiera aux riverains, conformément à l'article 20 du décret du 30 juin 1913 (Code Civil, Livre II, Titre II), une redevance annuelle proportionnée aux dommages qu'ils subissent dans l'exercice de leurs droits de riveraineté.

ART. 6.

Le Ministre des Colonies est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Donné à Bruxelles, le 9 février 1948.

Hij betaalt aan de eigenaars van de oever, overeenkomstig artikel 20 van het decreet van 30 Juni 1913 (Burgerlijk Wetboek, Boek II, Titel II), een jaarlijkse cijns naar evenredigheid van de schade die zij ondergaan bij de uitoefening van hun recht als eigenaars van de oever.

ART. 6.

De Minister van Koloniën is belast met de uitvoering van dit besluit.

Gegeven te Brussel, den 9 Februari 1948.

CHARLES.

Par le Régent :
Pour le Ministre des Colonies,
en mission :
Le Ministre de la Justice,

Vanwege de Regent :
Voor de Minister van Koloniën,
op zending :
De Minister van Justitie,

P. STRUYE.

Bulletin Officiel

DU

CONGO BELGE**Ambtelijk Blad**

VAN

BELGISCH-CONGO**2^e PARTIE****2^e DEEL****SOMMAIRE**

Dates.	Pages.
13 octobre 1947. — A. R. — Terres. — Cession gratuite par le Gouvernement du Congo Belge à la « Mission des Révérends Pères Rédemptoristes », d'un terrain de 50 ares, sis à Luozi. — Convention du 3 septembre 1947. — Approbation . .	132
12 janvier 1948. — D. — Terres. — Terrain de Kikobo, concédé à la « Société Industrielle d'Exploitations Forestières au Congo ». — Modification des conditions de mise en valeur. — Convention du 23 octobre 1947. — Approbation	133
12 janvier 1948. — D. — Terres. — Location à la « Compagnie Cotonnière Congolaise (Cotonco) », de deux terrains d'une superficie respective de 4 Ha. et 3 Ha., 60 a., sis à Lusambo (rive gauche), et à Mulundu. — Conventions des 7 et 10 mai 1947. — Approbation	135
23 janvier 1948. — A. R. — Chutes d'eau. — Concession par le Ruanda-Urundi à la « Friends Africa Gospel Mission », des chutes d'eau de la rivière Kwisumo. — Convention du 12 janvier 1948. — Approbation.	139

INHOUD

Dagtekeningen.	Bladz.
13 October 1947. — B. R. — Gronden. — Kosteloze afstand door het Gouvernement van Belgisch-Congo aan de « Mission des Révérends Pères Rédemptoristes », van een grond van 50 aren, gelegen te Luozi. — Overeenkomst van 3 September 1947. — Goedkeuring . .	132
12 Januari 1948. — D. — Gronden. — Grond te Kikobo in concessie gegeven aan de « Société Industrielle d'Exploitations Forestières au Congo ». — Wijziging van de voorwaarden betreffende het productiefmaken. — Overeenkomst van 23 October 1947. — Goedkeuring	133
12 Januari 1948. — D. — Gronden. — Verpachting aan de « Compagnie Cotonnière Congolaise (Cotonco) », van twee gronden, 4 Ha. en 3 Ha., 60 a. groot, te Lusambo (linker oever), en te Mulundu. — Overeenkomsten van 7 en 10 Mei 1947. — Goedkeuring	135
23 Januari 1948. — B.R. — Watervallen. — Concessie door Ruanda-Urundi aan de « Friends Africa Gospel Mission », van de watervallen op de Kwisumo-rivier. — Overeenkomst van 12 Januari 1948. — Goedkeuring	139

Dates.	Pages.	Dagtekeningen.	Bladz.
20 février 1948. — A. R. — Conventions entre la Colonie et la société « Sogelec », sous les dates du 19 juin 1931 et du 1 ^{er} juillet 1936, concernant la concession de la distribution de l'énergie électrique à Elisabethville et à Jadotville. — Annulation et remplacement .	141	20 Februari 1948. — B. R. — Overeenkomsten gesloten op 19 Juli 1931 en 1 Juli 1936 tussen de Kolonie en de vennootschap « Sogelec », betreffende de toestemming voor de verdeling van electriciteit te Elisabethstad en te Jadotstad. — Afschaffing en vervanging . . .	141
20 février 1948. — A. R. — Convention du 3 août 1939, conclue entre la Colonie et la « Société Immobilière au Kivu », pour la concession des distributions d'eau et d'électricité à Stanleyville. — Annulation et remplacement . . .	153	20 Februari 1948. — B. R. — Overeenkomst van 3 Augustus 1939,, gesloten tussen de Kolonie en de « Société Immobilière au Kivu », betreffende de toestemming voor de verdeling van water en electriciteit te Stanleystad. — Afschaffing en vervanging	153
20 février 1948. — A. R. — Terres. — Cession gratuite à la « Congo Inland Mission », d'un terrain de 25 Ha., sis à Kasongo-Lunda. — Convention du 14 janvier 1948. — Approbation.	169	20 Februari 1948. — B. R. — Gronden. — Kosteloze afstand aan de « Congo Inland Mission » van een grond van 25 Ha., te Kasongo-Lunda. — Overeenkomst van 14 Januari 1948. — Goedkeuring	169
20 février 1948. — A. R. — Terres. — Cession gratuite à l'« American Presbyterian Congo Mission », d'un terrain de 40 ares, sis dans le centre extra-coutumier de Luluabourg. — Convention du 13 janvier 1948. — Approbation	171	20 Februari 1948. — B. R. — Gronden. — Kosteloze afstand aan de « American Presbyterian Congo Mission », van een grond van 40 a., in het buitengewoonterechteliijk centrum te Luluaburg. — Overeenkomst van 13 Januari 1948. — Goedkeuring	171
20 février 1948. — A. R. — Terres. — Cession gratuite à la « Mission Evangélique de l'Ubangi », d'un terrain de 15 Ha., sis à Bogbale. — Convention du 22 janvier 1948. — Approbation	173	20 Februari 1948. — B. R. — Gronden. — Kosteloze afstand aan de « Mission Evangélique de l'Ubangi » van een grond van 15 Ha., te Bogbale. — Overeenkomst van 22 Januari 1948. — Goedkeuring	173
20 février 1948. — A. R. — Cession gratuite à la « Mission des Pères Scheutistes », d'un terrain de 100 Ha., sis à Tshibemba. — Convention du 15 janvier 1948. — Approbation . .	175	20 Februari 1948. — B. R. — Gronden. — Kosteloze afstand aan de « Mission des Pères Scheutistes » van een grond van 100 Ha., te Tshibemba. — Overeenkomst van 15 Januari 1948. — Goedkeuring . . .	175
20 février 1948. — A. R. — Terres. — Cession gratuite à la « Congrégation des Chanoinesses Missionnaires Belges de Saint-Augustin », d'un terrain de		20 Februari 1948. — B. R. — Gronden. — Kosteloze afstand aan de « Congrégation des Chanoinesses Missionnaires Belges de Saint-Augustin », van	

Dates.	Pages.	Dagtekeningen.	Bladz.
—	—	—	—
3 Ha., 40 a., sis à Léopoldville-Est. — Convention du 21 janvier 1948. — Approbation	177	een grond van 3 Ha., 40 a., te Leopoldstad-Oost. — Overeenkomst van 21 Januari 1948. — Goedkeuring	177
4 mars 1948. — A. R. — Chutes d'eau. — Concession par le Ruanda-Urundi de chutes d'eau à la « Friends Africa Gospel Mission ». — Convention du 17 février 1948. — Approbation	179	4 Maart 1948. — B. R. — Watervallen. — Concessie door Ruanda-Urundi aan de « Friends Africa Gospel Mission ». — Overeenkomst van 17 Februari 1948. — Goedkeuring	179

Terres. — Cession gratuite par le Gouvernement du Congo Belge à la « Mission des Révérends Pères Rédemptoristes », d'un terrain de 50 ares, sis à Luozi. — Convention du 3 septembre 1947. — Approbation.

CHARLES, PRINCE DE BELGIQUE,
RÉGENT DU ROYAUME,

A tous, présents et à venir, SALUT.

Sur la proposition du Ministre des Colonies,

Nous avons arrêté et arrêtons :

ARTICLE PREMIER.

La convention dont la teneur suit est approuvée :

La Colonie du Congo Belge représentée par le Gouverneur Général, cède gratuitement en toute propriété à la « MISSION DES REVERENDS PERES REDEMPTORISTES » personnalité civile reconnue par décret du 10 octobre 1900 (*B. O.* 1900, page 182), représentée par Son Excellence Monseigneur VANDENBOSCH, Alphonse, Vicaire Apostolique résidant à MATADI, agréé en qualité de Représentant Légal par Ordonnance en date du 21 août 1939 (*B. A.* 1939, n° 16, page 651), ci-après dénommée la « MISSION » qui accepte aux conditions générales du décret du 24 janvier 1943 modifié par celui du 2 juin 1945 et aux conditions spéciales qui suivent, un terrain destiné à l'érection d'une chapelle, d'une habitation et de ses dépendances habituelles, situé à Luozi, Territoire des Manianga, d'une superficie de cinquante ares (50 a-), dont les limites sont représentées par un liseré rouge au croquis approximatif figuré ci-après à l'échelle de 1 à 5.000.

La nature ainsi que les limites du terrain sont parfaitement connues de la Mission.

CONDITIONS SPECIALES.

ARTICLE PREMIER. — Le présent contrat est conclu sous réserve de son approbation par arrêté royal.

ART. 2. — Seront considérées comme mises en valeur :

a) les terres qui seront couvertes, sur un dixième au moins de leur surface par des constructions.

ART. 3. — L'inexécution des conditions prévues à l'article 5 — premier et deuxième alinéas — du décret du 24 janvier 1943, sera constatée par procès-verbal du délégué du Gouverneur de Province.

Gronden. — Kosteloze afstand door het Gouvernement van Belgisch-Congo aan de « Mission des Révérends Pères Rédemptoristes » van een grond van 50 a., gelegen te Luozi. — Overeenkomst van 3 September 1947. — Goedkeuring.

KAREL, PRINS VAN BELGIË,
REGENT VAN HET KONINKRIJK.

Aan allen, tegenwoordigen en toekomstenden, HEIL.

Op de voordracht van de Minister van Koloniën,

Wij hebben besloten en Wij besluiten :

ARTIKEL ÉÉN.

De overeenkomst waarvan de tekst volgt wordt goedgekeurd :

La Mission s'engage, dès ores, à remplir dans le cas de déchéance, les formalités prévues par la législation sur le régime foncier du Congo Belge, en vue de l'enregistrement des terres au nom de la Colonie.

ART. 4. — Sauf pour les cas prévus à l'article 5 — premier et deuxième alinéas — du décret du 24 janvier 1943, modifié par celui du 2 juin 1945, l'inexécution des conditions générales de ce décret ainsi que l'inexécution des conditions spéciales reprises ci-dessus, feront s'opérer d'office la résolution du présent contrat si après sommation faite par lettre recommandée, la Mission ne satisfait pas aux dites obligations dans un délai de trois mois à dater de la réception de la lettre recommandée.

Ainsi fait à Léopoldville, en double expédition, le trois septembre mil neuf cent quarante-sept.

ART. 2.

Le Ministre des Colonies est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Donné à Bruxelles, le 13 octobre 1947.

ART. 2.

De Minister van Koloniën is belast met de uitvoering van dit besluit.

Gegeven te Brussel, den 13 October 1947.

CHARLES.

Par le Régent :
Le Ministre des Colonies,

Vanwege de Regent :
De Minister van Koloniën,

P. WIGNY.

Rapport du Conseil Colonial sur un projet de décret approuvant la modification des conditions de mise en valeur d'un terrain concédé à la « Société Industrielle d'Exploitations Forestières au Congo » et sis à Kikobo (District du Kwango).

Ce projet de décret a été examiné par le Conseil Colonial en séance du 19 décembre 1947.

Il n'a donné lieu à aucune observation et a été approuvé à l'unanimité des membres présents.

Bruxelles, le 9 janvier 1948.

Le Conseiller-Rapporteur,

L'Auditeur,

Verslag van de Koloniale Raad over een ontwerp van decreet tot goedkeuring van de wijziging van de voorwaarden voor het productief maken van een grond in concessie gegeven aan de « Société Industrielle d'Exploitations Forestières au Congo » en gelegen te Kikobo (Kwango-District).

Dit ontwerp van decreet werd door de Koloniale Raad in de vergadering van 19 December 1947 onderzocht.

Het heeft geen aanleiding gegeven tot enige op- of aanmerking en is eenparig door de tegenwoordige leden goedgekeurd geworden.

Brussel, 9 Januari 1948.

Het Raadslid-Verslaggever,

De Auditeur,

DE CLEENE.

M. VAN HECKE.

Terres. — Terrain de Kikobo concédé à la « Société Industrielle d'Exploitations Forestières au Congo ». — Modification des conditions de mise en valeur. — Convention du 23 octobre 1947. — Approbation.

CHARLES, PRINCE DE BELGIQUE,
RÉGENT DU ROYAUME,

A tous, présents et à venir, SALUT.

Vu l'avis émis par le Conseil Colonial en sa séance du 19 décembre 1947;

Sur la proposition du Ministre des Colonies,

Nous avons décrété et décrétons :

ARTICLE PREMIER.

La convention dont la teneur suit est approuvée :

Entre la Colonie, représentée par M. P. WIGNY, Ministre des Colonies, d'une part,

et

la SOCIÉTÉ INDUSTRIELLE D'EXPLOITATIONS FORESTIÈRES AU CONGO (SIEFAC), société congolaise par actions à responsabilité limitée, représentée par M. Jules VAN LANCKER, Administrateur-délégué, d'autre part,

Il a été convenu ce qui suit sous réserve d'approbation par le Pouvoir Législatif de la Colonie :

ARTICLE UNIQUE. — Le 3^o du 3 des conditions spéciales de la convention du 19 avril 1946, approuvée par un décret du 13 janvier 1947, est abrogé et remplacé par la disposition suivante :

« sur lesquelles il aura été fait des plantations d'élaïs ou d'aleurites à raison d'au moins cent arbres par hectare ».

Fait à Bruxelles, en double exemplaire, le 23 octobre 1947.

Gronden. — Grond te Kikobo in concessie gegeven aan de « Société Industrielle d'Exploitations Forestières au Congo ». — Wijziging van de voorwaarden betreffende het productief maken. — Overeenkomst van 23 October 1947. — Goedkeuring.

KAREL, PRINS VAN BELGIË,
REGENT VAN HET KONINKRIJK,

Aan allen, tegenwoordigen en toekomstenden, HEIL.

Gezien het advies door de Koloniale Raad uitgebracht in diens vergadering van 19 December 1947;

Op de voordracht van de Minister van Koloniën,

Wij hebben gedecreteerd en Wij decreteren :

ARTIKEL ÉÉN.

De overeenkomst waarvan de tekst volgt wordt goedgekeurd :

ART. 2.

Le Ministre des Colonies est chargé de l'exécution du présent décret.

Donné à Bruxelles, le 12 janvier 1948.

ART. 2.

De Minister van Koloniën is belast met de uitvoering van dit decreet.

Gegeven te Brussel, den 12 Januari 1948.

CHARLES.

Par le Régent :

Le Ministre des Colonies,

Vanwege de Regent :

De Minister van Koloniën,

P. WIGNY.

Rapport du Conseil Colonial sur un projet de décret approuvant la location à la « Compagnie Cotonnière Congolaise (Cotonco) », de deux terrains d'une superficie respective de 4 Hectares et de 3 Hectares, 60 ares et sis à Lusambo (Rive gauche) et à Mulundu (Tshipama) (Province du Kasai).

Verslag van de Koloniale Raad over een ontwerp van decreet tot goedkeuring van de verpachting aan de « Compagnie Cotonnière Congolaise (Cotonco) », van twee gronden, onderscheidenlijk 4 Hectaren en 3 Hectaren 60 aren groot, en gelegen te Lusambo (Linkeroever) en te Mulundu (Tshipama) (Kasai-provincie).

Ce projet de décret a été examiné par le Conseil Colonial en séance du 19 décembre 1947.

Il n'a donné lieu à aucune observation et a été approuvé à l'unanimité des membres présents.

Bruxelles, le 9 janvier 1948.

Le Conseiller-Rapporteur,

Dit ontwerp van decreet werd door de Koloniale Raad in de vergadering van 19 December 1947 onderzocht.

Het heeft geen aanleiding gegeven tot enige op- of aanmerking en is eenparig door de tegenwoordige leden goedgekeurd geworden.

Brussel, 9 Januari 1948.

Het Raadslid-Verslaggever,

DE CLEENE.

L'Auditeur,

De Auditeur,

M. VAN HECKE.

Terres. — Location à la « Compagnie Cotonnière Congolaise (Cotonco) » de deux terrains d'une superficie respective de 4 Ha. et de 3 Ha., 60 a., sis à Lusambo (rive gauche) et à Mulundu. — Conventions du 7 et du 10 mai 1947. — Approbation.

CHARLES, PRINCE DE BELGIQUE,
RÉGENT DU ROYAUME,

A tous, présents et à venir, SALUT.

Vu l'avis émis par le Conseil Colonial en sa séance du 19 décembre 1947;

Nous avons décrété et décrétons :

ARTICLE PREMIER.

Les conventions dont la teneur suit sont approuvées :

Gronden. — Verpachting aan de « Compagnie Cotonnière Congolaise (Cotonco) », van twee gronden 4 Ha. en 3 Ha., 60 a. groot, te Lusambo (linkeroever) en te Mulundu. — Overeenkomsten van 7 en 10 Mei 1947. — Goedkeuring.

KAREL, PRINS VAN BELGIË,
REGENT VAN HET KONINKRIJK,

Aan allen, tegenwoordigen en toekomstenden, HEIL.

Gezien het advies door de Koloniale Raad uitgebracht in diens vergadering van 19 December 1947;

Wij hebben gedecreteerd en Wij decreteren :

ARTIKEL ÉÉN.

De overeenkomsten waarvan de tekst volgt worden goedgekeurd :

I.

La Colonie du Congo Belge, représentée par le Gouverneur de la Province de Lusambo; agissant en vertu des dispositions de l'arrêté du 25 février 1943, accorde en location pour un terme de cinq ans à la COMPAGNIE COTONNIERE CONGOLAISE « COTONCO », société congolaise à responsabilité limitée ayant son siège social à Bruxelles, et dont les statuts ont été publiés au *Bulletin Officiel* de 1920, page 400, représentée par son Directeur, M. Baltus Henri, résidant à Lusambo; agissant en vertu d'une délégation de pouvoirs publiée au *Bulletin Administratif* de 1939, n° 16, qui accepte, aux conditions générales de l'arrêté précité, de l'arrêté n° 121/TF. du 20 mars 1945 et de l'ordonnance n° 476bis/A.I. M.O. du 8 décembre 1940 et aux conditions spéciales qui suivent, un terrain destiné à l'établissement d'un camp de travailleurs, situé à Lusambo (rive gauche) d'une superficie de quatre hectares, représenté par un liseré jaune conformément au croquis approximatif figuré ci-après à l'échelle de 1 à 5.000.

La nature ainsi que les limites du terrain sont parfaitement connues du locataire.

CONDITIONS SPECIALES.

1° Le loyer annuel du terrain est fixé à la somme de mille deux cent quatre-vingts francs (1.280 francs) payable ainsi qu'il est dit à l'article 19 de l'arrêté précité chez le Receveur des Impôts à Lusambo, sans qu'il soit besoin d'aucun avertissement de la part de la Colonie.

2° La location prend cours à la date du premier juillet mil neuf cent quarante-six.

3° Les constructions à ériger sur le terrain seront au moins en pisé et entretenues dans un parfait état de propreté; elles ne pourront comprendre que les habitations et les dépendances nécessaires au logement des travailleurs et de leurs familles.

4° En cas de mise en valeur complète, au moyen de constructions en matériaux durables établies conformément à l'ordonnance n° 476bis/A.I.M.O. du 8 décembre 1940, la vente du terrain pourra être consentie aux prix résultant de l'arrêté n° 121/TF. du 20 mars 1945, soit quatre mille francs l'hectare ou fraction d'hectare.

5° Les agents et fonctionnaires de la Colonie appelés par des nécessités de service à exercer leurs fonctions dans les limites du camp de travailleurs auront à tous moments libre accès au terrain, objet du présent contrat et aux constructions qu'il supporte, sans qu'il soit besoin de recourir à l'autorisation du locataire.

6° La jouissance du locataire cessera de plein droit à l'expiration du terme de bail indiqué ci-dessus, sans qu'il soit besoin de signification de congé, les parties renonçant toutes deux au bénéfice de la tacite reconduction.

7° L'inexécution des conditions générales de l'arrêté du 25 février 1943, de l'ordonnance n° 476bis du 8 décembre 1940 ainsi que l'inexécution des conditions spéciales reprises ci-dessus, feront s'opérer d'office la résiliation du présent contrat si, après sommation faite par lettre recommandée, le locataire ne satisfait pas aux dites obligations endéans un délai de quinze jours à dater de la réception de la lettre recommandée.

8° Le présent contrat est conclu sous réserve d'approbation par décret.

Ainsi fait, à Lusambo, en double expédition, le sept mai mil neuf cent quarante-sept.

II.

La Colonie du Congo Belge, représentée par le Gouverneur de la Province de Lusambo, agissant en vertu des dispositions de l'arrêté du 25 février 1943, accorde en location pour un terme de cinq ans, à la Compagnie Cotonnière Congolaise « Cotonco » société congolaise à responsabilité limitée ayant son siège social à Bruxelles, et dont les statuts ont été publiés au *Bulletin Officiel* de 1920, page 400, représentée par son Directeur, M. Marquet Lucien, résidant à Kabinda, agissant en vertu d'une délégation de pouvoirs publiée au *Bulletin Administratif* de 1937, page 445, qui accepte aux conditions de l'arrêté du 25 février 1943 de l'arrêté n° 121/TF. du 20 mars 1945 et aux conditions spéciales qui suivent un terrain destiné à un usage industriel (Usine d'égrenage de coton), situé à Mulundu (Tshipama), d'une superficie de trois hectares, soixante ares dont les limites sont représentées par un liseré jaune au croquis approximatif figuré ci-après à l'échelle de 1 à 4.000.

La nature ainsi que les limites du terrain sont parfaitement connues du locataire.

CONDITIONS SPECIALES.

1° Le loyer annuel du terrain est fixé à la somme de quatre mille trois cent vingt francs (4.320 francs), payable ainsi qu'il est dit à l'article 19 de l'arrêté du 25 février 1943, chez le Receveur des Impôts à Lusambo, sans qu'il soit besoin d'aucun avertissement de la part de la Colonie.

2° La location prend cours à la date du premier novembre dix-neuf cent quarante six.

3° Le locataire s'engage à construire sur le terrain loué les bâtiments nécessaires à son industrie; les locaux réservés à l'habitation et à usage privé devront être nettement distincts des susdits bâtiments.

4° Les constructions à ériger sur le terrain loué devront être conformes aux prescriptions de l'Autorité compétente qui sera seule juge pour apprécier si ces obligations sont remplies.

5° En cas de mise en valeur complète conforme à l'usage prévu au moyen des constructions en matériaux durables, la vente du terrain pourra être consentie au prix de cinquante-quatre mille francs congolais (54.000 francs).

Le locataire devra introduire la demande d'achat au minimum trois mois avant l'expiration du présent contrat de location.

6° La jouissance du locataire cessera de plein droit à l'expiration du terme du bail indiqué ci-dessus, sans qu'il soit besoin de signification de congé, les parties renonçant toutes deux au bénéfice de la tacite reconduction.

7° L'inexécution des conditions générales de l'arrêté du 25 février 1943, ainsi que l'inexécution des conditions spéciales reprises ci-dessus, feront s'opérer d'office la résiliation du présent contrat si, après sommation faite par lettre recommandée, le locataire ne satisfait pas aux dites obligations dans un délai de quinze jours à dater de la réception de la lettre recommandée.

8° Le présent contrat est conclu sous réserve d'approbation par décret.

Ainsi fait à Lusambo, en double expédition, le dix mai mil neuf cent quarante-sept.

ART. 2.

Le Ministre des Colonies est chargé de l'exécution du présent décret.

Donné à Bruxelles, le 12 janvier 1948.

ART. 2.

De Minister van Koloniën is belast met de uitvoering van dit decreet.

Gegeven te Brussel, den 12 Januari 1948.

CHARLES.

Par le Régent :
Le Ministre des Colonies,

Vanwege de Regent :
De Minister van Koloniën,

P. WIGNY.

Chutes d'eau. — Concession par le Ruanda-Urundi à la « Friends Africa Gospel Mission », des chutes d'eau de la rivière Kwisumo. — Convention du 12 janvier 1948. — Approbation.

CHARLES, PRINCE DE BELGIQUE,
RÉGENT DU ROYAUME,

A tous, présents et à venir, SALUT.

Sur la proposition du Ministre des Colonies,

Nous avons arrêté et arrêtons :

ARTICLE PREMIER.

La convention dont la teneur suit est approuvée :

Entre le Gouvernement du Territoire du Ruanda-Urundi, représenté par M. WIGNY, Ministre des Colonies, d'une part, et la « FRIENDS AFRICA GOSPEL MISSION », dont la personnalité civile a été accordée par Arrêté Royal, du 2 juin 1936 et dont le siège est à Kivimba (Urundi) représentée par le Révérend Clayton S. Brown, représentant légal, résidant à Kivimba (B. A. C. B., 1942, p. 1991) d'autre part,

Il a été convenu ce qui suit, sous réserve d'approbation par Arrêté Royal :

ARTICLE PREMIER. — Le Gouvernement du Territoire du Ruanda-Urundi, concède à la « Friends Africa Gospel Mission » aux conditions stipulées ci-après, le droit de capter jusqu'au 31 décembre deux mil quarante-cinq, 10 (dix) chevaux vapeur à la rivière KWISUMO à l'emplacement indiqué au plan ci-joint.

ART. 2. — Le Gouvernement du Territoire du Ruanda-Urundi reconnaît à la concessionnaire le droit d'occuper jusqu'à l'expiration de la présente convention :

- a) les terrains nécessaires à l'installation de la turbine, y compris le cas échéant, les canaux et les bassins de captage, ainsi que la conduite forcée et le canal de fuite;

Les attributions de terrains auront lieu dans les limites et aux conditions du décret du 24 janvier 1943.

- b) le droit de construire des lignes aériennes pour le transport de l'énergie électrique, mais uniquement à l'intérieur des terrains dont elle obtiendra la concession du Gouvernement du Territoire du Ruanda-Urundi;

Les arbres du domaine qui constitueraient un obstacle à l'établissement et à la conservation des lignes aériennes pourront être enlevés, mais resteront la propriété du Gouvernement du Ruanda-Urundi.

L'abatage des arbres se fera conformément aux dispositions prévues pour l'exploitation de coupes de bois.

Watervallen. — Concessie door Ruanda-Urundi aan de « Friends Africa Gospel Mission », van de watervallen op de Kwisumo-rivier. — Overeenkomst van 12 Januari 1948. — Goedkeuring.

KAREL, PRINS VAN BELGIË,
REGENT VAN HET KONINKRIJK,

Aan allen, tegenwoordigen en toekomstenden, HEIL.

Op de voordracht van de Minister van Koloniën,

Wij hebben besloten en Wij besluiten :

ARTIKEL ÉÉN.

De overeenkomst waarvan de tekst volgt wordt goedgekeurd :

ART. 3. — La prise d'eau se fera à l'endroit représenté au plan annexé à la présente convention.

Toutes modifications apportées ultérieurement à cette disposition devront, au préalable, être approuvées par le Gouverneur du Ruanda-Urundi.

Le programme des travaux sera achevé dans les deux ans de la signature de la présente convention.

Ces délais devront être observés sous peine de déchéance, à moins de prolongations qui seraient accordées par le Gouverneur du Ruanda-Urundi, pour motif de force majeure.

ART. 4. — La construction et le fonctionnement de l'installation hydro-électrique ne peuvent priver les riverains de l'eau indispensable aux services publics ou à l'usage domestique.

Les eaux utilisées feront retour à la rivière et ne pourront être corrompues.

ART. 5. — La concession est accordée pour la production de l'électricité nécessaire aux besoins de la Mission.

ART. 6. — Sous peine de déchéance la concessionnaire maintiendra ses installations en bon état d'entretien et en activité pour autant que ses besoins l'exigent.

ART. 7. — Si par ses installations ou par son fait, la concessionnaire, occasionne des inondations, elle sera tenue de payer en cas de dommage une indemnité à fixer selon le mode et la procédure prévus à l'article II, sans préjudice de celles qui seraient dues à des tiers.

ART. 8. — Si l'utilisation de la force hydro-électrique installée est entravée par l'effet direct de travaux d'utilité publique, la concessionnaire aura droit à une juste indemnité à fixer selon la procédure prévue à l'article II.

ART. 9. — A l'expiration de la concession ou en cas de déchéance, le Gouvernement du Ruanda-Urundi sera subrogé à tous les droits de la concessionnaire et entrera en possession de toutes les installations hydro-électriques ainsi que des bâtiments dans lesquels elles se situent ainsi que des terrains occupés, sans qu'elle ait droit à aucune indemnité.

Toutefois, si la concessionnaire avait effectué durant les cinq dernières années des travaux d'aménagement reconnus nécessaires par le Gouvernement du Ruanda-Urundi elle aurait droit au remboursement des frais non normalement amortis de ces travaux.

ART. 10. — La cession totale ou partielle de la concession ainsi que la vente ou la fourniture gratuite du courant électrique à des tiers devront être préalablement autorisées par le Gouvernement du Ruanda-Urundi et selon les modalités qu'il déterminera.

ART. 11. — Les contestations qui pourraient s'élever au sujet de l'interprétation des clauses de la présente convention seront tranchées par la Commission d'arbitres siégeant à Usumbura.

En cas d'arbitrage, chacune des parties désignera un arbitre et le Président du Tribunal de Première Instance du Ruanda-Urundi en désignera un troisième.

Les arbitres sont dispensés des délais et forme établis pour les Tribunaux. Ils statueront dans les termes du droit.

Fait à Bruxelles, en double exemplaire, le 12 janvier 1948.

ART. 2.

Le Ministre des Colonies est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Donné à Bruxelles, le 23 janvier 1948.

ART. 2.

De Minister van Koloniën is belast met de uitvoering van dit besluit.

Gegeven te Brussel, den 23 Januari 1948.

CHARLES.

Par le Régent :
Le Ministre des Colonies,

Vanwege de Regent :
De Minister van Koloniën,

P. WIGNY.

Conventions entre la Colonie et la société « Sogelec » sous les dates du 19 juin 1931 et du 1^{er} juillet 1936, concernant la concession de la distribution de l'énergie électrique à Elisabethville et à Jadotville. — Annulation et remplacement.

Overeenkomsten gesloten op 19 Juni 1931 en 1 Juli 1936 tussen de Kolonie en de vennootschap « Sogelec », betreffende de toestemming voor de verdeling van electriciteit te Elisabethstad en Jadotstad. — Afschaffing en vervanging.

CHARLES, PRINCE DE BELGIQUE,
RÉGENT DU ROYAUME,

A tous, présents et à venir, SALUT.

Sur la proposition du Ministre des Colonies ;

Nous avons arrêté et arrêtons :

ARTICLE PREMIER.

La convention dont la teneur suit est approuvée :

KAREL, PRINS VAN BELGIË,
REGENT VAN HET KONINKRIJK,

Aan allen, tegenwoordigen en toekomstenden, HEIL.

Op de voordracht van de Minister van Koloniën,

Wij hebben besloten en Wij besluiten :

ARTIKEL ÉÉN.

De overeenkomst waarvan de tekst volgt, wordt goedgekeurd :

Entre le GOUVERNEMENT DE LA COLONIE, représenté par M. Pierre WIGNY, Ministre des Colonies, de première part,

et

LA SOCIÉTÉ GÉNÉRALE AFRICAINE D'ÉLECTRICITÉ (SOGEELEC), Société congolaise à responsabilité limitée, ayant son siège social à Elisabethville, représentée par MM. Robert BETTE, Président et Administrateur-Délégué et Victor DOOMS, Administrateur, d'autre part.

Il a été convenu ce qui suit, sous réserve d'approbation par arrêté royal.

ARTICLE PREMIER. — Sont annulées et remplacées par les présentes dispositions les conventions intervenues entre le Gouvernement de la Colonie et la Société SOGEELEC, relativement à la concession de la distribution de l'énergie électrique à Elisabethville et à Jadotville sous les dates du 19 juin 1931 (arrêté Royal du 23 septembre 1931, *B. O.*, p. 627), 1^{er} juillet 1936 (arrêté Royal du 29 octobre 1936, *B. O.* 1937, page 67).

Sont de même annulées les conventions qui sont à l'origine des accords pré-rappelés, à savoir :

1^o Convention entre LA COLONIE et LE CONSORTIUM COMINIÈRE-MERCANTILE DESMEDT du 31 mars 1923 (arrêté Royal du 20 avril 1923, *B. O.*, p. 498), modifié par arrêté Royal du 22 février 1930 (*B. O.*, p. 195) relative à la concession d'Elisabethville.

2^o Convention entre LA COLONIE et LA SOCIÉTÉ COLONIALE D'ÉLECTRICITÉ (COLECTRIC) du 8 février 1928 (arrêté Royal du 21 février 1928, *B. O.*, p. 1234), modifiée par arrêté Royal du 22 février 1930 (*B. O.*, p. 199), relative à la concession de Panda Likasi (Jadotville).

ART. 2. — La Colonie concède à la Société SOGEELEC le droit exclusif d'installer dans les circonscriptions urbaines d'Elisabethville et de Jadotville au-dessus et en-dessous de la voirie publique, des poteaux, potences, fils, câbles et autres appareils affectés au transport, à la transformation, à la distribution et à l'emploi de l'énergie électrique.

Cette concession est accordée en vue de l'éclairage public et privé de la distribution d'énergie pour applications domestiques, de la distribution du chauffage et de la force motrice et de toutes applications industrielles autres que la traction, la télégraphie et la téléphonie.

Cette concession est accordée jusqu'au 30 septembre 1966.

ART. 3. — La Colonie s'engage à ne pas reconnaître à d'autres les mêmes droits avant l'expiration de la concession décrite à l'article 2.

Elle se réserve néanmoins le droit d'autoriser à titre précaire toute entreprise produisant l'électricité par ses propres moyens, à se servir de la voirie publique pour la distribution de cette énergie aux installations, aux locaux et bâtiments faisant partie de l'entreprise, à l'exclusion cependant des habitations du personnel ou des ouvriers et des magasins de vente.

Pareille autorisation ne peut être accordée à des sociétés ou à des associations de patrons, d'ouvriers ou de particuliers qui voudraient distribuer l'énergie électrique à leurs actionnaires ou à leurs membres.

ART. 4. — La Société prend à sa charge exclusive, le placement, l'entretien et le renouvellement de toutes les installations nécessaires à la distribution de l'énergie électrique.

Elle s'engage à assurer de façon continue et sans interruption la distribution du courant dans les zones et les réseaux qu'elle dessert, sauf cas fortuit ou de force majeure.

ART. 5. — La Colonie mettra gratuitement à la disposition de la Société pendant la durée de la concession, soit le terrain pour l'établissement des cabines de transformation, soit même, si possible, des bâtiments existants et utilisables pour l'installation des appareils de transformation.

Toutes charges quelconques d'entretien des locaux occupés par cette installation, seront supportées par la Société.

ART. 6. — Sous peine de déchéance de la concession, la Société ne pourra ni aliéner, ni hypothéquer tout ou partie de ses installations, sans autorisation préalable du Ministre des Colonies.

ART. 7. — La distribution de l'énergie se fera par courants alternatifs triphasés à 4 fils, à 50 périodes, à la tension de 390/225 volts efficaces.

Des centres de distribution en nombre suffisant seront installés dans les circonscriptions urbaines desservies.

Ils seront alimentés à l'aide de courants alternatifs triphasés à haute tension, dont le voltage sera choisi par la Société parmi les tensions Standards fixées par arrêté Royal.

ART. 8. — La Société assurera l'éclairage public aux conditions ci-après :

- a) Le réseau d'éclairage public à Elisabethville tel qu'existant à la date des présentes sera remplacé aux frais de SOGELEC par un réseau aérien sur poteaux en béton d'une longueur totale de 38 Km. de tracé à convenir avec le Ministre des Colonies ou son délégué. Les lampes seront distantes en moyenne de 40 mètres et le dispositif à réaliser sera semblable à celui installé présentement à titre d'essai sur l'avenue du Kasai à Elisabethville.

Cet éclairage se fera contre paiement des redevances convenues pour l'éclairage public et ci-après stipulées (Art. 10.).

- b) Sur réquisition du Ministre des Colonies ou de son délégué, la Société éclairera de même toute voie publique non desservie, soit par le nouveau réseau d'éclairage public d'Elisabethville, soit par le réseau de Jadotville tel qu'existant à la date des présentes.

Les mêmes redevances seront dues pour cet éclairage supplémentaire, mais la Colonie garantira de plus à la Société, une recette mensuelle minimum correspondante à une consommation de 1 kilowattheure par mètre de voie équipée pour l'éclairage public.

ART. 9. — La Société s'engage à construire à ses frais dans la cité indigène d'Elisabethville 10 (dix) Km. de lignes nouvelles à basse tension à 4 fils sur poteaux en béton.

Le tracé des lignes nouvelles sera établi d'accord avec les autorités locales.

ART. 10. — La Colonie paiera à la Société pour l'éclairage public, par kilowatt-heure fourni, une redevance fixée comme suit, cette redevance couvrant également la fourniture des lampes, le renouvellement, l'entretien et la main-d'œuvre :

a) à Elisabethville :

2,95 francs pour les 1.250 premiers KWH. consommés mensuellement ;

2,15 francs pour les 5.000 KWH. suivants ;

1,30 franc pour les KWH. suivants.

b) à Jadotville : 2,95 francs.

La Colonie garantit pour l'éclairage public une recette correspondant à une consommation annuelle minimum de 14.000 KWH. à Elisabethville et 10.000 KWH. à Jadotville.

ART. 11. — Les lampes à incandescence seront renouvelées après 1.500 heures maximum d'éclairage et en tout cas lorsque leur intensité aura baissé de 20 % de la valeur nominale.

La Société ne devra cependant pas renouveler à ses frais les lampes et les verres brisés par des actes de malveillance dûment constatés.

ART. 12. — La Société pourra être chargée, par le Ministre ou le délégué de celui-ci, de fournir et de placer, ou de placer seulement les lanternes et tous objets quelconques qui, par leur caractère ornemental, s'écarteraient du type en usage lors de la présente convention.

Le prix, ainsi que les frais de placement, seront exclusivement à charge de la Colonie.

ART. 13. — L'espacement moyen des lampes ne dépassera pas 150 mètres pour des foyers de 50 décalumens.

ART. 14. — Le tableau des heures d'éclairage public sera arrêté trimestriellement par le Gouvernement de la Colonie ou les organismes délégués par celui-ci ; tout tableau restera en vigueur jusqu'à ce qu'il ait été remplacé par un autre.

En cas d'événements imprévus ou de circonstances exceptionnelles, la Colonie pourra exiger que l'éclairage soit prolongé au delà des heures du tableau et la Société n'aura droit qu'aux redevances résultant de la consommation supplémentaire.

ART. 15. — La Colonie jouira pour l'éclairage de ses monuments et des bâtiments des services publics et l'éclairage provisoire pour illuminations, etc., d'une réduction de 20 % sur les tarifs accordés aux particuliers.

La même réduction sera accordée pour les besoins des édifices du culte accessibles au public ainsi que des locaux affectés *directement* et *exclusivement* à l'enseignement tant public que privé.

Ces éclairages seront traités au compteur ou au forfait à convenir entre parties.

Le paiement de l'énergie électrique fournie au Gouvernement aura lieu par versements mensuels, dans les quinze jours de la remise de la facture ; dès l'expiration de ce délai seront dus les intérêts stipulés à l'article 41.

ART. 16. — La Société s'engage à fournir l'énergie électrique pour l'éclairage privé dans toute la zone indiquée aux plans T. E. 12184 A (Elisabethville) et T. E. 12187 A (Jadotville), annexés à la présente convention, à toute personne qui signe un abonnement de deux ans au moins.

Elle devra prolonger les canalisations en dehors de cette zone si le Gouvernement ou les particuliers prennent l'engagement de payer tous les frais de raccordement.

Si l'engagement est pris par des particuliers, la Société pourra exiger avant d'entamer les travaux, le dépôt entre ses mains, d'une somme égale au coût probable des travaux.

ART. 17. — La Société pourra refuser ou supprimer toute fourniture, sans devoir justifier, d'un préavis :

- 1° Aux abonnés pris en fraude ou dont l'installation permet la fraude;
- 2° Aux abonnés qui auront brisé les scellés mis par la Société sur les appareils;
- 3° A tous ceux qui, sans recourir à l'intermédiaire de la Société, ont par eux-mêmes ou par autrui établi ou tenté d'établir leur raccordement à la canalisation principale ou au raccordement d'un voisin;
- 4° Aux abonnés dont l'installation défectueuse ou mal conduite pourrait par manque d'isolement, variation de tension ou de toute autre manière, nuire aux installations de la Société ou des consommateurs;
- 5° Aux abonnés qui feront marcher leurs moteurs dans des conditions telles qu'ils créent des perturbations dans la distribution;
- 6° A ceux dont les installations sont mal faites et pourraient, de quelque manière, nuire aux installations de la Société ou d'autres abonnés.

ART. 18. — Dans le cas du 1° et du 2° ci-dessus, s'il s'agit d'un abonné, la Société aura le droit, à titre de dommages-intérêts forfaitaires, à la garantie déposée par l'abonné qui sera de plein droit acquise à la Société et, en outre, à une somme égale à vingt fois la consommation du dernier mois, avec minimum de 500 francs.

ART. 19. — L'énergie pour l'éclairage privé et les usages domestiques sera mesurée au compteur et facturée suivant les prix et conditions ci-après :

- a) L'énergie consommée pour l'éclairage privé sera vendue au prix maximum de cinq francs nonante centimes (5,90 francs) le kilowatt-heure.
La Société pourra exiger une redevance annuelle minimum correspondant à la consommation de deux lampes de trente-deux watts brûlant pendant quatorze cents heures (1.400 heures).
- b) L'énergie consommée par les appareils domestiques autres que ceux d'éclairage et branchée à demeure sur un circuit indépendant avec compteur spécial, sera vendue au prix maximum de trois francs quarante-cinq centimes (3,45 francs) le kilowatt-heure, pour autant que l'abonné garantisse l'utilisation effective d'une puissance d'au moins deux (2) kilowatts et une consommation minimum de cent et vingt (120) kilowatt-heure par mois.

- c) L'énergie consommée à la fois pour l'éclairage et les appareils domestiques sera vendue au prix maximum dégressifs ci-après, pour autant que l'installation de l'abonné ne comporte qu'un seul circuit, que la consommation soit mesurée par un compteur unique et qu'elle soit contrôlée par un appareil limiteur installé par la Société et réglé par cette dernière pour une puissance minimum de huit cents (800) watts ou toute puissance supérieure;

Première Tranche. — Pour toute installation de zéro à quarante-cinq (45) heures dans le mois, de la puissance correspondante au réglage du limiteur, le prix maximum du kilowattheure sera de cinq francs nonante centimes (5,90 fr.).

Deuxième Tranche. — Pour toute utilisation de cette puissance depuis la quarante-sixième (46^{me}) heure jusqu'à la septante-cinquième (75^{me}) heure inclusivement, le prix maximum du kilowattheure sera de trois francs quarante-cinq centimes (3,45 francs).

Troisième Tranche. — Pour toute heure supplémentaire au-delà de la septante-cinquième (75^{me}) heure dans le mois, le prix maximum du kilowattheure sera de deux francs septante centimes (2,70 francs).

Le nombre d'heures d'utilisation mensuelle sera obtenu en divisant le chiffre de consommation relevé au compteur par la puissance correspondant au réglage du limiteur.

La Société pourra exiger une redevance annuelle minimum correspondant à la consommation de cent cinquante (150) kilowattheure sur la base du prix de la première tranche.

- d) L'énergie consommée entre 20 et 6 heures, par les appareils de chauffage d'eau à accumulation de chaleur (chauffe-bains) d'une puissance ne dépassant pas 2 KW., branchés à demeure sur un circuit indépendant avec compteur spécial, sera vendue au prix maximum de un franc nonante centimes (1,90 franc).
- e) A la conclusion du contrat d'abonnement, la Société pourra exiger le dépôt d'une garantie qui, pour les raccordements monophasés sera de autant de fois deux cents francs qu'il y a d'ampères marqués sur la plaque signalétique du compteur avec minimum de mille francs et, pour les raccordements triphasés, sera de autant de fois 350,— francs qu'il y a d'ampères par phase marqués sur la plaque signalétique du compteur avec minimum de mille sept cent cinquante francs.
- f) La Société restera libre de traiter à des prix inférieurs à ceux ci-dessus suivant un mode de tarification quelconque, notamment à forfait, à condition que ces prix inférieurs soient accordés à tous ceux qui, se trouvant dans les mêmes conditions que l'abonné favorisé, offriraient de payer les mêmes redevances.

ART. 20. — La Société seule a le droit de faire les raccordements au réseau de distribution.

Quelle que soit la façon dont la Société exerce le contrôle de la fourniture, elle aura le droit d'établir chez les abonnés des compteurs et des limiteurs qui resteront sa propriété.

L'abonné pourra faire placer à ses frais d'autres compteurs ou limiteurs mais seules feront foi les indications des appareils placés par la Société.

Celle-ci aura en tout temps le droit de relever et de contrôler les indications des appareils placés par elle, d'enlever ceux-ci et de les remplacer par d'autres.

ART. 21. — En cas de contestation sur l'exactitude des appareils de la Société, le client aura le droit d'en exiger l'étalonnage. Celui-ci se fera aux laboratoires de la Société après versement par le client d'une somme de nonante francs (90 francs).

Si l'appareil ne présente pas une erreur supérieure à plus ou moins 5 pour cent (5 %) à toutes les charges, il est réputé exact et la somme de nonante francs sera acquise à la Société.

Si les indications de l'appareil sont reconnues inexactes, l'appareil sera remplacé ou réétalonné aux frais de la Société et la somme de nonante francs sera restituée au client.

ART. 22. — La Société devra donner les compteurs et les limiteurs en location. Elle pourra percevoir de ce chef une redevance annuelle payable par anticipation, qui ne sera pas supérieure au dixième ($1/10^{me}$) du prix de revient de ces appareils à Elisabethville augmenté de vingt pour cent (20 %).

Cette redevance couvre également l'entretien et l'enlèvement des appareils.

ART. 23. — Comme suite à toute demande de raccordement, la Société établira gratuitement le devis des travaux à exécuter depuis la ligne de distribution jusqu'au compteur, à l'exclusion de celui-ci mais y compris le tableau sur isolateurs avec ses accessoires, interrupteurs et fusibles.

Ce devis sera dressé suivant des tarifs à approuver par le Gouverneur de Province. Ces tarifs seront établis sur la base du prix coûtant des travaux augmentés de 20 % pour frais généraux.

Le prix coûtant comprendra celui de la main-d'œuvre européenne et indigène ainsi que celui des matériels et matériaux rendus à pied d'œuvre. Pour ce qui concerne la main-d'œuvre européenne et indigène, le prix coûtant s'obtiendra en ajoutant aux frais directs (rémunérations payées) les frais indirects (frais de voyage, frais médicaux et pharmaceutiques, frais de logement et d'éclairage, pensions et charges sociales diverses...).

En cas de contestation entre la Société et le Gouverneur de Province, le Gouverneur Général jugera sans appel.

Le coût du raccordement et de l'installation des compteurs devra être payé par les intéressés avant l'exécution des travaux, en une seule fois. Ils pourront toutefois l'être en plusieurs fois, mais acquittés totalement endéans un an, suivant accord entre la Société et les intéressés.

Ces raccordements et installations pourront également être loués par la Société suivant arrangement avec le consommateur particulier à chaque cas.

ART. 24. — La Société s'engage à fournir l'énergie électrique pour la force motrice et autres applications industrielles dans toute la zone indiquée aux plans T. E. 12.184 A (Elisabethville) et T. E. 12.187 A (Jadotville).

Elle fournira cette énergie à basse tension jusqu'à concurrence d'une puissance maximum de 5 kilowatts par abonné, le long de toute les lignes établies pour la fourniture de la force motrice.

Le long des lignes de l'éclairage privé, elle ne fournira l'énergie que pour autant que le fonctionnement des moteurs n'occasionne pas de trop grandes variations de tension.

Pour des puissances installées supérieures à 5 Kw., la Société pourra exiger le raccordement en haute tension.

ART. 25. — L'énergie électrique pour la force motrice sera fournie à l'abonné qui contractera un abonnement de trois ans au moins.

Le prix maximum auquel le concessionnaire pourra vendre l'énergie pour force motrice est fixé à trois francs quarante-cinq centimes (3,45 francs) le kilowatt-heure.

L'abonné sera tenu de garantir une redevance totale annuelle minimum correspondant à une utilisation de six cents (600) heures de la puissance installée. La Société aura le droit de faire verser une garantie égale à ce minimum annuel.

La Société n'est cependant pas tenue à fournir plus de 100 KW. par abonné, sauf dans le nouveau quartier industriel où elle devra fournir jusqu'à concurrence de 500 KW. par abonné.

ART. 26. — La Société reste libre de traiter à des prix inférieurs à celui indiqué ci-dessus.

Si le Gouvernement a besoin de la force motrice, il jouira à conditions égales de puissance et d'utilisation, des prix accordés au client le plus favorisé.

ART. 27. — En dehors des rues canalisées ou pour des puissances supérieures aux maxima fixés ci-dessus et pour des consommations accidentelles, les conditions de fourniture de la force motrice seront librement fixées par accord entre la Société et le Consommateur.

ART. 28. — Les stipulations relatives aux compteurs d'éclairage privé s'appliquent aux compteurs de force motrice.

ART. 29. — Les stipulations relatives aux raccordements privés pour l'éclairage s'appliquent aux raccordements privés pour la force motrice.

ART. 30. — Dans les limites de la zone desservie à Elisabethville, conformément au plan T. E. 12.184 A précité, la Société procédera à ses frais à l'installation de 7 Km. nouveaux de câble souterrain à haute tension et à forte section, destiné à alimenter le nouveau quartier industriel d'Elisabethville, tout en améliorant la distribution générale dans l'agglomération.

ART. 31. — Afin d'assurer l'alimentation des fermes à l'extérieur de l'agglomération d'Elisabethville, la Société construira à ses frais :

- a) dès la signature des présentes, un réseau aérien à haute tension de 30 Km. de longueur totale alimentant les zones agricoles de la Kafubu et de la Munama.

- b) ultérieurement et, sur réquisition du Ministre ou de son délégué, un tronçon de 5 Km. de lignes aériennes à haute tension en direction de la Karavia.

La Société seule aura le droit de faire les raccordements à ces réseaux.

Elle pourra refuser le raccordement dans les cas suivants :

- a) si l'immeuble à raccorder est situé à plus de 1.000 mètres de part ou d'autre de la ligne haute tension ;
- b) si la puissance demandée dépasse les possibilités de transport de la ligne.

Pour tout raccordement qu'elle établira à ces réseaux, la Société percevra un droit fixe de 15.000 francs ; les frais d'installation et de location des compteurs seront payés à la Société conformément aux dispositions des articles 22, 23, 28 et 29 suivant le cas. Le coût de l'installation du raccordement sera établi conformément aux mêmes articles, sauf en ce qui concerne les longueurs dépassant 50 m. pour lesquelles le prix sera débattu de commun accord.

ART. 32. — Les prix stipulés aux articles 10, 19, 25 et 31 ci-dessus sont établis compte tenu :

- a) de l'index officiel du coût de la vie applicable au KATANGA à la date du 1^{er} juillet 1947, soit 230 ;
- b) des taux des diverses charges sociales incombant à l'employeur telles qu'elles résultent des décrets du 10 octobre 1945 sur l'assurance en vue de la vieillesse et du décès prématuré, du 25 octobre 1945 sur l'assurance en cas de maladie ou d'invalidité, du 20 décembre 1945 sur les accidents du travail et les maladies professionnelles, soit ensemble, à la date des présentes, 14 % des rémunérations ;
- c) du prix d'achat du courant haute tension par la Société égal à celui prévu dans les conventions conclues actuellement entre le Comité Spécial du Katanga, l'Union Minière du Haut-Katanga et la Société.

Toute variation, en plus ou en moins, de 10 points de l'index par rapport à sa valeur actuelle (230) entraînera dans les prix de vente une variation de même signe égale à 1,8 % de ces mêmes prix.

Toute variation de 3 points, en plus ou en moins, dans le taux cumulé de toutes les charges sociales incombant à l'employeur par rapport à 14 %, entraînera dans les prix de vente de l'énergie une variation de même signe égale à 1 % de ces mêmes prix.

Toute majoration ou diminution dans le prix d'achat du courant par la Société, par rapport au prix d'achat de l'énergie prévu au litt. c) ci-dessus, entraînera, dans le prix de vente de l'énergie fournie en haute tension, une majoration ou une diminution égale à une et cinq centième de fois (1,05) la variation du prix d'achat ; pour l'énergie fournie en basse tension, cette majoration ou diminution sera égale à 1,20 fois la variation du prix d'achat.

Les diverses variations dont question ci-dessus sont cumulatives.

ART. 33. — Les installations intérieures pourront être faites par les abonnés ou les personnes choisies par eux, mais elles devront répondre aux règlements techniques de l'Union des Exploitations Electriques en Belgique.

La Société aura le droit de vérifier si les installations intérieures répondent à ces exigences et pourra refuser de fournir l'énergie électrique tant qu'il n'en sera pas ainsi.

Les travaux d'extension ou d'entretien au réseau général, qui entraîneraient des arrêts dans la distribution, se feront en dehors des heures d'éclairage.

ART. 34. — Sauf cas de force majeure, toute interruption de courant s'étendant au quart des lampes d'éclairage public, alimentées par un même centre de distribution et durant plus de 10 minutes, donnera lieu à une amende de 200 francs, si l'éclairage normal n'est pas rétabli dans les quarante-huit heures de la signification faite à la Société.

Cette amende ne pourra être encourue qu'une fois en vingt-quatre heures pour le même centre de distribution.

Les variations de tension ne pourront différer de plus ou moins 5 % de celles enregistrées dans le courant d'alimentation livré par l'Union Minière du Haut-Katanga.

Les variations dépassant ces limites et durant plus de dix minutes entraîneront une amende de 20 francs.

Les contraventions seront constatées par procès-verbal dressé par le fonctionnaire des Travaux Publics désigné par le délégué du Ministre des Colonies.

Le procès-verbal sera notifié par écrit dans les quarante-huit heures de sa rédaction au délégué de la Société. Ce délégué devra résider dans un rayon de 10 kilomètres de la circonscription urbaine.

La Société pourra, dans les quarante-huit heures de la signification faite à son délégué, faire valoir par écrit toutes observations utiles.

Le délégué du Ministre des Colonies statuera sur les moyens invoqués par la Société.

La décision du délégué du Ministre ou le procès-verbal, en cas de non-protestation tardive, fera foi et suffira pour l'application des amendes sous forme de retenues opérées sur les versements mensuels.

Le délégué du Ministre adressera copie de tout procès-verbal au siège d'administration de la Société, en Belgique.

ART. 35. — En cas d'interruptions de services répétées rendant l'exploitation défectueuse ou de tout autre manquement grave, au contrat, le délégué du Ministre des Colonies, sur rapport d'un expert désigné par lui, pourra, indépendamment de ce qui est stipulé à l'article précédent, appliquer à la Société des amendes, sans préjudice aux dommages et intérêts.

La Société sera toujours invitée à s'expliquer par écrit.

Les amendes dont il est question au présent article ne pourront dépasser mille francs par mois.

ART. 36. — La Société s'engage à établir ses lignes en évitant tout dommage aux propriétés publiques et privées.

La Société sera seule responsable des accidents et dommages dus à l'installation, à l'existence ou au fonctionnement des lignes basse ou haute tension et garantira la Colonie contre tout recours de la part de tiers.

ART. 37. — S'il est établi des impôts sur la vente de l'énergie électrique ou sur les appareils servant au transport, à la distribution ou à l'utilisation de l'énergie électrique, la Société pourra récupérer les sommes qu'elle aura payées de ce chef pendant une année sur les prix de distribution de l'année suivante, le tout selon un tableau de majoration qui sera approuvé par le délégué du Ministre des Colonies.

ART. 38. — Le Gouvernement se réserve le droit de poursuivre la résolution judiciaire du présent contrat si la Société ne remplit pas ses obligations ou si l'exploitation ne répond point aux conditions d'un bon service.

Si la Société abandonne l'exploitation ou est contrainte à cet abandon par résolution du présent contrat ou par tout autre motif, le Ministre des Colonies ou son délégué pourra assurer la continuation du service aux frais et risques et pour compte de la Société.

Ils pourront prendre possession des sous-stations, des réseaux, des appareils, des propriétés immobilières et mobilières, en un mot de tout ce qui est nécessaire pour assurer la distribution de l'énergie.

L'exploitation sera assurée soit directement par telles personnes que l'Administration choisira librement et sera continuée jusqu'au moment où la Société sera en état de reprendre l'exploitation ou qu'un nouveau concessionnaire aura été désigné.

ART. 39. — Pendant les cinq dernières années de la concession, la Société ne sera plus obligée d'étendre le réseau de distribution.

Néanmoins, elle peut être invitée, par le Ministre des Colonies à procéder à des extensions à la condition que la Colonie s'engage à supporter les frais de pose et d'entretien de ces extensions, étant entendu que celles-ci resteraient la propriété de la Colonie.

Au cas où la Société estimerait ne pas pouvoir donner suite à cette invitation, la Colonie serait déliée des obligations contractées en vertu des articles 2 et 3 pour ce qui concerne les zones devant être desservies par les extensions en question.

ART. 40. — A l'expiration de la concession, ou en cas de résolution de la convention, le Ministre des Colonies aura la faculté de racheter tous les terrains, bâtiments, constructions, machines, appareils, canalisations, tous approvisionnements quelconques existant sur le territoire des circonscriptions urbaines et servant au transport, à la transformation et à la distribution de l'énergie électrique.

Le rachat devra porter sur tous ceux des biens énumérés à l'alinéa précédent, qui seront en bon état d'emploi.

Il se fera au prix fixé par trois experts à désigner, l'un par le Ministre ou son délégué, l'autre par la Société et le troisième par le Procureur Général près la Cour d'Appel d'Elisabethville.

Les experts estimeront au cours du jour la valeur des installations en ordre de marche, sans tenir compte de leur valeur de rapport.

S'il est fait usage de la faculté de rachat, le Gouvernement prendra possession des installations rachetées, à l'expiration de la concession.

Le prix sera payé dans l'année du dépôt du rapport d'expertise; il sera augmenté d'une somme égale à l'intérêt légal calculé sur le prix principal, du jour de l'expiration de la concession à celui du paiement.

Dans le cas où le rachat n'aurait pas lieu, la Société pourra reprendre son matériel, mais sera tenue de réparer les dégradations faites à la voirie et aux propriétés, par l'enlèvement.

ART. 41. — Tous les paiements dus à la Société devront être effectués à présentation de la facture ou, au plus tard, dans les trois jours qui suivront.

Après expiration de ce délai, les sommes dues porteront intérêt à raison de 1,— (un) pour mille par semaine.

La Société aura le droit de retenir toutes les sommes dues sur les garanties déposées par l'abonné, et de faire dans ce cas compléter ces garanties à due concurrence par l'intéressé.

La fourniture de courant pourra être refusée aux abonnés en retard de plus d'un mois de paiement de facture ou de régularisation de garantie.

ART. 42. — Le Gouvernement de la Colonie autorise la Société à transporter le courant électrique au delà des limites de la présente concession (à une distance qui n'excèdera point 300 kilomètres).

Cette autorisation ne donnera à la Société aucun droit exclusif; elle n'aurait droit à aucune indemnité si l'Administration accordait à des tiers, des autorisations identiques ou même des concessions faisant obstacle à l'établissement de nouvelles distributions ou au maintien de celles établies par la Société en vertu de l'autorisation spéciale qui précède.

Pour l'établissement des canalisations faites en vertu de cette autorisation, pour l'usage de la voirie publique ou des propriétés privées, la Société se soumettra à toutes les charges et à toutes les obligations résultant des lois, des décrets et des règlements; elle bénéficiera, éventuellement, de tous les droits et avantages que les lois, les décrets ou les règlements accorderaient, par voie de dispositions générales, aux transporteurs de l'énergie électrique.

ART. 43. — La Société versera annuellement à la Colonie, à titre de redevance, dans les quinze jours de l'approbation du bilan annuel par l'Assemblée Générale, et pour la première fois après approbation du bilan de l'exercice 1948, une somme calculée suivant la formule ci-après :

Pour un dividende annuel net égal ou inférieur à Fr. 400.000,— attribué aux actions de dividende de la Société, la redevance à la Colonie sera égale à 30 % de ce dividende.

Cette redevance sera de :

40 % sur la tranche de 400.001 à 500.000 francs;

50 % sur la tranche de 500.001 à 600.000 francs;

60 % sur la tranche de 600.001 et au delà.

ART. 44. — Aux fins de veiller à l'exécution des obligations stipulées par les présentes en faveur de la Colonie, le Ministre des Colonies désignera un délégué auprès du Conseil d'Administration de la Société. Ce délégué exercera sur les opérations de la Société relatives à l'exploitation des concessions publiques d'Elisabethville et de Jadotville tous les droits de contrôle qui appartiennent aux administrateurs, l'exercice de ces droits ne pouvant engager ni la responsabilité personnelle du délégué, ni celle de la Colonie à quelque titre que ce soit.

Le délégué de la Colonie assistera aux réunions du Conseil d'Administration, avec voix consultative; il recevra copie des procès-verbaux des séances, ainsi que toutes les communications adressées aux administrateurs.

Les frais de contrôle, dont le montant sera fixé d'accord avec le Ministre des Colonies, seront mis à charge de la Société.

Fait en double exemplaire, à Bruxelles, le trente et un décembre mil neuf cent quarante-sept.

ART. 2.

Le Ministre des Colonies est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Donné à Bruxelles, le 20 février 1948.

ART. 2.

De Minister van Koloniën is belast met de uitvoering van dit besluit.

Gegeven te Brussel, de 20 Februari 1948.

CHARLES.

Par le Régent :

*Pour le Ministre des Colonies
en mission :*

Le Ministre de la Justice,

Vanwege de Regent :

*Voor de Minister van Koloniën
op zending :*

De Minister van Justitie,

P. STRUYE.

Convention du 3 août 1939, conclue entre la Colonie et la « Société Immobilière au Kivu » pour la concession des distributions d'eau et d'électricité à Stanleyville. — Annulation et remplacement.

CHARLES, PRINCE DE BELGIQUE,
RÉGENT DU ROYAUME,

A tous, présents et à venir, SALUT.

Sur la proposition du Ministre des Colonies;

Overeenkomst van 3 Augustus 1939, gesloten tussen de Kolonie en de « Société Immobilière au Kivu », betreffende de toestemming voor de verdeling van water en electriciteit te Stanleystad. — Afschaffing en vervanging.

KAREL, PRINS VAN BELGIË,
REGENT VAN HET KONINKRIJK,

Aan allen, tegenwoordigen en toekomstenden, HEIL.

Op de voordracht van de Minister van Koloniën;

Nous avons arrêté et arrêtons :

Wij hebben besloten en Wij besluiten:

ARTICLE PREMIER.

ARTIKEL EÉN.

La convention dont la teneur suit est approuvée :

De overeenkomst waarvan de tekst volgt, wordt goedgekeurd :

Entre :

La COLONIE DU CONGO BELGE, représentée par M. Pierre WIGNY, Ministre des Colonies,
d'une part,
et

la SOCIÉTÉ IMMOBILIÈRE AU KIVU (en abrégé SIMAK), société congolaise par actions à responsabilité limitée, ayant son siège social à Costermansville et son siège administratif, 80, rue de la Loi, à Bruxelles, représentée par MM. Léon HELBIG de BALZAC et Marcel HANSEN, respectivement Président du Conseil d'Administration et Administrateur-Délégué de la dite Société, d'autre part,

Il a été convenu ce qui suit, sous réserve d'approbation par Arrêté Royal.

ARTICLE PREMIER. — La convention conclue le 3 août 1939, entre la Colonie du Congo Belge et la Société Immobilière au Kivu, pour la concession des distribution d'eau et d'énergie électrique à Costermansville, convention approuvée par Arrêté Royal du 16 août 1939 et modifiée par la convention du 3 avril 1943 approuvée par décret du 27 mai 1943, est remplacée par la présente convention qui prendra cours à partir du 1^{er} janvier 1948 et règlera pour l'avenir, les droits et devoirs respectifs des parties.

ART. 2. — I. — Le Gouvernement de la Colonie du Congo Belge concède à la Société Simak, le droit d'installer dans la circonscription urbaine de Costermansville et dans un périmètre de dix kilomètres en dehors de cette circonscription :

- 1^o au-dessous de la voirie publique, des canalisations d'eau et leurs accessoires pour la distribution de l'eau potable;
- 2^o au-dessus et au-dessous de la voirie publique, des poteaux, potences, fils, câbles et autres appareils affectés à la distribution de l'énergie électrique.

Cette concession est accordée en vue de l'alimentation en eau potable et en courant électrique de la circonscription urbaine de Costermansville et de la zone délimitée ci-dessus, conformément aux stipulations du cahier des charges annexé à la présente convention.

II. — Le courant électrique est destiné à l'éclairage public et privé, au chauffage domestique, à la force motrice, ainsi qu'à toutes applications industrielles autres que la traction, la télégraphie et la téléphonie. Toutefois, les installations éventuelles de traction, de T.S.F. et de téléphonie pourront s'alimenter à la centrale ou au réseau.

La Société est en outre autorisée à transporter l'énergie à haute tension, dans un rayon de cent kilomètres de Costermansville. Cette autorisation n'implique aucun droit exclusif et est soumise aux règlements en vigueur sur la matière.

III. — La présente concession, qui a pris cours le 16 août 1939, expirera en même temps que la Société Simak, soit le 1^{er} janvier 2011.

ART. 3. — La Colonie du Congo Belge s'engage à ne pas reconnaître à d'autres les droits concédés à la Simak par l'article 2, paragraphe I), avant l'expiration de la présente concession.

Elle se réserve néanmoins le droit d'autoriser, à titre précaire, toute association sans but lucratif, dont les installations se trouvent à grande distance du réseau électrique de la Société, à se servir de la voirie publique pour distribuer l'énergie électrique produite par ses propres moyens, aux bâtiments dispersés appartenant à cette association sans but lucratif, à l'exclusion cependant des habitations du personnel et des ouvriers.

Cette autorisation sera retirée dès que, par suite des extensions du réseau de la Société, les voies publiques donnant accès à ces bâtiments, seront pourvues de canalisations de distribution du réseau.

La Colonie se réserve en outre, le droit d'autoriser dans le périmètre de 10 Km. en dehors des limites actuelles de la circonscription urbaine, toute entreprise produisant l'électricité par ses propres moyens ou tout propriétaire d'une source d'eau captée, à se servir de la voie publique pour la distribution de cette énergie électrique ou de cette eau, aux installations, aux locaux et bâtiments faisant partie de l'entreprise à l'exclusion cependant, des magasins de vente, des habitations du personnel ou des ouvriers. Pareille autorisation ne peut être accordée à des sociétés ou des associations de patrons, d'ouvriers ou de particuliers qui voudraient distribuer l'énergie électrique ou l'eau à leurs actionnaires, à leurs membres ou à des tiers.

ART. 4. — La situation financière de l'ensemble des exploitations de distributions d'eau et d'électricité, à la date du premier janvier de chaque année, sera examinée et, si le rendement du capital investi dans les deux distributions est inférieur à 5 %, la Colonie versera à la Simak la somme nécessaire pour atteindre ce taux de 5 % : cette garantie de 5 % est due pour tous les exercices jusque et y compris celui de 1955.

A. — Pour établir le rendement du capital pour les exercices jusque et y compris celui de 1950, les charges de la Société à prendre en considération sont :

- 1^o les amortissements de l'immobilisé à raison de 1/20^{me} pour les installations de distribution d'eau et de 1/15^{me} pour les installations de distribution d'énergie électrique ;
- 2^o les frais d'exploitation d'Afrique ;
- 3^o les frais généraux d'Europe fixés forfaitairement à 120.000 francs l'an pour ce calcul.

B. — Pour établir le rendement du capital pour les exercices 1951 à 1955 inclus, il sera tenu compte d'un fonds de renouvellement dont la constitution est autorisée à partir de l'exercice 1951 inclus, et ce, pour toute la durée de la concession. Ce fonds de renouvellement sera calculé comme indiqué ci-après au 2^o.

Les charges de la Société à prendre en considération pour la dite période de 1951 à 1955 seront les suivantes :

- 1^o les amortissements de l'immobilisé, calculés à raison de 1/40^{me} pour les installations de distribution d'eau et de 1/30^{me} pour les installations de distribution d'énergie électrique, jusqu'à complet amortissement ;

2° le fonds de renouvellement des installations de distributions d'eau et d'énergie électrique calculé comme suit :

- a) à raison de 1/20^{me} de la valeur des immeubles;
 - b) à raison de 1/50^{me} pour les canaux d'aménée de l'eau aux turbines;
 - c) à raison de 1/100^{me} de la valeur des travaux de génie civil (barrages, etc.);
 - d) à raison de 1/30^{me} de la valeur des conduites et installations d'eau;
 - e) à raison de 1/30^{me} de la valeur des conduites électriques;
 - f) à raison de 1/15^{me} de la valeur du matériel et des machines de distributions d'eau et d'électricité;
 - g) à raison de 1/10^{me} de la valeur des transformateurs;
 - h) à raison de 1/25^{me} de la valeur des câbles souterrains;
 - i) à raison de 1/20^{me} de la valeur des lignes aériennes;
 - j) à raison de 1/50 de la valeur des poteaux métalliques.
- les taux ci-dessus pourront être sujets à révision périodique;

3° les frais généraux d'Afrique comprenant :

- a) les frais généraux directs tels que les appointements et indemnités des agents blancs et indigènes travaillant exclusivement pour les deux distributions (par exemple l'Ingénieur-électricien, les électriciens et les aides), ainsi que l'entretien et la réparation des installations et tous frais se rapportant directement et exclusivement aux deux distributions sus-visées;
- b) une quote-part des frais généraux d'Afrique fixée à 25 % de l'ensemble des frais généraux réels non imputés;

4° la quote-part des frais généraux d'Europe fixée à 20 % de l'ensemble des frais généraux d'Europe.

L'engagement précité de verser à la Société Simak, la somme nécessaire pour garantir un rendement de 5 % du capital investi dans les deux distributions, est pris par la Colonie sous réserve d'approbation des crédits nécessaires par la loi budgétaire.

La Colonie accepte, au cas où elle ne pourrait tenir l'engagement en question, de majorer en conséquence les tarifs de base indiqués au cahier des charges, en vue de compenser l'absence d'intervention financière par une augmentation correspondante des recettes d'exploitation.

ART. 5. — La Société contractante tiendra un compte spécial des dépenses d'établissement et d'exploitation pour chacun des deux réseaux concédés.

Un relevé détaillé des frais d'établissement sera transmis au Ministre des Colonies et au Gouverneur Général. D'autre part, les comptes d'exploitation seront communiqués semestriellement au Ministre des Colonies et au Gouverneur Général.

ART. 6. — Le Ministre des Colonies se réserve le droit de désigner un délégué qui aura les mêmes droits de contrôle et de surveillance que les Commissaires de la Société, et recevra communication de toute pièce concernant les exploitations concédées, soumise au Conseil. Ce délégué aura le droit de contrôler toutes les opérations de la Société relatives à l'établissement et à l'exploitation des réseaux de distributions d'eau et d'électricité. A cet effet, il pourra exiger d'elle, tous états et renseignements.

Le Gouverneur Général aura le droit de désigner un délégué, à Costermansville, pour suivre la marche des deux exploitations. Ce délégué aura, en tout temps, accès aux installations et pourra être chargé des opérations de contrôle sur place, qui seraient jugées nécessaires par le Gouverneur Général.

ART. 7. — A l'expiration du droit de choix concédé à la Simak par la convention du 29 mars 1934 approuvée par décret du 28 mai 1934, la Colonie du Congo Belge mettra à la disposition de la Société, pendant la durée de la présente concession, le terrain éventuellement nécessaire pour l'établissement des cabines de transformation.

ART. 8. — Sous peine de déchéance de la concession, la Société ne pourra ni céder, ni concéder, ni hypothéquer tout ou partie de ses installations, sans autorisation préalable du Ministre des Colonies.

ART. 9. — La Colonie se réserve le droit de poursuivre la résolution judiciaire de la présente convention, si la Simak ne remplit pas ses obligations. Dans ce cas, le Gouverneur Général pourra faire assurer la continuation des services aux frais et risques et pour compte de la Société.

Les exploitations seront assurées soit directement soit indirectement par telle personne que le Gouverneur Général choisira librement et seront continuées jusqu'au moment où la Société sera en état de reprendre les exploitations ou que le conflit avec la Société sera résolu.

ART. 10. — A l'expiration de la concession, ou en cas de résolution de la convention, la Colonie aura la faculté de prendre possession de tous les terrains, bâtiments, constructions, machines, appareils, canalisations, poteaux, supports, fils conducteurs, tuyauteries et tous approvisionnements quelconques et servant aux exploitations d'eau et d'électricité. La partie amortie des biens énumérés à l'alinéa précédent, sera remise gratuitement à la Colonie.

Pour la partie non amortie, la reprise se fera aux prix fixés par trois experts à désigner, l'un par le Gouverneur Général, l'autre par la Société et le troisième par le Procureur Général à Elisabethville. Les experts estimeront, au cours du jour, la valeur des biens devant faire l'objet de cette expertise, sans tenir compte de leur valeur de rapport.

Le prix ainsi fixé sera payé dans l'année qui suivra la date de reprise des exploitations par la Colonie. Il sera augmenté d'une somme égale à l'intérêt légal, calculé sur le prix principal du jour de la reprise des exploitations par la Colonie à celui du paiement.

Il est entendu, en outre, qu'à l'expiration de la concession ou en cas de résolution de la convention, le disponible du fonds de renouvellement sera remis par parts égales à la Colonie et à la Simak, pour autant toutefois que le revenu moyen annuel depuis l'année de constitution du fonds de renouvellement, des distribu-

tions d'eau et d'énergie électrique, ait atteint 6 %. Dans la négative, il sera prélevé — par préciput et hors part — sur ce fonds de renouvellement, la somme nécessaire pour parfaire cet intérêt moyen annuel de 6 % et le reliquat ainsi obtenu sera réparti moitié moitié entre la Colonie et la Simak.

ART. 11. — A partir du 5 août 1969 et ensuite à l'expiration de chaque période subséquente de dix ans, le Ministre des Colonies aura la faculté de reprendre, moyennant préavis de deux ans, l'ensemble des installations de distributions d'eau et d'électricité, y compris notamment, les approvisionnements normaux nécessaires à ces exploitations. Cette reprise se fera à la valeur des installations au moment du rachat, fixée à dire d'experts et augmentée de la valeur actuelle calculée au taux de 4 % d'une série de dix annuités égales chacune à la moyenne des bénéfices nets annuels réalisés au cours des cinq dernières années.

L'un de ces experts sera désigné par M. le Ministre des Colonies ou son délégué, l'autre par la Société Simak. En cas de désaccord ces deux experts en désigneront un troisième pour les départager, s'ils ne peuvent se mettre d'accord sur cette désignation, le troisième expert sera désigné par le Président de la Cour d'Appel d'Elisabethville.

Le prix sera payé dans l'année du rachat, il sera augmenté d'une somme égale à l'intérêt légal, calculé sur le prix principal du jour de l'expiration de la concession ou de la reprise des installations par la Colonie, à celui du paiement.

Fait en double exemplaire, à Bruxelles, le trente et un décembre mil neuf cent quarante-sept.

CAHIER DES CHARGES.

CONDITIONS GÉNÉRALES.

ARTICLE PREMIER. — La Société Simak établira à ses frais, risques et périls, toutes les installations nécessaires ::

- 1^o au captage, à l'épuration, à l'adduction et à la distribution de l'eau potable, étant entendu que la Simak pourra disposer gratuitement des sources Katutu et Funu dans leur état actuel (y compris les zones de protection de ces sources). En cas de nécessité, l'adduction pourra être partiellement établie au-dessus du sol;
- 2^o à la production, au transport et à la distribution de l'énergie électrique. Elle pourra, pour ce faire, utiliser l'énergie hydraulique des chutes de la Ruzizi, indiquées au plan joint et qui sont bloquées exclusivement à son profit pour la durée de la concession.

Il est entendu, en outre, qu'une station centrale de production de courant électrique, pourra être établie dans la circonscription urbaine de Costermansville. La Société pourra déplacer les centrales pendant le cours de la concession, pourvu que les distributions ne soient pas interrompues, elle pourra raccorder ses centrales et ses installations à toute centrale nouvelle.

Pour la distribution d'eau, la Société pourra disposer gratuitement d'autres sources que les sources Katutu et Funu précitées, sous réserve de l'autorisation du Gouverneur Général.

La Société prendra à sa charge exclusive, l'entretien et le renouvellement des installations précitées. Pour assurer ce renouvellement, la Société constituera un fonds de renouvellement conforme et sur les bases indiquées à l'article 4 de la convention.

ART. 2. — La Société Simak s'engage à fournir, aux conditions stipulées par le présent cahier des charges et notamment des articles 8 et 9, l'énergie électrique nécessaire aux besoins actuels et futurs de la circonscription urbaine de Costermansville.

Elle s'engage également à pourvoir aux besoins actuels en eau potable de la circonscription urbaine de Costermansville, pour autant que cette alimentation puisse être assurée par le débit des sources Katutu et Funu et sans avoir à élever l'eau, mais elle n'est tenue à pourvoir aux besoins futurs que dans la limite du débit fourni par les dites sources Katutu et Funu, sans avoir à élever l'eau, et par celles dont elle serait autorisée à capter l'eau conformément aux prescrits de l'article premier.

Toutefois, si pour pourvoir à des besoins futurs, la Simak était amenée à installer des appareils élévatoires, le prix de vente du m³ d'eau serait rajusté à due concurrence et pour les bénéficiaires de ces appareils élévatoires seulement. Ce rajustement du prix de vente du m³ d'eau sera opéré pour qu'il soit tenu compte à la Simak, du coût et de l'amortissement en vingt années de ces appareils élévatoires et des installations connexes ainsi que des frais d'exploitation qui s'y rapportent.

ART. 3. — L'eau distribuée devra réunir en tout temps, les qualités d'une bonne eau potable et répondre aux conditions fixées par la « Commission pour l'étude des qualités qu'il faut exiger d'une eau pour qu'elle puisse être déclarée potable », dans son rapport dont copie est annexée à la présente convention.

La distribution de l'énergie électrique s'effectuera par courant alternatif triphasé 50 périodes, à quatre fils, 380 volts efficaces entre phases, 220 volts efficaces entre phase et neutre. La tension fournie chez l'abonné sera celle entre phase et neutre, soit 220 volts efficaces. Les centres de distribution installés dans la circonscription urbaine, seront alimentés à l'aide de courant alternatif triphasé à haute tension; leur voltage sera choisi par la Société parmi les tensions standard que fixera le Ministre des Colonies.

ART. 4. — Les réseaux de distributions d'eau et d'électricité seront établis conformément aux plans annexés.

En ce qui concerne l'éclairage public des voies de communication, un plan spécial indiquera l'emplacement et la puissance des lampes destinées à assurer cet éclairage. Toutes modifications que la Société désirerait apporter à ce plan, devront être approuvées au préalable par le Chef de la Province de Costermansville.

ART. 5. — Les matériaux employés par la Société répondront aux conditions du cahier général des charges de la Colonie, du 10 juin 1937.

Les travaux seront exécutés suivant les règles de l'art et conformément aux indications des plans de détail, à soumettre à l'approbation préalable du Commissaire Provincial.

ART. 6. — Les conduites d'eau seront sous pression à toute heure du jour et de la nuit.

Le courant électrique sera fourni nuit et jour sans interruption. Le tableau des heures d'éclairage public sera arrêté trimestriellement par le Chef de la Province; tout tableau restera en vigueur jusqu'à ce qu'il ait été remplacé par un autre.

En cas d'événement imprévu ou de circonstance exceptionnelle, le Chef de la Province pourra exiger que l'éclairage soit prolongé au delà des heures du tableau et la Société n'aura droit qu'aux redevances résultant de la consommation supplémentaire.

ART. 7. — La Colonie fournira et placera elle-même, les bornes-fontaines et les bouches de prise d'eau pour incendie et arrosage public.

Les lanternes pour l'éclairage public seront fournies et placées aux frais de la Société, à moins qu'il ne s'agisse de lanternes et autres objets quelconques, qui, par leur caractère ornemental, s'écarteraient du type adopté par la Société. Ces derniers pourront toutefois être fournis par la Société à la demande du Commissaire Provincial ou de son délégué, et leur coût ainsi que les frais de placement, seront exclusivement à charge de la Colonie.

ART. 8. — Sous réserve de ce qui est stipulé par les articles 1 et 2, la Société Simak s'engage à fournir l'eau potable et l'énergie électrique pour les usages domestiques et pour l'éclairage privé, aux conditions du présent cahier des charges et du règlement d'exploitation, à toute personne qui en fera la demande étant entendu que :

A. — En ce qui concerne l'eau :

- 1^o le demandeur paiera le raccordement aux conduites-mères figurant aux plans annexés à la présente;
- 2^o le niveau du rez-de-chaussée de l'immeuble à raccorder devra être situé à 5 mètres en contre-bas du niveau du radier du réservoir, la Société Simak n'ayant aucune obligation de fournir l'eau aux étages;
- 3^o si, pour fournir l'eau aux demandeurs, la Simak se trouvait dans l'obligation de prolonger les conduites-mères d'alimentation, les (ou le) demandeurs devraient payer le coût du prolongement.

B. — En ce qui concerne l'énergie électrique :

- a) le demandeur paiera en tout état de cause, le raccordement aux canalisations existantes;
- b) 1) sur réquisition écrite du Ministre des Colonies, la Société équippa pour l'éclairage public seulement ou pour l'éclairage public et privé, toute voirie complètement achevée de la circonscription urbaine figurant aux plans joints.

Cet éclairage public se fera contre paiement calculé par heure d'éclairage et au tarif de base du kwh.

En outre, pour cet éclairage public, la Colonie du Congo Belge garantira à la Société Simak, une consommation mensuelle minimum de 1,5 kwh. par mètre de voie équipée, pour l'éclairage public et privé, et de 1 kwh.

par mètre de voie équipée par l'éclairage public seulement. La différence entre la consommation garantie et la consommation réelle, c'est-à-dire celle des riverains et des lampes de l'éclairage public, sera payée par la Colonie du Congo Belge sur la base du coefficient 0,5 du tarif de base en vigueur.

Ce décompte sera établi chaque année à la date du 1^{er} juillet. Les sommes dues du chef des garanties seront payées au plus tard le 1^{er} octobre suivant l'établissement du décompte ;

2) La Simak sera également tenue d'équiper pour l'éclairage privé seulement, toutes voies complètement achevées de la circonscription urbaine, figurant aux plans joints, lorsque la demande lui en est faite sous pli recommandé par un particulier ou un groupe de particuliers s'engageant pour un terme ininterrompu de trois ans, à consommer 1,5 kwh. mensuel par mètre de prolongement de canalisation, consommation à calculer sur la base du tarif du courant éclairage.

C. — Pour les extensions non prévues aux plans joints, la Société sera tenue de prolonger le réseau si la Colonie ou les particuliers prennent l'engagement de payer tous les frais de prolongement.

En ce qui concerne les deux distributions, si l'engagement est pris par des particuliers, la Société pourra exiger, avant d'entamer les travaux, le dépôt entre ses mains, d'une somme égale au coût probable des dits travaux.

Pendant les cinq dernières années de la concession, la Société ne sera plus obligée d'étendre le réseau de distribution.

Néanmoins, elle peut être invitée, par le Ministre des Colonies, à procéder à des extensions, à la condition que la Colonie s'engage à supporter les frais de pose et d'entretien de ces extensions, étant entendu que celles-ci resteraient la propriété de la Colonie.

Si la Société estimait ne pas pouvoir donner suite à cette invitation, la Colonie serait déliée des obligations contractées en vertu des articles 2 et 3 pour ce qui concerne les zones devant être desservies par les extensions en question.

ART. 9. — Sous réserve de ce qui est stipulé aux articles 1 et 2, la Société s'engage :

1^o à fournir l'énergie électrique pour la force motrice et autres applications industrielles, mais ce, dans les limites des possibilités des installations existantes, à toute personne qui contractera un abonnement d'une durée de trois ans au moins.

Elle fournira cette énergie jusqu'à concurrence d'une puissance maximum de 5 kwh. par abonné, le long de toutes les lignes du réseau, pour autant que le fonctionnement des moteurs n'occasionne pas de trop grandes variations de tension, étant entendu, en outre, qu'au delà de 2 CV. le raccordement triphasé est obligatoire.

L'abonné ne pourra, sans autorisation expresse de la Société, utiliser l'énergie motrice, ni pour produire l'éclairage, ni pendant les heures d'éclairage ;

2^o à fournir l'eau destinée à des fins industrielles ou agricoles, à toute personne qui contractera un abonnement d'une durée de trois ans au moins, mais ce, dans les limites des possibilités.

DROITS DE LA SOCIÉTÉ.

ART. 10. — Les raccordements aux distributions d'eau et d'électricité ne pourront être établis que par la Société concessionnaire qui en garde la propriété.

Quelle que soit la façon dont la Société exerce le contrôle de la fourniture, elle aura le droit d'établir sur les raccordements et chez les abonnés, des compteurs, vannes, coupe-circuits ou autres appareils qui resteront sa propriété. L'abonné pourra faire placer, à ses frais, d'autres compteurs, mais seules feront foi les indications des appareils placés par la Simak.

La Société aura, en tout temps, le droit de relever et de contrôler les indications des appareils placés par elle, d'enlever ceux-ci et de les remplacer par d'autres.

ART. 11. — En cas de contestation sur l'exactitude des appareils de la Société, le client aura le droit d'en exiger l'étalonnage.

Celui-ci se fera au laboratoire de la Société, après versement par le client, d'une somme de 150 francs (cent cinquante francs) par appareil.

Si l'appareil se révèle exact à 5 % près, en moyenne, en plus ou en moins, à toutes les charges, il sera réputé normal et la somme de cent cinquante francs sera acquise à la Société.

Si les indications de l'appareil sont reconnues inexactes, l'appareil sera remplacé ou réétalonné aux frais de la Société et la somme de cent cinquante francs sera restituée au client.

ART. 12. — Comme suite à toute demande de raccordement aux conduites figurant sur les plans joints, la Société Simak établira gratuitement le devis des travaux à exécuter :

- a) pour les installations d'eau, depuis la canalisation jusqu'au compteur, à l'exclusion de celui-ci;
- b) pour les installations d'électricité, depuis la ligne de distribution jusqu'au compteur, à l'exclusion de celui-ci, mais y compris le tableau sur isolateurs avec ses accessoires, interrupteurs et fusibles.

Ce devis sera dressé suivant des tarifs à approuver par le Gouverneur de Province. Ces tarifs seront établis sur la base du prix coûtant des travaux, augmenté de 20 % pour frais généraux.

Le prix coûtant comprendra celui de la main-d'œuvre européenne et indigène, ainsi que celui des matériels et matériaux rendus à pied d'œuvre. Pour ce qui concerne la main-d'œuvre européenne et indigène, le prix coûtant s'obtiendra en ajoutant aux frais directs (rémunérations payées) les frais indirects (frais de voyage, frais médicaux et pharmaceutiques, frais de logement et d'éclairage, pension et charges sociales diverses, etc.).

En cas de contestation entre la Société et le Gouverneur de Province, le Gouverneur Général jugera sans appel.

En ce qui concerne les raccordements aux canalisations et lignes de distribution ne figurant pas sur les plans joints, la Société sera autorisée à facturer les dépenses d'établissement du devis.

Pour les particuliers, la Société pourra exiger le dépôt, entre ses mains, du montant du devis.

Pour les raccordements des bâtiments, appartenant à la Colonie, la Société accordera un rabais de cinq pour cent sur le prix ci-dessus à moins que la Colonie ne désire faire exécuter ces raccordements à prix coûtant (sans frais généraux) par la Simak, ce à quoi cette dernière s'engage.

ART. 13. — L'installation des compteurs d'électricité, d'un limiteur de tableaux avec accessoires : interrupteurs, fusibles, etc., se fera dans les mêmes conditions contre paiement du montant du devis d'installation, objets et main-d'œuvre étant comptés à leur prix de revient majoré de 10 % étant entendu que le compteur est exclu de ce devis.

La Société devra donner les compteurs en location et pourra percevoir une redevance annuelle payable par anticipation, qui ne sera point supérieure au dixième du prix de revient du compteur d'électricité à Bukavu, augmenté de 20 % et qui ne sera point supérieure au sixième de ce prix de revient augmenté de 20 % pour le compteur d'eau. Cette redevance couvrira l'entretien et l'enlèvement du compteur.

A la conclusion du contrat d'abonnement pour fourniture d'électricité, la Société pourra exiger le dépôt d'une garantie qui, pour les raccordements monophasés sera de autant de fois deux cents francs qu'il y a d'ampères marqués sur la plaque signalétique du compteur avec minimum de 1.000 francs et pour les raccordements triphasés, sera autant de fois 350 francs qu'il y a d'ampères par phase marquée sur la plaque signalétique du compteur, avec minimum de 1.750 francs.

A la conclusion du contrat d'abonnement pour fourniture d'eau, la Société pourra exiger le dépôt d'une garantie de 300 francs, 600 francs, 600 francs, 1.200 francs et 2.400 francs suivant que les compteurs d'eau auront un diamètre respectivement de 13 mm., 20 mm., 25 mm., 30 mm. et 40 mm.

ART. 14. — La Société Simak prend à sa charge la fourniture des lampes nécessaires à l'éclairage public, ainsi que leur renouvellement et leur entretien, y compris la main-d'œuvre nécessaire à cet effet. Les lampes à incandescence seront renouvelées après 1.500 heures maximum d'éclairage et, en tous cas, lorsque leur intensité sera baissée de 20 % de la valeur normale.

La Simak prendra à sa charge l'entretien et le renouvellement des bornes-fontaines et des bouches de prise d'eau installées dans la circonscription urbaine de Costermansville, pour autant que chacun de ces appareils consomme annuellement au moins 250 m³ d'eau.

Malgré les stipulations qui précèdent, la Société ne devra renouveler ni les lampes ni les verres, ni les appareils dont il est question au présent article, s'ils ont été brisés ou détériorés par des actes de malveillance dûment constatés ou par suite d'émeutes ou troubles publics.

ART. 15. — La Société s'engage à fournir aux particuliers l'eau potable et le courant électrique pour l'éclairage, le chauffage et la petite force motrice inférieure à 2 CV. aux conditions ci-après :

A. — *pour l'eau potable :*

6,— francs le m³ (tarif de base). Il sera consenti une réduction de 25 % sur le prix ci-dessus en faveur des consommateurs ayant une famille nombreuse, c'est-à-dire ayant au moins trois enfants à charge ;

B. — *pour le courant électrique :*

1^o 6,50 fr. le kwh. (tarif de base) pour la première tranche de 0 à 30 kwh. de consommation mensuelle ;

2^o 4,20 fr. le kwh. pour la seconde tranche des 45 kwh. suivants de consommation mensuelle ;

3^o 2,20 fr. le kwh. pour la troisième tranche de consommation mensuelle, c'est-à-dire au delà de 75 kwh.

Les tarifs de base seront rajustés conformément aux stipulations de l'article 20 ci-après et compte tenu de la réserve finale de l'article 4 de la convention.

ART. 16. — La Société s'engage à fournir pour les besoins des services du Comité National du Kivu, des services et des bâtiments publics, des édifices du culte accessibles au public, des locaux affectés directement à l'enseignement tant public que privé, des hôpitaux, des hôtels ainsi que des cinémas, l'eau potable et le courant électrique pour l'éclairage, le chauffage, les opérations domestiques et la petite force motrice inférieure à 2 CV. aux tarifs ci-après :

A. — *pour l'eau potable :*

6,— francs le m³ (tarif de base) ;

B. — *pour le courant électrique :*

aux tarifs inscrits à l'article 15. Cependant les tranches y indiquées sont augmentées proportionnellement au nombre de points lumineux de 75 watts maximum divisé par 15. Le coefficient d'importance ainsi déterminé est arrondi au nombre entier immédiatement supérieur. Un point lumineux d'une puissance supérieure à 75 watts est compté pour autant de points lumineux que 75 est compris de fois dans le nombre de watts qu'il développe, le quotient étant arrondi à l'unité supérieure.

En ce qui concerne les locaux affectés directement à l'enseignement tant public que privé, le nombre de points lumineux de 75 watts sera divisé par 30.

Les tarifs de base seront rajustés conformément aux stipulations de l'article 20 ci-après et compte tenu de la réserve finale de l'article 4 de la convention.

ART. 17. — S'il est établi des impôts sur la production et la vente de l'énergie électrique, ou encore sur les appareils ou le matériel utilisé pour la distribution d'eau ou servant à la production ou à l'utilisation de l'énergie électrique, la Société pourra récupérer les sommes qu'elle aura payées de ce chef pendant une année sur les prix de distribution de l'année suivante, le tout selon un tableau de majorations qui sera approuvé par le Commissaire de Province.

ART. 18. — Les redevances pour fourniture d'eau à usage industriel ou agricole ainsi que pour l'énergie électrique consommée en triphasé par les appareils domestiques autres que ceux d'éclairage, branchés à demeure sur un circuit indépendant, avec compteur spécial, seront calculées en tablant sur les prix unitaires ci-après :

A. — pour l'eau : même tarif que celui stipulé à l'article 15.

Toutefois des contrats particuliers pourront être conclus pour une consommation au delà d'un plafond à fixer de commun accord entre parties et pour autant que le débit des captages le permette;

B. — pour l'énergie électrique :

1^o courant basse tension : 3,25 fr. le kwh. (c'est-à-dire la moitié du tarif de base) pour un minimum mensuel de 100 kwh. 2,20 fr. le kwh. pour les kwh. consommés mensuellement au delà de 100 kwh.

2^o courant haute tension : pour la vente du courant haute tension aux très gros consommateurs et pour autant que la puissance de la centrale le permette, des contrats spéciaux pourront être conclus.

Les tarifs de base seront rajustés conformément aux stipulations de l'article 20 ci-après et compte tenu de la réserve finale de l'article 4 de la convention.

ART. 19. — La redevance pour l'énergie consommée dans des appareils électriques triphasés, appareils producteurs de force motrice ou tous autres, à usage industriel, branchés à demeure sur un circuit indépendant, avec compteur spécial, sera de 3,25 fr. le kwh., c'est-à-dire la moitié du tarif de base, étant entendu que l'abonné devra garantir une consommation annuelle minimum correspondant à une utilisation de 600 heures de la puissance installée.

En cas de modification du tarif de base, ce prix sera augmenté ou diminué proportionnellement.

La Société aura le droit de faire verser une garantie égale au minimum annuel précité.

ART. 20. — Les prix stipulés ci-dessus aux articles 15, 16, 18 et 19 sont établis compte tenu :

- a) de l'index officiel du coût de la vie, applicable au Congo Belge à la date du 1^{er} juillet 1947, soit 230;
- b) des taux des diverses charges sociales incombant à l'employeur telles qu'elles résultent des décrets du 10 octobre 1945 sur l'assurance en vue de la vieillesse et du décès prématuré, du 25 octobre 1945 sur l'assurance en cas de maladie et d'invalidité, du 20 décembre 1945 sur les accidents de travail et les maladies professionnelles, soit ensemble à la date des présentes, 14 % des rémunérations. Toute variation en plus ou en moins, de 10 points de l'index par rapport à sa valeur actuelle 230, entraînera dans les prix de vente une variation de même signe égale à 1,8 % de ces mêmes prix.

Toute variation de 3 points en plus ou en moins, dans le taux cumulé de toutes les charges sociales incombant à l'employeur par rapport à 14 % entraînera dans les prix de vente une variation de même signe égale à 1 % de ces mêmes prix.

Les diverses variations dont question ci-dessus sont cumulatives.

Une réduction des tarifs de base interviendra lorsque le montant des sommes investies par la Société aura reçu une rémunération égale à un intérêt moyen de 6 % pendant dix années.

Après que cet intérêt moyen aura été obtenu, les diminutions ci-dessous seront appliquées sur les tarifs en vigueur pour la vente du m³ d'eau et du kwh. d'électricité, savoir :

réduction de 4 % lorsque la rémunération des sommes investies atteindra 8 % ;

réduction de 5 % lorsqu'elle atteindra 9 % ;

réduction de 6 % lorsqu'elle atteindra 10 % ;

réduction de 7 % lorsqu'elle atteindra 11 % ;

et ainsi de suite.

Au cas où l'index budgétaire cesserait de paraître, les index de référence figurant à la convention de 1939 rentreraient en vigueur.

PAIEMENT DES REDEVANCES.

ART. 21. — Le paiement de l'eau et de l'énergie électrique fournies à la Colonie du Congo Belge aura lieu par versements mensuels, dans les quinze jours de la remise de la facture.

Le paiement de l'eau et de l'énergie électrique fournies par la Simak aux particuliers, aura lieu mensuellement à la présentation de la facture ou au plus tard dans les huit jours qui suivront.

Il en sera de même pour tous autres paiements à lui effectuer, concernant les installations de distributions d'eau et d'électricité.

Après expiration des délais indiqués ci-avant, les sommes dues porteront de plein droit intérêt à raison de 1,25 pour mille et par semaine.

ART. 22. — Les installations intérieures pourront être faites par les abonnés ou les personnes choisies par eux. Pour les installations électriques elles devront répondre au règlement technique de l'Union des Exploitations électriques en Belgique.

La Société aura le droit de vérifier si les installations intérieures répondent à ces exigences et pourra refuser de fournir l'énergie électrique tant qu'il n'en sera pas ainsi.

Un règlement d'exploitation sera établi en concordance avec les dispositions du présent cahier des charges ; il ne sera valable qu'après approbation du Gouverneur Général ou son délégué.

SANCTIONS À L'ÉGARD DES USAGERS.

ART. 23. — La Société pourra refuser ou supprimer toutes fournitures sans devoir justifier d'un préavis :

- 1^o aux abonnés pris en faute ou dont l'installation permet la fraude ;
- 2^o aux abonnés qui auront brisé les scellés mis par la Société sur les appareils ;
- 3^o à tous ceux qui, sans recourir à l'intermédiaire de la Société, ont, par eux-mêmes et par autrui, établi ou tenté d'établir leur raccordement à la canalisation principale ou au raccordement d'un voisin ;
- 4^o aux abonnés dont l'installation défectueuse ou mal conduite pourrait, par manque d'isolement, variation de tension ou de toute autre manière, nuire aux installations de la Société ou des consommateurs ;
- 5^o aux abonnés qui feront marcher leur moteur en dehors des heures autorisées ;
- 6^o à ceux qui refusent de payer, à la présentation de la facture, les sommes dues à la Société ou qui sont en retard de paiement de plus de huit jours ;
- 7^o à ceux dont les installations électriques sont mal faites et pourraient, de quelque manière, nuire aux installations de la Société ou d'autres abonnés.

ART. 24. — Dans le cas du 1^o et du 2^o de l'article 23, la Société Simak aura le droit, à titre de dommages-intérêts forfaitaires, de conserver définitivement la garantie déposée par l'abonné et, en outre, de lui réclamer une somme égale à vingt fois la consommation du dernier mois, avec un minimum de quinze cents francs (1.500 francs).

SANCTIONS À L'ÉGARD DE LA SOCIÉTÉ CONCESSIONNAIRE.

ART. 25. — Sauf cas de force majeure et notamment de guerre, de séisme ainsi que de grèves prolongées, de l'impossibilité dûment constatée de se procurer certaines pièces de rechange nécessaires à l'exploitation du réseau, compte tenu des approvisionnements normaux nécessaires à ces exploitations, toute interruption de courant s'étendant au quart des lampes d'éclairage public, alimentées par un même centre de distribution, donnera lieu à une amende de cent francs, si l'éclairage normal n'est pas rétabli dans les quarante-huit heures de la signification faite à la Société. Cette amende ne pourra être encourue qu'une fois en vingt-quatre-heures, pour le même centre de distribution.

Les variations de tension et de fréquence ne pourront dépasser dix pour cent en plus ou en moins, de la fréquence et du voltage moyen. Les variations dépassant ces limites et durant plus de dix minutes entraîneront une amende de vingt francs.

Les interruptions dans la distribution d'eau donneront lieu dans les mêmes cas, au profit de la Colonie, à une pénalité de cinquante francs par jour et par raccordement, sans que le total puisse excéder deux cents francs par jour.

La pénalité commencera à courir vingt-quatre heures après que la Simak aura été prévenue de l'interruption dans la distribution d'eau par les soins de l'Administration. Les contraventions seront constatées par procès-verbal dressé par le fonctionnaire des Travaux Publics désigné par le Chef de la Province de Costermansville.

Le procès-verbal sera motivé par écrit, dans les quarante-huit heures de sa rédaction, au délégué de la Société.

Ce délégué devra résider dans un rayon de dix kilomètres de la circonscription urbaine. La Société pourra dans les quarante-huit heures de la signification faite à son délégué, faire valoir, par écrit, toutes observations utiles.

Le Chef de la Province de Costermansville statuera sur les moyens invoqués par la Société.

Toutefois, la Société conserve le droit d'en appeler aux Tribunaux. La décision du Chef de la Province ou le procès-verbal, en cas de non protestation ou de protestation tardive, fera foi et suffira pour l'application des amendes sous forme de retenues opérées sur versements mensuels.

Le Chef de la Province adressera copie de tout procès-verbal au siège de l'Administration de la Société en Belgique.

ART. 26. — La Société s'engage à établir ses canalisations d'eau et ses lignes électriques en évitant tous dommages aux propriétés publiques et privées. La Société sera seule responsable des accidents et dommages dus aux installations, à l'existence ou au fonctionnement des canalisations et des lignes électriques et garantira la Colonie contre tout recours de la part de tiers.

ART. 27. — La Société Simak s'engage à acheter en Belgique soixante pour cent de son matériel et de ses approvisionnements. Elle ne pourra déroger à cette obligation que par une autorisation du Ministre des Colonies. Le personnel qu'elle emploiera sera de nationalité belge, sauf exception autorisée par le Ministre des Colonies.

ART. 2.

Le Ministre des Colonies est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Donné à Bruxelles, le 20 février 1948.

ART. 2.

De Minister van Koloniën is belast met de uitvoering van dit besluit.

Gegeven te Brussel, de 20 Februari 1948.

CHARLES.

Par le Régent :

*Pour le Ministre des Colonies
en mission :*

Le Ministre de la Justice,

Vanwege de Regent :

*Voor de Minister van Koloniën
op zending :*

De Minister van Justitie,

P. STRUYE.

Terres. — Cession gratuite à la « Congo Inland Mission » d'un terrain de 25 Ha., sis à Kasongo-Lunda. — Convention du 14 janvier 1948. — Approbation.

CHARLES, PRINCE DE BELGIQUE,
RÉGENT DU ROYAUME,

A tous, présents et à venir, SALUT.

Sur la proposition du Ministre des Colonies,

Nous avons arrêté et arrêtons :

ARTICLE PREMIER.

La convention dont la teneur suit est approuvée :

La COLONIE DU CONGO BELGE, représentée par le Gouverneur Général, cède gratuitement en toute propriété à la « CONGO INLAND MISSION », dont le siège est à Charlesville, la personnalité civile reconnue par Arrêté Royal du 1^{er} mai 1913, publiée au B. O. 1913, page 540, représentée par M. le Révérend ENNS, F. J., résidant à Charlesville, agissant en qualité de Représentant Légal, conformément à l'ordonnance du 19 juillet 1932 publiée au B. A. 1932, page 628, ci-après dénommée la « MISSION », qui accepte aux conditions générales du décret du 24 janvier 1943 modifié par celui du 2 juin 1945 et aux conditions spéciales qui suivent, un terrain destiné à l'établissement d'une Mission religieuse située à KASONGO-LUNDA, d'une superficie de vingt hectares dont les limites sont représentées par un liseré rouge au croquis approximatif figuré ci-après à l'échelle de 1 à 5.000.

La nature ainsi que les limites du terrain sont parfaitement connues de la Mission.

CONDITIONS SPECIALES.

ARTICLE PREMIER. — Le présent contrat est conclu sous réserve de son approbation par Arrêté Royal.

ART. 2. — Seront considérées comme mises en valeur : les terres

- a) qui seront couvertes sur 1/10^{me} au moins de leur surface par des constructions;
- b) qui seront couvertes sur 6/10^{mes} au moins de leur surface en cultures alimentaires;
- c) sur lesquelles il aura été fait des plantations d'espèces ligneuses à raison de cent arbres par hectare au minimum.

Ces conditions joueront simultanément ou séparément pour toute la surface.

Gronden. — Kosteloze afstand aan de « Congo Inland Mission » van een grond van 25 Ha., te Kasongo-Lunda. Overeenkomst van 14 Januari 1948. — Goedkeuring.

KAREL, PRINS VAN BELGIË,
REGENT VAN HET KONINKRIJK,

Aan allen, tegenwoordigen en toekomstenden, HEIL.

Op de voordracht van de Minister van Koloniën,

Wij hebben besloten en Wij besluiten:

ARTIKEL ÉÉN.

De overeenkomst waarvan de tekst volgt, wordt goedgekeurd :

ART. 3. — La Mission devra débroussailler régulièrement et tenir dans un bon état de propreté, une zone de cent mètres autour des habitations et de toute autre construction érigée sur le terrain.

ART. 4. — L'inexécution des conditions prévues à l'article 5 — premier et deuxième alinéas — du décret du 24 janvier 1943 sera constatée par procès-verbal du délégué du Gouverneur de Province.

La Mission s'engage, dès ores, à remplir dans le cas de déchéance, les formalités prévues par la législation sur le régime foncier du Congo Belge, en vue de l'enregistrement des terres au nom de la Colonie.

ART. 5. — Les chemins et sentiers indigènes ou autres traversant le terrain cédé appartiennent au domaine public et ne font pas partie de la présente cession; leur situation et leur largeur définitives seront déterminées lors du mesurage officiel.

ART. 6. — La Mission ne peut abattre les espèces ligneuses croissant au moment de l'octroi des terres que dans la mesure des défrichements nécessaires au développement de son entreprise.

ART. 7. — Le présent contrat est conclu sous réserve des droits que les indigènes pourraient éventuellement réevendiquer dans le délai et selon la procédure prévus à l'article 9 du décret du 31 mai 1934.

ART. 8. — Sauf pour les cas prévus à l'article 5 — premier et deuxième alinéas — du décret du 24 janvier 1943, l'inexécution des conditions générales de ce décret ainsi que l'inexécution des conditions spéciales reprises ci-dessus, feront s'opérer d'office la résolution du présent contrat, si après sommation faite par lettre recommandée, la Mission ne satisfait pas aux dites obligations dans un délai de trois mois à dater de la réception de la lettre recommandée.

Ainsi fait à Léopoldville, en double expédition, le quatorze janvier mil neuf cent quarante-huit.

ART. 2.

Le Ministre des Colonies est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Donné à Bruxelles, le 20 février 1948.

ART. 2.

De Minister van Koloniën is belast met de uitvoering van dit besluit.

Gegeven te Brussel, den 20 Februari 1948.

CHARLES.

Par le Régent :
*Pour le Ministre des Colonies
en mission :*
Le Ministre de la Justice,

Vanwege de Regent :
*Voor de Minister van Koloniën
op zending :*
De Minister van Justitie,

P. STRUYE.

Terres. — Cession gratuite à l' « American Presbyterian Congo Mission », d'un terrain de 40 ares, sis dans le centre extra-coutumier de Luluabourg. — Convention du 13 janvier 1948. — Approbation.

CHARLES, PRINCE DE BELGIQUE,
RÉGENT DU ROYAUME,

A tous, présents et à venir, SALUT.

Sur la proposition du Ministre des Colonies,

Nous avons arrêté et arrêtons :

ARTICLE PREMIER.

La convention dont la teneur suit est approuvée :

La COLONIE DU CONGO BELGE, représentée par le Gouverneur Général, cède gratuitement en toute propriété, à l' « AMERICAN PRESBYTERIAN CONGO MISSION, dont le siège est à Luebo, la personnalité civile reconnue par Décret du 28 avril 1892, publiée au *Bulletin Officiel* de 1892, page 163, représentée par M. le Révérend John MORRISON, agissant en qualité de Représentant Légal, conformément à l'Ordonnance publiée au *Bulletin Administratif* de 1935, page 619, ci-après dénommée la « MISSION » qui accepte aux conditions générales du décret du 24 janvier 1943, modifié par celui du 2 juin 1945 et aux conditions spéciales qui suivent, un terrain destiné à une chapelle-école, situé dans le Centre Extra-Coutumier de LULUABOURG, étant les parcelles N^{os} 626 à 535, d'une superficie totale de quarante ares (40 ares), dont les limites sont représentées par un liseré rouge au croquis approximatif figuré ci-après à l'échelle de 1 à 2.000.

La nature ainsi que les limites du terrain sont parfaitement connues de la Mission.

CONDITIONS SPECIALES.

ARTICLE PREMIER. — Le présent contrat est conclu sous réserve de son approbation par le pouvoir compétent.

ART. 2. — Sera considéré comme « mise en valeur » :

les constructions, en matériaux durables, répondant à l'usage prévu, à savoir : une chapelle, une école et des maisons d'habitation pour les Instituteurs indigènes.

Gronden. — Kosteloze afstand aan de « American Presbyterian Congo Mission van een grond van 40 aren, in het buitengewoonrechtelijk centrum, te Luluaburg. — Overeenkomst van 13 Januari 1948. — Goedkeuring.

KAREL, PRINS VAN BELGIË,
REGENT VAN HET KONINKRIJK,

Aan allen, tegenwoordigen en toekomstenden, HEIL.

Op de voordracht van de Minister van Koloniën,

Wij hebben besloten en Wij besluiten :

ARTIKEL EÉN.

De overeenkomst waarvan de tekst volgt, wordt goedgekeurd :

ART. 3. — L'inexécution des conditions prévues à l'article 5 — premier et deuxième alinéas — du décret du 24 janvier 1943, sera constatée par procès-verbal du délégué du Gouverneur de Province.

La Mission s'engage, dès ores, à remplir dans le cas de déchéance les formalités prévues par la législation sur le régime foncier du Congo Belge, en vue de l'enregistrement des terres au nom de la Colonie.

ART. 4. — Sauf pour les cas prévus à l'article 5 — premier et deuxième alinéas — du décret du 24 janvier 1943, l'inexécution des conditions générales de ce décret ainsi que l'inexécution des conditions spéciales reprises ci-dessus, feront s'opérer d'office la résolution du présent contrat si, après sommation faite par lettre recommandée, la Mission ne satisfait pas aux dites obligations dans un délai de trois mois à dater de la réception de la lettre recommandée.

Ainsi fait à Léopoldville, en double expédition, le treize janvier mil neuf cent quarante-huit.

ART. 2.

Le Ministre des Colonies est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Donné à Bruxelles, le 20 février 1948.

ART. 2.

De Minister van Koloniën is belast met de uitvoering van dit besluit.

Gegeven te Brussel, den 20 Februari 1948.

CHARLES.

Par le Régent :

*Pour le Ministre des Colonies
en mission :*

Le Ministre de la Justice,

Vanwege de Regent :

*Voor de Minister van Koloniën
op zending :*

De Minister van Justitie,

P. STRUYE.

Terres. — Cession gratuite à la « Mission Evangélique de l'Ubangi », d'un terrain de 15 Ha., sis à Bogbale. — Convention du 22 janvier 1948. — Approbation.

CHARLES, PRINCE DE BELGIQUE,
RÉGENT DU ROYAUME,

A tous, présents et à venir, SALUT.

Sur la proposition du Ministre des Colonies,

Nous avons arrêté et arrêtons :

ARTICLE PREMIER.

La convention dont la teneur suit est approuvée :

Gronden. — Kosteloze afstand aan de « Mission Evangelique de l'Ubangi », van een grond van 15 Ha., te Bogbale. — Overeenkomst van 22 Januari 1948. — Goedkeuring.

KAREL, PRINS VAN BELGIË,
REGENT VAN HET KONINKRIJK,

Aan allen, tegenwoordigen en toekomstenden, HEIL.

Op voordracht van de Minister van Koloniën,

Wij hebben besloten en Wij besluiten :

ARTIKEL EÉN.

De overeenkomst waarvan de tekst volgt, wordt goedgekeurd :

La COLONIE DU CONGO BELGE, représentée par le Gouverneur Général cède gratuitement en toute propriété à l'Association « MISSION EVANGÉLIQUE DE L'UBANGI », dont la personnalité civile a été reconnue par arrêté royal en date du 19 mai 1926, publié au *Bulletin Officiel du Congo Belge* du 15 juin 1926, page 540, représentée par le Révérend NORTON, H. WILBERT, résidant à TANDALA (Lisala) agréé en qualité de Représentant Légal suivant avis publié au *Bulletin Administratif du Congo Belge*, année 1947, page 2508, ci-après dénommée la MISSION qui accepte, aux conditions générales du décret du 24 janvier 1943 et du décret du 2 juin 1945 et aux conditions spéciales qui suivent, un terrain destiné à la création d'un poste principal de Mission, situé à BOGBALE, d'une superficie de quinze (15) hectares, dont les limites sont représentées par un liseré rouge au croquis approximatif figuré ci-après à l'échelle de 1 à 5.000.

La nature ainsi que les limites du terrain sont parfaitement connues de la Mission.

CONDITIONS SPECIALES.

ARTICLE PREMIER. — Le présent contrat prend cours à la date de son approbation par arrêté royal.

ART. 2. — Seront considérés comme mis en valeur :

- a) les terres qui sont couvertes sur 1/10^{me} au moins de leur surface par des constructions;

- b) les terres qui sont couvertes sur 6/10^{m^{es}} au moins de leur surface de cultures alimentaires annuelles ou bisannuelles et fourragères;
- c) les pâturages améliorés et clôturés, dont 1/10^{m^e} au moins par semis ou plantation de plantes améliorantes, sur lesquels seront entretenus des bestiaux à l'élevé ou à l'engrais à raison d'au moins deux têtes de gros bétail ou de huit têtes de petit bétail par 10 hectares;
- d) les terres sur lesquelles il aura été fait des plantations d'espèces ligneuses à raison de 100 arbres par hectare au minimum.

Ces conditions joueront simultanément ou séparément pour toute la surface.

ART. 3. — L'inexécution des conditions prévues à l'article 5 — premier et deuxième alinéas — du décret du 24 janvier 1943 sera constatée par procès-verbal du délégué du Gouverneur de Province. La Mission s'engage dès ores à remplir dans le cas de déchéance les formalités prévues par la législation sur le régime foncier du Congo Belge en vue de l'enregistrement des terres au nom de la Colonie.

ART. 4. — Les chemins et sentiers indigènes ou autres traversant le terrain cédé appartiennent au domaine public et ne font pas partie de la présente cession, leur situation et leur largeur définitives seront déterminées lors du mesurage officiel.

ART. 5. — La Mission ne peut abattre les espèces ligneuses croissant au moment de l'octroi du terrain que dans la mesure nécessaire au développement de son entreprise.

ART. 6. — La Mission a l'obligation de débroussailler régulièrement et de tenir en bon état de propreté une zone de 100 mètres autour des constructions.

ART. 7. — Le présent contrat est conclu sous réserve des droits que les indigènes pourraient éventuellement revendiquer selon la procédure et dans le délai prévus à l'article 9 du décret du 31 mai 1934.

La seconde proclamation des résultats de l'enquête a eu lieu le 3 avril mil neuf cent quarante-sept.

ART. 8. — Sauf pour les cas prévus à l'art. 5 — premier et deuxième alinéas — du décret du 24 janvier 1943, l'inexécution des conditions générales de ce décret modifié par le décret du 2 juin 1945, ainsi que l'inexécution des conditions spéciales reprises ci-dessus, feront s'opérer d'office la résiliation du présent contrat si, après sommation faite par lettre recommandée, la Mission ne satisfait pas aux dites obligations dans un délai de TROIS MOIS à dater de la réception de la lettre recommandée.

Ainsi fait à LEOPOLDVILLE, en double expédition, le vingt-deux janvier mil neuf cent quarante-huit.

ART. 2.

Le Ministre des Colonies est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Donné à Bruxelles, le 20 février 1948.

ART. 2.

De Minister van Koloniën is belast met de uitvoering van dit besluit.

Gegeven te Brussel, den 20 Februari 1948.

CHARLES.

Par le Régent :

*Pour le Ministre des Colonies
en mission :*

Le Ministre de la Justice,

Vanwege de Regent :

*Voor de Minister van Koloniën
op zending :*

De Minister van Justitie,

P. STRUYE.

Terres. — Cession gratuite à la « Mission des Pères Scheutistes », d'un terrain de 100 Ha., sis à Tshibemba. — Convention du 15 janvier 1948. — Approbation.

Gronden. — Kosteloze afstand aan de « Mission des Pères Scheutistes », van een grond van 100 Ha., te Tshibemba. — Overeenkomst van 15 Januari 1948. Goedkeuring.

CHARLES, PRINCE DE BELGIQUE,
RÉGENT DU ROYAUME,

A tous, présents et à venir, SALUT!

Sur la proposition du Ministre des Colonies,

Nous avons arrêté et arrêtons :

ARTICLE PREMIER.

La convention dont la teneur suit est approuvée :

KAREL, PRINS VAN BELGIË,
REGENT VAN HET KONINKRIJK,

Aan allen, tegenwoordigen en toekomstenden, HEIL!

Op de voordracht van de Minister van Koloniën,

Wij hebben besloten en Wij besluiten :

ARTIKEL EÉN.

De overeenkomst waarvan de tekst volgt, wordt goedgekeurd :

La COLONIE DU CONGO BELGE, représentée par le Gouverneur Général cède gratuitement en toute propriété, à l'Association « MISSION DES PERES SCHEUTISTES » dont le siège est à Hemptinne-Saint-Benoît, la personnalité civile reconnue par arrêté royal du 31 mars 1939 et publiée au B. A. de 1939, page 284, représentée par le Révérend Père VAN DEN BON, Pierre, agréé comme Représentant Légal, ci-après dénommée la « MISSION » qui accepte aux conditions générales du décret du 24 janvier 1943 modifié par celui du 2 juin 1945 et aux conditions spéciales qui suivent, un terrain destiné

à un Etablissement pour Religieux situé à Tshibemba, d'une superficie de cent hectares (100 Ha.), dont les limites sont représentées par un liseré rouge au croquis approximatif figuré ci-après à l'échelle de 1 à 20.000.

La nature ainsi que les limites du terrain sont parfaitement connues de la Mission.

CONDITIONS SPECIALES.

ARTICLE PREMIER. — Le présent contrat est conclu sous réserve de son approbation par le Pouvoir Compétent.

ART. 2. — Seront considérés comme mis en valeur :

- a) les terres qui seront couvertes sur 1/10^{me} au moins de leur surface par des constructions;
- b) les terres qui seront couvertes sur 6/10^{mes} au moins de leur surface par des cultures vivrières, maraîchères, fourragères ou alimentaires;
- c) les pâturages améliorés sur lesquels sont entretenus des bestiaux à l'élève ou à l'engrais à raison d'au moins une tête de gros bétail ou de quatre têtes de petit bétail par cinq hectares.

Les pâturages devront être clôturés.

Ces conditions joueront simultanément ou séparément pour toute la surface.

ART. 3. — L'inexécution des conditions prévues à l'article 5 — premier et deuxième alinéas — du décret du 24 janvier 1943 sera constatée par procès-verbal du délégué du Gouverneur de Province.

La Mission s'engage, dès ores, à remplir dans le cas de déchéance, les formalités prévues par la législation sur le régime foncier du Congo Belge, en vue de l'enregistrement des terres au nom de la Colonie.

ART. 4. — Les chemins et sentiers indigènes ou autres traversant le terrain cédé, appartiennent au domaine public et ne font pas partie de la présente cession; leur situation et leur largeur définitives seront déterminées lors du mesurage officiel.

ART. 5. — La Mission ne peut abattre les espèces ligneuses croissant au moment de l'octroi des terres que dans la mesure des défrichements nécessaires au développement de son entreprise.

ART. 6. — Sauf pour les cas prévus à l'article 5 — premier et deuxième alinéas — du décret du 24 janvier 1943, l'inexécution des conditions générales de ce décret ainsi que l'inexécution des conditions spéciales reprises ci-dessus,

feront s'opérer d'office la résolution du présent contrat, si, après sommation faite par lettre recommandée, la Mission ne satisfait pas aux dites obligations dans un délai de trois mois à dater de la réception de la lettre recommandée.

Ainsi fait à Léopoldville, en double expédition, le quinze janvier mil neuf cent quarante-huit.

ART. 2.

Le Ministre des Colonies est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Donné à Bruxelles, le 20 février 1948.

ART. 2.

De Minister van Koloniën is belast met de uitvoering van dit besluit.

Gegeven te Brussel, den 20 Februari 1948.

CHARLES.

Par le Régent :

*Pour le Ministre des Colonies
en mission,*

Le Ministre de la Justice,

Vanwege de Regent :

*Voor de Minister van Koloniën
met zending,*

De Minister van Justitie,

P. STRUYE.

Terres. — Cession gratuite à la « Congrégation des Chanoinesses Missionnaires Belges de Saint-Augustin », d'un terrain de 3 Ha., 40 a., sis à Léopoldville-Est. — Convention du 21 janvier 1948. — Approbation.

Gronden. — Kosteloze afstand aan de « Congrégation des Chanoinesses Missionnaires Belges de Saint-Augustin », van een grond van 3 Ha., 40 a., te Leopoldstad-Oost. — Overeenkomst van 21 Januari 1948. — Goedkeuring.

CHARLES, PRINCE DE BELGIQUE,
RÉGENT DU ROYAUME,

A tous, présents et à venir, SALUT.

Sur la proposition du Ministre des Colonies,

Nous avons arrêté et arrêtons :

ARTICLE PREMIER.

La convention dont la teneur suit est approuvée :

KAREL, PRINS VAN BELGIË,
REGENT VAN HET KONINKRIJK,

Aan allen, tegenwoordigen en toekomstenden, HEIL.

Op de voordracht van de Minister van Koloniën,

Wij hebben besloten en Wij besluiten :

ARTIKEL ÉÉN.

De overeenkomst waarvan de tekst volgt, wordt goedgekeurd :

La COLONIE DU CONGO BELGE représentée par le Gouverneur Général, cède gratuitement en toute propriété, à la CONGREGATION DES CHANOINES MISSIONNAIRES BELGES DE SAINT-AUGUSTIN, dont la personnalité civile a été reconnue par l'Arrêté Royal du 30 janvier 1921, paru au *Bulletin Officiel* de 1921, page 317, représentée par la Révérende Mère Amélie BUTAYE, agréée en qualité de Représentante Légale par Ordonnance du 19 octobre 1939 publiée au *Bulletin Administratif* de 1939, page 840, ci-après dénommée la « MISSION » qui accepte aux conditions générales du décret du 24 janvier 1943 modifié par celui du 2 juin 1945 et aux conditions spéciales qui suivent, un terrain destiné à des œuvres scolaires, post-scolaires et philanthropiques, situé dans la cité indigène de Léopoldville-Est, d'une superficie de trois hectares, quarante ares (3 Ha., 40 a.), dont les limites sont représentées par un liseré rouge au croquis approximatif figuré ci-après à l'échelle de 1 à 5.000.

La nature ainsi que les limites du terrain sont parfaitement connues de la Mission.

CONDITIONS SPECIALES.

ARTICLE PREMIER. — Le présent contrat est conclu sous réserve de son approbation par le Pouvoir Compétent.

ART. 2. — Seront considérées comme mises en valeur, les terres couvertes de constructions entièrement achevées répondant à la destination mentionnée ci-dessus, c'est-à-dire des bâtiments scolaires.

Les constructions devront être conformes aux prescriptions de l'Autorité compétente à qui les plans devront être soumis, toute diligence étant faite par la MISSION pour obtenir l'autorisation de bâtir en temps utile.

La MISSION sera tenue de se conformer aux prescriptions de l'Autorité Administrative en ce qui concerne la zone de recul à observer éventuellement le long des voies publiques pour l'alignement des constructions. Toutefois cette zone ne pourra excéder cinq mètres de largeur.

ART. 3. — L'inexécution des conditions prévues à l'article 5 — premier et deuxième alinéas — du décret du 24 janvier 1943, sera constatée par procès-verbal du délégué du Gouverneur de Province.

La Mission s'engage, dès lors, à remplir dans le cas de déchéance, les formalités prévues par la législation sur le régime foncier du Congo Belge, en vue de l'enregistrement des terres au nom de la Colonie.

ART. 4. — Sauf pour les cas prévus à l'article 5 — premier et deuxième alinéas — du décret du 24 janvier 1943, modifié par celui du 2 juin 1945, l'inexécution des conditions générales de ce décret ainsi que l'inexécution des conditions spéciales reprises ci-dessus, feront s'opérer d'office la résolution du présent contrat si, après sommation faite par lettre recommandée, la Mission ne satisfait pas aux dites obligations dans un délai de UN MOIS, à dater de la réception de la lettre recommandée.

Ainsi fait à Léopoldville, en double expédition, le vingt-et-un janvier mil neuf cent quarante-huit.

ART. 2.

Le Ministre des Colonies est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Donné à Bruxelles, le 20 février 1948.

ART. 2.

De Minister van Koloniën is belast met de uitvoering van dit besluit.

Gegeven te Brussel, den 20 Februari 1948.

CHARLES.

Par le Régent :
*Pour le Ministre des Colonies
en mission :*
Le Ministre de la Justice,

Vanwege de Regent :
*Voor de Minister van Koloniën,
op zending :*
De Minister van Justitie,

P. STRUYE.

Chutes d'eau. — Concession par le Ruanda-Urundi, de chutes d'eau à la « Friends Africa Gospel Mission ». — Convention du 17 février 1948. — Approbation.

Watervallen. — Concessie door Ruanda-Urundi van watervallen aan de « Friends Africa Gospel Mission ». — Overeenkomst van 17 Februari 1948. — Goedkeuring.

CHARLES, PRINCE DE BELGIQUE,
RÉGENT DU ROYAUME,

KAREL, PRINS VAN BELGIË,
REGENT VAN HET KONINKRIJK,

A tous, présents et à venir, SALUT.

Aan allen, tegenwoordigen en toekomstenden, HEIL.

Sur la proposition du Ministre des Colonies,

Op de voordracht van de Minister van Koloniën,

Nous avons arrêté et arrêtons :

Wij hebben besloten en Wij besluiten :

ARTICLE PREMIER.

ARTIKEL EÉN.

La convention dont la teneur suit est approuvée :

De overeenkomst waarvan de tekst volgt, wordt goedgekeurd :

Entre le Gouvernement du Territoire du Ruanda-Urundi, représenté par M. P. WIGNY, Ministre des Colonies, d'une part et la « FRIENDS AFRICA GOSPEL MISSION » dont la personnalité civile a été accordée par Arrêté Royal du 2 juin 1936 et dont le siège est à KIVIMBA (Urundi), représentée par le Révérend Clayton S. Brown, Représentant légal, résidant à Kivimba (B. A. C. B., 1942, p. 1991), d'autre part,

Il a été convenu ce qui suit, sous réserve d'approbation par Arrêté Royal :

ARTICLE PREMIER. — Le Gouvernement du Territoire du Ruanda-Urundi, concède à la « Friends Africa Gospel Mission » aux conditions stipulées ci-après, le droit de capter jusqu'au 31 décembre deux mille quarante-cinq, 80 (quatre-vingts) chevaux vapeur à la rivière KANIGA à l'emplacement indiqué au plan ci-joint.

ART. 2. — Le Gouvernement du Territoire du Ruanda-Urundi reconnaît à la concessionnaire le droit d'occuper jusqu'à l'expiration de la présente convention :

- a) les terrains nécessaires à l'installation de la turbine, y compris, le cas échéant, les canaux et les bassins de captage, ainsi que la conduite forcée et le canal de fuite;

Les attributions de terrains auront lieu dans les limites et aux conditions du décret du 24 janvier 1943.

- b) sous réserve des droits des tiers, l'autorisation de construire une ligne aérienne pour le transport de l'énergie électrique à ses installations du poste principal de mission à Kivimba ainsi que l'usage des terrains pour l'établissement d'un sentier de surveillance le long de la ligne aérienne et la construction d'une voie d'accès aux installations hydro-électriques.

Les arbres du domaine qui constitueraient un obstacle à l'établissement et à la conservation des lignes aériennes pourront être enlevés, mais resteront la propriété du Gouvernement du Ruanda-Urundi.

L'abatage des arbres se fera conformément aux dispositions prévues pour l'exploitation de coupes de bois.

ART. 3. — La prise d'eau se fera à l'endroit représenté au plan annexé à la présente convention.

Le choix des terrains dont il est question sub litteras *a* et *b* de l'article 2 sera notifié au Gouvernement du Territoire du Ruanda-Urundi dans les deux ans à dater de l'approbation de la présente convention par arrêté royal.

Les susdites notifications seront accompagnées de plans et indications précisant notamment la situation des installations de l'usine et de ses dépendances, de la prise d'eau, barrage éventuel, canal de fuite.

Ces plans indiqueront, en outre, les ouvrages à établir tant sur la voie publique qu'au-dessus ou au-dessous de celle-ci.

Les plans et indications susvisés devront être approuvés par le Gouverneur du Ruanda-Urundi, ainsi que toutes modifications apportées ultérieurement aux travaux projetés. Le programme des travaux comportera un délai d'achèvement qui sera soumis à la ratification du Gouverneur du Ruanda-Urundi.

Les délais devront être observés sous peine de déchéance, à moins de prolongations qui seraient accordées par le Gouverneur Général pour motif de force majeure.

ART. 4. — La construction et le fonctionnement de l'installation hydroélectrique ne peuvent priver les riverains, de l'eau indispensable aux services publics ou à l'usage domestique.

Les eaux utilisées feront retour à la rivière et ne pourront être corrompues.

ART. 5. — La concession est accordée pour la production de l'énergie domestique et industrielle nécessaire aux besoins de la Mission, de l'hôpital et des écoles professionnelles.

ART. 6. — Sous peine de déchéance la concessionnaire maintiendra ses installations en bon état d'entretien et en activité pour autant que les besoins de ses exploitations l'exigent.

ART. 7. — Si par ses installations ou par son fait, la concessionnaire occasionne des inondations, elle sera tenue de payer en cas de dommage une indemnité à fixer selon le mode et la procédure prévus à l'article 11, sans préjudice de celles qui seraient dues à des tiers.

ART. 8. — Si l'utilisation de la force hydro-électrique installée est entravée par l'effet direct de travaux d'utilité publique, la concessionnaire aura droit à une juste indemnité à fixer selon la procédure prévue à l'article 11.

ART. 9. — A l'expiration de la concession ou en cas de déchéance, le Gouvernement du Ruanda-Urundi, sera subrogé à tous les droits de la concessionnaire et entrera en possession de toutes les installations, hydroélectriques et des bâtiments dans lesquels elles se situent ainsi que des terrains occupés, sans qu'elle ait droit à aucune indemnité.

Toutefois, si la concessionnaire avait effectué durant les cinq dernières années des travaux d'aménagement reconnus nécessaires par le Gouvernement du Ruanda-Urundi, elle aurait droit au remboursement des frais non normalement amortis de ces travaux.

ART. 10. — La cession totale ou partielle de la concession ainsi que la vente ou la fourniture gratuite du courant électrique à des tiers devront être préalablement autorisées par le Gouvernement du Ruanda-Urundi et selon les modalités qu'il détermine.

ART. 11. — Les contestations qui pourraient s'élever au sujet de l'interprétation des clauses de la présente convention seront tranchées par la commission d'arbitres siégeant à Usumbura.

En cas d'arbitrage, chacune des parties désignera un arbitre et le Président du Tribunal de Première Instance du Ruanda-Urundi en désignera un troisième.

Les arbitres sont dispensés des délais et forme établis pour les Tribunaux. Ils statueront dans les termes du droit.

Fait à Bruxelles, en double exemplaire, le 17 février 1948.

ART. 2.

Le Ministre des Colonies est chargé
de l'exécution du présent arrêté.

Donné à Bruxelles, le 4 mars 1948.

ART. 2.

De Minister van Koloniën is belast
met de uitvoering van dit besluit.

Gegeven te Brussel, den 4 Maart 1948.

CHARLES.

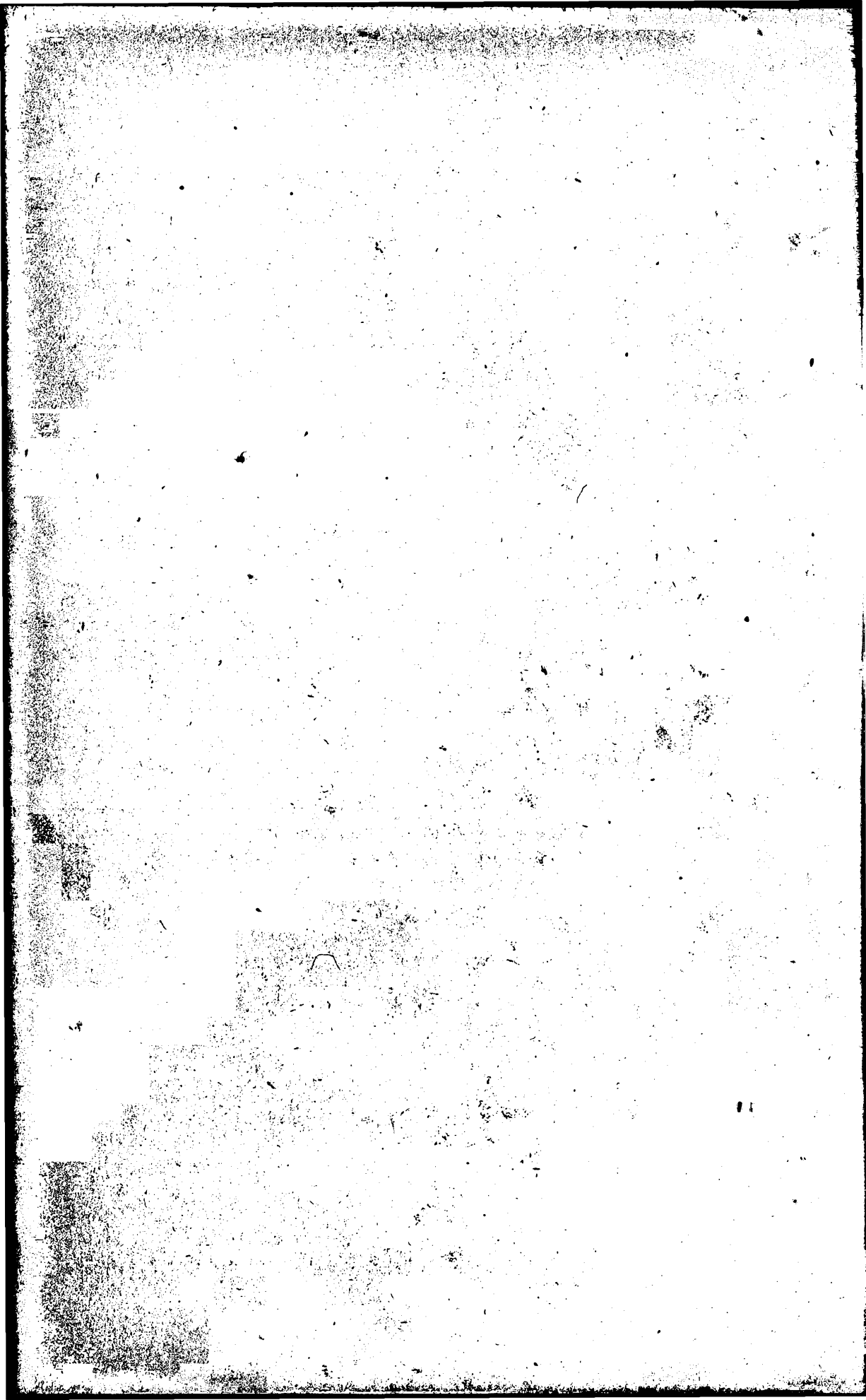
Par le Régent :

Le Ministre des Colonies,

Vanwege de Regent :

De Minister van Koloniën,

P. WIGNY.



Bulletin Officiel

DU

CONGO BELGE**Ambtelijk Blad**

VAN

BELGISCH-CONGO**2^e PARTIE****2^e DEEL****SOMMAIRE**

Dates.	Pages.
13 octobre 1947. — A. R. — Terres. — Cession gratuite à la « Congrégation des Sacrés-Cœurs (dite Picpus) », d'un terrain de 29 Ha., 50 a., sis à Kimpuki. — Convention du 4 septembre 1947. — Approbation.	187
8 mars 1948. — A. R. — Mines. — Domaine minier de la « Compagnie des Chemins de Fer du Congo Supérieur aux Grands Lacs Africains ». — Arrêté autorisant la société « Symétain » à exploiter les gisements d'or, compris à l'intérieur de la concession dénommée « Bloc Kama III » . . .	189
8 mars 1948. — D. — Mines. — Décret prorogeant pour une durée de deux ans, les droits miniers dérivant de la convention conclue le 31 août 1939 entre la Colonie et la « Société Minière du Congo Septentrional (Somnitor) », et approuvée par le décret du 21 décembre 1939	193
11 mars 1948. — D. — Concession à la « Société d'Elevage et de Culture au Congo Belge (S.E.C.) », d'un terrain de 4.500 Ha., sis à Dianiamia. — Convention du 3 avril 1947. — Approbation.	197

INHOUD

Dagtekeningen.	Bladz.
13 October 1947. — B. R. — Gronden. — Kosteloze afstand aan de « Congrégation des Sacrés-Cœurs (dite Picpus) », van een grond van 29 Ha., 50 a., te Kimpuki. — Overeenkomst van 4 September 1947. — Goedkeuring.	187
8 Maart 1948. — B. R. — Mijnen. — Mijndomein van de « Compagnie des Chemins de Fer du Congo Supérieur aux Grands Lacs Africains ». — Besluit waarbij aan de vennootschap « Symétain » het recht wordt verleend de goudlagen te ontginnen, in de concessie genaamd « Blok Kama III » . . .	189
8 Maart 1948. — D. — Mijnen. — Decreet tot verlenging met twee jaar, van de mijnrechten voortvloeiende uit de overeenkomst gesloten op 31 Augustus 1939 tussen de Kolonie en de « Société Minière du Congo Septentrional (Somnitor) », en goedgekeurd bij decreet van 21 December 1939. . . .	193
11 Maart 1948. — D. — Gronden. — Concessie aan de « Société d'Elevage et de Culture au Congo Belge (S.E.C.) », van een grond van 4.500 Ha., te Dianiamia. — Overeenkomst van 3 April 1947. — Goedkeuring.	197

Dates.	Pages.	Dagtekeningen.	Bladz.
11 mars 1948. — A. R. — Terres. — Cession gratuite à l' « Association des Eglises Libres de Norvège », d'un terrain de 5 Ha., 63 ca., sis à Kahoyo. — Convention du 16 février 1948. — Approbation . . .	201	11 Maart 1948. — B. R. — Gronden. — Kosteloze afstand aan de « Association des Eglises Libres de Norvège », van een grond van 5 Ha., 63 ca., te Kahoyo. — Overeenkomst van 16 Februari 1948. — Goedkeuring	201
17 mars 1948. — A. R. — Mines. — Domaine minier de la « Compagnie des Chemins de Fer du Congo Supérieur aux Grands Lacs Africains ». — Permis d'exploitation délivrés à la société « Symétain ».	203	17 Maart 1948. — B. R. — Mijnen. — Mijndomein van de « Compagnie des Chemins de Fer du Congo Supérieur aux Grands Lacs Africains ». — Mijnbouwvergunningen afgeleverd aan de vennootschap « Symétain »	203
19 mars 1948. — A. R. — Terres. — Cession gratuite à la « Mission des Pères Croisières », d'un terrain de 100 Ha., sis à Mbumba. — Convention du 21 février 1948. — Approbation	226	19 Maart 1948. — B. R. — Gronden. — Kosteloze afstand aan de « Mission des Pères Croisières », van een grond van 100 Ha., te Mbumba. — Overeenkomst van 21 Februari 1948. — Goedkeuring	226
19 mars 1948. — A. R. — Terres. — Cession gratuite à la « Mission des RR. PP. Joséphites à Lulua-bourg », d'un terrain de 5 Ha., sis à Mweka. — Convention du 26 février 1948. — Approbation	228	19 Maart 1948. — B. R. — Gronden. — Kosteloze afstand aan de « Mission des RR. PP. Joséphites à Lulua-bourg », van een grond van 5 Ha., te Mweka. — Overeenkomst van 26 Februari 1948. — Goedkeuring	228
19 mars 1948. — A. R. — Cession gratuite à l' « Association des Pères Scheutistes », d'un terrain de 50 ares, sis à Demba. — Convention du 20 février 1948. — Approbation	230	19 Maart 1948. — B. R. — Gronden. — Kosteloze afstand aan de Vereniging « Mission des Pères Scheutistes », van een grond van 50 a. te Demba. — Overeenkomst van 20 Februari 1948. — Goedkeuring	230
19 mars 1948. — A. R. — Terres. — Cession gratuite par le Ruanda-Urundi à l' « Association des Religieuses Missionnaires de Notre-Dame d'Afrique du Vicariat Apostolique de l'Urundi », d'un terrain de 3 Ha., sis à Kitega. — Convention du 20 février 1948. — Approbation	232	19 Maart 1948. — B. R. — Gronden. — Kosteloze afstand door Ruanda-Urundi aan de « Association des Religieuses de Notre-Dame d'Afrique du Vicariat Apostolique de l'Urundi », van een grond van 3 Ha., gelegen te Kitega. — Overeenkomst van 20 Februari 1948. — Goedkeuring	232
19 mars 1948. — A. R. — Clutes d'eau. — Concession par le Ruanda-Urundi, à M. F. Pirotte, de chutes d'eau sur la rivière Yanza. — Convention du 15 mars 1948. — Approbation	233	19 Maart 1948. — B. R. — Watervallen. — Concessie door de Ruanda-Urundi aan de Heer F. Pirotte, van de watervallen op de rivier Yanza. — Overeenkomst van 15 Maart 1948. — Goedkeuring	233

Terres. — Cession gratuite à la Congrégation des Sacrés-Cœur (dite Picpus), d'un terrain de 29 Ha., 50 a., sis à Kimpuki. — Convention du 4 septembre 1947. — Approbation.

CHARLES, PRINCE DE BELGIQUE,
RÉGENT DU ROYAUME,

A tous, présents et à venir, SALUT!

Sur la proposition du Ministre des Colonies,

Nous avons arrêté et arrêtons :

ARTICLE PREMIER.

La convention dont la teneur suit est approuvée :

La COLONIE DU CONGO BELGE, représentée par le Gouverneur Général cède gratuitement en toute propriété à la Congrégation des Sacrés-Cœurs (dite PICPUS) à Kole, dont la personnalité civile est reconnue par Arrêté Royal du 6 juillet 1937, comme paru au *B. O.* de 1937, page 673, représentée par son Représentant Légal, le Révérend Père VAN BEURDEN, Victor, Corneille, conformément à la parution au *B. A.* de 1940, page 1715, résidant à Kole; ci-après dénommée la « MISSION » qui accepte aux conditions générales du décret du 24 janvier 1943, modifié par celui du 2 juin 1945, et aux conditions spéciales qui suivent, un terrain destiné à un établissement pour religieux situé à KIMPUKI, d'une superficie de vingt-neuf hectares, cinquante ares, dont les limites sont représentées par un liseré rouge au croquis approximatif figuré ci-après à l'échelle de 1 à 5.000.

La nature ainsi que les limites du terrain sont parfaitement connues de la Mission.

CONDITIONS SPECIALES.

ARTICLE PREMIER. — Le présent contrat est conclu sous réserve de son approbation par arrêté royal.

ART. 2. — Seront considérées comme mises en valeur :

- a) les terres qui seront couvertes sur 1/10^{me} au moins de leur surface par des constructions;
- b) les terres qui seront couvertes sur 6/10^{mes} au moins de leur surface en cultures alimentaires, fourragères ou herbacées;
- c) les terres qui seront affectées aux pâturages et sur lesquels seront entretenus au moins huit têtes de petit bétail par dix hectares.

Ces conditions joueront simultanément ou séparément pour toute la surface.

Gronden. — Kosteloze afstand aan de « Congrégation des Sacrés-Cœurs (dite Picpus) », van een grond van 29 Ha., 50 a., te Kimpuki. — Overeenkomst van 4 September 1947. — Goedkeuring.

KAREL, PRINS VAN BELGIË,
REGENT VAN HET KONINKRIJK,

Aan allen, tegenwoordigen en toekomstenden, HEIL!

Op de voordracht van de Minister van Koloniën,

Wij hebben besloten en Wij besluiten :

ARTIKEL ÉÉN.

De overeenkomst waarvan de tekst volgt wordt goedgekeurd :

ART. 3. — L'inexécution des conditions prévues à l'article 5 — premier et deuxième alinéas — du décret du 24 janvier 1943 sera constatée par procès-verbal du délégué du Gouverneur de Province.

La Mission s'engage, dès ores, à remplir dans le cas de déchéance, les formalités prévues par la législation sur le régime foncier du Congo belge, en vue de l'enregistrement des termes au nom de la Colonie.

ART. 4. — Les chemins et sentiers indigènes ou autres traversant le terrain cédé appartiennent au domaine public et ne font pas partie de la présente cession; leur situation et leur largeur définitives seront déterminées lors du mesurage officiel.

ART. 5. — La Mission ne peut abattre les espèces ligneuses croissant au moment de l'octroi des terres que dans la mesure des défrichements nécessaires au développement de son entreprise.

ART. 6. — Le présent contrat est conclu sous réserve des droits que les indigènes pourraient éventuellement revendiquer dans le délai et selon la procédure prévus à l'article 9 du décret du 31 mai 1934.

ART. 7. — Sauf pour les cas prévus à l'article 5 — premier et deuxième alinéas — du décret du 24 janvier 1943, l'inexécution des conditions générales de ce décret ainsi que l'inexécution des conditions spéciales reprises ci-dessus, feront s'opérer d'office la résolution du présent contrat, si après sommation faite par lettre recommandée, la Mission ne satisfait pas aux dites obligations dans un délai de trois mois à dater de la réception de la lettre recommandée.

Ainsi fait à Lusambo, en double expédition, le quatre septembre mil neuf cent quarante-sept.

ART. 2.

Le Ministre des Colonies est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Donné à Bruxelles, le 13 octobre 1947.

ART. 2.

De Minister van Koloniën is belast met de uitvoering van dit besluit.

Gegeven te Brussel, den 13 October 1947.

CHARLES.

Par le Régent :

Le Ministre des Colonies,

Vanwege de Regent :

De Minister van Koloniën,

P. WIGNY.

Mines. — Domaine minier de la Compagnie des Chemins de Fer du Congo Supérieur aux Grands Lacs Africains. — Arrêté autorisant la société Symétain à exploiter les gisements d'or compris à l'intérieur de la concession dénommée « Bloc Kama III ».

CHARLES, PRINCE DE BELGIQUE,
RÉGENT DU ROYAUME,

A tous, présents et à venir, SALUT.

Vu la convention du 4 janvier 1902 accordant une concession minière à la Compagnie des Chemins de fer du Congo Supérieur aux Grands Lacs Africains;

Vu la convention du 9 novembre 1921 approuvée par décret du 30 juin 1922, qui modifie cette convention, et particulièrement son article 5;

Vu l'arrêté royal du 16 mai 1939 et les ordonnances N° 318/AE./M. du 18 septembre 1940, accordant à la société Symétain le droit d'exploiter les gisements d'or à l'intérieur des concessions dénommées « Kama III », « Kama IIIB » et « Kama IIIA »;

Vu le décret du 24 septembre 1937 sur les mines ainsi que les actes législatifs qui l'ont modifié ou complété;

Vu la demande introduite par la Société Symétain;

Sur la proposition du Ministre des Colonies,

Nous avons arrêté et arrêtons :

ARTICLE PREMIER.

L'arrêté royal du 16 mai 1939 et l'ordonnance n° 318/AE./M. du 18 septembre 1940, accordant à la société Symétain

Mijnen. — Mijndomein van de « Compagnie des Chemins de Fer du Congo Supérieur aux Grands Lacs Africains ». — Besluit waarbij aan de vennootschap « Symétain » het recht wordt verleend de goudlagen te ontginnen binnen de concessie genaamd « Bloc Kama III ».

KAREL, PRINS VAN BELGIË,
REGENT VAN HET KONINKRIJK,

Aan allen, tegenwoordigen en toekomstenden, HEIL.

Gelet op de overeenkomst van 4 Januari 1902, waarbij aan de « Compagnie des Chemins de fer du Congo Supérieur aux Grands Lacs Africains » een mijnbouwkundige concessie wordt verleend;

Gelet op de overeenkomst van 9 November 1921, goedgekeurd bij decreet van 30 Juni 1922, die deze overeenkomst wijzigt, en inzonderheid op haar artikel 5;

Gelet op het koninklijk besluit van 16 Mei 1939 en de ordonnantie N° 318/EZ./M. dd. 18 September 1940, waarbij aan de Vennootschap « Symétain » het recht wordt verleend de goudlagen te ontginnen, binnen de concessies genaamd « Kama III », « Kama IIIB » en « Kama IIIA »;

Gelet op het decreet van 24 September 1937 betreffende de mijnen, zomede op de wetgevende akten die het hebben gewijzigd of aangevuld;

Gelet op de door de Vennootschap « Symétain » ingediende aanvraag,

Op de voordracht van de Minister van Koloniën,

Wij hebben besloten en Wij besluiten:

ARTIKEL ÉÉN.

Het koninklijk besluit van 16 Mei 1939 en de ordonnantie N° 318/EZ./M., dd. 18 September 1940, waarbij aan de

le droit d'exploiter les gisements d'or situés à l'intérieur des concessions dénommées « Kama III », « Kama IIIB » et « Kama IIIA » sont abrogés.

ART. 2.

Le droit d'exploiter les gisements d'or est accordé à la société Symétain à l'intérieur de la concession dénommée « Bloc Kama III », d'une superficie de 389 hectares 80 ares.

Ce droit est accordé jusqu'au 31 décembre 2010.

Les limites de la concession sont déterminées comme suit :

Vennootschap « Symétain » het recht wordt verleend tot het ontginnen van de goudlagen die zich bevinden binnen de concessies genaamd « Kama III », « Kama IIIB » en « Kama IIIA » worden ingetrokken.

ART. 2.

Het recht de goudlagen te ontginnen wordt aan de Vennootschap « Symétain » verleend binnen de concessie genaamd « Bloc Kama III », groot 389 hectaren 80 aren.

Dit recht wordt verleend tot 31 December 2010.

De grenzen van de concessie worden vastgesteld als volgt :

A. — DESCRIPTION DES LIMITES.

A. — BESCHRIJVING DER GRENZEN.

De la borne 1b un alignement droit de 242m.7 az. 91,gr.92 mène à la borne 2b

Van grenspaal 1b leidt een rechte rooi-

lijn van 242m.7 az. 91gr.92 naar grenspaal 2b

»	2b	»	»	226m.6	»	123gr.44	»	»	3b
»	3b	»	»	180m.3	»	20gr.71	»	»	4b
»	4b	»	»	184gr.2	»	43gr.46	»	»	5b
»	5b	»	»	198m.5	»	59gr.22	»	»	6b
»	6b	»	»	224m.2	»	362gr.21	»	»	7b
»	7b	»	»	224m.0	»	389gr.84	»	»	8b
»	8b	»	»	225m.3	»	19gr.93	»	»	9b
»	9b	»	»	234m.3	»	306gr.01	»	»	10b
»	10b	»	»	230m.3	»	334gr.09	»	»	11b
»	11b	»	»	249m.9	»	365gr.77	»	»	12b
»	12b	»	»	249m.5	»	397gr.86	»	»	13b
»	13b	»	»	187m.5	»	29gr.45	»	»	14b
»	14b	»	»	299m.2	»	55gr.96	»	»	15b
»	15b	»	»	249m.7	»	93gr.94	»	»	16b
»	16b	»	»	250m.4	»	125gr.64	»	»	17b

De la borne 17b un alignement droit de 251m.5 az. 157gr.87 mène à la borne 18b

Van grenspaal 17b leidt een rechte rooi-

lijn van 251m.5 az. 157gr.87 naar grenspaal 18b

»	18b	»	»	236m.5	»	189gr.32	»	»	19b
»	19b	»	»	228m.6	»	218gr.81	»	»	20b
»	20b	»	»	258m.8	»	104gr.18	»	»	21b
»	21b	»	»	297m.1	»	141gr.98	»	»	18
»	18	»	»	315m.3	»	181gr.88	»	»	19
»	19	»	»	599m.1	»	244gr.23	»	»	20
»	20	»	»	225m.3	»	157gr.43	»	»	21
»	21	»	»	200m.3	»	186gr.20	»	»	22
»	22	»	»	425m.8	»	133gr.45	»	»	23
»	23	»	»	403m.3	»	193gr.26	»	»	24
»	24	»	»	596m.6	»	160gr.85	»	»	25
»	25	»	»	299m.2	»	217gr.31	»	»	26
»	26	»	»	251m.1	»	266gr.50	»	»	1
»	1	»	»	653m.5	»	336gr.53	»	»	2
»	2	»	»	247m.5	»	393gr.41	»	»	3
»	3	»	»	324m.8	»	330gr.90	»	»	4
»	4	»	»	29m.8	»	248gr.09	»	»	10a
»	10a	»	»	150m.8	»	366gr.04	»	»	11a
»	11a	»	»	161m.7	»	386gr.45	»	»	12a
»	12a	»	»	252m.8	»	321gr.48	»	»	13a
»	13a	»	»	189m.3	»	220gr.85	»	»	14a
»	14a	»	»	200m.8	»	245gr.29	»	»	15a
»	15a	»	»	236m.1	»	273gr.80	»	»	16a
»	16a	»	»	220m.4	»	303gr.14	»	»	17a
»	17a	»	»	234m.3	»	332gr.24	»	»	18a
»	18a	»	»	237m.3	»	362gr.86	»	»	19a
»	19a	»	»	236m.1	»	393m.04	»	»	20a
»	20a	»	»	203m.5	»	20gr.76	»	»	21a
»	21a	»	»	162m.6	»	45gr.43	»	»	22a
»	22a	»	»	171m.8	»	66gr.20	»	»	1b

B. — SITUATION DES BORNES D'ANGLE.

La borne 15b est située à 777 m. 8 az. 197 gr. 38 du confluent des rivières Mukukutshi et Kamulungu.

La borne 18 est située à 2042 m. 8 az. 162 gr. 63 du confluent des rivières Mukukutshi et Kamulungu.

C. — REMARQUE.

Les azimuts sont exprimés en grades et en minutes centésimales. Ils se mesurent à partir du nord vrai et croissent dans le sens du mouvement des aiguilles d'une montre.

D. — SITUATION.

Le polygone « Bloc Kama III » est situé à 18 km. au sud-ouest du poste de Kama.

ART. 3.

Le Ministre des Colonies est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Donné à Bruxelles, le 8 mars 1948.

B. — LIGGING VAN DE HOEKGRENSPALEN.

Grenspaal 15b is gelegen op 777 m. 8 az. 197 gr. 38 van de samenvloeiing van de Mukukutshi en Kamalungu rivieren.

Grenspaal 18 is gelegen op 2.042 m. 8 az. 162 gr. 63 van de samenvloeiing van de Mukukutshi en Kamulungu rivieren.

C. — OPMERKING.

De azimuths zijn uitgedrukt in graden en in centesimale minuten. Zij worden gemeten vanaf het werkelijk Noorden en stijgen in de zin van de beweging van de wijzers van een uurwerk.

D. — LIGGING.

De veelhoek « Blok Kama III » is gelegen op 18 km. ten Zuid-Westen van de Kama-post.

ART. 3.

De Minister van Koloniën is belast met de uitvoering van dit besluit.

Gegeven te Brussel, den 8 Maart 1948.

CHARLES.

Par le Régent :
Le Ministre des Colonies,

Vanwege de Regent :
De Minister van Koloniën,

P. WIGNY.

Rapport du Conseil Colonial sur un projet de décret qui proroge des droits miniers, dérivant de la Convention conclue le 31 août 1939 entre la Colonie et la Société Minière du Congo Septentrional et approuvée par le décret du 21 décembre 1939.

Ce projet a été soumis une première fois à l'examen du Conseil au cours de la séance du 24 octobre 1947. Il a été renvoyé alors à un examen ultérieur à cause du manque complet d'information sur l'origine, la nature et la portée exacte de la convention qui est à la base. Il a été présenté une deuxième fois à la séance du 19 décembre. Cette fois une documentation sérieuse était déposée. Il n'y manquait que le rapport de l'ingénieur qui avait été délégué par l'Administration pour reconnaître les gisements de cuivre qu'un missionnaire lui avait signalés.

Un membre rappelle les conditions dans lesquelles cette découverte avait été faite et portée à la connaissance de l'Administration. Ensuite, il attire l'attention du Conseil sur l'importance capitale que présente actuellement la politique agricole dans le territoire de l'Inkisi, où se trouvent les terrains miniers. Ce territoire doit assurer au minimum les trois-quarts du ravitaillement de la cité indigène de Léopoldville. Comme cette cité ne cesse de s'accroître, cette politique est plus nécessaire que jamais.

Actuellement l'activité de la société concessionnaire se limite à des recherches et à des bornages. La main-d'œuvre se ravitaile facilement sur place et la Société fait preuve de sens social. Mais il faut se préoccuper de l'avenir. Avant qu'on n'arrive au stade de l'exploitation, il s'agit pour le Gouvernement de prévoir et de s'assurer à coup sûr les moyens

Verslag van de Koloniale Raad over een ontwerp van decreet tot verlenging van de mijnrechten die voortvloeien uit de overeenkomst gesloten op 31 Augustus 1939 tussen de Kolonie en de « Société Minière du Congo Septentrional » en goedgekeurd bij decreet van 31 December 1939.

Dit ontwerp werd een eerste maal aan de Raad tot onderzoek voorgelegd in de vergadering van 24 October 1947. Het werd toen naar een later onderzoek verzonden wegens het volledig gemis van inlichtingen over de oorsprong, de aard en de juiste betekenis van de overeenkomst die er ten grondslag aan ligt. Het werd een tweede maal voorgelegd, op de vergadering van 19 December. Ditmaal was er een ernstige documentatie bezorgd. Alleen het verslag van de ingenieur, aan wie het Bestuur opdracht had gegeven om zich te vergewissen van het bestaan van de koperlagen waarop een missionaris dit Bestuur had gewezen, was er niet bij.

Een raadslid herinnert aan de omstandigheden waaronder die ontdekking geschied is en ter kennis van het Bestuur gebracht. Hij vestigt daarna de aandacht van de Raad op het zeer groot belang dat thans verbonden is aan de landbouwpolitiek in het Inkisi-gewest, waar de mijngronden zich bevinden. Dit gewest moet ten minste voor 3/4 de voedselvoorziening van de inlandse wijk van Leopoldstad verzekeren. Daar die wijk aldoor aangroeit, is die politiek meer dan ooit een noodwendigheid.

Op dit ogenblik bepaalt de concessiehoudende vennootschap zich bij opsporingen en afpalingen. De arbeiders vinden gemakkelijk voedsel ter plaats en de vennootschap geeft blijk van de sociale zin. Men moet echter de toekomst op het oog hebben. Vooraleer men het ontginningsstadium bereikt, komt het er voor het Gouvernement op aan de voedselaan-

de ravitailler et la capitale et la main-d'œuvre minière. Ce problème doit être étudié dès maintenant. Un autre membre émet l'opinion qu'on est encore loin du stade de l'exploitation.

Un troisième membre dit que le bien général est servi par la poursuite des recherches minières dans le Bas-Congo mais que leur mise en œuvre constituera de sérieux problèmes. Et d'abord le problème de la main-d'œuvre. Celle-ci est rare, il faudra la chercher parmi les populations à situation démographique faible et dans l'Angola. Ensuite le problème du ravitaillement. Déjà maintenant les apports de vivres provenant du Bas-Congo ne suivent pas toujours le rythme de l'accroissement de la population indigène de Léopoldville. Il s'en suit une hausse des prix des denrées et des salaires.

Le projet de décret, mis aux voix, a été adopté à l'unanimité.

Bruxelles, le 9 janvier 1948.

Le Conseiller-Rapporteur,

J. VAN WING.

L'Auditeur,

M. VAN HECKE.

voer en van de hoofdstad en van de mijnwerkers te voorzien en vast te verzekeren. Dit probleem moet van nu af in studie genomen worden. Een ander raadslid is van mening dat het ontginningsstadium nog veraf ligt.

Een derde raadslid zegt dat het algemeen belang gediend is met het voortzetten van de mijnbouwkundige opsporingen in Neder-Congo, maar dat er met de ontginning zich ernstige problemen zullen voordoen. En vooreerst is er het werkkrachtenprobleem. Arbeiders zijn er weinig voorhanden, men zal ze moeten zoeken onder een bevolking wier demographische toestand onvoldoende is en in Angola. Daarna is er nog het vraagstuk der voedselvoorziening. Reeds nu is de aanvoer van levensmiddelen uit Neder-Congo niet altijd in overeenstemming met de aangroei van de inlandse bevolking van Leopoldstad, wat stijging van de prijzen en van de lonen ten gevolge heeft.

In stemming gebracht, werd het ontwerp van decreet eenparig goedgekeurd.

Brussel, de 9 Januari 1948.

Het Raadslid-Verslaggever,

De Auditeur,

Mines. — Décret prorogeant pour une durée de deux ans les droits miniers dérivant de la convention conclue le 31 août 1939 entre la Colonie et la Société Minière du Congo Septentrional (Sominor) et approuvée par le décret du 21 décembre 1939.

CHARLES, PRINCE DE BELGIQUE,
RÉGENT DU ROYAUME,

A tous, présents et à venir, SALUT.

Vu l'avis émis par le Conseil Colonial en sa séance du 19 décembre 1947;

Sur la proposition du Ministre des Colonies,

Nous avons décrété et décrétons :

ARTICLE PREMIER.

Les droits miniers dérivant de la convention conclue le 31 août 1939, entre la Colonie et la Société Minière du Congo Septentrional (SOMINOR) (approuvée par le décret du 21 décembre 1939) et renouvelés par le décret du 27 novembre 1945, sont prorogés pour une durée de deux ans.

ART. 2.

La Société SOMINOR pourra délimiter en vue de ses recherches exclusives, une superficie de 50.000 hectares en blocs contigus à sa concession actuelle.

Ce droit de délimitation prendra cours un mois après la date de la publication du présent décret. Il expirera en même temps que le droit de délimitation prévu dans la convention du 31 août 1939 précitée.

Mijnen. — Decreet tot verlenging met twee jaar van de mijnrechten voortvloeiende uit de overeenkomst gesloten op 31 Augustus 1939 tussen de Kolonie en de « Société Minière du Congo Septentrional (Sominor) » en goedgekeurd bij decreet van 21 December 1939.

REGENT VAN HET KONINKRIJK,
KAREL, PRINS VAN BELGIË,

Aan allen, tegenwoordigen en toekomstenden, HEIL.

Gezien het advies door de Koloniale Raad uitgebracht in diens vergadering van 19 December 1947;

Op de voordracht van de Minister van Koloniën;

Wij hebben gedecreteerd en Wij decreteren :

ARTIKEL ÉÉN.

De mijnrechten die voortvloeien uit de overeenkomst gesloten tussen de Kolonie en de « Société Minière du Congo Septentrional (« SOMINOR ») (zoals zij goedgekeurd werd bij decreet van 21 December 1939) en die hernieuwd werden bij decreet van 27 November 1945, worden voor een duur van twee jaar verleend.

ART. 2.

De vennootschap « SOMINOR » zal, met het oog op haar uitsluitende opsporingsrechten een oppervlakte van 50.000 hectaren mogen afpalen bestaande uit blokken die aan haar huidige concessie grenzen.

Dit afpalingsrecht neemt een aanvraag een maand na het verschijnen van dit decreet. Het verstrijkt tezelfdertijds als het afpalingsrecht voorzien in de overeenkomst van 31 Augustus 1939, voormeld.

Les droits et obligations du concessionnaire dans les nouveaux blocs de recherches exclusives seront identiques à ceux qui dérivent des décrets du 21 décembre 1939 et du 27 novembre 1945 ci-dessus, ainsi que des actes législatifs qui s'y rapportent. Ils cesseront en même temps qu'eux.

ART. 3.

Les redevances prévues à l'article 5 de la convention sont majorées dans les proportions suivantes :

Le concessionnaire paiera pour son droit de recherches générales :

La première année: trente mille francs.

La deuxième année: quarante mille francs.

Le concessionnaire paiera pour les blocs consacrés à ses recherches exclusives :

La première année : 1 franc par hectare.

La deuxième année: 1 fr. 20 par hectare.

ART. 4.

Le Ministre des Colonies est chargé de l'exécution du présent décret.

Donné à Bruxelles, le 8 mars 1948.

De rechten en verplichtingen van de concessiehouder in de nieuwe blokken voor uitsluitende opsporingen zullen dezelfde zijn als deze welke voortvloeien uit de decreten van 21 December 1939 en van 27 November 1945 hiervoren, alsmede uit de wetgevende akten welke erop betrekking hebben. Zij zullen ophouden tezelfdertijd als deze laatste.

ART. 3.

De in artikel 5 van de overeenkomst bepaalde cijzen worden in de volgende verhouding vermeerderd :

Voor zijn algemeen opsporingsrecht betaalt de concessiehouder :

Het eerste jaar: dertig duizend frank.

Het tweede jaar: veertig duizend frank.

Voor de blokken bestemd voor zijn uitsluitende opsporingsrechten betaalt de concessiehouder :

Het eerste jaar: 1 frank per hectare.

Het tweede jaar: 1 fr. 20 per hectare.

ART. 4.

De Minister van Koloniën is belast met de uitvoering van dit decreet.

Gegeven te Brussel, den 8 Maart 1948.

CHARLES.

Par le Régent :
Le Ministre des Colonies,

Vanwege de Regent :
De Minister van Koloniën,

P. WIGNY.

Rapport du Conseil Colonial sur un projet de décret accordant à la Société d'Elevage et de Culture au Congo Belge (S.E.C.) une concession de 4.500 hectares de terres à Dianiam. (District de Kabinda).

Ce projet de décret a été examiné au cours des séances des 19 décembre 1947 et 16 janvier 1948.

Plusieurs membres ont estimé qu'il n'est ni indispensable, ni souhaitable, d'accorder à la société la faculté de pouvoir acquérir en pleine propriété le terrain demandé qui est destiné à l'élevage. L'octroi d'un droit d'emphytéose serait suffisant.

Un membre a souligné qu'il conviendrait, d'une façon générale, d'accorder la concession de terres d'une certaine étendue en utilisant toujours la formule de l'emphytéose. Les Anglais y ont habituellement recours, la notion du droit latin, selon laquelle toutes les terres vacantes appartiennent au Domaine, n'existant pas en droit anglo-saxon.

Le représentant de l'administration a fait remarquer que la société a rendu de grands services à la collectivité en introduisant, en acclimatant et en élevant un troupeau de gros bétail très important. Cette circonstance spéciale justifierait la faculté prévue au décret en faveur de la société de pouvoir acquérir le terrain en pleine propriété. M. le Président précise que la décision que le Conseil prendra dans ce cas particulier ne pourra être considérée comme constituant un précédent.

Plusieurs membres déclarent néanmoins ne pouvoir se résoudre à émettre un vote favorable; toutefois, en raison des circonstances exposées par le représentant de l'Administration, ils ne s'opposeront pas à l'octroi du terrain demandé et s'abstiendront au vote.

Verslag van de Koloniale Raad over een ontwerp van decreet waarbij aan de « Société d'Elevage et de Culture au Congo Belge (S.E.C.) », een concessie van 4.500 hectaren grond te Dianiam (District Kabinda) verleend word.

Dit ontwerp van decreet werd onderzocht in de vergaderingen van 19 December 1947 en van 16 Januari 1948.

Verscheidene leden waren van mening dat het noch volstrekt noodzakelijk, noch wenselijk was aan de vennootschap de bevoegdheid te verlenen om de aangevraagde grond, die voor veeteelt is bestemd, in volle eigendom te verkrijgen. Het zou volstaan een recht van erfpacht te verlenen.

Een lid heeft er de nadruk op gelegd dat, in het algemeen, men bij het verlenen van een grondconcessie van een zekere uitgestrektheid altijd dient gebruik te maken van de erfpacht-formule. De Engelsen doen dit gewoonlijk, daar het Latijnse rechtsbegrip, volgens hetwelk alle onbeheerde gronden aan het Domein toebehoren, niet in het Angelsaksische recht voorkomt.

De vertegenwoordiger van het Bestuur heeft doen opmerken dat de vennootschap grote diensten aan de gemeenschap heeft bewezen door een zeer aanzienlijke runderkudde te acclimatiseren en te fokken. Deze bijzondere omstandigheid billijkt de bevoegdheid, zoals in het decreet ten gunste van de vennootschap bepaald, om de volle eigendom van de grond te kunnen verkrijgen. De Heer Voorzitter stipt hierbij aan dat de beslissing die de Raad in dit bijzonder geval neemt, niet als een precedent zal mogen beschouwd worden.

Verscheidene leden verklaren niettemin dat zij er niet kunnen toe besluiten voor te stemmen; evenwel, met het oog op de omstandigheden uiteengezet door de vertegenwoordiger van het bestuur, zullen ze zich niet tegen het verlenen van de aangevraagde grond verzetten en zullen zij zich van stemming onthouden.

Mis aux voix, le projet de décret est approuvé à l'unanimité, moins cinq abstentions.

Bruxelles, le 20 février 1948.

Le Conseiller-Rapporteur,

M. VAN DE PUTTE.

L'Auditeur,

M. VAN HECKE.

In stemming gebracht, wordt het ontwerp van decreet eenparig goedgekeurd, min vijf blanco-stemmen.

Brussel, de 20 Februari 1948.

Het Raadslid-Verslaggever,

De Auditeur,

Terres. — Concession à la Société d'Élevage et de Culture au Congo Belge (S.E.C.), d'un terrain de 4.500 Ha., sis à Dianiamba. — Convention du 3 avril 1947. — Approbation.

CHARLES, PRINCE DE BELGIQUE,
RÉGENT DU ROYAUME,

A tous, présents et à venir, SALUT!

Vu l'avis émis par le Conseil Colonial en sa séance du 16 janvier 1948;

Sur la proposition du Ministre des Colonies,

Nous avons décrété et décrétons :

ARTICLE PREMIER.

La convention dont la teneur suit est approuvée :

Gronden. — Concessie aan de « Société d'Élevage et de Culture au Congo Belge (S.E.C.) » van een grond van 4.500 Ha., te Dianiamba. — Overeenkomst van 3 April 1947. — Goedkeuring.

KĀREI, PRINS VAN BELGIË,
REGENT VAN HET KONINKRIJK,

Aan allen, tegenwoordigen en toekomstenden, HEIL!

Gezien het advies door de Koloniale Raad uitgebracht in diens vergadering van 16 Januari 1948;

Op de voordracht van de Minister van Koloniën,

Wij hebben gedecreteerd en Wij decreteren :

ARTIKEL ÉÉN.

De overeenkomst waarvan de tekst volgt wordt goedgekeurd :

La COLONIE DU CONGO BELGE, représentée par le Gouverneur de la Province de Lusambo, agissant en vertu des dispositions de l'arrêté du 25 février 1943, accorde en occupation provisoire pour un terme de cinq ans à la SOCIÉTÉ D'ÉLEVAGE ET DE CULTURE AU CONGO BELGE (société congolaise à responsabilité limitée), ayant son siège social à Dibaya, ses statuts publiés au *Bulletin Officiel* de 1925, page 716, représentée par son directeur, M. Maurice Jaumain, résidant à Kambaye, agissant en vertu d'une procuration publiée au *Bulletin Administratif* de 1938, page 7 des annexes, qui accepte, aux conditions

générales de l'arrêté précité et aux conditions spéciales qui suivent, un terrain destiné à l'élevage situé à Dianiamba, d'une superficie de quatre mille cinq cents hectares, dont les limites sont représentées par un liseré jaune au croquis approximatif figuré ci-après à l'échelle de 1 à 20.000.

La nature ainsi que les limites du terrain sont parfaitement connues de l'occupant.

CONDITIONS SPECIALES

ARTICLE PREMIER. — La redevance annuelle du terrain est fixée à la somme de vingt-deux mille cinq cents francs (Fr. 22.500,—) payable ainsi qu'il est dit à l'article 19 de l'arrêté du 25 février 1943, chez le Receveur des Impôts à Lusambo, sans qu'il soit besoin d'aucun avertissement de la part de la Colonie.

ART. 2. — Le présent contrat prend cours à la date du premier janvier mil neuf cent quarante-sept.

ART. 3. — Seront considérés comme mis en valeur :

- a) les terres qui seront couvertes sur 1/10^{me} au moins de leur surface par des constructions ;
- b) les terres qui seront couvertes sur 6/10^{mes} au moins de leur surface en cultures alimentaires, fourragères ou herbacées ;
- c) les pâturages sur lesquels seront entretenus des bestiaux à l'élève ou à l'engrais à raison d'une tête de gros bétail par cinq hectares.

Ces conditions joueront simultanément ou séparément pour toute la surface.

ART. 4. — A l'expiration du terme de cinq années prévu au présent contrat, les terres occupées provisoirement et mises en valeur comme dit à l'article 3 seront au gré de l'occupant cédées en pleine propriété ou louées au tarif actuellement en vigueur (arrêté n° 121/T.F. du 20 mars 1945).

ART. 5. — L'occupant ne peut abattre les espèces ligneuses croissant au moment de l'octroi du terrain que dans la mesure des défrichements nécessaires au développement de son entreprise.

L'occupant acquittera la taxe de coupe fixée par les ordonnances sur la matière.

ART. 6. — Conformément aux dispositions de l'ordonnance n° 115/A.E.T. du 12 novembre 1937, l'occupant s'engage à établir et à maintenir des cultures vivrières et alimentaires dans la mesure nécessaire à la bonne alimentation du personnel indigène de son exploitation. Elles compteront pour l'évaluation des superficies mises en valeur par application de l'article 30 de l'arrêté du 25 février 1943.

ART. 7. — Les chemins et sentiers indigènes ou autres traversant le terrain accordé en occupation provisoire appartiennent au domaine public et ne font pas partie de la présente occupation provisoire ; leur situation et leur largeur définitives seront déterminées lors du mesurage officiel.

ART. 8. — Le présent contrat est conclu sous réserve des droits que les indigènes pourraient éventuellement revendiquer dans le délai et selon la procédure prévus à l'article 9 du décret du 31 mai 1934.

ART. 9. — L'occupant déclare connaître parfaitement la situation de la région du point de vue de la main-d'œuvre indigène et savoir qu'il ne pourra compter sur l'intervention de l'Administration pour obtenir les travailleurs qui lui seront nécessaires.

ART. 10. — L'occupant devra prendre toutes les mesures utiles pour empêcher son bétail de causer des dégâts aux cultures ou autres biens de tiers, indigènes ou non-indigènes. Il s'engage à respecter le règlement sur la police sanitaire des animaux domestiques notamment en ce qui concerne la lutte contre les tsés-tsés et les trypanoses par débroussaillage des abreuvoirs et des galeries où la présence de mouches serait constatée; de même que la réglementation concernant les transferts et transports du bétail telle qu'elle est prescrite par les articles 139 à 155 du décret du 28 juillet 1938.

Il devra se conformer aux prescriptions du décret précité notamment de son paragraphe 5 — article 19 — et spécialement de son article 134 sur la destruction des tiques en construisant des dipping-tanks.

ART. 11. — L'inexécution des conditions générales de l'arrêté du 25 février 1943 ainsi que l'inexécution des conditions spéciales reprises ci-dessus, feront s'opérer d'office la résiliation du présent contrat, si, après sommation faite par lettre recommandée, l'occupant ne satisfait pas aux dites obligations dans un délai de trois mois à dater de la réception de la lettre recommandée.

ART. 12. — Le présent contrat est conclu sous réserve d'approbation par le pouvoir compétent.

Ainsi fait à Lusambo, en double expédition, le trois avril mil neuf cent quarante-sept.

ART. 2.

Le Ministre des Colonies est chargé de l'exécution du présent décret.

Donné à Bruxelles, le 11 mars 1948.

ART. 2.

De Minister van Koloniën is belast met de uitvoering van dit decreet.

Gegeven te Brussel, den 11 Maart 1948.

CHARLES.

Par le Régent :

Le Ministre des Colonies,

Vanwege de Regent :

De Minister van Koloniën,

P. WIGNY.

Terres. — Cession gratuite à l'Association des Eglises Libres de Norvège, d'un terrain de 5 Ha., 63 ca., sis à Kahoyo. — Convention du 16 février 1948. — Approbation.

CHARLES, PRINCE DE BELGIQUE,
RÉGENT DU ROYAUME,

A tous, présents et à venir, SALUT!

Sur la proposition du Ministre des Colonies,

Nous avons arrêté et arrêtons :

ARTICLE PREMIER.

Le convention dont la teneur suit est approuvée :

La COLONIE DU CONGO BELGE, représentée par le Gouverneur Général, cède gratuitement en toute propriété, à l'ASSOCIATION DES EGLISES LIBRES DE NORVEGE, dont la personnalité civile a été reconnue par Arrêté royal du 7 juin 1929, paru au *B. O.* de 1929, page 376, dûment représentée par le Révérend Karl ERIKSEN, selon Ordonnance en date du 8 octobre 1946, parue au *B. A.* de 1946, page 1666, ci-après dénommée l'« ASSOCIATION » qui accepte aux conditions générales des décrets des 24 janvier 1943 et 2 juin 1945 et aux conditions spéciales qui suivent, un terrain destiné à la construction d'une Eglise et d'un internat situé à KAHOMOY, d'une superficie de cinq hectares, soixante-trois centiares dont les limites sont représentées par un liseré rouge au croquis approximatif figuré ci-après à l'échelle de 1 à 2.000.

La nature ainsi que les limites du terrain sont parfaitement connues de l'ASSOCIATION.

CONDITIONS SPECIALES.

ARTICLE PREMIER. — Le présent contrat est conclu sous réserve de son approbation par arrêté royal.

ART. 2. — Seront considérées comme mises en valeur :

- 1) les terres qui sont couvertes sur un dixième au moins de leur surface par des constructions;
- 2) les terres qui sont couvertes sur un cinquième au moins de leur surface par des cultures alimentaires ou fourragères;
- 3) les terres sur lesquelles il aura été fait des plantations d'espèces ligneuses à raison de 50 arbres par hectare au minimum.

Gronden. — Kosteloze afstand aan de « Association des Eglises de Norvège », van een grond van 5 Ha., 63 ca., te Kahoyo. — Overeenkomst van 16 Februari 1948. — Goedkeuring.

KAREL, PRINS VAN BELGIË,
REGENT VAN HET KONINKRIJK,

Aan allen, tegenwoordigen en toekomstenden, HEIL!

Op de voordracht van de Minister van Koloniën,

Wij hebben besloten en Wij besluiten :

ARTIKEL ÉÉN.

De overeenkomst waarvan de tekst volgt wordt goedgekeurd :

ART. 3. — L'inexécution des conditions prévues à l'article 5 — premier et deuxième alinéas — du décret du 24 janvier 1943 sera constatée par procès-verbal du délégué du Gouverneur de Province.

ART. 4. — Le présent contrat est conclu sous réserve des droits que les indigènes pourraient éventuellement revendiquer dans le délai et selon la procédure prévus à l'article 9 du décret du 31 mai 1934.

ART. 5. — S'il se trouve une contenance plus grande que celle exprimée au contrat, l'ASSOCIATION aura à se désister de l'excédent constaté s'il est d'un vingtième au-dessus de la contenance déclarée. Le désistement pourra au choix de l'ASSOCIATION porter de préférence sur les surfaces non mises en valeur pour autant que celles-ci soient susceptibles d'être occupées par des tiers indigènes ou non-indigènes.

Cette rétrocession de terres ne donnera droit pour l'ASSOCIATION, ni à indemnité, ni à compensation, la surface indiquée au contrat étant le maximum auquel l'ASSOCIATION reconnaît avoir droit.

ART. 6. — Sauf pour les cas prévus à l'article 5 — premier et deuxième alinéas — du décret du 24 janvier 1943, l'inexécution des conditions générales de ce décret et des conditions spéciales reprises ci-dessus, feront s'opérer d'office la résolution du présent contrat si après sommation faite par lettre recommandée, l'ASSOCIATION ne satisfait pas aux dites obligations dans un délai de TROIS MOIS à dater de la réception de la lettre recommandée.

Ainsi fait à Léopoldville, en double expédition, le seize février mil neuf cent quarante-huit.

ART. 2.

Le Ministre des Colonies est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Donné à Bruxelles, le 11 mars 1948.

ART. 2.

De Minister van Koloniën is belast met de uitvoering van dit besluit.

Gegeven te Brussel, den 11 Maart 1948.

CHARLES.

Par le Régent :

Le Ministre des Colonies,

Vanwege de Regent :

De Minister van Koloniën,

P. WIGNY.

Mines. — Domaine minier de la Compagnie des Chemins de Fer du Congo Supérieur aux Grands Lacs Africains.
— Permis d'exploitation délivrés à la société Symétain.

CHARLES, PRINCE DE BELGIQUE,
RÉGENT DU ROYAUME,

A tous, présents et à venir, SALUT!

Vu la convention du 4 janvier 1902 accordant une concession minière à la Compagnie des Chemins de fer du Congo Supérieur aux Grands Lacs Africains;

Vu la convention du 9 novembre 1921, approuvée par décret du 30 juin 1922, qui modifie cette convention et particulièrement son article 5;

Vu les arrêtés royaux des 14 mai 1937 et 24 septembre 1937, 23 octobre 1937, 3 et 16 décembre 1937, 7 mars 1938, 18 avril 1938, 14 juin 1938, 10 et 20 septembre 1938, 11 juillet 1939, 13 octobre 1939, 8 janvier 1940, 3 et 15 février 1940, et les ordonnances N^{os} 338 et 7 des 25 septembre 1940 et 16 janvier 1942, accordant à la Société « SYMETAIN » le droit d'exploiter les gisements d'étain à l'intérieur des concessions KALIMA 1, 8, 9, 26, 27, 7, 5, 16, 18, 14, 28, 29, 31, 2, 15, 39, 36 et 6;

Vu le décret du 24 septembre 1937 sur les mines, ainsi que les actes législatifs qui l'ont modifié ou complété;

Vu la demande introduite par la Société « SYMETAIN »,

Sur la proposition du Ministre des Colonies,

Mijnen. — Mijndomein van de Compagnie des Chemins de Fer du Congo Supérieur aux Grands Lacs Africains.
— Mijnbouwvergunningen afgeleverd aan de vennootschap « Symétain ».

KAREL, PRINS VAN BELGIË,
REGENT VAN HET KONINKRIJK,

Aan allen, tegenwoordigen en toekomstenden, HEIL!

Gelet op de overeenkomst van 4 Januari 1902, waarbij aan de « Compagnie des Chemins de fer du Congo Supérieur aux Grands Lacs Africains » een mijnbouwkundige concessie wordt verleend;

Gelet op de overeenkomst van 9 November 1921, goedgekeurd bij decreet van 30 Juni 1922, die deze overeenkomst wijzigt, en inzonderheid op haar artikel 5;

Gelet op de koninklijke besluiten van 14 Mei 1937 en 24 September 1937, 23 October 1937, 3 en 16 December 1937, 7 Maart 1938, 18 April 1938, 14 Juni 1938, 10 en 20 September 1938, 11 Juli 1939, 13 October 1939, 8 Januari 1940, 3 en 5 Februari 1940 en op de ordonnantiën N^{rs} 338 en 7 van 25 September 1940 en 16 Januari 1942, waarbij aan de Vennootschap « SYMETAIN » het recht wordt verleend de tinlagen te ontginnen binnen de concessie KALIMA 1, 8, 9, 26, 27, 7, 5, 16, 18, 14, 28, 29, 31, 2, 15, 39, 36 en 6;

Gelet op het decreet van 24 September 1937, betreffende de mijnen, alsmede op de wetgevende akten die het hebben gewijzigd of aangevuld;

Gelet op de door de Vennootschap « SYMETAIN » ingediende aanvraag,

Op de voordracht van de Minister van Koloniën,

Nous avons arrêté et arrêtons :

ARTICLE PREMIER.

Les arrêtés royaux des 14 mai et 24 septembre 1937, 23 octobre 1937, 3 et 16 décembre 1937, 7 mars 1938, 18 avril 1938, 14 juin 1938, 10 et 20 septembre 1938, 11 juillet 1939, 13 octobre 1939, 8 janvier 1940, 3 et 15 février 1940 et les ordonnances N^{os} 338 et 7 des 25 septembre 1940 et 16 janvier 1942, accordant à la Société « SYMETAIN » le droit d'exploiter les gisements d'étain à l'intérieur des concessions KALIMA 1, 8, 9, 26, 27, 7, 5, 16, 18, 14, 28, 29, 31, 2, 15, 39, 36 et 6, sont abrogés.

ART. 2.

Le droit d'exploiter l'étain est accordé à la Société « SYMETAIN » dans la concession dénommée « Kalima-Est » d'une superficie de 30.640 hectares.

Ce droit est accordé jusqu'au 31 décembre 2010.

Les limites de la concession sont déterminées comme suit :

A. — DESCRIPTION DES LIMITES.

A. — BESCHRIJVING VAN DE GRENZEN.

De la borne 1, un alignement droit de	865m.2 az. 269gr.15 mène à la borne 2
Van grenspaal 1, leidt een rechte rooi- lijn van	865m.2 az. 269gr.15 naar grenspaal 2
» 2, » »	685m.8 » 290gr.93 » » 3
» 3, » »	965m.1 » 292gr.33 » » 4
» 4, » »	967m.0 » 292gr.52 » » 5
» 5, » »	679m.8 » 293gr.30 » » 6
» 6, » »	804m.3 » 291gr.85 » » 7
» 7, » »	872m.7 » 292gr.99 » » 8
» 8, » »	803m.2 » 291gr.92 » » 9
» 9, la limite suit la rive gauche de la rivière Likulu jusqu'à la borne 10, située à 2.966m.7 az. 318gr.63 de la borne 9.	
» 9, volgt de grens de linkeroever van de Likulurivier tot aan grenspaal 10, gelegen op 2.966m.7 az. 318gr.63 van grenspaal 9.	

Wij hebben besloten en Wij besluiten :

ARTIKEL EÉN.

Worden ingetrokken de koninklijke besluiten van 14 Mei en 24 September 1937, 23 October 1937, 3 en 16 December 1937, 7 Maart 1938, 18 April 1938, 14 Juni 1938, 10 en 20 September 1938, 11 Juli 1939, 13 October 1939, 8 Januari 1940, 3 en 15 Februari 1940 en de ordonnantiën N^{rs} 338 en 7 van 25 September 1940 en 16 Januari 1942, waarbij aan de Vennootschap « SYMETAIN » het recht wordt verleend tot het ontginnen van de tinlagen binnen de concessies KALIMA 1, 8, 9, 26, 27, 7, 5, 16, 18, 14, 28, 29, 31, 2, 15, 39, 36 en 6.

ART. 2.

Het recht de tinlagen te ontginnen wordt aan de Vennootschap « SYMETAIN » verleend in de concessie genaamd « Kalima-Oost », groot 30.640 hectaren.

Dit recht wordt tot 31 December 2010 verleend.

De grenzen van de concessie worden als volgt bepaald :

De la borne 10, un alignement droit de 11.402m.6 az. 145gr.98 mène à la borne 11

Van grenspaal 10, leidt een rechte rooi-

lijn van 11.402m.6 az. 145gr.98 naar grenspaal 11

»	11,	»	»	760m.5	»	68gr.40	»	»	12
»	12,	»	»	912m.8	»	69gr.39	»	»	13
»	13,	»	»	821m.3	»	68gr.32	»	»	14
»	14,	»	»	797m.3	»	68gr.38	»	»	15
»	15,	»	»	739m.1	»	68gr.36	»	»	16
»	16,	»	»	896m.2	»	56gr.85	»	»	17
»	17,	»	»	779m.2	»	56gr.66	»	»	18
»	18,	»	»	1.006m.5	»	58gr.11	»	»	19
»	19,	»	»	1.132m.5	»	68gr.75	»	»	20
»	20,	»	»	1.037m.3	»	69gr.93	»	»	21
»	21,	»	»	796m.2	»	68gr.71	»	»	22
»	22,	»	»	958m.2	»	68gr.23	»	»	23
»	23,	»	»	869m.3	»	101gr.63	»	»	24
»	24,	»	»	898m.5	»	101gr.03	»	»	25
»	25,	»	»	726m.0	»	99gr.19	»	»	26
»	26,	»	»	526m.0	»	139gr.64	»	»	27
»	27,	»	»	488m.9	»	123gr.68	»	»	28
»	28,	»	»	98m.9	»	103gr.66	»	»	29
»	29,	»	»	896m.3	»	107gr.16	»	»	30
»	30,	»	»	1.018m.8	»	82gr.74	»	»	31
»	31,	»	»	1.026m.0	»	53gr.64	»	»	32
»	32,	»	»	903m.2	»	33gr.19	»	»	33
»	33,	»	»	784m.6	»	140gr.81	»	»	34
»	34,	»	»	925m.1	»	109gr.35	»	»	35
»	35,	»	»	985m.3	»	82gr.70	»	»	36
»	36,	»	»	800m.3	»	47gr.57	»	»	37

» 37, la limite suit la rive droite de la rivière Mususamu jusqu'à la borne 38, située au confluent des rivières Mususamu et Ngozi, et à 9.800m.5 az. 382gr.06 de la borne 37.

» 37, volgt de grens de rechtoever van de Mususamurivier, tot aan grenspaal 39, gelegen aan de samenvloeiing van de Mususamu- en Ngozirivieren en op 9.800m.5 az. 382gr.06 van grenspaal 37.

De la borne 38, la limite suit la rive droite de la rivière Mususamu jusqu'à la borne 39, située au confluent des rivières précitées avec l'Ulindi ((rive gauche) et à 3.443m.6 az. 392gr.60 de la borne 38.

Van grenspaal 38, volgt de grens de rechteroever van de Mususamurivier tot aan grenspaal 39, gelegen aan de samenvloeiing van voormelde rivieren met de Ulindi (linkeroever) en op 3.443m.6 az. 392gr.60 van grenspaal 38.

- » 39, un alignement droit de 47m.5 az. 272gr.18 mène à la borne 40
- » 39, leidt een rechte rooi-
lijn van 47m.5 az. 272gr.18 naar grenspaal 40
- » 40, située sur la rive gauche de la Mususamu, la limite suit la rive gauche de la rivière Ulindi jusqu'à la borne 41, située au confluent de celle-ci avec la rivière Endamanu (rive droite) et à 6.134m.6 az. 326gr.63 de la borne 40.
- » 40, gelegen op de linkeroever van de Mususamu, volgt de grens de linkeroever van de Ulindirivier tot aan grenspaal 41, gelegen op 6.134m.6 az. 326gr.63 van grenspaal 40.
- » 41, un alignement droit de 40m.0 az. 366gr.45 mène à la borne 42
- » 41, leidt een rechte rooi-
lijn van 40m.0 az. 366gr.45 naar grenspaal 42
- » 42, située au confluent Ulindi-Endamanu, sur la rive gauche de cette dernière, la limite suit la rive gauche de l'Ulindi jusqu'à la borne 43, située à 463m.4 az. 364gr.96 de la borne 42.
- » 42, gelegen aan de samenvloeiing Ulindi-Endamanu, op de linkeroever van deze laatste, volgt de grens de linkeroever van de Ulindi tot aan grenspaal 43, gelegen op 463m.4 az. 364gr.96 van grenspaal 42.
- » 43, située au point de traversée de la rivière Ulindi par la route de Messaraba, la limite suit l'axe de cette route jusqu'à la borne 44 située à 1.477m.5 az. 238gr.46 de la borne 43.
- » 43, gelegen aan het punt waar de Ulindirivier over de weg van de Messaraba trekt, volgt de lijn de as van deze weg tot aan grenspaal 44, gelegen op 1.477m.5 az. 238gr.46 van grenspaal 43.
- » 44, située à l'embranchement de route Symétain vers Messaraba sur la route Kindu-Shabunda, la limite suit l'axe de la route Kindu-Shabunda jusqu'à la borne 45, située au point de passage de la rivière Endamanu par la route Kindu-Shabunda, et à 1.400m. az. 177gr.00 de la borne 44.
- » 44, gelegen aan de vertakking van de Symétainweg naar Messaraba op de weg Kindu-Shabunda, volgt de grens de as van de weg Kindu-Shabunda tot aan grenspaal 45, gelegen aan het punt waar de Endamanu-rivier de weg Kindu-Shabunda snijdt, en op 1.400m. az. 177gr.00 van grenspaal 44.

De la borne 45, la limite suit la rive gauche de la rivière Endamanu; puis traverse la rivière Makambo, suivant une normale à son courant jusqu'à la borne 46, située à 5.337m.5 az. 253gr.34 de la borne 44.

Van grenspaal 45, volgt de grens de linkeroever van de Endamanurivier, trekt vervolgens over de Makamborivier volgens een met haar loop normale lijn tot aan grenspaal 46, gelegen op 5.337m.5 az. 253gr.34 van grenspaal 44.

- » 46, la limite suit la rive droite de la rivière Makambo jusqu'à la borne 47, située à 300m.7 az. 364gr.29 de la borne 46.
- » 46, volgt de grens de rechteroever van de Makamborivier tot aan grenspaal 47, gelegen op 300m.7 az. 364gr.29 van grenspaal 46.
- » 47, la limite suit la rive gauche de la rivière Muzimba (affluent D. 2 de la rivière Makambo) jusqu'à la borne 48, située à 2.218m.9 az. 295gr.87 de la borne 47.
- » 47, volgt de grens de linkeroever van de Muzimbarivier (bijrivier D. 2 van de Makamborivier) tot aan grenspaal 48, gelegen op 2.218m.9 az. 295gr.87 van grenspaal 47.
- » 48, un alignement droit de 4.643m.9 az. 388gr.96 mène à la borne 49
- » 48, leidt een rechte rooi-
lijn van 4.643m.9 az. 388gr.96 naar grenspaal 49
- » 49, » » 941m.8 » 352gr.36 » » 50
- » 50, » » 7.306m.0 » 228gr.93 » » 51
- » 51, la limite suit la rive gauche de la rivière Lutshurukuru jusqu'à borne 52, située à 5.603m.8 az. 182gr.95 de la borne 51.
- » 51, volgt de grens de linkeroever van de Lusthurukururivier tot aan grenspaal 52, gelegen op 5.603m.8 az. 182gr.95 naar grenspaal 51.
- » 52, un alignement droit de 957m.5 az. 215gr.30 mène à la borne 53
- » 52, leidt een rechte rooi-
lijn van 957m.8 az. 215gr.30 naar grenspaal 53
- » 53, » » 789m.8 » 213gr.83 » » 54
- » 54, la limite suit la rive droite de la rivière Amekupi jusqu'à la borne 1, située à 1.407m.9 az. 118gr.78 de la borne 54.
- » 54, volgt de grens de rechteroever van de Amekupirivier tot aan grenspaal 1, gelegen op 1.407m.9 az. 118gr.78 van grenspaal 54.

B. SITUATION DES BORNES D'ANGLE

B. — LIGGING VAN DE HOEKGRENSPALEN.

La borne 1 est située à 7.521m.2 az. 93gr.51 du confluent des rivières Likulu-Sud et M'te.

Grenspaal 1 is gelegen op 7.521m.2 az. 93gr.51 van de samenvloeiing van de rivieren Likulu-Zuid en M'te.

La borne 46 est située au confluent des rivières Makambo et Endamanu.

Grenspaal 46 is gelegen aan de samenvloeiing van de Makambo- en de Endamanurivieren.

La borne 47 est située au confluent des rivières Makambo et Muzimba.

Grenspaal 47 is gelegen aan de samenvloeiing van de Makambo- en Muzimbarivieren.

La borne 51 est située au confluent des rivières Lutshurukuru (Ulindi) et Tuntsundi.

Grenspaal 51 is gelegen aan de samenvloeiing van de Lutshurulukuru- (Ulindi) en Tuntsundirivieren.

C. — REMARQUES.

Les azimuts sont comptés en grades et minutes centésimales; ils se mesurent à partir du nord vrai et croissent dans le sens du mouvement des aiguilles d'une montre. Sur les rives des cours d'eau prises pour limites, le périmètre suit le niveau le plus élevé qu'atteignent les eaux de la rivière, lors des crues périodiques normales.

Les bornes sont constituées par des blocs de béton, dont les dimensions sont 0,70 x 0,20 x 0,20 m.

Le titulaire ne pourra exécuter de travaux à moins de 5 mètres des bornes et repères. Le polygone est situé à une quinzaine de kilomètres au sud-est du poste Etat Kingombe.

ART. 3.

Le droit d'exploiter l'étain est accordé à la Société « SYMETAIN », dans la concession dénommée « Kalima-Nord-Ulindi », d'une superficie de 13.485 hectares.

Ce droit est accordé jusqu'au 31 décembre 2010.

Les limites de la concession sont déterminées comme suit :

C. — BEMERKINGEN.

De azimuths zijn uitgedrukt in graden en in centesimale minuten. Zij worden gemeten vanaf het werkelijk Noorden en stijgen in de zin van de beweging der wijzers van een uurwerk. Op de oevers van de als grens genomen waterlopen, volgt de omtrek de hoogste stand dien de wateren bij hun periodieke en normale was bereiken.

De grenspalen bestaan uit betonnen blokken met de volgende afmetingen : 0,70 x 0,20 x 0,20 m.

De titularis zal geen werken mogen uitvoeren op minder dan 5 meter van de grenspalen en richtlijnen. De veelhoeken bevindt zich op een vijftiental kilometer ten Zuid-Oosten van de Staatspost Kingombe.

ART. 3.

Het recht, de tinlagen te ontginnen wordt aan de Vennootschap « SYMETAIN » verleend in de concessie genaamd « Kalima-Noord-Ulindi », groot 13.485 hectaren.

Dit recht wordt tot 31 December 2010 verleend.

De grenzen van de concessie worden als volgt bepaald :

A. — DESCRIPTION DES LIMITES.

A. — BESCHRIJVING VAN DE GRENZEN.

De la borne 5, un alignement droit de 1.001m.3 az. 114gr.63 mène à la borne 6

Van grenspaal 5, leidt een rechte rooi-

lijn van 1.001m.3 az. 114gr.63 naar grenspaal 6

- | | | | | | | | | | |
|---|---|---|---|----------|---|----------|---|---|------|
| » | 6, | » | » | 857m.1 | » | 164gr.85 | » | » | 6bis |
| » | 6bis, | » | » | 687m.7 | » | 160gr.77 | » | » | 7 |
| » | 7, | » | » | 996m.8 | » | 42gr.01 | » | » | 8 |
| » | 8, | » | » | 1.020m.5 | » | 69gr.16 | » | » | 9 |
| » | 9, | » | » | 1.004m.3 | » | 97gr.29 | » | » | 10 |
| » | 10, | » | » | 982m.1 | » | 123gr.53 | » | » | 11 |
| » | 11, | » | » | 463m.4 | » | 132gr.79 | » | » | 12 |
| » | 12, la limite suit la rive gauche d'un affluent de droite de la rivière Bilimane jusqu'à son confluent avec cette dernière rivière, à la borne 13, située à 762m.4 az. 202gr.80 de la borne 12. | | | | | | | | |
| » | 12, volgt de grens de linkeroever van een rechterbijrivier van de Bilimanerivier, tot aan haar samenvloeiing met deze laatste rivier tot aan grenspaal 13, gelegen op 762m.4 az. 202gr.80 van grenspaal 12. | | | | | | | | |
| » | 13, la limite traverse la rivière Bilimane suivant une normale à son courant jusqu'à la borne 14, située à 20m. az. 170gr.47 de la borne 13. | | | | | | | | |
| » | 13, trekt de grens over de Bilimanerivier, volgens een met haar loop normale lijn tot aan grenspaal 14, gelegen op 20m. az. 170gr.47 van grenspaal 13. | | | | | | | | |
| » | 14, la limite suit la rive gauche de la rivière Bilimane jusqu'à la borne 15, située à 2.402m.1 az. 238gr.20 de la borne 14. | | | | | | | | |
| » | 14, volgt de grens de linkeroever van de Bilimanerivier tot aan grenspaal 15, gelegen op 2.402m.1 az. 238gr.20 van grenspaal 14. | | | | | | | | |
| » | 15, la limite suit la rive droite d'un affluent de gauche de la rivière Bilimane jusqu'à la source de cet affluent à la borne 16, située à 1.069m.7 az. 151gr.93 de la borne 15. | | | | | | | | |
| » | 15, volgt de grens de rechteroever van een linkerbijrivier van de Bilimanerivier tot aan de bron van deze bijrivier aan grenspaal 16, gelegen op 1.069m.7 az. 151gr.93 van grenspaal 15. | | | | | | | | |

De la borne 16, un alignement droit de 163m.4 az. 131gr.81 mène à la borne 17

Van grenspaal 16, leidt een rechte rooi-

lijn van 163m.4 az. 131gr.81 naar grenspaal 17

- | | | | | | | | | | |
|---|-----|---|---|--------|---|----------|---|---|----|
| » | 17, | » | » | 140m.5 | » | 204gr.03 | » | » | 18 |
| » | 18, | » | » | 479m.2 | » | 240gr.84 | » | » | 19 |
| » | 19, | » | » | 510m.9 | » | 256gr.44 | » | » | 20 |

De la borne 20, la limite suit la rive gauche de la rivière Kabili I jusqu'à son confluent avec la rivière Ulindi, à la borne 21, située à 3.815m.6 az. 217gr.42 de la borne 20.

Van grenspaal 20, volgt de grens de rechteroever van de Kabili I rivier tot aan grenspaal 21, gelegen op 3.815m.6 az. 217gr.42 van grenspaal 20.

- » 21. la limite suit la rive droite de la rivière Ulindi jusqu'à la borne 22, située à 565m.7 az. 89gr.42 de la borne 21.
- » 21, volgt de grens de rechteroever van de Ulindirivier tot aan grenspaal 22, gelegen op 565m.7 az. 89gr.42 van grenspaal 21.
- » 22, la limite traverse la rivière Ulindi suivant une normale à son courant jusqu'à la borne 23, située à 149m.0 az. 201gr.93 de la borne 22.
- » 22, trekt de grens over de Ulindirivier volgens een met haar loop normale lijn tot aan grenspaal 23, gelegen op 149m.0 az. 201gr.93 van grenspaal 22.
- » 23, la limite suit la rive gauche de l'Ulindi jusqu'à son confluent avec la rivière Makoma, à la borne 24 située à 6.254m.6 az. 307gr.63 de la borne 23.
- » 23, volgt de grens de linkeroever van de Ulindirivier tot aan haar samenvloeiing met de Makomarivier aan grenspaal 24, gelegen op 6.254m.6 az. 307gr.63 van grenspaal 23.
- » 24, la limite suit la rive gauche de l'Ulindi suivant une normale à son courant jusqu'à la borne 25, située à 176m.8 az. 368gr.37 de la borne 24.
- » 24, volgt de grens de linkeroever van de Ulindi, volgens een met haar loop normale lijn, tot aan grenspaal 25, gelegen op 176m.8 az. 368gr.37 van grenspaal 24.

De la borne 25, un alignement droit de 510m.1 az. 0gr.35 mène à la borne 26

Van grenspaal 25, leidt een rechte rooi-
lijn van 510m.1 az. 0gr.35 naar grenspaal 26

- » 26, » » 578m.5 » 37gr.19 » » 27
- » 27, » » 1.066m.6 » 398gr.92 » » 28
- » 28, la limite traverse la rivière Ulindi suivant une normale à son courant jusqu'à la borne 29, située à 174m.2 az. 320gr.31 de la borne 28.
- » 28, trekt de grens over de Ulindirivier volgens een met haar loop normale lijn tot aan grenspaal 29, gelegen op 174m.2 az. 320gr.31 van grenspaal 28.
- » 29, la limite suit la rive gauche de la rivière Ulindi jusqu'à la borne 1, située à 944m.3 az. 329gr.86 de la borne 29.
- » 29, volgt de grens de linkeroever van de Ulindirivier tot aan grenspaal 1, gelegen op 944m.3 az. 329gr.86 van grenspaal 29.

Dé la borne 1, la limite suit la rive droite de la rivière Ulindi jusqu'à la borne 1', située à 4.470m.4 az. 260gr.50 de la borne 1.

Van grenspaal 1, volgt de grens de rechteroever van de Ulindirivier tot aan grenspaal 1', gelegen op 4.470m.4 az. 260gr.50 van grenspaal 1.

De la borne 1', un alignement droit de 2.327m.4 az. 22gr.75 mène à la borne 36

Van grenspaal 1', leidt een rechte rooi-
lijn van 2.327m.1 az. 22gr.75 naar grenspaal 36

» 36, » » 1.703m.7 » 320gr.07 » » 35

» 35, la limite traverse la rivière Ulindi suivant une normale à son courant jusqu'à la borne 34, située à 150m.0 az. 284gr.67 de la borne 35.

» 35, trekt de grens over de Ulindirivier volgens een met haar loop normale lijn tot aan grenspaal 34, gelegen op 150m. az. 284 gr. 67 van grenspaal 35.

» 34, la limite suit la rive gauche de la rivière Ulindi jusqu'à la borne 33, située à 2.609m.2 az. 341gr.72 de la borne 34.

» 34, volgt de grens de linkeroever van de Ulindirivier tot aan grenspaal 33, gelegen op 2.609m.2 az. 341gr.72 van grenspaal 34.

» 33, la limite traverse la rivière Ulindi suivant une normale à son courant jusqu'à la borne 32, située à 152m.1 az. 16gr.91 de la borne 33.

» 33 trekt de grens over de Ulindirivier volgens een met haar loop normale lijn tot aan grenspaal 32, gelegen op 152m.1 az. 16gr.91 van grenspaal 33.

» 32, la limite suit la rive droite de la rivière Nyamputu jusqu'à la borne 31.

» 32, volgt de grens de rechteroever van de Nyamputurivier tot aan grenspaal 31.

De la borne 31, un alignement droit de 761m.3 az. 92gr.09 mène à la borne 30

Van grenspaal 31, leidt een rechte rooi-
lijn van 761m.3 az. 92gr.09 naar grenspaal 30

» 30', » » 59m.2 » 136gr.45 » » 29'

» 29', la limite suit la rive droite de la rivière Wambia jusqu'à la borne 28', située à 821m.8 az. 383gr.28 de la borne 29'.

» 29', volgt de grens de rechteroever van de Wambiarivier tot aan grenspaal 28', gelegen op 821m.8 az. 383gr.28 van grenspaal 29'.

De la borne 28', un alignement droit de 466m.1 az. 81gr.75 mène à la borne 27'

Van grenspaal 28', leidt een rechte rooi-
lijn van 466m.1 az. 81gr.75 naar grenspaal 27'

» 27', » » 122m.5 » 361gr.17 » » 26'

De la borne 26', la limite suit la rive droite de la rivière Wambia jusqu'à la borne 25', située à la source de cette dernière et à 2.876m.6 az. 397gr.60 de la borne 26'.

Van grenspaal 26', volgt de grens de rechteroever van de Wambiarivier tot aan grenspaal 25', gelegen aan de bron van deze laatste en op 2.876m.6 az. 397gr.60 van grenspaal 26'.

De la borne 25', un alignement droit de 195m.5 az. 378gr.38 mène à la borne 24'

Van grenspaal 25', leidt een rechte rooi-
lijn van 195m.5 az. 378gr.39 naar grenspaal 24'

» 24', la limite suit la rive droite de la rivière Ibusa jusqu'à la borne 23', située à 1.045m.6 az. 76gr.89 de la borne 24'.

» 24', volgt de grens de rechteroever van de Ibusarivier tot aan grenspaal 23', gelegen op 1.045m.6 az. 76gr.89 van grenspaal 24'.

De la borne 23', un alignement droit de 150m.1 az. 73gr.42 mène à la borne 22'

Van Grenspaal 23', leidt een rechte rooi-
lijn van 150m.1 az. 73gr.42 naar grenspaal 22'

» 22', » » 599m.5 » 36gr.70 » » 21'

» 21', » » 223m.2 » 51gr.44 » » 20'

» 20', » » 1.116m.6 » 110gr.92 » » 19'

» 19', » » 969m.3 » 55gr.64 » » 14'

» 14', » » 1.124m.0 » 54gr.78 » » 15'

» 15', » » 846m.4 » 100gr.81 » » 16'

» 16', » » 844m.9 » 100gr.33 » » 17'

» 17', » » 1.050m.0 » 101gr.56 » » 18'

» 18', » » 996m.0 » 109gr.00 » » 19''

» 19'', la limite suit la rive gauche du ruisseau Mabele jusqu'à la borne 20'', située à 1.239m.5 az. 123gr.71 de la borne 19''.

» 19'', volgt de grens de linkeroever van de Mabelebeek tot aan grenspaal 20'', gelegen op 1.239m.5 az. 123gr.71 van grenspaal 19''.

De la borne 20'', un alignement droit de 668m.2 az. 120gr.28 mène à la borne 21''

Van grenspaal 20'', leidt een rechte rooi-
lijn van 668m.2 az. 120gr.28 naar grenspaal 21''

» 21'', » » 554m.1 » 160gr.85 » » 22''

» 22'', la limite suit la rive gauche du ruisseau Bisonga jusqu'à la borne 1'', située à 2.804m.4 az. 229gr.67 de la borne 22''.

» 22'', volgt de grens de linkeroever van de Bisongabeek tot aan grenspaal 1'', gelegen op 2.804m.4 az. 229gr.67 van grenspaal 22''.

De la borne 1'', la limite suit la rive gauche de la rivière Madjakala jusqu'à la borne 2 située à 294m.5 az. 214gr.60 de la borne 1''.

Van grenspaal 1'', volgt de grens de linkeroever van de Madjakalarivier tot aan grenspaal 2 gelegen op 294m.5 az. 214gr.60 van grenspaal 1''.

De la borne 2, un alignement droit de 838m.6 az. 292gr.34 mène à la borne 3

Van grenspaal 2, leidt een rechte rooi-
lijn van 838m.6 az. 292gr.34 naar grenspaal 3

» 3, » » 805m.4 » 271gr.23 » » 4

» 4, » » 1.170m.9 » 191gr.44 » » 4bis

» 4bis, la limite suit la rive gauche de la rivière Madjakala jusqu'à la borne 5, située à 2.141m. az. 45gr.34 de la borne 4bis.

» 4bis, volgt de grens de linkeroever van de Madjakalarivier tot aan grenspaal 5, gelegen op 2.141m. az. 45gr.34 van grenspaal 4bis.

B. SITUATION DES BORNES D'ANGLE B. — LIGGING VAN DE HOEKGRENSPALEN.

La borne 1'' est située au confluent des rivières Madjakala et Bisonga

Grenspaal 1'' is gelegen aan de samenvloeiing van de Madjakala- en Bisongarivieren.

La borne 20'' est située au confluent des rivières Mabole et Madjakala.

Grenspaal 20'' is gelegen aan de samenvloeiing van de Mabole- en Madjakalarivieren.

La borne 1' est située au confluent des rivières Ulindi et Endamanu.

Grenspaal 1' is gelegen aan de samenvloeiing van de Ulindi- en de Endamanurivieren.

La borne 25' est située à la source de la rivière Wambia.

Grenspaal 25' is gelegen aan de bron van de Wambiarivier.

La borne 21 est située au confluent des rivières Ulindi et Kabali I.

Grenspaal 21 is gelegen aan de samenvloeiing van de Ulindi- en Kabali I rivieren.

La borne 24 est située au confluent des rivières Ulindi et Makoma.

Grenspaal 24 is gelegen aan de samenvloeiing van de Ukindi- en Makomarivieren.

C. — REMARQUES.

Les azimuts sont exprimés en grades et en minutes centésimales. Ils se mesurent à partir du nord vrai et croissent dans le sens du mouvement des aiguilles d'une montre.

C. — BEMERKINGEN.

De azimuths zijn uitgedrukt in graden en in centesimale minuten. Zij worden gemeten vanaf het werkelijk Noorden en stijgen in de zin van de beweging der wijzers van een uurwerk.

Sur les rives des cours d'eau prises pour limites, le périmètre suit le niveau le plus élevé qu'atteignent les eaux de la rivière, lors des crues périodiques normales.

Les bornes sont en béton.

Le titulaire n'exécutera pas de travaux à moins de 5 mètres des bornes et repères.

ART. 4.

Le droit d'exploiter l'étain est accordé à la Société « SYMETAIN » dans la concession dénommée « Kalima Ouest » d'une superficie de 26.640 hectares.

Ce droit est accordé jusqu'au 31 décembre 2010.

Les limites de la concession sont déterminées comme suit :

Op de oevers van de als grens genomen waterlopen, volgt de omtrek de hoogste stand dien de wateren bij hun periodieke en normale was bereiken.

De grenspalen zijn in beton.

De titularis zal geen werken uitvoeren op minder dan 5 meter van de grenspalen en richtpunten.

ART. 4.

Het recht de tinlagen te ontginnen wordt aan de Vennootschap « SYMETAIN » verleend in de concessie genaamd « Kalima-West » groot 26.640 hectaren.

Dit recht wordt tot 31 December 2010 verleend.

De grenzen van de concessie worden als volgt bepaald :

A. — DESCRIPTION DES LIMITES.

A. — BESCHRIJVING VAN DE GRENZEN.

De la borne 1, un alignement droit de 42m.7 az. 235gr.83 mène à la borne 2

Van grenspaal 1, leidt een rechte rooi-
lijn van 42m.7 az. 235gr.83 naar grenspaal 2

» 2, la limite suit la rive gauche de la rivière Bunza jusqu'à la borne 3, qui est située à 1.573m.5 az. 148gr.80 de la borne 2, et au confluent de la Bunza et d'un affluent de gauche.

» 2, volgt de grens de linkeroever van de Bunzarivier, tot aan grenspaal 3, gelegen op 1.573m.5 az. 148gr.80 van grenspaal 2, en aan de samenvloeiing van de Bunza en haar linkerbijrivier.

» 3, la limite suit la rive gauche de cet affluent de gauche jusqu'à la borne 4, qui est située à 2.034m.9 az. 156gr.98 de la borne 3.

» 3, volgt de grens de linkeroever van die linkerbijrivier tot aan grenspaal 4 gelegen op 2.034m.9 az. 156gr.98 van grenspaal 3.

De la borne 4, un alignement droit de 1.026m.3 az. 189gr.20 mène à la borne 5

Van grenspaal 4, leidt een rechte rooi-
lijn van 1.026m.3 az. 189gr.20 naar grenspaal 5

» 5, » » 817m.7 » 189gr.55 » » 6

» 6, » » 737m.8 » 189gr.46 » » 7

De la borne 7, la limite suit la rive droite d'un affluent de droite de la Tubelungwaba jusqu'à son confluent avec celle-ci où est située la borne 8, elle-même située à 1.426m.3 az. 197gr.11 de la borne 7.

Van grenspaal 7, volgt de grens de rechteroever van een rechterbijrivier van de Tubelungwaba, tot aan haar samenvloeiing met deze laatste, waar grenspaal 8 gelegen is, die zelf gelegen is op 1.426m.3 az. 197gr.11 van grenspaal 7.

De la borne 8, un alignement droit de 15m.5 az. 224gr.09 mène à la borne 8b

Van grenspaal 8, leidt een rechte rooi-
lijn van 15m.5 az. 224gr.09 naar grenspaal 8b

» 8b, la limite suit la rive gauche de la rivière Tubelungwaba jusqu'à la borne 9 qui est située à 2.445m.4 az. 39gr.56 de la borne 8b.

» 8b, volgt de grens de linkeroever van de Tubelungwabarivier tot aan grenspaal 9, gelegen op 2.445m.4 az. 39gr.56 van grenspaal 8b.

De la borne 9, un alignement droit de 990m.8 az. 76gr.64 mène à la borne 10

Van grenspaal 9, leidt een rechte rooi-
lijn van 990m.8 az. 76gr.64 naar grenspaal 10

»	10,	»	»	1.125m.0 »	75gr.95	»	»	11
»	11,	»	»	1.052m.3 »	76gr.95	»	»	12
»	12,	»	»	1.039m.6 »	76gr.79	»	»	13
»	13,	»	»	1.245m.3 »	76gr.74	»	»	14
»	14,	»	»	1.156m.1 »	76gr.92	»	»	15
»	15,	»	»	2.659m.4 »	4gr.99	»	»	23
»	23,	»	»	3.353m.6 »	4gr.53	»	»	26
»	26,	»	»	8.685m.0 »	2gr.06	»	»	12'
»	12',	»	»	6.116m.7 »	154gr.63	»	»	13'
»	13',	»	»	5.949m.4 »	93gr.45	»	»	14'
»	14',	»	»	688m.4 »	31gr.20	»	»	15'
»	15',	»	»	699m.7 »	32gr.59	»	»	16'
»	16',	»	»	547m.5 »	32gr.56	»	»	17'
»	17',	»	»	699m.6 »	381gr.30	»	»	18'
»	18',	»	»	699m.3 »	380gr.68	»	»	19'
»	19',	»	»	793m.6 »	383gr.97	»	»	20'
»	20',	»	»	16m.0 »	344gr.76	»	»	21'

» 21', la limite suit la rive gauche de la rivière N'Tonde jusqu'à la borne 22', qui est située à 672m.5 az. 315gr.83 de la borne 21'.

» 21', volgt de grens de linkeroever van de N'Tonderivier tot aan grenspaal 22', gelegen op 672m.5 az. 315gr.83 van grenspaal 21'.

De la borne 22', un alignement droit de 329m.2 az. 343gr.85 mène à la borne 23'

Van grenspaal 22', leidt een rechte rooi-
lijn van 329m.2 az. 343gr.85 naar grenspaal 23'

» 23', » » 804m.8 » 342gr.01 » » 24'

» 24', la limite suit la rive droite de la rivière Niankola jusqu'à la borne 25', qui est située à 1.330m.2 az. 339gr.74 de la borne 24'.

» 24', volgt de grens de rechteroever van de Niankolarivier tot aan grenspaal 35', gelegen op 1.330m.2 az. 339gr.74 van grenspaal 24'.

» 25', la limite suit la rive droite de la rivière Kilamazi jusqu'à la borne 26', qui est située à 1.618m.9 az. 363gr.04 de la borne 25'.

» 25', volgt de grens de rechteroever van de Kilamazirivier tot aan grenspaal 26', gelegen op 1.618m.9 az. 363gr.04 van grenspaal 25'.

De la borne 26', un alignement droit de 987m.0 az. 257gr.32 mène à la borne 27'

Van grenspaal 26', leidt een rechte rooi-
lijn van 987m.0 az. 257gr.32 naar grenspaal 27'

» 27', » » 989m.9 » 257gr.94 » » 28'

» 28', » » 1.065m.3 » 258gr.10 » » 29'

» 29', la limite suit la rive droite du ruisseau Mukwala jusqu'à la borne 45" située à 2.946m.0 az. 27gr.34 de la borne 29'.

» 29', volgt de grens de rechteroever van de Mukwalabeek tot aan grenspaal 45", gelegen op 2.946m.0 az. 27gr.34 van grenspaal 29'.

De la borne 45", un alignement droit de 27m.0 az. 23gr.61 mène à la borne 44"

Van grenspaal 45", leidt een rechte rooi-
lijn van 27m.0 az. 23gr.61 naar grenspaal 44"

» 44", la limite suit la rive gauche de la rivière Ulindi, jusqu'à la borne 43", située à 14.762m.0 az. 390gr.98 de la borne 44".

» 44", volgt de grens de linkeroever van de Ulindirivier tot aan grenspaal 43" gelegen op 14.762m.0 az. 390gr.98 van grenspaal 44".

» 43", la limite suit la rive gauche du ruisseau Tubira, jusqu'à la borne 42", située à 1.447m.1 az. 234gr.62 de la borne 42".

» 43" volgt de grens de linkeroever van de Tiburabeek tot aan grenspaal 42", gelegen op 1.447m.1 az. 234gr.62 van grenspaal 42".

De la borne 42", un alignement droit de 460m.0 az. 181gr.94 mène à la borne 41"

Van grenspaal 42", leidt een rechte rooi-
lijn van 460m.0 az. 181gr.94 naar grenspaal 41"

» 41", la limite suit la rive gauche de la rivière Mungalangala jusqu'à la borne 40", située à 1.225m.4 az. 234gr.58 de la borne 41"

» 41", volgt de grens de linkeroever van de Mungalangalarivier tot aan grenspaal 40", gelegen op 1.225m.4 az. 234gr.58 van grenspaal 41".

De la borne 40'', un alignement droit de 959m.6 az. 231gr.90 mène à la borne 39''

Van grenspaal 40'', leidt een rechte rooi-
lijn van 959m.6 az. 231gr.90 naar grenspaal 39''

» 39'', » » 807m.2 » 247gr.95 » » 38''

» 38'', » » 851m.2 » 245gr.62 » » 37''

» 37'', » » 871m.2 » 248gr.84 » » 36''

» 36'', » » 708m.1 » 245gr.85 » » 35''

» 35'', » » 679m.1 » 204gr.43 » » 34''

» 34'', la limite suit la rive gauche de la rivière Balendolende jusqu'à la borne 33'', située à 1.712m.7 az. 297gr.50 de la borne 34''.

» 34'', volgt de grens de linkeroever van de Balendolenderivier tot aan grenspaal 33'', gelegen op 1.712m.7 az. 297gr.50 van grenspaal 34''.

De la borne 33'', un alignement droit de 95m.6 az. 208gr.33 mène à la borne 32''

Van grenspaal 33'', leidt een rechte rooi-
lijn van 95m.6 az. 208gr.33 naar grenspaal 32''

» 32'', la limite suit la rive gauche du ruisseau Batamba jusqu'à la borne 31'', située à 770m.0 az. 245gr.78 de la borne 32''.

» 32'', volgt de grens de linkeroever van de Batambabeek tot aan grenspaal 31'', gelegen op 770m.0 az. 245gr.78 van grenspaal 32''.

De la borne 31'', un alignement droit de 769m.0 az. 214gr.50 mène à la borne 30''

Van grenspaal 31'', leidt een rechte rooi-
lijn van 769m.0 az. 214gr.50 naar grenspaal 30''

» 30'', » » 471m.0 » 208gr.25 » » 29''

» 29'', » » 761m.0 » 194gr.55 » » 28''

» 28'', » » 387m.8 » 191gr.75 » » 27''

» 27'', » » 563m.9 » 166gr.45 » » 26''

» 26'', » » 612m.7 » 167gr.18 » » 25''

» 25'', » » 875m.3 » 267gr.13 » » 24''

» 24'', » » 674m.4 » 266gr.58 » » 23''

» 23'', » » 671m.8 » 226gr.07 » » 22''

» 22'', » » 660m.2 » 226gr.90 » » 21''

» 21'', » » 802m.4 » 214gr.07 » » 20''

» 20'', » » 687m.0 » 273gr.24 » » 19''

» 19'', » » 974m.8 » 267gr.21 » » 18''

» 18'', » » 563m.4 » 273gr.18 » » 17''

» 17'', » » 1.019m.2 » 224gr.46 » » 16''

De la borne 16", un alignement droit de	647m.1 az. 222gr.14 mène à la borne 15"
Van grenspaal 16", leidt een rechte rooi- lijn van	647m.1 az. 222gr.14 naar grenspaal 15"
» 15", » »	742m.0 » 181gr.90 » » 14"
» 14", » »	810m.3 » 181gr.22 » » 13"
» 13", » »	737m.4 » 134gr.60 » » 12"
» 12", » »	524m.8 » 131gr.61 » » 11"
» 11", » »	484m.8 » 156gr.67 » » 10"
» 10", » »	768m.3 » 238gr.05 » » 7'
» 7', » »	832m.0 » 272gr.85 » » 6'
» 6', » »	385m.8 » 285gr.78 » » 5'
» 5', » »	779m.9 » 268gr.90 » » 4'
» 4', » »	957m.8 » 218gr.38 » » 3'
» 3', » »	19m.0 » 205gr.99 » » 2'
» 2', la limite suit la rive droite de la rivière Miri jusqu'à la borne 1', située à 5.482m.5 az. 200gr.89 de la borne 2'.	
» 2', volgt de grens de rechtoever van de Miririvier tot aan grens- paal 1', gelegen op 5.482m.5 az. 200gr.89 van grenspaal 2'.	
» 1', la limite suit la rive droite de la rivière Lutshurukuru (Elila) jusqu'à la borne 1, située à 5.465m.9 az. 244gr.91 de la borne 1'.	
» 1', volgt de grens de rechtoever van de Lutshurukuru (Elila) rivier tot aan grenspaal 1, gelegen op 5.465m.9 az. 244gr.91 van grenspaal 1.	

B. SITUATION DES BORNES D'ANGLE

B. — LIGGING VAN DE HOEKGRENSPALEN.

La borne 2 est située au confluent des rivières Lutshurukuru (Elila) et Bunza.

Grenspaal 2 is gelegen aan de samenvloeiing van de Lutschurukuru (Elila)-
en Bunzarivieren.

La borne 14' est située au confluent des rivières Lutshurukuru (Ulindi) et
Bilisi.

Grenspaal 14' is gelegen aan de samenvloeiing van de Lutshurukuru (Ulindi)-
en Bilusirivieren.

La borne 1' est située au confluent des rivières Lutshurukuru (Elila) et Miri.

Grenspaal 1' is gelegen aan de samenvloeiing van de Lutshurukuru (Elila)-
en Miririvieren.

La borne 12' est située au confluent des rivières Masanda et Mukwale.

Grenspaal 12' is gelegen aan de samenvloeiing van de Masanda en Mukwale-
rivieren.

La borne 21 est située au confluent des rivières Bapengi et N'Tonde.

Grenspaal 21 is gelegen aan de samenvloeiing van de Bapengi et N'Tonde-rivieren.

La borne 25' est située au confluent des rivières Kilamzi et Niankole.

Grenspaal 25' is gelegen aan de samenvloeiing van de Kilamzi- en Niankole-rivieren.

La borne 33" est située sur la rive gauche du ruisseau Balendelende en face du confluent avec son affluent de droite Batamba.

Grenspaal 33" is gelegen op de linkeroever van de Balendelendebeek tegenover van de samenvloeiing met haar rechter Batambabijrivier.

La borne 44' est située au confluent du ruisseau Mukwale avec la rivière Ulindi sur la rive gauche de chacun de ces cours d'eau.

Grenspaal 44' is gelegen op de samenvloeiing van de Mukwalebeek met de Ulindirivier op de linkeroever van iederen van deze rivieren.

C. — REMARQUES.

Les azimuts sont exprimés en grades et en minutes centésimales. Ils se mesurent à partir du nord vrai et croissent dans le sens du mouvement des aiguilles d'une montre.

Sur les rives des cours d'eau prises pour limites, le périmètre suit le niveau le plus élevé qu'atteignent les eaux de la rivière, lors des crues périodiques normales.

D'après la société requérante, les bornes sont en béton de 0,70 x 0,20 x 0,20 m. Les titulaires n'exécuteront pas de travaux à moins de 5 mètres des bornes et repères.

ART. 5.

Le droit d'exploiter l'étain est accordé à la Société « SYMETAIN » dans la concession dénommée « Kalima 14-15 », d'une superficie de 3,946 hectares.

Ce droit est accordé jusqu'au 31 décembre 2010.

Les limites de la concession sont déterminées comme suit :

C. — BEMERKINGEN.

De azimuths zijn uitgedrukt in graden en in centesimale minuten. Zij worden gemeten vanaf het werkelijk Noorden en stijgen in de zin van de beweging der wijzers van een uurwerk.

Op de oevers van de als grens genomen waterlopen, volgt de omtrek de hoogste stand dien de wateren bij hun periodieke en normale was bereiken.

Volgens de verzoekende vennootschap zijn de grenspalen in beton van 0,70 x 0,20 x 0,20 m. afmetingen. De titularissen zullen geen werken uitvoeren op minder dan 5 meter van de grenspalen en richtpunten.

ART. 5.

Het recht, de tinlagen te ontginnen wordt aan de Vennootschap « SYMETAIN » verleend in de concessie genaamd « Kalima 14-15 », groot 3,946 hectaren.

Dit recht wordt tot 31 December 2010 verleend.

De grenzen van de concessie worden als volgt bepaald :

A. — DESCRIPTION DES LIMITES.

A. — BESCHRIJVING VAN DE GRENZEN.

De la borne 1, un alignement droit de 9.586m.5 az. 354gr.95 mène à la borne 2

Van grenspaal 1, leidt een rechte rooi-
lijn van 9.586m.5 az. 354gr.95 naar grenspaal 2

» 2, » » 909m.9 » 22Igr.5I » » 3

» 3, » » 709m.7 » 22Igr.63 » » 4

» 4, » » 868m.4 » 222gr.82 » » 5

» 5, » » 737m.9 » 22Igr.80 » » 6

» 6, » » 484m.I » 199gr.24 » » , 7

» 7. » » 466m.I » 24Igr.52 » » 8

» 8, » » 59Im.3 » 248gr.57 » » 9

9, la limite suit la rive droite de la rivière Lutshurukuru (Elila), jusqu'à la borne 10, qui est située à 999m.8 az. 171gr.75 de la borne 9.

» 9, volgt de grens de rechteroever van de Lutshurukuru (Elila)-rivier tot aan grensmaal 10, gelegen op 999m.8 az. 171gr.75 van grensmaal 9.

De la borne 10, un alignement droit de 3.188m.5 az. 210gr.12 mène à la borne 11

Van grenspaal 10, leidt een rechte rooi-
lijn van 3.188 m. 5 az. 210 gr. 12 naar grenspaal 11

» II, » » 850m.7 » 76gr.2I » » I2

» 12, » » 784m.5 » 48gr.43 » » 13

» 13, » » 17m.5 » 49gr.17 » » 14

» 14, la limite suit la rive droite de la rivière Lutshurukuru (Elila) jusqu'à la borne 15, qui est située à 5.779m.4 az. 118gr.66 de la borne 14.

» 14, volgt de grens de rechtoever van de Lutshurukuru (Elila)-rivier tot aan grenspaal 15, gelegen op 5.979m.4 az. 118gr.66 van grenspaal 14.

De la borne 15, un alignement droit de 972m.1 az. 28gr.51 mène à la borne 16

Van grenspaal 15, leidt een rechte roo-
lijn van 972m.1 az. 28gr.51 naar grenspaal 16

» 16, la limite suit la rive droite de la rivière Tuntsudi jusqu'à la borne 1, qui est située à 1.201m.3 az. 32gr.00 de la borne 16.

» 16, volgt de grens de rechteroever van de Tuntsudirivier tot aan grenspaal 1, gelegen op 1.201m.3 az. 32gr.90 van grenspaal 16.

B. SITUATION DES BORNES D'ANGLE

B. — LIGGING VAN DE HOEGRENSPALEN.

La borne 1 est située au confluent des rivières Tuntsudi et Lutshurukuru (Ulindi).

Grenspaal 1 is gelegen aan de samenvloeiing van de Tuntsudi en Lutshurukuru (Ulindi)- rivieren.

La borne 16 est située à 1.201m.3 az. 32gr.90 du confluent des rivières Tuntsudi et Lutshurukuru.

Grenspaal 16 is gelegen op 1.201m.3 az. 32gr.90 van de samenvloeiing van de Tuntsudi- en Lutshurukururivieren.

La borne 2 est située à 9.586m.5 az. 354gr.95 du confluent des rivières Tuntsudi et Lutshurukuru (Ulindi).

Grenspaal 2 is gelegen op 9.586m.5 az. 354gr.95 van de samenvloeiing van de Tuntsudi- en Lutshurukuru (Ulindi)- rivieren.

C. — REMARQUES.

Les azimuts sont exprimés en grades et en minutes centésimales. Ils se mesurent à partir du nord-vrai et croissent dans le sens du mouvement des aiguilles d'une montre.

D'après la société requérante, les bornes sont en béton de 0,70 x 0,20 x 0,20 m. Les titulaires n'exécuteront pas de travaux à moins de 5 mètres des bornes et repères.

Sur les rives des cours d'eau prises pour limites, le périmètre suit le niveau le plus élevé qu'atteignent les eaux de la rivière, lors des crues périodiques normales.

Le polygone est situé approximativement à 10 km. au sud-est du Poste d'Etat de Kingombe.

ART. 6.

Le droit d'exploiter l'étain est accordé à la Société « SYMETAIN » dans la concession dénommée « Kalima 8-Nord » d'une superficie de 656 hectares.

Ce droit est accordé jusqu'au 31 décembre 2010.

C. — BEMERKINGEN.

De azimuths zijn uitgedrukt in graden en in centesimale minuten. Zij worden gemeten vanaf het werkelijk Noorden en stijgen in de richting van de beweging der wijzers van een uurwerk.

Volgens de verzoekende vennootschap zijn de grenspalen in beton van 0,70 x 0,20 x 0,20 m. afmetingen. De titularis zal geen werken uitvoeren op minder dan 5 meter van de grenspalen en richtpunten.

Op de oevers van de als grens genomen waterlopen, volgt de omtrek de hoogste stand dien de wateren bij hun periodieke en normale was bereiken.

De veelhoek is gelegen op ongeveer 10 km. ten Zuid-Oosten van het Kingombe Staatspost.

ART. 6.

Het recht de tinlagen te ontginnen wordt aan de Vennootschap « SYMETAIN » verleend in de concessie genaamd « Kalima 8-Noord » groot 656 hectaren.

Dit recht wordt tot 31 December 2010 verleend.

Les limites de la concession sont dé-
terminées comme suit :

De grenzen van de concessie worden
als volgt bepaald :

A. — DESCRIPTION DES LIMITES.

A. — BESCHRIJVING VAN DE GRENZEN.

De la borne 10, la limite suit la rive gauche de la rivière Ulindi jusqu'à la borne 11, qui est située à 4.252m.0 az. 328gr.04 de la borne 10.

Van grenspaal 10, volgt de grens de linkeroever van de Ulindirivier tot aan grenspaal 11, gelegen op 4.252m.0 az. 328gr.04 van grenspaal 10.

De la borne 11, un alignement droit de 783m.7 az. 292gr.00 mène à la borne 12

Van grenspaal 11, leidt een rechte rooi-
lijn van 783m.7 az. 292gr.00 naar grenspaal 12

» 12, » » 897m.8 » 286gr.47 » » 13

» 13, » » 567m.7 » 287gr.70 » » 14

» 14, la limite suit la rive gauche de la rivière Lutshurukuru (Ulin-
di), jusqu'à la borne 15, qui est située à 865m.9 az. 226gr.01
de la borne 14.

» 14, volgt de grens de linkeroever van de Lutshurukuru (Ulindi)-
rivier tot aan grenspaal 15, gelegen op 865m.9 az. 226gr.01 van
grenspaal 14.

De la borne 15, un alignement droit de 235m.7 az. 133gr.61 mène à la borne 16

Van grenspaal 15, leidt een rechte rooi-
lijn van 235m.7 az. 133gr.61 naar grenspaal 16

» 16, » » 6.220m.1 » 105gr.12 » » 10

B. SITUATION DES BORNES D'ANGLE

B. — LIGGING VAN DE HOEKGRENSPALEN.

La borne 10 est située à 272m.3 az. 283gr.54 du confluent des rivières Ulindi et Kunzale.

Grenspaal 10 is gelegen op 272m.3 az. 283gr.54 van de samenvloeiing der
Ulindi- en Kunzalerivieren.

La borne 15 est située à 1.925m.0 az. 211gr.91 du confluent des rivières Lutshurukuru (Ulindi) et Salukwango.

Grenspaal 15 is gelegen op 1.925m.0 az. 211gr.91 van de samenvloeiing der
Lutshurukuru (Ulindi)- en Salukwangorivieren.

C. — REMARQUES.

C. — BEMERKINGEN.

Les azimuts sont exprimés en grades et en minutes centésimales. Ils se mesurent à partir du nord-vrai et croissent dans le sens du mouvement des aiguilles d'une montre.

De azimuths zijn uitgedrukt in graden en in centesimale minuten. Zij worden gemeten vanaf het werkelijk Noorden en stijgen in de richting van de beweging der wijzers van een uurwerk.

D'après la société requérante, les bornes sont en béton de 0,70 x 0,20 x 0,20 m. de dimensions. Les titulaires n'exécuteront pas de travaux à moins de 5 mètres des bornes et repères.

Sur les rives des cours d'eau prises pour limites, le périmètre suit le niveau le plus élevé qu'atteignent les eaux de la rivière, lors des crues périodiques normales.

ART. 7.

Le droit d'exploiter l'étain est accordé à la Société « SYMETAIN » dans la concession dénommée « Kalima 6-Sud », d'une superficie de 516 hectares.

Ce droit est accordé jusqu'au 31 décembre 2010.

Les limites de la concession sont déterminées comme suit :

Volgens de verzoekende vennootschap zijn de grenspalen in beton van 0,70 x 0,20 x 0,20 m. afmetingen. De titularissen zullen geen werken uitvoeren op minder dan 5 meter van de grenspalen en richtpunten.

Op de oevers van de als grens genomen waterlopen, volgt de omtrek de hoogste stand dien de wateren bij hun periodieke en normale was bereiken.

ART. 7.

Het recht, de tinlagen te ontginnen wordt aan de Vennootschap « SYMETAIN » verleend in de concessie genaamd « Kalima 6-Zuid », groot 516 hectaren.

Dit recht wordt tot 31 December 2010 verleend.

De grenzen van de concessie worden als volgt bepaald :

A. — DESCRIPTION DES LIMITES.

A. — BESCHRIJVING VAN DE GRENZEN.

De la borne 27, la limite suit la rive droite de la rivière Amekupi jusqu'à la borne 28, qui est située à 2.044m.2 az. 251gr.25 de la borne 27.

Van grenspaal 27, volgt de grens de rechteroever van de Amekupirivier tot aan grenspaal 28, gelegen op 2.044m.2 az. 251gr.25 van grenspaal 27.

De la borne 28, un alignement droit de 313m.6 az. 162gr.58 mène à la borne 29

Van grenspaal 28, leidt een rechte rooilijn van 313m.6 az. 162gr.58 naar grenspaal 29

»	29,	»	»	504m.8 » 146gr.77	»	»	30
»	30,	»	»	445m.6 » 128gr.53	»	»	31
»	31,	»	»	464m.6 » 115gr.42	»	»	32
»	32,	»	»	508m.6 » 107gr.27	»	»	33
»	33,	»	»	454m.3 » 89gr.82	»	»	34
»	34,	»	»	889m.2 » 17gr.20	»	»	35
»	35,	»	»	1.065m.1 » 17gr.67	»	»	36
»	36,	»	»	888m.4 » 17gr.43	»	»	37
»	37,	»	»	1.698m.8 » 285gr.31	»	»	27

B. SITUATION DES BORNES D'ANGLE

B. — LIGGING VAN DE HOEGRENSPALEN.

La borne 27 est située à 7.993m. az. 25gr.76 du confluent des rivières Amekupi-Avuange.

Grenspaal 27 is gelegen op 7.993m. az. 25gr.76 van de samenvloeiing der Amekupi-Avuangerivieren.

La borne 34 est située à 6.454m. az. 42gr.92 du confluent des rivières Amekupi-Avuange.

Grenspaal 34 is gelegen op 6.454m. az. 42gr.92 van de samenvloeiing der Amekupi-Avuangerivieren.

La borne 37 est située à 9.105m. az. 35gr.36 du confluent des rivières Amekupi-Avuange.

Grenspaal 37 is gelegen op 9.105m. az. 35gr.36 van de samenvloeiing der Amekupi-Avuangerivieren.

C. — REMARQUES.

Les azimuts sont exprimés en grades et en minutes centésimales. Ils se mesurent à partir du nord-vrai et croissent dans le sens du mouvement des aiguilles d'une montre.

D'après la société requérante, les bornes sont en béton de 0,70 x 0,20 x 0,20 m. de dimension. Les titulaires n'exécuteront pas de travaux à moins de 5 mètres des bornes et repères.

Sur les rives des cours d'eau prises pour limites, le périmètre suit le niveau le plus élevé qu'atteignent les eaux dans la rivière, lors des crues périodiques normales.

Le polygone est situé approximativement à 26 km. sud-sud-est du poste d'Etat de Kingombe.

ART. 8.

Le droit d'exploiter l'étain est accordé à la Société « SYMETAIN » dans la concession dénommée « Kalima 6-Ouest » d'une superficie de 640 hectares.

Ce droit est accordé jusqu'au 31 décembre 2010.

C. — BEMERKINGEN.

De azimuths zijn uitgedrukt in graden en in centesimale minuten. Zij worden gemeten vanaf het werkelijk Noorden en stijgen in de richting van de beweging der wijzers van een uurwerk.

Volgens de verzoekende vennootschap zijn de grenspalen in beton van 0,70 x 0,20 x 0,20 m. afmetingen. De titularissen zullen geen werken uitvoeren op minder dan 5 meter van de grenspalen en richtpunten.

Op de oevers van de als grens genomen waterlopen, volgt de omtrek de hoogste stand dien de wateren bij hun periodieke en normale was bereiken.

De veelhoek is gelegen op ongeveer 26 km. ten Zuid-Zuid-Oosten van het Kingombe Staatspost.

ART. 8.

Het recht, de tinlagen te ontginnen wordt aan de Vennootschap « SYMETAIN » verleend in de concessie genaamd « Kallima 6-West », groot 640 hectaren.

Dit recht wordt tot 31 December 2010 verleend.

Les limites de la concession sont déterminées comme suit :

De grenzen van de concessie worden als volgt bepaald :

A. — DESCRIPTION DES LIMITES.

A. — BESCHRIJVING VAN DE GRENZEN.

De la borne 15, la limite suit la rive gauche de la rivière Sumba jusqu'à la borne 16 qui est située à 1.270m.3 az. 253gr.80 de la borne 15.

Van grenspaal 15, volgt de grens de linkeroever van de Sumbarivier tot aan grenspaal 16, gelegen op 1.270m.3 az. 253gr.80 van grenspaal 15.

» 16, la limite suit la rive gauche de la rivière Sumba jusqu'à la borne 16,, qui est située à 1.427m.1 az. 51 de la borne 16.

» 16, volgt de grens de linkeroever van de Sumbarivier tot aan grenspaal 16', gelegen op 1.427m.1 az. 187gr.51 van grenspaal 16.

De la borne 16', un alignement droit de 795m.0 az. 173gr.84 mène à la borne 17

Van grenspaal 16', leidt een rechte rooi-
lijn van 795m.0 az. 173gr.84 naar grenspaal 17

» 17, » » 988m.6 » 168gr.48 » » 18

» 18, » » 1.041m.9 » 100gr.81 » » 19

» 19, » » 907m.3 » 97gr.01 » » 20

» 20, » » 4.334m.8 » 368gr.41 » » 15

B. SITUATION DES BORNES D'ANGLE

B. — LIGGING VAN DE HOEKGRENSPALEN.

La borne 18 est située à 9.276m.3 az. 356gr.75 du confluent des rivières Amekupi et Avuanger.

Grenspaal 18 is gelegen op 9.276m.3 az. 356gr.75 van de samenvloeiing der Amekupi- en Avuangerivieren.

C. — REMARQUES.

Les azimuts sont exprimés en grades et en minutes centésimales. Ils se mesurent à partir du nord-vrai et croissent dans le sens du mouvement des aiguilles d'une montre.

D'après la société requérante, les bornes sont en béton de 0,70 x 0,20 x 0,20 m. de dimension. Les titulaires n'exécuteront pas de travaux à moins de 5 mètres des bornes et repères.

C. — BEMERKINGEN.

De azimuths zijn uitgedrukt in graden en in centesimale minuten. Zij worden gemeten vanaf het werkelijk Noorden en stijgen in de zin van de beweging der wijzers van een uurwerk.

Volgens de verzoekende vennootschap zijn de grenspalen in beton van 0,70 x 0,20 x 0,20 m. afmetingen. De titularissen zullen geen werken uitvoeren op minder dan 5 meter van de grenspalen en richtpunten.

Sur les rives des cours d'eau prises pour limites, le périmètre suit le niveau le plus élevé qu'atteignent les eaux de la rivière, lors des crues périodiques.

Le polygone est situé approximativement à 20 km. au sud du poste d'Etat de Kingombe.

ART. 9.

Le Ministre des Colonies est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Donné à Bruxelles, le 17 mars 1948.

CHARLES.

Par le Régent :

Le Ministre des Colonies,

P. WIGNY.

Op de oevers van de als grens genomen waterlopen, volgt de omtrek de hoogste stand dien de wateren bij hun periodieke en normale was bereiken.

De veelhoek is gelegen op ongeveer 20 km. ten Zuiden van het Kingombe Staatspost.

ART. 9.

De Minister van Koloniën is belast met de uitvoering van dit besluit.

Gegeven te Brussel, den 17 Maart 1948.

Vanwege de Regent :

De Minister van Koloniën,

Terres. — Cession gratuite à la Mission des Pères Croisiers d'un terrain de 100 Ha., sis à Mboma. — Convention du 21 février 1948. — Approbation.

CHARLES, PRINCE DE BELGIQUE,
RÉGENT DU ROYAUME,

A tous, présents et à venir, SALUT!

Sur la proposition du Ministre des Colonies,

Nous avons arrêté et arrêtons :

ARTICLE PREMIER.

La convention dont la teneur suit est approuvée :

La COLONIE DU CONGO BELGE, représentée par le Gouverneur Général, cède gratuitement en toute propriété, à la « MISSION DES PERES CROISIERS » dont la personnalité civile a été reconnue par arrêté royal du 27 décembre 1920 (B. O. de 1921, page 267), représentée par Son Excellence Monseigneur BLESSING, Frédéric, demeurant à Bondo, agréé en qualité de Représentant

Gronden. — Kosteloze afstand aan de « Mission des Pères Croisiers » van een grond van 100 Ha., te Mboma. — Overeenkomst van 21 Februari 1948. — Goedkeuring.

KAREL, PRINS VAN BELGIË,
REGENT VAN HET KONINKRIJK,

Aan allen, tegenwoordigen en toekomstenden, HEIL!

Op de voordracht van de Minister van Koloniën,

Wij hebben besloten en Wij besluiten :

ARTIKEL ÉÉN.

De overeenkomst waarvan de tekst volgt wordt goedgekeurd :

Légal (B. A. de 1930, page 257), ci-après dénommée la « MISSION » qui accepte aux conditions générales des décrets des 24 janvier 1943, 2 juin 1945 et aux conditions spéciales qui suivent, un terrain destiné à un poste de Mission, situé à Mbuma, d'une superficie de 100 hectares dont les limites sont représentées par un liseré rouge au croquis approximatif figuré ci-après à l'échelle de 1 à 20.000.

La nature ainsi que les limites du terrain sont parfaitement connues de la Mission.

CONDITIONS SPECIALES.

ARTICLE PREMIER. — Le présent contrat est conclu sous réserve de son approbation par arrêté royal.

ART. 2. — Seront considérées comme mis en valeur :

- a) les terres couvertes sur 1/10^{me} au moins de leur surface par des constructions;
- b) les terres couvertes sur 1/5^{me} au moins de leur surface par des cultures vivrières, maraîchères, fourragères ou alimentaires;
- c) les pâturages clôturés et améliorés par débroussaillage, sélection et par plantation ou semis de plantes améliorantes.

Ces conditions joueront simultanément ou séparément pour toute la surface.

Les cultures vivrières faites en application de l'ordonnance n° 115/AE./T. du 12 novembre 1937 compteront pour l'évaluation de la mise en valeur.

ART. 3. — Sous peine de résolution de plein droit de la présente convention, la Mission s'engage à ne pas détourner la destination du terrain cédé.

ART. 4. — L'inexécution des conditions prévues à l'article 5 — premier et deuxième alinéas — du décret du 24 janvier 1943 sera constatée par procès-verbal du délégué du Gouverneur de Province.

La Mission s'engage, dès ores, à remplir dans le cas de déchéance, les formalités prévues par la législation sur le régime foncier du Congo Belge. en vue de l'enregistrement des terres au nom de la Colonie.

ART. 5. — Les chemins et sentiers indigènes ou autres traversant le terrain cédé appartiennent au domaine public et ne font pas partie de la présente cession; leur situation et leur largeur définitives seront déterminées lors du mesurage officiel.

ART. 6. — La Mission ne peut abattre les espèces ligneuses croissant au moment de l'octroi des terres que dans la mesure des défrichements nécessaires au développement de son entreprise.

ART. 7. — Le présent contrat est conclu sous réserve des droits que les indigènes pourraient éventuellement revendiquer dans le délai et selon la procédure prévus à l'article 9 du décret du 31 mai 1934.

ART. 8. — La Mission s'engage à boiser (ou à entreprendre des cultures de plantes arbustives médicinales) sur un dixième du terrain cédé, c'est-à-dire sur une superficie de dix hectares. Les essences à employer seront laissées au choix de la Mission.

Les travaux qui devront être achevés en dix ans compteront pour l'évaluation des superficies mises en valeur.

ART. 9. — Sauf pour les cas prévus à l'article 5 — premier et deuxième alinéas — du décret du 24 janvier 1943, l'inexécution des conditions générales de ce décret et des conditions spéciales reprises ci-dessus, feront s'opérer d'office la résolution du présent contrat, si après sommation faite par lettre recommandée, la Mission ne satisfait pas aux dites obligations dans un délai de trente jours à dater de la réception de la lettre recommandée.

Ainsi fait à Léopoldville, en double expédition, le vingt et un février mil neuf cent quarante-huit.

ART. 2.

Le Ministre des Colonies est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Donné à Bruxelles, le 19 mars 1948.

ART. 2.

De Minister van Koloniën is belast met de uitvoering van dit besluit.

Gegeven te Brussel, den 19 Maart 1948.

CHARLES.

Par le Régent :
Le Ministre des Colonies,

Vanwege de Regent :
De Minister van Koloniën,

P. WIGNY.

Terres. — Cession gratuite à la Mission des Révérends Pères Joséphites à Luluabourg, d'un terrain de 5 Ha., sis à Mweka. — Convention du 26 février 1948. — Approbation.

Gronden. — Kosteloze afstand aan de « Mission des Révérends Pères Joséphites à Luluabourg » van een grond van 5 Ha., te Mweka. — Overeenkomst van 26 Februari 1948. — Goedkeuring.

CHARLES, PRINCE DE BELGIQUE,
RÉGENT DU ROYAUME,

KAREL, PRINS VAN BELGIË,
REGENT VAN HET KONINKRIJK,

A tous, présents et à venir, SALUT!

Aan allen, tegenwoordigen en toekomstenden, HEIL!

Sur la proposition du Ministre des Colonies,

Op de voordracht van de Minister van Koloniën,

Nous avons arrêté et arrêtons :

Wij hebben besloten en Wij besluiten :

ARTICLE PREMIER.

ARTIKEL EÉN.

La convention dont la teneur suit est approuvée :

De overeenkomst waarvan de tekst volgt wordt goedgekeurd :

La COLONIE DU CONGO BELGE, représentée par le Gouverneur Général, cède gratuitement en toute propriété, à la « MISSION DES REVERENDS PERES JOSEPHITES A LULUABOURG », dont le siège est à Luluabourg, la personnalité civile reconnue par Arrêté Royal du 18 décembre 1929, publié au *B. O.* de 1930, page 33, représentée par le Révérend Père MISEREZ, René, agréé en qualité de Représentant Légal, conformément à l'Ordonnance publiée au *B. A.* de 1935, page 734, ci-après dénommée la « Mission », qui accepte, aux conditions générales du décret du 24 janvier 1943, modifié par celui du 2 juin 1945 et aux conditions spéciales qui suivent, un terrain destiné à un établissement pour religieux situé dans la localité de MWEKA, d'une superficie de cinq hectares (5 Ha.), dont les limites sont représentées par un liseré rouge au croquis approximatif figuré ci-après à l'échelle de 1 à 5.000.

La nature ainsi que les limites du terrain sont parfaitement connues de la Mission.

CONDITIONS SPECIALES.

ARTICLE PREMIER. — Le présent contrat est conclu sous réserve de son approbation par arrêté royal.

ART. 2. — Seront considérées comme mises en valeur :

les terres qui seront couvertes par des constructions répondant à l'usage prévu, à savoir :

une église, une maison d'habitation et une école.

Le terrain devra être clôturé sur toutes les parties de son périmètre libres de construction.

ART. 3. — L'inexécution des conditions prévues à l'article 5 — premier et deuxième alinéas — du décret du 24 janvier 1943, sera constatée par procès-verbal du délégué du Gouverneur de Province.

La Mission s'engage, dès ores, à remplir dans le cas de déchéance, les formalités prévues par la législation sur le régime foncier du Congo Belge, en vue de l'enregistrement des terres au nom de la Colonie.

ART. 4. — Sauf pour les cas prévus à l'article 5 — premier et deuxième alinéas — du décret du 24 janvier 1943, l'inexécution des conditions générales de ce décret ainsi que l'inexécution des conditions spéciales reprises ci-dessus, feront s'opérer d'office la résolution du présent contrat, si après sommation faite par lettre recommandée, la Mission ne satisfait pas aux dites obligations dans un délai de trois mois à dater de la réception de la lettre recommandée.

Ainsi fait à Léopoldville, en double expédition, le vingt-six février mil neuf cent quarante-huit.

ART. 2.

Le Ministre des Colonies est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Donné à Bruxelles, le 19 mars 1948.

ART. 2.

De Minister van Koloniën is belast met de uitvoering van dit besluit.

Gegeven te Brussel, den 19 Maart 1948.

CHARLES.

Par le Régent :

Le Ministre des Colonies,

Vanwege de Regent :

De Minister van Koloniën,

P. WIGNY.

Terres. — Cession gratuite à l'Association « Mission des Pères Scheutistes », d'un terrain de 50 ares, sis à Demba. — Convention du 20 février 1948. — Approbation.

Gronden. — Kosteloze afstand aan de Vereniging « Mission des Pères Scheutistes » van een grond van 50 aren, te Demba. — Overeenkomst van 20 Februari 1948. — Goedkeuring.

CHARLES, PRINCE DE BELGIQUE,
RÉGENT DU ROYAUME,

A tous, présents et à venir, SALUT !

Sur la proposition du Ministre des Colonies,

Nous avons arrêté et arrêtons :

ARTICLE PREMIER.

La convention dont la teneur suit est approuvée :

KAREL, PRINS VAN BELGIË,
REGENT VAN HET KONINKRIJK,

Aan allen, tegenwoordigen en toekomstenden, HEIL !

Op de voordracht van de Minister van Koloniën,

Wij hebben besloten en Wij besluiten :

ARTIKEL ÉÉN.

De overeenkomst waarvan de tekst volgt wordt goedgekeurd :

La COLONIE DU CONGO BELGE, représentée par le Gouverneur Général, cède gratuitement en toute propriété, à l'ASSOCIATION « MISSION DES PERES SCHEUTISTES » dont le siège est à Hemptinne-Saint-Benoît, la personnalité civile reconnue par arrêté royal du 31 mars 1939 et publiée au *Bulletin Officiel* de 1939, page 284, représentée par le Révérend Père VAN DEN BON, Pierre, agréé comme Représentant Légal, ci-après dénommée la « MISSION », qui accepte aux conditions générales du décret du 24 janvier 1943 modifié par celui du 2 juin 1945 et aux conditions spéciales qui suivent, un terrain destiné à une école pour enfants indigènes situé dans la Cité Indigène de DEMBA, d'une superficie de CINQUANTE ARES dont les limites sont représentées par un liseré rouge au croquis approximatif figuré ci-après à l'échelle de 1 à 5.000.

La nature ainsi que les limites du terrain sont parfaitement connues de la Mission.

CONDITIONS SPECIALES

ARTICLE PREMIER. — Le présent contrat est conclu sous réserve de son approbation par le Pouvoir Compétent.

ART. 2. — Sera considérée comme « mise en valeur », les constructions répondant à l'usage prévu, à savoir :

une école pour enfants indigènes et des maisons d'habitations pour Instituteurs indigènes. Toutes les constructions devront être érigées en matériaux durables.

ART. 3. — L'inexécution des conditions prévues à l'article 5 — premier et deuxième alinéas — du décret du 24 janvier 1943, sera constatée par procès-verbal du délégué du Gouverneur de Province.

La Mission s'engage, dès ores, à remplir dans le cas de déchéance, les formalités prévues par la législation sur le régime foncier du Congo Belge, en vue de l'enregistrement des terres au nom de la Colonie.

ART. 4. — Sauf pour les cas prévus à l'article 5 — premier et deuxième alinéas — du décret du 24 janvier 1943, l'inexécution des conditions générales de ce décret ainsi que l'inexécution des conditions spéciales reprises ci-dessus, feront s'opérer d'office la résolution du présent contrat si, après sommation faite par lettre recommandée, la Mission ne satisfait pas aux dites obligations dans un délai de trois mois à dater de la réception de la lettre recommandée.

Ainsi fait à Léopoldville, en double expédition, le vingt février mil neuf cent quarante-huit.

ART. 2.

Le Ministre des Colonies est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Donné à Bruxelles, le 19 mars 1948.

ART. 2.

De Minister van Koloniën is belast met de uitvoering van dit besluit.

Gegeven te Brussel, den 19 Maart 1948.

CHARLES.

Par le Régent :

Le Ministre des Colonies,

Vanwege de Regent :

De Minister van Koloniën,

P. WIGNY.

Terres. — Cession gratuite par le Ruanda-Urundi à l'Association des Religieuses Missionnaires de Notre-Dame d'Afrique du Vicariat Apostolique de l'Urundi, d'un terrain de 3 Ha., sis à Kitega. — Convention du 20 février 1948. — Approbation.

CHARLES, PRINCE DE BELGIQUE,
RÉGENT DU ROYAUME,

A tous, présents et à venir, SALUT!

Sur la proposition du Ministre des Colonies,

Nous avons arrêté et arrêtons :

ARTICLE PREMIER.

La convention dont la teneur suit est approuvée :

Le GOUVERNEMENT DU TERRITOIRE DU RUANDA-URUNDI, représenté par le Gouverneur Général du Congo Belge, cède gratuitement en toute propriété à l'ASSOCIATION DES RELIGIEUSES MISSIONNAIRES DE NOTRE-DAME D'AFRIQUE DU VICARIAT APOSTOLIQUE DE L'URUNDI, dont la personnalité civile a été reconnue par arrêté royal du 6 septembre 1929 (*B. O.* 1929, 2^{me} partie, page 492), ayant son siège à Saint-Antoine de Mugera, représentée par la Révérende Sœur PIRON, Maria, résidant à Astrida, agréée en qualité de représentante légale par ordonnance en date du 7 décembre 1939 (*B. A.* 1939, page 1024), ci-après dénommée « LA MISSION » qui accepte, aux conditions générales du décret du 24 janvier 1943, modifié par celui du 2 juin 1945, et aux conditions spéciales qui suivent, un terrain destiné à la création d'une Mission, situé dans la circonscription urbaine de KITEGA, d'une superficie de TROIS HECTARES (3 Ha.), dont les limites sont représentées par un liseré rouge au croquis approximatif figuré ci-après à l'échelle de 1 à 2.000.

La nature ainsi que les limites du terrain sont parfaitement connues de la Mission.

CONDITIONS SPECIALES.

ARTICLE PREMIER. — Le présent contrat est conclu sous réserve de son approbation par arrêté royal.

ART. 2. — Seront considérées comme mises en valeur :

les terres sur lesquelles il aura été édifié un couvent pour religieuses, classes et locaux destinés aux œuvres sociales ainsi que les dépendances nécessaires.

Gronden. — Kosteloze afstand door Ruanda-Urundi aan de « Association des Religieuses Missionnaires de Notre-Dame d'Afrique du Vicariat Apostolique de l'Urundi », van een grond van 3 Ha., gelegen te Kitega. — Overeenkomst van 20 Februari 1948. — Goedkeuring.

KAREL, PRINS VAN BELGIE,
REGENT VAN HET KONINKRIJK,

Aan allen, tegenwoordigen en toekomstenden, HEIL!

Op de voordracht van de Minister van Koloniën,

Wij hebben besloten en Wij besluiten :

ARTIKEL ÉÉN.

De overeenkomst waarvan de tekst volgt wordt goedgekeurd :

ART. 3. — L'inexécution des conditions prévues à l'article 5 — premier et deuxième alinéas — du décret du 24 janvier 1943 sera constatée par procès-verbal du délégué du Gouverneur du Ruanda-Urundi.

La Mission s'engage, dès ores, à remplir dans le cas de déchéance, les formalités prévues par la législation sur le régime foncier du Congo Belge en vue de l'enregistrement des terres au nom du Ruanda-Urundi.

ART. 4. — Sauf pour les cas prévus à l'article 5 — premier et deuxième alinéas — du décret du 24 janvier 1943, l'inexécution des conditions générales de ce décret ainsi que l'inexécution des conditions spéciales reprises ci-dessus, feront s'opérer d'office la résolution du présent contrat si, après sommation faite par lettre recommandée, la Mission ne satisfait pas aux dites obligations dans un délai de trente jours à dater de la réception de la lettre recommandée.

Ainsi fait à Léopoldville, en double expédition, le vingt février mil neuf cent quarante-huit.

ART. 2.

Le Ministre des Colonies est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Donné à Bruxelles, le 19 mars 1948.

Par le Régent :
Le Ministre des Colonies,

CHARLES.

P. WIGNY.

ART. 2.

De Minister van Koloniën is belast met de uitvoering van dit besluit.

Gegeven te Brussel, den 19 Maart 1948.

Vanwege de Regent :
De Minister van Koloniën,

Chutes d'eau. — Concession par le Ruanda-Urundi à M. F. Pirotte, de chutes d'eau sur la rivière Yanza. — Convention du 15 mars 1948. — Approbation.

CHARLES, PRINCE DE BELGIQUE,
RÉGENT DU ROYAUME,

A tous, présents et à venir, SALUT!

Sur la proposition du Ministre des Colonies,

Nous avons arrêté et arrêtons :

ARTICLE PREMIER.

La convention dont la teneur suit est approuvée :

Watervallen. — Concessie door de Ruanda-Urundi aan de H. F. Pirotte van de watervallen aan de rivier Yanza. — Overeenkomst van 15 Maart 1948. — Goedkeuring.

KAREL, PRINS VAN BELGIË,
REGENT VAN HET KONINKRIJK,

Aan allen, tegenwoordigen en toekomstenden, HEIL!

Op de voordracht van de Minister van Koloniën,

Wij hebben besloten en Wij besluiten :

ARTIKEL ÉÉN.

De overeenkomst waarvan de tekst volgt wordt goedgekeurd :

Entre le Vice-Gouverneur du Territoire du Ruanda-Urundi, représenté par M. P. WIGNY, Ministre des Colonies, d'une part; et M. PIROTTE, François, Ingénieur-Colon, résidant à KIGALI, d'autre part;

IL A ETE CONVENU CE QUI SUIT, sous réserve d'approbation par arrêté royal.

ARTICLE PREMIER. — Le Vice-Gouvernement du Territoire du Ruanda-Urundi concède à M. PIROTTE, François, aux conditions stipulées ci-après, le droit de capter jusqu'au 31 décembre 1900 soixante-sept, soixante (60) chevaux-vapeur à la rivière YANZA, à l'emplacement indiqué au plan ci-annexé.

ART. 2. — Le Vice-Gouvernement du Territoire du Ruanda-Urundi reconnaît au concessionnaire le droit de rechercher et d'occuper jusqu'à l'expiration de la présente convention :

- a) les terrains nécessaires à l'installation d'un groupe turbo-alternateur et dépendances, y compris, un barrage, un bassin de captage éventuel, un canal d'adduction, une conduite forcée et un canal de fuite;
- b) les terrains nécessaires à l'utilisation de l'énergie électrique produite.

Les demandes relatives à l'occupation des terrains dont l'affectation est définie ci-dessus, devront être régulièrement introduites.

Les attributions de terrains auront lieu dans les limites et aux conditions de l'Arrêté du 25 février 1943 sur la vente et la location des terres domaniales et des mesures législatives et réglementaires qui le complèteraient ou le modifieraient et, éventuellement, sous réserve d'approbation par le Pouvoir compétent.

- c) sous réserve des droits de tiers et du respect des dispositions légales et réglementaires régissant la matière, l'autorisation de construire des lignes aériennes pour le transport de l'énergie électrique, ainsi que l'usage des terrains pour l'établissement d'un sentier de surveillance le long des lignes aériennes et la construction d'une voie d'accès aux installations hydro-électriques.

Les arbres du domaine qui constitueraient un obstacle à l'établissement et à la conservation des lignes aériennes pourront être enlevés, mais resteront la propriété du Ruanda-Urundi.

L'abatage des arbres se fera conformément aux dispositions prévues pour l'exploitation de coupes de bois.

Quant aux sentiers et routes qui seraient créés par le concessionnaire, ils resteront gratuitement accessibles au public.

ART. 3. — La prise d'eau se fera à l'endroit représenté au plan annexé à la présente convention.

Sous peine de déchéance, le choix des terrains dont il s'agit sub littéras a) et b) de l'article 2, sera notifié au Vice-Gouvernement du Ruanda-Urundi dans un délai de deux ans à dater de l'approbation de la présente convention par Arrêté Royal.

Les susdites notifications seront accompagnées de plans et indications précisant, notamment, la situation des installations de l'usine et de ses dépendances, du bassin de captage et du barrage éventuel ainsi que du canal de fuite jusqu'à son embouchure dans la rivière Nyabugogo.

Ces plans indiqueront, en outre, les ouvrages à établir tant sur la voie publique qu'au-dessus ou au-dessous de celle-ci.

Les plans et indications susvisés devront être approuvés par le Gouverneur du Ruanda-Urundi ainsi que toutes modifications apportées ultérieurement aux travaux projetés.

Le programme des travaux sera achevé dans les deux ans de la signature de la présente convention.

Ces délais devront être observés sous peine de déchéance, à moins de prolongations qui seraient accordées par le Gouverneur du Ruanda-Urundi pour motif de force majeure.

ART. 4. — La construction et le fonctionnement de l'installation hydro-électrique ne peuvent priver les riverains de l'eau indispensable aux services publics ou à l'usage domestique.

Les eaux utilisées feront retour à la rivière Nyabugogo et ne pourront être corrompues.

ART. 5. — La concession est accordée en ordre principal pour la production de l'électricité nécessaire aux installations minières du concessionnaire situées dans les environs du Mont Kigali.

Toutefois, le concessionnaire pourrait être autorisé par le Gouverneur du Ruanda-Urundi à céder à des tiers, le surplus de son énergie sous réserve des dispositions de l'article 11 de la présente convention.

ART. 6. — A l'expiration d'un délai de deux ans qui suivra la date d'approbation de la présente convention, la puissance hydro-électrique installée par le concessionnaire devra correspondre à quarante-six chevaux-vapeur au minimum.

En cas d'inobservation de cette clause, le concessionnaire pourrait être déchu de ses droits par décision du Gouverneur du Ruanda-Urundi.

ART. 7. — Sous peine de déchéance, le concessionnaire maintiendra ses installations en bon état d'entretien et en activité pour autant que les besoins de ses exploitations l'exigent mais sous réserve que cette restriction ne soit pas en opposition avec d'autres obligations contractées envers des tiers.

ART. 8. — Si par ses installations ou par son fait, le concessionnaire, occasionne des inondations, il sera tenu de payer en cas de dommage, une indemnité à fixer selon le mode et la procédure prévus à l'article 12, de la présente convention sans préjudice de celles qui seraient dues à des tiers.

ART. 9. — Si l'utilisation de la force hydro-électrique installée est entravée par l'effet direct de travaux d'utilité publique, le concessionnaire aura droit à une juste indemnité à fixer selon la procédure prévue à l'article 12 de la présente convention.

ART. 10. — A l'expiration de la concession ou en cas de déchéance, le Vice-Gouverneur du Ruanda-Urundi, sera subrogé à tous les droits du concessionnaire et entrera en possession de toutes les installations hydro-électriques et des bâtiments dans lesquelles elles se situent ainsi que des terrains occupés, sans qu'il ait droit à aucune indemnité.

Toutefois, si le concessionnaire avait effectué durant les cinq dernières années des travaux d'aménagement reconnus nécessaires par le Vice-Gouvernement du Ruanda-Urundi, il aurait droit au remboursement des frais non normalement amortis de ces travaux.

ART. 11. — La cession totale ou partielle de la concession ainsi que la vente ou la fourniture gratuite du courant électrique à des tiers, devra être préalablement autorisée par le Vice-Gouvernement du Ruanda-Urundi et selon les conditions qu'il déterminera.

ART. 12. — Les contestations qui pourraient s'élever au sujet de l'interprétation des clauses de la présente convention seront tranchées par le Tribunal de Première Instance du Ruanda-Urundi.

Fait à Bruxelles, en double exemplaire, le 15 mars 1948.

ART. 2.

Le Ministre des Colonies est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Donné à Bruxelles, le 19 mars 1948.

ART. 2.

De Minister van Koloniën is belast met de uitvoering van dit besluit.

Gegeven te Brussel, den 19 Maart 1948.

CHARLES.

Par le Régent :

Le Ministre des Colonies,

Vanwege de Regent :

De Minister van Koloniën,

P. WIGNY.

Bulletin Officiel

DU

CONGO BELGE**Ambtelijk Blad**

VAN

BELGISCH-CONGO**2^e PARTIE****2^e DEEL****SOMMAIRE****INHOUD**

Dates.

Pages.

8 mars 1948. — D. — Terres. — Cession gratuite par le Gouvernement du Ruanda-Urundi au « Vicariat Apostolique du Ruanda », d'un terrain de 39 Ha., 50 a., sis à Mu-Kibaya. — Convention du 4 septembre 1947. — Approbation 240

8 mars 1948. — D. — Terres. — Echange de terrains sis à Kikwit, entre la Colonie et l'association « Pères de la Compagnie de Jésus, desservant la Mission du Kwango ». — Convention du 4 novembre 1947. — Approbation. 244

8 mars 1948. — D. — Terres. — Location à la « Société Cotonnière du Bomokandi (Socobom) », d'un terrain de 12 Ha., sis à Gosamo. — Convention du 17 mai 1946. — Approbation 247

8 mars 1948. — D. — Terres. — Société « Plantations Tropicales ». — Prorogation du délai pour l'exploitation forestière. — Convention du 22 novembre 1947; — Approbation 250

8 mars 1948. — D. — Terres. — Cession gratuite à la « Société Minière de la Lueta », de trois terrains de 1 Ha., sis à Katanga, Kabodi et Lukusa. — Conventions du 10 septembre 1947. — Approbation. 252

Dagtekeningen.

Bladz.

8 Maart 1948. — D. — Gronden. — Kosteloze afstand door het Gouvernement van Ruanda-Urundi aan het « Apostolisch Vicariaat van Ruanda » van een grond van 39 Ha., 50 a., te Mu-Kibaya. — Overeenkomst van 4 September 1947. — Goedkeuring. 240

8 Maart 1948. — D. — Gronden. — Ruiling tussen de Kolonie en de vereniging « Pères de la Compagnie de Jésus, desservant la Mission du Kwango », van gronden te Kikwit. — Overeenkomst van 4 November 1947. — Goedkeuring. 244

8 Maart 1948. — D. — Gronden. — Verhuring aan de « Société Cotonnière du Bomokandi (Socobom) », van een grond van 12 Ha., te Gosamo. — Overeenkomst van 17 Mei 1946. — Goedkeuring 247

8 Maart 1948. — D. — Gronden. — Vennootschap « Plantations Tropicales ». — Verlenging van duur voor bosontginning. — Overeenkomst van 22 November 1947. — Goedkeuring 250

8 Maart 1948. — D. — Gronden. — Kosteloze afstand aan de « Société Minière de la Lueta » van 3 gronden, elk 1 Ha. groot, te Katanga, Kabodi en Lukusa. — Overeenkomsten van 10 September 1947. — Goedkeuring 252

Dates.	Pages.	Dagtekeningen.	Bladz.
8 mars 1948. — D. — Terres. — Concession de 820 Ha. de terres de pacage, sis à Vunzu, à la « Congrégation des Chanoinesses Missionnaires belges de Saint-Augustin ». — Convention du 17 novembre 1947. — Approbation . . .	257	8 Maart 1948. — D. — Gronden. — Concessie aan de « Congrégation des Chanoinesses Missionnaires Belges de Saint-Augustin », van een weidegrond van 820 Ha., te Vunzu. — Overeenkomst van 17 November 1947. — Goedkeuring	257
8 mars 1948. — D. — Terres. — Concession à la société « Belgika » d'un terrain de 18 Ha., situé à Malengoya. — Convention du 13 juillet 1946. — Approbation.	260	8 Maart 1948. — D. — Gronden. — Concessie aan de vennootschap « Belgika » van een grond van 18 Ha. te Malengoya. — Overeenkomst van 13 Juli 1946. — Goedkeuring	260
8 mars 1948. — D. — Terres. — Cession gratuite à l'association « Pères de la Compagnie de Jésus, desservant la mission du Kwango », de trois terrains d'une superficie totale de 100 Ha., sis à Yassa. — Convention du 12 novembre 1947. — Approbation . . .	265	8 Maart 1948. — D. — Gronden. — Kosteloze afstand aan de vereniging « Pères de la Compagnie de Jésus, desservant la Mission du Kwango », van 3 gronden hebbende een totale oppervlakte van 100 Ha., te Yassa. — Overeenkomst van 12 November 1947. — Goedkeuring	265
11 mars 1948. — D. — Terres. — Cession à la société « Chantier Naval et Industriel du Congo (Chanic) », d'un terrain sis à Léopoldville d'une superficie de 1 Ha., 83 a., 82 ca. — Convention du 1 ^{er} août 1947. — Approbation.	270	11 Maart 1948. — D. — Gronden. — Afstand aan de vennootschap « Chantier Naval et Industriel du Congo (Chanic) » van een grond van 1 Ha., 83 a., 82 ca., te Leopoldstad. — Overeenkomst van 1 Augustus 1947. — Goedkeuring.	270
31 mars 1948. — A. R. — Terres. — Cession gratuite à la « Société des Prêtres du Sacré-Cœur », d'un terrain sis à Wangi (Pawa), de 10 Ha. — Convention du 6 janvier 1948. — Approbation	273	31 Maart 1948. — B. R. — Gronden. — Kosteloze afstand aan de « Société des Prêtres du Sacré-Cœur » van een grond van 10 Ha., te Wangi (Pawa). — Overeenkomst van 6 Januari 1948. — Goedkeuring	273
31 mars 1948. — A. R. — Terres. — Cession gratuite aux « Sœurs de la Charité de Gand » d'un terrain de 11 a., 49 ca., 11/100 ^{mes} sis à Matadi. — Convention du 15 mars 1948. — Approbation	276	31 Maart 1948. — B. R. — Gronden. — Kosteloze afstand aan de « Sœurs de la Charité de Gand » van een grond van 11 a., 49 ca., 11/100 te Matadi. — Overeenkomst van 15 Maart 1948. — Goedkeuring.	276
31 mars 1948. — A. R. — Terres. — Cession gratuite à l'« Institut de Scheut » d'un terrain de 100 Ha., sis à Binga. — Convention du 9 mars 1948. — Approbation.	278	31 Maart 1948. — B. R. — Gronden. — Kosteloze afstand aan het « Institut de Scheut » van een grond van 100 Ha., te Binga. — Overeenkomst van 9 Maart 1948. — Goedkeuring	278
23 avril 1948. — A. R. — Terres. — Cession gratuite à l'« Association des Sœurs de Sainte Marie de Namur », d'un terrain de 6 Ha. 5.945 sis à Kikwit. — Convention du 13 mars 1948. — Approbation.	280	23 April 1948. — B. R. — Gronden. — Kosteloze afstand aan de « Association des Sœurs de Sainte-Marie de Namur », van een grond van 6 Ha. 5.945 te Kikwit. — Overeenkomst van 13 Maart 1948. — Goedkeuring	280

Dates.	Pages.	Dagtekeningen.	Bladz.
23 avril 1948. — A. R. — Terres. — Location pour un terme de cinq ans à la « Congo Inland Mis- sion », d'un terrain de 50 Ha., sis à Kasongo Lunda. — Convention du 10 janvier 1948. — Approba- tion	281	23 April 1948. — B. R. — Gronden. — Verhuring voor een termijn van vijf jaar aan de « Congo Inland Mission » van een grond van 50 Ha. te Kasongo Lunda. — Over- eenkomst van 10 Januari 1948. — Goedkeuring	281
26 avril 1948. — A. R. — Terres. — Concession à l' « Ecole de Pas- teurs et d'Instituteurs des Mis- sions Evangéliques », d'un terrain de 50 Ha. à Kimpese. — Conven- tion du 20 janvier 1948. — Ap- probation	284	26 April 1948. — B. R. — Gronden. — Concessie aan « l'Ecole de Pas- teurs et d'Instituteurs des Missions Evangéliques » van een grond van 50 Ha. te Kimpese. — Overeen- komst van 20 Januari 1948. — Goedkeuring	284
26 avril 1948. — A. R. — Terres. — Cession gratuite à l' « Association des Eglises Libres de Norvège » d'un terrain de 24 Ha., 50 a., sis à Nyamibungu. — Convention du 3 avril 1948. — Approbation. .	286	26 April 1948. — B. R. — Gronden. — Kosteloze afstand aan de « Asso- ciation des Eglises Libres de Nor- vège » van een grond van 24 Ha., 50 a., te Nyamibungu. — Over- eenkomst van 3 April 1948. — Goedkeuring	286
Erratum	288	Erratum	288

Rapport du Conseil Colonial sur un projet de cession gratuite par le Gouvernement du Ruanda-Urundi au Vicariat Apostolique du Ruanda, d'un terrain de 39 hectares, 50 ares, situé à Mu-Kibaya.

Ce projet a été examiné par le Conseil au cours de sa séance du 20 février 1948.

Un membre fait part de ce que la région de Nyakibanda est une des moins peuplées du Ruanda, et une où les terrains libres, sont les moins rares.

Les chefs ont donc pu facilement accorder aux indigènes occupant les terres que l'on propose de céder à la mission des Pères Blancs des terres arables, d'une superficie même plus importante et il ajoute à proximité de leurs nouvelles cases.

Dans le cas présent, quelle est la solution la meilleure pour la société indigène même? — Refuser au Grand Séminaire de Nyakibanda où résident 150 séminaristes des Vicariats du Ruanda, de l'Urundi, du Kivu, du lac Albert et de Beni, d'y poursuivre leurs études ou maintenir sur des terres une centaine d'indigènes qui s'installeront plus avantageusement dans la même région?

Les avantages présentés par les séminaires, une des plus belles réalisations témoignant de l'évolution de nos indigènes, l'éducation d'une élite, qui en sortant de là se dévouera au relèvement intellectuel et moral de leurs frères de race, compensera largement le sacrifice, demandé à un petit groupe d'indigènes qui ne subiront d'ailleurs de ce fait aucun préjudice.

Verslag van de Koloniale Raad over een ontwerp van kosteloze afstand door het Gouvernement van Ruanda-Urundi aan het Apostolisch Vicariaat van Ruanda van een grond van 39 hectaren, 50 aren, te Mu-Kibaya.

De Raad heeft dit ontwerp in de vergadering van 20 Februari 1948 onderzocht.

Een raadslid deelt mede dat de streek van Nyakibanda een der minst bevolkte is in Ruanda en een waar vrije gronden het minst zelden voorkomen.

Aan de inlanders, die de gronden bezitten welke men voornemens is aan de Missie van de Witte Paters af te staan, hebben de hoofden dus gemakkelijk bouwland kunnen verlenen, dat zelfs uitgestrekter is en, ik voeg er aan toe, dat in de nabijheid van hun nieuwe hutten gelegen is.

Welk is, in het onderhavige geval, de beste oplossing voor de inlandse maatschappij zelf? Aan de 150 seminaristen van de vicariaten van Ruanda, Urundi, Kivu, het Albert-Meer en Beni, die in het Groot-Seminarie te Nyakibanda verblijven, de mogelijkheid te weigeren om hun studies voort te zetten of op hun gronden een honderdtal inlanders te handhaven die zich voordeliger in dezelfde streek zullen vestigen.

De seminaries, die een van de schoonste ondernemingen zijn, getuigen van de evolutie van onze inlanders. De opvoeding van een elite, die bij het verlaten van het seminarie zich aan de verstandelijke en zedelijke opbeuring van haar rasgenoten zal toewijden, weegt ruim op tegen het offer dat men aan een klein groepje inlanders vraagt, voor wie, trouwens, dit geen enkel nadeel zal meebrengen.

Il ajoute que la demande n'est pas exagérée. Les 22 hectares de terrains, en décomptant les bâtiments (4 à 5 hectares), les terrains non employés par suite des pentes ravinées, les terres très peu fertiles de Mu-Kibaya adjacentes à celles de la Mission et la nécessité de parer toujours à des disettes ne peuvent assurer le ravitaillement de 150 élèves, des professeurs et des sœurs indigènes.

Il faut bien 39 hectares pour augmenter les cultures vivrières, entretenir le bétail, etc..., et étendre les constructions vu, nous devons nous en réjouir pour l'évolution heureuse de la société indigène, le nombre de plus en plus élevé d'une élite admis après une sélection intellectuelle et morale extrêmement rigoureuse.

Mis aux voix, le projet fut approuvé à l'unanimité.

MM. Gustin, Itten, Louwers, Marzorati et Van de Putte étaient absents et excusés.

Bruxelles, le 19 mars 1948.

Le Conseiller-Rapporteur,

L'Auditeur,

M. VAN HECKE.

Hij voegt er aan toe dat de aanvraag niet overdreven is. De 22 hectaren grond, — als men er de gebouwen (4 tot 5 ha.), aftrekt, de gronden niet in gebruik wegens de uitgespoelde hellingen, de zeer weinig vruchtbare gronden van Mu-Kibaya die palen aan de Missie, en als men rekening houdt met de noodzakelijkheid steeds te kunnen voorzien in de voedselschaarste, — kunnen de voedselvoorziening van 150 leerlingen, van de leraars en van de inlandse zusters niet verzekeren.

Er zijn wel 39 hectaren nodig om de voedselcultures te vermeerderen, het vee te onderhouden, enz..., en de gebouwen uit te breiden, met het oog op het steeds groter aantal leerlingen — en wij moeten ons er over verheugen als een bewijs van de goede evolutie van de inlandse maatschappij —, welke leerlingen enkel na een in verstandelijk en zedelijk opzicht zeer strenge selectie toegelaten worden.

In stemming gebracht, werd het ontwerp eenparig goedgekeurd.

De HH. Gustin, Itten, Louwers, Marzorati en Van de Putte, raadsleden, waren afwezig met kennisgeving.

Brussel, de 19 Maart 1948.

Het Raadslid-Verslaggever,

De Auditeur,

Terres. — Cession gratuite par le Gouvernement du Ruanda-Urundi au « Vicariat Apostolique du Ruanda », d'un terrain de 39 Ha., 50 a., sis à Mu-Kibaya. — Convention du 4 septembre 1947. — Approbation.

CHARLES, PRINCE DE BELGIQUE,
RÉGENT DU ROYAUME,

A tous, présents et à venir, SALUT!

Vu l'avis émis par le Conseil Colonial en sa séance du 20 février 1948;

Sur la proposition du Ministre des Colonies,

NOUS AVONS DÉCRÉTÉ ET DÉCRÉTONS :

ARTICLE PREMIER.

La convention dont la teneur suit est approuvée :

Le Gouvernement du Territoire du Ruanda-Urundi, représenté par le Gouverneur Général du Congo Belge, cède gratuitement en toute propriété à l'Association « VICARIAT APOSTOLIQUE DU RUANDA », dont la personnalité civile a été reconnue par l'arrêté royal du 5 mars 1928 (B. O. C. B., 1928, page 2512, 2^{me} partie), ayant son siège à Kabgayi, représentée par le Révérend Père LITJENS, Jean, résidant à Astrida, agréé en qualité de représentant légal suppléant par ordonnance en date du 23 avril 1945 (B. A. 1945, page 597), ci-après dénommée « LA MISSION », qui accepte aux conditions générales du décret du 24 janvier 1943, modifié par celui du 2 juin 1945 et aux conditions spéciales qui suivent, un terrain à usage de grand séminaire, situé à Mu-Kibaya, d'une superficie de trente-neuf hectares, cinquante ares (39 Ha., 50 a.), dont les limites sont représentées par un liseré rouge au croquis approximatif figuré ci-après à l'échelle de 1 à 10.000.

La nature ainsi que les limites du terrain sont parfaitement connues de la Mission.

CONDITIONS SPECIALES.

ARTICLE PREMIER. — Le présent contrat est conclu sous réserve de son approbation par arrêté royal.

ART. 2. — Seront considérés comme mis en valeur :

- a) les terres couvertes sur 1/10^{me} au moins de leur surface par des constructions en matériaux durables;

Gronden. — Kosteloze afstand door het Gouvernement van Ruanda-Urundi aan het « Apostolisch Vicariaat van Ruanda » van een grond van 39 Ha., 50 a., te Mu-Kibaya. — Overeenkomst van 4 September 1947. — Goedkeuring.

KAREL, PRINS VAN BELGIË,
REGENT VAN HET KONINKRIJK,

Aan allen, tegenwoordigen en toekomstenden, HEIL!

Gezien het advies door de Koloniale Raad uitgebracht in diens vergadering van 20 Februari 1948;

Op de voordracht van de Minister van Koloniën,

WIJ HEBBEN GEDECRETEERD EN WIJ DECRETEREN :

ARTIKEL ÉÉN.

De overeenkomst waarvan de tekst volgt wordt goedgekeurd :

- b) les terres cultivées sur 6/10^{mca} au moins de leur surface;
- c) les pâturages améliorés sur lesquels seront entretenus des bestiaux à l'élevé ou à l'engrais, à raison d'au moins quatre têtes de gros bétail ou dix têtes de petit bétail par hectare;
- d) les terres sur lesquelles il aura été fait des plantations d'espèces ligneuses à raison de seize cents arbres par hectare.

Ces conditions joueront simultanément ou séparément pour toute la surface.

ART. 3. — L'inexécution des conditions prévues à l'article 5, premier et deuxième alinéas du décret du 24 janvier 1943 sera constatée par procès-verbal du délégué du Gouverneur du Ruanda-Urundi.

La Mission s'engage, dès ores, à remplir dans le cas de déchéance les formalités prévues par la législation sur le régime foncier du Congo Belge, en vue de l'enregistrement des terres au nom du Ruanda-Urundi.

ART. 4. — Les chemins et sentiers indigènes ou autres traversant le terrain cédé appartiennent au domaine public et ne font pas partie de la présente cession; leur situation et leur largeur définitives seront déterminées lors du mesurage officiel.

ART. 5. — La Mission ne peut abattre les espèces ligneuses croissant au moment de l'octroi des terres que dans la mesure des défrichements nécessaires au développement de son entreprise.

ART. 6. — La Mission s'engage à boiser (ou à entreprendre des cultures de plantes arbustives médicinales) sur un dixième du terrain cédé, c'est-à-dire sur quatre hectares. Les essences à employer sont laissées au choix de la Mission.

Les travaux devront être achevés en cinq ans, et compteront pour l'évaluation des surfaces mises en valeur.

ART. 7. — Sauf pour les cas prévus à l'article 5 — premier et deuxième alinéas — du décret du 24 janvier 1943, l'inexécution des conditions générales de ce décret ainsi que l'inexécution des conditions spéciales reprises ci-dessus, feront s'opérer d'office la résolution du présent contrat, si après sommation faite par lettre recommandée, la Mission ne satisfait pas aux dites obligations dans un délai de trente jours à dater de la réception de la lettre recommandée.

Ainsi fait à Léopoldville, en double expédition, le quatre septembre mil neuf cent quarante-sept.

ART. 2.

Le Ministre des Colonies est chargé de l'exécution du présent décret.

Donné à Bruxelles, le 8 mars 1948.

Par le Régent :

Le Ministre des Colonies,

ART. 2.

De Minister van Koloniën is belast met de uitvoering van dit decreet.

Gegeven te Brussel, den 8 Maart 1948.

Vanwege de Regent :

De Minister van Koloniën,

CHARLES.

P. WIGNY.

Rapport du Conseil Colonial sur un projet de décret relatif à un échange de terrains sis à Kikwit (District du Kwango) entre la Colonie et l'Association « Pères de la Compagnie de Jésus desservant la Mission du Kwango ».

Ce projet de décret a été examiné par le Conseil Colonial au cours de sa séance du 20 février 1948.

Un membre a fait valoir que l'opération envisagée permettait à la Colonie de récupérer des terrains d'une valeur supérieure à ceux qu'elle cédait.

Mis aux voix, le projet a été approuvé à l'unanimité.

MM. les Conseillers Gustin, Itten, Louwers, Marzorati et Van de Putte étaient absents et excusés.

Bruxelles, le 19 mars 1948.

Le Conseiller-Rapporteur,

M. MAQUET.

L'Auditeur,

M. VAN HECKE.

Verslag van de Koloniale Raad over een ontwerp van decreet betreffende een ruiling van gronden gelegen te Kikwit (Kwango-district) tussen de Kolonie en de Vereniging « Pères de la Compagnie de Jésus desservant la Mission du Kwango ».

De Koloniale Raad heeft dit ontwerp van decreet in de vergadering van 20 Februari 1948 onderzocht.

Een raadslid heeft doen opmerken dat de Kolonie, door deze verrichting, gronden terug won van een hogere waarde dan deze waarvan zij afstand deed.

In stemming gebracht, werd het ontwerp eenparig goedgekeurd.

De HH. Gustin, Itten, Louwers, Marzorati en Van de Putte waren afwezig met kennisgeving.

Brussel, de 19 Maart 1948.

Het Raadslid-Verslaggever,

De Auditeur,

Terres. — Echange de terrains sis à Kikwit entre la Colonie et l' « Association des Pères de la Compagnie de Jésus, desservant la Mission du Kwango ». — Convention du 4 novembre 1947. — Approbation.

CHARLES, PRINCE DE BELGIQUE,
RÉGENT DU ROYAUME,

A tous, présents et à venir, SALUT !

Vu l'avis émis par le Conseil Colonial en sa séance du 20 février 1948 ;

Sur la proposition du Ministre des Colonies,

NOUS AVONS DÉCRÉTÉ ET DÉCRÉTONS :

ARTICLE PREMIER.

La convention dont la teneur suit est approuvée :

Entre la Colonie du Congo Belge, représentée par le Gouverneur, Chef de la Province de Léopoldville ci-après dénommée « La Colonie », d'une part,
et

l'Association « PERES DE LA COMPAGNIE DE JESUS DESSERVANT LA MISSION DU KWANGO », dont la personnalité civile a été reconnue par le décret du 23 décembre 1897 (B. O. 1898, page 2) et représentée par le Révérend Père Schurmans, Maurice, Représentant Légal (B. A., 1947, page 1169), d'autre part,

Sous réserve d'approbation par le Pouvoir compétent de la Colonie,

IL A ÉTÉ CONVENU CE QUI SUIT :

1^o La Mission rétrocède gratuitement à la Colonie, qui accepte,

- a) un terrain d'une superficie de 54 ares, 33 centiares 98/100^{mes} situé à Kikwit, enregistré volume A. XXIX, folio 24 et représenté par une teinte bleue au croquis approximatif portant le n^o 1 et figuré ci-après à l'échelle de 1 à 1.000 ;
- b) un terrain de 3 hectares situé à Kikwit, enregistré volume A. XIX, folio 97 et représenté par une teinte bleue au croquis approximatif portant le numéro 2 figuré ci-après à l'échelle de 1 à 5.000 ;

2^o En échange des terrains rétrocédés gratuitement par la Mission, conformément aux dispositions de l'article premier ci-dessus, la Colonie cède gratuitement, en pleine propriété, à la Mission, qui accepte aux conditions géné-

Gronden. — Ruiling tussen de Kolonie en de Vereniging « Pères de la Compagnie de Jésus, desservant la Mission du Kwango », van gronden te Kikwit. — Overeenkomst van 4 November 1947. — Goedkeuring.

KAREL, PRINS VAN BELGIË,
REGENT VAN HET KONINKRIJK,

Aan allen, tegenwoordigen en toekomstenden, HEIL !

Gezien het advies door de Koloniale Raad uitgebracht in diens vergadering van 20 Februari 1948 ;

Op de voordracht van de Minister van Koloniën,

WIJ HEBBEN GEDECRETEERD EN WIJ DECRETEREN :

ARTIKEL ÉÉN.

De overeenkomst waarvan de tekst volgt wordt goedgekeurd :

rales du décret du 24 janvier 1943 et aux conditions spéciales ci-après, un terrain domanial, d'une superficie de dix hectares (10 Ha.), situé dans la circonscription urbaine de Kikwit et représenté par une teinte rouge au croquis approximatif n° 3, figuré ci-après à l'échelle de 1 à 5.000;

3° Dans les dix ans de la date de l'approbation du présent contrat, feront retour à la Colonie, les terres qui n'auront pas été mises en valeur. Seront seules considérées comme mises en valeur ::

a) les terres couvertes sur un dixième de la surface par des constructions complètement achevées, répondant à la destination du fonds (église, habitations, écoles, dortoirs, ateliers d'apprentissage, annexes, etc.);

b) les terres cultivées sur un cinquième au moins de leur surface en cultures alimentaires, fourragères ou autres.

Ces conditions joueront simultanément ou séparément pour toute la surface.

L'inexécution des conditions prévues au présent article, sera constatée par procès-verbal du délégué du Gouverneur de la Province. Cette inexécution donnera lieu à la résolution du présent contrat. La Mission s'engage dès ores, à remplir dans le cas de résolution du présent contrat, les formalités prévues par la législation sur le régime foncier du Congo Belge, en vue de l'enregistrement des terres au nom de la Colonie;

4° Les chemins et sentiers indigènes ou autres traversant les terrains cédés appartiennent au domaine public et ne font pas partie de la présente cession; leur situation et leur largeur définitives seront déterminées lors du mesurage officiel;

5° La Mission ne peut abattre les espèces ligneuses qui croissent actuellement sur les terrains que dans la mesure des défrichements nécessaires au développement de l'entreprise;

6° Les frais d'enregistrement du terrain rétrocédé par la Mission conformément aux dispositions de l'article premier, sont à charge de la Colonie. Les frais d'enregistrement des terrains cédés par la Colonie conformément aux dispositions de l'article deux sont à charge de la Mission.

7° Le présent contrat annule et remplace le contrat n° 02.2084 intervenu le 18 juillet 1947.

Ainsi fait à Léopoldville, en double expédition, le quatre novembre mil neuf cent quarante-sept.

ART. 2.

Le Ministre des Colonies est chargé de l'exécution du présent décret.

Donné à Bruxelles, le 8 mars 1948.

Par le Régent :
Le Ministre des Colonies,

CHARLES.

P. WIGNY.

ART. 2.

De Minister van Koloniën is belast met de uitvoering van dit decreet.

Gegeven te Brussel, den 8 Maart 1948.

Vanwege de Regent :
De Minister van Koloniën,

Rapport du Conseil Colonial sur un projet de décret de location à la Société Cotonnière du Bomakandi (Socobom) d'un terrain de 12 hectares, sis à Gosamo (District de l'Uélé).

Ce projet de décret a été soumis une première fois à l'examen du Conseil dans sa séance du 24 octobre 1947. Un membre a fait observer que dans la circonscription de Gosamo les terres occupées se chiffrent par 37.502 hectares, tandis que le total des terres disponibles n'est que de 40.414 hectares. Les terres d'extension comportent donc moins de 3.000 hectares, alors que selon la norme ordinaire elles devraient atteindre les 100.000 hectares. Cette observation impressionnante a provoqué des considérations similaires d'autres membres, qui ont estimé qu'avant d'accorder une concession, qui serait jugée minime ailleurs, un complément d'information s'imposait. Le Conseil s'est alors rallié à cet avis.

Dans la séance du 20 février 1948 le projet de décret a été soumis à un nouvel examen. Le Conseil a pris connaissance des informations qui ont été fournies par le Gouvernement Général et qui ont donné satisfaction.

Le projet, mis aux voix, est approuvé à l'unanimité.

Etaient absents et excusés, MM. les Conseillers Gustin, Itten, Louwers, Marzorati et Van de Putte.

Bruxelles, le 19 mars 1948.

Le Conseiller-Rapporteur,

J. VAN WING.

L'Auditeur,

M. VAN HECKE.

Verslag van de Koloniale Raad over een ontwerp van decreet tot verhuring aan de « Société Cotonnière du Bomakandi (Socobom) », van een grond van 12 hectaren te Gosamo (Uele-district).

Dit ontwerp van decreet werd aan de Raad een eerste maal ter onderzoek onderworpen in de vergadering van 24 October 1947. Een raadslid heeft doen opmerken dat de in bezit genomen gronden 37.502 hectaren beslaan, terwijl er in totaal maar 40.414 hectaren grond beschikbaar zijn. Er zijn dus minder dan 3.000 hectaren uitbreidingsgronden dan als deze volgens de gewone norm 100.000 hectaren zouden moeten bereiken. Deze indrukmakende opmerking heeft aanleiding gegeven tot gelijkaardige beschouwingen vanwege andere raadsleden, die de mening toegedaan waren dat, alvorens een concessie te verlenen die elders als uiterst gering zou aangezien worden, het nodig was aanvullende inlichtingen in te winnen. De Raad heeft zich toen aangesloten bij dit advies.

In de vergadering van 20 Februari 1948 werd het ontwerp van decreet aan een nieuw onderzoek onderworpen. De Raad heeft kennis genomen van de inlichtingen die door het Gouvernement verstrekt werden en die bevredigend werden geacht.

In stemming gebracht, wordt het ontwerp eenparig goedgekeurd.

De HH. Gustin, Itten, Louwers, Marzorati en Van de Putte, raadsleden, waren afwezig met kennisgeving.

Brussel, de 19 Maart 1948.

Het Raadslid-Verslaggever,

De Auditeur,

Terres. — Location à la « Société Cotonnière du Bomokandi (Socobom) », d'un terrain de 12 Ha., sis à Gosamo. — Convention du 17 mai 1946. — Approbation.

CHARLES, PRINCE DE BELGIQUE,
RÉGENT DU ROYAUME,

À tous, présents et à venir, SALUT !

Vu l'avis émis par le Conseil Colonial en sa séance du 20 février 1948 ;

Sur la proposition du Ministre des Colonies,

NOUS AVONS DÉCRÉTÉ ET DÉCRÉTONS :

ARTICLE PREMIER.

La convention dont la teneur suit est approuvée :

La Colonie du Congo Belge, représentée par le Gouverneur de la Province de Stanleyville, agissant en vertu des dispositions de l'arrêté du 25 février 1943, accordé en location pour un terme de neuf ans à la « SOCIÉTÉ COTONNIÈRE DU BOMOKANDI (SOCOBOM) », ayant son siège à Tely, dont les statuts ont été publiés aux annexes du B. O. de 1931, page 711, représentée par M. VERBOECKHOVEN, Georges, suivant procuration publiée au B. A. de 1943, page 140 des annexes, qui accepte aux conditions générales de l'arrêté précité et aux conditions spéciales qui suivent, un terrain destiné à un usage résidentiel situé à Gosamo, d'une superficie de douze hectares dont les limites sont représentées par un liseré jaune au croquis approximatif figuré ci-après à l'échelle de 1 à 10.000.

La nature ainsi que les limites du terrain sont parfaitement connues du locataire.

CONDITIONS SPECIALES.

ARTICLE PREMIER. — La redevance annuelle du terrain est fixée à la somme de dix-neuf mille deux cents francs, payable ainsi qu'il est dit à l'article 19 de l'arrêté du 25 février 1943, chez le Receveur des Impôts à Stanleyville sans qu'il soit besoin d'aucun avertissement de la part de la Colonie du Congo Belge.

ART. 2. — Le présent contrat prend cours le premier octobre 1900 quarante-cinq.

Verhuring aan de « Société Cotonnière du Bomokandi (Socobom) » van een grond van 12 Ha., te Gosamo. — Overeenkomst van 17 Mei 1946. — Goedkeuring.

KAREL, PRINS VAN BELGIË,
REGENT VAN HET KONINKRIJK,

Aan allen, tegenwoordigen en toekomstenden, HEIL !

Gezien het advies door de Koloniale Raad uitgebracht in diens vergadering van 20 Februari 1948 ;

Op de voordracht van de Minister van Koloniën,

WIJ HEBBEN GEDECRETEERD EN WIJ DECRETEREN :

ARTIKEL ÉÉN.

De overeenkomst waarvan de tekst volgt wordt goedgekeurd :

ART. 3. — A l'expiration du terme de neuf ans prévu au présent contrat, les terres occupées et mises en valeur comme dit à l'article 4 seront au gré du locataire cédées en pleine propriété au prix de vingt mille francs l'hectare ou louées au tarif de mille six cents francs l'hectare.

ART. 4. — La mise en valeur préalable à la vente sera représentée par des constructions en matériaux durables (habitations et annexes) et aménagement de parcs ou jardins.

ART. 5. — Les chemins et sentiers indigènes ou autres traversant le terrain accordé en occupation provisoire appartiennent au domaine public et ne font pas partie de la présente occupation provisoire; leur situation et leur largeur définitives seront déterminées lors du mesurage officiel.

ART. 6. — Le présent contrat est conclu sous réserve des droits que les indigènes pourraient éventuellement revendiquer, dans le délai et selon la procédure prévus à l'article 9 du décret du 31 mai 1934.

ART. 7. — Il est convenu entre les parties que le loyer définitif du terrain sera établi d'après la superficie du terrain constatée en suite à une vérification effectuée par un géomètre de la Colonie, et le prix de vente fixé d'après les résultats du mesurage officiel.

ART. 8. — Le locataire déclare connaître parfaitement la situation de la région du point de vue de la main-d'œuvre indigène et savoir qu'il ne pourra compter sur l'intervention de l'Administration pour obtenir les travailleurs qui lui seront nécessaires.

ART. 9. — L'inexécution des conditions générales de l'arrêté du 25 février 1943 ainsi que l'inexécution des conditions spéciales reprises ci-dessus, feront s'opérer d'office la résiliation du présent contrat, si après sommation faite par lettre recommandée, le locataire ne satisfait pas aux dites obligations dans un délai de trente jours à dater de la réception de la lettre recommandée.

ART. 10. — Si le locataire change la destination du terrain, il aura l'obligation d'en informer le Gouverneur de la Province dans le délai de trente jours et il sera tenu de payer la différence entre le loyer fixé au contrat et celui des terrains à usage commercial.

ART. 11. — Une clause relative au changement de la destination sera également insérée dans le contrat de vente qui fera suite au présent contrat.

ART. 12. — Les indemnités renseignées au procès-verbal d'enquête du 13 octobre 1944 ont été versées aux ayants-droit suivant procès-verbal du 25 juillet 1945 de M. HOPPE, A. E., agent territorial à Paulis.

ART. 13. — Le présent contrat est conclu sous réserve d'approbation par le Pouvoir compétent de la Colonie.

Ainsi fait à Stanleyville, en double expédition, le dix-sept mai 1900 quarante-six.

ART. 2.

Le Ministre des Colonies est chargé de l'exécution du présent décret.

Doné à Bruxelles, le 8 mars 1948.

ART. 2.

De Minister van Koloniën is belast met de uitvoering van dit decreet.

Gegeven te Brussel, den 8 Maart 1948.

CHARLES.

Par le Régent :

Le Ministre des Colonies,

Vanwege de Regent :

De Minister van Koloniën,

P. WIGNY.

Rapport du Conseil Colonial sur une convention du 25 mars 1939 intervenue avec la société « Plantations Tropicales » prorogeant le délai pour l'exploitation forestière.

Ce projet fut examiné au cours de la séance du 20 février 1948.

Il n'a pas donné lieu à discussion et a été approuvé à l'unanimité.

MM. Gustin, Itten, Louwers, Marzorati et Van de Putte étaient absents et excusés.

Bruxelles, le 19 mars 1948.

Le Conseiller-Rapporteur,

Verslag van de Koloniale Raad over een overeenkomst op 25 Maart 1939 tot stand gekomen met de vennootschap « Plantations Tropicales » tot verlenging van de termijn voor bosexploitatie.

Dit ontwerp werd onderzocht in de vergadering van 20 Februari 1948.

Het heeft geen aanleiding tot bespreking gegeven en is eenparig goedgekeurd geworden.

De HH. Gustin, Itten, Louwers, Marzorati en Van de Putte waren afwezig met kennisgeving.

Brussel, den 19 Maart 1948.

Het Raadslid-Verslaggever,

LAUDE.

L'Auditeur,

De Auditeur,

M. VAN HECKE.

Terres. — Société « Plantations Tropicales ». — Prorogation du délai pour l'exploitation forestière. — Convention du 22 novembre 1947. — Approbation.

Gronden. — Vennootschap « Plantations Tropicales ». — Verlenging van duur voor bosontginning. — Overeenkomst van 22 November 1947. — Goedkeuring.

CHARLES, PRINCE DE BELGIQUE,
RÉGENT DU ROYAUME,

KAREL, PRINS VAN BELGIË,
REGENT VAN HET KONINKRIJK,

A tous, présents et à venir, SALUT!

Aan allen, tegenwoordigen en toekomstenden, HEIL!

Vu l'avis émis par le Conseil Colonial en sa séance du 20 février 1948;

Gezien het advies door de Koloniale Raad uitgebracht in diens vergadering van 20 Februari 1948;

Sur la proposition du Ministre des Colonies,

Op de voordracht van de Minister van Koloniën,

NOUS AVONS DÉCRÉTÉ ET DÉCRÉTONS :

WIJ HEBBEN GEDECRETEERD EN WIJ DECRETEREN :

ARTICLE PREMIER.

ARTIKEL ÉÉN.

La convention dont la teneur suit est approuvée :

De overeenkomst waarvan de tekst volgt wordt goedgekeurd :

Entre la Colonie du Congo Belge représentée par M. P. WIGNY, Ministre des Colonies, d'une part,

et

la Société Anonyme « PLANTATIONS TROPICALES », anciennement Plantations de la Lukula, dont le siège social est à Bruxelles, représentée par MM. Maurice SCHOOFS et Jacques LE BORNE, administrateurs, d'autre part.

Il a été convenu ce qui suit, sous réserve d'approbation par le pouvoir législatif de la Colonie :

ARTICLE PREMIER. — L'article 5 de la convention du 25 mars 1939, approuvée par décret du 29 juillet 1939 (*B. O.* 1939, II, p. 821), est abrogé et remplacé par la disposition suivante :

« La Société s'engage à payer à la Colonie la moitié des redevances proportionnelles pour coupes de bois, prévues pour l'exploitation des forêts. »

ART. 2. — Les deux derniers alinéas de l'article 6 de la susdite convention sont abrogés et remplacés par les dispositions suivantes :

« La Société s'engage à terminer l'exploitation forestière avant le 31 décembre 1952. »

« Des experts, désignés par la Colonie, constateront l'épuisement de la propriété » au point de vue de l'exploitation forestière. La forêt sera considérée comme » épuisée lorsque les Kambala, Kalungi et Mvovo, Limba, Ngulu-Maza et Ntola » auront été exploités dans les conditions prévues par les ordonnances en vigueur. »

Fait à Bruxelles, en double exemplaire, le 22 novembre 1947.

ART. 2.

Le Ministre des Colonies est chargé de l'exécution du présent décret.

Donné à Bruxelles, le 8 mars 1948.

ART. 2.

De Minister van Koloniën is belast met de uitvoering van dit decreet.

Gegeven te Brussel, den 8 Maart 1948.

CHARLES.

Par le Régent :

Le Ministre des Colonies,

Vanwege de Regent :

De Minister van Koloniën,

P. WIGNY.

Rapport du Conseil Colonial sur un projet de décret approuvant la cession gratuite à la Société de la Lueta de trois terrains d'un hectare chacun, situés respectivement à Katanga, Kabodi et Lukusa.

Verslag van de Koloniale Raad over een ontwerp van decreet tot goedkeuring van de kosteloze afstand aan de « Société de la Lueta », van drie gronden, elk 1 hectaar groot en onderscheidenlijk te Katanga, Kabodi en Lukusa gelegen.

Ce projet a été examiné au cours de la séance du 20 février 1948.

Dit ontwerp werd onderzocht in de vergadering van 20 Februari 1948.

Il n'a donné lieu à aucune observation.

Het heeft tot geen op- of aanmerkingen aanleiding gegeven.

Mis aux voix il a été approuvé à l'unanimité.

In stemming gebracht, is het eenparig goedgekeurd geworden.

MM. Gustin, Itten, Louwers, Marzorati et Van de Putte étaient absents et excusés.

De HH. Gustin, Itten, Louwers, Marzorati en Van de Putte waren afwezig met kennisgeving.

Bruxelles, le 19 mars 1948.

Brussel, den 19 Maart 1948.

Le Conseiller-Rapporteur,

Het Raadslid-Verslaggever,

J. VAN WING.

L'Auditeur,

De Auditeur,

M. VAN HECKE.

Terres. — Cession gratuite à la « Société Minière de la Lueta », de trois terrains d'une superficie respective de 1 hectare, sis à Katanga, Kabodi et Lukusa. — Conventions du 10 septembre 1947. — Approbation.

CHARLES, PRINCE DE BELGIQUE,
RÉGENT DU ROYAUME,

A tous, présents et à venir, SALUT!

Vu l'avis émis par le Conseil Colonial en sa séance du 20 février 1948;

Sur la proposition du Ministre des Colonies,

NOUS AVONS DÉCRÉTÉ ET DÉCRÉTONS :

ARTICLE PREMIER.

Les conventions dont la teneur suit sont approuvées :

Gronden. — Kosteloze afstand aan de « Société Minière de la Lueta » van drie gronden, elk, 1 Ha. groot, te Katanga, Kabodi en Lukusa. — Overeenkomsten van 10 September 1947. — Goedkeuring.

KAREL, PRINS VAN BELGIË,
REGENT VAN HET KONINKRIJK,

Aan allen, tegenwoordigen en toekomstenden, HEIL!

Gezien het advies door de Koloniale Raad uitgebracht in diens vergadering van 20 Februari 1948;

Op de voordracht van de Minister van Koloniën,

WIJ HEBBEN GEDECRETEERD EN WIJ DECRETEREN :

ARTIKEL ÉÉN.

De overeenkomsten waarvan de tekst volgt zijn goedgekeurd :

I.

La Colonie du Congo Belge, représentée par le Gouverneur de la Province de Lusambo, cède gratuitement en toute propriété à la SOCIÉTÉ MINIERE DE LA LUETA, société congolaise à responsabilité limitée, dont le siège social est à Tshikapa, ses statuts publiés au *Bulletin Officiel* de 1926, page 817, représentée par Gérard CRAVATTE, ingénieur, résidant à Tshikapa, en vertu d'une procuration publiée au *Bulletin Administratif* de 1947, page 482 des annexes, qui accepte aux conditions spéciales qui suivent, un terrain destiné à l'établissement d'un dispensaire, situé à Katanga (Territoire de Tshikapa), d'une superficie d'un hectare dont les limites sont représentées par un liseré rouge au croquis approximatif figuré ci-après à l'échelle de 1 à 2.000.

La nature ainsi que les limites du terrain sont parfaitement connues de la Société.

CONDITIONS SPECIALES.

ARTICLE PREMIER. — Le présent contrat est conclu sous réserve de son approbation par le pouvoir compétent de la Colonie.

ART. 2. — Le terrain cédé est réservé aux besoins du service médical de la Société pour l'établissement d'un dispensaire rural où les indigènes de la région seront soignés gratuitement.

ART. 3. — Le présent contrat est conclu sous réserve des droits que les indigènes pourraient éventuellement revendiquer dans le délai et selon la procédure prévus à l'article 9 du décret du 31 mai 1934.

ART. 4. — Le terrain cédé par la Colonie lui fera retour s'il cesse d'être affecté à la destination prévue à l'article 2 ci-dessus; il ne pourra être aliéné, hypothéqué, donné en location, grevé de servitudes ou d'autres droits réels que moyennant l'autorisation préalable et écrite du Gouverneur Général.

ART. 5. — Le dispensaire sera soumis à l'inspection des fonctionnaires et agents prévus à l'article 3 du décret du 15 juin 1921 sur l'hygiène et la sécurité des travailleurs.

Ces fonctionnaires et agents auront libre accès à tous les locaux de l'hôpital et de ses annexes.

ART. 6. — L'inexécution des conditions spéciales reprises ci-dessus, feront s'opérer d'office la résolution du présent contrat si, après sommation faite par lettre recommandée, la société ne satisfait pas aux dites obligations dans un délai de trois mois à dater de la réception de la lettre recommandée.

Ainsi fait à Lusambo, en double expédition, le dix septembre mil neuf cent quarante-sept.

II.

La Colonie du Congo Belge représentée par le Gouverneur de la Province de Lusambo, cède gratuitement en toute propriété à la SOCIETE MINIERE DE LA LUETA, Société congolaise à responsabilité limitée, dont le siège social est à Tshikapa, ses statuts publiés au *Bulletin Officiel* de 1926, page 817, représentée par M. Gérard CRAVATTE, Ingénieur, résidant à Tshikapa, en vertu d'une procuration publiée au *Bulletin Administratif* de 1947, page 482, des annexes, qui accepte aux conditions spéciales qui suivent, un terrain destiné à l'établissement d'un dispensaire, situé à Kabodi (Territoire de Tshikapa), d'une superficie d'un hectare, dont les limites sont représentées par un liseré rouge au croquis approximatif figuré ci-après à l'échelle de 1 à 2.000.

La nature ainsi que les limites du terrain sont parfaitement connues de la Société.

CONDITIONS SPECIALES.

ART. 1. — Le présent contrat est conclu sous réserve de son approbation par le pouvoir compétent de la Colonie.

ART. 2. — Le terrain cédé est réservé aux besoins du service médical de la Société pour l'établissement d'un dispensaire rural où les indigènes de la région seront soignés gratuitement.

ART. 3. — Le présent contrat est conclu sous réserve des droits que les indigènes pourraient éventuellement revendiquer dans le délai et selon la procédure prévus à l'article 9 du décret du 31 mai 1934.

ART. 4. — Le terrain cédé par la Colonie lui fera retour s'il cesse d'être affecté à la destination prévue par l'article 2 ci-dessus; il ne pourra être aliéné, hypothéqué, donné en location, grevé de servitudes ou d'autres droits réels que moyennant l'autorisation préalable et écrite du Gouverneur Général.

ART. 5. — Le dispensaire sera soumis à l'inspection des fonctionnaires et agents, prévus à l'article 3 du décret du 15 juin 1921 sur l'hygiène et la sécurité des travailleurs.

Ces fonctionnaires et agents auront libre accès à tous les locaux de l'hôpital et de ses annexes.

ART. 6. — L'inexécution des conditions spéciales reprises ci-dessus feront s'opérer d'office la résolution du présent contrat si, après sommation faite par lettre recommandée, la Société ne satisfait pas aux dites obligations dans un délai de trois mois à dater de la réception de la lettre recommandée.

Ainsi fait, à Lusambo, en double expédition, le dix septembre mil neuf cent quarante-sept.

III.

La Colonie du Congo Belge, représentée par le Gouverneur de la Province de Lusambo, cède gratuitement en toute propriété à la SOCIÉTÉ MINIERE DE LA LUETA, société congolaise à responsabilité limitée, dont le siège social est à Tshikapa, ses statuts publiés au *Bulletin Officiel de 1926*, page 817, représentée par M. Gérard CRAVATTE, ingénieur, résidant à Tshikapa, en vertu d'une procuration publiée au *Bulletin Administratif de 1947*, page 482 des annexes, qui accepte aux conditions spéciales qui suivent, un terrain destiné à l'établissement d'un dispensaire, situé à Lukusa (Territoire de Tshikapa), d'une superficie d'un hectare, dont les limites sont représentées par un liseré rouge au croquis approximatif figuré ci-après à l'échelle de 1 à 2.000.

La nature ainsi que les limites du terrain sont parfaitement connues de la Société.

CONDITIONS SPECIALES.

ART. 1. — Le présent contrat est conclu sous réserve de son approbation par le pouvoir compétent de la Colonie.

ART. 2. — Le terrain cédé est réservé aux besoins du service médical de la Société pour l'établissement d'un dispensaire rural où les indigènes de la région seront soignés gratuitement.

ART. 3. — Le présent contrat est conclu sous réserve des droits que les indigènes pourraient éventuellement revendiquer dans le délai et selon la procédure prévus à l'article 9 du décret du 31 mai 1934.

ART. 4. — Le terrain cédé par la Colonie lui fera retour s'il cesse d'être affecté à la destination prévue par l'article 2 ci-dessus; il ne pourra être aliéné, hypothéqué, donné en location, grevé de servitudes ou d'autres droits réels que moyennant l'autorisation préalable et écrite du Gouverneur Général.

ART. 5. — Le dispensaire sera soumis à l'inspection des fonctionnaires et agents prévus à l'article 3 du décret du 15 juin 1921 sur l'hygiène et la sécurité des travailleurs.

Ces fonctionnaires et agents auront libre accès à tous les locaux de l'hôpital et de ses annexes.



ART. — 6. — L'inexécution des conditions spéciales reprises ci-dessus, feront s'opérer d'office la résolution du présent contrat si, après sommation faite par lettre recommandée, la Société ne satisfait pas aux dites obligations dans un délai de trois mois à dater de la réception de la lettre recommandée.

Ainsi fait à Lusambo, en double expédition, le dix septembre mil neuf cent quarante-sept.

ART. 2.

Le Ministre des Colonies est chargé de l'exécution du présent décret.

Donné à Bruxelles, le 8 mars 1948.

ART. 2.

De Minister van Koloniën is belast met de uitvoering van dit decreet.

Gegeven te Brussel, den 8 Maart 1948.

CHARLES.

Par le Régent :

Le Ministre des Colonies,

Vanwege de Regent :

De Minister van Koloniën,

P. WIGNY.

Rapport du Conseil Colonial sur un projet de décret approuvant la concession de 820 hectares de terres de pacage sis à Vunzu (Territoire des Cataractes), à la Congrégation des Chanoinesses Missionnaires Belges de Saint-Augustin.

Ce projet de décret a été examiné par le Conseil Colonial au cours de sa séance du 20 février 1948.

La concessionnaire se propose d'établir un élevage de gros bétail dont les produits serviront à l'alimentation des nourrissons et orphelins attachés à la maternité, des enfants débiles des écoles ainsi que de la communauté.

Un membre a souligné l'opportunité de la concession, en raison de la rareté de ressources alimentaires, spécialement sous la forme carnée, dans la région de Léopoldville.

Tout en marquant son accord, un autre membre a fait remarquer que cet élevage doit servir aux besoins de la mission et de ceux qui en dépendent, mais ne peut donner lieu à des transactions commerciales.

Sous cette réserve le projet a été approuvé à l'unanimité des membres présents.

M. le Ministre des Colonies, MM. Gustin, Itten, Louwers, Marzorati et Van de Putte avaient excusé leur absence.

Bruxelles, le 19 mars 1948.

Le Conseiller-Rapporteur,

L'Auditeur,

M. VAN HECKE.

Verslag van de Koloniale Raad over een ontwerp van decreet tot goedkeuring van de concessie aan de « Congrégation des Chanoinesses Missionnaires de Saint-Augustin » van 820 hectaren weidegrond te Vunzu (Watervallen-Gewest).

De Koloniale Raad heeft dit ontwerp van decreet in de vergadering van 20 Februari 1948 onderzocht.

De concessiehouder is voornemens er de rundveeteelt ter hand te nemen met oog op de voedingsvoorziening van de zuigelingen en wezen verbonden aan de kraamvrouweninrichting, van de zwakke schoolkinderen, alsmede van de kloostergemeente.

Een raadslid heeft er op gewezen dat, wegens de schaarste van levensmiddelen, inzonderheid van vlees, in de streek van Leopoldstad, het past de concessie te verlenen.

Hoewel hij instemt met het ontwerp, doet een ander raadslid opmerken dat die veehouderij moet dienen voor de behoeften van de missie en van hen die er van afhangen, maar geen aanleiding mag geven tot handelsverrichtingen.

Onder dit voorbehoud, wordt het ontwerp eenparig door de tegenwoordige raadsleden goedgekeurd.

De Minister van Koloniën, en de HH. Gustin, Itten, Louwers, Marzorati en Van de Putte waren afwezig met kennisgeving.

Brussel, den 19 Maart 1948.

Het Raadslid-Verslaggever,

DE CLEENE

De Auditeur,

Terres. — Concession de 820 hectares de terres de pacage sis à Vunzu, à la « Congrégation des Chanoinesses Missionnaires Belges de Saint-Augustin ».
— Convention du 17 novembre 1947.
— Approbation.

CHARLES, PRINCE DE BELGIQUE,
RÉGENT DU ROYAUME,

A tous, présents et à venir, SALUT!

Vu l'avis émis par le Conseil Colonial en sa séance du 20 février 1948,

Sur la proposition du Ministre des Colonies,

NOUS AVONS DÉCRÉTÉ ET DÉCRÉTONS :

ARTICLE PREMIER.

La convention dont la teneur suit est approuvée :

La Colonie du Congo Belge, représentée par le Gouverneur de la Province de Léopoldville, agissant en vertu des dispositions de l'arrêté du 25 février 1943, concède en droit de pâture à la « CONGREGATION DES CHANOINESSES MISSIONNAIRES BELGES DE SAINT-AUGUSTIN », personnalité civile reconnue par l'arrêté royal du 30 janvier 1921 (*B. O.* 1921, page 317), ci-après dénommée « La Mission », représentée par la Révérende Mère M. Amélie Butaeye résidant à Léopoldville, Kalina, agréée en qualité de Représentante Légale (*B. A.* de 1939, n° 21, page 840), qui accepte, aux conditions générales de l'arrêté précité, du règlement général prévu par l'arrêté royal du 30 mai 1922 et aux conditions spéciales qui suivent, un terrain destiné à un usage de pacage pour le bétail, situé à Vunzu, d'une superficie de huit cent vingt hectares (820 Ha.), dont les limites sont représentées par un liseré jaune au croquis approximatif figuré ci-après à l'échelle de 1 à 50.000.

La nature ainsi que les limites du terrain sont parfaitement connues de la Mission.

CONDITIONS SPECIALES.

- 1^o Le droit de pâture est concédé pour un terme de trente ans (30 ans), prenant cours à la date de son approbation par le Pouvoir Législatif de la Colonie;
- 2^o La redevance annuelle est fixée à la somme de quatre mille cent francs (4.100 francs), payable ainsi qu'il est dit à l'article 19 de l'arrêté du 25 février 1943 chez le Receveur des Impôts à Léopoldville, sans qu'il soit besoin d'aucun avertissement de la part de la Colonie du Congo Belge.

Gronden. — Concessie aan de « Congrégation des Chanoinesses Missionnaires de Saint-Augustin » van een weidegrond van 820 hectaren, te Vunzu. — Overeenkomst van 17 November 1947. — Goedkeuring.

KAREL, PRINS VAN BELGIË,
REGENT VAN HET KONINKRIJK,

Aan allen, tegenwoordigen en toekomstenden, HEIL!

Gezieh het advies door de Koloniale Raad uitgebracht in diens vergadering van 20 Februari 1948;

Op de voordracht van de Minister van Koloniën,

WIJ HEBBEN GEDECRETEERD EN WIJ DECRETEREN :

ARTIKEL ÉÉN.

De overeenkomst waarvan de tekst volgt wordt goedgekeurd :

3° Les terrains sur lesquels s'exerce le droit de pâture seront abornés par des bornes apparentes qui en feront connaître suffisamment les limites notamment aux populations indigènes. La Mission aura à prendre toutes les mesures pour empêcher son bétail de causer des dégâts aux cultures et autres biens des tiers, indigènes ou non-indigènes. Les pâturages devront en tout cas être clôturés au moyen de ronces artificielles formées de trois fils au moins.

Les clôtures seront établies en paddocks de 100 hectares de façon à permettre la rotation des pâturages et la régénération des pâturages.

4° La Mission ne pourra changer la destination du fonds ni sa nature; elle ne pourra le grever de servitude ou aliéner ou hypothéquer son droit sans l'autorisation préalable, expresse et écrite du Gouverneur Général.

5° La Mission ne peut abattre les espèces ligneuses croissant au moment de l'octroi du terrain que dans la mesure des défrichements nécessaires au développement de son entreprise.

En cas de vente de bois à des tiers, la Mission acquittera la taxe de coupe fixée par les ordonnances sur la matière.

6° Les routes créées par la Mission seront accessibles à tous, si les intérêts de l'élevage ne s'y opposent pas. Les contestations qui pourraient s'élever au sujet de l'interprétation de cette clause seront tranchées souverainement par le Gouverneur de la Province.

7° Les chemins et sentiers indigènes ou autres traversant le terrain objet du présent contrat appartiennent au domaine public et ne font pas partie du terrain donné en emphytéose; leur largeur ainsi que leur tracé définitifs seront déterminés par le délégué du Gouverneur de la Province.

8° Le présent contrat est conclu sous réserve des droits que les indigènes pourraient éventuellement revendiquer dans le délai et selon la procédure prévus à l'article 9 du décret du 31 mai 1934.

9° La Mission s'engage à établir et à maintenir les cultures vivrières et alimentaires dans la mesure nécessaire à la bonne alimentation du personnel indigène de son exploitation.

10° La Mission devra, par la construction de dipping-tanks, se conformer aux dispositions du décret du 28 juillet 1938, spécialement en son article 134 sur le baignage et la destruction des tiques; elle aura la faculté d'établir sur le terrain concédé les constructions et installations nécessaires, notamment des abris pour le bétail et des logements pour bouviers.

11° La Mission devra lutter contre l'érosion et, éventuellement, contre les tsé-tsé et la trypanosomiose par le déboisement systématique des abreuvoirs.

12° Une zone de 100 mètres autour des constructions devra être débroussaillée régulièrement et entretenue dans un bon état de propreté.

13° La Mission déclare connaître parfaitement la situation de la région du point de vue de la main-d'œuvre indigène et savoir qu'elle ne pourra compter sur l'intervention de l'Administration pour obtenir les travailleurs qui lui seront nécessaires.

14° L'inexécution des conditions générales de l'arrêté du 25 février 1943, du Règlement général prévu par l'arrêté royal du 30 mai 1922 ainsi que l'inexécution des conditions spéciales reprises ci-dessus, feront s'opérer d'office la résiliation du présent contrat si après sommation faite par lettre recommandée, la Mission ne satisfait pas aux obligations dans un délai de deux mois à dater de la réception de la lettre recommandée.

Ainsi fait à Léopoldville, en double expédition, le dix-sept novembre mil neuf cent quarante-sept.

ART. 2.

Le Ministre des Colonies est chargé de l'exécution du présent décret.

Donné à Bruxelles, le 8 mars 1948.

ART. 2.

De Minister van Koloniën is belast met de uitvoering van dit decreet.

Gegeven te Brussel, den 8 Maart 1948.

CHARLES.

Par le Régent :

Le Ministre des Colonies,

Vanwege de Regent :

De Minister van Koloniën,

P. WIGNY.

Rapport du Conseil Colonial sur un projet de concession à la société « Belgika » d'un terrain de 18 hectares situé à Malengoya (District de l'Uélé).

Ce projet a été examiné par le Conseil au cours de sa séance du 20 février 1948.

Un membre fait des réserves au sujet de l'opportunité d'introduire ou d'étendre les cultures de mûriers et de l'élevage du ver à soie dans l'Uélé étant donné le manque d'intérêt que cette culture et cet élevage semblent présenter pour les indigènes.

Il espère que l'on ne va pas renouveler sans enquête préalable sérieuse l'expérience faite par la Régie dans la région d'Aru. Des chefferies de Lugwarets, populations de pasteurs, possédant un riche bétail ont été persuadées de l'intérêt à fournir un certain nombre d'indigènes pour installer à des endroits déterminés

Verslag van de Koloniale Raad over een ontwerp van concessie aan de vennootschap « Belgika » van een grond van 18 hectaren te Malengoya (Uélé-district).

De Raad heeft dit ontwerp in de vergadering van 20 Februari 1948 onderzocht.

Een raadslid maakt voorbehoud omtrent de gepastheid de cultures van moerbeziebomen en de zijdewormenteelt in Uele in te voeren of uit te breiden, aangezien deze cultuur en deze teelt geen belang voor de inlanders schijnen op te leveren.

Hij hoopt dat men de proefneming die door de Regie in de Arustreek gedaan werd, niet zonder een voorafgaand ernstig onderzoek gaat herbeginnen. Men heeft hoofdiën van Lugwarets, een herdersbevolking met een rijke veestapel, er van overtuigd dat het van belang was een zeker aantal inlanders ter beschik-

des villages de sériculteurs. On leur a fait cultiver des mûriers et construire le village des magnaneries. Les indigènes ont dû quitter leur village, leurs parents, leur bétail et, habitués à une vie de pasteurs, ont dû s'adapter contraints à une vie sédentaire pour cultiver pendant trois ans, sans rémunération, des mûriers et pour obtenir après la quatrième année un salaire d'environ 50 francs par an, alors que la vente d'une tête de bétail leur procure un bénéfice de près d'un millier de francs.

On a déclaré qu'ils auraient trois récoltes de cocons par an; ils assurent que pratiquement, ils n'en ont qu'une. Tantôt la sécheresse, tantôt les trop grandes pluies, parfois des maladies dans les mûriers et, d'après certaines informations publiées on en aurait constaté actuellement, les privent de tout rendement.

Lorsque les rats ne dévorent pas les vers à soie, les indigènes ont alors pour toutes ressources de les manger.

Il souhaite être documenté sur les travaux auxquels se livrent actuellement les indigènes de la région de Malengoya et si l'introduction d'une autre culture ne leur donnerait pas un rendement plus profitable.

Un membre déclare que le terrain de cette région est particulièrement pauvre. La seule activité possible des indigènes est la culture du coton et si pour une raison quelconque cette culture ne pouvait pas s'organiser, il ne leur resterait plus aucune ressource possible. L'introduction du mûrier peut, dans une certaine mesure faire face à cette carence éventuelle.

Ces prévisions donnent satisfaction en ce qui concerne l'introduction de la culture du mûrier aux fins d'élevage du ver à soie dans la région de Malengoya.

king te stellen om dorpen van zijde-wormtelers op bepaalde plaatsen te vestigen. Men heeft hen moerbeziebomen doen kweken en een dorp met zijde-wormkwekerijen doen oprichten. De inlanders hebben hun dorp, hun verwanten, hun vee moeten verlaten en zij die een herdersleven gewoon waren, zijn gedwongen geweest zich aan een sedendair leven aan te passen om gedurende drie jaar zonder betaling, moerbeziebomen te kweken en om na het vierde jaar een loon van ongeveer 50 frank per jaar te bekomen, dan als de verkoop van één rund hun ongeveer 1.000 frank winst opbrengt.

Men heeft verklaard dat zij drie cocons-oogsten zouden hebben per jaar; zij verzekeren dat practisch zij er maar één hebben. Nu eens door de droogte, dan weer door te overvloedige regens, soms door ziekten van de moerbeziebomen, en volgens zekere gepubliceerde inlichtingen zou men er thans vastgesteld hebben, hebben zij geen opbrengst.

Als de ratten de zijde-wormen niet ver-slinden, blijft er voor de inlanders niets anders over dan hun wormen zelf op te eten.

Hij wenst inlichtingen over de huidige werkzaamheden van de inlanders in de streek van Malengoya en vraagt of het invoeren van een andere cultuur niet voordeliger voor hen zou uitvallen.

Een raadslid verklaart dat de bodem in die streek bijzonder arm is. Het enige wat de inlanders er kunnen doen is katoen te verbouwen en, indien men er om enigerlei reden die cultuur niet kan inrichten, dan blijft er hun geen enkel middel van bestaan over. Het invoeren van de moerbeziebomen kan in een zekere mate in dit gebeurlijk gebrek voorzien.

Deze vooruitzichten geven voldoening wat betreft het invoeren van de moerbeziebomen met het oog op de zijde-wormteelt in de streek van Malengoya.

Le projet mis aux voix est adopté à l'unanimité.

MM. Gustin, Itten, Louwers, Marzorati et Van de Putte étaient absents et excusés.

Bruxelles, le 19 mars 1948.

Le Conseiller-Rapporteur,

In stemming gebracht, wordt het ontwerp eenparig goedgekeurd.

De HH. Gustin, Itten, Louwers, Marzorati en Van de Putte waren afwezig met kennisgeving.

Brussel, den 19 Maart 1948.

Het Raadslid-Verslaggever,

LAUDE.

L'Auditeur,

De Auditeur,

M. VAN HECKE.

Terres. — Concession à la société « Belgika » d'un terrain de 18 Ha., situé à Malengoya. — Convention du 13 juillet 1946. — Approbation.

Gronden. — Concessie aan de vennootschap « Belgika » van een grond van 18 Ha., te Malengoya. — Overeenkomst van 13 Juli 1946. — Goedkeuring.

CHARLES, PRINCE DE BELGIQUE,
RÉGENT DU ROYAUME,

KAREL, PRINS VAN BELGIË,
REGENT VAN HET KONINKRIJK,

A tous, présents et à venir, SALUT!

Aan allen, tegenwoordigen en toekomstenden, HEIL!

Vu l'avis émis par le Conseil Colonial en sa séance du 20 février 1948;

Gezien het advies door de Koloniale Raad uitgebracht in diens vergadering van 20 Februari 1948;

Sur la proposition du Ministre des Colonies,

Op de voordracht van de Minister van Koloniën,

NOUS AVONS DÉCRÉTÉ ET DÉCRÉTONS :

WIJ HEBBEN GEDECRETEERD EN WIJ DECRETEREN :

ARTICLE PREMIER.

ARTIKEL EÉN.

La convention dont la teneur suit est approuvée :

De overeenkomst waarvan de tekst volgt wordt goedgekeurd :

La COLONIE DU CONGO BELGE, représentée par le Gouverneur de la Province de Stanleyville, agissant en vertu des dispositions de l'arrêté du 25 février 1943 accorde en occupation provisoire pour un terme de cinq ans, à la Société Anonyme « BELGIKA », ayant son siège social à Bruxelles, dont le

Bureau Central pour le Congo Belge se trouve à Stanleyville, et dont les statuts ont été publiés au *B. O.* de 1912, page 34, des annexes et modification parue au *B. A.* de 1933, page 684 des annexes, représentée par M. AUTRIQUE, Maurice, en vertu d'une procuration publiée aux annexes du *B. A.* de 1940, page 21 — attestation n° 37 du 26 juillet 1943 (*B. A.* 1943, page 1295), qui accepte aux conditions générales de l'arrêté précité et aux conditions spéciales qui suivent, un terrain destiné à un usage agricole (établissement d'une mûraie expérimentale), située à Malengoya, d'une superficie de dix-huit hectares, dont les limites sont représentées par un liseré jaune au croquis approximatif figuré ci-après à l'échelle de 1 à 5.000.

La nature ainsi que les limites du terrain sont parfaitement connues de l'occupant.

CONDITIONS SPECIALES.

ARTICLE PREMIER. — La redevance annuelle du terrain est fixée à la somme de deux cent cinquante francs, payable ainsi qu'il est dit à l'article 19 de l'arrêté du 25 février 1943, chez le Receveur des Impôts à Stanleyville, sans qu'il soit besoin d'aucun avertissement de la part de la Colonie du Congo Belge.

ART. 2. — Le présent contrat prend cours le premier août 1900 quarante-cinq.

ART. 3. — Seront considérées comme mises en valeur :

- a) les terres couvertes sur $1/10^{\text{me}}$ au moins de leur surface par des constructions;
- b) les terres couvertes sur $6/10^{\text{mes}}$ au moins de leur surface par une mûraie expérimentale.

Ces conditions joueront simultanément ou séparément pour toute la surface.

ART. 4. — A l'expiration du terme de cinq ans, prévu au présent contrat, les terres occupées provisoirement et mises en valeur comme dit à l'article 3, seront louées à l'occupant pour un terme à convenir entre les parties et au tarif actuellement en vigueur (arrêté n° 22/T.F. du 29 avril 1939).

ART. 5. — L'occupant ne peut abattre les espèces ligneuses croissant au moment de l'octroi du terrain que dans la mesure des défrichements nécessaires au développement de son entreprise.

En cas de vente de bois à des tiers, l'occupant acquittera la taxe de coupe fixée par l'ordonnance n° 104bis/Agri. du 7 juin 1940 ou de celles qui l'ont modifiées ou la modifieront ultérieurement.

ART. 6. — Les chemins et sentiers indigènes ou autres traversant le terrain accordé en occupation provisoire appartiennent au domaine public et ne font pas partie de la présente occupation provisoire; leur situation et leur largeur définitives seront déterminées lors du mesurage officiel.

ART. 7. — Le présent contrat est conclu sous réserve des droits que les indigènes pourraient éventuellement revendiquer dans le délai et selon la procédure prévus à l'article 9 du décret du 31 mai 1934.

ART. 8. — Il est convenu entre les parties que le loyer définitif du terrain sera établi d'après la superficie du terrain constatée en suite à une vérification effectuée par un géomètre de la Colonie, et le cas échéant le prix de vente fixé d'après les résultats du mesurage officiel.

ART. 9. — L'occupant déclare connaître parfaitement la situation de la région du point de vue de la main-d'œuvre indigène et savoir qu'il ne pourra compter sur l'intervention de l'administration pour obtenir les travailleurs qui lui seront nécessaires.

ART. 10. — L'inexécution des conditions générales de l'arrêté du 25 février 1943, ainsi que l'inexécution des conditions spéciales reprises ci-dessus feront s'opérer d'office la résiliation du présent contrat si après sommation faite par lettre recommandée, l'occupant ne satisfait pas aux dites obligations dans un délai de trente jours à dater de la réception de la lettre recommandée.

ART. 11. — L'indemnité renseignée au procès-verbal d'enquête du 27 juin 1945 a été versée à la Caisse Administrative des chefferies suivant procès-verbal du 8 mai 1946 de M. Moreaux, Georges-Jean, Administrateur Territorial d'Ango.

ART. 12. — Le présent contrat est conclu sous réserve d'approbation par le Pouvoir Compétent de la Colonie.

Ainsi fait à Stanleyville, en double expédition, le treize juillet 1900 quarante-six.

ART. 2.

Le Ministre des Colonies est chargé de l'exécution du présent décret.

Donné à Bruxelles, le 8 mars 1948.

ART. 2.

De Minister van Koloniën is belast met de uitvoering van dit decreet.

Gegeven te Brussel, den 8 Maart 1948.

CHARLES.

Par le Régent :

Le Ministre des Colonies,

Vanwege de Regent :

De Minister van Koloniën.

P. WIGNY.

Rapport du Conseil Colonial sur la cession gratuite à l'Association « Pères de la Compagnie de Jésus desservant la Mission du Kwango » de trois terrains d'une superficie totale de 100 hectares sis à Yassa (Territoire de Lukula).

Ce projet fut examiné en séance du 20 février 1948.

Un membre signale qu'il s'agit dans ce projet de décret de céder un vaste terrain pour l'érection et l'aménagement d'un collège d'humanités pour indigènes.

En dehors des buts et intérêts purement religieux attachés à un collège, ce projet soulève évidemment la question de l'enseignement secondaire destiné aux indigènes.

Cet enseignement secondaire joue un rôle social important, car c'est lui surtout qui doit former l'élite indigène.

On peut estimer que le programme des études secondaires doit être adapté au milieu où vivent les populations indigènes, à leur degré d'évolution et au rôle social que les autorités gouvernementales ont pour but de faire jouer à leurs élites.

On peut estimer que former cette élite en appliquant le programme d'études de nos collèges d'humanités belges ne peut donner que des résultats très discutables et même néfastes, tant au point de vue des populations noires dont nous avons la responsabilité, qu'au point de vue général de la Colonie elle-même.

La formation des élites indigènes est appelée à avoir les conséquences les plus graves au point de vue de la Colonie. Il appartient au Gouvernement de régler cette question, comme il lui appartient aussi de conduire l'évolution générale des noirs par l'enseignement.

Verslag van de Koloniale Raad over de kosteloze afstand aan de Vereniging « Pères de la Compagnie de Jésus desservant la Mission de Kwango » van drie gronden groot in totaal 100 hectaren en gelegen te Yassa (Gewest Lukula).

Dit ontwerp werd in de vergadering van 20 Februari 1948 onderzocht.

Een raadslid wijst er op dat dit ontwerp van decreet een uitgestrekte grond afstaat voor het bouwen en inrichten van een college voor humanoria ten behoeve van de inlanders.

Buiten de louter godsdienstige doeleinden en belangen in verband met een college, werpt dit ontwerp natuurlijk het vraagstuk van het inlands middelbaar onderwijs op.

Dit middelbaar onderwijs speelt een belangrijke sociale rol : daar immers moet de inlandse elite gevormd worden.

Men mag zeggen dat het programma van middelbare studiën aangepast moet zijn aan de omgeving waar de inlandse bevolking leeft, aan de graad van hun ontwikkeling en aan de sociale rol die de gouvernements-overheden door hun elite willen doen spelen.

Men mag zeggen dat die elite te willen vormen door toepassing van het studieprogramma van onze Belgische colleges voor humaniora, enkel zeer betwistbare en zelfs noodlottige uitslagen kan opleveren, zowel wat betreft de zwarte bevolking voor wie wij verantwoordelijkheid dragen, als wat betreft de Kolonie in het algemeen.

De vorming van de inlandse elite zal zeer ernstige gevolgen hebben ten opzichte van de Kolonie. Het is de taak van het Gouvernement dit vraagstuk te regelen, zoals het zijn taak is de algemene evolutie der Inlanders door het onderwijs te leiden.

En tout cas, la formation d'une élite ne peut pas être envisagée si l'on ne se préoccupe tout d'abord de l'enseignement et de l'éducation des femmes qui seront les mères de la nouvelle génération.

Un autre membre estime que l'appréciation émise quant à l'instruction des jeunes filles indigènes est trop catégorique. Il est exact qu'on a essayé surtout de former des jeunes gens pour en faire des clercs. C'est naturel. Il se rallie à l'avis de son collègue en ce qu'un gros effort doit être réalisé pour l'instruction des femmes indigènes.

Un membre fait remarquer que l'Association qui demande la cession, possède déjà 500 hectares et elle en demande encore cent. Cela lui paraît exagéré. La demande eût dû être étayée par la production d'un programme soumis à un organisme de contrôle.

Un membre déclare que connaissant la région il peut donner l'assurance de ce que les 500 hectares sont déjà mis effectivement en valeur. Il s'y érige des écoles, des maternités et des bâtiments d'un ensemble d'œuvres diverses. Une extension est nécessaire pour permettre la création d'un collège et ce collège est particulièrement utile dans cette région, car une part, le Kwango est le district le plus peuplé après celui du Kivu et, d'autre part, la population y est en pleine évolution. Cet établissement correspondra donc parfaitement à ses aspirations.

Un autre membre assure le Conseil que le programme de l'enseignement qui se donnera dans ce collège a été étudié à fond par des compétences connaissant parfaitement la mentalité des noirs et les besoins auxquels cet enseignement doit satisfaire. Le service de l'enseignement du Gouvernement général a étudié ce programme, l'a soumis à une commission de spécialistes et lui a donné sa complète approbation. La Belgique doit permettre de favoriser l'accession des

In elk geval, kan men er niet in slagen een elite te vormen, indien men in de allereerste plaats niet zorgt voor het onderwijs en de opvoeding van de vrouwen, de moeders van het nieuwe geslacht.

Een ander raadslid acht de beoordeling van het onderwijs voor inlandse meisjes te categorisch. Wel is het juist dat men vooral de jonge mannen heeft opgeleid als klerken. Dit lag voor de hand. Hij deelt de zienswijze van zijn collega, waar deze zegt dat een grote krachtsinspanning voor de opleiding van de inlandse vrouwen moet gedaan worden.

Een raadslid doet opmerken dat de Vereniging die de afstand aanvraagt, reeds 500 hectaren bezit en zij vraagt er nog 100. Dit schijnt hem overdreven. De aanvraag had men moeten steunen door het voorleggen van een programma, dat aan een controle-organisme had moeten onderworpen worden.

Een raadslid verklaart dat hij de streek kent en dat hij mag verzekeren dat de 500 ha. reeds werkelijk productief zijn gemaakt. Er zijn daar scholen, kraamvrouweninrichtingen en gebouwen voor een allerhande nuttige werken. Uitbreiding is noodzakelijk om er de oprichting van een college mogelijk te maken en dit college is bijzonder nuttig in deze streek, want, censeels, is Kwango, na Kivu, het meest bevolkte district en, anderdeels, is de bevolking er volop in evolutie. Deze inrichting zal dus volkomen aan de aspiraties van deze bevolking beantwoorden.

Een ander raadslid verzekert de Raad dat het programma van het onderwijs, hetwelk in dit college zal verstrekt worden, grondig bestudeerd is door bevoegde personen die volkomen op de hoogte zijn van de mentaliteit van de inlanders en van de behoeften waarin dit onderwijs moet voorzien. De onderwijsdienst van het Gouvernement heeft dit programma bestudeerd, heeft het aan een commissie van specialisten onderworpen en heeft het volledig goedgekeurd. Bel-

noirs à un stade supérieur d'instruction. Les évolués aspirent à voir leurs enfants parvenir à l'enseignement supérieur et le collège prévu a pour but de leur permettre de réaliser ce désir.

On dit que l'Association possède déjà 500 hectares. C'est exact, mais cette étendue est occupée actuellement à d'autres fins. Beaucoup d'ailleurs de ces terres consistent en ravins et autres endroits inutilisables. Les 100 hectares demandés lui sont absolument nécessaires, si on veut lui permettre de réaliser la tâche qu'elle a en vue.

En clôturant cet échange de vues un membre tient à souligner que l'érection et l'aménagement d'un premier collège d'humanités pour les autochtones constitue une étape importante dans la voie d'évolution de la société indigène.

Cet enseignement prépare, en effet, une élite à un enseignement universitaire et formera des éléments qui devront être des collaborateurs indispensables pour l'éducation et les progrès culturels de la masse.

Au développement remarquable de l'enseignement professionnel et normal, et correspondant aux études supérieures qui ont conduit les indigènes à la prêtrise, nous préparons un enseignement de nature universitaire pour médecins, agronomes, vétérinaires, etc.

L'indigène se rendra compte que par le travail, la volonté, l'éducation il pourra atteindre aux mêmes situations que les Européens.

Lorsqu'on connaît l'heureuse et rigoureuse sélection qui préside au recrutement aux divers stades d'enseignement, nous pouvons avoir des garanties que nous éviterons aux noirs le péril d'être dirigés par des « déclassés », plus dangereux pour la société indigène que pour les colonisateurs.

gië moet de toegang van de inlanders tot een hoger stadium van onderwijs toelaten. De geëvolueerden verlangen voor hun kinderen hoger onderwijs en het college waarvan sprake heeft als doel de verwezenlijking van die wens mogelijk te maken.

Men zegt dat de Vereniging reeds 500 hectaren bezit. Dat is zo, maar die oppervlakte wordt thans voor andere doeleinden gebruikt. Veel van die grond, trouwens, bestaat uit ravijnen en andere onbruikbare plaatsen. De aangevraagde 100 hectaren zijn volstrekt nodig, wil men voor de Vereniging de vervulling der taak die zij op het oog heeft, mogelijk maken.

Als besluit van deze gedachtenwisseling, legt een raadslid er de nadruk op dat het bouwen en inrichten van een eerste college voor humaniora ten behoeve van de inboorlingen een belangrijke etappe is op de weg van de evolutie van de inlandse maatschappij.

Dit onderwijs bereidt immers een elite voor met het oog op universitair onderwijs en het zal de elementen vormen, die onontbeerlijke medewerkers zullen zijn voor de opvoeding en de culturele opgang van de massa.

Naast de merkwaardige ontwikkeling van het beroeps- en normaalonderwijs en, overeenstemmend aan de hogere studien die de inlanders voor het priesterschap hebben opgeleid, bereiden wij een universitair onderwijs voor de vorming van geneesheren, landbouwkundigen, veeartsen, enz. De inlander zal aldus zien dat hij door zijn werk, zijn wilskracht, zijn opvoeding tot dezelfde betrekkingen zal kunnen geraken als de Europeaan.

Als men weet op welke strenge wijze en met welke goede uitslag de leerlingen worden uitgekozen voor de verschillende stadia van onderwijs, mogen wij er op vertrouwen dat wij de inlanders het gevaar zullen besparen geleid te worden door « gedeclasseerden », die voor de inlandse maatschappij gevaarlijker zijn dan voor de kolonisators.

Nous devons nous réjouir aussi que cet enseignement et cette éducation soient donnés dans la Colonie même.

Le projet, mis aux voix, est approuvé à l'unanimité moins trois abstentions.

MM. Gustin, Itten, Louwers, Marzorati et Van de Putte étaient absents et excusés.

Bruxelles, le 19 mars 1948.

Le Conseiller-Rapporteur,

L'Auditeur,

LAUDE.

M. VAN HECKE.

Wij moeten ons er ook over verheugen dat dit onderwijs en deze opvoeding in de Kolonie zelf verstrekt worden.

In stemming gebracht, wordt het ontwerp, op 3 blanco-stemmen na, eenparig goedgekeurd.

De HH. Gustin, Itten, Louwers, Marzorati en Van de Putte waren afwezig met kennisgeving.

Brussel, den 19 Maart 1948.

Het Raadslid-Verslaggever,

De Auditeur,

Terres. — Cession gratuite à l' « Association Pères de la Compagnie de Jésus desservant la mission du Kwango » de trois terrains d'une superficie totale de 100 hectares sis à Yassa. — Convention du 12 novembre 1947. — Approbation.

CHARLES, PRINCE DE BELGIQUE,
RÉGENT DU ROYAUME,

A tous, présents et à venir, SALUT!

Vu l'avis émis par le Conseil Colonial en sa séance du 20 février 1948;

Sur la proposition du Ministre des Colonies,

NOUS AVONS DÉCRÉTÉ ET DÉCRÉTONS :

ARTICLE PREMIER.

La convention dont la teneur suit est approuvée :

Gronden. — Kosteloze afstand aan de « Association Pères de la Compagnie de Jésus desservant la Mission du Kwango », van drie gronden hebbende een totale oppervlakte van 100 hectaren, te Yassa. — Overeenkomst van 12 November 1947. — Goedkeuring.

KAREL, PRINS VAN BELGIË,
REGENT VAN HET KONINKRIJK,

Aan allen, tegenwoordigen en toekomstenden, HEIL!

Gezien het advies door de Koloniale Raad uitgebracht in diens vergadering van 20 Februari 1948;

Op de voordracht van de Minister van Koloniën,

WIJ HEBBEN GEDECRETEERD EN WIJ DECRETEREN :

ARTIKEL EÉN.

De overeenkomst waarvan de tekst volgt wordt goedgekeurd :

La COLONIE DU CONGO BELGE, représentée par le Gouverneur Général, cède gratuitement, en toute propriété à l'Association « PERES DE LA COMPAGNIE DE JESUS DESSERVANT LA MISSION DU KWANGO », représentée par le Révérend Père Schurmans, Maurice (*B. A.* 1947, n° 11, page 1169), ci-après dénommée la « MISSION » qui accepte aux conditions générales du décret du 24 janvier 1943, modifié par celui du 2 juin 1945 et aux conditions spéciales qui suivent, trois terrains destinés à l'établissement d'un collège, situé à Yassa (territoire de la Lukula) d'une superficie totale de cent (100) hectares, dont les limites sont représentées par un liseré rouge au croquis approximatif figuré ci-après à l'échelle de 1 à 25.000.

La nature ainsi que les limites des terrains sont parfaitement connues de la Mission.

CONDITIONS SPECIALES.

1° Le présent contrat est conclu sous réserve de son approbation par le Pouvoir compétent ;

2° Seront considérées comme mises en valeur, les terres :

- a) couvertes sur 1/10^{me} au moins de leur surface par des constructions ;
- b) couvertes sur 1/5^{me} au moins de leur surface par des cultures alimentaires, vivrières ou autres ;
- c) couvertes de plantations d'espèces ligneuses à raison de cinquante (50) arbres au minimum par hectare.

Ces conditions joueront simultanément ou séparément pour toute la surface.

3° L'inexécution des conditions prévues à l'article 5, premier et deuxième alinéas du décret du 24 janvier 1943 sera constatée par procès-verbal du délégué du Gouverneur de Province.

La Mission s'engage, dès ores, à remplir dans le cas de déchéance, les formalités prévues par la législation sur le régime foncier du Congo Belge, en vue de l'enregistrement des terres au nom de la Colonie ;

4° Les chemins et sentiers indigènes ou autres traversant le terrain cédé, appartiennent au domaine public et ne font pas partie de la présente cession ; leur situation et leur largeur définitives seront déterminées lors du mesurage officiel ;

5° La Mission ne peut abattre les espèces ligneuses croissant au moment de l'octroi des terres que dans la mesure des défrichements nécessaires au développement de son entreprise ;

6° Le présent contrat est conclu sous réserve des droits que les indigènes pourraient éventuellement revendiquer dans le délai et selon la procédure prévus à l'article 9 du décret du 31 mai 1934.

7° Sauf les cas prévus à l'article 5, premier et deuxième alinéas, du décret du 24 janvier 1943, l'inexécution des conditions générales de ce décret ainsi que l'inexécution des conditions spéciales reprises ci-dessus, feront s'opérer d'office

la résolution du présent contrat si, après sommation faite par lettre recommandée, la Mission ne satisfait pas aux dites obligations dans un délai de trois (3) mois à dater de la réception de la lettre recommandée.

8° La Mission aura l'obligation de débroussailler et de tenir dans un bon état de propreté une zone de 100 mètres autour des constructions.

Ainsi fait à Léopoldville, en double expédition, le douze novembre mil neuf cent quarante-sept.

ART. 2.

Le Ministre des Colonies est chargé de l'exécution du présent décret.

Donné à Bruxelles, le 8 mars 1948.

ART. 2.

De Minister van Koloniën is belast met de uitvoering van dit decreet.

Gegeven te Brussel, den 8 Maart 1948.

CHARLES.

Par le Régent :

Le Ministre des Colonies,

Vanwege de Regent :

De Minister van Koloniën,

P. WIGNY.

Rapport du Conseil Colonial sur un projet de décret relatif à la cession à la Société « Chantier Naval et Industriel du Congo (Chanic) » d'un terrain sis à Léopoldville-Ouest d'une superficie totale de 1 Ha., 83 a., 82 ca.

Le Conseil Colonial a examiné ce projet de décret au cours de sa séance du 20 février 1948.

Le projet n'a pas suscité de discussion, et mis aux voix, a été approuvé à l'unanimité.

MM. les Conseillers Gustin, Itten, Louwers, Marzorati et Van de Putte étaient absents et excusés.

Bruxelles, le 19 mars 1948.

Le Conseiller-Rapporteur,

L'Auditeur,

Verslag van de Koloniale Raad over een ontwerp van decreet betreffende de afstand aan de vennootschap « Chantier Naval et Industriel du Congo (Chanic) » van een grond in totaal 1 Ha., 83 a., 82 ca., te Leopoldstad-West.

De Koloniale Raad heeft dit ontwerp van decreet in de vergadering van 20 Februari 1948 onderzocht.

Het ontwerp heeft geen aanleiding tot bespreking gegeven en, in stemming gebracht, is het eenparig goedgekeurd geworden.

De HH. Gustin, Itten, Louwers, Marzorati en Van de Putte, raadsleden, waren afwezig met kennisgeving.

Brussel, 19 Maart 1948.

Het Raadslid-Verslaggever,

M. MAQUET.

De Auditeur,

M. VAN HECKE.

Terres. — Cession à la société « Chantier Naval et Industriel du Congo (Chanic) » d'un terrain sis à Léopoldville, d'une superficie de 1 Ha., 83 a., 82 ca. — Convention du 1^{er} août 1947. — Approbation.

CHARLES, PRINCE DE BELGIQUE,
RÉGENT DU ROYAUME,

A tous, présents et à venir, SALUT!

Vu l'avis émis par le Conseil Colonial
en sa séance du 20 février 1948;

Sur la proposition du Ministre des
Colonies,

NOUS AVONS DÉCRÉTÉ ET DÉCRÉTONS :

ARTICLE PREMIER.

La convention dont la teneur suit est
approuvée :

Gronden. — Afstand aan de vennootschap « Chantier Naval et Industriel du Congo (Chanic) », van een grond van 1 Ha., 83 a., 82 ca., te Leopoldstad. — Overeenkomst van 1 Augustus 1947. — Goedkeuring.

KAREL, PRINS VAN BELGIË,
REGENT VAN HET KONINKRIJK,

Aan allen, tegenwoordigen en toekomstenden, HEIL!

Gezien het advies door de Koloniale Raad uitgebracht in diens vergadering van 20 Februari 1948;

Op de voordracht van de Minister van Koloniën,

WIJ HEBBEN GEDECRETEERD EN WIJ
DECRETEREN :

ARTIKEL ÉÉN.

De overeenkomst waarvan de tekst
volgt wordt goedgekeurd :

Le Commissaire de District du Moyen-Congo, agissant au nom du Gouvernement du Congo Belge, en vertu des pouvoirs lui conférés par l'ordonnance n° 68/T. du 30 août 1929 du Gouverneur Général, de l'avis conforme du Comité Urbain et avec l'approbation du Gouverneur de la Province de Léopoldville.

Vend et cède en toute propriété à la Société Chantier Naval et Industriel du Congo « CHANIC », représentée par M. Dewert, Jean, suivant procuration parue au *Bulletin Administratif*, année 1947, page 156 des annexes, résidant à Léopoldville, qui accepte aux conditions générales de l'arrêté du 25 février 1943 et aux conditions spéciales ci-dessous :

Un terrain destiné à un usage industriel, situé à Léopoldville-Ouest, d'une superficie totale de un hectare, quatre-vingts-trois ares, quatre-vingts-deux centiares, quatre-vingts-quatre centièmes (1 Ha., 83 a., 82 ca., 84/100^{mes}), se décomposant comme suit :

- a) un terrain d'une superficie de un hectare, quarante-six ares, trente-deux centiares, quatre-vingts-quatre centièmes (1 Ha., 46 a., 32 ca., 84/100^{mes}), représenté par un liseré rouge au croquis ci-après à l'échelle de 1 à 2.000;
- b) la parcelle n° 3 du plan communal de Léopoldville, enregistrée volume VI, folio 45 au nom de la Colonie du Congo Belge, d'une superficie de vingt-cinq ares (25 a.);

- c) la parcelle n° 9b du plan communal de Léopoldville, enregistrée volume VI, folio 81 au nom de la Colonie du Congo Belge, d'une superficie de dix ares (10 a.);
- d) la parcelle n° 9d du plan communal de Léopoldville, enregistrée volume VIa, folio 2 au nom de la Colonie du Congo Belge, d'une superficie de deux ares cinquante centiares (2a. 50 ca.).

Ces trois parcelles du plan communal sont représentées par un liseré bleu au croquis ci-après à l'échelle de 1 à 2.000.

La nature ainsi que les limites du terrain sont parfaitement connues de l'acquéreur.

Le présent contrat de vente, est conclu sous réserve de son approbation par le pouvoir compétent.

CONDITIONS SPECIALES.

- 1) Le prix de vente du terrain est fixé à la somme de sept cent et huit mille nonante-sept francs soixante-cinq centimes (708.097,65 fr.), payable ainsi qu'il est dit à l'article 27 de l'arrêté du 25 février 1943, chez le Receveur des Impôts à Léopoldville-Kalina, sans qu'il soit besoin d'aucun avertissement de la part du vendeur. A défaut de paiement à l'échéance fixée, l'acheteur devra l'intérêt des sommes dues, calculé sur le retard au même taux que celui appliqué pour les impositions personnelles et les impôts sur les revenus, et ce, sans préjudice à tous autres droits;
- 2) Le terrain vendu devra être borné et une clôture conforme aux règlements devra être érigée sur toutes les parties de son périmètre, libres de constructions;
- 3) Les constructions et clôtures à ériger sur le terrain vendu devront être conformes aux prescriptions de l'Autorité compétente. Il appartiendra au propriétaire de faire en temps utile toute diligence auprès de la dite Autorité, afin d'obtenir l'autorisation nécessaire;
- 4) Le propriétaire ne pourra construire ou reconstruire aucune façade, aucun mur ou clôture si ce n'est dans l'alignement et au niveau arrêtés par l'Autorité compétente;
- 5) Le délai sous lequel le terrain vendu devra être occupé sera de six mois à partir de la date de l'approbation du présent contrat par le pouvoir compétent de la Colonie. L'indemnité forfaitaire qui serait due à la Colonie en cas d'inoccupation dans le délai prémentionné, est fixée au dixième du prix de vente;
- 6) L'acquéreur paiera les droits de mutation sur la valeur des terrains cédés qui sont enregistrés au nom de la Colonie. Les frais d'acte, d'enregistrement et autres découlant de l'exécution du présent contrat sont à charge de l'acquéreur;
- 7) *Réméré.* — Pendant une période de cinq années prenant cours à la date d'approbation du présent contrat, la Colonie se réserve le droit de racheter les biens vendus suivant ce qui est stipulé aux articles 335 et suivants du Code civil, livre troisième;

- 8) Le présent contrat annule et remplace la convention de vente n° Na 1211 du 2 juillet 1945;
- 9) L'inexécution d'une quelconque des conditions générales de l'arrêté du 25 février 1943 ou d'une quelconque des conditions spéciales du présent contrat, donnera au Gouvernement le droit de prononcer la résolution du contrat.
- 10) Toutes déclarations, significations, sommations, etc., relatives aux présentes seront valablement adressées par simple lettre recommandée à la poste;
- 11) Pour l'exécution des présentes et de toutes leurs suites, les parties font élection de domicile, la Colonie à Léopoldville chez le Conservateur des Titres fonciers en ses bureaux et l'acheteur dans ceux de l'Administration de la population blanche à Léopoldville-Est. Toutes significations, tous commandements, tous exploits ou autres notifications pourront être valablement faits ou adressés aux domiciles élus des parties.

Ainsi fait à Léopoldville, en double expédition, le premier août mil neuf cent quarante-sept.

ART. 2.

Le Ministre des Colonies est chargé de l'exécution du présent décret.

Donné à Bruxelles, le 11 mars 1948.

ART. 2.

De Minister van Koloniën is belast met de uitvoering van dit decreet.

Gegeven te Brussel, den 11 Maart 1948.

CHARLES.

Par le Régent :

Le Ministre des Colonies;

Vanwege de Regent :

De Minister van Koloniën,

P. WIGNY.

Terres. — Cession gratuite à la « Société des Prêtres du Sacré-Cœur » d'un terrain sis à Wangi (Pawa), de 10 Ha. — Convention du 6 janvier 1948. — Approbation.

CHARLES, PRINCE DE BELGIQUE,
RÉGENT DU ROYAUME,

A tous, présents et à venir, SALUT!

Sur la proposition du Ministre des Colonies,

Gronden. — Kosteloze afstand aan de « Société des Prêtres du Sacré-Cœur » van een grond van 10 Ha., te Wangi (Pawa). — Overeenkomst van 6 januari 1948. — Goedkeuring.

KAREL, PRINS VAN BELGIË,
REGENT VAN HET KONINKRIJK,

Aan allen, tegenwoordigen en toekomstenden, HEIL!

Op de voordracht van de Minister van Koloniën,

NOUS AVONS ARRÊTÉ ET ARRÊTONS :

WIJ HEBBEN BESLOTEN EN WIJ BESLUITEN :

ARTICLE PREMIER.

ARTIKEL ÉÉN.

La convention dont la teneur suit est approuvée :

De overeenkomst waarvan de tekst volgt wordt goedgekeurd :

La COLONIE DU CONGO BELGE, représentée par le Gouverneur Général, cède gratuitement en toute propriété à la Société des Prêtres du Sacré-Cœur, dont la personnalité civile a été reconnue par décret du 29 avril 1901 (*B. O.* de 1901, page 38), représentée par Son Excellence Monseigneur VERFAILLIE, Camille, demeurant à Stanleyville, agréé en qualité de Représentant Légal, par ordonnance du Gouverneur général du 6 avril 1936, ci-après dénommée la « Mission » qui accepte aux conditions générales des décrets des 24 janvier 1943, 2 juin 1945 et aux conditions spéciales qui suivent, un terrain destiné à usage de poste de Mission situé à Wangi (Pawa), d'une superficie de dix hectares dont les limites sont représentées par un liseré rouge au croquis approximatif figuré ci-après à l'échelle de 1 à 10.000.

La nature ainsi que les limites du terrain sont parfaitement connues de la Mission.

CONDITIONS SPECIALES.

ARTICLE PREMIER. — Le présent contrat est conclu sous réserve d'approbation par arrêté royal.

ART. 2. — Seront considérées comme mises en valeur :

- a) les terres couvertes sur $1/10^{\text{me}}$ au moins de leur surface par des constructions;
- b) les terres couvertes sur $1/5^{\text{me}}$ au moins de leur surface par des cultures vivrières, maraîchères, fourragères ou alimentaires;

Ces conditions joueront simultanément ou séparément pour toute la surface

Les cultures vivrières faites en application de l'ordonnance n° 115/A.E./T. du 12 novembre 1937 compteront pour l'évaluation de la mise en valeur.

ART. 3. — Sous peine de résolution de plein droit de la présente convention, la Mission s'engage à ne pas détourner la destination du terrain cédé.

ART. 4. — L'inexécution des conditions prévues à l'article 5 — premier et deuxième alinéas — du décret du 24 janvier 1943 sera constatée par procès-verbal du délégué du Gouverneur de Province.

La Mission s'engage, dès ores, à remplir dans le cas de déchéance, les formalités prévues par la législation sur le régime foncier du Congo Belge en vue de l'enregistrement des terres au nom de la Colonie.

ART. 5. — Les chemins et sentiers indigènes ou autres traversant le terrain cédé appartiennent au domaine public et ne font pas partie de la présente cession ; leur situation et leur largeur définitives seront déterminées lors du mesurage officiel.

ART. 6. — La Mission ne peut abattre les espèces ligneuses croissant au moment de l'octroi des terres que dans la mesure des défrichements nécessaires au développement de son entreprise.

ART. 7. — Le présent contrat est conclu sous réserve des droits que les indigènes pourraient éventuellement revendiquer dans le délai et selon la procédure prévus à l'article 9 du décret du 31 mai 1934.

ART. 8. — La Mission s'engage à boiser (ou à entreprendre des cultures de plantes arbustives médicinales) sur un dixième du terrain cédé, c'est-à-dire, sur une superficie de cent ares. Les essences à employer seront laissées au choix de la Mission.

Les travaux qui devront être achevés en dix ans compteront pour l'évaluation des superficies mises en valeur.

ART. 9. — Sauf pour les cas prévus à l'article 5 — premier et deuxième alinéas — du décret du 24 janvier 1943, l'inexécution des conditions générales de ce décret et des conditions spéciales reprises ci-dessus feront s'opérer d'office la résolution du présent contrat si après sommation faite par lettre recommandée, la Mission ne satisfait pas aux dites obligations dans un délai de trente jours à dater de la réception de la lettre recommandée.

Ainsi fait à Léopoldville, en double expédition, le six janvier mille neuf cent quarante-huit.

ART. 2.

Le Ministre des Colonies est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Donné à Bruxelles, le 31 mars 1948.

ART. 2.

De Minister van Koloniën is belast met de uitvoering van dit besluit.

Gegeven te Brussel, den 31 Maart 1948.

CHARLES

Par le Régent :
Le Ministre des Colonies,

Vanwege de Regent :
De Minister van Koloniën,

P. WIGNY.

Terres. — Cession gratuite aux « Sœurs de la Charité de Gand », d'un terrain de 11 a., 49 ca., 11/100^{mes}, sis à Matadi. — Convention du 15 mars 1948. — Approbation.

CHARLES, PRINCE DE BELGIQUE,
RÉGENT DU ROYAUME,

A tous, présents et à venir, SALUT !

Sur la proposition du Ministre des Colonies,

NOUS AVONS ARRÊTÉ ET ARRÊTONS :

ARTICLE PREMIER.

La convention dont la teneur suit est approuvée :

La COLONIE DU CONGO BELGE, représentée par le Gouverneur Général, cède gratuitement en toute propriété aux « SŒURS DE LA CHARITÉ DE GAND », personnalité civile reconnue par arrêté royal du 1^{er} juillet 1925 (*B. O.* 1925, page 386), représentée par les Révérendes Sœurs Emma MAES et Marthe OLIVIER, agréées en qualité de Représentantes Légales par ordonnance du 29 janvier 1936 (*B. A.* 1936, page 66), ci-après dénommée la « MISSION », qui accepte aux conditions générales du Décret du 24 janvier 1943 modifié par celui du 2 juin 1945, et aux conditions spéciales qui suivent, un terrain destiné à des œuvres missionnaires, situé dans la Circonscription Urbaine de Matadi, d'une superficie de onze ares, quarante-neuf centiares, onze centièmes (1.149m². 11) dont les limites sont représentées par un liseré rouge au croquis approximatif figuré ci-après à l'échelle de 1 à 1.000.

La nature ainsi que les limites du terrain sont parfaitement connues de la Mission.

CONDITIONS SPECIALES

ART. 1. — Le présent contrat est conclu sous réserve de son approbation par arrêté royal.

ART. 2. — Seront considérées comme mises en valeur les terres qui seront couvertes sur un dixième de leur surface par des constructions.

ART. 3. — Le terrain cédé étant enregistré au nom de la Colonie (volume A. XXV, folio 25) les droits proportionnels de mutation sont à charge de la Mission.

Gronden. — Kosteloze afstand aan de « Sœurs de la Charité de Gand », van een grond van 11 a., 49 ca., 11/100ⁿ te Matadi. — Overeenkomst van 15 Maart 1948. — Goedkeuring.

KAREL, PRINS VAN BELGIË,
REGENT VAN HET KONINKRIJK,

Aan allen, tegenwoordigen en toekomstenden, HEIL !

Op de voordracht van de Minister van Koloniën,

WIJ HEBBEN BESLOTEN EN WIJ BESLUITEN :

ARTIKEL EÉN.

De overeenkomst waarvan de tekst volgt wordt goedgekeurd :

Pour fixer la valeur de base de ces droits, les contractants conviennent de commun accord que la valeur du terrain est de 22.982 fr. 20 congolais et celle des constructions qui y sont érigées de 84.000 francs congolais, soit au total CENT ET SIX MILLE NEUF CENT QUATRE-VINGT-DEUX FRANCS, VINGT CONGOLAIS (106.982 fr. 20 congolais).

ART. 4. — L'inexécution des conditions prévues à l'article 5 — premier et deuxième alinéas — du décret du 24 janvier 1943, sera constatée par procès-verbal du délégué du Gouverneur de Province.

La Mission s'engage, dès ores, à remplir dans le cas de déchéance, les formalités prévues par la législation sur le régime foncier du Congo Belge, en vue de l'enregistrement des terres au nom de la Colonie.

ART. 5. — Sauf pour les cas prévus à l'article 5 — premier et deuxième alinéas — du décret du 24 janvier 1943, modifié par celui du 2 juin 1945, l'inexécution des conditions générales de ce décret ainsi que l'inexécution des conditions spéciales reprises ci-dessus, feront s'opérer d'office la résolution du présent contrat si, après sommation faite par lettre recommandée, la Mission ne satisfait pas aux dites obligations dans un délai de trois mois à dater de la réception de la lettre recommandée.

Ainsi fait à Léopoldville, en double expédition, le quinze mars mil neuf cent quarante-huit.

ART. 2.

Le Ministre des Colonies est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Donné à Bruxelles, le 31 mars 1948.

ART. 2.

De Minister van Koloniën is belast met de uitvoering van dit besluit.

Gegeven te Brussel, den 31 Maart 1948.

CHARLES.

Par le Régent :
Le Ministre des Colonies,

Vanwege de Regent :
De Minister van Koloniën,

P. WIGNY.

Terres. — Cession gratuite à l' « Institut de Scheut », d'un terrain de 100 Ha., sis à Binga. — Convention du 9 mars 1948. — Approbation.

CHARLES, PRINCE DE BELGIQUE,
RÉGENT DU ROYAUME,

A tous, présents et à venir, SALUT!

Sur la proposition du Ministre des Colonies,

NOUS AVONS ARRÊTÉ ET ARRÊTONS :

ARTICLE PREMIER.

La convention dont la teneur suit est approuvée :

La COLONIE DU CONGO BELGE, représentée par le Gouverneur Général, cède gratuitement en toute propriété à l'Association « INSTITUT DE SCHEUT » dont la personnalité civile a été reconnue par Arrêté Royal en date du 31 mars 1939 publié au *Bulletin Officiel*, année 1939, page 283 (Première partie) représentée par le Révérend Père WYNANT Denis, agréé en qualité de Représentant Légal suivant avis publié au *Bulletin Officiel* 1939, page 283 (Première partie), ci-après dénommée « La Mission » qui accepte, aux conditions générales du décret du 24 janvier 1943 et du Décret du 2 juin 1945 et aux conditions spéciales qui suivent, un terrain destiné à la création d'un poste principal de Mission, situé à Binga (Territoire de Lisala) d'une superficie de cent (100) hectares dont les limites sont représentées par un liseré rouge au croquis approximatif figuré ci-après à l'échelle de 1 à 50.000.

La nature ainsi que les limites du terrain sont parfaitement connues de la Mission.

CONDITIONS SPECIALES.

ARTICLE PREMIER. — Le présent contrat prend cours à la date de son approbation par Arrêté Royal.

ART. 2. — Seront considérés comme mis en valeur :

- a) les terres qui sont couvertes sur $1/10^{\text{me}}$ au moins de leur surface par des constructions;
- b) les terres qui sont couvertes sur $3/5^{\text{me}}$ au moins de leur surface de cultures alimentaires annuelles ou bisannuelles et fourragères;
- c) les pâturages améliorés, et cloturés, dont $1/10^{\text{me}}$ au moins par semis ou plantation de plantes améliorantes sur lesquels seront entretenus des bestiaux à l'élevé ou à l'engrais à raison d'au moins deux têtes de gros bétail ou huit têtes de petit bétail par 10 hectares;

Gronden. — Kosteloze afstand aan het « Institut de Scheut » van een grond van 100 Ha., te Binga. — Overeenkomst van 9 Maart 1948. — Goedkeuring.

KAREL, PRINS VAN BELGIË,
REGENT VAN HET KONINKRIJK,

Aan allen, tegenwoordigen en toekomstenden, HEIL!

Op de voordracht van de Minister van Koloniën,

WIJ HEBBEN BESLOTEN EN WIJ BESLUITEN :

ARTIKEL EÉN.

De overeenkomst waarvan de tekst volgt wordt goedgekeurd :

d) les terres sur lesquelles il aura été fait des plantations d'espèces ligneuses à raison de 100 arbres par hectare au minimum.

Ces conditions joueront simultanément ou séparément pour toute la surface.

ART. 3. — L'inexécution des conditions prévues à l'article 5 — premier et deuxième alinéas — du décret du 24 janvier 1943 sera constatée par procès-verbal du délégué du Gouverneur de Province. La Mission s'engage d'ores et déjà, à remplir dans le cas de déchéance les formalités prévues par la législation sur le régime foncier du Congo Belge en vue de l'enregistrement des terres au nom de la Colonie.

ART. 4. — Les chemins et sentiers indigènes ou autres traversant le terrain cédé, appartiennent au domaine public et ne font pas partie de la présente cession.

Leur situation et largeur définitives seront déterminées lors du mesurage officiel.

ART. 5. — La mission ne peut abattre les espèces ligneuses croissant au moment de l'octroi du terrain que dans la mesure nécessaire au développement de son entreprise.

ART. 6. — La Mission a l'obligation de débroussailler régulièrement et de tenir en bon état de propreté une zone de 100 mètres autour des constructions.

ART. 7. — Le présent contrat est conclu sous réserve des droits que les indigènes pourraient éventuellement revendiquer selon la procédure et dans le délai prévus à l'article 9 du décret du 31 mai 1934.

La seconde proclamation des résultats de l'enquête a eu lieu le six novembre mil neuf cent quarante-sept.

ART. 8. — Sauf pour les cas prévus à l'article 5 — premier et deuxième alinéas — du décret du 24 janvier 1943, l'inexécution des conditions générales de ce décret, modifié par le décret du 2 juin 1945, ainsi que l'inexécution des conditions spéciales reprises ci-dessus feront s'opérer d'office la résiliation du présent contrat si, après sommation faite par lettre recommandée, la Mission ne satisfait pas aux dites obligations dans un délai de trois mois à dater de la réception de la lettre recommandée.

Ainsi fait à Léopoldville, en double expédition, le neuf mars mil neuf cent quarante-huit.

ART. 2.

Le Ministre des Colonies est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Donné à Bruxelles, le 31 mars 1948.

ART. 2.

De Minister van Koloniën is belast met de uitvoering van dit besluit.

Gegeven te Brussel, den 31 Maart 1948.

CHARLES.

Par le Régent :

Le Ministre des Colonies,

Vanwege de Regent :

De Minister van Koloniën,

P. WAGNY.

Terres. — Cession gratuite à l' « Association des Sœurs de Sainte-Marie de Namur » d'un terrain de 6 Ha., 5.945, sis à Kikwit. — Convention du 13 mars 1948. — Approbation.

CHARLES, PRINCE DE BELGIQUE,
RÉGENT DU ROYAUME,

A tous, présents et à venir, SALUT!

Sur la proposition du Ministre des Colonies,

NOUS AVONS ARRÊTÉ ET ARRÊTONS :

ARTICLE PREMIER.

La convention dont la teneur suit est approuvée :

La Colonie du Congo Belge, représentée par le Gouverneur Général, cède gratuitement en toute propriété, à l'Association des « SŒURS DE SAINTE-MARIE, DE NAMUR », dont la personnalité civile a été reconnue par Arrêté royal du 21 janvier 1929, représentée par la Révérende Sœur RAUCENT, Marie (B. O. n° 2 du 15 février 1929, pages 51 et 52), ci-après dénommée la « Mission », qui accepte aux conditions générales du décret du 24 janvier 1943, modifié par celui du 2 juin 1945 et aux conditions spéciales qui suivent, un terrain destiné à des œuvres missionnaires situé dans la circonscription urbaine de Kikwit, d'une superficie de six hectares, cinq mille neuf cent quarante-cinq dix millièmes de centiare (60.000 m². 5945), dont les limites sont représentées par un liseré rouge au croquis approximatif figuré ci-après à l'échelle de 1 à 5.000.

La nature ainsi que les limites du terrain sont parfaitement connues de la Mission.

CONDITIONS SPECIALES.

ARTICLE PREMIER. — Le présent contrat est conclu sous réserve de son approbation par Arrêté Royal.

ART. 2. — Seront considérées comme mises en valeur, les terres couvertes sur 1/10^{me} au moins de leur surface par des constructions en matériaux durables répondant à la destination du terrain (chapelle, habitations, écoles, dortoirs, ateliers d'apprentissage, etc...).

ART. 3. — Conformément à l'article 21 de l'Ordonnance du 14 février 1914, la Mission ne pourra élever aucune habitation ni creuser aucun puits à moins de 50 mètres des cimetières existants à proximité du terrain cédé.

Gronden. — Kosteloze afstand aan de « Association des Sœurs de Sainte-Marie de Namur » van een grond van 6 Ha., 5.945 te Kikwit. — Overeenkomst van 13 Maart 1948. — Goedkeuring.

KAREL, PRINS VAN BELGIË,
REGENT VAN HET KONINKRIJK,

Aan allen, tegenwoordigen en toekomstenden, HEIL!

Op de voordracht van de Minister van Koloniën,

WIJ HEBBEN BESLOTEN EN WIJ BESLUITEN :

ARTIKEL ÉÉN.

De overeenkomst waarvan de tekst volgt wordt goedgekeurd :

ART. 4. — L'inexécution des conditions prévues à l'article 5 — premier et deuxième alinéas — du décret du 24 janvier 1943 modifié par celui du 2 juin 1945 sera constatée par procès-verbal du délégué du Gouverneur de Province.

La Mission s'engage, dès ores, à remplir dans le cas de déchéance, les formalités prévues par la législation sur le régime foncier du Congo Belge, en vue de l'enregistrement des terres au nom de la Colonie.

ART. 5. — Sauf pour les cas prévus à l'article 5 — premier et deuxième alinéas du décret du 24 janvier 1943, modifié par celui du 2 juin 1945, l'inexécution des conditions générales de ce décret et des conditions spéciales reprises ci-dessus, feront s'opérer d'office la résolution du présent contrat si après sommation faite par lettre recommandée, la Mission ne satisfait pas aux dites obligations dans un délai de trois mois à dater de la réception de la lettre recommandée.

Ainsi fait à Léopoldville, en double expédition, le treize mars mil neuf cent quarante-huit.

ART. 2.

Le Ministre des Colonies est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Donné à Bruxelles, le 23 avril 1948.

ART. 2.

De Minister van Koloniën is belast met de uitvoering van dit besluit.

Gegeven te Brussel, den 23 April 1948.

CHARLES.

Par le Régent :

Le Ministre des Colonies,

Vanwege de Regent :

De Minister van Koloniën,

P. WIGNY.

Terres. — Location pour un terme de cinq ans à la « Congo Inland Mission » d'un terrain de 50 Ha., sis à Kasongo Lunda. — Convention du 10 janvier 1948. — Approbation.

CHARLES, PRINCE DE BELGIQUE,
RÉGENT DU ROYAUME,

A tous, présents et à venir, SALUT!

Sur la proposition du Ministre des Colonies,

NOUS AVONS ARRÊTÉ ET ARRÊTONS :

Gronden. — Verhuring voor een termijn van vijf jaar aan de « Congo Inland Mission » van een grond van 50 Ha., te Kasongo Lunda. — Overeenkomst van 10 Januari 1948. — Goedkeuring.

KAREL, PRINS VAN BELGIË,
REGENT VAN HET KONINKRIJK,

Aan allen, tegenwoordigen en toekomstenden, HEIL!

Op de voordracht van de Minister van Koloniën,

WIJ HEBBEN BESLOTEN EN WIJ BESLUITEN :

ARTICLE PREMIER.

La convention dont la teneur suit est approuvée :

ARTIKEL EÉN.

De overeenkomst waarvan de tekst volgt wordt goedgekeurd :

La COLONIE DU CONGO BELGE, représentée par le Gouverneur de la Province du Kasai, agissant en vertu des dispositions de l'arrêté du 25 février 1943, accorde en location pour un terme de cinq ans, à la CONGO INLAND MISSION, dont le siège est à Charlesville, la personnalité civile reconnue par arrêté royal du 1^{er} mai 1913 publiée au *B. O.* de 1913, page 540, représentée par Monsieur le Révérend ENNS, F. J., résidant à Charlesville, agissant comme Représentant Légal, conformément à l'ordonnance du 19 juillet 1932 publié au *B. A.* de 1932, page 628, qui accepte aux conditions générales de l'arrêté précité, de l'arrêté n° 318/T.F. du 30 août 1947, et aux conditions spéciales qui suivent, un terrain destiné à des cultures vivrières situé à KASONGO LUNDA, d'une superficie de cinquante hectares (50 Ha.), dont les limites sont représentées par un liseré jaune au croquis approximatif figuré ci-après à l'échelle de 1 à 10.000.

La nature ainsi que les limites du terrain sont parfaitement connues du locataire.

CONDITIONS SPECIALES.

ARTICLE PREMIER. — La redevance annuelle du terrain est fixée à la somme de deux mille cinq cents francs (2.500,— francs), payable ainsi qu'il est dit à l'article 19 de l'arrêté du 25 février 1943, chez le Receveur des Impôts à Lusambo, sans qu'il soit besoin d'aucun avertissement de la part de la Colonie du Congo Belge.

ART. 2. — Le présent contrat prend cours à la date du premier janvier 1900 quarante-huit.

ART. 3. — Conditions de mise en valeur :

- a) les cultures vivrières ne pourront occuper le sol durant une période de plus de trois ans en sol sablo-argileux et plus de quatre ans en sol lourd ;
- b) Dès la première année dans les sols légers et la seconde en sol lourd la plantation de manioc est obligatoire à écartement normal ;
- c) Aucune terre ne pourra être mise en culture si elle n'a pas été en jachère durant sept ans — premier cas — et cinq ans — second ;
- d) Les cultures sur sols en déclivité seront établies parallèlement aux courbes de niveau et toutes mesures contre l'érosion seront prises ;
- e) La mise en culture vivrière de terres ayant une inclinaison de plus de 30° est interdite de même que les déboisements dans un rayon de 75 m. de sources.
- f) Le paragraphe c) n'est pas à observer en cas d'emploi de fumures organiques.

ART. 4. — Le locataire ne peut abattre les espèces ligneuses croissant au moment de l'octroi du terrain que dans la mesure nécessaire au développement des cultures.

ART. 5. — Les chemins et sentiers indigènes ou autres traversant le terrain appartiennent au domaine public et ne font pas partie de la présente location ; leur situation et leur largeur définitives seront déterminées lors du mesurage officiel.

ART. 6. — Le présent contrat est conclu sous réserve des droits que les indigènes pourraient éventuellement revendiquer dans le délai et selon la procédure prévus à l'article 9 du décret du 31 mai 1934.

ART. 7. — Le locataire déclare connaître parfaitement la situation de la région du point de vue de la main-d'œuvre indigène et savoir qu'il ne pourra compter sur l'intervention de l'administration pour obtenir les travailleurs qui lui seront nécessaires.

ART. 8. — La jouissance du locataire cessera de plein droit à l'expiration du terme de bail indiqué ci-dessus, sans qu'il soit besoin de signification de congé, les parties renonçant toutes deux au bénéfice de la tacite reconduction.

ART. 9. — Le terrain faisant l'objet du présent contrat ne sera pas vendu.

ART. 10. — L'inexécution des conditions générales de l'arrêté du 25 février 1943 ainsi que l'inexécution des conditions spéciales reprises ci-dessus, feront s'opérer d'office la résiliation du présent contrat, si, après sommation faite par lettre recommandée, le locataire ne satisfait pas aux dites obligations dans un délai de trois mois à dater de la réception de la lettre recommandée.

ART. 11. — Le présent contrat est conclu sous réserve d'approbation par le Pouvoir Compétent.

Ainsi fait à Lusambo, en double expédition, le dix janvier mil neuf cent quarante-huit.

ART. 2.

Le Ministre des Colonies est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Donné à Bruxelles, le 23 avril 1948.

ART. 2.

De Minister van Koloniën is belast met de uitvoering van dit besluit.

Gegeven te Brussel, den 23 April 1948.

CHARLES.

Par le Régent :
Le Ministre des Colonies,

Vanwege de Regent :
De Minister van Koloniën,

P. WIGNY.

Terres. — Concession à l' « Ecole de Pasteurs et d'Instituteurs des Missions Evangéliques », d'un terrain de 50 Ha. à Kimpese. — Convention du 20 janvier 1948. — Approbation.

CHARLES, PRINCE DE BELGIQUE,
RÉGENT DU ROYAUME,

A tous, présents et à venir, SALUT!

Sur la proposition du Ministre des Colonies,

NOUS AVONS ARRÊTÉ ET ARRÊTONS :

ARTICLE PREMIER.

La convention dont la teneur suit est approuvée :

La Colonie du Congo Belge, représentée par le Gouverneur de la Province de Léopoldville, agissant en vertu des dispositions de l'Arrêté du 25 février 1943, accorde en occupation provisoire pour un terme de cinq ans à l'ECOLE DE PASTEURS ET D'INSTITUTEURS DES MISSIONS EVANGELIQUES « E. P. I. », dénomination autorisée par Arrêté Royal du 6 octobre 1933 (B. O. 1933, page 802), personnalité civile reconnue sous la dénomination « THE KONGO EVANGELICAL TRAINING INSTITUTION » par Arrêté Royal du 7 septembre 1910 (B. O. 1910, page 717, représentée par Monsieur le Révérend MORRISH, Edgard, Henry, agréé en qualité de représentant légal suppléant par Ordonnance en date du 15 juillet 1943 (B. A. 1943, page 981), qui accepte, en reconduction du contrat d'occupation provisoire n° Na. 7849 du 16 octobre 1941, aux conditions spéciales qui suivent, un terrain destiné à un usage agricole situé à Kimpese, d'une superficie de cinquante hectares (50 Ha.), dont les limites sont représentées par un liseré jaune au croquis approximatif figuré ci-après à l'échelle de 1 à 15.000.

Le terrain accordé en occupation provisoire comprend une partie de la parcelle n° 10a du plan communal de Kimpese, enregistrée au nom de la Colonie suivant certificat Volume A. XXXIV, folio 58.

La nature ainsi que les limites du terrain sont parfaitement connues de l'occupant.

CONDITIONS SPECIALES.

ARTICLE PREMIER. — La redevance annuelle du terrain est fixée à la somme de trois cent septante cinq francs (375 francs), payable ainsi qu'il est dit à l'article 19 de l'Arrêté du 25 février 1943 chez le Receveur des Impôts à Léopoldville, sans qu'il soit besoin d'aucun avertissement de la part de la Colonie du Congo Belge.

Gronden. — Concessie aan « l'Ecole de Pasteurs et d'Instituteurs des Missions Evangéliques », van een grond van 50 Ha., te Kimpese. — Overeenkomst van 20 Januari 1948. — Goedkeuring.

KAREL, PRINS VAN BELGIË,
REGENT VAN HET KONINKRIJK,

Aan allen, tegenwoordigen en toekomstenden, HEIL!

Op de voordracht van de Minister van Koloniën,

WIJ HEBBEN BESLOTEN EN WIJ BESLUITEN :

ARTIKEL EÉN.

De overeenkomst waarvan de tekst volgt wordt goedgekeurd :

ART. 2. — Le présent contrat prend cours à la date de son approbation par le Pouvoir Compétent de la Colonie.

ART. 3. — Seront considérés comme mis en valeur :

- a) les terres qui seront couvertes sur un dixième au moins de leur surface par des constructions;
- b) les terres qui seront cultivées sur un cinquième au moins de leur surface, en cultures alimentaires, fourragères ou autres;
- c) les pâturages améliorés sur lesquels seront entretenus des bestiaux à l'élève ou à l'engrais, à raison d'au moins deux têtes de gros bétail ou de huit têtes de petit bétail par dix hectares. Ces pâturages devront être clôturés.
- d) les terres sur lesquelles il aura été fait des plantations d'espèces ligneuses à raison de cent arbres par hectare au minimum.

ART. 4. — Au plus tard à l'expiration du terme de cinq années prévu au présent contrat, les terres occupées provisoirement et mises en valeur comme dit à l'article 3 seront, au gré de l'occupant, cédées en pleine propriété au prix de cent cinquante francs (150 francs), l'hectare ou louées au tarif de sept francs cinquante centimes (7 fr. 50), l'hectare.

ART. 5. — L'occupant ne peut abattre les espèces ligneuses croissant au moment de l'octroi du terrain que dans la mesure des défrichements nécessaires au développement de son entreprise.

En cas de vente de bois à des tiers, l'occupant acquittera la taxe de coupe fixée par les ordonnances sur la matière.

ART. 6. — Conformément aux dispositions de l'Ordonnance n° 115/A.E.T. du 12 novembre 1947, l'occupant s'engage à établir et à maintenir des cultures vivrières et alimentaires dans la mesure nécessaire à la bonne alimentation du personnel indigène de son exploitation. Elles compteront pour l'évaluation des superficies mises en valeur par application de l'article 30 de l'arrêté du 25 février 1943.

ART. 7. — Les chemins et sentiers indigènes ou autres traversant le terrain accordé en occupation provisoire appartiennent au domaine public et ne font pas partie de la présente occupation provisoire; leur situation et leur largeur définitives seront déterminées lors du mesurage officiel.

ART. 8. — L'occupant déclare connaître parfaitement la situation de la région du point de vue de la main d'œuvre indigène et savoir qu'il ne pourra compter sur l'intervention de l'Administration pour obtenir les travailleurs qui lui seront nécessaires.

ART. 9. — Les superficies qui deviendraient nécessaires à une destination d'intérêt public parmi celles qui font l'objet du présent contrat seront reprises gratuitement par la Colonie et si possible compensées par d'autres superficies équivalentes et contiguës à charge pour elle d'indemniser l'occupant des impenses et des constructions à reprendre s'il en existe dans les limites de l'emprise.

ART. 10. — Lors de la vente éventuelle du terrain, la taxe de mutation calculée au tarif en vigueur au moment de la mutation, sera perçue au profit de la Colonie.

ART. 11. — Le locataire a l'obligation de débroussailler régulièrement et de tenir dans un bon état de propreté une zone de 100 mètres autour des constructions.

ART. 12. — L'inexécution des conditions générales de l'Arrêté du 25 février 1943, modifié par celui du 27 juin 1947, ainsi que l'inexécution des conditions spéciales reprises ci-dessus, feront s'opérer d'office la résiliation du présent contrat si après sommation faite par lettre recommandée, l'occupant ne satisfait pas aux obligations dans un délai de deux mois à dater de la réception de la lettre recommandée.

Ainsi fait à Léopoldville, en double expédition, le vingt janvier mil neuf cent quarante-huit.

ART. 2.

Le Ministre des Colonies est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Donné à Bruxelles, le 26 avril 1948.

Par le Régent :

Le Ministre des Colonies,

ART. 2.

De Minister van Koloniën is belast met de uitvoering van dit besluit.

Gegeven te Brussel, den 26 April 1948.

Vanwege de Regent :

De Minister van Koloniën,

CHARLES.

P. WIGNY.

Terres. — Cession gratuite à l'« Association des Eglises Libres de Norvège » d'un terrain de 24 Ha., 50 ares, sis à Nyamibungu. — Convention du 3 avril 1948. — Approbation.

CHARLES, PRINCE DE BELGIQUE,
RÉGENT DU ROYAUME,

A tous, présents et à venir, SALUT !

Sur la proposition du Ministre des Colonies,

NOUS AVONS ARRÊTÉ ET ARRÊTONS :

Gronden. — Kosteloze afstand aan de « Association des Eglises Libres de Norvège », van een grond van 24 Ha., 50 aren, te Nyamibungu. — Overeenkomst van 3 April 1948. — Goedkeuring.

KAREL, PRINS VAN BELGIË,
REGENT VAN HET KONINKRIJK,

Aan allen, tegenwoordigen en toekomstenden, HEIL !

Op de voordracht van de Minister van Koloniën,

WIJ HEBBEN BESLOTEN EN WIJ BESLUITEN :

ARTICLE PREMIER.

ARTIKEL EÉN.

La convention dont la teneur suit est
approuvée :

De overeenkomst waarvan de tekst
volgt wordt goedgekeurd :

La Colonie du Congo Belge représentée par le Gouverneur Général, cède gratuitement en toute propriété, à l'ASSOCIATION DES EGLISES LIBRES DE NORVEGE », reconnue par Arrêté Royal du 7 juin 1929, dûment représentée par le Révérend KARL. ERIKSEN, selon ordonnance du Gouverneur Général parue au B. A. dé 1946, page 1666, ci-après dénommée l'ASSOCIATION, qui accepte aux conditions générales des décrets du 24 janvier 1943 et 2 juin 1945 et aux conditions spéciales qui suivent, un terrain destiné à l'établissement d'un poste de MISSION situé à NYAMIBUNGU, d'une superficie de vingt-quatre Hectares, cinquante ares, dont les limites sont représentées par un liseré rouge au croquis approximatif figuré ci-après à l'échelle de 1 à 5.000.

La nature ainsi que les limites du terrain sont parfaitement connues de l'ASSOCIATION.

CONDITIONS SPECIALES.

ARTICLE PREMIER. — Le présent contrat est conclu sous réserve de son approbation par arrêté royal.

ART. 2. — Seront considérés comme mis en valeur :

- a) les terres qui sont couvertes sur un dixième au moins de leur surface par des constructions ;
- b) les terres qui sont couvertes sur un cinquième au moins de leur surface de cultures alimentaires, fourragères ou autres ;
- c) les pâturages sur lesquels sont entretenus des bestiaux à l'élève ou à l'engrais à raison d'au moins une tête de gros bétail ou de quatre têtes de petit bétail par dix hectares.
- d) les terres sur lesquelles il aura été fait des plantations d'espèces ligneuses à raison de 50 arbres par hectare au minimum.

ART. 3. — L'inexécution des conditions prévues à l'article 5 — premier et deuxième alinéas — du décret du 24 janvier 1943, sera constatée par procès-verbal du délégué du Gouverneur de Province.

L'ASSOCIATION s'engage, dès ores, à remplir dans le cas de déchéance, les formalités prévues par la législation sur le régime foncier du Congo Belge, en vue de l'enregistrement des terres au nom de la Colonie.

ART. 4. — L'ASSOCIATION ne peut abattre les espèces ligneuses croissant au moment de l'octroi des terres que dans la mesure des défrichements nécessaires au développement de son entreprise.

ART. 5. — Le présent contrat est conclu sous réserve des droits que les indigènes pourraient éventuellement revendiquer dans le délai et selon la procédure prévus à l'article 9 du décret du 31 mai 1934.

ART. 6. — Sauf pour les cas prévus à l'article 5 (premier et deuxième alinéas), du décret du 24 janvier 1943, l'inexécution des conditions générales de ce décret et des conditions spéciales reprises ci-dessus, feront s'opérer d'office la résolution du présent contrat si après sommation faite par lettre recommandée, l'ASSOCIATION ne satisfait pas aux dites obligations dans un délai de trois mois à dater de la réception de la lettre recommandée.

Ainsi fait à Léopoldville, en double expédition, le trois avril mil neuf cent quarante-huit.

ART. 2.

Le Ministre des Colonies est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Donné à Bruxelles, le 26 avril 1948.

Par le Régent :

Le Ministre des Colonies,

ART. 2.

De Minister van Koloniën is belast met de uitvoering van dit besluit.

Gegeven te Brussel, den 26 April 1948.

Vanwege de Regent :

De Minister van Koloniën,

CHARLES.

P. WIGNY.

ERRATUM

Bulletin Officiel 1940, II, page 101, ligne 31 :

lire 1.134 hectares 60 ares au lieu de 1.179 hectares 3 ares.

ERRATA.

Ambtelijk Blad 1940, II, bladz. 101, lijn 33 :

lezen 1.134 hectaren 60 aren in plaats van 1.179 hectaren 3 aren.

Bulletin Officiel

DU

CONGO BELGE**Ambtelijk Blad**

VAN

BELGISCH-CONGO**2^e PARTIE****2^e DEEL****SOMMAIRE****INHOUD**

Dates.	Pages.
30 avril 1948. — A. R. — Terres. — Cession gratuite à la « Mission des Augustins de l'Assomption » d'un terrain de 85 Ha., sis à Mutwanga. — Convention du 9 avril 1948. — Approbation. . .	290
30 avril 1948. — A. R. — Terres. — Cession gratuite à la « Mission Libre Suédoise » d'un terrain de 25 a. 50 ca., sis à Costermansville. — Convention du 9 avril 1948. — Approbation. . .	292
19 mai 1948. — A. R. — « Syndicat pour le développement de l'élec- trification du Bas-Congo » (Sydelco). — Augmentation de capital. — Convention du 12 janvier 1948. — Approba- tion.	294
Errata.	300

Dagtekeningen.	Bladz.
30 April 1948. — B. R. — Gronden. — Kosteloze afstand aan de « Mission des Augustins de l'Assomption » van een grond van 85 Ha., te Mutwanga. — Overeenkomst van 9 April 1948. — Goedkeuring. . . .	290
30 April 1948. — B. R. — Gronden. — Kosteloze afstand aan de « Mission Libre Suédoise » van een grond van 27 a. 50 ca., te Costermansville. — Overeen- komst van 9 April 1948. — Goedkeuring.	292
19 Mei 1948. — B. R. — « Syndicat pour le développement de l'élec- trification du Bas-Congo (Sy- delco) ». — Kapitaalsverho- ging. — Overeenkomst van 12 Januari 1948. — Goedkeuring.	294
Errata.	300

Terres. — Cession gratuite à la « Mission des Augustins de l'Assomption » d'un terrain de 85 Ha. sis à Mutwanga. — Convention du 9 avril 1948. — Approbation.

CHARLES, PRINCE DE BELGIQUE,
RÉGENT DU ROYAUME,

A tous, présents et à venir, SALUT!

Sur la proposition du Ministre des Colonies,

Nous avons arrêté et arrêtons :

ARTICLE PREMIER

La convention dont la teneur suit est approuvée :

LA COLONIE DU CONGO BELGE, représentée par le Gouverneur Général, cède gratuitement en toute propriété, à la « MISSION DES AUGUSTINS DE L'ASSOMPTION » dont la personnalité civile a été reconnue par arrêté royal du 30 septembre 1930, dûment représentée par Monseigneur PIERARD, Henri-Joseph, représentant légal à la date du 27 novembre 1934 (« Bulletin Administratif » de 1934, page 711).

Ci-après dénommée « LA MISSION » qui accepte aux conditions générales des décrets du 24 janvier 1943 et 2 juin 1945 et aux conditions spéciales qui suivent, un terrain destiné à l'établissement d'un poste de MISSION situé à MUTWANGA d'une superficie de QUATRE-VINGT-CINQ HECTARES dont les limites sont représentées par un liseré rouge au croquis approximatif figuré ci-après à l'échelle de 1 à 10.000.

La nature ainsi que les limites du terrain sont parfaitement connues de la MISSION.

CONDITIONS SPECIALES.

ARTICLE PREMIER. — Le présent contrat est conclu sous réserve de son approbation par arrêté royal.

ART. 2. — Seront considérés comme mis en valeur :

- a) les terres qui sont couvertes sur un dixième au moins de leur surface par des constructions;
- b) les terres qui sont couvertes sur un cinquième au moins de leur surface de cultures alimentaires, fourragères ou autres;

Gronden. — Kosteloze afstand aan de « Mission des Augustins de l'Assomption » van een grond van 85 Ha. te Mutwanga. — Overeenkomst van 9 April 1948. — Goedkeuring.

KAREL, PRINS VAN BELGIË,
RÉGENT VAN HET KONINKRIJK,

Aan allen, tegenwoordigen en toekomstenden, HEIL!

Op de voordracht van de Minister van Koloniën.

Wij hebben besloten en wij besluiten :

ARTIKEL ÉÉN

De overeenkomst waarvan de tekst volgt wordt goedgekeurd :

- c) les pâturages sur lesquels sont entretenus des bestiaux à l'élève ou à l'engrais à raison d'au moins une tête de gros bétail ou de quatre têtes de petit bétail par dix hectares;
- d) les terres sur lesquelles il aura été fait des plantations d'espèces ligneuses à raison de 50 arbres par hectare au minimum.

Ces conditions joueront simultanément ou séparément pour toute la surface.

ART. 3. — L'inexécution des conditions prévues à l'article 5 1^{er} et 2^{me} alinéas du décret du 24 janvier 1943 sera constatée par procès-verbal du délégué du Gouverneur de Province.

La MISSION s'engage, dès ores, à remplir dans le cas de déchéance, les formalités prévues par la législation sur le régime foncier du CONGO BELGE, en vue de l'enregistrement des terres au nom de la COLONIE.

ART. 4. — Les chemins et sentiers indigènes ou autres traversant le terrain cédé appartiennent au domaine public et ne font pas partie de la présente cession; leur situation et leur largeur définitives seront déterminées lors du mesurage officiel.

ART. 5. — La MISSION ne peut abattre les espèces ligneuses croissant au moment de l'octroi des terres que dans la mesure des défrichements nécessaires au développement de son entreprise.

ART. 6. — Le présent contrat est conclu sous réserve des droits que les indigènes pourraient éventuellement revendiquer dans le délai et selon la procédure prévus à l'article 9 du décret du 31 mai 1934.

ART. 7. — S'il se trouve une contenance plus grande que celle exprimée au contrat, la MISSION aura à se désister de l'excédent constaté s'il est d'un vingtième au dessus de la contenance déclarée. Le désistement pourra au choix de la MISSION porter de préférence sur les surfaces non mises en valeur pour autant que celles-ci soient susceptibles d'être occupées par des tiers indigènes ou non indigènes.

Cette rétrocession de terres ne donnera droit pour la MISSION, ni à indemnité, ni à compensation, la surface indiquée au contrat étant le maximum auquel la MISSION reconnaît avoir droit.

ART. 8. — Sauf pour les cas prévus à l'article 5, 1^{er} et 2^{me} alinéas du décret du 24 janvier 1934, l'inexécution des conditions générales de ce décret et des conditions spéciales reprises ci-dessus, feront s'opérer d'office la résolution du présent contrat si après sommation faite par lettre recommandée la MISSION ne satisfait pas aux dites obligations dans un délai de trois mois à dater de la réception de la lettre recommandée.

Ainsi fait à Léopoldville en double expédition, le neuf avril mil neuf cent quarante-huit.

ART. 2.

Le Ministre des Colonies est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Donné à Bruxelles, le 30 avril 1948.

ART. 2.

De Minister van Koloniën is belast met de uitvoering van dit besluit.

Gegeven te Brussel, den 30^e April 1948.

CHARLES.

Par le Régent :

Le Ministre des Colonies,

Vanwege de Regent :

De Minister van Koloniën,

P. WIGNY.

Terres. — Cession gratuite à la « Mission Libre Suédoise » d'un terrain de 27 ares 50 ca. sis à Costermansville. — Convention du 9 avril 1948. — Approbation.

Gronden. — Kosteloze afstand aan de « Mission Libre Suédoise » van een grond van 27 a. 50 ca. te Costermansstad. — Overeenkomst van 9 April 1948. — Goedkeuring.

CHARLES, PRINCE DE BELGIQUE,
RÉGENT DU ROYAUME,

KAREL, PRINS VAN BELGIË,
RÉGENT VAN HET KONINKRIJK,

A tous, présents et à venir, SALUT!

Aan allen, tegenwoordigen en toekomstenden, HEIL!

Sur la proposition du Ministre des Colonies,

Op de voordracht van de Minister van Koloniën.

Nous avons arrêté et arrêtons :

Wij hebben besloten en wij besluiten :

ARTICLE PREMIER

ARTIKEL ÉÉN

La convention dont la teneur suit est approuvée :

De overeenkomst waarvan de tekst volgt wordt goedgekeurd :

La COLONIE DU CONGO BELGE, représentée par le Gouverneur Général cède gratuitement en toute propriété, à la MISSION LIBRE SUEDOISE dont la personnalité civile a été reconnue par arrêté royal du 30 septembre 1930 (« Bulletin Officiel » de 1930, 1^{re} partie, page 948), dûment représentée par le Révérend William BACKMAN, en vertu de l'ordonnance du Gouverneur Général du 8 octobre 1946, ci-après dénommée la MISSION qui accepte aux conditions spéciales qui suivent, un terrain destiné à la construction d'une église et d'une maison pour missionnaires situé dans circonscription urbaine de Costermansville, d'une superficie de VINGT-SEPT ARES CINQUANTE CENTIARES, dont les limites sont représentées par un liseré rouge au croquis approximatif figuré ci-après à l'échelle de 1 à 2.500.

CONDITIONS SPECIALES.

ARTICLE PREMIER. — Le présent contrat prend cours à la date de son approbation par arrêté royal.

ART. 2. — Seront considérées comme mises en valeur, les terres qui sont couvertes, sur un dixième au moins de leur surface par des constructions.

ART. 3. — L'inexécution des conditions prévues à l'article 5 2^{me} alinéa du décret du 24 janvier 1943, sera constatée par procès-verbal du délégué du Gouverneur de Province.

La MISSION s'engage dès ores, à remplir dans le cas de déchéance, les formalités prévues par la législation sur le régime foncier du Congo Belge, en vue de l'enregistrement des terres au nom de la Colonie.

ART. 4. — S'il se trouve une contenance plus grande que celle exprimée au contrat, la MISSION aura à se désister de l'excédant constaté s'il est d'un vingtième au dessus de la contenance déclarée, le désistement pourra au choix de la MISSION porter de préférence sur les surfaces non mises en valeur.

Cette rétrocession de terres ne donnera droit pour la MISSION, ni à indemnité, ni à compensation, la surface indiquée au contrat étant le maximum auquel la MISSION reconnaît avoir droit.

ART. 5. — Le terrain devra être clôturé au plus tard un an après la signature du présent contrat. Les clôtures doivent être établies solidement et entretenues constamment en bon état. Les clôtures devront être construites en bois d'œuvre, en fer ou en maçonnerie ou être constituées d'une haie vive, selon décision de l'autorité compétente, qui sera seule juge pour apprécier s'il a été satisfait aux obligations résultant de la présente clause.

ART. 6. — La MISSION a l'obligation de recevoir et d'évacuer les eaux qui découlent naturellement du ou des fonds supérieurs, même lorsque le propriétaire ou le locataire des dits fonds supérieurs aura fait certains travaux pour concentrer dans un seul canal d'évacuation les dites eaux.

ART. 7. — Sauf pour les cas prévus à l'article 5, 1^{er} et 2^{me} alinéas, du décret du 24 janvier 1943, l'exécution des conditions spéciales reprises ci-dessus feront s'opérer d'office la résolution du présent contrat ci-après sommation faite par lettre recommandée la MISSION ne satisfait pas aux dites obligations dans un délai de trois mois à dater de la réception de la lettre recommandée.

Ainsi fait à Léopoldville, en double expédition, le neuf avril mil neuf cent quarante-huit.

ART. 2.

Le Ministre des Colonies est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Donné à Bruxelles, le 30 avril 1948.

ART. 2.

De Minister van Koloniën is belast met de uitvoering van dit besluit.

Gegeven te Brussel, den 30^e April 1948.

CHARLES.

Par le Régent :

Le Ministre des Colonies,

Vanwege de Regent :

De Minister van Koloniën,

P. WIGNY.

Syndicat pour le développement de l'électrification du Bas-Congo (Sydelco). — Augmentation de capital. — Convention du 12 janvier 1948. — Approbation.

Syndicat pour le développement de l'électrification du Bas-Congo (Sydelco). — Kapitaals verhoging. — Overeenkomst van 12 Januari 1948. — Goedkeuring.

CHARLES, PRINCE DE BELGIQUE,
RÉGENT DU ROYAUME,

KAREL, PRINS VAN BELGIË,
REGENT VAN HET KONINKRIJK,

A tous, présents et à venir, SALUT!

Aan allen, tegenwoordigen en toekomstenden, HEIL!

Vu l'arrêté royal en date du 9 juin 1947 créant le « Syndicat pour le développement de l'électrification du Bas-Congo » (Sydelco);

Gelet op het koninklijk besluit van 9 Juni 1947 tot oprichting van het « Syndicat pour le développement de l'électrification du Bas-Congo » (Sydelco);

Sur la proposition du Ministre des Colonies,

Op de voordracht van de Minister van Koloniën.

Nous avons arrêté et arrêtons :

Wij hebben besloten en wij besluiten :

ARTICLE PREMIER

ARTIKEL ÉÉN

La convention dont la teneur suit est approuvée :

De overeenkomst waarvan de tekst volgt wordt goedgekeurd :

Entre la Régie de Distributions d'Eau et d'Electricité du Congo Belge et du Ruanda-Urundi, dite REGIE, créée par décret du 30 décembre 1939 et dont le siège est à Bruxelles, agissant pour compte de la Colonie du Congo Belge suivant autorisation donnée par le Ministre des Colonies, par Monsieur Franz Leemans, administrateur-directeur, résidant à Bruxelles, 30, rue Marie de Bourgogne, suivant procuration en date du 26 février 1940;

la Société Coloniale d'Electricité, dite COLECTRIC, société congolaise à responsabilité limitée, ayant son siège à Bruxelles, 18-20, place de Leuvain, agissant par Monsieur Ch. Janssens, administrateur et Monsieur Alf. Liénart, administrateur;

et

la Société des Forces Hydro-Electriques de Sanga, dite SANGA, société commerciale par actions à responsabilité limitée, ayant son siège à Léopoldville, agissant par Monsieur F. Courtoy, président du Conseil, administrateur-délégué, et Monsieur Vigneron, directeur;

IL A ETE CONVENU COMME SUIT :

ARTICLE PREMIER. — Les contractantes prénommées décident de porter le capital du « Syndicat pour le développement de l'électrification du Bas-Congo », de quatre à dix millions de francs belges.

ART. 2. — Cette augmentation de capital permet de faire appel à des organismes qui, par leurs attaches avec l'industrie de la région, sont intéressés à ces études et qui, par leurs bureaux spécialisés, peuvent utilement y collaborer.

A cette fin, l'augmentation de capital sera effectuée de la façon suivante ;

- a) 3.300.000 francs, soit 132 parts de 25.000 francs, sont souscrits par la REGIE;

600.000 francs, soit 24 parts de 25.000 francs, sont souscrits par COLECTRIC;

600.000 francs, soit 24 parts de 25.000 francs, sont souscrits par SANGA;

- b) une participation de 375.000 francs, soit 15 parts de 25.000 francs, est offerte à chacun des organismes suivants :

BUREAU D'ETUDES INDUSTRIELLES FERNAND COURTOY, « B. E. I. », société anonyme belge ayant son siège à Bruxelles: SOCIETE GENERALE D'ENTREPRISES ELECTRIQUES ET INDUSTRIELLES, dite « ELECTROBEL », société anonyme belge, ayant son siège à Bruxelles:

COMPAGNIES REUNIES D'ELECTRICITE ET DE TRANSPORTS dite « ELECTRO-RAIL », société anonyme belge, ayant son siège à Bruxelles;

SOCIETE DE TRACTION ET D'ELECTRICITE, dite « TRACTION ET ELECTRICITE », société anonyme belge, ayant son siège à Bruxelles.

Chacun des quatre organismes accepte la participation lui offerte.

ART. 3. — Les nouveaux syndicaux :

« B. E. I. », représenté par : Monsieur Mouton, administrateur et Monsieur Bricourt, Administrateur;

« ELECTROBEL », représentée par : Monsieur De Jonghe, directeur et le Baron Etienne Rolin, directeur;

« ELECTRORAIL », représentée par : Monsieur Paul Delsemme, administrateur-directeur et le Général Armand Pirot, administrateur-directeur;

« TRACTION ET ELECTRICITE », représentée par : Monsieur R. Van Cauwenberghe, administrateur-délégué et Monsieur Bette, administrateur;

signent le présent acte pour acceptation, conjointement avec la « REGIE », « COLECTRIC » et « SANGA ».

ART. 4. — Les articles suivants de l'acte syndical en date du 15 novembre 1946 sont modifiés comme suit :

ARTICLE 4 DE L'ACTE SYNDICAL.

Les trois premiers paragraphes sont supprimés et remplacés par :

« Le capital est de dix millions de francs belges, divisé en parts de 25.000 francs chacune; il se répartit comme suit :

» la REGIE	fr. 5.500.000, soit 220 parts;
» COLECTRIC	1.500.000, soit 60 parts;
» SANGA	1.500.000, soit 60 parts;
» B. E. I.	375.000, soit 15 parts;
» ELECTROBEL	375.000, soit 15 parts;
» ELECTRORAIL	375.000, soit 15 parts;
» TRACTION ET ELECTRICITE	375.000, soit 15 parts;

Fr. 10.000.000, soit 400 parts.

» Vingt-cinq pour cent de chaque part du capital est versé, par chaque contractant, à la signature des présentes; le surplus pourra être appelé par décision du Conseil d'administration, notifiée par lettre recommandée.

« Le capital ne pourra être augmenté que de l'accord unanime des participants ».

ARTICLE 5 DE L'ACTE SYNDICAL.

Le premier paragraphe est supprimé et remplacé par :

» Le Conseil d'administration comprend douze membres :

» Six administrateurs, désignés par la REGIE, avec l'approbation du Ministre des Colonies;

» Un administrateur, désigné par COLECTRIC;

» Un administrateur, désigné par SANGA;

» Un administrateur, désigné par B. E. I.;

- » Un administrateur, désigné par ELECTROBEL;
- » Un administrateur, désigné par ELECTRORAIL;
- » Un administrateur, désigné par TRACTION ET ELECTRICITE ».

Un cinquième paragraphe est ajouté :

- « Le Ministre des Colonies désignera un commissaire chargé de la vérification des comptes et fixera ses émoluments: ceux-ci sont à charge du Syndicat ».

ARTICLE 6 DE L'ACTE SYNDICAL.

Le troisième paragraphe est supprimé et remplacé par :

- « Le Conseil d'administration se réunit sur simple convocation du Président ou dans la huitaine, sur la demande écrite d'au moins quatre de ses douze membres.

- » Le Conseil se réunit obligatoirement le troisième jeudi du mois d'avril ou le jeudi suivant, si le troisième est jour férié ».

ARTICLE 7 DE L'ACTE SYNDICAL.

Cet article est annulé et remplacé par :

- « Lors de la réunion obligatoire du mois d'avril, les documents suivants seront soumis au Conseil :

- » a) l'inventaire ou le bilan avec le rapport du commissaire aux comptes;
- » b) un rapport sur l'activité du Syndicat et les travaux effectués au cours de l'année statutaire.

- » Celle-ci se clôture chaque année au 31 décembre ».

ARTICLE 8 DE L'ACTE SYNDICAL.

Cet article est annulé et remplacé par :

- « Pour répondre au but lui assigné à l'article 2 de l'acte syndical, l'activité du Syndicat s'étendra à :

- » 1°) l'examen, au point de vue hydraulique, de tout cours d'eau susceptible de fournir l'énergie nécessaire à l'électrification du Bas-Congo;
- » 2°) l'examen de toutes les questions relatives au transport et à la distribution de l'énergie électrique dans le Bas-Congo;
- » 3°) l'élaboration du projet définitif de la ou des centrales hydro-électriques dans les sites retenus et des lignes de transports de force y relatives.

- » Le projet définitif comprendra les plans de dispositions d'ensemble, les plans de situation et, en outre, un devis détaillé le plus précis possible; ces documents, à présenter à la Colonie, doivent
- » permettre à cette dernière de décider de la construction de la ou des centrales et de leur réseau, en parfaite connaissance de cause;
- » 4°) l'établissement de tous les plans de détail et des documents complets nécessaires à la mise à exécution des travaux, dans les cas
- » prévus aux 2°) et 3°) de l'article 9 ci-après ».

ARTICLE 9 DE L'ACTE SYNDICAL.

Cet article est annulé et remplacé par :

- » « Après l'élaboration du projet définitif et du devis, dont question au
- » 3°) de l'article 8 ci-dessus, la Colonie :
- » 1°) ou bien se réservera le droit de ne pas donner suite au projet. Dans
- » ce cas, le Syndicat remettra en propriété à la Colonie, l'intégralité
- » des plans, études, projets, inventaires. Il remettra également sa
- » situation active et passive.
- » Le Syndicat sera alors dissous.
- » La Colonie restituera à ce moment aux co-syndicataires le montant de leur participation, augmentée des intérêts simples à 4 %
- » l'an;
- » 2°) ou bien se chargera elle-même de la réalisation du projet.
- » Dans ce cas, le Syndicat procèdera aux études faisant l'objet du
- » 4°) de l'article 8 ci-dessus et remettra en propriété à la Colonie, les
- » travaux, plans, études, projets, plans de détail et tous documents
- » nécessaires à la mise à exécution des travaux. Le Syndicat remettra
- » également sa situation active et passive.
- » Le Syndicat sera alors dissous.
- » La Colonie restituera, à ce moment, aux co-syndicataires le montant de leur participation, augmentée des intérêts simples à 4 %
- » l'an;
- » 3°) ou bien confiera la réalisation à une société ou un organisme, dans
- » lequel les syndicataires auront un droit de souscription.
- » Dans ce cas le Syndicat procèdera aux études faisant l'objet du
- » 4°) de l'article 8 ci-dessus.
- » Le Syndicat fera apport à la société ou organisme en question de
- » tous ses travaux, plans, études, projets, plans de détail et tous documents nécessaires à la mise à exécution des travaux, biens, droits
- » et obligations.
- » Les actions d'apport qui lui reviennent de ce chef et dont le nombre serait à évaluer, seront partagées entre les syndicataires au
- » prorata du montant de leur souscription.
- » Le Syndicat sera alors dissous.

» La Colonie ou la Régie agissant pour son compte, aura le droit de
» prendre au moins les 6/10^{mes} du capital de la société ou de l'orga-
» nisme à créer. Le restant sera offert, à concurrence de 50 %, par
» priorité aux autres syndicataires ou à leurs ayants-cause agréés par
» le Ministre des Colonies, et le solde à des tiers agréés par le Mi-
» nistre des Colonies, sur proposition du Conseil d'administration.

» La part totale réservée aux co-syndicataires actuels, autres que
» la Colonie ou la Régie, sera répartie entr'eux au *prorata* de leur
» participation au présent Syndicat ».

ARTICLE 10 DE L'ACTE SYNDICAL.

Cet article est annulé et remplacé par :

« La Colonie devra se prononcer dans les deux années qui suivront la
» remise du projet définitif et du devis détaillé, sur celle des solutions
» visées à l'article 9 qu'elle compte adopter.

» A défaut de s'être prononcée dans ce délai, elle sera censée ne pas
» donner suite au projet et les stipulations du 1^{er}) de l'article 9 ci-dessus
» seront alors d'application ».

ARTICLE 11 DE L'ACTE SYNDICAL.

Cet article est annulé et remplacé par :

« Toutes contestations relatives à l'interprétation ou à l'exécution du
» présent acte seront soumises à deux arbitres amiables compositeurs
» qui auront la compétence la plus étendue.

» La partie la plus diligente fera connaître à l'autre partie, l'arbitre
» dont elle a fait choix, et aura le droit, si l'autre partie tarde plus de
» quinze jours francs à désigner le sien, de faire nommer celui-ci sur re-
» quête par le Président du Tribunal de Première Instance de Bruxelles.

» En cas de désaccord sur la procédure à suivre ou la sentence à rendre,
» les arbitres désigneront un tiers arbitre dans un délai maximum de
» trois mois.

» S'ils ne parviennent pas à s'entendre sur le choix du tiers arbitre,
» celui-ci sera désigné par le Président du Tribunal de Première Instance
» de Bruxelles, sur requête de la partie la plus diligente ».

ART. 5. — Les engagements financiers de la Colonie, qui peuvent ré-
sulter du présent avenant sont pris sous réserve d'approbation par le
pouvoir compétent, conformément aux lois et décrets sur la matière.

ART. 6. — La loi du Congo Belge est applicable aux termes de l'acte
syndical et du présent avenant.

Fait en sept exemplaires originaux signés par les parties à Bruxelles,
le douze janvier mil neuf cent quarante-huit.

ART. 2.

Le Ministre des Colonies est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Donné à Bruxelles, le 19 mai 1948.

Par le Régent :

Le Ministre des Colonies,

ART. 2.

De Minister van Koloniën is belast met de uitvoering van dit besluit.

Gegeven te Brussel, de 19 Mei 1948.

Vanwege de Regent :

De Minister van Koloniën,

CHARLES.

P. WIGNY.

ERRATUM.

« Bulletin Officiel » n° 3 du 15 mars 1948 — 2^{me} partie, page 130 — au lieu de :

20 février 1948. — A. R. — Conventions entre la Colonie et la Société « Sogelec », sous les dates du 19 juin 1931 et du 1^{er} juillet 1936, concernant la concession de la distribution de l'énergie électrique à Elisabethville et à Jadotville. — Annulation et remplacement.

Lire :

20 février 1948. — A. R. — Concession à la Société « Sogelec » de la distribution de l'énergie électrique à Elisabethville et Jadotville. — Convention du 31 décembre 1947. — Approbation.

« Bulletin Officiel » n° 3 du 15 mars 1948 — 2^{me} partie, page 130 — au lieu de :

20 février 1948. — A. R. — Convention du 3 août 1939, conclue entre la Colonie et la « Société Immobilière au Kivu », pour la concession des distributions d'eau et d'électricité à Stanleyville. — Annulation et remplacement.

ERRATUM.

« Ambtelijk Blad » n° 3 van 15 Maart 1948 — 2^{de} Deel, bladzijde 130 — in plaats van :

20 Februari 1948. — B. R. — Overeenkomst gesloten op 19 Juli 1931 en 1 Juli 1936 tussen de Kolonie en de vennootschap « Sogelec », betreffende de toestemming voor de verdeling van electriciteit te Elisabethstad en te Jadotstad. — Afschaffing en vervanging.

Lezen :

20 Februari 1948. — B. R. — Concessie aan de sociëteit « Sogelec » betreffende de electriciteitsverdeling te Elisabethstad en Jadotstad. — Overeenkomst van 31 December 1947. — Goedkeuring.

« Ambtelijk Blad » n° 3 van 15 Maart 1948 — 2^{de} Deel, bladzijde 130 — in plaats van :

20 Februari 1948. — B. R. — Overeenkomst van 3 Augustus 1939, gesloten tussen de Kolonie en de « Société Immobilière au Kivu », betreffende de toestemming voor de verdeling van water en electriciteit te Stanleystad. — Afschaffing en vervanging.

Lire :

20 février 1948. — A. R. — Concession à la « Société Immobilière au Kivu » (en abrégé Simak) des distributions d'eau et d'électricité à Costermansville. — Convention du 31 décembre 1947. — Approbation.

« Bulletin Officiel » n° 3 du 15 mars 1948 — 2^{me} partie, page 141 — au lieu de :

Conventions entre la Colonie et la Société « Sogelec » sous les dates du 19 juin 1931 et du 1^{er} juillet 1936, concernant la concession de la distribution de l'énergie électrique à Elisabethville et à Jadotville. — Annulation et remplacement.

Lire :

Concession à la Société « Sogelec » de la distribution de l'énergie électrique à Elisabethville et Jadotville. — Convention du 31 décembre 1947. — Approbation.

« Bulletin Officiel » n° 3 du 15 mars 1948 — 2^{me} partie, page 153, — au lieu de :

Convention du 3 août 1939, conclue entre la Colonie et la « Société Immobilière au Kivu » pour la concession des distributions d'eau et d'électricité à Stanleyville. — Annulation et remplacement.

Lire :

Concession à la « Société Immobilière au Kivu » (en abrégé Simak) des distributions d'eau et d'électricité à Costermansville. — Convention du 31 décembre 1947. — Approbation.

Lezen :

20 Februari 1948. — B. R. — Concessie aan de « Société Immobilière au Kivu » (in het kort Simak) betreffende de water- en electriciteitsverdeling te Costermansstad. — Overeenkomst van 31 December 1947. — Goedkeuring.

« Ambtelijk Blad » n° 3 van 15 Maart 1948 — 2^{de} Deel, bladzijde 141 — in plaats van :

Overeenkomsten gesloten op 19 Juni 1931 en 1 Juli 1936 tussen de Kolonie en de vennootschap « Sogelec », betreffende de toestemming voor de verdeling van electriciteit te Elisabethstad en Jadotstad. — Afschaffing van vervanging.

Lezen :

Concessie aan de sociëteit « Sogelec » betreffende de electriciteitsverdeling te Elisabethstad en Jadotstad. — Overeenkomst van 31 December 1947. — Goedkeuring.

« Ambtelijk Blad » n° 3 van 15 Maart 1948 — 2^{de} Deel, bladzijde 153 — in plaats van :

Overeenkomst van 3 Augustus 1939, gesloten tussen de Kolonie en de « Société Immobilière au Kivu » betreffende de toestemming voor de verdeling van water en electriciteit te Stanleystad. — Afschaffing en vervanging.

Lezen :

Concessie aan de « Société Immobilière au Kivu » (in het kort Simak), betreffende de water- en electriciteitsverdeling te Costermansstad. — Overeenkomst van 31 December 1947. — Goedkeuring.

« B. O. C. B. », II, 1948, n° 2.

p. 87, ligne 1, lire 278 gr. 40 au lieu de 202 gr. 08.

, ligne 16, lire 355 gr. 92 au lieu de 353 gr. 92.

p. 88, ligne 26, lire 95 m. 9 au lieu de 105 m. 90.

, ligne 29, lire 187 gr. 84 au lieu de 187 gr. 81.

, ligne 33, lire 240 gr. 87 au lieu de 240 gr. 20.

p. 89, ligne 20, lire 350 gr. 36 au lieu de 350 gr. 35.

p. 91, ligne 7, lire 940 m. 4 au lieu de 840 m. 4.

p. 94, ligne 30, lire Kamitenga au lieu de Mamitenga.

p. 122, ligne 18, lire 282 gr. 87 au lieu de 283 gr. 87.

, ligne 31, lire 633 m. 47, au lieu de 633 m. 17.

, ligne 32, lire 693 m. 55 au lieu de 693 m. 53.

« A. B. B. C. », II, 1948, n° 2.

blz. 87, lijn 3, 278 gr. 40 lezen in plaats van 202 gr. 08.

, lijn 16, 355 gr. 92 lezen in plaats van 353 gr. 92.

blz. 88, lijn 26, 95 m. 9 lezen in plaats van 105 m. 9.

, lijn 29, 187 gr. 84 lezen in plaats van 187 gr. 81.

, lijn 33, 240 gr. 87 lezen in plaats van 240 gr. 20.

blz. 89, lijn 20, 350 gr. 36 lezen in plaats van 350 gr. 35.

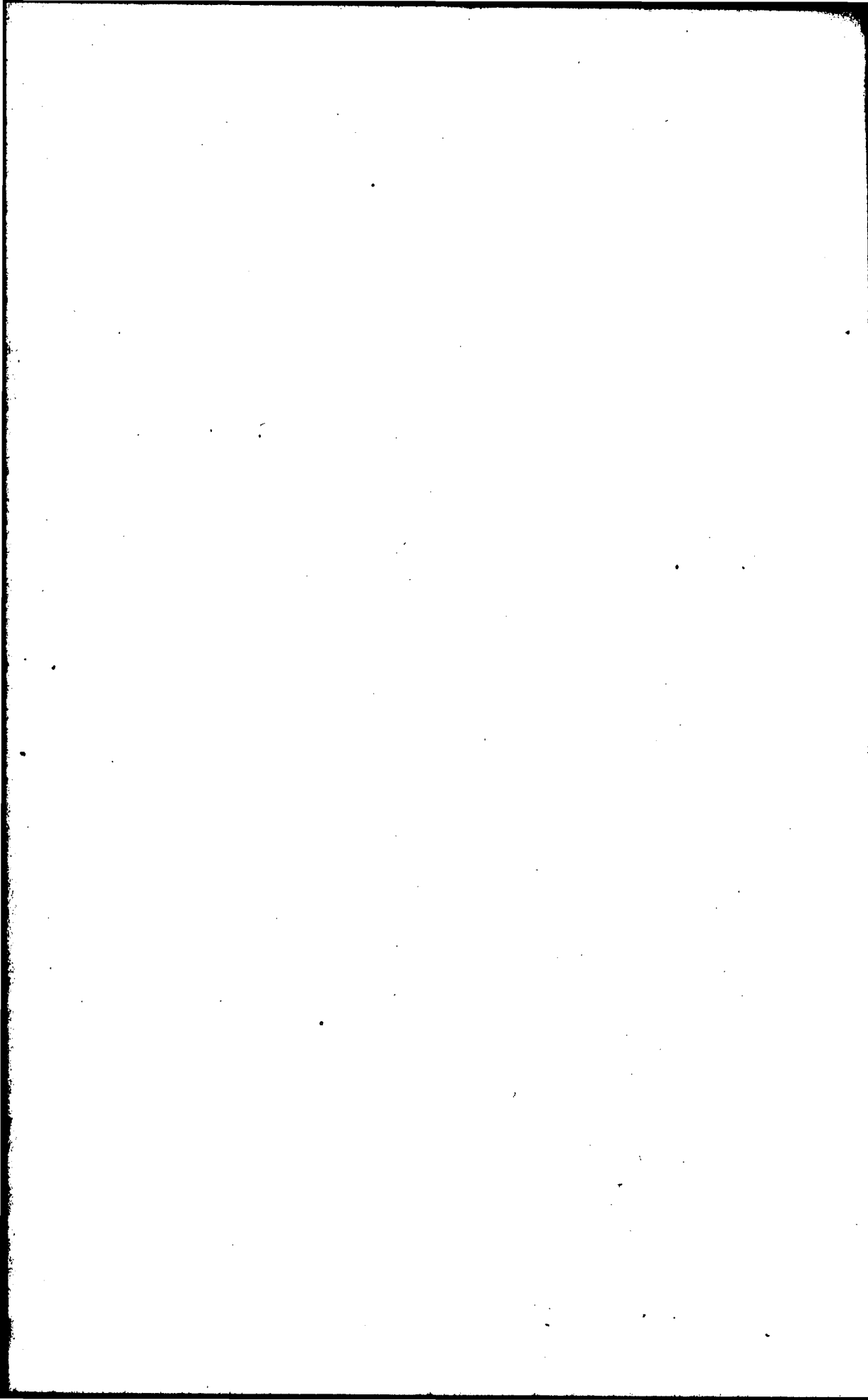
b'z. 91, lijn 7, 940 m. 4 lezen in plaats van 840 m. 4.

blz. 94, lijn 31, Kamitenga lezen in plaats van Mamitenga.

blz. 122, lijn 18, 282 gr. 87 lezen in plaats van 283 gr. 87.

, lijn 31, 633 m. 47 lezen in plaats van 633 m. 17.

, lijn 32, 693 m. 55 lezen in plaats van 693 m. 53.



Bulletin Officiel

DU

CONGO BELGE**Ambtelijk Blad**

VAN

BELGISCH-CONGO**2^e PARTIE****2^e DEEL****SOMMAIRE**

Dates	Pages
8 mai 1948. — D. — Terres. — Cession gratuite à la « Congrégation des Missionnaires de Scheut », d'un terrain de 3 Ha., 40 a., situé dans la cité indigène de Léopoldville. — Convention du 27 décembre 1947. — Approbation	309
8 mai 1948. — D. — Terres. — Cession gratuite à la « Mission des Pères Scheutistes », d'un terrain de 98 a. et de diverses parcelles d'une superficie totale de 84 a., le tout situé dans le centre extra-coutumier de Luluabourg. — Convention du 19 janvier 1948. — Approbation.	312
8 mai 1948. — D. — Terres. — Cession gratuite à M. Rose, Ferdinand, d'un terrain de 100 Ha., sis à Mondaba (Territoire de Lisala). — Convention du 25 octobre 1947. — Approbation.	315
8 mai 1948. — D. — Terres. — Concession à la « Compagnie Cotonnière Congolaise (Cotonco) », d'un terrain de 5 Ha., 15 a., sis à Dingila. (Territoire de Buta.) — Convention du 28 mars 1947. — Approbation	317

INHOUD

Dagtekeningen	Bladz.
8 Mei 1948. — D. — Gronden. — Kosteloze afstand aan de « Congrégation des Missionnaires de Scheut » van een grond van 3 Ha., 40 a., gelegen in de inlandse wijk van Leopoldstad. — Overeenkomst van 27 December 1947. — Goedkeuring	309
8 Mei 1948. — D. — Gronden. — Kosteloze afstand aan de « Missie der Paters Scheutisten » van een grond van 98 a. en van verscheidene percelen met een totale oppervlakte van 84 a., een en ander in het buitengewoonrechtelijk centrum van Luluaburg gelegen. — Overeenkomst van 19 Januari 1948. — Goedkeuring	312
8 Mei 1948. — D. — Gronden. — Kosteloze afstand aan de Heer Rose, Ferdinand, van een grond van 100 Ha. te Mondaba (Gewest Lisala). — Overeenkomst van 25 October 1947. — Goedkeuring	315
8 Mei 1948. — D. — Gronden. — Concessie aan de « Compagnie Cotonnière Congolaise (Cotonco) », van een grond van 5 Ha., 15 a., te Dingila (Buta Gewest). — Overeenkomst van 28 Maart 1947. — Goedkeuring	317

Dates	Pages	Dagtekeningen	Bladz.
8 mai 1948. — D. — Terres. — Concession à la « Compagnie Cotonnière Congolaise (Cotonco) », d'un terrain de 50 Ha., sis à Angodia. (District de l'Uele.) — Convention du 20 octobre 1947. — Approbation	320	8 Mei 1948. — D. — Gronden. — Concessie aan de « Compagnie Cotonnière Congolaise (Cotonco) » van een grond van 50 Ha. te Angodia (Uele-district). — Overeenkomst van 20 October 1947. — Goedkeuring	320
8 mai 1948. — D. — Terres. — Cession et concession gratuite à la « Congrégation des Missionnaires de Scheut » d'un terrain de 12 Ha., sis à Léopoldville. — Convention du 21 janvier 1948. — Approbation	323	8 Mei 1948. — D. — Gronden. — Afstand en kosteloze concessie aan de « Congrégation des Missionnaires de Scheut » van een grond van 12 Ha. te Leopoldstad. — Overeenkomst van 21 Januari 1948. — Goedkeuring	323
8 mai 1948. — D. — Terres. — Cession gratuite à la « Mission du Lac Albert » d'un terrain de 288 Ha., sis à Geti. (Territoire d'Irumu.) — Convention du 4 août 1947. — Approbation	327	8 Mei 1948. — D. — Gronden. — Kosteloze afstand aan de « Mission du Lac Albert » van een grond van 288 Ha. te Geti. (Gewest Irumu.) — Overeenkomst van 4 Augustus 1947. — Goedkeuring	327
8 mai 1948. — D. — Terres. — Echange de terrains, sis à Goa, entre l'« Association des Pères de la Compagnie de Jésus, desservant la Mission du Kwango » et la Colonie. — Convention du 15 décembre 1947. — Approbation.	331	8 Mei 1948. — D. — Gronden. — Ruil van gronden te Goa tussen de « Vereniging der Paters van de Societeit Jesu, die de Kwango-missie bedienen » en de Kolonie. — Overeenkomst van 15 December 1947. — Goedkeuring	331
8 mai 1948. — D. — Terres. — Cession à la « Compagnie Cotonnière Congolaise (Cotonco) » d'un terrain de 605 Ha., sis à Kulumbi. (District du Sankuru.) — Convention du 8 octobre 1947. — Approbation.	334	8 Mei 1948. — D. — Gronden. — Afstand aan de « Compagnie Cotonnière Congolaise (Cotonco) » van een grond van 605 Ha., te Kulumbi. (Sankuru-gewest). — Overeenkomst van 8 October 1947. — Goedkeuring	334
8 mai 1948. — D. — Terres. — Concession en emphytéose à la « Mission du Lac Albert » d'un terrain d'une superficie de 2.061 Ha., sis à Essebi (District du Kibali-Ituri.) — Convention du 23 août 1947. — Approbation	337	8 Mei 1948. — D. — Gronden. — Concessie in erfpacht aan de « Mission du Lac Albert » van een grond van 2.061 Ha., te Essebi (Kibali-Ituri District). — Overeenkomst van 23 Augustus 1947. — Goedkeuring	337
8 mai 1948. — D. — Terres. — Concession à la « Congrégation des Missionnaires de Scheut » d'un terrain de 1.000 Ha., sis à Makaw. (Territoire de Kutu). — Convention du 8 juillet 1946. — Approbation	341	8 Mei 1948. — D. — Gronden. — Concessie aan de « Congrégation des Missionnaires de Scheut », van een grond van 1.000 Ha., te Makaw (Gewest Kutu). — Overeenkomst van 8 Juli 1946. — Goedkeuring	341
1 ^{er} juin 1948. — D. — Terres. — Concession gratuite à M. Eloy, Robert, agent pensionné de la Colonie, d'un terrain de 485 Ha., sis à Botanankasa. (District du Lac Léopold II.) — Convention du 24 janvier 1948. — Approbation	344	1 Juni 1948. — D. — Gronden. — Kosteloze afstand aan de Heer Eloy, Robert, gepensionneerd agent der Kolonie, van een grond van 485 Ha., te Botanankasa. (District Leopold II-Meer). — Overeenkomst van 24 Januari 1948. — Goedkeuring	344

Dates	Pages	Dagtekeningen	Bladz.
1 ^{er} juin 1948. — D. — Terres. — Cession gratuite à l' « American Presbyterian Congo Mission », d'un terrain de 10 Ha., sis près de Luluabourg. — Convention du 13 février 1948. — Approbation.	347	1 Juni 1948. — D. — Gronden. — Kosteloze afstand aan de « American Presbyterian Congo Mission » van een grond van 10 Ha., bij Lulua-burg. — Overeenkomst van 13 Fe-bruari 1948. — Goedkeuring.	347
1 ^{er} juin 1948. — A. R. — Terres. — Cession gratuite à la « Congrégation des Chanoinesses Missionnaires Belges de Saint-Augustin », d'un terrain de 4 Ha., 60 a., sis à Mweka. — Convention du 12 mai 1948. — Approbation.	354	1 Juni 1948. — B. R. — Gronden. — Kosteloze afstand aan de « Congrégation des Chanoinesses Belges de Saint-Augustin » van een grond van 4 Ha. 60 a., te Mwe-ka. — Overeenkomst van 12 Mei 1948. — Goedkeuring.	354
1 ^{er} juin 1948. — D. — Terres. — Con-cession en emphytéose à M. Van de Kerckhove-De Clercq d'un ter-rain de 522 Ha., sis à Gale. (Ter-ritoire de Lisala.) — Convention du 13 novembre 1947. — Appro-bation	355	1 Juni 1948. — D. — Gronden. — Con-cessie in erfpacht aan de Heer Van de Kerckhove-De Clercq van een grond groot 522 Ha. te Gale. (Gewest Lisalla). — Overeen-komst van 13 November 1947. — Goedkeuring	355
14 juin 1948. — A. R. — Chutes d'eau. — Concession à M. Charles Reul de chutes d'eau à la rivière Waga. — Convention du 10 juin 1948. — Approbation	359	14 Juni 1948. — B. R. — Concessie aan de Heer Charles Reul, van water-vallen aan de rivier Waga. — Overeenkomst van 10 Juni 1948. — Goedkeuring	359
14 juin 1948. — D. — Comité National du Kivu. — Modification à l'arti-cle 8 de la convention du 28 fé-vrier 1933. — Convention du 19 janvier 1948. — Approbation.	362	14 Juni 1948. — D. — Nationaal Comité van Kivu. — Wijziging aan arti-kel 8 van de overeenkomst van 28 Februari 1933. — Overeen-komst van 19 Januari 1948. — Goedkeuring	362
14 juin 1948. — D. — Terres. — Echan-ge de terrains, sis respectivement à Dulu (District des Uele), et à proximité des chutes Pogge II, sur la rive gauche du Kasai, avec la société « Forminière ». — Con-vention du 7 janvier 1948. — Ap-probation.	366	14 Juni 1948. — D. — Gronden. — Rui-ling met de vennootschap « For-minière » van gronden onderschei-denlijk gelegen te Dulu (Uele-district) en nabij de watervallen Pogge II, op de linkeroeyer van de Kasai. — Overeenkomst van 7 Januari 1948. — Goedkeuring.	366
21 juin 1948. — A. R. — Terres. — Cession gratuite à l' « Armée du Salut » d'un terrain de 2 Ha., 25 a., sis dans la C. U. de Léopoldville. — Convention du 5 mai 1948. — Approbation	368	21 Juni 1948. — B. R. — Gronden. — Kosteloze afstand aan de « Armée du Salut », van een grond van 2 Ha., 25 a., gelegen in de C. V. te Leopoldstad. — Overeenkomst van 5 Mei 1948. — Goedkeuring.	368
21 juin 1948. — A. R. — Terres. — Cession gratuite au « Vicariat Apostolique du Ruanda » d'un terrain de 25 Ha., à Kihyagira. — Convention du 5 mai 1948. — Approbation	370	21 Juni 1948. — B. R. — Gronden. — Kosteloze afstand aan het « Vi-cariat Apostolique du Ruanda » van een grond van 25 Ha. te Ki-byagira. — Overeenkomst van 5 Mei 1948. — Goedkeuring.	370
25 juin 1948. — D. — Mines. — Déliv-rance d'un permis d'exploitation à la « Société Minière Cololacs » pour le polygone dénommé « Co-lomines-Est n° 28 ».	372	25 Juni 1948. — D. — Mijnen. — Afle-ving van mijnbouwvergunning aan de « Société Minière Colo-lacs » voor de veelhoek « Colo-mines-Oost n° 28 ».	372

Dates	Pages	Dagtekeningen	Bladz.
25 juin 1948. — D. — Mines. — Délivrance de permis d'exploitation à la société « Les Mines d'Or Belgika (Belgikaor) » pour les polygones dénommés « Myaya », « Nyamavieti » et « Wamisenge ».	376	25 Juni 1948. — D. — Mijnen. — Aflevering van mijnbouwvergunningen aan de vennootschap « Les Mines d'Or Belgika (Belgikaor) » voor de veelhoeken « Myaya », « Nyamavieti » en « Wamisenge ».	376
25 juin 1948. — D. — Mines. — Délivrance d'un permis d'exploitation à la société « Symétain » pour le polygone dénommé « Makarie ».	383	25 Juni 1948. — D. — Mijnen. — Aflevering van mijnbouwvergunning aan de maatschappij « Symétain » voor de veelhoek « Makarie ».	383

Rapport du Conseil Colonial sur un projet de décret approuvant la cession gratuite à la Congrégation des Missionnaires de Scheut d'un terrain de 3 Ha., 40 a., en trois parcelles situé dans la cité indigène de Léopoldville.

Le Conseil a abordé l'examen du projet de décret en sa séance du 23 avril 1948.

Une discussion s'engage sur la portée exacte de l'article 2 de la convention qui déclare que « seront considérées comme mises en valeur les terres couvertes de constructions ».

Plusieurs membres demandent si cette condition signifie que l'intégralité de la superficie concédée doit être couverte de constructions.

Un membre fait judicieusement remarquer que l'interprétation à donner peut être trouvée dans un autre décret soumis au Conseil Colonial et qui déclare que « seront considérées comme mises en valeur les terres couvertes de constructions entièrement achevées et répondant à la destination mentionnée au décret ».

Un autre membre fait remarquer qu'il est évident que l'expression employée ne peut signifier que la totalité de la surface concédée doit être mise complètement sous toit et que le mot « couvertes » doit être entendu dans un sens très large.

Le projet, mis aux voix, est approuvé à l'unanimité.

Le Ministre-Président, appelé par des devoirs professionnels, avait dû quitter la séance.

Verslag van de Koloniale Raad over het ontwerp van decreet tot goedkeuring van de kosteloze afstand aan de Congregatie van de Missionarissen van Scheut van een grond van 3 Ha., 40 a., in drie percelen gelegen in de inlandse wijk van Leopoldstad.

De Raad heeft dit ontwerp van decreet onderzocht in de zitting van 23 April 1948.

Een bespreking ontstaat over de juiste draagwijdte van artikel 2 der overeenkomst die verklaart dat « seront considérées comme mises en valeur les terres couvertes de constructions ».

Verscheidene leden vragen of deze voorwaarde betekent dat heel de in concessie gegeven oppervlakte met gebouwen moet bedekt zijn.

Een raadslid doet met gezond oordeel opmerken dat de uitlegging gevonden kan worden in een ander decreet hetwelk aan de Koloniale Raad onderworpen is en hetwelk verklaart dat « seront considérées comme mises en valeur les terres couvertes de constructions entièrement achevées et répondant à la destination mentionnée au décret ».

Een ander raadslid doet opmerken dat vanzelfsprekend de gebruikte uitdrukking niet kan betekenen dat heel de in concessie gegeven oppervlakte volledig onder dak moet worden gebracht en dat het woord « couvertes » in een zeer ruime zin moet verstaan worden.

In stemming gebracht, wordt het ontwerp eenparig aangenomen.

De Minister-Voorzitter had, met het oog op andere ambtsplichten, de zitting moeten verlaten.

MM. les Conseillers Deraedt et Robert avaient excusé leur absence.

Bruxelles, le 21 mai 1948.

Le Conseiller-Rapporteur,

P. CHARLES.

L'Auditeur,

M. VAN HECKE.

De heren Deraedt en Robert, raadsleden, waren afwezig met kennisgeving.

Brussel, de 21 Mei 1948.

Het Raadslid-Verslaggever,

De Auditeur,

Terres. — Cession gratuite à la Congrégation des Missionnaires de Scheut, d'un terrain de 3 Ha., 40 a., situé dans la cité indigène de Léopoldville. — Convention du 27 décembre 1947. — Approbation.

CHARLES, PRINCE DE BELGIQUE,
RÉGENT DU ROYAUME,

A tous, présents et à venir, SALUT!

Vu l'avis émis par le Conseil Colonial en sa séance du 23 avril 1948;

Sur la proposition du Ministre des Colonies,

NOUS AVONS DÉCRÉTÉ ET DÉCRÉTONS:

ARTICLE PREMIER.

La convention dont la teneur suit est approuvée :

La COLONIE DU CONGO BELGE, représentée par le Gouverneur Général, cède gratuitement en toute propriété à la « Congrégation des Missionnaires de Scheut », dont la personnalité civile a été reconnue par décret du Roi-Souverain du 30 décembre 1889, paru au *Bulletin Officiel* de 1889, page 222, représentée par le Révérend Père Wolters, Eugène, agréé en qualité de Représentant Légal par ordonnance du 29 janvier 1937, publiée au *Bulletin Administratif* de 1938, page 153, ci-après dénommée la « Mission », qui accepte aux conditions générales du décret du 24 janvier 1943, modifié par celui du 2 juin 1945 et aux conditions spéciales qui suivent, un terrain destiné à des œuvres religieuses, situé

Gronden. — Kosteloze afstand aan de « Congrégation des Missionnaires de Scheut », van een grond van 3 Ha., 40 a., gelegen in de inlandse wijk van Leopoldstad. — Overeenkomst van 27 December 1947. — Goedkeuring.

KAREL, PRINS VAN BELGIË,
REGENT VAN HET KONINKRIJK,

Aan allen, tegenwoordigen en toekomstenden, HEIL!

Gezien het advies door de Koloniale Raad uitgebracht in diens vergadering van 23 April 1948;

Op de voordracht van de Minister van Koloniën,

WIJ HEBBEN GEDECRETEERD EN WIJ DECRETEREN:

ARTIKEL ÉÉN.

De overeenkomst waarvan de tekst volgt wordt goedgekeurd:

dans la cité indigène de Léopoldville-Est, d'une superficie de trois hectares, quarante ares (3 Ha., 40 a.), dont les limites sont représentées par un liseré rouge au croquis approximatif figuré ci-après à l'échelle de 1 à 5.000.

La nature ainsi que les limites du terrain sont parfaitement connues de la Mission.

CONDITIONS SPECIALES.

ARTICLE PREMIER. — Le présent contrat est conclu sous réserve de son approbation par le Pouvoir compétent.

ART. 2. — Seront considérées comme mises en valeur les terres couvertes de constructions entièrement achevées répondant à la destination mentionnée ci-dessus. Les constructions devront être conformes aux prescriptions de l'Autorité compétente à qui les plans devront être soumis, toute diligence étant faite par la Mission pour obtenir l'autorisation de bâtir en temps utile.

La Mission sera tenue de se conformer aux prescriptions de l'Autorité Administrative en ce qui concerne la zone de recul à observer éventuellement le long des voies publiques pour l'alignement des constructions. Toutefois cette zone ne pourra excéder cinq mètres de largeur.

ART. 3. — L'inexécution des conditions prévues à l'article 5, premier et deuxième alinéas, du décret du 24 janvier 1943, sera constatée par procès-verbal du délégué du Gouverneur de Province.

La Mission s'engage, dès ores, à remplir dans le cas de déchéance, les formalités prévues par la législation sur le régime foncier du Congo Belge, en vue de l'enregistrement des terres au nom de la Colonie.

ART. 4. — Sauf pour les cas prévus à l'article 5, premier et deuxième alinéas, du décret du 24 janvier 1943, modifié par celui du 2 juin 1945, l'inexécution des conditions générales de ce décret ainsi que l'inexécution des conditions spéciales reprises ci-dessus, feront s'opérer d'office la résolution du présent contrat, si, après sommation faite par lettre recommandée, la Mission ne satisfait pas aux dites obligations dans un délai de un mois à dater de la réception de la lettre recommandée.

Ainsi fait à Léopoldville, en double expédition, le vingt sept décembre mil neuf cent quarante-sept.

ART. 2.

Le Ministre des Colonies est chargé de l'exécution du présent décret.

Donné à Bruxelles, le 8 mai 1948.

ART. 2.

De Minister van Koloniën is belast met de uitvoering van dit decreet.

Gegeven te Brussel, den 8 Mei 1948.

CHARLES.

Par le Régent:

Le Ministre des Colonies,

Vanwege de Regent:

De Minister van Koloniën,

P. WIGNY.

Examen d'un projet de décret approuvant la cession gratuite à la Mission des Pères Scheutistes d'un terrain de 98 ares et de diverses parcelles d'une superficie totale de 84 ares, le tout situé dans le centre extra-coutumier de Luluabourg.

Onderzoek van een ontwerp van decreet tot goedkeuring van de kosteloze afstand aan de Missie der Paters Scheutisten van een grond van 98 aren en van verscheidene percelen ter totale oppervlakte van 84 aren, een en ander in het buitengewoonterechtelijk centrum van Luluabourg.

Le Conseil a abordé l'examen du projet de décret en sa séance du 23 avril 1948.

De Raad heeft dit ontwerp in de zitting van 23 April 1948 onderzocht.

Un membre fait remarquer que l'article 2 contient une juste définition de la mise en valeur.

Een raadslid doet opmerken dat artikel 2 een juiste begripsomschrijving van het productief maken bevat.

Le projet, mis aux voix, est approuvé à l'unanimité.

In stemming gebracht, wordt het ontwerp eenparig aangenomen.

Le Ministre-Président, appelé par des devoirs professionnels, avait dû quitter la séance.

De Minister-Voorzitter had de zitting moeten verlaten met het oog op andere ambtsplichten.

MM. les Conseillers Deraedt et Robert avaient excusé leur absence.

De heren Deraedt en Robert, Raadsleden, waren afwezig met kennisgeving.

Bruxelles, le 21 mai 1948.

Brussel, de 21 Mei 1948.

Le Conseiller-Rapporteur,

Het Raadslid-Verslaggever,

P. CHARLES.

L'Auditeur,

De Auditeur,

M. VAN HECKE.

Terres. — Cession gratuite à la Mission des Pères Scheutistes d'un terrain de 98 ares et de diverses parcelles d'une superficie totale de 84 ares, le tout situé dans le centre extra-coutumier de Luluabourg. — Convention du 19 janvier 1948. — Approbation.

CHARLES, PRINCE DE BELGIQUE,
RÉGENT DU ROYAUME,

A tous, présents et à venir, SALUT!

Vu l'avis émis par le Conseil Colonial en sa séance du 23 avril 1948;

Sur la proposition du Ministre des Colonies,

NOUS AVONS DÉCRÉTÉ ET DÉCRÉTONS:

ARTICLE PREMIER.

Les conventions dont la teneur suit sont approuvées:

Gronden. — Kosteloze afstand aan de Missie der Paters Scheutisten van een grond van 98 aren en van verscheidene percelen van een totale oppervlakte van 84 aren, een en ander in het buitengewoonterechtelijk centrum van Luluabourg. — Overeenkomst van 19 Januari 1948. — Goedkeuring.

KAREL, PRINS VAN BELGIË,
REGENT VAN HET KONINKRIJK,

Aan allen, tegenwoordigen en toekomstenden, HEIL!

Gezien het advies door de Koloniale Raad uitgebracht in diens vergadering van 23 April 1948;

Op de voordracht van de Minister van Koloniën,

WIJ HEBBEN GEDECRETEERD EN WIJ DECRETEREN:

ARTIKEL EÉN.

De overeenkomsten waarvan de tekst volgt worden goedgekeurd:

I.

La Colonie du Congo Belge, représentée par le Gouverneur Général, cède gratuitement en toute propriété, à la MISSION DES PERES SCHEUTISTES, dont le siège est à Hemptine-Saint-Benoît, la personnalité civile reconnue par arrêté royal du 31 mars 1939, publiée au *Bulletin Officiel* de 1939, page 284, représentée par le Révérend Père Van den Bon, Pierre, agréé comme représentant légal, ci-après dénommée « la Mission », qui accepte aux conditions générales du décret du 24 janvier 1943, modifié par celui du 2 juin 1945 et aux conditions spéciales qui suivent, un terrain destiné à un établissement scolaire, situé dans le centre extra-coutumier de Luluabourg, d'une superficie de nonante-huit ares, dont les limites sont représentées par un liseré rouge au croquis approximatif figuré ci-après à l'échelle de 1 à 2.000.

La nature ainsi que les limites du terrain sont parfaitement connues de la Mission.

CONDITIONS SPECIALES.

ARTICLE PREMIER. — Le présent contrat est conclu sous réserve de son approbation par le Pouvoir Compétent.

ART. 2. — Sera considéré comme « mise en valeur » :

Les constructions érigées en matériaux durables répondant à l'usage prévu à savoir: un établissement scolaire et des locaux à destination d'œuvres sociales.

ART. 3. — L'inexécution des conditions prévues à l'article 5, premier et deuxième alinéas, du décret du 24 janvier 1943, sera constatée par procès-verbal du délégué du Gouverneur de Province.

La Mission s'engage, dès ores, à remplir dans le cas de déchéance, les formalités prévues par la législation sur le régime foncier du Congo Belge, en vue de l'enregistrement des terres au nom de la Colonie.

ART. 4. — Sauf pour les cas prévus à l'article 5, premier et deuxième alinéas, du décret du 24 janvier 1943, l'inexécution des conditions générales de ce décret ainsi que l'inexécution des conditions spéciales reprises ci-dessus, feront s'opérer d'office la résolution du présent contrat, si, après sommation faite par lettre recommandée, la Mission ne satisfait pas aux dites obligations dans un délai de trois mois à dater de la réception de la lettre recommandée.

Ainsi fait à Léopoldville, en double expédition, le dix-neuf janvier mille neuf cent quarante-huit.

II.

La Colonie du Congo Belge, représentée par le Gouverneur Général, cède gratuitement en toute propriété, à la Mission des Pères Scheutistes, dont le siège est à Hemptinne-Saint-Benoît, la personnalité civile reconnue par arrêté royal du 31 mars 1939, publié au *Bulletin Officiel* de 1939, page 284, représentée par le Révérend Père Van den Bon, Pierre, agréé comme représentant légal, ci-après dénommée la « Mission », qui accepte aux conditions générales du décret du 24 janvier 1943, modifié par celui du 2 juin 1945 et aux conditions spéciales qui suivent, les parcelles résidentielles Nos 58 à 61, 63 à 66, 68 à 71, 73 à 75, 77 à 79 et 81 à 83, situées dans le Centre extra-coutumier de Luluabourg, d'une superficie totale de quatre-vingt-quatre ares (84 a.), dont les limites sont représentées par un liseré rouge au croquis approximatif figuré ci-après à l'échelle de 1 à 2.000.

La nature ainsi que les limites du terrain sont parfaitement connues de la Mission.

CONDITIONS SPECIALES.

ARTICLE PREMIER. — Le présent contrat est conclu sous réserve de son approbation par le Pouvoir compétent.

ART. 2. — Sera considérée comme « mise en valeur » :

Les constructions, en matériaux durables, répondant à l'usage prévu, à savoir : des maisons d'habitation pour instituteurs indigènes.

ART. 3. — L'inexécution des conditions prévues à l'article 5, premier et deuxième alinéas, du décret du 24 janvier 1943, sera constatée par procès-verbal du délégué du Gouverneur de Province.

La Mission s'engage, dès ores, à remplir dans le cas de déchéance, les formalités prévues par la législation sur le régime foncier du Congo Belge, en vue de l'enregistrement des terres au nom de la Colonie.

ART. 4. — Sauf pour les cas prévus à l'article 5, premier et deuxième alinéas, du décret du 24 janvier 1943, l'inexécution des conditions générales de ce décret ainsi que l'inexécution des conditions spéciales reprises ci-dessus, feront s'opérer d'office la résolution du présent contrat, si, après sommation faite par lettre recommandée, la Mission ne satisfait pas aux dites obligations dans un délai de trois mois à dater de la réception de la lettre recommandée.

Ainsi fait à Léopoldville, en double expédition, le dix-neuf janvier mil neuf cent quarante-huit.

ART. 2.

Le Ministre des Colonies est chargé de l'exécution du présent décret.

Donné à Bruxelles, le 8 mai 1948.

ART. 2.

De Minister van Koloniën is belast met de uitvoering van dit decreet.

Gegeven te Brussel, den 8 Mei 1948.

CHARLES.

Par le Régent :

Le Ministre des Colonies,

Vanwege de Regent :

De Minister van Koloniën,

P. WIGNY.

Rapport du Conseil Colonial sur un projet de décret portant cession gratuite à M. Rose, Ferdinand, d'un terrain de 100 hectares sis à Mondaba (Territoire de Lisala).

Ce projet de décret, examiné par le Conseil Colonial en séance du 23 avril 1948, n'a donné lieu à aucune observation et a été approuvé à l'unanimité.

MM. Deraedt et Robert s'étaient fait excuser.

Bruxelles, le 21 mai 1948.

Le Conseiller-Rapporteur,

Verslag van de Koloniale Raad over het ontwerp van decreet tot kosteloze afstand aan de Hr Ferdinand Rose, van een grond van 100 hectaren te Mondaba (Gewest Lisala).

Dit ontwerp van decreet, door de Koloniale Raad onderzocht in de zitting van 23 April 1948, heeft geen aanleiding gegeven tot op- of aanmerkingen en is eenparig aangenomen geworden.

De heren Deraedt en Robert waren afwezig met kennisgeving.

Brussel, de 21 Mei 1948.

Het Raadslid-Verslaggever,

LAUDE.

L'Auditeur,

De Auditeur,

M. VAN HECKE.

Terres. — Cession gratuite à M. Rose, Ferdinand, d'un terrain de 100 Ha., sis à Mondaba (Territoire de Lisala). — Convention du 25 octobre 1947. — Approbation.

CHARLES, PRINCE DE BELGIQUE,
RÉGENT DU ROYAUME,

A tous, présents et à venir, SALUT!

Vu l'avis émis par le Conseil Colonial en sa séance du 23 avril 1948;

Sur la proposition du Ministre des Colonies,

NOUS AVONS DÉCRÉTÉ ET DÉCRÉTONS:

ARTICLE PREMIER.

La Convention dont la teneur suit est approuvée:

La Colonie du Congo Belge, représentée par le Gouverneur de la Province de l'Equateur, cède gratuitement en pleine propriété à M. Rose, Ferdinand-Alphonse, industriel, résidant à Lisala, qui accepte aux conditions générales des décrets des 28 octobre 1942, 6 avril 1943, 2 juin 1945, 13 janvier 1947 et aux conditions spéciales qui suivent, un terrain destiné à un usage agricole, situé à Mondaba, d'une superficie de cent (100) hectares, dont les limites sont représentées par un liseré rouge au croquis approximatif figuré ci-après à l'échelle de 1 à 10.000.

La nature ainsi que les limites du terrain sont parfaitement connues du cessionnaire.

CONDITIONS SPECIALES.

ARTICLE PREMIER. — Les chemins et sentiers indigènes ou autres traversant le terrain cédé appartiennent au domaine public et ne font pas partie de la présente cession; leur situation et leur largeur définitives seront déterminées lors du mesurage officiel.

ART. 2. — En cas d'abandon pendant une période de cinq ans, dans les trente ans, suivant la conclusion du présent contrat, les terres feront de plein droit retour à la Colonie du Congo Belge, dans les conditions prévues à l'article 17 de l'arrêté du 25 février 1943 sur la vente et la location des terres domaniales.

ART. 3. — Le contrat de concession gratuite n° L. G. 4 en date du 9 septembre 1945 est annulé.

Gronden. — Kosteloze afstand aan de Hr Ferdinand Rose, van een grond van 100 Ha., te Mondaba (Gewest Lisala). — Overeenkomst van 25 October 1947. — Goedkeuring.

KAREL, PRINS VAN BELGIË,
REGENT VAN HET KONINKRIJK,

Aan allen, tegenwoordigen en toekomstenden, HEIL!

Gezien het advies door de Koloniale Raad uitgebracht in diens vergadering van 23 April 1948;

Op de voordracht van de Minister van Koloniën.

WIJ HEBBEN GEDECRETEERD EN WIJ DECRETEREN:

ARTIKEL ÉÉN.

De overeenkomst waarvan de tekst volgt wordt goedgekeurd:

ART. 4. — Le cessionnaire a l'obligation de débroussailler régulièrement et de tenir en bon état de propreté une zone de 100 mètres autour des constructions.

ART. 5. — Sauf pour les cas prévus à l'article premier, quatrième alinéa du décret du 6 avril 1943, l'inexécution des conditions générales du décret du 28 octobre 1942 ainsi que l'inexécution des conditions spéciales reprises ci-dessus feront s'opérer d'office la résolution du présent contrat, si après sommation faite par lettre recommandée, le cessionnaire ne satisfait pas aux dites obligations dans un délai de un mois à dater de la réception de la lettre recommandée.

ART. 6. — Le présent contrat est conclu sous réserve d'approbation par le Gouverneur Général.

Ainsi fait à Coquilhatville, en double expédition, le vingt-cinq octobre mil neuf cent quarante-sept.

ART. 2.

Le Ministre des Colonies est chargé de l'exécution du présent décret.

Donné à Bruxelles, le 8 mai 1948.

ART. 2.

De Minister van Koloniën is belast met de uitvoering van dit decreet.

Gegeven te Brussel, den 8 Mei 1948

CHARLES.

Par le Régent :

Le Ministre des Colonies,

Vanwege de Regent :

De Minister van Koloniën,

P. WIGNY.

Rapport du Conseil Colonial sur un projet de décret relatif à la concession à la Compagnie Cotonnière Congolaise (Cotonco) d'un terrain d'une superficie de 5 hectares, 15 ares, sis à Dingila (Territoire de Buta).

Verslag van de Koloniale Raad over een ontwerp van decreet betreffende de concessie aan de « Compagnie Cotonnière Congolaise (Cotonco) » van een grond van 5 Ha., 15 a., te Dingila (Buta-gewest).

Ce décret a été examiné par le Conseil au cours de sa séance du 23 avril 1948.

Dit decreet werd door de Raad in de zitting van 23 April 1948 onderzocht.

Il a été admis à l'unanimité, sans discussion.

Het werd eenparig aangenomen, zonder bespreking.

MM. les Conseillers Deraedt et Robert étaient absents et excusés.

De heren Deraedt en Robert, Raadsleden, waren afwezig met kennisgeving.

Bruxelles, le 21 mai 1948.

Brussel, de 21 Mei 1948.

Le Conseiller-Rapporteur,

Het Raadslid-Verslaggever,

ITTEN.

L'Auditeur,

De Auditeur,

M. VAN HECKE.

Terrains. — Concession à la Compagnie Cotonnière Congolaise « Cotonco » d'un terrain de 5 Ha., 15 a., sis à Dingila (Territoire de Buta). — Convention du 28 mars 1947. — Approbation.

CHARLES, PRINCE DE BELGIQUE,
RÉGENT DU ROYAUME,

A tous, présents et à venir, SALUT!

Vu l'avis émis par le Conseil Colonial en sa séance du 23 avril 1948;

Sur la proposition du Ministre des Colonies,

NOUS AVONS DÉCRÉTÉ ET DÉCRÉTONS:

ARTICLE PREMIER.

La convention dont la teneur suit est approuvée:

La Colonie du Congo Belge, représentée par le Gouverneur de la Province de Stanleyville agissant en vertu des dispositions de l'arrêté du 25 février 1943 donne en location pour un terme de cinq ans, à la Compagnie Cotonnière Congolaise « COTONCO », représentée par M. Houssiau, Julien, résidant à Dingila, qui accepte, aux conditions générales de l'arrêté précité et aux conditions spéciales qui suivent, un terrain (en deux parcelles) destiné à usage de vivier, situé à Dingila, d'une superficie de cinq hectares, quinze ares, dont les limites sont représentées par un liseré jaune au croquis approximatif figuré ci-après à l'échelle de 1 à 4.000.

La nature ainsi que les limites du terrain sont parfaitement connues du locataire.

CONDITIONS SPECIALES.

ARTICLE PREMIER. — Le loyer annuel du terrain est fixé à la somme de cinq cents francs, payable ainsi qu'il est dit à l'article 19 de l'arrêté du 25 février 1943, chez le Receveur des Impôts à Stanleyville, sans qu'il soit besoin d'aucun avertissement de la part de la Colonie.

ART. 2. — La location prend cours à la date du premier février mil neuf cent quarante-sept.

Gronden. — Concessie aan de « Compagnie Cotonnière Congolaise » (Cotonco), van een grond van 5 Ha., 15 a., te Dingila (Buta gewest). — Overeenkomst van 28 Maart 1947. — Goedkeuring.

KAREL, PRINS VAN BELGIË,
REGENT VAN HET KONINKRIJK,

Aan allen, tegenwoordigen en toekomstenden, HEIL!

Gezien het advies door de Koloniale Raad uitgebracht in diens vergadering van 23 April 1948;

Op de voordracht van de Minister van Koloniën,

WIJ HEBBEN GEDECRETEERD EN WIJ DECRETEREN:

ARTIKEL ÉÉN.

De overeenkomst waarvan de tekst volgt wordt goedgekeurd:

ART. 3. — Le locataire s'engage à construire sur le terrain loué un barrage et l'aménagement des viviers dans les conditions prévues à la clause 4^o ci-après.

ART. 4. — Le locataire s'engage afin d'éviter un accroissement de l'anophélisme à introduire dans les étangs créés des poissons larviphages en nombre suffisant et de débroussailler les bords des étangs sur lesquels ne devront subsister aucune végétation ni flaques d'eau ainsi que prendre toute mesure que l'expérience révélerait nécessaire, si les précédentes s'avéraient insuffisantes. Aucune végétation aquatique ne sera tolérée.

ART. 5. — La jouissance du locataire cessera de plein droit à l'expiration du terme de bail indiqué ci-dessus, sans qu'il soit besoin de signification de congé, les parties renonçant toutes deux au bénéfice de la tacite reconduction.

ART. 6. — Il est interdit au preneur de sous-louer le terrain, ou de céder son bail sans l'autorisation écrite du Gouverneur de la Province.

ART. 7. — L'inexécution des conditions générales de l'arrêté du 25 février 1943 ainsi que l'inexécution des conditions spéciales reprises ci-dessus, feront s'opérer d'office la résiliation du présent contrat, si après sommation faite par lettre recommandée, le locataire ne satisfait pas aux dites obligations dans un délai de trente jours à dater de la réception de la lettre recommandée.

ART. 8. — Le présent contrat est conclu sous réserve d'approbation par le Pouvoir Compétent de la Colonie.

Ainsi fait à Stanleyville, en double expédition, le vingt-huit mars mil neuf cent quarante-sept.

ART. 2.

Le Ministre des Colonies est chargé de l'exécution du présent décret.

Donné à Bruxelles, le 8 mai 1948.

ART. 2.

De Minister van Koloniën is belast met de uitvoering van dit decreet.

Gegeven te Brussel, den 8 Mei 1948.

CHARLES.

Par le Régent :

Le Ministre des Colonies,

Vanwege de Regent :

De Minister van Koloniën,

P. WIGNY.

Rapport du Conseil Colonial sur un projet de décret relatif à la concession à la Compagnie Cotonnière Congolaise (Cotonco) d'un terrain de 50 hectares sis à Angodia (District de l'Uele).

Ce décret a été examiné par le Conseil au cours de sa séance du 23 avril 1948.

Il a été admis à l'unanimité, sans discussion.

MM. les Conseillers Deraedt et Robert étaient absents et excusés.

Bruxelles, le 21 mai 1948.

Le Conseiller-Rapporteur,

Verslag van de Koloniale Raad over een ontwerp van decreet betreffende de concessie aan de « Compagnie Cotonnière Congolaise » (Cotonco) van een grond van 50 hectaren te Angodia (Uele-district).

Dit decreet werd door de Raad in de zitting van 23 April 1948 onderzocht.

Het werd eenparig aangenomen, zonder bespreking.

De heren Deraedt en Robert waren afwezig met kennisgeving.

Brussel, de 21 Mei 1948.

Het Raadslid-Verslaggever,

ITTEN.

L'Auditeur,

De Auditeur,

M. VAN HECKE.

Terres. — Concession à la Compagnie Cotonnière Congolaise (Cotonco) d'un terrain de 50 Ha., sis à Angodia (District de l'Uele). — Convention du 20 octobre 1947. — Approbation.

CHARLES, PRINCE DE BELGIQUE,
RÉGENT DU ROYAUME,

A tous, présents et à venir, SALUT!

Vu l'avis émis par le Conseil Colonial en sa séance du 23 avril 1948;

Sur la proposition du Ministre des Colonies,

Gronden. — Concessie aan de « Compagnie Cotonnière Congolaise » (Cotonco), van een grond van 50 Ha. te Angodia (Uele-district). — Overeenkomst van 20 October 1947. — Goedkeuring.

KAREL, PRINS VAN BELGIË,
REGENT VAN HET KONINKRIJK,

Aan allen, tegenwoordigen en toekomstenden, HEIL!

Gezien het advies door de Koloniale Raad uitgebracht in diens vergadering van 23 April 1948;

Op de voordracht van de Minister van Koloniën,

NOUS AVONS DÉCRÉTÉ ET DÉCRÉTONS :

WIJ HEBBEN GEDECRETEERD EN WIJ DECRETEREN :

ARTICLE PREMIER.

ARTIKEL EÉN.

La convention dont la teneur suit est approuvée :

De overeenkomst waarvan de tekst volgt wordt goedgekeurd :

La Colonie du Congo Belge, représentée par le Gouverneur de la Province Orientale agissant en vertu des dispositions de l'arrêté du 25 février 1943 donne en location pour un terme de cinq ans, à la COMPAGNIE COTONNIERE CONGOLAISE « COTONCO », représentée par M. Julien Houssiau, résidant à Dingila, en vertu d'une procuration publiée au *B. A.* de 1938, page 108 des annexes, qui accepte aux conditions générales de l'arrêté précité et aux conditions spéciales qui suivent, un terrain destiné uniquement aux cultures expérimentales de l'Ecole de Moniteurs Agricoles situé à Angodia, d'une superficie de cinquante hectares dont les limites sont représentées par un liseré jaune au croquis approximatif figuré ci-après à l'échelle de 1 à 10.000.

La nature ainsi que les limites du terrain sont parfaitement connues du locataire.

CONDITIONS SPECIALES.

ARTICLE PREMIER. — Le loyer annuel du terrain est fixé à la somme de cinquante francs, payable ainsi qu'il est dit à l'article 19 de l'arrêté du 25 février 1943 chez le Receveur des Impôts à Stanleyville, sans qu'il soit besoin d'aucun avertissement de la part de la Colonie du Congo Belge.

ART. 2. — La location prend cours le jour de la signature du présent contrat.

ART. 3. — Le terrain sera exclusivement affecté à l'établissement des cultures expérimentales de l'Ecole de Moniteurs Agricoles.

La suppression de l'Ecole pour quelque cause que ce soit, ou le changement de destination du terrain concédé, entraîneront la résiliation d'office du contrat sans que celle-ci puisse donner lieu à aucune indemnité compensatoire quelconque de la part de la Colonie.

ART. 4. — Le locataire ne peut abattre les espèces ligneuses croissant au moment de l'octroi du terrain que dans la mesure des défrichements nécessaires au développement de son entreprise.

En cas de vente ou de cession de bois à des tiers, le locataire acquittera la taxe de coupe fixée par les ordonnances sur la matière.

ART. 5. — Les chemins et sentiers indigènes ou autres traversant le terrain donné en location appartiennent au domaine public et ne font pas partie de la présente location.

ART. 6. — Le présent contrat est conclu sous réserve des droits que les indigènes pourraient éventuellement revendiquer dans le délai et selon la procédure prévus à l'article 9 du décret du 31 mai 1934.

ART. 7. — Il est convenu entre les parties que le loyer définitif du terrain sera établi d'après la superficie du terrain constatée en suite à une vérification effectuée par un géomètre de la Colonie.

ART. 8. — Le locataire déclare connaître parfaitement la situation de la région du point de vue de la main d'œuvre indigène et savoir s'il ne pourra compter sur l'intervention de l'Administration pour obtenir les travailleurs qui lui seront nécessaires.

ART. 9. — La jouissance du locataire cessera de plein droit après l'expiration du terme du bail indiqué ci-dessus, sans qu'il soit besoin de signification de congé, les parties renonçant toutes deux au bénéfice de la tacite reconduction.

ART. 10. — L'inexécution des conditions générales de l'arrêté du 25 février 1943 ainsi que l'inexécution des conditions spéciales reprises ci-dessus, feront s'opérer d'office la résiliation du présent contrat si après sommation faite par lettre recommandée, le locataire ne satisfait pas aux dites obligations dans un délai de trente jours à dater de la réception de la lettre recommandée.

ART. 11. — Le présent contrat est conclu sous réserve d'approbation par le Pouvoir Compétent de la Colonie.

Ainsi fait à Stanleyville, en double expédition, le vingt octobre mil neuf cent quarante-sept.

ART. 2.

Le Ministre des Colonies est chargé de l'exécution du présent décret.

Donné à Bruxelles, le 8 mai 1948.

ART. 2.

De Minister van Koloniën is belast met de uitvoering van dit decreet.

Gegeven te Brussel, den 8 Mei 1948.

CHARLES.

Par le Régent :

Le Ministre des Colonies,

Vanwege de Regent:

De Minister van Koloniën,

P. WIGNY.

Rapport du Conseil Colonial sur un projet de décret accordant cession et concession de terrains sis à Léopoldville à la Congrégation des Missionnaires de Scheut et destinés à l'établissement d'un parc de sports.

Ce projet de décret a été examiné par le Conseil Colonial dans sa séance du 23 avril 1948.

Le représentant de l'Administration fait la déclaration suivante:

« A l'article 3 des conditions spéciales de la première convention, il est dit que tous les indigènes de Léopoldville auront accès au Parc des Sports dans les conditions d'égalité. M. le Ministre a demandé que cette clause soit reproduite dans la deuxième convention et la Mission a marqué son accord. M. le Ministre m'a demandé de faire part au Conseil Colonial de cette circonstance et qu'elle soit actée dans le Rapport. »

Un membre déclare qu'il votera contre le projet, parce qu'il estime qu'il ne convient pas d'investir des capitaux dans l'établissement de parcs de sports, quand la population est logée dans des conditions épouvantables au point de vue moralité et hygiène. Il faut s'occuper de loger les noirs avant de leur fournir des stades.

Un autre membre fait observer qu'il convient de distinguer l'ordre d'activité et de devoir du Gouvernement et celui de la Mission. Au Gouvernement incombe le devoir de réaliser une politique, qui assure le plus tôt possible un logis décent à la population extra-coutumière de Léopoldville. Quant à la Mission dont l'activité est d'ordre moral et éducatif, son Parc de Sports Général Ermens rend à la population et surtout à la jeunesse des services appréciables. Plus

Verslag van de Koloniale Raad over een ontwerp van decreet waarbij aan de Congregatie van de Missionarissen van Scheut afstand en concessie wordt verleend van gronden te Leopoldstad voor het aanleggen van een sportpark.

De Koloniale Raad heeft dit ontwerp van decreet in de zitting van 23 April onderzocht.

De vertegenwoordiger van het Bestuur legt de volgende verklaring af:

« In artikel 3 van de bijzondere voorwaarden van de eerste overeenkomst, wordt er gezegd dat al de Inlanders van Leopoldstad op voet van gelijkheid toegang tot het Sportpark zullen hebben. De Hr Minister heeft gevraagd dit beding ook in de tweede overeenkomst op te nemen en de Missie heeft haar toestemming daarmede betuigd. De Hr Minister heeft mij gevraagd deze omstandigheid aan de Koloniale Raad mede te delen en ze in het verslag te vermelden. »

Een raadslid verklaart tegen het ontwerp te zullen stemmen, daar hij van oordeel is dat het niet past kapitalen in de oprichting van sportparken te beleggen, wanneer de huisvesting van de inlandse bevolking in opzicht van moraliteit en hygiëne schromelijk te wensen overlaat. Men moet de inlanders woningen bezorgen vooraleer men hun sportpark-terreinen verschafft.

Een ander raadslid doet opmerken dat het past onderscheid te maken tussen de volgorde der werkzaamheden en der plichten van het Gouvernement en deze van de Missie. Op het Gouvernement rust de plicht een politiek te voeren die zo spoedig mogelijk aan de inlandse bevolking van Leopoldstad een fatsoenlijke woongegelegenheid verzekert. Wat betreft de Missie, die werkzaam is op zedelijk en opvoedkundig gebied, haar Generaal Ermens Sportpark bewijst aan de be-

l'encombrement et la promiscuité dans les taudis de la cité sont nuisibles à la santé physique et morale de la jeunesse, plus ce Parc des Sports est nécessaire comme remède à ces maux.

Mis aux voix, le projet est adopté à l'unanimité, moins une abstention. Un membre s'est abstenu parce qu'il estime que la construction de ce nouveau parc de sports entraînera des demandes de subsides et que les besoins d'habitations dans la cité sont beaucoup plus urgents.

MM. les Conseillers Deraedt et Robert étaient absents et excusés.

Bruxelles, le 21 mai 1948.

Le Conseiller-Rapporteur,

L'Auditeur,

J. VAN WING.

M. VAN HECKE.

volking en vooral aan de jeugd onschatbare diensten. Hoe schadelijker de opeenhoping en de promiscuïteit in de krotten van de inlandse wijk voor de lichamelijke gezondheid van de jeugd zijn, hoe noodzakelijker dit Sportpark is om deze kwalen te verhelpen.

In stemming gebracht, wordt het ontwerp eenparig aangenomen, min een blanco-stem. Een raadslid heeft zich van stemming onthouden, omdat hij van mening is dat de aanleg van het nieuwe sportpark aanvragen om toelagen zal medebrengen en dat de behoefte aan woningen in de inlandse wijk veel dringender is.

De heren Deraedt en Robert, Raadsleden, waren afwezig met kennisgeving.

Brussel, de 21 Mei 1948.

Het Raadslid-Verslaggever,

De Auditeur,

Terres. — Cession et concession gratuite à la Congrégation des Missionnaires de Scheut d'un terrain de 12 Ha., sis à Léopoldville. — Convention du 21 janvier 1948. — Approbation.

CHARLES, PRINCE DE BELGIQUE,
RÉGENT DU ROYAUME,

A tous, présents et à venir, SALUT!

Vu l'avis émis par le Conseil Colonial en sa séance du 23 avril 1948;

Sur la proposition du Ministre des Colonies,

Gronden. — Afsand en kosteloze concessie aan de « Congrégation des Missionnaires de Scheut » van een grond van 12 Ha., te Leopoldstad. — Overeenkomst van 21 Januari 1948. — Goedkeuring.

KAREL, PRINS VAN BELGIË,
REGENT VAN HET KONINKRIJK,

Aan allen, tegenwoordigen en toekomstenden, HEIL!

Gezien het advies door de Koloniale Raad uitgebracht in diens vergadering van 23 April 1948;

Op de voordracht van de Minister van Koloniën,

NOUS AVONS DÉCRÉTÉ ET DÉCRÉTONS :

WIJ HEBBEN GEDECRETEERD EN WIJ DECRETEREN :

ARTICLE PREMIER.

ARTIKEL EÉN.

Les conventions dont la teneur suit sont approuvées :

De overeenkomsten waarvan de tekst volgt worden goedgekeurd :

I.

La Colonie du Congo Belge, représentée par le Gouverneur Général, cède gratuitement en toute propriété à la CONGREGATION DES MISSIONNAIRES DE SCHEUT, dont la personnalité civile a été reconnue par décret du Roi-Souverain du 30 décembre 1889 paru au *Bulletin Officiel* de 1889, page 222, représentée par le Révérend Père Eugène Wolters, agréé en qualité de Représentant Légal par ordonnance en date du 29 janvier 1937 (*B. A.* 1938, page 153), ci-après dénommée la « Mission », qui accepte aux conditions générales du décret du 24 janvier 1943, modifié par celui du 2 juin 1945 et aux conditions spéciales qui suivent, un terrain destiné à l'établissement d'un parc de sports, situé à Léopoldville, d'une superficie approximative de douze hectares, dont les limites sont représentées par un liseré rouge au croquis approximatif figuré ci-après à l'échelle de 1 à 2.000.

La nature ainsi que les limites du terrain sont parfaitement connues de la Mission. Ce terrain est habituellement désigné sous le vocable de « Parc des Sports Général Ermens ».

CONDITIONS SPECIALES.

ARTICLE PREMIER. — Le présent contrat est conclu sous réserve de son approbation par le Pouvoir Législatif de la Colonie.

ART. 2. — Seront considérées comme mises en valeur les terres qui seront occupées sur la moitié de leur surface par des installations sportives répondant à la destination du terrain.

ART. 3. — Tous les indigènes de Léopoldville auront accès au Parc des Sports dans des conditions d'égalité, suivant les modalités fixées de commun accord entre la Mission et l'Administration de la Ville de Léopoldville, cette dernière représentée par le Commissaire de District du Moyen Congo. Cet accord fait l'objet d'une convention signée entre les parties le onze décembre mil neuf cent quarante-sept.

ART. 4. — L'inexécution des conditions prévues à l'article 5, premier et deuxième alinéas, du décret du 24 janvier 1943 modifié par celui du 2 juin 1945, sera constatée par procès-verbal du délégué du Gouverneur de Province.

La Mission s'engage, dès ores, à remplir dans le cas de déchéance, les formalités prévues par la Législation sur le régime foncier du Congo Belge, en vue de l'enregistrement des terres au nom de la Colonie.

ART. 5. — Sauf pour les cas prévus à l'article 5, premier et deuxième alinéas, du décret du 24 janvier 1943, modifié par celui du 2 juin 1945, l'inexécution des conditions générales de ce décret et des conditions spéciales reprises ci-dessus, fera s'opérer d'office la résolution du présent contrat si, après sommation faite par lettre recommandée, la Mission ne satisfait pas aux dites obligations dans un délai de un mois à dater de la réception de la lettre recommandée.

Ainsi fait à Léopoldville, le 21 janvier mil neuf cent quarante-huit.

II.

La Colonie du Congo Belge, représentée par le Gouverneur Général, concède gratuitement pour une durée de trente ans, à la CONGREGATION DES MISSIONNAIRES DE SCHEUT, dont la personnalité civile a été reconnue par décret du Roi-Souverain du 30 décembre 1889 paru au *Bulletin Officiel* de 1889, page 222, représentée par le Révérend Père Eugène Wolters, agréé en qualité de Représentant Légal par ordonnance en date du 29 janvier 1937 (*B. O.* 1938, page 153), ci-après dénommée la « Mission », qui accepte aux conditions générales du décret du 24 janvier 1943, modifié par celui du 2 juin 1945 et aux conditions spéciales qui suivent, un terrain destiné à l'établissement de parcs et d'une colonie de vacances, situé à Léopoldville, d'une superficie approximative de dix-huit hectares, dont les limites sont représentées par un liseré jaune au croquis approximatif figuré ci-après à l'échelle de 1 à 2.000.

La nature ainsi que les limites du terrain sont parfaitement connues de la Mission.

CONDITIONS SPECIALES.

ARTICLE PREMIER. — Le présent contrat est conclu sous réserve de son approbation par le Pouvoir législatif de la Colonie, et prendra cours à la date de cette approbation. Aussi longtemps que cette dernière n'est pas intervenue, la Mission ne peut poser aucun acte d'occupation quelconque du terrain.

ART. 2. — Seront considérées comme mises en valeur :

- 1° Les terres couvertes sur un dixième de leur surface par des constructions entièrement achevées répondant à la destination du terrain ;
- 2° Les terres couvertes sur un dixième de leur surface de parcs aménagés, par débroussaillage et nivellement du terrain ou plantations d'arbres fruitiers ou ornementaux ;
- 3° Les terres sur lesquelles il aura été fait des plantations d'espèces ligneuses à raison de 100 arbres à l'hectare au minimum.

Ces conditions joueront simultanément ou séparément pour toute la surface.

ART. 3. — L'inexécution des conditions prévues à l'article 5, premier et deuxième alinéas, du décret du 24 janvier 1943, modifié par celui du 2 juin 1945, sera constatée par procès-verbal du délégué du Gouverneur de Province.

La Mission s'engage, dès ores, à remplir dans le cas de déchéance, les formalités prévues par la Législation sur le régime foncier du Congo Belge en vue de l'annulation du certificat d'enregistrement du droit concédé.

Sauf pour les cas prévus à l'article 5, premier et deuxième alinéas, du décret du 24 janvier 1943, modifié par celui du 2 juin 1945, l'inexécution des conditions générales de ce décret et des conditions spéciales reprises ci-dessus, fera s'opérer d'office la résiliation du présent contrat si, après sommation faite par lettre recommandée, la Mission ne satisfait pas aux dites obligations dans un délai de six mois à dater de la réception de la lettre recommandée.

Ainsi fait à Léopoldville, le vingt et un janvier mil neuf cent quarante-huit.

ART. 2.

Le Ministre des Colonies est chargé de l'exécution du présent décret.

Donné à Bruxelles, le 8 mai 1948.

ART. 2.

De Minister van Kolonien is belast met de uitvoering van dit decreet.

Gegeven te Brussel, den 8 Mei 1948.

CHARLES.

Par le Régent:

Le Ministre des Colonies,

Vanwege de Regent:

De Minister van Koloniën,

P. WIGNY.

Rapport du Conseil Colonial sur un projet de décret accordant cession gratuite à la Mission du Lac Albert d'un terrain de 288 hectares sis à Geti (Territoire d'Irumu).

Ce projet de décret a été examiné par le Conseil dans la séance du 23 avril 1948.

Un membre fait observer que la cession en question est en fait la cession d'un agronomat de la Colonie, et qu'on peut se demander, si dans ce cas, comme dans plusieurs autres qui se présentent, on tient suffisamment compte des intérêts des indigènes.

Un autre membre donne des explications, qui lui semblent justifier la cession : L'agronomat de Geti, inauguré par

Verslag van de Koloniale Raad over een ontwerp van decreet tot kosteloze afstand aan de « Mission du Lac Albert » van een grond van 288 hectaren te Geti (Gewest Irumu).

De Raad heeft dit ontwerp van decreet onderzocht in de vergadering van 23 April 1948.

Een raadslid doet opmerken dat de afstand waarvan sprake, feitelijk de afstand van een agronomaat van de Kolonie is, en dat men zich kan afvragen of er in dit geval, gelijk in verschillende andere die zich voordoen, genoeg rekening gehouden wordt met de belangen van de inlanders.

Een ander raadslid verstrekt uitleg die, naar het hem voorkomt, de afstand rechtvaardigt. Het agronomaat te Geti, inge-

le Gouvernement n'a jamais donné les résultats qu'on en espérait. Quand en 1936 la Mission s'offrit pour reprendre l'agronomat et continuer l'expérience avec ses moyens et ses méthodes, le Gouvernement était heureux d'accepter cette solution, moyennant le paiement des indemnités à la caisse de la chefferie, pour la reprise de l'agronomat et celles aux indigènes pour la cession des terres, dont ils abandonnaient leurs droits à la Colonie. Ce qui a été fait.

Un membre fait remarquer qu'il est inadmissible que des questions réglées depuis dix ans par le Gouvernement, fassent seulement aujourd'hui l'objet de projets de décrets soumis au Conseil Colonial. Il ne votera pas ce projet, pour protester contre une pareille pratique.

Mis aux voix, le projet est adopté à l'unanimité, moins une voix.

MM. les Conseillers Deraedt et Robert avaient fait excuser leur absence.

Bruxelles, le 21 mai 1948.

Le Conseiller-Rapporteur,

J. VAN WING.

L'Auditeur,

M. VAN HECKE.

steld door het Gouvernement, heeft nooit de verhoopte resultaten opgeleverd. Wanneer de Missie in 1936 voorstelde het agronomaat over te nemen en de proefneming met haar middelen en haar methoden voort te zetten, aanvaardde het Gouvernement gaarne die oplossing, mits aan de hoofdkas de vergoedingen voor de overnamen van het agronomaat betaald werden en de inlanders een vergoeding kregen voor de afstand van de gronden, waarop zij hun rechten aan de Kolonie afstonden. Wat geschied is.

Een raadslid doet opmerken dat het niet aan te nemen is dat vraagstukken die sedert tien jaar door het Gouvernement geregeld werden, eerst nu het voorwerp zijn van aan de Koloniale Raad onderworpen decreten. Hij zal voor het ontwerp niet stemmen als protest tegen zulke praktijk.

In stemming gebracht, wordt het ontwerp eenparig goedgekeurd, min een stem.

De heren Deraedt en Robert, Raadsleden, waren afwezig met kennisgeving.

Brussel, de 21 Mei 1948.

Het Raadslid-Verslaggever,

De Auditeur,

Terres. — Cession gratuite à la Mission du Lac Albert d'un terrain de 288 Ha. sis à Geti (Territoire d'Irumu). — Convention du 4 août 1947. — Approbation.

CHARLES, PRINCE DE BELGIQUE,
RÉGENT DU ROYAUME,

A tous, présents et à venir, SALUT!

Vu l'avis émis par le Conseil Colonial en sa séance du 23 avril 1948;

Sur la proposition du Ministre des Colonies,

NOUS AVONS DÉCRÉTÉ ET DÉCRÉTONS:

ARTICLE PREMIER.

La convention dont la teneur suit est approuvée:

La Colonie du Congo Belge, représentée par le Gouverneur de la Province de Stanleyville, cède gratuitement en toute propriété à la MISSION DU LAC ALBERT, personnalité civile reconnue par arrêté royal du 22 août 1913 (*B. O.* de 1913, p. 859), représentée par S. Exc. Mgr. Matthysen, Alphonse, demeurant à Bunia, agréé en qualité de Représentant Légal (*B. A.* de 1923, p. 543), ci-après dénommée la « Mission », qui accepte aux conditions générales du décret du 24 janvier 1943, modifié par décret du 2 juin 1945 et aux conditions spéciales qui suivent, un terrain destiné à un usage de poste de Mission, situé à Geti, d'une superficie de deux cent quatre-vingt-huit hectares, dont les limites sont représentées par un liseré rouge au croquis approximatif figuré ci-après à l'échelle de 1 à 25.000.

La nature ainsi que les limites du terrain sont parfaitement connues de la Mission.

CONDITIONS SPECIALES.

ARTICLE PREMIER. — Le présent contrat est conclu sous réserve de son approbation par décret.

ART. 2. — Seront considérés comme mis en valeur:

- a) les terres couvertes sur 1/10^{me} au moins de leur surface par des constructions;
- b) les pâturages clôturés et aménagés en paddocks et améliorés par débroussaillage, sélection, ou plantation et semis de plantes améliorantes sur 1/10^{me} au moins de leur superficie.

Gronden. — Kosteloze afstand aan de « Mission du Lac Albert » van een grond van 288 Ha., te Geti (Gewest Irumu). — Overeenkomst van 4 Augustus 1947. — Goedkeuring.

KAREL, PRINS VAN BELGIË,
REGENT VAN HET KONINKRIJK,

Aan allen, tegenwoordigen en toekomstenden, HEIL!

Gezien het advies door de Koloniale Raad uitgebracht in diens vergadering van 23 April 1948;

Op de voordracht van de Minister van Koloniën,

WIJ HEBBEN GEDECRETEERD EN WIJ DECRETEREN:

ARTIKEL EÉN.

De overeenkomst waarvan de tekst volgt wordt goedgekeurd:

L'aménagement de paddocks sera réalisé de façon à utiliser rationnellement la totalité des pâturages.

Les kraals et abreuvoirs seront en nombre suffisant, et dispersés sur toute la concession de façon à éviter la surcharge locale.

Les chemins à bétail vers les abreuvoirs naturels ou autres seront clôturés.

En vue d'éviter la surcharge des pâturages, le concessionnaire s'engage à ne pas entretenir plus d'une tête de bétail par 2 hectares.

La végétation arborée sera respectée dans la mesure compatible avec l'exploitation des pâturages.

Ces conditions joueront simultanément ou séparément pour toute la surface.

Les cultures vivrières faites en application de l'ordonnance n° 115/AE./T. du 12 novembre 1937 compteront pour l'évaluation de la mise en valeur.

ART. 3. — Sous peine de résolution de plein droit de la présente convention, la Mission s'engage à ne pas détourner la destination du terrain cédé.

ART. 4. — L'inexécution des conditions prévues à l'article 5, premier et deuxième alinéas du décret du 24 janvier 1943 sera constatée par procès-verbal du délégué du Gouverneur de Province.

La Mission s'engage, dès ores, à remplir dans le cas de déchéance les formalités prévues par la législation sur le régime foncier du Congo Belge, en vue de l'enregistrement des terres au nom de la Colonie.

ART. 5. — Les chemins et sentiers indigènes ou autres traversant le terrain cédé appartiennent au domaine public et ne font pas partie de la présente cession; leur situation et leur largeur définitives seront déterminées lors du mesurage officiel.

ART. 6. — La Mission ne peut abattre les espèces ligneuses croissant au moment de l'octroi des terres que dans la mesure des défrichements nécessaires au développement de son entreprise.

ART. 7. — Le présent contrat est conclu sous réserve des droits que les indigènes pourraient éventuellement revendiquer dans le délai et selon la procédure prévus à l'article 9 du décret du 31 mai 1934.

ART. 8. — La Mission s'engage à boiser (ou à entreprendre des cultures de plantes arbustives médicinales) sur un dixième du terrain cédé, c'est-à-dire, sur une superficie de vingt-huit hectares, quatre-vingts ares. Les essences à employer seront laissées au choix de la Mission.

Les travaux qui devront être achevés en dix ans compteront pour l'évaluation des superficies mises en valeur.

Art. 9. — Sauf pour les cas prévus à l'article 5, premier et deuxième alinéas, du décret du 24 janvier 1943, l'inexécution des conditions générales de ce décret et des conditions spéciales reprises ci-dessus, feront s'opérer d'office la résolution

du présent contrat si après sommation faite par lettre recommandée, la Mission ne satisfait pas aux dites obligations dans un délai de trente jours à dater de la réception de la lettre recommandée.

Ainsi fait à Stanleyville, en double expédition, le quatre août mil neuf cent quarante-sept.

ART. 2.

Le Ministre des Colonies est chargé de l'exécution du présent décret.

Donné à Bruxelles, le 8 mai 1948.

ART. 2.

De Minister van Koloniën is belast met de uitvoering van dit decreet.

Gegeven te Brussel, den 8 Mei 1948.

CHARLES.

Par le Régent:

Le Ministre des Colonies,

Vanwege de Regent:

De Minister van Koloniën,

P. WIGNY.

Rapport du Conseil Colonial sur le projet de décret approuvant un échange de terrains sis à Goa (District du Kwango) avec l'Association des Pères de la Compagnie de Jésus, desservant la Mission du Kwango.

Aucune observation n'ayant été présentée, ce projet de décret a été approuvé, en séance du 23 avril 1948, à l'unanimité.

MM. les Conseillers Deraedt et Robert s'étaient excusés.

Bruxelles, le 21 mai 1948.

Le Conseiller-Rapporteur,

Verslag van de Koloniale Raad over een ontwerp van decreet tot goedkeuring van een ruil van gronden te Goa (Kwango-district) met de Vereniging van de Paters van de Societeit Jesu, die de Kwango-missie bedienen.

Zonder dat een opmerking naar voren werd gebracht, is dit ontwerp van decreet, in de zitting van 23 April 1948, eenparig aangenomen.

De heren Deraedt en Robert waren afwezig met kennisgeving.

Brussel, de 21 Mei 1948.

Het Raadslid-Verslaggever,

DE CLEENE.

L'Auditeur,

De Auditeur,

M. VAN HECKE.

Terres. — Echange de terrains sis à Goa, entre l'Association des Pères de la Compagnie de Jésus desservant la Mission du Kwango et la Colonie. — Convention du 15 décembre 1947. — Approbation.

CHARLES, PRINCE DE BELGIQUE,
RÉGENT DU ROYAUME,

A tous, présents et à venir, SALUT!

Vu l'avis émis par le Conseil Colonial en sa séance du 23 avril 1948;

Sur la proposition du Ministre des Colonies,

NOUS AVONS DÉCRÉTÉ ET DÉCRÉTONS:

ARTICLE PREMIER.

La convention dont la teneur suit est approuvée:

Entre la Colonie du Congo Belge, représentée par le Gouverneur, Chef de la Province de Léopoldville, ci-après dénommée la Colonie, d'une part,

et

l'ASSOCIATION DES PERES DE LA COMPAGNIE DE JESUS, DES-SERVANT LA MISSION DU KWANGO, dont la personnalité civile a été reconnue par décret du 23 décembre 1897 (*B. O.* 1898, page 2), et représentée par le Révérend Père Schurmans (*B. A.* N° 11 de 1947, page 1169), d'autre part,

Sous réserve d'approbation par le Pouvoir Compétent de la Colonie,

Il a été convenu ce qui suit:

1° La Mission rétrocède gratuitement à la Colonie, qui accepte: deux terrains de vingt-cinq hectares chacun (2×25 Ha.), situés à Goa dans le territoire des Bayaka-Sud, et enregistrés au volume A. II, folio 10 et 11 de la Conservation des Titres Fonciers de Léopoldville, représentés par un liseré bleu au croquis approximatif portant le n° 1, figuré ci-après à l'échelle de 1 à 10.000.

2° En échange des terrains rétrocédés gratuitement par la Mission, conformément aux dispositions de l'article premier ci-dessus, la Colonie cède gratuitement en pleine propriété à la Mission, qui accepte, aux conditions générales du décret du 24 janvier 1943, modifié par celui du 2 juin 1945, et aux conditions spéciales

Gronden. — Ruil van gronden te Goa, tussen de Vereniging van de Paters van de Societeit Jesu, die de Kwango-missie bedienen en de Kolonie. — Overeenkomst van 15 December 1947. — Goedkeuring.

KAREL, PRINS VAN BELGIË,
REGENT VAN HET KONINKRIJK,

Aan allen, tegenwoordigen en toekomstenden, HEIL!

Gezien het advies door de Koloniale Raad uitgebracht in diens vergadering van 23 April 1948;

Op de voordracht van de Minister van Koloniën,

WIJ HEBBEN GEDECRETEERD EN WIJ DECRETEREN:

ARTIKEL ÉÉN.

De overeenkomst waarvan de tekst volgt wordt goedgekeurd:

ci-après, un terrain domanial, d'une superficie de cent septante cinq hectares (175 Ha.), situé à Goa, dans le territoire des Bayaka-Sud, représenté par un liseré rose au croquis approximatif portant le n° 2, figuré ci-après à l'échelle de 1 à 10.000.

3° Dans les dix ans de la date de l'approbation du présent contrat, feront retour à la Colonie les terres qui n'auront pas été mises en valeur. Seront seules considérées comme mises en valeur :

- a) les terres couvertes sur un dixième de leur surface par des constructions complètement achevées, répondant à la destination du fonds (église, habitations, écoles, dortoirs, ateliers d'apprentissages, annexes, etc...);
- b) les terres cultivées sur un cinquième au moins de leur surface en cultures alimentaires, fourragères ou autres.

Ces conditions joueront simultanément ou séparément pour toute la surface.

L'inexécution des conditions prévues au présent article, sera constatée par procès-verbal du délégué du Gouverneur de la Province. Cette inexécution donnera lieu à la résolution du présent contrat. La Mission s'engage, dès ores, à remplir dans le cas de la résolution du présent contrat, les formalités prévues par la législation sur le régime foncier du Congo Belge, en vue de l'enregistrement des terres au nom de la Colonie.

4° Les chemins et sentiers indigènes ou autres traversant les terrains cédés, appartiennent au domaine public et ne font pas partie de la présente cession; leur situation et leur largeur définitives seront déterminées lors du mesurage officiel.

5° L'occupant aura l'obligation de débroussailler régulièrement et de tenir dans un bon état de propreté, une zone de 100 mètres autour des constructions.

6° La Mission ne peut abattre les espèces ligneuses qui croissent actuellement sur les terrains que dans la mesure des défrichements nécessaires au développement de l'entreprise.

7° Les frais d'enregistrement des terrains rétrocédés par la Mission conformément aux dispositions de l'article premier sont à charge de la Colonie.

Pour le terrain cédé par la Colonie, la Mission renonce au bénéfice de l'article 7 du décret du 24 janvier 1943, modifié par celui du 2 juin 1945.

Ainsi fait à Léopoldville, en double expédition, le quinze décembre mil neuf cent quarante-sept.

ART. 2.

Le Ministre des Colonies est chargé de l'exécution du présent décret.

Donné à Bruxelles, le 8 mai 1948.

ART. 2.

De Minister van Koloniën is belast met de uitvoering van dit decreet.

Gegeven te Brussel, den 8 Mei 1948.

CHARLES.

Par le Régent :

Le Ministre des Colonies,

Vanwege de Regent :

De Minister van Koloniën,

P. WIGNY.

Rapport du Conseil Colonial sur le projet de décret portant cession à la Compagnie Cotonnière (Cotonco) d'un terrain de 605 hectares sis à Kulumbi (District du Sankuru).

En séance du 23 avril 1948, le Conseil a examiné le projet de décret cédant un terrain de 605 hectares à la Cotonco.

Un membre signale que cette cession a été effectivement réalisée entièrement dès l'année 1943, alors que c'est en avril 1948 que l'on demande au Conseil Colonial de bien vouloir l'approuver. Seulement il échet de remarquer, comme cela est d'ailleurs inséré dans l'exposé des motifs, que cette occupation des terrains a été autorisée parce qu'il s'agissait de ne pas entraver un effort de guerre, alors que les communications étaient coupées entre la Belgique et le Congo.

Malheureusement on constate que cette occupation a été entièrement réalisée sans qu'aucune des formalités ordonnées par la loi aient été respectées, et c'est ainsi qu'en 1945 on constatait que des plantations et des constructions étaient installées sur des terrains dont le caractère indigène était nettement établi et sans respecter aucun des droits divers des indigènes, et que c'est seulement en 1946 qu'un accord est intervenu à ce sujet avec les indigènes auxquels on accordait une indemnité.

Le dit membre proteste énergiquement contre ce procédé qui ne peut nullement se justifier.

Cependant comme le Conseil se trouve aujourd'hui devant une situation de fait existant depuis fin 1943, il croit qu'il n'y a pas lieu de refuser son approbation.

C'est dans ces conditions que le projet a été adopté à l'unanimité.

Verslag van de Koloniale Raad over het ontwerp van decreet tot afstand aan de « Compagnie Cotonnière Congolaise » (Cotonco) van een grond van 605 hectaren te Kulumbi (Sankurudistrict).

De Raad heeft het ontwerp van decreet, tot afstand van een grond van 605 hectaren aan de « Cotonco », onderzocht in de zitting van 23 April 1948.

• Een raadslid wijst er op dat deze afstand sedert 1943 volledig verwezenlijkt werd, dan als men eerst in April 1948 aan de Koloniale Raad vraagt dit te willen goedkeuren. Men dient nochtans op te merken, zoals de memorie van toelichting het trouwens doet, dat deze bezitneming van de gronden toegelaten werd omdat men niet wenste een oorlogsinspanning te belemmeren, op een ogenblik dat het verkeer tussen België en Congo verbroken was.

Ongelukkig stelt men vast dat die bezitneming volledig geschied is zonder dat een enkele van de bij de wet voorgeschreven vormen werd nagekomen en zo stelde men in 1945 vast dat plantages en gebouwen opgericht waren op klaarblijkelijk inlandse gronden zonder rekening te houden met de verschillende rechten der Inlanders. Eerst in 1946 is er dienaangaande een overeenkomst gesloten met de Inlanders aan wie men een vergoeding verleende.

Het gezegde raadslid tekent krachtig verzet aan tegen deze handelwijze die geenszins te rechtvaardigen is.

Daar evenwel de Raad zich thans vóór een feitelijke toestand bevindt, die sedert einde 1943 bestaat, meent hij zijn goedkeuring niet te mogen weigeren.

Derhalve werd het ontwerp eenparig aangenomen.

MM. Deraedt et Robert étaient absents
et excusés.

Bruxelles, le 21 mai 1948.

Le Conseiller-Rapporteur,

L'Auditeur,

M. VAN HECKE.

De heren Deraedt en Robert waren
afwezig met kennisgeving.

Brussel, de 21 Mei 1948.

Het Raadslid-Verslaggever,

De Auditeur,

WALEFFE.

Terres. — Cession à la Compagnie Cotonnière Congolaise « Cotonco » d'un terrain de 605 Ha., sis à Kulumbi (District du Sankuru). — Convention du 8 octobre 1947. — Approbation.

CHARLES, PRINCE DE BELGIQUE,
RÉGENT DU ROYAUME,

A tous, présents et à venir, SALUT!

Vu l'avis émis par le Conseil Colonial
en sa séance du 23 avril 1948;

Sur la proposition du Ministre des Colonies,

NOUS AVONS DÉCRÉTÉ ET DÉCRÉTONS:

ARTICLE PREMIER.

La convention dont la teneur suit est
approuvée:

La Colonie du Congo Belge, représentée par le Gouverneur de la Province de Lusambo, agissant en vertu des dispositions de l'arrêté du 25 février 1943, vend et cède en toute propriété à la COMPAGNIE COTONNIERE CONGOLAISE « COTONCO », société congolaise à responsabilité limitée ayant son siège social à Léopoldville, et dont les statuts ont été publiés au *Bulletin Officiel* de 1920, page 400, représentée par son directeur, M. Baltus, Henri, résidant à Lusambo, agissant en vertu d'une délégation de pouvoirs publiée au *Bulletin Administratif* de 1939, n° 16, qui accepte aux conditions générales de l'arrêté précité, de l'arrêté n° 174/T.F., du 11 novembre 1943 et aux conditions spéciales qui suivent, un

Gronden. — Afstand aan de « Compagnie Cotonnière Congolaise (Cotonco) » van een grond van 605 Ha., te Kulumbi (Sankuru-district). — Overeenkomst van 8 October 1947. — Goedkeuring.

KAREL, PRINS VAN BELGIË,
REGENT VAN HET KONINKRIJK,

Aan allen, tegenwoordigen en toekomstenden, HEIL!

Gezien het advies door de Koloniale Raad uitgebracht in diens vergadering van 23 April 1948;

Op de voordracht van de Minister van Koloniën,

WIJ HEBBEN GEDECRETEERD EN WIJ DECRETEREN:

ARTIKEL ÉÉN.

De overeenkomst waarvan de tekst volgt wordt goedgekeurd:

terrain destiné à un usage agricole situé à Kulumbi, d'une superficie de six cent cinq hectares (605 Ha.), dont les limites sont représentées par un liseré rouge au croquis approximatif figurant ci-après à l'échelle de 1 à 20.000.

La nature ainsi que les limites du terrain sont parfaitement connues de l'acquéreur.

CONDITIONS SPECIALES.

ARTICLE PREMIER. — Le prix de vente du terrain est fixé à la somme de nonante mille sept cent cinquante francs (Fr. 90.750,00), payable ainsi qu'il est dit à l'article 26 de l'arrêté du 25 février 1943, chez le Receveur des Impôts à Lusambo sans qu'il soit besoin d'aucun avertissement de la part du vendeur.

ART. 2. — Les chemins et sentiers indigènes ou autres qui traversent le terrain appartiennent au domaine public et ne font pas partie de la présente vente; leur situation et leur largeur définitives seront déterminées lors du mesurage officiel.

ART. 3. — Conformément aux dispositions de l'Ordonnance n° 115/AE./T. du 23 novembre 1937, l'acheteur s'engage à établir et à maintenir sur le terrain des cultures vivrières et alimentaires dans la mesure nécessaire à la bonne alimentation du personnel indigène de son exploitation.

ART. 4. — L'acquéreur déclare connaître parfaitement la situation de la région au point de vue de la main d'œuvre indigène et savoir qu'il ne pourra compter sur l'intervention de l'Administration pour obtenir les travailleurs qui lui seront nécessaires.

ART. 5. — L'acquéreur est tenu de verser au Trésor une somme correspondant à la valeur du bois sur pied existant sur le terrain en dehors de celui des plantations établies. Cette valeur sera fixée par le Gouverneur de Province d'après évaluation d'un fonctionnaire du service compétent.

ART. 6. — L'occupation et la mise en valeur ont été constatées suivant procès-verbal en date du 24 août 1945 dressé par l'agronome de zone de Sankuru.

ART. 7. — Le présent contrat est conclu sous réserve des droits que les indigènes pourraient éventuellement revendiquer dans le délai et selon la procédure prévus à l'article 9 du décret du 31 mai 1934.

ART. 8. — L'inexécution des conditions générales de l'arrêté du 25 février 1943 ainsi que l'inexécution des conditions spéciales qui précèdent, feront s'opérer d'office la résolution du contrat si, après sommation faite par lettre recommandée, l'acquéreur ne satisfait pas aux dites obligations dans un délai de quinze jours à dater de la réception de la lettre recommandée.

ART. 9. — Le présent contrat sort ses effets à la date du premier janvier mil neuf cent quarante-sept.

ART. 10. — Le présent contrat est conclu sous réserve d'approbation par décret.

Ainsi fait à Lusambo, en double expédition, le huit octobre mil neuf cent quarante-sept.

ART. 2.

Le Ministre des Colonies est chargé l'exécution du présent décret.

Donné à Bruxelles, le 8 mai 1948.

Par le Régent:
Le Ministre des Colonies,

CHARLES.

P. WIGNY.

ART. 2.

De Minister van Koloniën is belast met de uitvoering van dit decreet.

Gegeven te Brussel, den 8 Mei 1948.

Vanwege de Regent:
De Minister van Koloniën,

Rapport du Conseil Colonial sur un projet de décret qui approuve deux conventions intervenues entre la Colonie et la Mission du Lac Albert, concernant la concession en emphytéose d'un terrain d'une superficie de 2.061 hectares sis à Essebi (District du Kibali-Ituri).

Ce projet de décret a été soumis à l'examen du Conseil Colonial dans sa séance du 23 avril 1948.

Un membre a fait remarquer que les indigènes ont pris eux-mêmes les précautions nécessaires à la sauvegarde de leurs intérêts, qui pourraient être menacés par une occupation trop longue du terrain, et que la convention donne les garanties voulues pour faire respecter leurs droits et leurs intérêts.

Mis aux voix, le projet de décret a été adopté à l'unanimité.

MM. les Conseillers Deraedt et Robert avaient excusé leur absence.

Bruxelles, le 21 mai 1948.

Le Conseiller-Rapporteur,

J. VAN WING.

De Auditeur,

M. VAN HECKE.

Verslag van de Koloniale Raad over een ontwerp van decreet tot goedkeuring van twee overeenkomsten gesloten tussen de Kolonie en de Missie van het Albert-Meer, betreffende de uitgifte in erfpacht van een grond van 2.061 hectaren te Essebi (District Kibali-Ituri).

De Koloniale Raad heeft dit ontwerp van decreet onderzocht in de zitting van 23 April 1948.

Een raadslid heeft doen opmerken dat de Inlanders zelf de nodige voorzorgen hebben genomen ter vrijwaring van hun rechten die door een te lange bezitneming van de grond in gevaar mochten worden gebracht, en dat de overeenkomst de nodige waarborgen geeft om hun rechten en hun belangen te doen eerbiedigen.

In stemming gebracht, werd het ontwerp eenparig aangenomen.

De heren Deraedt en Robert waren afwezig met kennisgeving.

Brussel, de 21 Mei 1948.

Het Raadslid-Verslaggever,

L'Auditeur,

Terres. — Concession en emphytéose à la Mission du Lac Albert d'un terrain d'une superficie de 2.061 Ha., sis à Essebi (District du Kibali-Ituri). — Convention du 23 août 1947. — Approbation.

CHARLES, PRINCE DE BELGIQUE.
RÉGENT DU ROYAUME,

A tous, présents et à venir, SALUT!

Vu l'avis émis par le Conseil Colonial en sa séance du 23 avril 1948;

Sur la proposition du Ministre des Colonies,

NOUS AVONS DÉCRÉTÉ ET DÉCRÉTONS:

ARTICLE PREMIER.

Les conventions dont la teneur suit sont approuvées:

Gronden. — Uitgifte in erfpacht aan de « Mission du Lac Albert » van een grond van 2.061 Ha., te Essebi (Kibali-Ituri District). — Overeenkomst van 23 Augustus 1947. — Goedkeuring.

KAREL, PRINS VAN BELGIË,
REGENT VAN HET KONINKRIJK,

Aan allen, tegenwoordigen en toekomstenden, HEIL!

Gezien het advies door de Koloniale Raad uitgebracht in diens vergadering van 23 April 1948;

Op de voordracht van de Minister van Koloniën,

WIJ HEBBEN GEDECRETEERD EN WIJ DECRETEREN:

ARTIKEL EÉN.

De overeenkomsten waarvan de tekst volgt worden goedgekeurd:

I.

La Colonie du Congo Belge, représentée par le Gouverneur de la Province de Stanleyville, agissant en vertu des dispositions de l'arrêté du 25 février 1943, concède en emphytéose pour un terme de quinze ans à la « Mission du Lac Albert » personnalité civile reconnue par décret du 23 août 1913 (*B. O.* 1913, page 859), représentée par Son Excellence Monseigneur Matthysen, Alphonse, demeurant à Bunia, agréé en qualité de Représentant Légal (*B. A.* de 1923, page 543), qui accepte, aux conditions générales de l'arrêté précité, du règlement général prévu par l'arrêté royal du 30 mai 1922 et aux conditions spéciales qui suivent; un terrain destiné uniquement au pacage de bétail situé à Essebi d'une superficie de deux mille soixante et un hectares dont les limites sont représentées par un liseré jaune au croquis approximatif figuré ci-après à l'échelle de 1 à 20.000°.

La nature ainsi que les limites du terrain sont parfaitement connues de l'emphytéote.

CONDITIONS SPECIALES.

ARTICLE PREMIER. — La redevance annuelle du terrain est fixée à la somme de sept mille cent vingt-huit francs septante-cinq centimes, payable ainsi qu'il est dit à l'article 19 de l'arrêté du 25 février 1943, chez le Receveur des Impôts à Stanleyville, sans qu'il soit besoin d'aucun avertissement de la part de la Colonie du Congo Belge.

ART. 2. — Le présent contrat prend cours à la date du premier octobre 1900 quarante-quatre.

ART. 3. — Pour l'application des délais prévus à l'article 31, quatrième alinéa de l'arrêté du 25 février 1943, les parties se réfèrent à l'article 16 du dit arrêté.

En cas de résiliation du présent contrat après l'expiration du terme de dix années, si les conditions de mise en valeur prévues ne sont pas accomplies, l'emphytéote sera tenu de verser une indemnité correspondant au montant d'une année locative, indépendamment de toutes sommes déjà versées et restant acquises au Trésor.

ART. 4. — Seront considérés comme mis en valeur :

- a) les terres couvertes sur 1/10^{me} au moins de leur surface par des constructions ;
- b) les pâturages améliorés, dont 1/10^{me} au moins par semis ou plantation de plantes améliorantes, sur lesquelles sont entretenus des bestiaux à l'élève ou à l'engrais à raison d'au moins une tête de gros bétail ou quatre têtes de petit bétail par dix hectares.

Ces conditions joueront simultanément ou séparément pour toute la surface.

Les cultures vivrières faites en application de l'ordonnance n° 115/AE./T. du 12 novembre 1937 compteront pour l'évaluation de la mise en valeur.

ART. 5. — Pour l'application de la disposition faisant l'objet de l'article 31, cinquième alinéa, de l'arrêté du 25 février 1943, l'emphytéote sera considéré comme ayant cédé son droit à une personne physique ou morale, ou l'avoir grevé d'hypothèque ou de servitude, dès qu'aura été passée la convention devant servir de base à l'inscription au certificat d'enregistrement de l'emphytéose. Les dommages-intérêts qui pourraient lui être éventuellement réclamés sont fixés à cinquante francs par hectare.

ART. 6. — Conformément aux dispositions de l'ordonnance n° 115/AE./T. du 12 novembre 1937, l'emphytéote s'engage à établir et à maintenir des cultures vivrières et alimentaires dans la mesure nécessaire à la bonne alimentation du personnel indigène de son exploitation. Elles compteront pour l'évaluation des superficies mises en valeur par application de l'article 30 de l'arrêté du 25 février 1943.

ART. 7. — Les chemins et sentiers indigènes ou autres traversant le terrain concédé en emphytéose appartiennent au domaine public et ne font pas partie de la présente emphytéose ; leur situation ainsi que leur largeur définitives seront déterminées lors du mesurage officiel.

ART. 8. — Le présent contrat est conclu sous réserve des droits que les indigènes pourraient éventuellement revendiquer dans le délai et selon la procédure prévus à l'article 9 du décret du 31 mai 1934.

ART. 9. — L'emphytéote déclare connaître parfaitement la situation de la région du point de vue de la main-d'œuvre indigène et savoir qu'il ne pourra compter sur l'intervention de l'administration pour obtenir les travailleurs qui lui seront nécessaires.

ART. 10. — Il est convenu entre les parties que le loyer définitif du terrain sera établi d'après la superficie du terrain constatée en suite à une vérification effectuée par un géomètre de la Colonie.

ART. 11. — Les indigènes conservent le droit de chasse sur toute l'étendue du terrain, le droit de passage sur les chemins et sentiers traversant la concession et tels que renseignés au croquis et le droit de récolte des produits de leurs cultures.

Les indigènes conservent également le droit de culture dans les bas-fonds des rivières Aru, Doda, Adroa, Osua à la limite de la concession. La largeur des terrains ainsi réservés est fixée à vingt mètres du lit de ces rivières.

ART. 12. — La Mission s'engage à établir une clôture solide autour du bloc de 12 Hectares de cultures indigènes.

ART. 13. — L'inexécution des conditions générales de l'arrêté du 25 février 1943 du règlement général prévu par l'A.R. du 30 mai 1922 ainsi que l'inexécution des conditions spéciales reprises ci-dessus, feront s'opérer d'office la résiliation du présent contrat, si après sommation faite par lettre recommandée l'emphytéote ne satisfait pas aux dites obligations dans un délai de trente jours à dater de la réception de la lettre recommandée.

ART. 14. — Le présent contrat est conclu sous réserve d'approbation par le Pouvoir compétent de la Colonie.

Ainsi fait à Stanleyville, en double expédition, le sept octobre mil neuf cent quarante-six.

II.

Entre la Colonie du Congo Belge et la Mission du Lac Albert :

Il est convenu ce qui suit :

- 1° En vue d'éviter la surcharge des pâturages, le concessionnaire s'engage à ne pas entretenir plus d'une tête de bétail par 2 hectares.

L'aménagement de paddocks sera réalisée de façon à utiliser rationnellement la totalité du terrain loué.

Les kraals et abreuvoirs seront en nombre suffisants, et dispersés sur toute la concession de façon à éviter la surcharge locale.

Les chemins à bétail vers les abreuvoirs naturels ou autres seront clôturés.

- 2° La végétation arborée sera respectée dans la mesure compatible avec l'exploitation des pâturages.

Ainsi fait à Stanleyville, en double exemplaire, le vingt-trois août mil neuf cent quarante-sept.

ART. 2.

Le Ministre des Colonies est chargé de l'exécution du présent décret.

Donné à Bruxelles, le 8 mai 1948.

Par le Régent:
Le Ministre des Colonies,

CHARLES.

P. WIGNY.

ART. 2.

De Minister van Koloniën is belast met de uitvoering van dit decreet.

Gegeven te Brussel, den 8 Mei 1948.

Vanwege de Regent:
De Minister van Koloniën,

Rapport du Conseil Colonial sur un projet de décret approuvant la concession à la Congrégation des Missionnaires de Scheut d'un terrain de 1.000 hectares sis à Makaw (Territoire de Kutu).

Verslag van de Koloniale Raad over een ontwerp van decreet tot goedkeuring van een concessie aan de Congregatie van de Missionarissen van Scheut van een grond van 1.000 hectaren te Makaw (Gewest Kutu).

Le Conseil a examiné ce projet au cours de sa séance du 23 avril 1948.

De Raad heeft dit ontwerp in de zitting van 23 April 1948 onderzocht.

Une discussion s'est engagée au sujet des redevances foncières prévues dans la convention, certains membres estimant que la gratuité doit être accordée si le bétail est destiné uniquement au ravitaillement du personnel de la Mission et que, dans le cas contraire, c'est le tarif normal qui doit être appliqué.

Een bespreking werd gevoerd over de grondcijnzen vastgesteld in het decreet: sommige leden waren van mening dat de concessie kosteloos moet verleend worden indien het vee enkel voor de vleesvoorziening van het Missie-personeel bestemd is en dat, in het tegenovergesteld geval, het normale tarief moet toegepast worden.

Mis aux voix, le projet de décret a été approuvé à l'unanimité moins une abstention.

In stemming gebracht, werd het ontwerp van decreet eenparig aangenomen, min één blanco-stem.

MM. les Conseillers Robert et Deraedt étaient absents et excusés.

De heren Deraedt en Robert, Raadsleden, waren afwezig met kennisgeving.

Bruxelles, le 21 mai 1948.

Brussel, de 21 Mei 1948.

Le Conseiller-Rapporteur,

Het Raadslid-Verslaggever,

M. MAQUET.

L'Auditeur,

De Auditeur,

M. VAN HECKE.

Terres. — Concession à la Congrégation des Missionnaires de Scheut d'un terrain de 1.000 Ha., sis à Makaw (Territoire de Kutu). — Convention du 8 juillet 1946. — Approbation.

CHARLES, PRINCE DE BELGIQUE,
RÉGENT DU ROYAUME,

A tous, présents et à venir, SALUT!

Vu l'avis émis par le Conseil Colonial en sa séance du 23 avril 1948;

Sur la proposition du Ministre des Colonies,

NOUS AVONS DÉCRÉTÉ ET DÉCRÉTONS:

ARTICLE PREMIER.

La convention dont la teneur suit est approuvée:

La Colonie du Congo Belge, représentée par le Gouverneur de la province, Chef de la Province de Léopoldville, dûment délégué par l'arrêté royal du 25 février 1943, agissant en vertu des dispositions de l'arrêté royal du 30 mai 1922, concède en droit de pâture à la CONGREGATION DES MISSIONNAIRES DE SCHEUT dont la personnalité civile a été reconnue par décret du Roi-Souverain du 30 décembre 1889 (*Recueil mensuel*, page 422), et dont le siège social est à Léopoldville, ci-après dénommée « la Mission », représentée par le Révérend Père Wolters, Eugène, résidant à Léopoldville, agréé en qualité de représentant légal par ordonnance du 29 janvier 1937 (*B. A.* 1938, page 153), qui accepte, aux conditions générales de l'arrêté du 25 février 1943 sur la vente et la location des terres domaniales, aux conditions du règlement général prévues par l'arrêté du 30 mai 1922 et aux conditions spéciales qui suivent, un terrain destiné à usage de pacage pour le bétail, situé à Makaw, territoire de Kutu, d'une superficie approximative de mille hectares (1.000 Ha.), dont les limites sont représentées par un liseré jaune au croquis ci-annexé dressé à l'échelle de 1 à 50.000.

La nature ainsi que les limites du terrain sont parfaitement connues de la Mission.

CONDITIONS SPECIALES.

1° Le droit de pâture est concédé pour un terme de trente ans (30 ans), prenant cours à la date de son approbation par le pouvoir compétent de la Colonie.

2° La redevance à payer par la Mission est fixée à sept mille cinq cents francs (7.500 Fr.), l'an, conformément au tarif prévu par le littéra n° 2 de l'arrêté n° 520/T.F. du 23 septembre 1943, payable entre les mains du Receveur des

Gronden. — Concessie aan de « Congrégation des Missionnaires de Scheut » van een grond van 1.000 Ha., te Makaw (Gewest Kutu). — Overeenkomst van 8 Juli 1946. — Goedkeuring.

KAREL, PRINS VAN BELGIË,
REGENT VAN HET KONINKRIJK,

Aan allen, tegenwoordigen en toekomstenden, HEIL!

Gezien het advies door de Koloniale Raad uitgebracht in diens vergadering van 23 April 1948;

Op de Voordracht van de Minister van Koloniën,

WIJ HEBBEN GEDECRETEERD EN WIJ DECRETEREN:

ARTIKEL ÉÉN.

De overeenkomst waarvan de tekst volgt wordt goedgekeurd:

impôts à Léopoldville, sans qu'il soit besoin d'aucun avertissement de la part de la Colonie. A défaut de paiement aux échéances fixées, la Mission devra l'intérêt des sommes dues calculé sur le retard au taux de 4 % l'an sans préjudice à tous autres droits.

3° La Mission ne pourra changer la destination du fonds ni sa nature; elle ne pourra le grever de servitude ou aliéner ou hypothéquer son droit sans l'autorisation préalable, expresse et écrite du Gouverneur Général de la Colonie.

4° Les routes créées par la Mission seront accessibles à tous, si les intérêts de l'élevage ne s'y opposent pas. Les contestations qui pourraient s'élever au sujet de l'interprétation de cette clause seront tranchées souverainement par le Chef de la Province.

5° Les chemins et sentiers indigènes ou autres traversant le terrain objet du présent contrat appartiennent au domaine public et ne font pas partie du terrain donné en superficie; leur largeur ainsi que leur tracé définitifs seront déterminés par le délégué du Chef de la Province.

6° Le présent contrat est conclu sous réserve des droits que les indigènes pourraient éventuellement revendiquer dans le délai et selon la procédure prévus à l'article 9 du décret du 31 mai 1934.

7° La Mission sera tenue d'établir et de maintenir des cultures vivrières et alimentaires dans la mesure nécessaire à la bonne alimentation du personnel indigène de son exploitation.

8° La Mission devra, par la construction de dipping-tanks, se conformer aux dispositions du décret du 28 juillet 1938, spécialement en son article 134 sur le baignage et la destruction des tiques; elle aura la faculté d'établir sur le terrain concédé les constructions et installations nécessaires, notamment des abris pour le bétail et des logements pour les bouviers.

9° La Mission aura à prendre toutes les mesures utiles pour empêcher son bétail de causer des dégâts aux cultures et autres biens des tiers, indigènes ou non indigènes; elle ne pourra abattre les arbres croissant actuellement sur le terrain que dans la mesure des défrichements nécessaires au développement de l'entreprise.

10° Une bande de terrain de 160 mètres de largeur restera libre entre la rive du Kasai, (niveau des plus hautes eaux) et la limite du terrain concédé.

11° Pour l'exécution des présentes et de toutes leurs suites, les parties font élection de domicile: la Colonie, à Léopoldville, chez le Conservateur des Titres Fonciers de la Province, en ses bureaux, et la Mission, en les bureaux de l'Administrateur Territorial, Chef du Territoire, dans lequel se situe ou se situera la concession ci-dessus visée, où toutes significations, tous commandements, tous exploits ou autres notifications pourront être valablement faits ou adressés.

12° L'inexécution des conditions générales de l'arrêté royal du 30 mai 1922, de l'arrêté ministériel du 25 février 1943, ainsi que l'inexécution des conditions spéciales reprises sous les numéros 3, 7 et 9 ci-dessus, feront s'opérer d'office la résiliation du présent contrat si, après sommation faite par lettre recommandée, la Mission ne satisfait pas aux dites obligations endéans un délai de trois mois à dater de la réception de la lettre recommandée.

Ainsi fait à Léopoldville, en double expédition, le huit juillet mil neuf cent quarante-six.

ART. 2.

Le Ministre des Colonies est chargé de l'exécution du présent décret.

Donné à Bruxelles, le 8 mai 1948.

ART. 2.

De Minister van Koloniën is belast met de uitvoering van dit besluit.

Gegeven te Brussel, den 8 Mei 1948.

CHARLES.

Par le Régent :

Le Ministre des Colonies,

Vanwege de Regent :

De Minister van Koloniën,

P. WIGNY.

Rapport du Conseil Colonial sur un projet de décret portant concession gratuite à M. Eloy Robert, agent pensionné de la Colonie, d'un terrain de 485 hectares sis à Botanankasa (District du Lac Léopold II).

Ce projet de décret, examiné par le Conseil Colonial, en séance du 21 mai 1948, n'a donné lieu à aucune observation et a été approuvé à l'unanimité.

M. Robert s'était fait excuser.

Bruxelles, le 11 juin 1948.

Le Conseiller-rapporteur,

Verslag van de Koloniale Raad over het ontwerp van decreet tot goedkeuring van de kosteloze concessie aan de Hr. Eloy Robert, gepensionneerd agent der Kolonie, van een grond van 485 hectaren te Botanankasa (District Leopold II-Meer).

Dit ontwerp van decreet door de Koloniale Raad onderzocht in de zitting van 21 Mei 1948 gaf geen aanleiding tot enige op- of aanmerking en werd eenparig aangenomen.

De heer Robert was afwezig met kennisgeving.

Brussel, de 11 Juni 1948.

Het Raadslid-Verslaggever,

NORBERT LAUDE.

L'Auditeur,

De Auditeur,

M. VAN HECKE.

Terres. — Concession gratuite à M. Eloy Robert, agent pensionné de la Colonie, d'un terrain de 485 Ha., sis à Botanankasa (district du Lac Léopold II). — Convention du 24 janvier 1948. — Approbation.

CHARLES, PRINCE DE BELGIQUE,
RÉGENT DU ROYAUME,

A tous, présents et à venir, SALUT!

Vu l'avis émis par le Conseil Colonial en sa séance du 21 mai 1948;

Sur la proposition du Ministre des Colonies,

NOUS AVONS DÉCRÉTÉ ET DÉCRÉTONS:

ARTICLE PREMIER.

La convention dont la teneur suit est approuvée:

La Colonie du Congo Belge, représentée par le Gouverneur de la province de Léopoldville, accorde gratuitement en occupation provisoire, en vertu des dispositions du décret du 10 janvier 1940, modifié par celui du 13 janvier 1947, pour un terme de cinq ans, à M. ELOY, Robert-Clément, agent pensionné de la Colonie, résidant à Botanankasa, qui accepte aux conditions générales des décrets précités et aux conditions spéciales qui suivent, un terrain destiné à un usage agricole, situé à Botanankasa, territoire de Mushie, d'une superficie de quatre cent quatre-vingt-cinq hectares (485 Ha.), dont les limites sont représentées par un liseré jaune au croquis approximatif figuré ci-après à l'échelle de 1 à 40.000.

La nature ainsi que les limites du terrain sont parfaitement connues de l'occupant.

CONDITIONS SPECIALES.

ARTICLE PREMIER. — Le présent contrat est conclu sous réserve de son approbation par le pouvoir compétent de la Colonie et prendra cours à la date de cette approbation.

ART. 2. — Seront considérés comme mis en valeur:

- a) les terres couvertes sur un dixième au moins de leur superficie par des constructions;

Gronden. — Kosteloze concessie aan de Heer Eloy Robert, gepensionneerd agent der Kolonie, van een grond van 485 Ha., te Botanankasa (District Leopold II-Meer). — Overeenkomst van 24 Januari 1948. — Goedkeuring.

KAREL, PRINS VAN BELGIË,
REGENT VAN HET KONINKRIJK,

Aan allen, tegenwoordigen en toekomstenden, HEIL!

Gezien het advies door de Koloniale Raad uitgebracht in diens vergadering van 21 Mei 1948;

Op de voordracht van de Minister van Koloniën,

WIJ HEBBEN GEDECRETEERD EN WIJ DECRETEREN:

ARTIKEL ÉÉN.

De overeenkomst waarvan de tekst volgt wordt goedgekeurd:

- b) les terres cultivées sur un cinquième au moins de leur surface en cultures alimentaires, fourragères ou industrielles;
- c) les pâturages améliorés et clôturés sur lesquels seront entretenus des bœufs à l'élevage ou à l'engrais à raison d'au moins une tête de gros bétail ou de quatre têtes de petit bétail par dix hectares;
- d) les terres sur lesquelles il aura été fait des plantations d'espèces ligneuses à raison de cent arbres par hectare au minimum.

Ces conditions joueront simultanément ou séparément pour toute la surface.

ART. 3. — Au plus tard à l'expiration du terme de cinq ans prévu au présent contrat, les terres occupées provisoirement et mises en valeur comme dit à l'article deux seront cédées gratuitement en pleine propriété. Si aucune mise en valeur n'est réalisée au plus tard à l'expiration de la durée de l'occupation provisoire gratuite ou si la mise en valeur est insuffisante pour l'octroi du terrain en propriété, l'occupant paiera à la Colonie la totalité des loyers dont celle-ci aurait bénéficié si le terrain avait été concédé à titre onéreux aux conditions ordinaires.

ART. 4. — L'occupant ne peut abattre les espèces ligneuses croissant actuellement sur le terrain que dans la mesure des défrichements nécessaires au développement de son entreprise.

Les coupes ne pourront porter à la fois que sur une tranche de 50 hectares conformément au plan de coupe ci-annexé. L'abatage sur toute nouvelle tranche ne pourra être entamé que sur autorisation expresse, préalable et écrite du Gouverneur de la Province et après constatation de la mise en valeur de la tranche précédente aux vœux du présent contrat, l'approbation de celui-ci valant autorisation de coupe pour la première tranche.

En cas de vente de bois à des tiers l'occupant acquittera la taxe de coupe fixée par les ordonnances sur la matière.

ART. 5. — Les chemins et sentiers indigènes ou autres traversant le terrain concédé appartiennent au domaine public et ne font pas partie de la présente occupation provisoire; leur situation et leur largeur définitives seront déterminées lors du mesurage officiel.

ART. 6. — Le présent contrat est conclu sous réserve des droits que les indigènes pourraient éventuellement revendiquer dans le délai et selon la procédure prévus à l'article 9 du décret du 31 mai 1934.

ART. 7. — Conformément aux dispositions de l'ordonnance n° 115/A.E./T. du 12 novembre 1937, l'occupant s'engage à établir et à maintenir des cultures vivrières et alimentaires dans la mesure nécessaire à la bonne alimentation du personnel indigène de son exploitation. Ces cultures compteront pour l'évaluation des superficies mises en valeur.

ART. 8. — L'occupant déclare connaître parfaitement la situation de la région au point de vue de la main-d'œuvre indigène et savoir qu'il ne pourra compter sur l'intervention de l'Administration pour obtenir les travailleurs qui lui seront nécessaires.

ART. 9. — L'occupant a l'obligation de débroussailler régulièrement et de tenir dans un bon état de propreté une zone de cent mètres autour des constructions.

ART. 10. — L'inexécution des conditions générales du décret du 10 janvier 1940, modifié par celui du 13 janvier 1947, de l'ordonnance n° 115/AE./T. du 12 novembre 1937 et de celles reprises ci-dessus, fera s'opérer d'office la résiliation du présent contrat si, après sommation faite par lettre recommandée, l'occupant ne satisfait pas aux dites obligations dans un délai de trois mois à dater de la réception de la lettre recommandée.

Ainsi fait à Léopoldville, en double expédition, le vingt-quatre janvier mil neuf cent quarante-huit.

ART. 2.

Le Ministre des Colonies est chargé de l'exécution du présent décret.

Donné à Ciergnon, le 1^{er} juin 1948.

ART. 2.

De Minister van Koloniën is belast met de uitvoering van dit decreet.

Gegeven te Ciergnon, den 1^{ste} Juni 1948.

CHARLES.

Par le Régent:

Le Ministre des Colonies,

Vanwege de Regent:

De Minister van Koloniën,

P. WIGNY.

Rapport du Conseil Colonial sur le projet de décret approuvant la cession gratuite à l'« American Presbyterian Congo Mission » d'un terrain de 10 hectares sis près de Luluabourg.

C'est en sa séance du 21 mai 1948 que le Conseil Colonial a examiné ce projet de décret.

Un membre a déclaré que comme il s'agissait de la concession gratuite d'une terre non domaniale, dont le caractère indigène n'était pas contesté, il estimait devoir préciser les conditions que devait réunir une cession semblable, pour démontrer ainsi sur quels points les investigations du Conseil Colonial devaient spécialement porter.

Verslag van de Koloniale Raad over het ontwerp van decreet tot goedkeuring van de kosteloze afstand aan de « American Presbyterian Congo Mission » van een grond van 10 hectaren nabij Luluabourg.

De Koloniale Raad heeft dit ontwerp van decreet onderzocht in de zitting van 21 Mei 1948.

Een raadslid heeft verklaard dat, daar het ging om de kosteloze afstand van een niet-domaniale grond waarvan het in-landse karakter niet betwist wordt, hij meende de voorwaarden nader te moeten bepalen die zulk een afstand moet verenigen, ten einde aldus aan te tonen welke punten de Koloniale Raad bijzonder moest onderzoeken.

Il a tenu cependant à faire remarquer, avant tout, qu'il ne s'opposait pas à l'approbation de la cession litigieuse, qu'il ne soulevait qu'une question d'ordre général.

Comme un autre membre du Conseil l'a signalé avec infiniment de raison, au cours de la discussion, d'après l'art. 13 du décret du 31 mai 1934, modifié par le décret du 2 juillet 1938, c'est la Colonie « seule » qui peut conclure avec les indigènes un contrat d'acquisition de leurs terres, et partant pour procéder à une cession de cette nature, la Colonie doit commencer par acquérir elle-même le terrain à céder.

Par cette disposition, le législateur marque bien sa volonté de protéger spécialement les indigènes dans leurs droits fonciers. « Seule » la Colonie qui est leur tutrice peut se présenter comme acheteur de leurs terres.

D'autre part, le paragr. 4 de l'art. 15, de la Charte coloniale porte que le Gouverneur Général peut céder ou concéder « gratuitement » des terres aux conditions établies par décret aux associations scientifiques, philanthropiques ou religieuses et aux établissements d'utilité publique.

Enfin pour préciser complètement les conditions dans lesquelles une cession de terre indigène sera réalisée, il importe de noter que si d'une part la Colonie intervient comme tutrice des indigènes, d'autre part elle intervient comme pouvoir civilisateur, ayant pour premier devoir d'aider aussi largement que possible les missions dans l'accomplissement de leur œuvre.

Cela étant si dès la première demande adressée aux indigènes sur la question de savoir s'ils sont d'avis de céder leur terre à la Colonie, ils répondent affirmativement, aucune difficulté ne peut surgir. Mais si au contraire les indigènes manifestent leur intention de conserver leurs biens, la situation se complique.

Hij heeft, nochtans, vooraf doen opmerken dat hij zich niet tegen de goedkeuring van de betwiste afstand verzet en dat hij enkel een vraagstuk van algemene aard opwierp.

Zoals een ander raadslid er tijdens de bespreking zeer terecht op gewezen heeft, kan, volgens art. 13 van het decreet van 31 Mei 1934, gewijzigd bij decreet van 22 Juli 1938, « alleen » de Kolonie met de inlanders een overeenkomst tot verkrijging van hun gronden sluiten, en, dienvolgens, om tot een afstand van die aard over te gaan, moet de Kolonie beginnen met zelf de af te stane grond te verkrijgen.

Door deze bepaling, geeft de wetgever duidelijk zijn wil te kennen de inlanders in hun rechten betreffende de gronden bijzonder te beschermen. « Alleen » de Kolonie, die hun voogdes is, kan hun gronden aankopen.

Anderdeels, zoals het vierde lid van art. 15 van het Koloniaal Handvest bepaalt, kan de Gouverneur-Generaal de wetenschappelijke, menslievende of godsdienstige verenigingen en aan de inrichtingen van openbaar nut gronden onder de bij decreet gestelde voorwaarden « kosteloos » afstaan of in concessie geven.

Eindelijk, om de voorwaarden waaronder een afstand van inlandse grond zal geschieden volledig te bepalen, moet men in aanmerking nemen dat indien eensdeels de Kolonie optreedt als voogdes der inlanders, zij anderdeels optreedt als beschavingsmacht, wier eerste plicht het is de missies in de vervulling van hun taak zo ruim mogelijk te helpen.

Derhalve, indien de inlanders op de aanvankelijke vraag of zij van mening zijn hun grond aan de Kolonie af te staan bevestigend antwoorden, kan er geen enkele moeilijkheid oprijzen. Maar indien zij, integendeel, de wil te kennen geven om hun goederen te behouden, wordt de zaak ingewikkelder.

Deux cas peuvent se présenter : 1° les intérêts en présence sont tous d'ordre privé; la Colonie n'a aucune raison pour sacrifier les droits des indigènes en faveur de l'autre partie, et partant la cession ne pourra se faire.

2° Des intérêts publics sont en cause, alors les intérêts privés peuvent être sacrifiés aux intérêts publics. Et partant le membre susdit estime que la Colonie doit chercher à obtenir la propriété des terres des indigènes pour pouvoir la céder à la partie demanderesse.

Comment faire? Ne serait-ce pas le moment de recourir à ce que l'on a appelé « la pression administrative » et arriver ainsi à « une espèce » d'expropriation pour cause d'utilité publique.

Avec la réserve la plus expresse, qu'il n'en peut être ainsi que si la cause d'utilité publique existe certainement.

Le même membre pense que l'on doit conclure de ces considérations que pour se prononcer sur l'approbation d'un projet de la nature de celui dont il est saisi il faut absolument que le Conseil Colonial connaisse toutes les circonstances dans lesquelles la cession a été réalisée, et spécialement si dans l'occurrence il existe oui ou non une cause d'utilité publique.

Le projet de décret soumis au Conseil semble précisément rentrer dans le dernier cas envisagé:

Dans l'exposé des motifs il dit que dès les premiers pourparlers relatifs à l'acquisition du terrain les indigènes y ont opposé une résistance telle que les autorités locales ont prié la Mission de porter son choix sur un autre et que ce n'est que devant l'impossibilité de trouver un autre emplacement convenable aux envi-

Twee gevallen kunnen zich voordoen : 1° de betrokken belangen zijn alle van particuliere aard; de Kolonie heeft geen enkele reden om de rechten der inlanders bij de belangen van de andere partij achter te stellen en, dienvolgens, kan de afstand niet geschieden.

2° Er zijn openbare belangen bij betrokken. Dan kunnen de particuliere belangen achtergesteld worden bij de openbare belangen. En, dienvolgens, is het voornoemde raadslid van oordeel dat de Kolonie de eigendom van de gronden moet trachten van de inlanders te bekomen om hem aan de verzoekende partij te kunnen afstaan.

Hoe dit te doen? Zou het niet het oogenblik zijn om zijn toevlucht te nemen, tot wat men de « administratieve drukking » heeft genoemd en aldus tot « een soort » van onteigening ten algemeenen nutte te komen.

Met het meest uitdrukkelijke voorbehoud dat zulks maar mag gebeuren indien het algemeen nut er zeker bij betrokken is.

Hetzelfde raadslid denkt dat men uit deze beschouwingen moet besluiten dat, om zich uit te spreken over de goedkeuring van een ontwerp zoals dit waarvan thans sprake, de Koloniale Raad volstrekt al de omstandigheden moet kennen waarin de afstand geschied is, en inzonderheid of, in het onderhavig geval, het algemeen nut er al dan niet bij betrokken is.

Het aan de Raad onderworpen ontwerp van decreet schijnt tot het laatstvermelde geval te behoren.

In de memorie van toelichting wordt er gezegd dat, van de eerste bespreking aangaande de verkrijging van de grond af, de inlanders er zich zo zeer tegen verzet hebben dat de plaatselijke overheden de zending verzocht hebben een andere grond te kiezen en dat, enkel met het oog op de onmogelijkheid om een andere ge-

rons de Luluabourg et le désir de l'Association de maintenir son choix primitif, que la cession a été consentie.

D'autre part la cause même de cette cession reste en réalité dans le vague; on lit dans l'exposé des motifs: « Le terrain est destiné à l'établissement d'un poste d'activité missionnaire aux fins d'assurer le développement des œuvres de l'Association dans cette région ». Et dans la convention quand on parle des constructions à élever, l'art. 2, littéra *a* fait allusion « aux constructions répondant à l'usage prévu » alors qu'on ne trouve nulle part de précision sur cet usage prévu.

Aussi le même membre estime-t-il qu'il serait désirable que des renseignements plus précis soient fournis au Conseil.

Le Représentant de l'Administration répond immédiatement à la satisfaction du dit membre qui déclare que c'est une raison de plus pour que le Conseil approuve le projet.

On discute encore sur les difficultés de trouver des terrains disponibles dans les environs de Luluabourg, puis un autre membre déclare: « que les droits des indigènes doivent être absolument sauvegardés. Il faut éviter qu'ils puissent inconsiderément abandonner des droits permanents, attirés par le désir de recevoir une somme qui souvent sera presque immédiatement dépensée. L'Administration doit exercer sa protection tutélaire avec la plus grande vigilance ».

Alors M. le Ministre clot la discussion en déclarant:

« Je pense que nous nous rallions tous à la conclusion qui vient d'être formulée en dernier lieu. Mon département prendra contact avec le Gouverneur Général

schikte plaats in de omstreken van Luluabourg te vinden en het verlangen der Vereniging bij haar oorspronkelijke keus te blijven, in de afstand toegestemd werd.

Anderdeels, blijft de oorzaak zelf van deze afstand feitelijk vaag; men leest in de memorie van toelichting: « De grond is bestemd voor het oprichten van een missiepost, ten einde de ontwikkeling van de werken der Vereniging in deze streek te verzekeren ». En in de overeenkomst, wanneer het gaat over de op te richten gebouwen, spreekt artikel 2, letter *a* over « constructions répondant à l'usage prévu », dan als men nergens een nadere bepaling van dit voorzien gebruik vindt.

Hetzelfde raadslid is dan ook van mening dat het wenselijk zou zijn aan de Raad duidelijker inlichtingen te verschaffen.

De vertegenwoordiger van het Bestuur antwoordt onmiddellijk op een wijze die aan genoemd raadslid voldoening geeft, zodat dit raadslid verklaart dat het een reden te meer is opdat de Raad het ontwerp zou goedkeuren.

Men bespreekt nog de moeilijkheden om beschikbare gronden in de omstreken van Luluabourg te vinden; daarna verklaart een ander raadslid dat men de rechten der inlanders volstrekt moet beschermen. Men moet vermijden dat de inlanders blijvende rechten op onbezonnen wijze afstaan, aangetrokken als zij zijn door het verlangen een som te ontvangen die vaak bijna onmiddellijk zal uitgegeven worden. Het Bestuur moet zijn bescherming als voogd met de grootste waakzaamheid uitoefenen.

Dan sluit de heer Minister de bespreking met de volgende verklaring: « Ik denk dat wij het allen eens zijn met het laatst geformuleerde besluit. Mijn departement zal in contact treden met de Gouverneur-Generaal om zijn aandacht te vestigen op de gewichtige beginselkwestie ».

pour attirer son attention sur la grave question de principe qui vient d'être soulevée. Il sera spécifié que le cas présent ne soulève pas d'objection, mais que c'est cependant à l'occasion de son examen que le problème a fait l'objet d'une discussion d'ensemble et qu'on ne saurait mettre trop d'attention et trop de circonspection à protéger les noirs contre des entraînements qui les porteraient à méconnaître leur véritable intérêt. »

Le projet, mis aux voix, est approuvé à l'unanimité.

M. le Conseiller Robert était absent et excusé.

Bruxelles, le 11 juin 1948.

Le Conseiller-Rapporteur,

tie die zoëven opgeworden werd. Men zal er op wijzen dat tegen het huidige geval geen opwerping ingebracht wordt maar dat nochtans, ter gelegenheid van het onderzoek er van, het probleem het voorwerp van een algemene bespreking is geweest en dat men niet aandachtig en niet omzichtig genoeg kan zijn als het gaat om de inlanders te beschermen tegen hun eventuele neigingen om hun ware belangen te miskennen. »

In stemming gebracht, wordt het ontwerp eenparig aangenomen.

De heer Robert, Raadslid, was afwezig met kennisgeving.

Brussel, 11 Juni 1948.

Het Raadslid-Verslaggever,

F. WALEFFE.

L'Auditeur,

De Auditeur,

M. VAN HECKE.

Terres. — Cession gratuite à l'« American Presbyterian Congo Mission d'un terrain de 10 Ha., sis près de Lulua-bourg. — Convention du 13 février 1948. — Approbation.

Gronden. — Kosteloze afstand aan de « American Presbyterian Congo Mission » van een grond van 10 Ha. bij Luluabourg. — Overeenkomst van 13 Februari 1948. — Goedkeuring.

CHARLES, PRINCE DE BELGIQUE,
RÉGENT DU ROYAUME,

KAREL, PRINS VAN BELGIË,
REGENT VAN HET KONINKRIJK,

A tous, présents et à venir, SALUT!

Aan allen, tegenwoordigen en toekomstenden, HEIL!

Vu l'avis émis par le Conseil Colonial en sa séance du 21 mai 1948;

Gezien het advies door de Koloniale Raad uitgebracht in diens vergadering van 21 Mei 1948;

Sur la proposition du Ministre des Colonies,

Op de voordracht van de Minister van Koloniën,

NOUS AVONS DÉCRÉTÉ ET DÉCRÉTONS :

WIJ HEBBEN GEDECRETEERD EN WIJ DE
CRETEREN :

ARTICLE PREMIER.

ARTIKEL EÉN.

La convention dont la teneur suit est
approuvée :

De overeenkomst waarvan de tekst
volgt wordt goedgekeurd :

La Colonie du Congo Belge, représentée par le Gouverneur Général, cède gratuitement en toute propriété, à l' « AMERICAN PRESBYTERIAN CONGO MISSION », dont le siège est à Luebo, la personnalité civile reconnue par Décret du 28 avril 1892, publiée au *Bulletin Officiel* de 1892, page 163, représentée par M. le Révérend John MORRISON, agissant en qualité de Représentant Légal, conformément à l'Ordonnance publiée au *Bulletin Administratif* de 1935, page 619, ci-après dénommée la « Mission », qui accepte aux conditions générales du décret du 24 janvier 1943, modifié par celui du 2 juin 1945, et aux conditions spéciales qui suivent, un terrain destiné à un poste de Mission Religieuse situé à Matadi-Parisis, d'une superficie de dix hectares (10 Ha.), dont les limites sont représentées par un liseré rouge au croquis approximatif figuré ci-après à l'échelle de 1 à 5.000.

La nature ainsi que les limites du terrain sont parfaitement connues de la Mission.

CONDITIONS SPECIALES.

ARTICLE PREMIER. — Le présent contrat est conclu sous réserve de son approbation par décret.

ART. 2. — Seront considérées comme mises en valeur :

- a) les terres couvertes sur 1/10^{me} au moins de leur surface par des constructions répondant à l'usage prévu ;
- b) les terres couvertes sur 6/10^{mes} au moins de leur surface en cultures alimentaires ;
- c) les terres sur lesquelles il aura été fait des plantations d'espèces ligneuses à raison de cent arbres au minimum pour chaque hectare.

Ces conditions joueront simultanément ou séparément pour toute la surface.

ART. 3. — L'inexécution des conditions prévues à l'article 5, premier et deuxième alinéas, du décret du 24 janvier 1943, sera constatée par procès-verbal du délégué du Gouvernement de Province.

La Mission s'engage, dès ores, à remplir dans le cas de déchéance les formalités prévues par la législation sur le régime foncier du Congo Belge, en vue de l'enregistrement des terres au nom de la Colonie.

ART. 4. — Les chemins et sentiers indigènes ou autres traversant le terrain cédé appartiennent au domaine public et ne font pas partie de la présente cession ; leur situation et leur largeur définitives seront déterminées lors du mesurage officiel.

ART. 5. — La Mission ne peut abattre les espèces ligneuses croissant au moment de l'octroi des terres que dans la mesure des défrichements nécessaires au développement de son entreprise.

ART. 6. — Le présent contrat est conclu sous réserve des droits que les indigènes pourraient éventuellement revendiquer dans le délai et selon la procédure prévus à l'article 9 du décret du 31 mai 1934.

ART. 7. — Sauf pour les cas prévus à l'article 5, premier et deuxième alinéas, du décret du 24 janvier 1943, l'inexécution des conditions générales de ce décret ainsi que l'inexécution des conditions reprises ci-dessus, feront s'opérer d'office la résolution du présent contrat si, après sommation faite par lettre recommandée, la Mission ne satisfait pas aux dites obligations dans un délai de trois mois à dater de la réception de la lettre recommandée.

ART. 8. — La Mission ne bénéficie pas des dispositions de l'article 7 du Décret du 24 janvier 1943, modifié par celui du 2 juin 1945, en ce qui concerne le paiement des indemnités compensatoires à payer aux indigènes.

Ainsi fait à Léopoldville, en double expédition, le treize février mil neuf cent quarante-huit.

ART. 2.

Le Ministre des Colonies est chargé de l'exécution du présent décret.

Donné à Ciergnon, le 1^{er} juin 1948.

ART. 2.

De Minister van Koloniën is belast met de uitvoering van dit decreet.

Gegeven te Ciergnon, den 1^{ste} Juni 1948.

CHARLES.

Par le Régent :

Le Ministre des Colonies,

Vanwege de Regent :

De Minister van Koloniën,

P. WIGNY.

Terres. — Cession gratuite à la Congrégation des Chanoinesses Missionnaires Belges de Saint-Augustin, d'un terrain de 4 Ha., 60 a., sis à Mweka. — Convention du 12 mai 1948. — Approbation.

CHARLES, PRINCE DE BELGIQUE,
RÉGENT DU ROYAUME,

A tous, présents et à venir, SALUT!

Sur la proposition du Ministre des Colonies,

NOUS AVONS ARRÊTÉ ET ARRÊTONS:

ARTICLE PREMIER.

La convention dont la teneur suit est approuvée:

La Colonie du Congo Belge, représentée par le Gouverneur Général, cède gratuitement en toute propriété, à la « CONGREGATION DES CHANOINESSES MISSIONNAIRES BELGES DE SAINT-AUGUSTIN » à Léopoldville (personnalité civile reconnue par A. R. du 31 janvier 1921, publiée au B. O. de 1921, page 317), représentée par la Révérende Dame Marie Amélie BUTAYE, agissant comme Représentante Légale conformément à l'Ordonnance publiée au B. A. de 1939, page 840, ci-après dénommée la « Mission », qui accepte aux conditions générales du décret du 24 janvier 1943, modifié par celui du 2 juin 1945 et aux conditions spéciales qui suivent, un terrain destiné à un établissement d'une Mission pour Dames Religieuses situé dans la localité de Mweka, d'une superficie de quatre hectares, soixante ares environ (4 Ha., 60 a.), dont les limites sont représentées par un liseré rouge au croquis approximatif figuré ci-après à l'échelle de 1 à 5.000.

La nature ainsi que les limites du terrain sont parfaitement connues de la Mission.

CONDITIONS SPECIALES.

ARTICLE PREMIER. — Le présent contrat est conclu sous réserve de son approbation par Arrêté Royal.

ART. 2. — Seront considérées comme mises en valeur:

Les surfaces qui seront couvertes par des constructions en matériaux durables répondant à l'usage prévu, à savoir: des habitations et des bâtiments pour œuvres sociales et scolaires.

Gronden. — Kosteloze afstand aan de « Congrégation des Chanoinesses Missionnaires Belges de Saint-Augustin » van een grond van 4 Ha., 60 a., te Mweka. — Overeenkomst van 12 Mei 1948. — Goedkeuring.

KAREL, PRINS VAN BELGIË,
REGENT VAN HET KONINKRIJK,

Aan allen, tegenwoordigen en toekomstenden, HEIL!

Op de voordracht van de Minister van Koloniën,

WIJ HEBBEN BESLOTEN EN WIJ BESLUITEN:

ARTIKEL ÉÉN.

De overeenkomst waarvan de tekst volgt wordt goedgekeurd:

ART. 3. — L'inexécution des conditions prévues à l'article 5 — premier et deuxième alinéas — du décret du 24 janvier 1943, sera constatée par procès-verbal du délégué du Gouverneur de Province.

La Mission s'engage, dès ores, à remplir dans le cas de déchéance, les formalités prévues par la législation sur le régime foncier du Congo Belge, en vue de l'enregistrement des terres au nom de la Colonie.

ART. 4. — Sauf pour les cas prévus à l'article 5 — premier et deuxième alinéas — du décret du 24 janvier 1943, l'inexécution des conditions générales de ce décret ainsi que l'inexécution des conditions spéciales reprises ci-dessus, feront s'opérer d'office la résolution du présent contrat, si après sommation faite par lettre recommandée, la Mission ne satisfait pas aux dites obligations dans un délai de trois mois à dater de la réception de la lettre recommandée.

Ainsi fait à Léopoldville, en double expédition, le douze mai mil neuf cent quarante-huit.

ART. 2.

Le Ministre des Colonies est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Donné à Ciergnon, le 1^{er} juin 1948.

ART. 2.

De Minister van Koloniën is belast met de uitvoering van dit besluit.

Gegeven te Ciergnon, den 1^{ste} Juni 1948.

CHARLES.

Par le Régent :

Le Ministre des Colonies,

Vanwege de Regent :

De Minister van Koloniën,

P. WIGNY.

Rapport du Conseil Colonial sur un projet de décret, portant concession en emphytéose à M. Van de Kerckhove-De Clercq, d'un terrain de 522 Ha., sis à Gale (Territoire de Lisala).

Verslag van de Koloniale Raad over het ontwerp van decreet tot goedkeuring van de uitgifte in erfpacht aan de Heer Van de Kerckhove-De Clercq, van een grond van 522 hectaren te Gale (Gewest Lisala).

Ce projet de décret, examiné par le Conseil colonial en séance du 21 mai 1948, a été approuvé à l'unanimité.

Dit ontwerp van decreet dat de Koloniale Raad in de zitting van 21 Mei 1948 onderzocht, werd eenparig goedgekeurd.

Un membre trouve excessif l'éventualité de dommages-intérêts prévus à l'alinéa 2 de l'article 6 du décret. La somme dont il est question s'élève à 208.800 fr.

Een raadslid vindt de eventuele schadevergoeding, zoals voorzien in het tweede lid van artikel 6 van het decreet, overdreven. De som bedraagt 208.800 fr.

Le délégué de l'administration signale qu'il y a des précédents et que les dommages-intérêts sont prévus dans des cas analogues.

M. Robert s'était fait excuser.

Bruxelles, le 11 juin 1948.

Le Conseiller-Rapporteur,

NORBERT LAUDE.

L'Auditeur,

M. VAN HECKE.

De afgevaardigde van de Administratie wijst er op dat er precedenten zijn en dat in soortgelijke gevallen schadevergoedingen worden voorzien.

De heer Robert was afwezig met kennisgeving.

Brussel, den 11 Juni 1948.

Het Raadslid-Verslaggever,

De Auditeur,

Terres. — Concession en emphytéose à M. Van de Kerckhove-De Clercq d'un terrain de 522 Ha., sis à Gale (Territoire de Lisala). — Convention du 13 novembre 1947. — Approbation.

CHARLES, PRINCE DE BELGIQUE,
RÉGENT DU ROYAUME,

A tous, présents et à venir, SALUT!

Vu l'avis émis par le Conseil Colonial en sa séance du 21 mai 1948;

Sur la proposition du Ministre des Colonies,

NOUS AVONS DÉCRÉTÉ ET DÉCRÉTONS:

ARTICLE PREMIER.

La convention dont la teneur suit est approuvée:

La COLONIE DU CONGO BELGE, représentée par le Gouverneur de la Province de l'Equateur, agissant en vertu des dispositions de l'arrêté du 25 février 1943, modifié par l'arrêté du 27 juin 1947, concède en emphytéose pour un terme de trente (30) ans, à M. Van de Kerckhove-De Clercq, Maurice, colon planteur à Boso-Modjebo (territoire de Lisala), qui accepte aux conditions géné-

Gronden. — Concessie in erfpacht aan de Heer Van de Kerkhove-De Clercq van een grond groot 522 Ha., te Gale (Gewest Lisala). — Overeenkomst van 13 November 1947. — Goedkeuring.

KAREL, PRINS VAN BELGIË,
REGENT VAN HET KONINKRIJK,

Aan allen, tegenwoordigen en toekomstenden, HEIL!

Gezien het advies door de Koloniale Raad uitgebracht in diens vergadering van 21 Mei 1948;

Op de voordracht van de Minister van Koloniën,

WIJ HEBBEN GEDECRETEERD EN WIJ DECRETEREN:

ARTIKEL EÉN.

De overeenkomst waarvan de tekst volgt wordt goedgekeurd:

rales des arrêtés précités, du règlement général prévu par l'arrêté royal du 30 mai 1922 et aux conditions spéciales qui suivent, un terrain destiné à l'agriculture situé à Gale (Boso-Modjebo), territoire de Lisala, d'une superficie de cinq cent vingt-deux (522) hectares dont les limites sont représentées par un liseré jaune au croquis approximatif figuré ci-après à l'échelle de 1 à 40.000.

La nature ainsi que les limites du terrain sont parfaitement connues de l'emphytéote.

CONDITIONS SPECIALES.

ARTICLE PREMIER. — La redevance annuelle du terrain est fixée à la somme de dix mille quatre cent quarante francs (10.440 fr.), payable ainsi qu'il est dit à l'article 19 de l'arrêté du 25 février 1943 chez le Receveur des Impôts à Coquilhatville sans qu'il soit besoin d'aucun avertissement de la part de la Colonie du Congo Belge. A défaut de paiement aux échéances fixées, l'emphytéote devra l'intérêt des sommes dues, calculé sur le retard au même taux que celui appliqué pour les impositions personnelles et les impôts sur les revenus et ce, sans préjudice à tous autres droits.

ART. 2. — Le présent contrat prend cours le jour de son approbation par le Pouvoir Compétent.

ART. 3. — Pour l'application des délais prévus à l'article 31, quatrième alinéa de l'arrêté du 25 février 1943, les parties se réfèrent à l'article 16 du dit arrêté.

En cas de résiliation du présent contrat après l'expiration du terme de dix (10) années, si les conditions de mise en valeur ne sont pas accomplies, l'emphytéote sera tenu de verser une indemnité correspondante au montant d'une année locative, indépendamment de toutes sommes déjà versées et restant acquises au Trésor.

ART. 4. — Seront considérés comme mis en valeur :

- a) les terres qui sont couvertes sur $1/10^{me}$ au moins de leur surface par des constructions ;
- b) les terres qui sont couvertes sur $3/5^{mes}$ au moins de leur surface de cultures alimentaires annuelles ou bisannuelles et fourragères ;
- c) les pâturages, clôturés et améliorés dont $1/10^{me}$ au moins par semis ou plantations de plantes améliorantes, sur lesquels seront entretenus des bestiaux à l'élevé, ou à l'engrais à raison d'au moins deux têtes de gros bétail ou de huit têtes de petit bétail par dix hectares ;
- d) les terres sur lesquelles il aura été fait des plantations d'espèces ligneuses à raison de 100 arbres par hectare au minimum.

ART. 5. — L'emphytéote devra débroussailler régulièrement et tenir dans un bon état de propreté une zone de 100 mètres autour des constructions.

ART. 6. — Pour l'application de la disposition faisant l'objet de l'article 31, cinquième alinéa de l'arrêté du 25 février 1943, l'emphytéote sera considéré comme ayant cédé son droit à une personne physique ou morale, ou l'avoir grevé d'hypothèque ou de servitude dès qu'aura été passée la convention devant servir de base à l'inscription du certificat d'enregistrement de l'emphytéose.

Les dommages-intérêts qui pourraient lui être réclamés sont fixés à la somme de deux cent huit mille huit cents francs.

ART. 7. — L'emphytéote ne peut abattre les espèces ligneuses croissant au moment de l'octroi du terrain que dans la mesure des défrichements nécessaires au développement de son entreprise.

En cas de vente de bois à des tiers, l'emphytéote acquittera la taxe de coupe fixée par les ordonnances sur la matière.

ART. 8. — Conformément aux conditions de l'ordonnance n° 115/AE./T. du 12 novembre 1937, l'emphytéote s'engage à établir et à maintenir des cultures vivrières et alimentaires dans la mesure nécessaire à la bonne alimentation du personnel indigène de son exploitation. Elles compteront pour l'évaluation des superficies mises en valeur par application de l'article 30 de l'arrêté du 25 février 1943.

ART. 9. — Les chemins et sentiers indigènes ou autres traversant le terrain concédé en emphytéose, appartiennent au domaine public et ne font pas partie de la présente emphytéose; leur situation et leur largeur définitives seront déterminées lors du mesurage officiel.

ART. 10. — Le présent contrat est conclu sous réserve des droits que les indigènes pourraient éventuellement revendiquer dans le délai et selon la procédure prévus à l'article 9 du décret du 31 mai 1934.

La seconde proclamation des résultats de l'enquête prévue à l'article 7, deuxième alinéa de ce Décret, a été faite le 15 septembre 1946.

ART. 11. — L'emphytéote déclare connaître parfaitement la situation de la région au point de vue de la main d'œuvre indigène et savoir qu'il ne pourra compter sur l'intervention de l'Administration pour obtenir les travailleurs qui lui seront nécessaires.

ART. 12. — L'inexécution des conditions générales de l'arrêté du 25 février 1943 modifié par l'arrêté du 27 juin 1947, du règlement général prévu par l'arrêté royal du 30 mai 1922, ainsi que l'inexécution des conditions spéciales reprises ci-dessus, feront s'opérer d'office la résiliation du présent contrat si, après sommation faite par lettre recommandée, l'emphytéote ne satisfait pas aux dites obligations dans un délai d'UN MOIS à dater de la réception de la lettre recommandée.

Toutefois s'il y a abandon du terrain, celui-ci fera retour à la Colonie dans les conditions stipulées à l'article 17 de l'arrêté du 25 février 1943 sans sommation préalable si celle-ci ne peut être envoyée à l'emphytéote faute de connaître son adresse exacte.

ART. 13. — Le présent contrat est conclu sous réserve de son approbation par le Pouvoir Compétent de la Colonie.

Ainsi fait à Coquilhatville en double exemplaire, le treize novembre mil neuf cent quarante-sept.

ART. 2.

Le Ministre des Colonies est chargé de l'exécution du présent décret.

Donné à Ciergnon, le 1^{er} juin 1948.

ART. 2.

De Minister van Koloniën is belast met de uitvoering van dit decreet.

Gegeven te Ciergnon, den 1 Juni 1948.

CHARLES.

Par le Régent:

Le Ministre des Colonies,

Vanwege de Regent:

De Minister van Koloniën,

P. WIGNY.

Chutes d'eau. — Concession à M. Charles Reul de chutes d'eau à la rivière Waga. — Convention du 10 juin 1948. — Approbation.

Watervallen. — Concessie aan de Heer Charles Reul van watervallen aan de rivier Waga. — Overeenkomst van 10 Juni 1948. — Goedkeuring.

CHARLES, PRINCE DE BELGIQUE,
RÉGENT DU ROYAUME,

KAREL, PRINS VAN BELGIË,
REGENT VAN HET KONINKRIJK,

A tous, présents et à venir, SALUT!

Aan allen, tegenwoordigen en toekomstenden, HEIL!

Sur la proposition du Ministre des Colonies,

Op de voordracht van de Minister van Koloniën,

NOUS AVONS ARRÊTÉ ET ARRÊTONS:

WIJ HEBBEN BESLOTEN EN WIJ BESLUITEN:

ARTICLE PREMIER.

ARTIKEL ÉÉN.

La convention dont la teneur suit est approuvée:

De overeenkomst waarvan de tekst volgt wordt goedgekeurd:

Entre le Vice-Gouvernement du Territoire du Ruanda-Urundi, représenté par M. P. WIGNY, Ministre des Colonies, d'une part;
et M. REUL, Charles, résidant à ISOMU d'autre part.

IL A ETE CONVENU CE QUI SUIV, sous réserve d'approbation par arrêté royal:

ARTICLE PREMIER. — Le Vice-Gouvernement du Territoire du Ruanda-Urundi concède à M. REUL, Charles, aux conditions stipulées ci-après, le droit de capter jusqu'au 31 décembre 1900 septante-huit; trente (30) chevaux-vapeur à la rivière WAGA, à l'emplacement indiqué au plan ci-annexé.

ART. 2. — Le Vice-Gouvernement du Territoire du Ruanda-Urundi reconnaît au concessionnaire le droit d'occuper jusqu'à l'expiration de la présente convention :

- a) les terrains nécessaires à l'installation d'un groupe turbo-alternateur, y compris, le canal d'adduction d'eau et le bassin de captage, ainsi que la conduite forcée et le canal de fuite.

Les demandes relatives à l'occupation des terrains dont l'affectation est définie ci-dessus, devront être régulièrement introduites.

Les attributions de terrains auront lieu dans les limites et aux conditions de l'arrêté ministériel du 25 février 1943 sur la vente et la location des terres domaniales.

- b) le droit de construire des lignes aériennes pour le transport de l'énergie électrique, mais uniquement à l'intérieur des terrains dont il possède ou obtiendra la location du Vice-Gouvernement du Territoire du Ruanda-Urundi; les arbres du domaine qui constitueraient un obstacle à l'établissement et à la conservation des lignes aériennes pourront être enlevés, mais resteront la propriété du Vice-Gouvernement du Ruanda-Urundi.

L'abatage des arbres se fera conformément aux dispositions prévues par l'exploitation de coupes de bois.

ART. 3. — La prise d'eau se fera à l'endroit représenté au plan annexé à la présente convention.

Toutes modifications apportées ultérieurement à ces dispositions devront, au préalable être approuvées par le Gouverneur du Ruanda-Urundi.

Le programme des travaux sera achevé dans les deux ans de la signature de la présente convention.

Ces délais devront être observés sous peine de déchéance, à moins de prolongations qui seraient accordées par le Gouverneur du Ruanda-Urundi pour motif de force majeure.

ART. 4. — La construction et le fonctionnement de l'installation hydro-électrique ne peuvent priver les riverains, de l'eau indispensable aux services publics ou à l'usage domestique.

Les eaux utilisées feront retour à la rivière et ne pourront être corrompues.

ART. 5. — La concession est accordée pour la production de l'électricité nécessaire à l'exploitation d'une usine de déparchage de café et diverses industries.

ART. 6. — Sous peine de déchéance, le concessionnaire maintiendra ses installations en bon état d'entretien.

ART. 7. — Si par ses installations ou par son fait, le concessionnaire occasionne des inondations, il sera tenu de payer en cas de dommage, une indemnité à fixer selon le mode et la procédure prévus à l'article 11, sans préjudice de celles qui seraient dues à des tiers.

ART. 8. — Si l'utilisation de la force hydro-électrique installée est entravée par l'effet direct de travaux d'utilité publique, le concessionnaire aura droit à une juste indemnité à fixer selon la procédure prévue à l'article 11.

ART. 9. — A l'expiration de la concession ou en cas de déchéance le Vice-Gouvernement du Ruanda-Urundi, sera subrogé à tous les droits du concessionnaire et entrera en possession de toutes les installations hydro-électriques et des bâtiments dans lesquels elles se situent ainsi que des terrains occupés, sans qu'il ait droit à aucune indemnité.

Toutefois, si le concessionnaire avait effectué durant les cinq dernières années des travaux d'aménagement reconnus nécessaires par le Vice-Gouvernement du Ruanda-Urundi, il aurait droit au remboursement des frais non normalement amortis de ces travaux.

ART. 10. — La cession totale ou partielle de la concession ainsi que la vente ou la fourniture gratuite du courant électrique à des tiers, devront être préalablement autorisées par le Vice-Gouvernement du Ruanda-Urundi et selon les modalités qu'il déterminera.

ART. 11. — Les contestations qui pourraient s'élever au sujet de l'interprétation des clauses de la présente convention seront tranchées par une commission d'arbitres siégeant à Usumbura.

En cas d'arbitrage, chacune des parties désignera un arbitre et le Président du Tribunal de Première Instance du Ruanda-Urundi en désignera un troisième.

Les arbitres sont dispensés des délais et forme établis pour les Tribunaux. Ils statueront dans les termes du droit.

Fait à Bruxelles, en double exemplaire, le dix juin mil neuf cent quarante-huit.

ART. 2.

Le Ministre des Colonies est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Donné à Ciergnon, le 14 juin 1948.

ART. 2.

De Minister van Koloniën is belast met de uitvoering van dit besluit.

Gegeven te Ciergon, den 14 Juni 1948.

CHARLES.

Par le Régent:

Le Ministre des Colonies,

Vanwege de Regent:

De Minister van Koloniën,

P. WIGNY.

Rapport du Conseil Colonial sur un projet de décret approuvant une convention conclue le 16 janvier 1948 entre le Gouvernement de la Colonie et le Comité National du Kivu.

La nouvelle convention passée entre la Colonie du Congo Belge et le C. N. Ki. (la dixième a-t-on fait remarquer), a uniquement pour but de substituer à la règle de l'article 8 de la convention du 28 février 1933, relative au quorum requis pour augmenter ou réduire le capital de l'association, la règle de l'article 70 des lois belges coordonnées sur les sociétés commerciales et du décret du 22 juin 1914 relatif aux sociétés coloniales dans le cas où il existe plusieurs catégories d'actions ou de parts.

Ce changement est rendu nécessaire par la circonstance suivante : à la suite de la libération totale des titres de l'Association, libération qui se fera prochainement, il est à supposer que les titres jusqu'ici nominatifs deviendront au porteur. Il en résultera que le quorum nécessaire d'après l'article 8 de la convention de 1933 sera presque impossible à réunir lorsqu'il s'agira d'augmenter ou de réduire le capital de l'association. L'article 8, en effet, exige la présence à l'assemblée générale, appelée à statuer sur des propositions de cette nature, d'un nombre d'associés souscripteurs réunissant au moins la moitié du capital.

Le Conseil Colonial a examiné ce projet dans sa séance du 9 avril. Il l'a approuvé à l'unanimité.

Verslag van de Koloniale Raad over een ontwerp van decreet tot goedkeuring van een overeenkomst die op 16 Januari tussen het Gouvernement van de Kolonie en het Nationaal Comité van Kivu gesloten werd.

De nieuwe overeenkomst tussen de Belgische Congo-Kolonie en de N. C. Ki. (de tiende, zoals men heeft doen opmerken), heeft enkel als doel de regel van artikel 8 van de overeenkomst van 28 Februari 1933, betreffende het quorum vereist voor het verhogen of het verlagen van het kapitaal der Vereniging, te vervangen door de regel van artikel 70 van de samengeordende Belgische wetten op de handelsvennootschappen en van het decreet van 22 Juni 1914 betreffende de koloniale vennootschappen in het geval waarin er verscheidene categorieën van actiën of van aandelen zijn.

Deze verandering is noodzakelijk wegens de volgende omstandigheid : ingevolge de volstorting van de titels der Vereniging, welke volstorting eerlang zal geschieden, is het te onderstellen dat de titels die tot nog toe op naam waren, titels aan toonder zullen worden. Daaruit zal voortvloeien dat het quorum, vereist volgens artikel 8 van de overeenkomst van 1933, haast onmogelijk te bereiken zal zijn, als men het kapitaal der Vereniging wil verhogen of verlagen. Artikel 8 eist immers dat op de algemene vergadering, geroepen om over voorstellen van die aard uitspraak te doen, een aantal vennoten-inschrijvers tegenwoordig zijn, die minstens de helft van het kapitaal verenigen.

De Koloniale Raad heeft dit ontwerp in de zitting van 9 April onderzocht en heeft het eenparig aangenomen.

MM. Deraedt et Robert étaient absents et s'étaient fait excuser.

Bruxelles, le 21 mai 1948.

Le Conseiller-Rapporteur,

De heren Deraedt en Robert waren afwezig met kennisgeving.

Brussel, de 21 Mei 1948.

Het Raadslid-Verslaggever,

O. LOUWERS.

L'Auditeur,

De Auditeur,

M. VAN HECKE.

Comité National du Kivu. — Modification à l'article 8 de la Convention du 28 février 1933. — Convention du 19 janvier 1948. — Approbation.

CHARLES, PRINCE DE BELGIQUE,
RÉGENT DU ROYAUME,

A tous, présents et à venir, SALUT!

Vu l'avis émis par le Conseil Colonial en sa séance du 23 avril 1948;

Sur la proposition du Ministre des Colonies,

NOUS AVONS DÉCRÉTÉ ET DÉCRÉTONS :

ARTICLE PREMIER.

La convention dont la teneur suit est approuvée :

Entre la Colonie du Congo Belge, représentée par M. P. WIGNY, Ministre des Colonies,

le COMITE NATIONAL DU KIVU, personnalité juridique créée par un décret du 13 janvier 1928, représenté par M. L. HELBIG de BELZAC, Président du Conseil de Gérance,

la COMPAGNIE DES CHEMINS DE FER DU CONGO SUPERIEUR AUX GRANDS LACS AFRICAÎNS, société anonyme, ayant son siège à Bruxelles, représentée par MM. C. CAMUS et P. ORBAN, administrateurs,

National Comité van Kivu. — Wijziging aan artikel 8 van de overeenkomst van 28 Februari 1933. — Overeenkomst van 19 Januari 1948. — Goedkeuring.

KAREL, PRINS VAN BELGIË,
REGENT VAN HET KONINKRIJK,

Aan allen, tegenwoordigen en toekomstenden, HEIL!

Gezien het advies door de Koloniale Raad uitgebracht in diens vergadering van 23 April 1948;

Op de voordracht van de Minister van Koloniën,

WIJ HEBBEN GEDECRETEERD EN WIJ DECRETEREN :

ARTIKEL ÉÉN.

De overeenkomst waarvan de tekst volgt wordt goedgekeurd :

Il a été convenu ce qui suit, sous réserve d'approbation par le Pouvoir Législatif de la Colonie :

ARTICLE PREMIER. — La convention du 28 février 1933, portant réorganisation du Comité National du Kivu, approuvée par décret du 8 mai 1933 (*B. O.*, 1933, I, p. 358), modifiée précédemment par les conventions du 10 juillet 1933, du 3 octobre 1935, du 21 octobre 1937, du 27 mai 1943, du 2 juin 1943, du 10 novembre 1944, du 7 décembre 1945 et du 30 septembre 1946, approuvées par décrets du 4 janvier 1934 (*B. O.*, 1934 II, p. 104), du 16 décembre 1935 (*B. O.*, 1935, II, p. 540), du 7 mars 1938 (*B. O.*, 1938, I, p. 255), du 14 août 1943 (*B. O.*, 1943, p. 348), du 14 juillet 1943 (*B. O.*, 1943, p. 344), du 3 décembre 1945 (*B. A. C.*, 1946, p. 5), du 30 janvier 1946 (*B. O.*, 1946, II, p. 49) et du 28 janvier 1947 (*B. A. C.*, 1947, p. 407) est modifiée comme suit :

Le quatrième alinéa de l'article huit est abrogé et remplacé par les dispositions suivantes :

« Le Conseil de Gérance ne pourra faire de telles propositions que s'il y est autorisé par un vote des membres associés, propriétaires de parts. L'assemblée des associés propriétaires de parts ne peut valablement délibérer que si les propositions qui lui sont soumises ont été spécialement indiquées dans la convocation et si ceux qui assistent à la réunion représentant la moitié au moins du capital social.

» Si cette dernière condition n'est pas remplie, une nouvelle convocation sera nécessaire et la nouvelle assemblée délibèrera valablement, quelle que soit la portion du capital représentée par les actionnaires présents.

» L'autorisation ne sera acquise que si elle réunit les trois quarts des voix. »

ART. 2. — La présente convention est conclue sous la condition suspensive de ratification par les associés propriétaires de parts du Comité National du Kivu.

Fait à Bruxelles, en triple exemplaire, le 16 janvier 1948.

ART. 2.

Sous réserve d'approbation par arrêté royal, est autorisée la mise en concordance de la convention intervenue le 28 février 1933, entre la Colonie du Congo Belge, le Comité National du Kivu et la Compagnie des Chemins de fer du Congo Supérieur aux Grands Lacs Africains et approuvée par décret du 8 mai 1933 (*B. O.*, 1933, I, p. 358), avec les conventions du 10 juillet 1933, du 3 octobre 1935, du 21 octobre 1937, du 27 mai 1943, du 2 juin 1943, du 10 novembre 1944, du 7 décembre 1945, du 30 septembre 1946, approuvées par décrets du 4 janvier 1934 (*B. O.*, II, p. 104), du

ART. 2.

Onder voorbehoud van goedkeuring bij koninklijk besluit wordt toegelaten het in overeenstemming brengen van de overeenkomst welke op 28 Februari 1933 gesloten werd tussen de Kolonie Belgisch-Congo, het Nationaal Comité van Kivu en de « Compagnie des Chemins de fer du Congo Supérieur aux Grands Lacs Africains » en goedgekeurd werd bij decreet van 8 Mei 1933 (*A. B.*, 1933, I, blz. 358), met de overeenkomsten van 10 Juli 1933, van 3 October 1935, van 21 October 1937, van 27 Mei 1943, van 2 Juni 1943, van 10 November 1944, van 7 December 1945, van 13 September

16 décembre 1935 (*B. O.*, 1935, II, p. 540), du 7 mars 1938, (*B. O.*, 1938, I, p. 255), du 14 août 1943 (*B. O.*, 1943, p. 348), du 14 juillet 1943 (*B. O.*, 1943, p. 244), du 3 décembre 1945 (*B. A. C.*, 1946, p. 5), du 30 janvier 1946 (*B. O.*, 1946, II, p. 49) et du 28 janvier 1947 (*B. A. C.*, 1947, p. 407), ainsi qu'avec l'arrêté royal du 1^{er} décembre 1947 et les dispositions de la convention du 16 janvier 1948, approuvée par le présent décret.

Cette mise en concordance ne modifiera en rien les droits et obligations du Comité National du Kivu tels qu'ils existent à ce jour.

ART. 3.

Le Ministre des Colonies est chargé de l'exécution du présent décret.

Donné à Ciergnon, le 14 juin 1948.

CHARLES.

Par le Régent:
Le Ministre des Colonies,

P. WIGNY.

1946, goedgekeurd bij decreten van 4 Januari 1934 (*A. B.*, 1934, II, blz. 104), van 16 December 1935 (*A. B.*, 1935, II, blz. 540), van 7 Maart 1938 (*A. B.*, 1938, I, blz. 255), van 14 Augustus 1943 (*A. B.*, 1943, blz. 348), van 14 Juli 1943 (*A. B.*, 1943, blz. 244), van 3 December 1945 (*B. B. V. C.*, 1946, blz. 5), van 30 Januari 1946 (*A. B.* 1946, II, blz. 49) en van 28 Januari 1947 (*B. B. V. C.*, 1947, blz. 407), alsook met het Koninklijk Besluit van 1 December 1947 en de bepalingen der overeenkomst van 16 Januari 1948, goedgekeurd bij dit decreet.

Dit in overeenstemming brengen zal generlei wijzigingen toebrengen aan de rechten en verplichtingen van het Nationaal Comité van Kivu, zoals zij thans bestaan.

ART. 3.

De Minister van Koloniën is belast met de uitvoering van dit decreet.

Gegeven te Ciergnon, den 14 Juni 1948.

Vanwege de Regent:
De Minister van Koloniën,

Rapport du Conseil Colonial sur un projet de décret, approuvant une convention, intervenue entre la Colonie et la Société Forminière, et qui a pour objet un échange de terrains sis respectivement à Dulu (District des Uele) et à proximité des chutes de Pogge II sur la rive gauche du Kasai.

Ce projet de décret a été examiné par le Conseil Colonial au cours de la séance du 23 avril 1948.

Aucune observation sur le fond de l'affaire n'a été émise.

Mis aux voix, le projet a été admis à l'unanimité.

MM. les Conseillers Deraedt et Robert étaient absents et excusés.

Bruxelles, le 21 mai 1948.

Le Conseiller-Rapporteur,

L'Auditeur,

VAN WING.

M. VAN HECKE.

Verslag van de Koloniale Raad over een ontwerp van decreet tot goedkeuring van een overeenkomst gesloten tussen de Kolonie en de Maatschappij « Forminière » en houdende een ruiling van gronden onderscheidenlijk te Dulu (Uele-District) en nabij de watervallen Pogge II op de linker-oever van de Kasai.

De Koloniale Raad heeft dit ontwerp van decreet in de zitting van 23 April 1948 onderzocht.

De zaak zelf heeft geen aanleiding gegeven tot enigerlei op- of aanmerkingen.

In stemming gebracht, werd het ontwerp eenparig aangenomen.

De heren Deraedt en Robert, Raadsleden, waren afwezig met kennisgeving.

Brussel, de 21 Mei 1948.

Het Raadslid-Verslaggever,

De Auditeur,

Terres. — Echange de terrains sis respectivement à Dulu (District des Uele) et à proximité des chutes Pogge II, sur la rive gauche du Kasai, avec la Société Forminière. — Convention du 7 janvier 1948. — Approbation.

CHARLES, PRINCE DE BELGIQUE,
RÉGENT DU ROYAUME,

A tous, présents et à venir, SALUT!

Vu l'avis émis par le Conseil Colonial en sa séance du 23 avril 1948;

Gronden. — Ruiling met de Vennootschap « Forminière » van gronden onderscheidenlijk gelegen te Dulu (Uele-District) en nabij de Watervallen Pogge II, op de linkeroever van de Kasai. — Overeenkomst van 7 Januari 1948. — Goedkeuring.

KAREL, PRINS VAN BELGIË,
REGENT VAN HET KONINKRIJK,

Aan allen, tegenwoordigen en toekomstenden, HEIL!

Gezien het advies door de Koloniale Raad uitgebracht in diens vergadering van 23 April 1948;

Sur la proposition du Ministre des Colonies,

NOUS AVONS DÉCRÉTÉ ET DÉCRÉTONS :

ARTICLE PREMIER.

La convention dont la teneur suit est approuvée :

Entre :

La Colonie du Congo Belge, représentée par le Gouverneur de la Province du Kasaï, ci-après dénommée « La Colonie », d'une part,
et

La société congolaise à responsabilité limitée « Société Internationale Forestière et Minière du Congo (FORMINIÈRE), », dont les statuts sont publiés au *Bulletin Officiel de l'Etat Indépendant du Congo*, année 1906, page 498, représentée par M. Gérard Cravatte, Ingénieur, résidant à Tshikapa (procuration publiée au *Bulletin Administratif du Congo Belge* de 1947, page 477), ci-après dénommée « La Forminière », d'autre part.

Il a été convenu ce qui suit :

ARTICLE PREMIER. — La Forminière cède en toute propriété, quitte et libre de toutes charges, à la Colonie, qui accepte, un terrain d'une superficie de huit cents (800) hectares, sis à Dulu, District des Uele, Province Orientale, dont la propriété lui est reconnue en vertu du certificat d'enregistrement, Volume C. V., folio 9, délivré par le Conservateur des Titres Fonciers à Stanleyville.

Les limites de ce terrain sont représentées par un liseré bleu conformément au croquis approximatif ci-dessous à l'échelle de 1 à 100.000.

ART. 2. — En échange du terrain qui lui est rétrocédé par les dispositions de l'article 1 ci-dessus, la Colonie cède à la Forminière, qui accepte, un terrain domanial, destiné au pacage de gros bétail, situé à proximité des Chutes Pogge n° 2, rive gauche du Kasaï, d'une superficie de sept cent trente (730) hectares dont les limites sont représentées par un liseré rouge, conformément au croquis approximatif ci-dessous, à l'échelle de 1 à 50.000.

ART. 3. — Les chemins et sentiers indigènes et autres traversant le terrain faisant l'objet de l'article 2, appartiennent au domaine public et ne font pas partie de cette cession; leur situation et leur largeur définitives seront déterminées lors du mesurage officiel.

ART. 4. — La Société Forminière se déclare d'accord d'autoriser les indigènes à continuer à exercer librement sur le terrain lui cédé, en toute propriété leurs droits de cueillette des fruits de palmier, leurs droits de pêche et de passage.

ART. 5. — Tous les frais de passation d'acte, de mesurage et d'enregistrement résultant directement ou indirectement de la présente convention sont à charge de la Société Forminière.

Op de voordracht van de Minister van Koloniën,

WIJ HEBBEN GEDECRETEERD EN WIJ DECRETEREN :

ARTIKEL ÉÉN.

De overeenkomst waarvan de tekst volgt wordt goedgekeurd :

ART. 6. — La présente convention est conclue sous réserve de son approbation par décret.

Ainsi fait à Lusambo, en double exemplaire, le sept janvier mil neuf cent quarante-huit.

ART. 2.

Le Ministre des Colonies est chargé de l'exécution du présent décret.

Donné à Ciergnon, le 14 juin 1948.

Par le Régent:

Le Ministre des Colonies,

P. WIGNY.

ART. 2.

De Minister van Koloniën is belast met de uitvoering van dit decreet.

Gegeven te Ciergnon, den 14 Juni 1948.

Vanwege de Regent:

De Minister van Koloniën,

CHARLES.

Terres. — Cession gratuite à l'Armée du Salut d'un terrain de 2 Ha., 25 a., sis dans la C. U. de Léopoldville. — Convention du 5 mai 1948. — Approbation.

CHARLES, PRINCE DE BELGIQUE,
RÉGENT DU ROYAUME,

A tous, présents et à venir, SALUT!

Sur la proposition du Ministre des Colonies,

NOUS AVONS ARRÊTÉ ET ARRÊTONS:

ARTICLE PREMIER.

La convention dont la teneur suit est approuvée:

La Colonie du Congo Belge représentée par le Gouverneur Général cède gratuitement en toute propriété à l'Association « ARMÉE DU SALUT » dont la personnalité civile a été reconnue par arrêté royal du 21 février 1936, représentée par M. Henri L. Becquet, agréé en qualité de représentant légal par arrêté royal du 21 février 1936 (*B. O.* 1936 — première partie — page 330), ci-après dénommée la « MISSION » qui accepte, aux conditions générales du décret du 24 janvier 1943 modifié par celui du 2 juin 1945 et aux conditions spéciales qui suivent, deux terrains destinés à la construction d'un temple et d'une école

Gronden. — Kosteloze afstand aan de « Armée du Salut » van een grond van 2 Ha., 25 a., gelegen in de C. V. te Leopoldstad. — Overeenkomst van 5 Mei 1948. — Goedkeuring.

KAREL, PRINS VAN BELGIË,
REGENT VAN HET KONINKRIJK,

Aan allen, tegenwoordigen en toekomstenden, HEIL!

Op de voordracht van de Minister van Koloniën,

WIJ HEBBEN BESLOTEN EN WIJ BESLUITEN:

ARTIKEL ÉÉN.

De overeenkomst waarvan de tekst volgt wordt goedgekeurd:

primaire pour enfants indigènes, situés dans la circonscription urbaine de Léopoldville (Cité Indigène), d'une superficie totale de deux hectares, vingt-cinq ares (2 Ha., 25 a.), dont les limites sont représentées par un liseré rouge au croquis approximatif figuré ci-après à l'échelle de 1 à 5.000.

La nature ainsi que les limites des terrains sont parfaitement connues de la Mission.

CONDITIONS SPECIALES

ARTICLE PREMIER. — Le présent contrat est conclu sous réserve de son approbation par le pouvoir compétent.

ART. 2. — Seront considérées comme mises en valeur, les terres couvertes par des constructions entièrement achevées répondant à la destination mentionnée ci-dessus.

Les constructions devront être conformes aux prescriptions de l'autorité compétente à qui les plans devront être soumis, toute diligence étant faite par la Mission pour obtenir l'autorisation de bâtir en temps utile.

La Mission sera tenue de se conformer aux prescriptions de l'autorité administrative en ce qui concerne la zone de recul à observer éventuellement le long des voies publiques pour l'alignement des constructions. Toutefois cette zone ne pourra excéder cinq mètres de largeur.

ART. 3. — L'inexécution des conditions prévues à l'article 5 — premier et deuxième alinéas — du décret du 24 janvier 1943, sera constatée par procès-verbal du délégué du Gouverneur de Province.

La Mission s'engage, dès ores, à remplir dans le cas de déchéance, les formalités prévues par la législation sur le régime foncier du Congo Belge en vue de l'enregistrement des terres au nom de la Colonie.

ART. 4. — Sauf pour les cas prévus à l'article 5 — premier et deuxième alinéas — du décret du 24 juin 1943, l'inexécution des conditions générales de ce décret modifié par celui du 2 juin 1945 ainsi que l'inexécution des conditions spéciales reprises ci-dessus, feront s'opérer d'office la résolution du présent contrat si, après sommation faite par lettre recommandée, la Mission ne satisfait pas aux dites obligations dans un délai de un mois à dater de la réception de la lettre recommandée.

Ainsi fait à Léopoldville, en double expédition, le cinq mai mil neuf cent quarante-huit.

ART. 2.

Le Ministre des Colonies est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Donné à Ciergnon, le 21 juin 1948.

Par le Régent:
Le Ministre des Colonies,

CHARLES.

P. WIGNY.

ART. 2.

De Minister van Koloniën is belast met de uitvoering van dit besluit.

Gegeven te Ciergnon, den 21 Juni 1948.

Vanwege de Regent:
De Minister van Koloniën,

Terres. — Cession gratuite au Vicariat Apostolique du Ruanda d'un terrain de 25 Ha., à Kibyagira. — Convention du 5 mai 1948. — Approbation.

CHARLES, PRINCE DE BELGIQUE,
RÉGENT DU ROYAUME,

A tous, présents et à venir, SALUT!

Sur la proposition du Ministre des Colonies,

NOUS AVONS ARRÊTÉ ET ARRÊTONS:

ARTICLE PREMIER.

La convention dont la teneur suit est approuvée:

Le Gouvernement du Territoire du Ruanda-Urundi, représenté par le Gouverneur Général du Congo Belge, cède gratuitement en toute propriété à l'Association « VICARIAT APOSTOLIQUE DU RUANDA », dont la personnalité civile a été reconnue par arrêté royal du 5 mars 1928 (*B. O. C. B.* 1928, page 2512, 2^{me} partie), ayant son siège à Kabgayi, représentée par Mgr DEPRIMOZ, Laurent, Vicaire Apostolique du Ruanda, résidant à Kabgayi, agréé en qualité de représentant légal par ordonnance en date du 23 avril 1945 (*B. A.* 1945, page 597), ci-après dénommée « la Mission », qui accepte, aux conditions générales du décret du 24 janvier 1943, modifié par celui du 2 juin 1945, et aux conditions spéciales qui suivent, un terrain destiné à usage de Poste principal de Mission, situé à KIBYAGIRA, d'une superficie de vingt-cinq hectares (25 Ha.), dont les limites sont représentées par un liseré rouge au croquis approximatif figuré ci-après à l'échelle de 1 à 5.000.

La nature ainsi que les limites du terrain sont parfaitement connues de la Mission.

CONDITIONS SPECIALES.

ARTICLE PREMIER. — Le présent contrat est conclu sous réserve de son approbation par arrêté royal.

ART. 2. — Seront considérés comme mis en valeur:

- a) les terres couvertes sur 1/10^{me} au moins de leur surface, par des constructions en matériaux durables;
- b) les terres cultivées sur 6/10^{mes} au moins de leur surface;

Gronden. — Kosteloze afstand aan de « Vicariat Apostolique du Ruanda van een grond van 25 Ha., te Kibyagira. — Overeenkomst van 5 Mei 1948. — Goedkering.

KAREL, PRINS VAN BELGIË,
REGENT VAN HET KONINKRIJK,

Aan allen, tegenwoordigen en toekomstenden, HEIL!

Op de voordracht van de Minister van Koloniën,

WIJ HEBBEN BESLOTEN EN WIJ BESLUITEN:

ARTIKEL EÉN.

De overeenkomst waarvan de tekst volgt wordt goedgekeurd:

- c) les pâturages aménagés en prairies et clôturés sur lesquels seront entretenus des bestiaux à l'élevé ou à l'engrais à raison d'au moins une tête de gros bétail ou six têtes de petit bétail par 2 hectares;
- d) les terres sur lesquelles il aura été fait des plantations d'espèces ligneuses à une densité rationnelle en rapport avec l'âge et les variétés des essences.

Ces conditions joueront simultanément ou séparément pour toute la surface.

ART. 3. — L'inexécution des conditions prévues à l'article 5 — premier et deuxième alinéas — du décret du 24 janvier 1943 sera constatée par procès-verbal du délégué du Gouverneur du Ruanda-Urundi.

La Mission s'engage, dès ores, à remplir dans le cas de déchéance, les formalités prévues par la législation sur le régime foncier du Congo Belge en vue de l'enregistrement des terres au nom du Ruanda-Urundi.

ART. 4. — Les chemins et sentiers indigènes ou autres traversant le terrain cédé appartiennent au domaine public et ne font pas partie de la présente cession; leur situation et leur largeur définitives seront déterminées lors du mesurage officiel.

ART. 5. — La Mission ne peut abattre les espèces ligneuses croissant au moment de l'octroi des terres que dans la mesure des défrichements nécessaires au développement de son entreprise.

ART. 6. — La Mission s'engage à boiser (ou à entreprendre des cultures de plantes arbustives médicinales sur un dixième du terrain cédé, c'est-à-dire, sur deux hectares, cinquante ares (2 Ha., 50 a.). Les essences à employer sont laissées au choix de la Mission.

Les travaux devront être achevés en cinq ans et compteront pour l'évaluation des surfaces mises en valeur.

ART. 7. — Sauf pour les cas prévus à l'article 5 — premier et deuxième alinéas — du décret du 24 janvier 1943, l'inexécution des conditions générales de ce décret ainsi que l'inexécution des conditions spéciales reprises ci-dessus feront s'opérer d'office la résolution du présent contrat, si après sommation faite par lettre recommandée, la Mission ne satisfait pas aux dites obligations, dans un délai de trente jours à dater de la réception de la lettre recommandée.

Ainsi fait à Léopoldville, en double expédition, le cinq mai mil neuf cent quarante-huit.

ART. 2.

Le Ministre des Colonies est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Donné à Ciergnon, le 21 juin 1948.

Par le Régent:

Le Ministre des Colonies,

CHARLES.

P. WIGNY.

ART. 2.

De Minister van Koloniën is belast met de uitvoering van dit besluit.

Gegeven te Ciergnon, den 21 Juni 1948.

Vanwege de Regent:

De Minister van Koloniën,

Rapport du Conseil Colonial sur un projet de décret octroyant un permis d'exploitation à la Société Minière Cololacs pour le polygone dénommé « Colomines-Est n° 28 ».

Ce projet de décret a été examiné par le Conseil Colonial en sa séance du 25 juillet 1947.

Le Conseil a estimé que les renseignements mis à sa disposition pour apprécier en parfaite connaissance de cause, présentaient des lacunes au point de vue géographique et économique des gisements, ainsi que sur la situation démographique des populations indigènes des régions intéressées. En conséquence, la poursuite de l'examen du projet a été remise jusqu'à réception d'indications complémentaires.

Le 23 avril 1948, le Conseil a été saisi à nouveau du projet. Son attention a été attirée par le déséquilibre social accentué existant, depuis plusieurs années dans le territoire de Lubutu, sur les mesures prises par l'autorité locale, et sur celles que compte prendre la société en cause au point de vue main-d'œuvre. Il compte que l'autorisation administrative d'exploiter ne sera délivrée qu'à bon escient.

Mis aux voix, le projet a été approuvé à l'unanimité.

MM. les Conseillers Deraedt et Robert étaient absents et excusés.

Bruxelles, le 21 mai 1948.

Le Conseiller-Rapporteur,

M. MAQUET.

L'Auditeur,

M. VAN HECKE.

Verslag van de Koloniale Raad over een ontwerp van decreet tot toekenning van een mijnbouwvergunning aan de « Société Minière Cololacs » voor de veelhoek « Colomines-Oost n° 28 ».

Dit ontwerp van decreet werd door de Koloniale Raad in de zitting van 25 Juli 1947, onderzocht.

De Raad was van mening dat de inlichtingen te zijner beschikking gesteld om met volle kennis van zaken te oordelen, leemten vertoonden inzake de geografische en economische toestand van de lagen, alsmede betreffende de demografische toestand van de inlandse bevolking der betrokken streken. Dienvolgens werd het verder onderzoek van het ontwerp uitgesteld tot aanvullende gegevens verstrekt waren.

Op 23 April 1948, werd het ontwerp opnieuw bij de Raad aanhangig gemaakt. De aandacht werd gevestigd op het duidelijk gemis van sociaal evenwicht die zich reeds verscheidene jaren in het gewest Lubutu voordoet, op de door de plaatselijke overheid genomen maatregelen en op deze welke de vennootschap van plan is te nemen met betrekking tot de werkkrachten. De Raad rekent er op dat het Bestuur enkel de ontginning zal toelaten wanneer het weet dat de nodige voorwaarden vervuld zijn.

In stemming gebracht, werd het ontwerp eenparig aangenomen.

De heren Deraedt en Robert waren afwezig met kennisgeving.

Brussel, de 21 Mei 1948.

Het Raadslid-Verslaggever,

De Auditeur,

DECRET.

CHARLES, PRINCE DE BELGIQUE,
RÉGENT DU ROYAUME,

A tous, présents et à venir, SALUT!

Vu l'avis émis par le Conseil Colonial
en sa séance du 23 avril 1948;

Sur la proposition du Ministre des
Colonies,

NOUS AVONS DÉCRÉTÉ ET DÉCRÉTONS:

ARTICLE PREMIER.

Le droit d'exploiter l'étain est accordé
à la « Société Minière Cololacs » dans
la concession dénommée « Colomines-
Est n° 28 », d'une superficie de 220
hectares.

Ce droit est accordé jusqu'au 31 dé-
cembre 2010 à partir de la date du pré-
sent décret.

Les limites de la concession sont dé-
terminées comme suit:

A. — DESCRIPTION DES LIMITES DU
POLYGONE.

De la borne 1, un alignement droit de 1.210m. az. 342gr.22 mène à la borne 2;

Van grenspaal 1, leidt een rechte rooi-

lijn van 1.210m. az. 342gr.22 naar grenspaal 2;

» 2, » » 1.365m. » 49gr.44 » » 3;

» 3, » » 1.250m. » 96gr.11 » » 4;

» 4, » » 590m. » 182gr.20 » » 5;

De la borne 5, la limite suit la rive droite de la rivière Lowa vers l'aval jusqu'à
la borne 1, située à 1.872m.40 az. 254gr.47 de la borne 5.

Van grenspaal 5, volgt de grens de rechteroever van de Lowarivier stroomaf-
waarts tot aan grenspaal 1, gelegen op 1.872m.40 az. 254gr.47 van grenspaal 5.

DECREET.

KAREL, PRINS VAN BELGIË,
REGENT VAN HET KONINKRIJK,

Aan allen, tegenwoordigen en toeko-
menden, HEIL!

Gezien het advies door de Koloniale
Raad uitgebracht in diens vergadering
van 23 April 1948;

Op de voordracht van de Minister van
Kolonien,

WIJ HEBBEN GEDECRETEERD EN WIJ DE-
CRETEREN:

ARTIKEL EÉN.

Aan de « Société Minière Cololacs »
wordt het recht verleend tin te winnen
in de concessie « Colomines-Oost n° 28 »,
groot 220 hectaren.

Dit recht wordt met ingang van de
datum van dit decreet verleend tot op
31 December 2010.

De grenzen van de concessie zijn als
volgt bepaald:

A. — BESCHRIJVING DER GRENZEN
VAN DE VEELHOEK.

B. — SITUATION D'UNE BORNE D'ANGLE

B. — LIGGING VAN EEN GRENSPAAL.

La borne 2 est située à 1.115m. az. 323gr.34 du confluent des rivières Lowa-Amakinga.

Grenspaal 2 is gelegen op 1.115m. az. 323gr.34 van de samenvloeiing van de Lowa en Amakinga rivieren.

C. — SITUATION DU POLYGONE.

Le polygone est situé approximativement à 15 km. au Sud du Poste de Muhulu.

D. — REMARQUES.

Les azimuts sont exprimés en grades et en minutes centésimales. Ils se mesurent à partir du Nord vrai et croissent dans le sens du mouvement des aiguilles d'une montre.

Sur la rive du cours d'eau prise pour limite, le périmètre suit le niveau le plus élevé qu'atteignent les eaux de la rivière lors de ses crues périodiques normales.

ART. 2.

En vertu du décret du 16 janvier 1940, le concessionnaire supportera les frais de vérification ultérieure des limites du polygone et se conformera à toute rectification qu'entraînerait cette vérification.

ART. 3.

Le concessionnaire a le droit, sous réserve des droits des tiers, indigènes ou non-indigènes, et conformément aux lois, décrets et règlements sur la matière, d'exploiter la mine concédée.

ART. 4.

La concession s'étend au lit des ruisseaux et rivières. Le concessionnaire ne pourra toutefois, sans l'autorisation préalable et par écrit du Gouverneur Géné-

C. — LIGGING VAN DE VEELHOEK.

De veelhoek is gelegen op ongeveer 15 km. ten Zuiden van de Muhulu-post.

D. — OPMERKINGEN.

De azimuths zijn uitgedrukt in graden en in centesimale minuten. Zij worden gemeten vanaf het werkelijk Noorden en stijgen in de richting van de beweging der wijzers van een uurwerk.

Op de oever van de als grens genomen waterloop, volgt de omtrek de hoogste stand dien de wateren van de rivier bij hun normale periodieke was bereik-

ART. 2.

Krachtens het decreet van 16 Januari 1940, zal de concessiehouder de kosten van het later nazien van de grenzen van de veelhoek dragen en zich schikken naar elke wijziging die nazien zou mede brengen.

ART. 3.

De concessiehouder heeft het recht, onder voorbehoud der rechten van derden. Inlanders of niet-Inlanders, en overeenkomstig de wetten, decreten en reglementen ter zake, de mijn te ontginnen waarvoor de concessie wordt verleend.

ART. 4.

De concessie strekt zich uit tot de bedding der beken en rivieren. Zonder de voorafgaande en schriftelijke toelating van de Gouverneur-Generaal of diens

ral ou de son délégué, exécuter aucun travail d'exploitation dans le lit des rivières navigables ou flottables, ni sur les terrains qui les bordent, dans une bande de 10 mètres à compter de la ligne formée par le niveau le plus élevé qu'atteignent les eaux dans leurs crues périodiques normales.

L'autorisation déterminera les conditions auxquelles les travaux pourront être exécutés.

ART. 5.

L'exploitation a lieu aux risques et périls du concessionnaire. Il est notamment responsable du dommage que causeraient aux fonds riverains les travaux, même autorisés, qu'il exécuterait dans les rivières et ruisseaux.

Il paiera aux riverains conformément à l'article 20 du décret du 30 juin 1913 (Code Civil, Livre II, Titre II), une redevance annuelle proportionnée aux dommages qu'ils subissent dans l'exercice de leurs droits de riveraineté.

ART. 6.

Le Ministre des Colonies est chargé de l'exécution du présent décret.

Donné à Bruxelles, le 25 juin 1948.

afgevaardigde, mag de concessiehouder evenwel geen enkel ontginningswerk uitvoeren in de bedding der bevaarbare of vlotbare rivieren, noch op de aangrenzende gronden, binnen een strook van 10 meter breedte, te rekenen van de lijn gevormd door de hoogste stand dien de wateren bij hun normale periodieke was bereiken.

De toelating bepaalt de voorwaarden waaronder de werken mogen worden uitgevoerd.

ART. 5.

De ontginning geschiedt op risico van de concessiehouder. Hij is namelijk verantwoordelijk voor de schade die de bij de oever gelegen erven lijden door de werken welke hij, zelfs met toelating uitvoert in de beken en rivieren.

Hij betaalt aan de eigenaars van de oever, overeenkomstig artikel 20 van decreet van 30 Juni 1913 (Burgerlijk Wetboek, Boek II, Titel II) een jaarlijkse cijns naar evenredigheid van de schade die zij ondergaan bij de uitoefening van hun rechten als eigenaars van de oever.

ART. 6.

De Minister van Koloniën is belast met de uitvoering van dit decreet.

Gegeven te Brussel, de 25 Juni 1948.

CHARLES.

Par le Régent :
Le Ministre des Colonies.

Vanwege de Regent :
De Minister van Koloniën,

P. WIGNY.

Rapport du Conseil Colonial sur un projet de décret octroyant des permis d'exploitation à la société Les Mines d'Or Belgika (Belgikaor) pour les polygones dénommés « Myaya », « Nyamavieti » et « Wamisenge ».

Le Conseil a examiné ce projet au cours de la séance du 25 juillet 1947.

Des doléances ont été émises sur le fait que le dossier administratif, présenté à l'appui du projet, ne contenait pas suffisamment d'éléments d'appréciation au sujet de la situation géographique et démographique des régions intéressées, ni sur les possibilités économiques des gisements. Le Conseil a décidé, en conséquence, d'ajourner l'examen du projet jusqu'à réception de renseignements complémentaires.

Le 23 avril 1948, le projet est revenu devant le Conseil qui, mieux documenté, l'a approuvé à l'unanimité.

MM. les Conseillers Deraedt et Robert étaient absents et excusés.

Bruxelles, le 21 mai 1948.

Le Conseiller-Rapporteur,

M. MAQUET.

L'Auditeur,

M. VAN HECKE.

Verslag van de Koloniale Raad over een ontwerp van decreet tot toekenning van mijnbouwvergunningen aan de vennootschap « Les Mines d'Or Belgika (Belgikaor) » voor de veelhoeken « Myaya », Nyamavieti » en « Wamisenge ».

De Raad heeft dit ontwerp in de zitting van 25 Juli 1947 onderzocht.

Klachten werden geuit over het feit dat het administratief dossier, tot staving van het ontwerp, niet genoeg gegevens bevatte om de geografische en demografische toestand van de streek en de economische toestand van de lagen te beoordelen. De Raad besloot, dienvolgens, het onderzoek van het ontwerp te verdagen tot aanvullende inlichtingen ingewonnen waren.

Op 23 April 1948 is het ontwerp opnieuw voor de Raad gekomen die, beter gedocumenteerd, het eenparig aangenomen heeft.

De heren Deraedt en Robert, Raadsleden, waren afwezig met kennisgeving.

Brussel, de 21 Mei 1948.

Het Raadslid-Verslaggever,

De Auditeur,

DECRET.

CHARLES, PRINCE DE BELGIQUE,
RÉGENT DU ROYAUME,

A tous, présents et à venir, SALUT!

Vu l'avis émis par le Conseil Colonial
en sa séance du 23 avril 1948;

Sur la proposition du Ministre des
Colonies,

NOUS AVONS DÉCRÉTÉ ET DÉCRÉTONS:

ARTICLE PREMIER.

Le droit d'exploiter l'or et l'argent est
accordé à la société « Les Mines d'Or
Belgika « BELGIKAOR) » dans la con-
cession dénommée « Myaya », d'une su-
perficie de 350 hectares.

Ce droit est accordé jusqu'au 31 dé-
cembre 2010 à partir de la date du pré-
sent décret.

Les limites de la concession sont dé-
terminées comme suit:

DECREET.

KAREL, PRINS VAN BELGIË,
REGENT VAN HET KONINKRIJK,

Aan allen, tegenwoordigen en toeko-
menden, HEIL!

Gezien het advies door de Koloniale
Raad uitgebracht in diens vergadering
van 23 April 1948;

Op de voordracht van de Minister van
Kolonien,

WIJ HEBBEN GEDECRETEERD EN WIJ DE-
CRETEREN:

ARTIKEL EÉN.

Aan de vennootschap « Les Mines
d'Or Belgika (BELGIKAOR) », wordt
het recht verleend goud en zilver te win-
nen in de concessie « Myaya », groot 350
hectaren.

Dit recht wordt, met ingang van de
datum van dit decreet verleend tot op
31 December 2010.

De grenzen van de concessie zijn als
volgt bepaald:

A. — DESCRIPTION DES LIMITES.

A. — BESCHRIJVING VAN DE GRENZEN.

De la borne 1, un alignement droit de 746m.1 az. 17gr.63 mène à la borne 2;

Van grenspaal 1, leidt een rechte rooi-

lijn van 746m.1 az. 17gr.63 naar grenspaal 2;

»	2,	»	»	1.035m.9	»	20gr.34	»	»	3;
»	3,	»	»	587m.1	»	66gr.21	»	»	4;
»	4,	»	»	669m.6	»	373gr.70	»	»	5;
»	5,	»	»	598m.8	»	373gr.55	»	»	6;
»	6,	»	»	109m.9	»	54gr.05	»	»	7;
»	7,	»	»	711m.2	»	127gr.92	»	»	8;
»	8,	»	»	755m.8	»	126gr.75	»	»	9;

De la borne 9, un alignement droit de 732m.5 az. 198gr.51 mène à la borne 10;

Van grenspaal 9, leidt een rechte rooi-

lijn van 732m.5 az. 198gr.51 naar grenspaal 10;

»	10,	»	»	723m.9	»	220gr.56	»	»	11;
»	11,	»	»	742m.0	»	220gr.71	»	»	12;
»	12,	»	»	901m.4	»	266gr.24	»	»	13;
»	13,	»	»	715m.7	»	296gr.08	»	»	1;

B. — SITUATION DES BORNES D'ANGLE.

B. — LIGGING VAN DE HOEKGRENSPALEN.

La borne 4, est située au confluent des rivières Kangondi-Kabisembe.

Grenspaal 4, is gelegen aan de samenvloeiing van de Kangondi- en Kabisembe-rivieren.

La borne 12, est située au confluent de la rivière Nyamibenge avec son premier affluent de gauche.

Grenspaal 12, is gelegen aan de samenvloeiing van de Nyamibenge-rivier met haar eerste linker bijrivier.

C. — REMARQUE.

Les azimuts sont exprimés en grades et en minutes centésimales. Ils se mesurent à partir du Nord vrai et croissent dans le sens du mouvement des aiguilles d'une montre.

D. — SITUATION DU POLYGONE.

Le polygone est situé à environ 25 km. au sud du Poste-Etat de Pangi.

Le plan du polygone est incorporé dans les matrices au 1/20.000^{me} 35-45 du degré carré 37 D.

ART. 2.

Le droit d'exploiter l'or, l'argent et l'étain est accordé à la société « Les Mines d'Or Belgika (BELGIKAOR) », dans la concession dénommée « Nyamavieti », d'une superficie de 215 hectares.

Ce droit est accordé jusqu'au 31 décembre 2010 à partir de la date du présent décret.

C. — OPMERKING.

De azimuths zijn uitgedrukt in graden en in centesimale minuten. Zij worden gemeten vanaf het werkelijk Noorden en stijgen in de richting van de beweging der wijzers van een uurwerk.

D. — LIGGING VAN DE VEELHOEK.

De veelhoek is gelegen op ongeveer 25 km. ten Zuiden van de Staatspost te Pangi.

Het plan van de veelhoek is opgenomen in de stamboeken op 1/20.000^e 35-45 van de vierkantsgraad 37 D.

ART. 2.

Aan de vennootschap « Les Mines d'Or Belgika (BELGIKAOR) », wordt het recht verleend goud, zilver en tin te winnen in de concessie genaamd « Nyamavieti » groot 215 hectaren.

Dit recht wordt, met ingang van de datum van dit decreet verleend tot op 31 December 2010.

Les limites de la concession sont déterminées comme suit: | De grenzen van de concessie zijn als volgt bepaald:

A. — DESCRIPTION DES LIMITES.

A. — BESCHRIJVING VAN DE GRENZEN.

De la borne 1, un alignement droit de 253m.8 az. 67gr.85 mène à la borne 2;

Van grenspaal 1, leidt een rechte rooi-

lijn van 253m.8 az. 67gr.85 naar grenspaal 2;

» 2, la limite suit la rive droite de la rivière Nyamaviéti jusqu'à la borne 3, située à 272m.7 az. 3gr.56 de la borne 2;

» 2, volgt de grens de rechteroever van de Nyamaviéti-rivier tot aan grenspaal 3, gelegen op 272m.7 az. 3gr.56 van grenspaal 2;

» 3, la limite suit la rive gauche de la rivière Kasongolela jusqu'à la borne 4, située à 436m.4 az. 2gr.99 de la borne 3;

» 3, volgt de grens de linkeroever van de Kasongolela-rivier tot aan grenspaal 4, gelegen op 436m.4 az. 2 gr.99 van grenspaal 3;

» 4, un alignement droit de 956m.1 az. 74gr.05 mène à la borne 5;

» 4, leidt een rechte rooi-

lijn van 956m.1 az. 74gr.05 naar grenspaal 5;

» 5, » » 764m.9 » 73gr.71 » » 6;

» 6, » » 307m.0 » 131gr.86 » » 7;

» 7, » » 391m.1 » 198gr.39 » » 8;

» 8, » » 785m.9 » 245gr.42 » » 9;

» 9, » » 531m.0 » 204gr.16 » » 10;

» 10, » » 616m.9 » 299gr.38 » » 11;

» 11, » » 480m.6 » 298gr.54 » » 12;

» 12, » » 496m.4 » 321gr.22 » » 1;

B. — SITUATION DES BORNES D'ANGLE.

B. — LIGGING VAN DE HOEKGRENSPALEN.

La borne 3 est située au confluent des rivières Kasongolela et Nyamaviéti.

Grenspaal 3 is gelegen aan de samenvloeiing van de Kasongolela- en Nyamaviéti-rivieren.

La borne 8 est située à 1.966m.7 az. 8ogr.82 du confluent des rivières Kasongolela-Nyamaviéti.

Grenspaal 8 is gelegen op 1.966m.7 az. 8ogr.82 van de samenvloeiing van de Kasongolela- en Nyamaviéti-rivieren.

C. — REMARQUES.

Les asinuts sont exprimés en grades et en minutes centésimales. Ils se mesurent à partir du Nord vrai et croissent dans le sens du mouvement des aiguilles d'une montre.

Sur les rives des cours d'eau prises comme limites, le périmètre suit le niveau le plus élevé qu'atteignent les eaux lors de leurs crues périodiques normales.

D. — SITUATION DU POLYGONE.

Le polygone est situé à environ 22 km. au Sud du Poste Etat de Pangl.

ART. 3.

Le droit d'exploiter l'or, l'argent et l'étain est accordé à la société « Les Mines d'Or Belgika (BELGIKAOR) », dans la concession dénommée « Wamisenge », d'une superficie de 75 hectares.

Ce droit est accordé jusqu'au 31 décembre 2010 à partir de la date du présent décret.

Les limites de la concession sont déterminées comme suit:

A. — DESCRIPTION DU POLYGONE.

A. — BESCHRIJVING VAN DE VEELHOEK.

De la borne 1, un alignement droit de 540m.7 az. 288gr.31 mène à la borne 2;

Van grenspaal 1, leidt een rechte rooi-

lijn van 540m.7 az. 288gr.31 naar grenspaal 2;

»	2,	»	»	273m.8	»	341gr.74	»	»	3;
»	3,	»	»	773m.5	»	383gr.78	»	»	4;
»	4,	»	»	96m.7	»	100gr.11	»	»	5;
»	5,	»	»	691m.8	»	144gr.91	»	»	6;
»	6,	»	»	791m.2	»	46gr.73	»	»	7;
»	7,	»	»	486m.3	»	160gr.30	»	»	8;
»	8, la limite suit la rive droite de la rivière Mubile jusqu'à la borne 1, située à 747m.2 az. 245gr.96 de la borne 8.								
»	8, volgt de grens de rechteroever van de Mubile-rivier tot aan grenspaal 1, gelegen op 747m.2 az. 245gr.96 van grenspaal 8.								

C. — OPMERKINGEN.

De azimuths zijn uitgedrukt in graden en in centesimale minuten. Zij worden gemeten vanaf het werkelijk Noorden en stijgen in de richting van de beweging der wijzers van een uurwerk.

Op de als grens genomen oevers van de waterlopen volgt de omtrek de hoogste stand dien de wateren bij hun normale periodieke was bereiken.

D. — LIGGING VAN DE VEELHOEK.

De veelhoek is gelegen op ongeveer 22 km. ten Zuiden van de Staatspost te Pangl.

ART. 3.

Aan de vennootschap « Les Mines d'Or Belgika (BELGIKAOR) » wordt het recht verleend goud, zilver en tin te winnen in de concessie « Wamisenge », groot 75 hectaren.

Dit recht wordt, met ingang van de datum van dit decreet verleend tot op 31 December 2010.

De grenzen van de concessie zijn als volgt bepaald;

B. — LIGGING VAN DE VEELHOEK.

B. — SITUATION DU POLYGONE.

La borne 1 est située à 139m.5 az. 32gr.10 du confluent des rivières Mubile et Wasimenge.

Grenspaal 1 is gelegen op 139m.5 az. 32gr.10 van de samenvloeiing van de Mubile- en Wasimenge-rivieren.

La borne 4 est située à 1.284m.3 az. 352gr.20 du confluent des rivières Mubile et Wasimenge.

Grenspaal 4 is gelegen op 1.284m.3 az. 352gr.20 van de samenvloeiing van de Mubile- en Wasimenge-rivieren.

C. — REMARQUES.

Les azimuts sont exprimés en grades et en minutes centésimales. Ils se mesurent à partir du Nord vrai et croissent dans le sens du mouvement des aiguilles d'une montre.

Sur les rives des cours d'eau prises comme limites, le périmètre suit le niveau le plus élevé qu'atteignent les eaux lors de leurs crues périodiques normales.

D. — SITUATION DU POLYGONE.

Le polygone est situé à environ 23 km. au sud du Poste Etat de Pangi.

Le plan du polygone est incorporé dans les matrices au 1/20.000^{me} 36 du degré carré 37 D.

ART. 4.

Le concessionnaire a le droit sous réserve des droits des tiers indigènes ou non-indigènes, et conformément aux lois, décrets et règlements sur la matière, d'exploiter les mines concédées.

ART. 5.

La concession s'étend au lit des ruisseaux et rivières. Le concessionnaire ne pourra toutefois, sans l'autorisation préalable et par écrit du Gouverneur Géné-

C. — OPMERKINGEN.

De azimuths zijn uitgedrukt in graden en in centesimale minuten. Zij worden gemeten vanaf het werkelijk Noorden en stijgen in de richting van de beweging der wijzers van een uurwerk.

Op de als grens genomen oevers van de waterlopen volgt de omtrek de hoogste stand dien de wateren bij hun normale periodieke was bereiken.

D. — LIGGING VAN DE VEELHOEK.

De veelhoek is gelegen op ongeveer 23 km. ten Zuiden van de Staatspost te Pangi.

Het plan van de veelhoek is opgenomen in de stamboeken op 1/20.000^e 36 van de vierkantsgraad 37 D.

ART. 4.

De concessiehouder heeft het recht, onder voorbehoud der rechten van derden, Inlanders en niet-Inlanders en overeenkomstig de wetten, decreten en reglementen ter zake, de mijnen te ontginnen waarvoor concessie wordt verleend.

ART. 5.

De concessie strekt zich uit tot de bedding der beken en rivieren. Zonder de voorafgaande een schriftelijke toelating van de Gouverneur-Generaal of

ral ou de son délégué exécuter aucun travail d'exploitation dans le lit des rivières navigables ou flottables, ni sur les terrains qui les bordent, dans une bande d'une largeur de 10 mètres à compter de la ligne formée par le niveau le plus élevé qu'atteignent les eaux dans leurs crues périodiques normales.

L'autorisation déterminera les conditions auxquelles les travaux pourront être exécutés.

ART. 6.

L'exploitation a lieu aux risques et périls du concessionnaire. Il est notamment responsable du dommage que causeraient aux fonds riverains les travaux même autorisés, qu'il exécuterait dans les rivières et ruisseaux.

Il paiera aux riverains conformément à l'article 20 du décret du 30 juin 1913 (Code Civil, Livre II, Titre II), une redevance annuelle proportionnée aux dommages qu'ils subissent dans l'exercice de leurs droits de riveraineté.

ART. 7.

Le Ministre des Colonies est chargé de l'exécution du présent décret.

Donné à Bruxelles, le 25 juin 1948.

diens afgevaardigde, mag de concessiehouder evenwel geen enkel ontginningswerk uitvoeren in de bedding der bevaarbare of vlotbare rivieren, noch op de aangrenzende gronden, binnen een strook van 10 meter breedte, te rekenen van de lijn gevormd door de hoogste stand dien de wateren bij hun normale periodieke was bereiken.

De toelating bepaalt de voorwaarden waaronder de werken mogen worden uitgevoerd.

ART. 6.

De ontginning geschiedt op risico van de concessiehouder. Hij is namelijk verantwoordelijk voor de schade die de bij de oever gelegen erven lijden door de werken welke hij, zelfs met toelating, uitvoert in de beken en rivieren.

Hij betaalt aan de eigenaars van de oevers, overeenkomstig artikel 20 van het decreet van 30 Juni 1913 (Burgerlijk Wetboek, boek II, Titel II), een jaarlijkse cijns naar evenredigheid van de schade die zij ondergaan bij de uitoefening van hun rechten als eigenaars van de oever.

ART. 7.

De Minister van Koloniën is belast met de uitvoering van dit decreet.

Gegeven te Brussel, de 25 Juni 1948.

CHARLES.

Par le Régent:
Le Ministre des Colonies,

Vanwege de Regent:
De Minister van Koloniën,

P. WIGNY.

Rapport du Conseil Colonial sur un projet de décret octroyant un permis d'exploitation à la Société Symétain pour le polygone dénommé « Makarie ».

Ce projet de décret a été examiné par le Conseil en sa séance du 25 juillet 1947.

Le Conseil ayant estimé que les renseignements mis à sa disposition pour apprécier en parfaite connaissance de cause, étaient inexistantes ou insuffisants, décida d'ajourner la poursuite de l'examen du projet jusqu'à réception d'informations complémentaires.

Le 23 avril 1948, le projet est revenu devant le Conseil, qui, mieux documenté, l'a approuvé à l'unanimité.

MM. les Conseillers Deraedt et Robert étaient absents et excusés.

Bruxelles, le 21 mai 1948.

Le Conseiller-Rapporteur,

M. MAQUET.

L'Auditeur,

M. VAN HECKE.

Verslag van de Koloniale Raad over een ontwerp van decreet tot toekenning van een mijnbouwvergunning aan de Maatschappij Symétain voor de veelhoek « Makarie ».

De Raad heeft dit ontwerp van decreet in de vergadering van 25 Juli 1947 onderzocht.

Achtend dat de inlichtingen verstrekt om met volle kennis van zaken te oordelen, niet voorhanden waren of niet volstonden, besloot de Raad het onderzoek van het ontwerp te verdagen tot aanvullende inlichtingen waren ingewonnen.

Op 23 April 1948, werd dit ontwerp opnieuw aan de Raad voorgelegd en deze, beter gedocumenteerd, heeft het eenparig aangenomen.

De heren Deraedt en Robert, Raadsleden, waren afwezig met kennisgeving.

Brussel, de 21 Mei 1948.

Het Raadslid-Verslaggever,

De Auditeur.

DECRET.

CHARLES, PRINCE DE BELGIQUE,
RÉGENT DU ROYAUME,

A tous, présents et à venir, SALUT!

Vu l'avis émis par le Conseil Colonial,
en sa séance du 23 avril 1948;

Sur la proposition du Ministre des
Colonies,

NOUS AVONS DÉCRÉTÉ ET DÉCRÉTONS:

ARTICLE PREMIER.

Le droit d'exploiter l'or et l'argent est
accordé à la Société Symétain, dans la
concession dénommée « Makarie », d'une
superficie de 580 hectares.

Ce droit est accordé jusqu'au 31 dé-
cembre 2010 à partir de la date du pré-
sent décret.

Les limites de la concession sont déter-
minées comme suit:

A. — DESCRIPTION DES LIMITES.

A. — BESCHRIJVING VAN DE GRENZEN.

De la borne 1, un alignement droit de 844m.9 az. 386gr.33 mène à la borne 2;

Van grenspaal 1, leidt een rechte rooi-

lijn van 844m.9 az. 386gr.33 naar grenspaal 2;

»	2,	»	»	709m.7	»	386gr.50	»	»	3;
»	3,	»	»	683m.7	»	377gr.34	»	»	4;
»	4,	»	»	978m.0	»	375gr.83	»	»	5;
»	5,	»	»	926m.9	»	375gr.24	»	»	6;
»	6,	»	»	930m.0	»	291gr.94	»	»	7;
»	7,	»	»	1.093m.0	»	212gr.97	»	»	8;
»	8,	»	»	1.023m.7	»	212gr.60	»	»	9;

DECREET.

KAREL, PRINS VAN BELGIË,
REGENT VAN HET KONINKRIJK,

Aan allen, tegenwoordigen en toeko-
menden, HEIL!

Gezien het advies door de Koloniale
Raad uitgebracht in diens vergadering
van 23 April 1948;

Op de voordracht van de Minister van
Kolonien,

WIJ HEBBEN GEDECRETEERD EN WIJ DE-
CRETEREN:

ARTIKEL ÉÉN.

Aan de vennootschap « Symétain »
wordt het recht verleend goud en zilver
te winnen in de concessie « Makarie »
groot 580 hectaren.

Dit recht wordt, met ingang van de
datum van dit decreet verleend tot op
31 December 2010.

De grenzen van de concessie zijn als
volgt bepaald:

De la borne 9, un alignement droit de 879m.4 az. 138gr.76 mène à la borne 10;

Van grenspaal 9, leidt een rechte rooi-

lijn van 879m.4 az. 138gr.76 naar grenspaal 10;

» 10, » » 941m.0 » 135gr.06 » » 11;

» 11, » » 1.000m.9 » 178gr.10 » » 12;

» 12, » » 792m.4 » 83gr.51 » » 1;

B. — SITUATION DU POLYGONE.

B. — LIGGING VAN DE VEELHOEK.

La borne 1, est située à 838m.0 az. 386gr.35 du confluent des rivières Kunda-Kakunda.

Grenspaal 1, is gelegen op 838m.0 az. 386gr.35 van de samenvloeiing van de Kunda- en Kakunda-rivieren.

La borne 12, est située à 1.127m.4 az. 336gr.79 du confluent des rivières Kunda-Kakunda.

Grenspaal 12, is gelegen op 1.127m.4 az. 336gr.79 van de samenvloeiing van de Kunda- en Kakunda-rivieren.

C. — REMARQUES.

Les azimuts sont exprimés en grades et en minutes centésimales. Ils se mesurent à partir du Nord-vrai et croissent dans le sens du mouvement des aiguilles d'une montre.

D. — SITUATION DU POLYGONE.

Le polygone est situé approximativement à 15 km. au nord-nord-est du poste de Kampene.

ART. 2.

Le concessionnaire a le droit sous réserve des droits des tiers indigènes ou non-indigènes et conformément aux lois, décrets et règlements sur la matière, d'exploiter la mine concédée.

ART. 3.

La concession s'étend au lit des ruisseaux et rivières. Le concessionnaire ne pourra toutefois sans l'autorisation préalable et écrite du Gouverneur Général

C. — OPMERKINGEN.

De azimuths zijn uitgedrukt in graden en in centesimale minuten. Zij worden gemeten vanaf het werkelijk Noorden en stijgen in de richting van de beweging der wijzers van een uurwerk.

D. — LIGGING VAN DE VEELHOEK.

De veelhoek is gelegen op ongeveer 14 km. ten Noord-Noord-Oosten van de Kampene-poste.

ART. 2.

De concessiehouder heeft het recht onder voorbehoud der rechten van derden Inlanders of niet-Inlanders, en overeenkomstig de wetten, decreten en reglementen ter zake, de mijn te ontginnen waarvoor concessie wordt verleend.

ART. 3.

De concessie strekt zich uit tot de bedding der beken en rivieren. Zonder de voorafgaande en schriftelijke toelating van de Gouverneur-Generaal of diens

ou de son délégué, exécuter aucun travail d'exploitation dans le lit des rivières navigables ou flottables, ni sur les terrains qui les bordent, dans une bande d'une largeur de 10 mètres à compter de la ligne formée par le niveau le plus élevé qu'atteignent les eaux dans leurs crues périodiques normales.

L'autorisation déterminera les conditions auxquelles les travaux pourront être exécutés.

ART. 4.

L'exploitation a lieu aux risques et périls du concessionnaire. Il est notamment responsable du dommage que causeraient aux fonds riverains les travaux, même autorisés, qu'il exécuterait dans les rivières et ruisseaux.

Il paiera aux riverains, conformément à l'article 20 du décret du 30 juin 1913 (Code Civil, Livre II, Titre II), une redevance annuelle proportionnée aux dommages qu'ils subissent dans l'exercice de leurs droits de riveraineté.

ART. 5.

Le Ministre des Colonies est chargé de l'exécution du présent décret.

Donné à Bruxelles, le 25 juin 1948.

afgevaardigden mag de concessiehouden evenwel geen enkel ontginningswerk uitvoeren in de bedding der bevaarbare of vlotbare rivieren, noch op de aangrenzende gronden, binnen een strook van 10 meter breedte, te rekenen van de lijn gevormd door de hoogste stand dien de wateren bij hun normale periodieke was bereiken.

De toelating bepaalt de voorwaarden waaronder de werken mogen worden uitgevoerd.

ART. 4.

De ontginning geschiedt op risico van de concessiehouden. Hij is namelijk verantwoordelijk voor de schade die de bij de oever gelegen erven lijden door de werken welke hij zelfs met toelating, uitvoert in de beken en rivieren.

Hij betaalt aan de eigenaars van de oever, overeenkomstig artikel 20 van het decreet van 30 Juni 1913 (Burgerlijk Wetboek, Boek II Titel II), een jaarlijkse cijns naar evenredigheid van de schade die zij ondergaan bij de uitoefening van hun recht als eigenaars van de oevers.

ART. 5.

De Minister van Koloniën is belast met de uitvoering van dit decreet.

Gegeven te Brussel, de 25 Juni 1948.

CHARLES.

Par le Régent:

Le Ministre des Colonies,

Vanwege de Regent:

De Minister van Koloniën,

P. WIGNY.

Bulletin Officiel

DU

CONGO BELGE**Ambtelijk Blad**

VAN

BELGISCH-CONGO**2^e PARTIE****2^e DEEL****SOMMAIRE**

Dates	Pages
25 juin 1948. — D. — Terres. — Concession à la « Compagnie du Kasai » d'un terrain de 11 Ha. 50 a. sis à Dibaya- Lubue. (Territoire d'Idiofa). — Convention du 23 février 1948. — Approbation.	392
25 juin 1948. — D. — Terres. — Echange de terrains sis à Faradje (District du Kibali- Ituri) avec l' « Association des Sœurs Dominicaines Mis- sionnaires de Namur ». — Convention du 11 décembre 1947. — Approbation.	395
25 juin 1948. — D. — Terres. — Location à la « Compagnie Cotonnière Congolaise » d'un terrain de 3 Ha. sis à Dingila (Territoire de Buta). — Con- vention du 19 avril 1947. — Approbation.	398
5 juillet 1948. — A. R. — Terres. — Cession gratuite à la « Mis- sion des Augustins de l'As- somption » d'un terrain de 25 Ha. sis à Musienene. — Convention du 2 juin 1948. — Approbation.	400
5 juillet 1948. — D. — Terres. — Concession en occupation pro- visoire à la « Société Equato- riale Congolaise Lulonga-Ike- lemba (Secli) », d'un terrain	

INHOUD

Dagtekeningen	Bladz.
25 Juni 1948. — D. — Gronden. — Concessie aan de « Compagnie du Kasai » van een grond van 11 Ha. 50 a. te Dibaya-Lubuc. (Idiofa-Gewest). — Overeen- komst van 23 Februari 1948. — Goedkeuring.	392
25 Juni 1948. — D. — Gronden. — Ruiling van gronden te Fa- radje (Kibali-Ituri Gewest) met de « Association des Sœurs Dominicaines Mission- naires de Namur ». — Over- eenkomst van 11 December 1947. — Goedkeuring.	395
25 Juni 1948. — D. — Gronden. — Verhuring aan de « Compa- gnie Cotonnière Congolaise » van een grond van 3 Ha. te Dingila (Gewest Buta). — Overeenkomst van 19 April 1947. — Goedkeuring.	398
5 Juli 1948. — B. R. — Gronden. — Kosteloze afstand aan de « Mission des Augustins de l'Assomption » van een grond van 25 Ha. te Musienene. — Overeenkomst van 2 Juni 1948. — Goedkeuring.	400
5 Juli 1948. — D. — Gronden. — Concessie in voorlopige bezit- neming aan de « Société Equa- toriale Congolaise Lulonga- Ikelemba (Secli) » van een	

Dates	Pages	Dagtekeningen	Bladz.
de 372 Ha. 64 a. 16 ca. sis à Mondjo (Territoire de Basankusu). — Convention du 22 novembre 1947. — Approbation.	402	grond van 372 Ha. 64 a. 16 ca. te Mondjo (Gewest Basankusu). — Overeenkomst van 22 November 1947. — Goedkeuring.	402
12 juillet 1948. — D. — Mines. — Renouveau du droit de recherches minières exclusives de la « Compagnie Minière du Congo Occidental (Cominoc) » dans les blocs dénommés « Lumbu » et « Bembezi ».	407	12 Juli 1948. — D. — Mijnen. — Verlenging met één jaar van de uitsluitende rechten tot mijnbouwkundige opsporingen van de « Compagnie Minière du Congo Occidental (Cominoc) » in de blokken « Lumbu » en « Bembezi ».	407
12 juillet 1948. — D. — Mines. — Décret autorisant la « Société Minière du Congo Septentrional » (Sominor), à dénoncer un bloc de recherches minières exclusives dénommé « Bloc-Kate » en vue de se réserver un gisement aurifère découvert en 1939.	409	12 Juli 1948. — D. — Mijnen. — Decreet waarbij de « Société Minière du Congo Septentrional » (Sominor), gemachtigd een blok tot uitsluitende mijnbouwkundige opsporingen aan te zeggen, « Blok-Kate » genaamd, met het doel er zich een in 1939 ontdekte goudlaag voor te behouden.	409
12 juillet 1948. — D. — Mines. — Octroi de permis d'exploitation à la « Compagnie Minière du Ruanda-Urundi » (Mirudi), pour les polygones dénommés « Kinyoni », « Lemera » et « Mogere ».	412	12 Juli 1948. — D. — Mijnen. — Aflevering van mijnbouwvergunningen aan de « Compagnie Minière du Ruanda-Urundi » (Mirudi), voor de veelhoeken « Kinyoni », « Lemera » en « Mogere ».	412
12 juillet 1948. — D. — Mines. — Octroi d'un permis d'exploitation à la « Société Minière de Bafwaboli (Somiba) » pour le polygone dénommé « Amagbada ».	414	12 Juli 1948. — D. — Mijnen. — Toekenning van een mijnbouwvergunning aan de « Société Minière de Bafwaboli (Somiba) » voor de veelhoek « Amagbada ».	414
12 juillet 1948. — D. — Mines. — Octroi de deux permis d'exploitation à la société « Les Mines d'Or Belgika (Belgikaor) » pour les polygones dénommés : « Kisala » et « Watamba ».	419	12 Juli 1948. — D. — Mijnen. — Toekenning van twee mijnbouwvergunningen aan, de vennootschap « Les Mines d'Or Belgika (Belgikaor) » voor de veelhoeken « Kisala » en « Watamba ».	419
12 juillet 1948. — D. — Mines. — Prorogation des droits de recherches minières octroyés à la « Société Minière de Surongo » par le décret du 21 décembre 1939.	429	12 Juli 1948. — D. — Mijnen. — Verlenging der mijnbouwrechten welke bij decreet van 21 December 1939 in concessie werden gegeven aan de « Société Minière de Surongo ».	429
12 juillet 1948. — D. — Terres. — Concession par le Comité Spécial du Katanga à M. Van Gijssel de 110.000 Ha. dans la région N.-E. du Katanga. — Conventions des 9 octobre 1946 et 14 janvier 1948. — Approbation.	431	12 Juli 1948. — D. — Gronden. — Concessie door het Bijzonder Comité van Katanga aan de H. Van Gijssel, van 110.000 Ha. in N.-O. Katanga. — Overeenkomsten van 9 October 1946 en 14 Januari 1948. — Goedkeuring.	431

Dates	Pages	Dagtekeningen	Bladz.
19 juillet 1948. — A. R. — Terres. — Cession gratuite à la « Baptist Missionary Society Corporation » d'un terrain de 5 Ha. sis à Yakusu (Territoi- re d'Isangi). — Convention du 24 juin 1948. — Approbation.	442	19 Juli 1948. — B. R. — Gronden. — Kosteloze afstand aan de « Baptist Missionary Society Corporation » van een grond groot 5 Ha. te Yakusu (Ge- west Isangi). — Overeen- komst van 24 Juni 1948. — Goedkeuring.	442
19 juillet 1948. — A. R. — Chutes d'eau. — Concession à la so- ciété « Plantations de Gombo », par le Ruanda-Urundi, de chutes d'eau à la rivière Ki- ronga. — Convention du 12 juillet 1948. — Approbation.	444	19 Juli 1948. — B. R. — Waterval- len. — Concessie door Ruan- da-Urundi aan de vennoot- schap « Plantations de Gom- bo » van een waterval aan de rivier Kironga. — Overeen- komst van 12 Juli 1948. — Goedkeuring.	444
22 juillet 1948. — A. R. — Terres. — Cession gratuite à la « Con- grégation des Dominicains » d'un terrain de 1 Ha. 50 a. sis dans le centre extra-coutumier de Paulis. — Convention du 3 juillet 1948. — Approbation.	447	22 Juli 1948. — B. R. — Gronden. — Kosteloze afstand aan de « Congrégation des Domini- cains » van een grond van 1 Ha 50 a. in het buitenge- woonterechtelijk centrum van Paulis. — Overeenkomst van 3 Juli 1948. — Goedkeuring.	447
22 juillet 1948. — A. R. — Terres. — Cession gratuite à la « Con- grégation des Sœurs de l'En- fance de Jésus » d'un terrain de 25 Ha., sis à Bokala-Take- ta. — Convention du 30 juin 1948. — Approbation.	448	22 Juli 1948. — B. R. — Gronden. — Kosteloze afstand aan de « Congrégation des Sœurs de l'Enfance de Jésus » van een grond van 25 Ha. te Bokala- Taketa. — Overeenkomst van 30 Juni 1948. — Goedkeuring.	448
22 juillet 1948. — A. R. — Terres. — Cession gratuite à l'asso- ciation « Disciples of Christ Congo Mission » d'un terrain de 25 Ha., sis à Bafaki. — Convention du 3 juillet 1948. — Approbation.	450	22 Juli 1948. — B. R. — Gronden. — Kosteloze afstand aan de ver- eniging « Disciples of Christ Congo Mission » van een grond van 25 Ha. te Bafaki. — Overeenkomst van 3 Juli 1948. — Goedkeuring.	450

Rapport du Conseil Colonial sur le projet de décret relatif à la concession à la Compagnie du Kasai d'un terrain de 11 ha. 50 a. sis à Dibaya-Lubue (Territoire d'Idiofa).

Ce projet a été examiné en séance du 11 juin 1948 et fut approuvé à l'unanimité, sans observation.

MM. les Conseillers Laude, Marzorati et Robert avaient excusé leur absence.

Bruxelles, le 11 juin 1948.

Le Conseiller-Rapporteur,

Verslag van de Koloniale Raad over het ontwerp van decreet betreffende de concessie aan de « Compagnie du Kasai » van een grond van 11 ha. 50 a. te Dibaya-Lubue (Gewest Idiofa).

Dit ontwerp werd onderzocht in de zitting van 11 Juni 1948 en eenparig aangenomen, zonder op- of aanmerkingen.

De HH. Laude, Marzorati en Robert, Raadsleden, waren afwezig met kennisgeving.

Brussel, 11 Juni 1948.

Het Raadslid-Verslaggever,

DE CLEENE

L'Auditeur,

De Auditeur,

M. VAN HECKE.

Terres. — Concession à la Compagnie du Kasai d'un terrain de 11 ha. 50 a. sis à Dibaya-Lubue (Territoire d'Idiofa). — Convention du 23 février 1948. — Approbation.

CHARLES, PRINCE DE BELGIQUE,
RÉGENT DU ROYAUME,

A tous, présents et à venir, SALUT!

Vu l'avis émis par le Conseil Colonial en sa séance du 11 juin 1948,

Sur la proposition du Ministre des Colonies,

Nous avons décrété et décrétons :

Gronden. — Concessie aan de « Compagnie du Kasai » van een grond van 11 ha. 50 a. te Dibaya-Lubue (Idiofa-Gewest). — Overeenkomst van 23 Februari 1948. — Goedkeuring.

KAREL, PRINS VAN BELGIË,
REGENT VAN HET KONINKRIJK,

Aan allen, tegenwoordigen en toekomstenden, HEIL!

Gezien het advies door de Koloniale Raad uitgebracht in diens vergadering van 11 Juni 1948,

Op de voordracht van de Minister van Koloniën,

Wij hebben gedecreteerd en wij decreteren :

ARTICLE PREMIER.

ARTIKEL EÉN

La convention dont la teneur suit est approuvée :

De overeenkomst waarvan de tekst volgt wordt goedgekeurd :

La Colonie du Congo Belge, représentée par le Gouverneur de Province de Léopoldville, agissant en vertu des dispositions de l'arrêté du 25 février 1943, modifié par celui du 27 juin 1947, accorde en occupation provisoire pour un terme de cinq ans, à la COMPAGNIE DU KASAI, ayant son siège social à Dima s/Kasaï, représentée par M. PROCOUBOV-SKY, Oma, son directeur général en Afrique (B. A. n° 14 du 25 juillet 1947, page 646 des annexes), résidant à Dima, qui accepte aux conditions générales de l'arrêté précité, et aux conditions spéciales qui suivent, un terrain destiné à un usage agricole, situé à Dibaya-Lubue (territoire d'Idiofa), d'une superficie de onze (11) hectares 50 ares, dont les limites sont représentées par un liseré jaune au croquis approximatif figuré ci-après à l'échelle de 1 à 5.000.

La nature ainsi que les limites du terrain sont parfaitement connues de l'occupant.

Le présent contrat est conclu sous réserve de son approbation par le Pouvoir Compétent de la Colonie.

CONDITIONS SPECIALES.

1° La redevance annuelle du terrain est fixée à la somme de sept cent vingt (720) francs, payable ainsi qu'il est dit à l'article 19 de l'arrêté du 25 février 1943, chez le Receveur des Impôts à Léopoldville, sans qu'il soit besoin d'aucun avertissement de la part de la Colonie du Congo Belge.

2° Le présent contrat prend cours à la date de son approbation par le Pouvoir Compétent de la Colonie.

3° Seront considérées comme mises en valeur :
les terres :

- a) couvertes sur 1/10° au moins de leur surface par des constructions;
- b) couvertes sur 1/5° au moins de leur surface par des cultures alimentaires, fourragères ou autres;
- c) sur lesquelles il aura été fait des plantations d'espèces ligneuses à raison de 50 arbres par hectare au minimum;
- d) sur lesquelles il y aura été établi des plantations de palmiers-élaïs à raison de 100 palmiers de sélection par hectare au minimum plantés à au moins 7 mètres l'un de l'autre et entretenus.

Ces conditions joueront simultanément ou séparément pour toute la surface.

4° A l'expiration du terme de cinq années prévu au présent contrat, les terres occupées provisoirement et mises en valeur comme dit à l'article 3, seront au gré de l'occupant cédées en pleine propriété au prix de 1.200 fr. l'hectare, soit 14.400 francs, ou louées au loyer annuel de 60 fr. l'hectare, soit 720 francs annuellement.

5° L'occupant ne peut abattre les espèces ligneuses croissant au moment de l'octroi du terrain que dans la mesure des défrichements nécessaires au développement de son entreprise.

En cas de vente de bois à des tiers, l'occupant acquittera la taxe de coupe fixée par les ordonnances sur la matière.

6° Conformément aux dispositions de l'ordonnance n° 115/A. E. T. du 12 novembre 1937, l'occupant s'engage à établir et à maintenir des cultures vivrières et alimentaires dans la mesure nécessaire à la bonne alimentation du personnel indigène de son exploitation. Elles compteront pour l'évaluation des superficies mises en valeur par application de l'article 30 de l'arrêté du 25 février 1943.

7° Les chemins et sentiers indigènes ou autres traversant le terrain accordé en occupation provisoire appartiennent au domaine public et ne font pas partie de la présente occupation provisoire; leur situation et leur largeur définitive seront déterminées lors du mesurage officiel.

8° Le présent contrat est conclu sous réserve des droits que les indigènes pourraient éventuellement revendiquer dans le délai et selon la procédure prévus à l'article 9 du décret du 31 mai 1934.

9° L'occupant déclare connaître parfaitement la situation de la région du point de vue de la main-d'œuvre indigène et savoir qu'il ne pourra compter sur l'intervention de l'administration pour obtenir les travailleurs qui lui seront nécessaires.

10° L'occupant aura l'obligation de débroussailler régulièrement et de tenir dans un bon état de propreté, une zone de 100 mètres autour des constructions.

11° L'inexécution des conditions générales de l'arrêté du 25 février 1943, modifié par celui du 27 juin 1947, ainsi que l'inexécution des conditions spéciales reprises ci-dessus, feront s'opérer d'office la résiliation du présent contrat, si après sommation faite par lettre recommandée, l'occupant ne satisfait pas aux dites obligations dans un délai de trente jours à dater de la réception de la lettre recommandée.

Ainsi fait à Léopoldville, en double expédition, le vingt-trois février mil neuf cent quarante-huit.

ART. 2.

Le Ministre des Colonies est chargé de l'exécution du présent décret.

Donné à Bruxelles, le 25 juin 1948.

ART. 2.

De Minister van Koloniën is belast met de uitvoering van dit decreet.

Gegeven te Brussel, den 25^e Juni 1948.

CHARLES.

Par le Régent:

Le Ministre des Colonies,

Vanwege de Regent:

De Minister van Koloniën,

P. WIGNY.

Rapport du Conseil Colonial sur le projet de décret relatif à un échange de terrains sis à Faradje (District du Kibali-Ituri) avec l'Association des Sœurs Dominicaines Missionnaires de Namur.

Ce projet a été examiné en séance du 11 juin 1948 et fut approuvé à l'unanimité, sans observation.

MM. les Conseillers Laude, Marzorati et Robert avaient excusé leur absence.

Bruxelles, le 11 juin 1948.

Le Conseiller-Rapporteur,

L'Auditeur,

N. DE CLEENE.

M. VAN HECKE.

Verslag van de Koloniale Raad betreffende het ontwerp van decreet betreffende een ruiling van gronden te Faradje (District Kibali-Ituri) met de « Association des Sœurs Dominicaines Missionnaires de Namur ».

Dit ontwerp werd onderzocht in de zitting van 11 Juni 1948 en eenparig aangenomen, zonder op- of aanmerkingen.

De HH. Laude, Marzorati en Robert, Raadsleden, waren afwezig met kennisgeving.

Brussel, 11 Juni 1948.

Het Raadslid-Verslaggever,

De Auditeur,

Terres. — Echange de terrains sis à Faradje (District du Kibali-Ituri) avec l'Association des Sœurs Dominicaines Missionnaires de Namur. — Convention du 11 décembre 1947. — Approbation.

CHARLES, PRINCE DE BELGIQUE,
RÉGENT DU ROYAUME,

A tous, présents et à venir, SALUT!

Vu l'avis émis par le Conseil Colonial en sa séance du 11 juin 1948;

Sur la proposition du Ministre des Colonies,

Nous avons décrété et décrétons :

Gronden. — Ruiling van gronden te Faradje (Kibali-Ituri District) met de « Association des Sœurs Dominicaines Missionnaires de Namur ». — Overeenkomst van 11 December 1947. — Goedkeuring.

KAREL, PRINS VAN BELGIË,
REGENT VAN HET KONINKRIJK,

Aan allen, tegenwoordigen en toekomstenden, HEIL!

Gezien het advies door de Koloniale Raad uitgebracht in diens vergadering van 11 Juni 1948,

Op de voordracht van de Minister van Koloniën,

Wij hebben gedecreteerd en wij decreteren :

ARTICLE PREMIER.

La convention dont la teneur suit
est approuvée :

ARTIKEL EÉN

De overeenkomst waarvan de tekst
volgt wordt goedgekeurd :

Entre :

La Colonie du Congo Belge, représentée par le Gouverneur de la Province Orientale, d'une part;

et

L'Association des Sœurs Dominicaines Missionnaires de Namur dont la personnalité civile a été reconnue par arrêté royal du 15 mai 1929 (B. O. de 1929, page 317), siège social à Niangara, représentée par la Révérende Sœur Pietquin, Madeleine, agréée en qualité de Représentante Légale (ordonnance du 28 novembre 1939), d'autre part.

Est intervenue la convention suivante :

ARTICLE PREMIER. — L'Association des Sœurs Dominicaines Missionnaires de Namur rétrocède à la Colonie du Congo Belge, qui accepte, quitte et libre de toute charge, la propriété suivante :

Un terrain d'une superficie de cinq hectares situé à Faradje, objet du contrat de cession gratuite n° H. 292 approuvé par arrêté royal du 3 novembre 1933, enregistré volume C-IX, folio 95.

ART. 2. — En compensation de la rétrocession par l'Association des Sœurs Dominicaines Missionnaires de Namur à la Colonie du Congo Belge du terrain faisant l'objet de l'article premier de la présente convention, la Colonie du Congo Belge cède en pleine propriété à l'Association des Sœurs Dominicaines Missionnaires de Namur qui accepte aux conditions générales du décret du 24 janvier 1943 modifié par décret du 2 juin 1945, et aux conditions spéciales qui suivent un terrain domanial d'une superficie de nonante-six hectares situé à Faradje, destiné à usage de poste de Mission et dont les limites sont représentées par un liseré rouge au croquis approximatif figuré ci-après à l'échelle de 1 à 20.000.

La nature ainsi que les limites du terrain sont parfaitement connues de la Mission.

ART. 3. — Seront considérées comme mises en valeur :

- a) les terres couvertes sur 1/10^e au moins de leur surface par des constructions;
- b) les terres couvertes sur 1/5^e au moins de leur surface par des cultures vivrières, maraîchères, fourragères ou alimentaires.

Ces conditions joueront simultanément ou séparément pour toute la surface.

Les cultures vivrières faites en application de l'ordonnance n° 115/AE/T. du 12 novembre 1937 compteront pour l'évaluation de la mise en valeur.

ART. 4. — Sous peine de résolution de plein droit de la présente convention la Mission s'engage à ne pas détourner la destination du terrain cédé.

ART. 5. — L'inexécution des conditions prévues à l'article 5, 1^{er} et 2^{me} alinéas du décret du 24 janvier 1943 sera constatée par procès-verbal du délégué du Gouverneur de Province.

La Mission s'engage, dès ores, à remplir dans le cas de déchéance, les formalités prévues par la législation sur le régime foncier du Congo Belge, en vue de l'enregistrement des terres au nom de la Colonie.

ART. 6. — Les chemins et sentiers indigènes ou autres traversant le terrain cédé appartiennent au domaine public et ne font pas partie de la présente cession; leur situation et leur largeur définitives seront déterminées lors du mesurage officiel.

ART. 7. — La Mission ne peut abattre les espèces ligneuses croissant au moment de l'octroi des terres que dans la mesure des défrichements nécessaires au développement de son entreprise.

ART. 8. — Le présent contrat est conclu sous réserve des droits que les indigènes pourraient éventuellement revendiquer dans le délai et selon la procédure prévus à l'article 9 du décret du 31 mai 1934.

ART. 9. — La Mission s'engage à boiser (ou à entreprendre des cultures de plantes arbustives médicinales) sur un dixième du terrain cédé, c'est-à-dire sur une superficie de 9 hectares soixante ares. Les essences à employer seront laissées au choix de la Mission. Les travaux qui devront être achevés en dix ans compteront pour l'évaluation des superficies mises en valeur.

ART. 10. — Sauf pour les cas prévus à l'article 5, 1^{er} et 2^{me} alinéas du décret du 24 janvier 1943, l'inexécution des conditions générales de ce décret et des conditions spéciales reprises ci-dessus feront s'opérer d'office la résolution de la présente convention si, après sommation faite par lettre recommandée, l'Association des Sœurs Dominicaines Missionnaires de Namur ne satisfait pas aux dites obligations dans un délai de trente jours à dater de la réception de la lettre recommandée.

ART. 11. — La Mission ne bénéficie pas des dispositions de l'article 7 du décret du 24 janvier 1943.

ART. 12. — La présente convention est conclue sous réserve de son approbation par décret.

Ainsi fait à Stanleyville, en double expédition, le onze décembre mil neuf cent quarante-sept.

ART. 2.

Le Ministre des Colonies est chargé de l'exécution du présent décret.

Donné à Bruxelles, le 25 juin 1948.

Par le Régent:

Le Ministre des Colonies,

CHARLES.

P. WIGNY.

ART. 2.

De Minister van Koloniën is belast met de uitvoering van dit decreet.

Gegeven te Brussel, den 25^e Juni 1948.

Vanwege de Regent:

De Minister van Koloniën,

Rapport sur un projet de location à la Compagnie Cotonnière Congolaise, d'un terrain de trois hectares sis à Dingila (Territoire de Buta).

Le Conseil Colonial a examiné le projet de décret lors de sa séance du 11 juin 1948.

Le projet n'a soulevé aucune observation et, mis aux voix, a été approuvé à l'unanimité.

MM. les Conseillers Laude, Marzorati et Robert avaient fait excuser leur absence.

Bruxelles, le 11 juin 1948.

Le Conseiller-Rapporteur,

Verslag over een ontwerp tot verhuring aan de « Compagnie Cotonnière Congolaise » van een grond van 3 hectaren te Dingila (Gewest Buta).

De Koloniale Raad heeft het ontwerp van decreet onderzocht in de zitting van 11 Juni 1948.

Het ontwerp heeft geen aanleiding gegeven tot op- of aanmerkingen en, in stemming gebracht, is het eenparig aangenomen geworden.

De HH. Laude, Marzorati en Robert, Raadsleden, waren afwezig met kennisgeving.

Brussel, 11 Juni 1948.

Het Raadslid-Verslaggever,

M. MAQUET.

L'Auditeur,

De Auditeur,

M. VAN HECKE.

Terres. — Location à la Compagnie Cotonnière Congolaise d'un terrain de trois ha. sis à Dingila (Territoire de Buta). — Convention du 19 avril 1947. — Approbation.

CHARLES, PRINCE DE BELGIQUE,
RÉGENT DU ROYAUME,

A tous, présents et à venir, SALUT!

Vu l'avis émis par le Conseil Colonial en sa séance du 11 juin 1948,

Sur la proposition du Ministre des Colonies,

Gronden. — Verhuring aan de « Compagnie Cotonnière Congolaise » van een grond van drie ha. te Dingila (Gewest Buta). — Overeenkomst van 19 April 1947. — Goedkeuring.

KAREL, PRINS VAN BELGIË,
REGENT VAN HET KONINKRIJK,

Aan allen, tegenwoordigen en toekomstenden, HEIL!

Gezien het advies door de Koloniale Raad uitgebracht in diens vergadering van 11 Juni 1948,

Op de voordracht van de Minister van Koloniën,

Nous avons décrété et décrétons :

Wij hebben gedecreteerd en Wij decreteren :

ARTICLE PREMIER.

ARTIKEL EÉN

La convention dont la teneur suit est approuvée :

De overeenkomst waarvan de tekst volgt wordt goedgekeurd :

La Colonie du Congo Belge, représentée par le Gouverneur de la Province de Stanleyville, agissant en vertu des dispositions de l'arrêté du 25 février 1943, donne en location pour un terme de cinq ans à la COMPAGNIE COTONNIERE CONGOLAISE (COTONCO) représentée par M. HOUSSIAU, Julien, résidant à Dingila qui accepte aux conditions générales de l'arrêté précité et aux conditions spéciales qui suivent, un terrain destiné à un usage de plaine de jeux pour la main-d'œuvre indigène, situé à Dingila, d'une superficie de trois hectares, dont les limites sont représentées par un liséré jaune au croquis approximatif figuré ci-après à l'échelle de 1 à 5.000.

La nature ainsi que les limites du terrain sont parfaitement connues du locataire.

CONDITIONS SPECIALES.

ARTICLE PREMIER. — Le loyer annuel du terrain est fixé à la somme de deux cent cinquante francs payable ainsi qu'il est dit à l'article 19 de l'arrêté du 25 février 1943 chez le Receveur des Impôts à Stanleyville, sans qu'il soit besoin d'aucun avertissement de la part du bailleur.

ART. 2. — La location prend cours le premier février 1900 quarante-sept.

ART. 3. — Les constructions à ériger sur le terrain loué devront être conformes aux prescriptions de l'autorité compétente qui sera seule juge pour apprécier si ces obligations sont remplies.

ART. 4. — La jouissance du locataire cessera de plein droit après l'expiration du terme de bail indiqué ci-dessus, sans qu'il soit besoin de signification de congé, les parties renonçant toutes deux au bénéfice de la tacite reconduction.

ART. 5. — Il est interdit au preneur de sous-louer le terrain, ou de céder son bail sans l'autorisation écrite du Gouverneur de la Province.

ART. 6. — L'inexécution des conditions générales de l'arrêté du 25 février 1943 ainsi que l'inexécution d'une des conditions spéciales reprises ci-dessus feront s'opérer d'office la résiliation du présent contrat si, après sommation faite par lettre recommandée, le locataire ne satisfait pas aux dites obligations dans un délai de trente jours à dater de la réception de la lettre recommandée.

ART. 7. — Le présent contrat est conclu sous réserve d'approbation par le pouvoir compétent de la Colonie.

Ainsi fait à Stanleyville, en double expédition, le dix-neuf avril mil neuf cent quarante-sept.

ART. 2.

Le Ministre des Colonies est chargé de l'exécution du présent décret.

Donné à Bruxelles, le 25 juin 1948.

ART. 2.

De Minister van Koloniën is belast met de uitvoering van dit decreet.

Gegeven te Brussel, den 25^e Juni 1948.

CHARLES.

Par le Régent :

Le Ministre des Colonies,

Vanwege de Regent :

De Minister van Koloniën,

P. WIGNY.

Terres. — Cession gratuite à la Mission des Augustins de l'Assomption, d'un terrain de 25 ha. sis à Musienene. — Convention du 2 juin 1948. — Approbation.

Gronden. — Kosteloze afstand aan de « Mission des Augustins de l'Assomption » van een grond van 25 ha. te Musienene. — Overeenkomst van 2 Juni 1948. — Goedkeuring.

CHARLES, PRINCE DE BELGIQUE,
RÉGENT DU ROYAUME,

KAREL, PRINS VAN BELGIË,
REGENT VAN HET KONINKRIJK,

A tous, présents et à venir, SALUT!

Aan allen, tegenwoordigen en toekomstenden, HEIL!

Sur la proposition du Ministre des Colonies,

Op de voordracht van de Minister van Koloniën,

Nous avons arrêté et arrêtons :

Wij hebben besloten en Wij besluiten :

ARTICLE PREMIER.

La convention dont la teneur suit est approuvée :

ARTIKEL ÉÉN

De overeenkomst waarvan de tekst volgt wordt goedgekeurd :

La Colonie du Congo Belge, représentée par le Gouverneur Général, cède gratuitement en toute propriété, à la MISSION DES AUGUSTINS DE L'ASSOMPTION, dont la personnalité civile a été reconnue par arrêté royal du 30 octobre 1930 (B. O. de 1930, page 948) représentée par Monseigneur PIERARD, Henri, Joseph, Vicaire Apostolique de Beni, Représentant Légal en vertu d'une ordonnance du 27 novembre 1934 (B. A. de 1934, page 711), ci-après dénommée la Mission, qui accepte, aux conditions générales des décrets du 24 janvier 1943 et 2 juin 1945 et aux conditions spéciales qui suivent, un terrain destiné à la construction d'un petit séminaire situé à Musienene, d'une superficie de vingt-cinq hectares dont les limites sont représentées par un liseré rouge au croquis approximatif figuré ci-après à l'échelle de 1 à 4.000.

La nature ainsi que les limites du terrain sont parfaitement connues de la Mission.

CONDITIONS SPECIALES.

ARTICLE PREMIER. — Le présent contrat est conclu sous réserve de son approbation par le pouvoir compétent de la Colonie.

ART. 2. — Seront considérées comme mises en valeur :

- a) les terres qui sont couvertes sur un dixième au moins de leur surface par des constructions;
- b) les terres qui sont couvertes sur un cinquième au moins de leur surface de cultures alimentaires, fourragères ou autres;
- c) les terres sur lesquelles il aura été fait des plantations d'espèces ligneuses à raison de 50 arbres par hectare au minimum.

Ces conditions joueront simultanément ou séparément pour toute la surface.

ART. 3. — L'inexécution des conditions prévues à l'article 5, 1^{er} et 2^{me} alinéas du décret du 24 janvier 1943 sera constatée par procès-verbal du délégué du Gouverneur de Province.

La Mission s'engage, dès ores, à remplir dans le cas de déchéance, les formalités prévues par la législation sur le régime foncier du Congo Belge en vue de l'enregistrement des terres au nom de la Colonie.

ART. 4. — Les chemins et sentiers indigènes ou autres traversant le terrain cédé appartiennent au domaine public et ne font pas partie de la présente cession; leur situation et leur largeur définitives seront déterminées lors du mesurage officiel.

ART. 5. — La Mission ne peut abattre les espèces ligneuses croissant au moment de l'octroi des terres que dans la mesure des défrichements nécessaires au développement de son entreprise.

ART. 6. — Le présent contrat est conclu sous réserve des droits que les indigènes pourraient éventuellement revendiquer dans le délai et selon la procédure prévus à l'article 9 du décret du 31 mai 1934.

ART. 7. — S'il se trouve une contenance plus grande que celle exprimée au contrat, la Mission aura à se désister de l'excédent constaté s'il est d'un vingtième au dessus de la contenance déclarée. Le désistement pourra au choix de la Mission porter de préférence sur les surfaces non mises en valeur pour autant que celles-ci soient susceptibles d'être occupées par des tiers indigènes ou non indigènes.

Cette rétrocession de terres ne donnera droit pour la Mission, ni à indemnité ni à compensation, la surface indiquée au contrat étant le maximum auquel la Mission reconnaît avoir droit.

ART. 8. — Sauf pour les cas prévus à l'article 5 (1^{er} et 2^{me} alinéas) du décret du 24 janvier 1943, l'inexécution des conditions générales de ce décret et des conditions spéciales reprises ci-dessus, feront s'opérer d'office la résolution du présent contrat si après sommation faite par lettre recommandée, la Mission ne satisfait pas aux dites obligations dans un délai de trois mois à dater de la réception de la lettre recommandée.

Ainsi fait à Léopoldville, en double expédition, le deux juin mil neuf cent quarante-huit.

ART. 2.

Le Ministre des Colonies est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Donné à Bruxelles, le 5 juillet 1948.

ART. 2.

De Minister van Koloniën is belast met de uitvoering van dit besluit.

Gegeven te Brussel, den 5^e Juli 1948.

CHARLES.

Par le Régent:

Le Ministre des Colonies,

Vanwege de Regent:

De Minister van Koloniën,

P. WIGNY.

Rapport du Conseil Colonial sur un projet de décret approuvant la concession en occupation provisoire à la Société Equatoriale Congolaise Lulonga Ikelemba (Secli) d'un terrain de 372 ha. 64 a. 16 ca. sis à Mondjo (Territoire de Basankusu).

Ce projet a été examiné par le Conseil Colonial, au cours de sa séance du 18 juin 1948.

Un membre a fait remarquer qu'il s'agit plutôt de la régularisation de l'aliénation du terrain demandé, celui-ci étant occupé depuis longtemps par la Société Secli.

D'autre part, la lettre du 1^{er} avril dernier, du Chef du Gouvernement local, dit que la main-d'œuvre disponible dans le territoire de Basankusu

Verslag van de Koloniale Raad over een ontwerp van decreet tot goedkeuring van de concessie met voorlopige inbezitneming aan de « Société Equatoriale Congolaise Lulonga Ikelemba » (Secli) van een grond van 372 ha. 64 a. 16 ca. gelegen te Mondjo (Gewest Basankusu).

De Koloniale Raad heeft het ontwerp een eerste maal onderzocht in de zitting van 18 Juni 1948.

Een lid heeft er op gewezen dat dit veeleer de regularisatie betreft van de vervreemding van de aangevraagde grond, aangezien deze laatste sinds lang in bezit genomen werd door de Maatschappij Secli.

Aan de andere kant zegt de brief van 1 April laatstleden uitgaande van het Hoofd van het Plaatselijk Gouvernement dat de beschikbare

est épuisée. La Société Secli s'engage cependant à effectuer la mise en valeur de l'extension sans avoir recours au recrutement d'une nouvelle main-d'œuvre indigène.

Dans ces conditions, il serait difficile au Conseil Colonial de s'opposer à la régularisation de l'occupation du terrain demandé. Toutefois, l'attention des autorités locales devrait encore être attirée sur la nécessité de veiller à ce que les irrégularités de ce genre soient limitées aux cas d'absolue nécessité, sinon l'autorité et la compétence du Conseil Colonial risquent de devenir illusoires.

Mis aux voix, le projet a été approuvé à l'unanimité moins une abstention.

MM. les Conseillers Charles, De Raedt, Louwers, Robert et Vanderlinden avaient fait excuser leur absence.

Bruxelles, le 18 juin 1948.

Le Conseiller-Rapporteur,

arbeidskrachten in het Gewest Basankusu uitgeput zijn. De maatschappij Secli verbindt zich nochtans om het productief maken van de uitbreiding te verwezenlijken zonder over te gaan tot de aanwerving van nieuwe inlandse arbeidskrachten.

De Koloniale Raad zou zich derhalve moeilijk kunnen verzetten tegen de regularisatie van de inbezitting van de aangevraagde grond. De aandacht van de plaatselijke overheden zou echter eens te meer moeten gevestigd worden op de noodzakelijkheid er zorg voor te dragen dat onregelmatigheden van dien aard beperkt blijven tot de gevallen van volstreekte noodzakelijkheid, anders lopen het gezag en de bevoegdheid van de Koloniale Raad gevaar illusoir te worden.

Het in stemming gebracht ontwerp wordt eenparig goedgekeurd, min een onthouding.

De HH. Raadsleden Charles, De Raedt, Louwers, Robert en Vanderlinden waren afwezig met kennisgeving.

Brussel, den 18 Juni 1948.

Het Raadslid-Verslaggever,

ITTEN.

L'Auditeur,

· | ·

De Auditeur,

M. VAN HECKE.

Terres. — Concession en occupation provisoire à la Société Equatoriale Congolaise Lulonga Ikelemba (Secli) d'un terrain de 372 ha. 64 a. 16 ca. sis à Mondjo (Territoire de Basankusu). — Convention du 22 novembre 1947. — Approbation.

CHARLES, PRINCE DE BELGIQUE,
RÉGENT DU ROYAUME,

A tous, présents et à venir, SALUT!

Vu l'avis émis par le Conseil Colonial en sa séance du 18 juin 1948.

Sur la proposition du Ministre des Colonies,

Nous avons décrété et décrétons :

ARTICLE PREMIER.

La convention dont la teneur suit est approuvée :

La Colonie du Congo Belge, représentée par le Gouverneur de la Province de l'Equateur agissant en vertu des dispositions de l'arrêté du 25 février 1943, modifié par l'arrêté du 27 juin 1947, accorde en occupation provisoire, pour un terme de cinq (5) ans, à la SOCIÉTÉ EQUATORIALE CONGOLAISE LULONGA IKELEMBA dite « SECLI » ayant son siège social à Wendji, statuts publiés au « Bulletin Officiel du Congo Belge », année 1910, page 165 des annexes, représentée par son Directeur M. Junod, Francis, résidant à Wendji, en vertu d'une procuration publiée au « Bulletin Administratif du Congo Belge », année 1934, page 80 des annexes, qui accepte aux conditions générales des arrêtés précités et aux conditions spéciales qui suivent, un terrain destiné à un usage agricole, situé à Mondjo, d'une superficie de trois cent septante-deux (372) hectares soixante-quatre (64) ares seize (16) centiares, dont les limites sont représentées par un liseré jaune au croquis approximatif figuré ci-après à l'échelle de 1 à 20.000.

La nature ainsi que les limites du terrain sont parfaitement connues de l'occupant.

Gronden. — Concessie in voorlopige bezitneming aan de « Société Equatoriale Congolaise Lulonga Ike'emba » (Secli) van een grond van 372 ha. 64 a. 16 ca. te Mondjo (Gewest Basankusu). — Overeenkomst van 22 November 1947. — Goedkeuring.

KAREL, PRINS VAN BELGIË,
REGENT VAN HET KONINKRIJK,

Aan allen, tegenwoordigen en toekomstenden, HEIL!

Gezien het advies door de Koloniale Raad uitgebracht in diens vergadering van 18 Juni 1948,

Op de voordracht van de Minister van Koloniën,

Wij hebben gedecreteerd en Wij decreteren :

ARTIKEL ÉÉN.

De overeenkomst waarvan de tekst volgt wordt goedgekeurd :

CONDITIONS SPECIALES.

ARTICLE PREMIER. — La redevance annuelle du terrain est fixée à la somme de sept mille quatre cent soixante (7.460) francs payables ainsi qu'il est dit à l'article 19 de l'arrêté du 25 février 1943 chez le Receveur des Impôts à Coquilhatville sans qu'il soit besoin d'aucun avertissement de la part de la Colonie du Congo Belge.

ART. 2. — Le présent contrat prend cours le jour de sa signature.

ART. 3. — Seront considérés comme mis en valeur :

- a) les terres qui sont couvertes sur 1/10^e au moins de leur surface par des constructions;
- b) les terres qui sont couvertes sur 2/5^e au moins de leur surface de cultures alimentaires annuelles et bisannuelles et fourragères;
- c) les pâturages améliorés et clôturés, dont 1/10^e au moins par semis ou plantation de plantes améliorantes, sur lesquels seront entretenus des bestiaux à l'élève ou à l'engrais à raison d'au moins deux têtes de gros bétail ou de huit têtes de petit bétail par dix hectares;
- d) les terres sur lesquelles il aura été fait des plantations d'espèces ligneuses à raison de 100 arbres par hectare au minimum.

Ces conditions joueront simultanément ou séparément pour toute la surface.

ART. 4. — A l'expiration du terme de cinq ans prévu au présent contrat, les terres occupées provisoirement et mises en valeur comme dit à l'article 3 seront, au gré de l'occupant, cédées en pleine propriété ou louées au tarif ci-après : prix de vente 400 francs l'hectare ou partie d'hectare, prix de location 20 fr. l'hectare ou partie d'hectare.

ART. 5. — L'occupant a l'obligation de débroussailler régulièrement et de tenir dans un bon état de propreté une zone de 100 mètres autour des constructions.

ART. 6. — L'occupant ne peut abattre les espèces ligneuses croissant au moment de l'octroi du terrain que dans la mesure des défrichements nécessaires au développement de son entreprise.

En cas de vente de bois à des tiers, l'occupant acquittera la taxe de coupe fixée par les ordonnances sur la matière.

ART. 7. — Conformément aux dispositions de l'ordonnance n° 115/AE/T. du 12 novembre 1937, l'occupant s'engage à établir et à maintenir des cultures vivrières et alimentaires dans la mesure nécessaire à la bonne alimentation du personnel indigène de son exploitation. Elles compteront pour l'évaluation des superficies mises en valeur par application de l'article 30 de l'arrêté du 25 février 1943.

ART. 8. — Les chemins et sentiers indigènes ou autres traversant le terrain accordé en occupation provisoire appartiennent au domaine public et ne font pas partie de la présente occupation provisoire; leur situation et leur largeur définitives seront déterminées lors du mesurage officiel.

ART. 9. — Le présent contrat est conclu sous réserve des droits que les indigènes pourraient éventuellement revendiquer dans le délai et selon la procédure prévus à l'article 9 du décret du 31 mai 1934.

La seconde proclamation des résultats de l'enquête prévue à l'article 7, 2^{me} alinéa de ce décret, a été faite.

ART. 10. — L'occupant déclare connaître parfaitement la situation de la région au point de vue de la main-d'œuvre indigène et savoir qu'il ne pourra pas compter sur l'intervention de l'Administration pour obtenir les travailleurs qui lui seront nécessaires.

ART. 11. — L'inexécution des conditions générales de l'arrêté du 25 février 1943 modifié par l'arrêté du 27 juin 1947 ainsi que l'inexécution des conditions spéciales reprises ci-dessus, feront s'opérer d'office la résiliation du présent contrat si, après sommation faite par lettre recommandée, l'occupant ne satisfait pas aux dites obligations dans un délai de un mois à dater de la réception de la lettre recommandée.

ART. 12. — Le présent contrat est conclu sous réserve de son approbation par décret.

Ainsi fait à Coquilhatville, en double expédition, le vingt-deux novembre mil neuf cent quarante-sept.

ART. 2.

Le Ministre des Colonies est chargé de l'exécution du présent décret.

Donné à Bruxelles, le 5 juillet 1948.

ART. 2.

De Minister van Koloniën is belast met de uitvoering van dit decreet.

Gegeven te Brussel, den 5^e Juli 1948.

CHARLES.

Par le Régent:

Le Ministre des Colonies,

Vanwege de Regent:

De Minister van Koloniën,

P. WIGNY.

Rapport du Conseil Colonial sur un projet de décret renouvelant pour un an les droits de recherches minières exclusives de la Compagnie Minière du Congo Occidental (Cominoc) dans les blocs dénommés « Lumbu » et « Bembezi ».

Ce projet de décret a été examiné par le Conseil Colonial au cours de sa séance du 21 mai 1948. Il n'a donné lieu à aucune observation et a été approuvé à l'unanimité.

M. le Conseiller Robert était absent et excusé.

Bruxelles, le 11 juin 1948.

Le Conseiller-Rapporteur,

L'Auditeur,

M. VAN DE PUTTE.

M. VAN HECKE.

Verslag van de Koloniale Raad over het ontwerp van decreet tot verlenging met een jaar van de uitsluitende rechten tot mijnbouwkundige opsporingen van de « Compagnie Minière du Congo Occidental (Cominoc) » in de blokken « Lumbu » en « Bembezi ».

De Koloniale Raad heeft dit ontwerp van decreet onderzocht in de zitting van 21 Mei 1948. Het gaf geen aanleiding tot enige op- of aanmerking en werd eenparig aangenomen.

De H. Robert, raadslid, was afwezig met kennisgeving.

Brussel, 11 Juni 1948.

Het Raadslid-Verslaggever,

De Auditeur,

Mines. — Renouvellement du droit de recherches minières exclusives de la Compagnie Minière du Congo Occidental (Cominoc) dans les blocs dénommés « Lumbu » et « Bembezi ».

CHARLES, PRINCE DE BELGIQUE,
RÉGENT DU ROYAUME,

A tous, présents et à venir, SALUT!

Vu l'avis émis par le Conseil Colonial en sa séance du 21 mai 1948,

Sur la proposition du Ministre des Colonies,

Mijnen. — Verlenging met een jaar van de uitsluitende rechten tot mijnbouwkundige opsporingen van de « Compagnie Minière du Congo Occidental (Cominoc) » in de blokken « Lumbu » en « Bembezi ».

KAREL, PRINS VAN BELGIË,
REGENT VAN HET KONINKRIJK,

Aan allen, tegenwoordigen en toekomstenden, HEIL!

Gezien het advies door de Koloniale Raad uitgebracht in diens vergadering van 21 Mei 1948,

Op de voordracht van de Minister van Koloniën,

Nous avons décrété et décrétons :

ARTICLE PREMIER.

Les droits exclusifs de recherches minières dont bénéficie la Compagnie Minière du Congo Occidental (Cominoc) dans les blocs dénommés « Lumbu » et « Bembezi », en vertu de la convention conclue entre la Colonie et la Société Minière de la Tele, le 10 novembre 1932 et approuvée par décret du 28 mars 1933, sont renouvelés pour un an à partir de la date du présent décret.

ART. 2.

La société versera à la Colonie une somme de vingt mille francs pour chacun des deux blocs visés à l'article premier.

ART. 3.

Le Ministre des Colonies est chargé de l'exécution du présent décret.

Donné à Bruxelles, le 12 juillet 1948.

Wij hebben gedecreterd en Wij decreteren :

ARTIKEL EÉN.

De uitsluitende rechten tot mijnbouwkundige opsporingen welke de « Compagnie Minière du Congo Occidental » (Cominoc) in de « Lumbu » en « Bembezi » genaamde blokken geniet en welke voortvloeien uit de overeenkomst op 10 November 1932 tussen de Kolonie en de « Société Minière de la Tele » gesloten en goedgekeurd bij decreet van 28 Maart 1933 worden met ingang van de datum van dit decreet voor een jaar verlengd.

ART. 2.

De vennootschap zal aan de Kolonie een som van twintig duizend frank storten voor elk der twee onder artikel 1 bedoelde blokken.

ART. 3.

De Minister van Koloniën is belast met de uitvoering van dit decreet.

Gegeven te Brussel, de 12^e Juli 1948.

CHARLES.

Par le Régent :

*Pour le Ministre des Colonies
en mission,
Le Ministre de l'Agriculture,*

Vanwege de Regent:

*Voor de Minister van Koloniën
op zending,
De Minister van Landbouw,*

P. M. ORBAN.

Rapport sur le projet de décret autorisant la Société Minière du Congo Septentrional à dénoncer un bloc de recherches minières exclusives dénommé « Bloc-Kate » en vue de se réserver un gisement aurifère découvert en 1939.

Le Conseil Colonial a examiné le projet de décret en sa séance du 21 mai 1948.

Il a été adopté sans discussion et à l'unanimité.

M. le Conseiller Robert avait excusé son absence.

Bruxelles, le 11 juin 1948.

Le Conseiller-Rapporteur,

L'Auditeur,

Verslag over het ontwerp van decreet waarbij de « Société Minière du Congo Septentrional » gemachtigd wordt een blok tot uitsluitende mijnbouwkundige opsporingen aan te zeggen, « Blok-Kate » genaamd, met het doel er zich een in 1939 ontdekte goudlaag voor te behouden.

De Koloniale Raad heeft het ontwerp van decreet onderzocht in de zitting van 21 Mei 1948.

Het werd zonder bespreking eenparig aangenomen.

De Heer Robert, Raadslid, was afwezig met kennisgeving.

Brussel, de 11 Juni 1948.

Het Raadslid-Verslaggever,

P. CHARLES.

M. VAN HECKE.

De Auditeur,

Mines. — Décret autorisant la Société Minière du Congo Septentrional (Sominor) à dénoncer un bloc de recherches minières exclusives dénommé « Bloc-Kate » en vue de se réserver un gisement aurifère découvert en 1939.

CHARLES, PRINCE DE BELGIQUE,
RÉGENT DU ROYAUME,

A tous, présents et à venir, SALUT!

Vu l'avis émis par le Conseil Colonial en sa séance du 21 mai 1948,

Sur la proposition du Ministre des Colonies,

Mijnen. — Decreet waarbij de « Société Minière du Congo Septentrional (Sominor) » gemachtigd wordt een blok « Blok-Kate » genaamd, tot uitsluitende mijnbouwkundige opsporingen aan te zeggen, met het doel er zich een in 1939 ontdekte grondlaag voor te behouden.

KAREL, PRINS VAN BELGIË,
REGENT VAN HET KONINKRIJK,

Aan allen, tegenwoordigen en toekomstenden, HEIL!

Gezien het advies door de Koloniale Raad uitgebracht in diens vergadering van 21 Mei 1948,

Op de voordracht van de Minister van Koloniën,

Nous avons décrété et décrétons :

ARTICLE PREMIER.

La Société SOMINOR pourra, en vertu du décret du 12 avril 1940, prorogeant les droits miniers dérivant de la convention du 17 février 1937, conclue entre la Colonie et M. Staquet, et approuvée par décret du 27 août 1937, dénoncer un bloc de recherches minières exclusives, dénommé « Bloc Kate », d'une superficie de 4.158 Ha. environ, en vue de se réserver un gisement aurifère découvert en 1939.

Ce droit est accordé, par dérogation au § 7 de l'ordonnance législative n° 309/AE/M. du Gouverneur Général en date du 2 juillet 1941, fermant le Congo Belge à la prospection publique des mines.

Les limites du « Bloc Kate » sont déterminées comme suit :

A. Description des limites.

Le point A se trouve à 600 m. à l'ouest de la maison du capita du village Here. Ce point est situé sur la limite Est du bloc à droits exclusifs de recherches « Bili-Est » enregistré pour SOMINOR à Buta le 3 avril 1929.

De A à B la limite du « Bloc Kate » se confond avec la limite du dit bloc « Bili-Est » et est constituée par un alignement de 10.650 m. ayant un azimut de 145° 10', B se trouve au confluent de la Sambili avec son affluent Nadenga.

De B un alignement de 1.850 m. ayant un azimut de 56° 15' jusqu'à C. qui se trouve sur la crête de partage

Wij hebben gedecreteerd en Wij decreteren :

ARTIKEL EÉN.

De Vennootschap « SOMINOR » zal, krachtens het decreet van 12 April 1940, houdende verlenging van de mijnbouwrechten voortvloeiende uit de overeenkomst van 17 Februari 1937, en welke tussen de Kolonie en de heer Staquet gesloten werd, en goedgekeurd bij het decreet van 27 Augustus 1937, een blok voor uitsluitende mijnbouwkundige opsporingen, « Blok Kate » genaamd, groot 4.158 Ha. ongeveer, mogen aangeven, met het doel zich er een in 1939 ontdekte goudlaag voor te behouden.

Het recht wordt verleend bij afwijking van § 7 van de wetgevende ordonnantie n° 309/EZ/M. van de Gouverneur Generaal dd. 2 Juli 1941 waarbij Belgisch Congo voor de openbaar mijnprospectie wordt gesloten.

De grenzen van het « Blok Kate » zijn als volgt vastgesteld :

A. Beschrijving der grenzen.

Punt A is gelegen op 600 m. ten Westen van het huis van de capita van het dorp Here. Dit punt bevindt zich op de oostergrens van het blok met uitsluitende opsporingsrechten « Bili-Oost » geboekt voor SOMINOR te Buta op 3 April 1929.

Van A naar B vermengt de grens van het blok « Kate » zich met de grens van gezegd blok « Bili-Oost » en is gevormd door een rooilijn van 10.650 m. met een azimuth van 145° 10', B bevindt zich op de samenvloeiing van de Sambili met haar bijrivier de Nadenga.

Van B een rooilijn van 1.850 m. met een azimuth van 56° 15' tot C. dat zich bevindt op de waterschei-

séparant le bassin de la rivière Kate de celui du bassin de la Sambili.

De C à D la limite est constituée par la crête de partage séparant le bassin de la Sambili du bassin de la Kate. D se trouvant au croisement de la dite crête de partage avec le sentier indigène de Bondo vers Lebo.

De D la limite du bloc est constituée par le bord ouest du sentier indigène de Bondo vers Lebo jusqu'à E situé sur le bord ouest du dit sentier à 950 m. au sud-est du croisement de ce sentier avec la rivière Ependa affluent de la Gangu. Du point D jusqu'au point B la limite se confond avec celle du bloc Bili-Sud.

De E jusqu'au point de départ A le périmètre du bloc Kate est constitué par un alignement de 13.300 m. dont l'azimut est 289°.

ART. 2.

Le droit de dénonciation prendra cours un mois après la date de la publication du présent décret. Il expirera deux mois plus tard.

Les droits et obligations du concessionnaire dans le bloc dénommé « Kate » seront identiques à ceux qui dérivent des décrets du 27 août 1937 et du 12 avril 1940 ci-dessus, ainsi que des actes législatifs qui s'y rapporteront.

ART. 3.

Le Ministre des Colonies est chargé de l'exécution du présent décret.

dingshoogte die het bekken van de rivier Kate en het bekken der Sambili splitste.

Van C naar D is de grens gevormd door waterscheidingshoogte die het bekken van de Sambili en het bekken der Kate splitst. D zich bevindt op de kruising van gezegde scheidingshoogte met het inlands pad van Bondo naar Lebo.

Van D is de grens van het blok gevormd door de westerboord van het inlands pad naar Lebo tot E dat gelegen is op de westerboord van gezegd pad op 950 m. Zuid-Oostwaarts van de kruising van dit pad met de rivier Ependa bijrivier van de Gangu. Van punt D tot punt B vermengt de grens zich met deze van het blok Bili-Zuid.

Van E tot het vertrekpunt A is de omtrek van het blok Kate gevormd door een rooilijn van 13.300 m. met een azimuth van 289°.

ART. 2.

Het recht tot aanzegging zal een aanvang nemen een maand na de dagtekening van dit decreet. Het zal verstrijken ten laatste twee maand nadien.

De rechten en verplichtingen van de concessiehouder in blok « Kate » genaamd zijn dezelfde als deze welke voortvloeiende uit de decreten van 27 Augustus 1937 en van 12 April 1940, hiervoren vermeld; alsmede uit de wetgevende akten welke er op betrekking hebben.

ART. 3.

De Minister van Koloniën is belast met de uitvoering van dit decreet.

Donné à Bruxelles, le 12 juillet
1948.

Gegeven te Brussel, den 12^e Juli
1948.

CHARLES.

Par le Régent:

*Pour le Ministre des Colonies,
en mission,
Le Ministre de l'Agriculture,*

Vanwege de Regent:

*Voor de Minister van Koloniën,
op zending,
De Minister van Landbouw,*

P. M. ORBAN.

Rapport sur le projet de décret oc-
troyant des permis d'exploitation
à la Compagnie Minière du Ruanda-
Urundi pour les polygones dénom-
més Kinyoni, Lemera et Mogere.

Verslag over het ontwerp van de-
creet waarbij mijnbouwvergunning-
gen worden verleend aan de « Com-
pagnie Minière du Ruanda-Urun-
di » voor de veelhoeken Kinyoni,
Lemera en Mogere.

Le Conseil Colonial a examiné le
projet de décret en sa séance du 21
mai 1948.

Il a été adopté sans discussion et
à l'unanimité.

M. le Conseiller Robert avait ex-
cusé son absence.

Bruxelles, le 11 juin 1948.

Le Conseiller-Rapporteur,

De Koloniale Raad heeft het ont-
werp van decreet onderzocht in de
zitting van 21 Mei 1948.

Het werd zonder bespreking, een-
parig aangenomen.

De Hr. Robert, Raadslid, was af-
wezig met kennisgeving.

Brussel, de 11 Juni 1948.

Het Raadslid-Verslaggever,

P. CHARLES.

L'Auditeur,

De Auditeur,

M. VAN HECKE.

Mines. — Octroi de permis d'exploitation à la Compagnie Minière du Ruanda-Urundi (Mirudi) pour les polygones dénommés « Kinyoni », « Lemera » et « Mogere ».

CHARLES, PRINCE DE BELGIQUE,
RÉGENT DU ROYAUME,

A tous, présents et à venir, SALUT!

Vu l'avis émis par le Conseil Colonial en sa séance du 21 mai 1948,

Sur la proposition du Ministre des Colonies,

Nous avons décrété et décrétons :

ARTICLE PREMIER.

Le Gouvernement du Ruanda-Urundi, concède à la Compagnie Minière au Ruanda-Urundi (Mirudi) le tantale et le niobium qui seraient mis à jour par les travaux d'exploitation des gisements stannifères dans les concessions dénommées Kinyoni, Lemera et Mogere, accordées respectivement par l'arrêté royal du 26 mai 1937 et le permis n° 123 du Conservateur des Titres Fonciers en date du 26 septembre 1939.

ART. 2.

La concession du tantale et du niobium est soumise aux mêmes conditions que la concession de l'étain et cessera en même temps qu'elle.

ART. 3.

Le Ministre des Colonies est chargé de l'exécution du présent décret.

Mijnen. — Aflevering van mijnbouwvergunningen aan de « Compagnie Minière du Ruanda-Urundi (Mirudi) » voor de veelhoeken « Kinyoni », « Lemera » en « Mogere ».

KAREL, PRINS VAN BELGIË,
REGENT VAN HET KONINKRIJK,

Aan allen, tegenwoordigen en toekomstenden, HEIL!

Gezien het advies door de Koloniale Raad uitgebracht in diens vergadering van 21 Mei 1948,

Op de voordracht van de Minister van Koloniën,

Wij hebben gedecreteerd et Wij decreteren :

ARTIKEL ÉÉN.

Het Gouvernement van Ruanda-Urundi, verleent in concessie aan de « Compagnie Minière au Ruanda-Urundi » (Mirudi) het tantalium en het niobium welke zouden voorkomen bij de ontginningswerken der tinhoudende lagen in de concessies genaamd Kinyoni, Lemera en Mogere, onderscheidenlijk verleend bij het koninklijk besluit van 26 Mei 1937 en de vergunning n° 123 van de Bewaarder der Grondtitels dd. 26 September 1939.

ART. 2.

De concessie van tantalium en van niobium is onderworpen aan dezelfde voorwaarden als de concessie van tin en zal ophouden tezelfder tijd als deze.

ART. 3.

De Minister van Koloniën is belast met de uitvoering van dit decreet.

Donné à Bruxelles, le 12 juillet
1948.

Gegeven te Brussel, den 12ⁿ Juli
1948.

CHARLES.

Par le Régent :

*Pour le Ministre des Colonies,
en mission,
Le Ministre de l'Agriculture,*

Vanwege de Regent :

*Voor de Minister van Koloniën,
op zending,
De Minister van Landbouw,*

P. M. ORBAN.

Rapport du Conseil Colonial sur un
projet de décret octroyant un per-
mis d'exploitation à la Société Mi-
nière de Bafwaboli (Somiba), pour
le polygone dénommé « Amagba-
da ».

Verslag van de Koloniale Raad over
het ontwerp van decreet waarbij
een mijnbouwvergunning wordt
verleend aan de « Société Minière
de Bafwaboli » (Somiba), voor de
veelhoek « Amagbada ».

Le Conseil Colonial a examiné ce
projet de décret au cours de sa séan-
ce du 21 mai 1948.

De Koloniale Raad heeft dit ont-
werp van decreet onderzocht in de
zitting van 21 Mei 1948.

La situation démographique des
populations du territoire de Bafwa-
sende est nettement défavorable et il
ne peut être question de l'accentuer
par de nouveaux prélèvements de
travailleurs. La société intéressée dé-
clare qu'elle n'envisage pas l'engage-
ment de main-d'œuvre supplémen-
taire, l'exploitation du polygone
« Amagbada » ne constituant qu'une
extension de celle de la concession
« Tabili ».

De demographische toestand der
bevolking van het gewest Bafwasen-
de is bepaald ongunstig en er kan
geen sprake van zijn hem nog te
verscherpen door nieuwe werving
van arbeiders. De belanghebbende
vennootschap verklaart dat zij niet
van plan is nieuwe arbeidskrachten
in dienst te nemen, aangezien de ont-
ginning van de veelhoek « Amag-
bada » enkel een uitbreiding is van
deze der concessie « Tabili ».

Mis au voix, le projet a été approu-
vé à l'unanimité.

In stemming gebracht, wordt het
ontwerp van decreet eenparig aan-
genomen.

M. le Conseiller Robert avait ex-
cusé son absence.

De Heer Robert, Raadslid, was af-
wezig met kennisgeving.

Bruxelles, le 11 juin 1948.

Brussel, de 11 Juni 1948.

Le Conseiller-Rapporteur,

Het Raadslid-Verslaggever,

M. MAQUET.

L'Auditeur,

De Auditeur,

M. VAN HECKE.

Mines. — Octroi d'un permis d'exploitation à la Société Minière de Bafwaboli (Somiba) pour le polygone dénommé « Amagbada ».

CHARLES, PRINCE DE BELGIQUE,
RÉGENT DU ROYAUME,

A tous, présents et à venir, SALUT!

Vu l'avis émis par le Conseil Colonial en sa séance du 21 mai 1948.

Sur la proposition du Ministre des Colonies,

Nous avons décrété et décrétons :

ARTICLE PREMIER.

Le droit d'exploiter l'or et l'argent est accordé à la Société Minière de Bafwaboli (Somiba) dans la concession dénommée « Amagbada » d'une superficie de 603 hectares.

Ce droit est accordé jusqu'au 31 décembre 2010 à partir de la date du présent décret.

Les limites de la concession sont déterminées comme suit :

A. *Description des limites.*

A. *Beschrijving der grenzen.*

De la borne 1, un align. droit de	971 m. 00 az. 127 gr. 15 mène à la b. 2;
Van grensp. 1, leidt een rechte	
rooilijn van	971 m. 00 az. 127 gr. 15 naar grensp. 2;
» 2, » »	500 m. 20 az. 109 gr. 74 » 3;
» 3, » »	331 m. 50 az. 138 gr. 67 » 4;
» 4, » »	493 m. 00 az. 134 gr. 87 » 5;
» 5, » »	335 m. 90 az. 37 gr. 85 » 6;
» 6, » »	202 m. 70 az. 107 gr. 73 » 7;

Mijnen. — Toekenning van een mijnbouwvergunning aan de « Société Minière de Bafwaboli (Somiba) » voor de veelhoek « Amagbada ».

KAREL, PRINS VAN BELGIË,
REGENT VAN HET KONINKRIJK,

Aan allen, tegenwoordigen en toekomstenden, HEIL!

Gezien het advies door de Koloniale Raad uitgebracht in diens vergadering van 21 Mei 1948,

Op de voordracht van de Minister van Koloniën,

Wij hebben gedecreteerd en Wij decreteren :

ARTIKEL ÉÉN.

Aan de Vennootschap « Société Minière de Bafwaboli » (Somiba) wordt het recht verleend goud en zilver te winnen in de concessie genaamd « Amagbada » groot 603 hectaren.

Dit recht wordt, met ingang van de datum van dit decreet verleend tot op 31 December 2010.

De grenzen van de concessie zijn als volgt bepaald :

- » 7, la limite suit la rive gauche de la rivière Marabara jusqu'à la borne 8, située à 267 m. 90 az. 213 gr. 59 de la borne 7;
- » 7, volgt de grens de linkeroever van de Marabara-rivier tot aan grenspaal 8, gelegen op 267 m. 90 az. 213 gr. 59 van grenspaal 7;
- » 8, un align. droit de 926 m. 10 az. 90 gr. 81 mène à la b. 9;
- » 8, leidt een rechte
rooilijn van 926 m. 10 az. 90 gr. 81 naar grensp. 9;
- » 9, » » 911 m. 10 az. 34 gr. 18 » 10;
- » 10, » » 816 m. 50 az. 14 gr. 93 » 11;
- » 11, la limite suit la rive gauche de la rivière Amagbada jusqu'à la borne 12, située à 1.617 m. 70 az. 26 gr. 68 de la b. 11;
- « 11, volgt de grens de linkeroever van de Amagbada-rivier tot aan grenspaal 12, gelegen op 1.617 m. 70 az. 26 gr. 68 van grenspaal 11;
- » 12, un align. droit de 1.031 m. 10 az. 275 gr. 06 mène à la b. 13;
- » 12, leidt een rechte
rooilijn van 1.031 m. 10 az. 275 gr. 06 naar grens. 13;
- » 13, » » 466 m. 10 az. 245 gr. 93 » 14;
- » 14, » » 560 m. 10 az. 238 gr. 34 » 15;
- » 15, » » 662 m. 50 az. 265 gr. 54 » 16;
- » 16, » » 464 m. 00 az. 296 gr. 68 » 17;
- » 17, » » 653 m. 10 az. 248 gr. 47 » 18;
- » 18, » » 584 m. 00 az. 316 gr. 46 » 19;
- » 19, » » 393 m. 40 az. 394 gr. 92 » 20.

Au droit de la borne 20, la limite traverse la rivière Tabili 1, suivant une normale à son courant pour atteindre la borne 21 située à 21 m. 50 az. 399 gr. 29 de la borne 20;

Rechter van grenspaal 20, loopt de grens over de Tabili 1-rivier, volgens een lijn loodrecht op de stroming, om grenspaal 21 te bereiken op 21 m. 50 az. 399 gr. 29 van grenspaal 20;

De la borne 21 la limite suit la rive droite de la rivière Tabili 1 jusqu'à la borne 1, située à 1.248 m. 30 az. 257 gr. 34 de la borne 21.

Van grenspaal 21, volgt de grens de rechteroever van de Tabili 1-rivier tot aan grenspaal 1, gelegen op 1.248 m. 30 az. 257 gr 34 van grenspaal 21.

B. Situation des bornes d'angle.

La borne 1, est située à 280 m. 90 az. 271 gr. 76 du confluent des rivières Amagbada-Tabili 1.

B. Ligging van de hoekgrenspalen.

Grenspaal 1 is gelegen op 280 m. 90 az. 271 gr. 76 van de samenvloeiing van de Amagbada en Tabili 1 rivieren.

La borne 2, est située à 818 m. 60 az. 144 gr. 05 du confluent des rivières Amagbada-Tabili 1.

La borne 11 est située à 557 m. 20 az. 70 gr. 25 du confluent des rivières Amagbada-Taliafi.

C. Remarques :

Les azimuts sont exprimés en grades et en minutes centésimales. Ils se mesurent à partir du Nord vrai et croissent dans le sens du mouvement des aiguilles d'une montre.

Sur les rives des cours d'eau prises comme limites, le périmètre suit le niveau le plus élevé qu'atteignent les eaux lors de leurs crues périodiques normales.

D. Situation du polygone.

Le polygone est situé à environ 48 km. au Nord-Est du Poste d'Angumu.

ART. 3.

Le concessionnaire a le droit sous réserve des droits des tiers, indigènes ou non indigènes, et conformément aux lois, décrets et règlements sur la matière, d'exploiter la mine concédée.

ART. 4.

La concession s'étend au lit des ruisseaux et rivières. Le concessionnaire ne pourra toutefois sans l'autorisation préalable et par écrit du Gouverneur Général ou de son délégué exécuter aucun travail d'exploitation dans le lit des rivières navigables ou flottables ni sur les terrains qui les bordent, dans une bande de

Grenspaal 2 is gelegen op 818 m. 60 az. 144 gr. 05 van de samenvloeiing van de Amagbada en Tabili 1 rivieren.

Grenspaal 11 is gelegen op 557 m. 20 az. 70 gr. 25 van de samenvloeiing van de Amagbada en Taliafi rivieren.

C. Bemerkingen :

De azimuths zijn uitgedrukt in graden in centesimale minuten. Zij worden gemeten vanaf het werkelijk Noorden en stijgen in de richting van de beweging der wijzers van een uurwerk.

Op de oevers van de als grens genomen waterlopen, volgt de omtrek de hoogste stand dien de wateren bij hun normale periodieke was bereiken.

D. Ligging van de veelhoek.

De veelhoek is gelegen op ongeveer 48 km. Noord-West van de Angumupost.

ART. 3.

De concessiehouder heeft het recht, onder voorbehoud der rechten van derden, Inlanders of niet-Inlanders en overeenkomstig de wetten, decreten en reglementen, ter zake, de mijn te ontginnen waarvoor concessie wordt verleend.

ART. 4.

De concessie strekt zich uit tot de bedding der beken en rivieren. Zonder de voorafgaande en schriftelijke toelating van de Gouverneur-Generaal of diens afgevaardigde mag de concessiehouder evenwel geen enkel ontginningswerk uitvoeren in de bedding der bevaarbare of vlotbare rivieren noch op de aangrenzende

10 mètres à compter de la ligne formée par le niveau le plus élevé qu'atteignent les eaux dans leurs crues périodiques normales.

L'autorisation déterminera les conditions auxquelles les travaux pourront être exécutés.

ART. 5.

L'exploitation a lieu aux risques et périls du concessionnaire. Il est notamment responsable du dommage que causeraient aux fonds riverains les travaux même autorisés qu'il exécuterait dans les rivières et ruisseaux.

Il paiera aux riverains, conformément à l'article 20 du décret du 30 juin 1913 (Code civil, Livre II, Titre II) une redevance annuelle proportionnée aux dommages qu'ils subissent dans l'exercice de leurs droits de riveraineté.

ART 6.

Le Ministre des Colonies est chargé de l'exécution du présent décret.

Donné à Bruxelles, le 12 juillet 1948.

gronden binnen een strook van tien meter breedte, te rekenen van de lijn gevormd door de hoogste stand dien de wateren bij hun normale periodieke was bereiken.

De toelating bepaalt de voorwaarden waaronder de werken mogen worden uitgevoerd.

ART. 5.

De ontginning geschiedt op risico van de concessiehouder. Hij is namelijk verantwoordelijk voor de schade die de bij beek of rivier gelegen erven lijden door de werken welke hij, zelfs met toelating uitvoert in de beken en rivieren.

Hij betaalt aan de eigenaars van de oever, overeenkomstig article 20 van het decreet van 30 Juni 1913 (Burgerlijke Wetboek, Boek II, Titel II) een jaarlijkse cijns naar evenredigheid van de schade die zij ondergaan bij de uitoefening van hun recht als eigenaars van de oever.

ART 6.

De Minister van Koloniën is belast met de uitvoering van dit decreet.

Gegeven te Brussel, de 12^e Juli 1948.

CHARLES.

Par le Régent:

*Pour le Ministre des Colonies,
en mission,
Le Ministre de l'Agriculture,*

Vanwege de Regent:

*Voor de Minister van Koloniën,
op zending,
De Minister van Landbouw,*

P. M. ORBAN.

Rapport du Conseil Colonial sur un projet de décret octroyant à la Société Les Mines d'Or Belgika (Belgikaor) deux permis d'exploitation pour les polygones dénommés « Kisala » et « Watamba I ».

Le projet de décret a été examiné par le Conseil Colonial lors de sa séance du 21 mai 1948.

Un membre se faisant l'écho de ses collègues du Conseil, a manifesté sa satisfaction de ce que les dossiers présentés, relatifs aux concessions minières et aux permis d'exploitation contenaient une documentation beaucoup plus complète qu'auparavant, et qu'il en résultera ainsi sensiblement moins d'ajournements de projets pour renseignements complémentaires.

Dans le territoire de Kasongo où les polygones se trouvent, les engagements de travailleurs n'ont pas jusqu'ici provoqué le déséquilibre de la population; la situation sous ce rapport est même favorable comparativement à beaucoup de territoires. Au surplus, la Société minière intéressée signale que la main-d'œuvre nécessaire sera prélevée sur d'autres exploitations existantes.

Mis aux voix, le projet de décret est approuvé à l'unanimité.

M. le Conseiller Robert avait fait excuser son absence.

Bruxelles, le 11 juin 1948.

Le Conseiller-Rapporteur,

M. MAQUET.

L'Auditeur,

M. VAN HECKE.

Verslag van de Koloniale Raad over het ontwerp van decreet waarbij twee mijnbouwvergunningen worden verleend aan de vennootschap « Les Mines d'Or Belgika » (Belgikaor) voor de veelhoeken « Kisala » en « Watamba I ».

De Koloniale Raad heeft het ontwerp van decreet onderzocht in de zitting van 21 Mei 1948.

Een raadslid dat de mening van zijn collega's vertolkte, drukte zijn voldoening er over uit dat de voorgelegde dossiers betreffende de mijnconcessies en de mijnbouwvergunningen een veel vollediger documentatie bevatten dan vroeger en dat dientengevolge veel minder ontwerpen naar een latere zitting zullen verzonden worden voor aanvullende inlichtingen.

In het gewest Kasongo, waar de veelhoeken zich bevinden, heeft de aanwerving van arbeidskrachten tot op heden het evenwicht der bevolking nog niet verstoord; in vergelijking met vele andere gewesten, is de toestand aldaar in dit opzicht zelfs gunstig. Bovendien wijst de belanghebbende vennootschap er op dat de nodige arbeidskrachten uit andere bestaande mijnbouwondernemingen zullen genomen worden.

In stemming gebracht, wordt het ontwerp van decreet eenparig aangenomen.

De Hr. Robert, Raadslid, was afwezig met kennisgeving.

Brussel, 11 Juni 1948.

Het Raadslid-Verslaggever,

De Auditeur,

Mines. — Octroi de deux permis d'exploitation à la société Les Mines d'Or Belgika (Belgikaor) pour les polygones dénommés « Kisala » et « Watamba I ».

CHARLES, PRINCE DE BELGIQUE,
RÉGENT DU ROYAUME,

A tous, présents et à venir, SALUT!

Vu l'avis émis par le Conseil Colonial en sa séance du 21 mai 1948,

Sur la proposition du Ministre des Colonies,

Nous avons décrété et décrétons :

ARTICLE PREMIER.

L'arrêté royal du 18 mai 1936 ainsi que l'ordonnance législative n° 258/AE/M. du 23 août 1940 accordant respectivement à la société Les Mines d'Or Belgika (Belgikaor) le droit d'exploiter l'or et l'argent dans les polygones dénommés « Mukukutshi » et « Watamba-Nord » sont abrogés.

ART. 2.

Le droit d'exploiter l'or et l'argent est accordé à la société Les Mines d'Or Belgika (Belgikaor) dans la concession dénommée Kisala d'une superficie de 1.511 hectares.

Ce droit est accordé jusqu'au 31 décembre 2010 à partir de la date du présent décret.

Les limites de la concession sont déterminées comme suit :

Mijnen. — Toekenning van twee mijnbouwvergunningen aan de vennootschap « Les Mines d'Or Belgika (Belgikaor) » voor de veelhoeken « Kisala » en « Watamba I ».

KAREL, PRINS VAN BELGIË,
REGENT VAN HET KONINKRIJK,

Aan allen, tegenwoordigen en toekomstenden, HEIL!

Gezien het advies door de Koloniale Raad uitgebracht in diens vergadering van 21 Mei 1948,

Op de voordracht van de Minister van Koloniën,

Wij hebben gedecreteerd en Wij decreteren :

ARTIKEL ÉÉN.

Het koninklijk besluit van 18 Mei 1936 alsmede de wetgevende ordonnantie n° 258/AE/M. van 23 Augustus 1940, waarbij onderscheidenlijk aan de Vennootschap « Les Mines d'Or Belgika » (Belgikaor) het recht wordt verleend goud en zilver te winnen in de veelhoeken « Mukukutshi » en « Watamba-Noord » worden afgeschaft.

ART. 2.

Aan de Vennootschap « Les Mines d'Or Belgika » (Belgikaor) wordt het recht verleend goud en zilver te winnen in de concessie genaamd Kisala groot 1.511 hectaren.

Dit recht wordt, met ingang van de datum van dit decreet, verleend tot op 31 December 2010.

De grenzen van de concessie zijn als volgt bepaald :

A. *Description des limites.*

A. *Beschrijving der grenzen.*

De la borne 1, un align. droit de 718 m. 10 az. 99 gr. 60 mène à la b. 2;

Van grensp. 1, leidt een rechte
rooilijn van 718 m. 10 az. 99 gr. 60 naar grensp. 2;

»	2,	»	»	724 m. 10 az. 100 gr. 11	»	3;
»	3,	»	»	610 m. 20 az. 199 gr. 82	»	4;
»	4,	»	»	784 m. 10 az. 99 gr. 90	»	5;
»	5,	»	»	779 m. 80 az. 99 gr. 77	»	6;
»	6,	»	»	1.004 m. 90 az. 200 gr. 32	»	7;
»	7,	»	»	989 m. 60 az. 199 gr. 92	»	8;
»	8,	»	»	220 m. 20 az. 300 gr. 71	»	9;
»	9,	»	»	913 m. 30 az. 202 gr. 02	»	10;
»	10,	»	»	931 m. 00 az. 200 gr. 93	»	11;
»	11,	»	»	855 m. 10 az. 252 gr. 93	»	12;
»	12,	»	»	839 m. 40 az. 253 gr. 86	»	13;
»	13,	»	»	821 m. 50 az. 253 gr. 11	»	14;
»	14,	»	»	105 m. 80 az. 341 gr. 99	»	16;
»	16,	»	»	258 m. 80 az. 304 gr. 18	»	17;
»	17,	»	»	228 m. 60 az. 18 gr. 81	»	18;
»	18,	»	»	236 m. 50 az. 389 gr. 32	»	19;
»	19,	»	»	251 m. 50 az. 357 gr. 87	»	20;
»	20,	»	»	250 m. 40 az. 325 gr. 64	»	21;
»	21,	»	»	249 m. 70 az. 293 gr. 94	»	22;
»	22,	»	»	12 m. 00 az. 44 gr. 51	»	23;
»	23,	»	»	110 m. 10 az. 301 gr. 05	»	24;
»	24,	»	»	100 m. 20 az. 316 gr. 39	»	25;
»	25,	»	»	100 m. 90 az. 326 gr. 79	»	26;
»	26,	»	»	107 m. 30 az. 332 gr. 38	»	27;
»	27,	»	»	107 m. 50 az. 354 gr. 33	»	28;
»	28,	»	»	106 m. 70 az. 367 gr. 30	»	29;
»	29,	»	»	106 m. 10 az. 379 gr. 97	»	30;
»	30,	»	»	107 m. 30 az. 394 gr. 06	»	31;
»	31,	»	»	107 m. 20 az. 6 gr. 76	»	32;
»	32,	»	»	105 m. 00 az. 21 gr. 49	»	33;

De la borne 33, un align. droit de 104 m. 40 az. 35 gr. 38 mène à la b. 34;

Van grensp. 33, leidt een rechte
rooilijn van 104 m. 40 az. 35 gr. 38 naar grens. 34;

»	34,	»	»	126 m. 40 az. 48 gr. 89	»	35;
»	35,	»	»	333 m. 70 az. 317 gr. 50	»	36;
»	36,	»	»	107 m. 70 az. 238 gr. 95	»	37;
»	37,	»	»	107 m. 80 az. 251 gr. 75	»	38;
»	38,	»	»	107 m. 20 az. 266 gr. 18	»	39;
»	39,	»	»	107 m. 30 az. 279 gr. 90	»	40;
»	40,	»	»	108 m. 00 az. 293 gr. 71	»	41;
»	41,	»	»	107 m. 50 az. 305 gr. 61	»	42;
»	42,	»	»	107 m. 60 az. 319 gr. 92	»	43;
»	43,	»	»	106 m. 00 az. 332 gr. 70	»	44;
»	44,	»	»	103 m. 20 az. 345 gr. 21	»	45;
»	45,	»	»	126 m. 50 az. 357 gr. 83	»	46;
»	46,	»	»	662 m. 85 az. 34 gr. 92	»	47;
»	47,	»	»	332 m. 85 az. 63 gr. 63	»	48;
»	48,	»	»	165 m. 90 az. 101 gr. 22	»	49;
»	49,	»	»	104 m. 00 az. 51 gr. 12	»	50;
»	50,	»	»	104 m. 00 az. 64 gr. 44	»	51;
»	51,	»	»	104 m. 00 az. 77 gr. 78	»	52;
»	52,	»	»	104 m. 00 az. 91 gr. 12	»	53;
»	53,	»	»	104 m. 00 az. 104 gr. 44	»	54;
»	54,	»	»	458 m. 55 az. 391 gr. 93	»	55;
»	55,	»	»	201 m. 80 az. 357 gr. 88	»	56;
»	56,	»	»	458 m. 10 az. 312 gr. 43	»	57;
»	57,	»	»	346 m. 30 az. 11 gr. 02	»	58;
»	58,	»	»	485 m. 10 az. 29 gr. 93	»	59;
»	59,	»	»	377 m. 25 az. 351 gr. 89	»	60;
»	60,	»	»	352 m. 80 az. 3 gr. 78	»	61;
»	61,	»	»	159 m. 90 az. 63 gr. 93	»	62;
»	62,	»	»	481 m. 60 az. 97 gr. 00	»	63;
»	63,	»	»	80 m. 80 az. 192 gr. 26	»	64;
»	64,	»	»	105 m. 70 az. 179 gr. 79	»	65;
»	65,	»	»	105 m. 20 az. 168 gr. 09	»	66;

De la borne 66, un align. droit de 119 m. 60 az. 153 gr. 08 mène à la b. 67;

Van grensp. 66, leidt een rechte
rooilijn van 119 m. 60 az. 153 gr. 08 naar grens. 67;

»	67,	»	»	100 m. 45 az. 138 gr. 96	»	68;
»	68,	»	»	124 m. 40 az. 126 gr. 68	»	69;
»	69,	»	»	82 m. 80 az. 108 gr. 47	»	70;
»	70,	»	»	146 m. 10 az. 96 gr. 74	»	71;
»	71,	»	»	109 m. 15 az. 80 gr. 76	»	72;
»	72,	»	»	117 m. 10 az. 66 gr. 75	»	73;
»	73,	»	»	138 m. 90 az. 49 gr. 48	»	74;
»	74,	»	»	100 m. 90 az. 34 gr. 89	»	75;
»	75,	»	»	103 m. 00 az. 22 gr. 71	»	76;
»	76,	»	»	113 m. 90 az. 6 gr. 28	»	77;
»	77,	»	»	136 m. 10 az. 391 gr. 97	»	78;
»	78,	»	»	105 m. 80 az. 376 gr. 34	»	79;
»	79,	»	»	114 m. 10 az. 361 gr. 75	»	80;
»	80,	»	»	101 m. 60 az. 349 gr. 24	»	81;
»	81,	»	»	101 m. 10 az. 335 gr. 79	»	82;
»	82,	»	»	100 m. 40 az. 322 gr. 64	»	83;
»	83,	»	»	118 m. 00 az. 308 gr. 56	»	84;
»	84,	»	»	100 m. 30 az. 294 gr. 75	»	85;
»	85,	»	»	100 m. 30 az. 282 gr. 13	»	86;
»	86,	»	»	57 m. 80 az. 392 gr. 51	»	87;
»	87,	»	»	666 m. 60 az. 3 gr. 77	»	1.

Remarques.

Les bornes 47, 48, 49 et 50 sont immergées dans l'étang formé par le barrage de la Mukukutshi.

Du polygone ainsi défini, il faut défalquer les concessions de la « Miluba » décrites ci-après :

Bemerkingen.

De grenspalen 47, 48, 49 en 50 bevinden zich onder in het water van de vijver die door de afdamming van de Mukukutshi gevormd is.

Van de aldus bepaalde veelhoek moeten de hierna beschreven concessies van de « Miluba » worden afgetrokken.

1°. *Kanswe P. 222 de la Miluba.* | 1°. *Kanswe P. 222 van de Miluba.*

De la borne 1, un align. droit de	123 m. 55 az. 134 gr. 69	mène à la b. 2;
Van grensp. 1, leidt een rechte rooilijn van	123 m. 55 az. 134 gr. 69	naar grensp. 2;
» 2, » »	483 m. 80 az. 266 gr. 76	» 3;
» 3, » »	341 m. 00 az. 336 gr. 07	» 4;
» 4, » »	315 m. 20 az. 370 gr. 59	» 5;
» 5, » »	295 m. 15 az. 18 gr. 25	» 6;
» 6, » »	595 m. 80 az. 77 gr. 52	» 7;
» 7, » »	226 m. 20 az. 140 gr. 10	» 8;
» 8, » »	569 m. 55 az. 199 gr. 88	» 1.

2°. *Kamulungu P. 37 de la Miluba.* | 2°. *Kamulungu P. 37 van de Miluba.*

De la borne 1, un align. droit de	81 m. 00 az. 58 gr. 36	mène à la b. 2;
Van grensp. 1, leidt een rechte rooilijn van	81 m. 00 az. 58 gr. 36	naar grensp. 2;
» 2, » »	155 m. 30 az. 80 gr. 78	» 3;
» 3, » »	160 m. 10 az. 70 gr. 22	» 4;
» 4, » »	441 m. 00 az. 136 gr. 07	» X;
» X, » »	483 m. 80 az. 66 gr. 76	» Z;
» Z, » »	291 m. 70 az. 137 gr. 71	» 21;
» 21, » »	155 m. 70 az. 158 gr. 47	» 22;
» 22, » »	151 m. 60 az. 180 gr. 23	» 23;
» 23, » »	156 m. 00 az. 196 gr. 89	» 24;
» 24, » »	152 m. 05 az. 218 gr. 61	» 25;
» 25, » »	155 m. 35 az. 238 gr. 09	» 26;
» 26, » »	154 m. 90 az. 257 gr. 77	» 27;
» 27, » »	166 m. 95 az. 279 gr. 96	» 28;
» 28, » »	168 m. 60 az. 160 gr. 85	» 29;
» 29, » »	53 m. 00 az. 183 gr. 13	» 30;
» 30, » »	260 m. 75 az. 209 gr. 16	» 31;
» 31, » »	308 m. 60 az. 246 gr. 06	» 34;
» 34, » »	194 m. 60 az. 277 gr. 89	» 35;
» 35, » »	447 m. 60 az. 327 gr. 15	» 40;
» 40, » »	104 m. 00 az. 21 gr. 13	» 41;

De la borne 41, un align. droit de 104 m. 00 az. 7gr. 81 mène à la b. 42;

Van grens. 41, leidt een rechte
rooilijn van 104 m. 00 az. 7 gr. 81 naar grensp. 42;

»	42,	»	»	104 m. 00 az. 394 gr. 47	»	43;
»	43,	»	»	104 m. 00 az. 381 gr. 13	»	44;
»	44,	»	»	104 m. 00 az. 367 gr. 81	»	45;
»	45,	»	»	89 m. 30 az. 375 gr. 54	»	46;
»	46,	»	»	131 m. 40 az. 329 gr. 29	»	47;
»	47,	»	»	104 m. 00 az. 327 gr. 81	»	48;
»	48,	»	»	104 m. 00 az. 314 gr. 47	»	49;
»	49,	»	»	79 m. 60 az. 376 gr. 09	»	51;
»	51,	»	»	104 m. 00 az. 37 gr. 81	»	52;
»	52,	»	»	104 m. 00 az. 24 gr. 47	»	53;
»	53,	»	»	104 m. 00 az. 11 gr. 13	»	54;
»	54,	»	»	104 m. 00 az. 397 gr. 81	»	55;
»	55,	»	»	104 m. 00 az. 384 gr. 47	»	56;
»	56,	»	»	104 m. 00 az. 371 gr. 13	»	57;
»	57,	»	»	42 m. 25 az. 357 gr. 81	»	1.

La borne 4 du polygone Kamulungu est située à 1.142 m. 70 az. 22 gr. 12 du confluent des rivières Kamulungu et Mukukutshi.

B. Situation des bornes d'angles.

La borne 1 est située à 4.540 m. az. 1 gr. 14 du confluent des rivières Kamulungu et Mukukutshi.

La borne 8 est située à 3.646 m. 10 az. 64 gr. 24 du confluent des rivières Kamulungu et Mukukutshi.

La borne 14 est située à 1.862 m. 50 az. 164 gr. 71 du confluent des rivières Kamulungu et Mukukutshi.

La borne 54 est située à 1.161 m. 50 az. 383 gr. 83 du confluent des rivières Kamulungu et Mukukutshi.

Grenspaal 4 van de veelhoek Kamulungu is gelegen op 1.142 m. 70 az. 22 gr. 12 van de samenvloeiing van de Kamulungu en Mukukutshi rivieren.

B. Ligging van de hoekgrenspalen.

Grenspaal 1 is gelegen op 4.540 m. az. 1 gr. 14 van de samenvloeiing van de Kamulungu en Mukukutshi rivieren.

Grenspaal 8 is gelegen op 3.646 m. 10 az. 64 gr. 24 van de samenvloeiing van de Kamulungu en Mukukutshi rivieren.

Grenspaal 14 is gelegen op 1.862 m. 50 az. 164 gr. 71 van de samenvloeiing van de Kamulungu en Mukukutshi rivieren.

Grenspaal 54 is gelegen op 1.161 m. 50 az. 383 gr. 83 van de samenvloeiing van de Kamulungu en Mukukutshi rivieren.

C. Remarque.

Les azimuts sont exprimés en grades et en minutes centésimales. Ils se mesurent à partir du nord vrai et croissent dans le sens du mouvement des aiguilles d'une montre.

D. Situation du polygone.

Le polygone Kisala est situé à environ 7 kilomètres au Nord-Est du signal géodésique Kasonga-Danda.

Latitude : — 3°41'10"514.

Longitude : —27°59'29"903.

ART. 3.

Le droit d'exploiter l'or et l'argent est accordé à la société Les Mines d'Or Belgika (Belgikaor) dans la concession dénommée « Watamba 1 » d'une superficie de 98 hectares.

Ce droit est accordé jusqu'au 31 décembre 2010 à partir de la date du présent décret.

Les limites de la concession sont déterminées comme suit :

C. Opmerking.

De azimuths zijn uitgedrukt in graden en in centesimale minuten. Zij worden gemeten vanaf het werkelijk Noorden en stijgen in de richting van de beweging der wijzers van een uurwerk.

D. Ligging van de veelhoek.

De veelhoek Kisala is gelegen op ongeveer 7 kilometer ten Noord-Oosten van het geodesisch signaal Kasonga-Danda.

Breedte : — 3°41'10"514.

Lengte : — 27°59'29"903.

ART. 3.

Aan de Vennootschap « Les Mines d'Or Belgika » (Belgikaor) wordt het recht verleend goud en zilver te winnen in de concessie genaamd « Watamba 1 », groot 98 hectaren.

Dit recht wordt, met ingang van datum van dit decreet, verleend tot op 31 December 2010.

De grenzen van de concessie zijn als volgt bepaald :

A. Description des limites.

A. Beschrijving der grenzen.

De la borne 2, un align. droit de 163 m. 0 az. 315 gr. 05 mène à la b. 3;

Van grensp. 2, leidt een rechte

rooilijn van 163 m. 0 az. 315 gr. 05 naar grensp. 3;

»	3,	»	»	1082 m. 0 az. 246 gr. 35	»	4;
»	4,	»	»	353 m. 9 az. 196 gr. 17	»	5;
»	5,	»	»	139 m. 4 az. 130 gr. 01	»	33;
»	33,	»	»	203 m. 6 az. 48 gr. 73	»	34;
»	34,	»	»	301 m. 4 az. 78 gr. 45	»	35;
»	35,	»	»	188 m. 5 az. 110 gr. 84	»	36;
»	36,	»	»	151 m. 3 az. 102 gr. 51	»	6;
»	6,	»	»	45 m. 2 az. 395 gr. 76	»	7;

De la borne 7, un align. droit de	253 m. 3 az. 47 gr. 78 mène à la b. 8;
Van grensp. 7, leidt een rechte rooilijn van	253 m. 3 az. 47 gr. 78 naar grensp. 8;
» 8, » »	224 m. 4 az. 27 gr. 40 » 9;
» 9, » »	443 m. 2 az. 43 gr. 44 » 4;
» 4, » »	366 m. 0 az. 355 gr. 27 » 3;
» 3, » »	344 m. 3 az. 285 gr. 88 » 2.

B. Situation du polygone.

La borne 3 est située à 322 m. 4 az. 371 gr. 88 du confluent des rivières Kihembwe et Watamba.

La borne 9 est située à 427 m. 1 az. 148 gr. 39 du confluent des rivières Kihembwe et Watamba.

C. Remarque.

Les azimuts sont exprimés en grades et en minutes centésimales. Ils se mesurent à partir du nord vrai et croissent dans le sens du mouvement des aiguilles d'une montre.

D. Situation du polygone.

Le polygone est situé à 30 kilomètres au Sud du poste de Pangî.

ART. 4.

Le concessionnaire a le droit sous réserve des droits des tiers indigènes ou non indigènes, et conformément aux lois, décrets et règlements sur la matière, d'exploiter les mines concédées.

ART. 5.

La concession s'étend au lit des ruisseaux et rivières. Le concessionnaire ne pourra toutefois, sans l'autorisation préalable et par écrit du Gouverneur Général ou de son délégué, exécuter aucun travail d'exploitation dans le lit des rivières navi-

B. Ligging van de veelhoek.

Grenspaal 3 is gelegen op 322 m. 4 az. 371 gr. 88 van de samenvloeiing van de Kihembwe en Watamba rivieren.

Grenspaal 9 is gelegen op 427 m. 1 az. 148 gr. 39 van de samenvloeiing van de Kihembwe en Watamba rivieren.

C. Bemerking.

De azimuths zijn uitgedrukt in graden en in centesimale minuten. Zij worden gemeten vanaf het werkelijk Noorden en stijgen in de richting van de beweging der wijzers van een uurwerk.

D. Ligging van de veelhoek.

De veelhoek is gelegen op 30 kilometer ten Zuiden van de Pangî-post.

ART. 4.

De concessiehouder heeft het recht, onder voorbehoud der rechten van derden, Inlanders of niet-Inlanders en overeenkomstig de wetten, decreten en reglement ter zake, de mijnen te ontginnen waarvoor concessie wordt verleend.

ART. 5.

De concessie strekt zich uit tot de bedding der beken en rivieren. Zonder de voorafgaande en schriftelijke toelating van de Gouverneur-Generaal of diens afgevaardigde, mag de concessiehouder evenwel geen enkel ontginningswerk uitvoeren in de bed-

gables ou flottables, ni sur les terrains qui les bordent, dans une bande d'une largeur de 10 mètres à compter de la ligne formée par le niveau le plus élevé qu'atteignent les eaux dans leurs crues périodiques.

L'autorisation déterminera les conditions auxquelles les travaux pourront être exécutés.

ART 6.

L'exploitation a lieu aux risques et périls du concessionnaire. Il est notamment responsable du dommage que causeraient aux fonds riverains les travaux, même autorisés, qu'il exécuterait dans les rivières et ruisseaux.

Il paiera aux riverains, conformément à l'article 20 du décret du 30 juin 1913 (Code civil, Livre II, Titre II), une redevance annuelle proportionnée aux dommages qu'ils subissent dans l'exercice de leurs droits de riveraineté.

ART. 7.

Le Ministre des Colonies est chargé de l'exécution du présent décret.

Donné à Bruxelles, le 12 juillet 1948.

ding der bevaarbare of vlotbare rivieren, noch op de aangrenzende gronden, binnen een strook van tien meter breedte, te rekenen van de lijn gevormd door de hoogste stand dien de wateren bij hun periodieke was bereiken.

De toelating bepaalt de voorwaarden waaronder de werken mogen worden uitgevoerd.

ART 6.

De ontginning geschiedt op risico van de concessiehouder. Hij is namelijk verantwoordelijk voor de schade die de bij de oever gelegen erven lijden door de werken welke hij zelfs met toelating uitvoert in de beken en rivieren.

Hij betaalt aan de eigenaars van de oever, overeenkomstig artikel 20 van het decreet van 30 Juni 1923 (Burgerlijk Wetboek, boek II, Titel II) een jaarlijkse cijns naar evenredigheid van de schade die zij ondergaan bij de uitoefening van hun recht als eigenaars van de oever.

ART. 7.

De Minister van Koloniën is belast met de uitvoering van dit decreet.

Gegeven te Brussel, den 12^e Juli 1948.

CHARLES.

Par le Régent :

*Pour le Ministre des Colonies,
en mission,
Le Ministre de l'Agriculture,*

Vanwege de Regent :

*Voor de Minister van Koloniën,
op zending,
De Minister van Landbouw,*

P. M. ORBAN.

Rapport du Conseil Colonial sur un projet de décret prorogeant les droits de recherches octroyés à la Société Minière Surongo par le décret du 21 décembre 1939.

Le Conseil Colonial a examiné le projet de décret au cours de sa séance du 21 mai 1948.

Les droits de recherches générales accordés à la Société Minière de Surongo par le décret du 21 décembre 1939, visaient les territoires de Buta, de Niapu et de Bafwasende, tels qu'ils avaient été délimités avant la mise en application de l'Ordonnance du 2 décembre 1938. Depuis le 1^{er} janvier 1939 ces territoires ont en effet été modifiés et celui de Niapu a même été supprimé comme tel.

Par suite des événements internationaux des années 1940 et suivantes, la société n'a pu aborner les 5.800 hectares auxquels elle peut encore prétendre et qui doivent être contigus à ses concessions actuelles. Elle sollicite un délai d'un an pour réaliser ce travail.

Mis aux voix, le projet a été approuvé à l'unanimité.

M. le Conseiller Robert avait fait excuser son absence.

Bruxelles, le 11 juin 1948.

Le Conseiller-Rapporteur,

M. MAQUET.

L'Auditeur,

M. VAN HECKE.

Verslag van de Koloniale Raad over het ontwerp van decreet tot verlenging der mijnbouwrechten welke bij decreet van 21 December 1939 in concessie werden gegeven aan de « Société Minière de Surongo ».

De Koloniale Raad heeft het ontwerp van decreet onderzocht in de zitting van 21 Mei 1948.

De rechten tot algemene mijnbouwkundige opsporingen bij decreet van 21 December 1939 toegekend aan de « Société Minière de Surongo » golden voor de gewesten Buta, Niapu en Bafwasende, zoals deze grenzen bepaald waren voor de inwerking-treding van de Ordonnantie van 2 December 1938. Sedert 1 Januari 1939 immers werden deze gewesten gezijdigd en het gewest Niapu werd zelfs als dusdanig afgeschaft.

Ingevolge de internationale gebeurtenissen in 1940 en in de volgende jaren, kon de vennootschap 5.800 Ha. waarop zij nog aanspraak kan doen gelden en die aan haar huidige concessies moet grenzen, niet afpalen. Zij vraagt een jaar uitstel om dit werk uit te voeren.

In stemming gebracht, wordt het ontwerp eenparig aangenomen.

De Hr. Robert, Raadslid, was afwezig met kennisgeving.

Brussel, de 11 Juni 1948.

Het Raadslid-Verslaggever,

De Auditeur,

Mines. — Prorogation des droits de recherches octroyés à la Société Minière de Surongo par le décret du 21 décembre 1939.

CHARLES, PRINCE DE BELGIQUE,
RÉGENT DU ROYAUME,

A tous, présents et à venir, SALUT!

Vu l'avis émis par le Conseil Colonial en sa séance du 21 mai 1948,

Sur la proposition du Ministre des Colonies,

Nous avons décrété et décrétons :

ARTICLE PREMIER.

Les droits miniers octroyés à la « Société Minière de Surongo » par le décret du 21 décembre 1939 sont prorogés pour une durée d'un an.

ART. 2.

Les redevances prévues à l'article 3 du décret du 21 décembre 1939 sont majorées dans les proportions suivantes :

Le concessionnaire paiera pour son droit de recherches générales : deux mille francs.

Le concessionnaire paiera pour les blocs consacrés à ses recherches exclusives : 30 centimes par hectare.

ART. 3.

Le présent décret entrera en vigueur trois mois après sa publication au « Bulletin Officiel » ou au « Bulletin Administratif du Congo Belge ».

Mijnen. — Verlenging der mijnbouw-rechten welke bij decreet van 21 December 1939 in concessie werden gegeven aan de « Société Minière de Surongo ».

KAREL, PRINS VAN BELGIË,
REGENT VAN HET KONINKRIJK,

Aan allen, tegenwoordigen en toekomstenden, HEIL!

Gezien het advies door de Koloniale Raad uitgeracht in diens vergadering van 21 Mei 1948,

Op de voordracht van de Minister van Koloniën,

Wij hebben gedecreteerd en Wij decreteren :

ARTIKEL ÉÉN.

De mijnrechten welke bij het decreet van 21 December 1939 aan de « Société Minière de Surongo » verleend werden, worden verlengd voor de duur van één jaar.

ART. 2.

De cijzen vastgesteld bij artikel 3 van het decreet dd. 21 December 1939, worden in de volgende verhoudingen verhoogd :

De concessiehouder zal voor zijn recht tot algemene opsporingen twee duizend frank betalen.

De concessiehouder zal voor de blokken welke voor zijn uitsluitende opsporingen bestemd zijn, 30 centimes per hectare betalen.

ART. 3.

Dit decreet treedt in werking drie maand na zijn verschijnen in het « Ambtelijk Blad » of in het « Bestuursblad van Belgisch-Congo ».

Il déroge au paragraphe 7 de l'ordonnance législative n° 309/AE/M. du Gouverneur Général du 2 juillet 1941, fermant le Congo Belge à la prospection publique des mines.

ART. 4.

Le Ministre des Colonies est chargé de l'exécution du présent décret.

Donné à Bruxelles, le 12 juillet 1948.

Par le Régent :

*Pour le Ministre des Colonies,
en mission,
Le Ministre de l'Agriculture,*

CHARLES.

P. M. ORBAN.

Het wijkt af van paragraaf 7 der wetgevende ordonnantie n° 309/EZ/M. van de Gouverneur Generaal dd. 2 Juli 1941, waarbij Belgisch-Congo gesloten wordt voor de openbare prospectie der mijnen.

ART. 4.

De Minister van Koloniën is belast met de uitvoering van dit decreet.

Gegeven te Brussel, de 12^e Juli 1948.

Vanwege de Regent :

*Voor de Minister van Koloniën,
op zending,
De Minister van Landbouw,*

Rapport du Conseil Colonial sur un projet de décret, qui approuve une convention du 9 octobre 1946, intervenue entre le Comité Spécial du Katanga et M. Jean Van Gysel, concernant une concession de 110.000 hectares dans la région Nord-Est du Katanga.

Ce projet de décret a été soumis à l'examen du Conseil Colonial dans sa séance du 23 avril 1948.

Un membre rappelle les vues exposées par le Duc de Brabant en 1933 devant le Sénat sur la politique indigène au Congo et en particulier sur la nécessité urgente de réaliser l'organisation du paysannat. A cet effet le Gouvernement devait ne plus accorder aucune nouvelle concession dans les régions susceptibles de développement agricole. Persuadé que le développement de l'élevage dans la Colonie ne peut se réaliser sans une collaboration effective des collectivités indigènes, il est opposé à l'adoption du projet dans sa forme actuelle.

Verslag van de Koloniale Raad over een ontwerp van decreet tot goedkeuring van een overeenkomst van 9 October 1946 gesloten tussen het Bijzonder Comité van Katanga en de Hr. Jean Van Gysel, betreffende een concessie van 110.000 hectaren in Noord-Oostelijk Katanga.

De Koloniale Raad heeft dit ontwerp van decreet in de zitting van 23 April 1948 onderzocht.

Een raadslid herinnert aan de opvattingen die de Hertog van Brabant in 1933 vóór de Senaat uiteenzette over de inlandse politiek in Congo en inzonderheid over de dringende noodzakelijkheid om een boerenstand in te richten. Met het oog daarop moest het Gouvernement in de streken die voor de ontwikkeling van de landbouw in aanmerking komen, geen enkele nieuwe concessie verlenen. Overtuigd dat de veeteelt in de Kolonie geen uitbreiding kan nemen zonder een doelmatige medewerking van de inlandse gemeenschappen, is hij gekant tegen de goedkeuring van het ontwerp in de huidige vorm.

Un autre membre constate qu'on semble revenir au régime des grandes concessions, dont il appréhende les inconvénients connus, même si elles sont situées dans des régions à population clairsemée. Il voudrait savoir si la formule du métayage a été suffisamment pratiquée. Les représentants de l'Administration déclarent que la formule des concessions extensives est jusqu'ici la seule pratiquement applicable quand il s'agit de bétail de boucherie. Au Mayumbe, le métayage a donné de bons résultats, mais on se trouve ici en présence d'un cas particulier, à savoir d'une espèce bovine de petite taille et très rustique et de conditions foncières et sociales exceptionnelles. Il est fort possible qu'avec les progrès de la zootechnie, la situation se modifiera à l'avenir.

Pour établir le métayage, déclare un autre membre, des efforts ont été tentés dans le Bas-Congo, mais sans succès. Un essai est en cours en faveur d'un secteur de l'Inkisi. Il demande à l'Administration pourquoi les grosses sociétés d'élevage insistent pour obtenir la propriété des terres de placage. Est-il si difficile de trouver des conditions de location et d'emphytéose, qui puissent leur garantir la continuité du droit d'occupation, dont elles ont besoin?

Il est répondu que les sociétés désirent avoir les garanties les plus fortes pour conserver les terres nécessaires à leur entreprise.

A propos de la proportion, généralement admise de 10 hectares par bovidé, qui est appliquée ici et qui permettra à la société d'acquérir la propriété de 60.000 hectares après vingt ans, un membre demande si la société pourra employer ces propriétés à d'autres fins que celle de l'élevage, par ex. à des cultures? L'Administration répond que seules les cultures destinées à l'entretien et au développement du bétail sont en-

Een ander raadslid stelt vast dat men schijnt terug te keren naar het stelsel der grote concessies, waarvan hij de bekende bezwaren vreest, zelfs in de streken met dungezaaide bevolking. Hij zou graag weten of men de deelbouw-formule in voldoende mate toegepast heeft. De vertegenwoordigers van het Bestuur verklaren dat totnogtoe alleen de formule der extensive concessies practisch toepasselijk is als het gaat om slachtee. In Mayumbe heeft de deelbouw goede uitslagen opgeleverd, maar men staat hier voor een bijzonder geval, t.w. een rundersras klein van was en zeer gehard en uitzonderlijke omstandigheden wat betreft de gronden en de maatschappelijke toestanden. Het is zeer goed mogelijk dat met de vooruitgang van de zoötechnie de toestand in de toekomst wijzigingen zal ondergaan.

Mét het oog op het invoeren van de deelbouw, verklaart aldus een ander raadslid, heeft men pogingen gedaan in Neder-Congo, maar zonder succes. Thans is een proefneming aan de gang in een sector van de Inkisi. Hij vraagt aan het Bestuur waarom de grote veeteeltondernemingen aandringen om de weilanden in eigendom te bekomen. Is het zo moeilijk huur- en erfpacht-voorwaarden te vinden, die hun de nodige continuïteit van het recht van bezitneming waarborgen?

Het antwoord is dat de vennootschappen de grootste waarborgen verlangen om de voor hun onderneming nodige gronden te behouden.

Met betrekking tot de algemeen aangenomen verhouding van 10 hectares per rund, die hier toegepast wordt en die de Vennootschap de mogelijkheid zal verschaffen om 60.000 hectares na 20 jaar in eigendom te verkrijgen, vraagt een raadslid of de Vennootschap deze eigendommen voor andere doeleinden dan veeteelt, b. v. voor cultures, zal mogen aanwenden? Het Bestuur antwoordt dat enkel cultures bestemd

visagées pour la première période. Quant à l'avenir la question n'est pas tranchée.

Un membre estime qu'il lui paraît moins indiqué d'approfondir la politique que doit pratiquer le Gouvernement à l'égard des concessions, à propos du cas particulier qui nous est soumis pour le moment. Il sera sans doute bon d'y revenir et de déterminer les règles qui doivent y présider. Peut-être pourrions-nous dès à présent émettre le vœu que l'Administration étudie cette question de très près. Notamment quant aux précautions à prendre pour que les concessions soient exploitées conformément à la fin prévue lors de leur octroi. Il est arrivé, trop souvent, que des terres qui furent accordées en vue d'une destination déterminée, furent dans la suite utilisées à d'autres fins, même d'ordre spéculatif. La concession dont il est ici question correspond environ à un carré, dont un des côtés serait la ligne de Bruxelles à Louvain. Dans une pareille étendue, on doit prévoir la création des routes et même des localités. Il ne faut pas qu'on puisse ultérieurement lotir comme terrains à bâtir des concessions obtenues à titre d'élevage ou d'agriculture. Les suggestions émises sur l'opportunité d'éviter l'octroi du droit de propriété semblent très opportunes.

Le représentant de l'Administration attire l'attention sur les restrictions apportées au droit de propriété par les articles 22 et 23.

Un membre clôt la discussion par des réflexions qui semblent refléter l'opinion de la majorité, en disant que la politique des grandes concessions ne semble plus de mise, mais que, vu la personnalité du concessionnaire et la nécessité de favoriser au maximum l'élevage du bétail dans la Colonie, il estime devoir voter le projet.

voor het onderhoud en de ontwikkeling van het vee in aanmerking komen gedurende de eerste periode. Wat de toekomst betreft, is het vraagstuk niet uitgemaakt.

Een raadslid acht het minder gepast de inzake concessie door het Gouvernement te voeren politiek grondig te bespreken, ter gelegenheid van het bijzonder geval dat ons thans onderworpen wordt. Het zal ongetwijfeld goed zijn er op terug te komen en de nodige regels dienaangaande vast te stellen. Wellicht kunnen wij reeds nu de wens uitdrukken dat het Bestuur dit vraagstuk ernstig in studie neemt, namelijk met betrekking tot de te nemen voorzorgen om de concessies te doen exploiteren overeenkomstig het bij het verlenen er van bepaalde doel. Te vaak is het voorgekomen dat gronden verleend voor een bepaalde bestemming, achteraf voor andere doeleinden, zelfs van speculatieve aard, aangewend werden. De onderhavige concessie stemt zowat overeen met een vierkant, waarvan een van de zijden zich van Brussel tot Leuven uitstrekt. In zulke ruimte, moet men de aanleg van wegen, en zelfs van localiteiten, voorzien. Men moet vermijden dat concessies, verkregen voor veeteelt of landbouwdoeleinden, later als bouwgrond kunnen verkaveld worden. De opmerkingen aangaande de wenselijkheid om de gronden niet in eigendom te geven lijken wel passend.

De vertegenwoordiger van het Bestuur vestigt de aandacht op de beperkingen die de artikelen 22 en 23 aan het eigendomsrecht aanbrengen.

Een raadslid sluit de bespreking met overwegingen, die aan de mening van de meerderheid schijnen te beantwoorden : de politiek der grote concessies schijnt niet meer van onze tijd; gelet echter op de persoonlijkheid van de concessiehouder en op de noodzakelijkheid de veeteelt in de Kolonie zoveel mogelijk te bevorderen, acht hij voor het ontwerp te moeten stemmen.

Le projet, mis aux voix, est adopté à l'unanimité, moins une voix, celle de M. Itten, et une abstention, celle de M. De Cleene, qui déclare s'abstenir pour des raisons analogues à celles de M. Itten et qui sont résumées au début de ce rapport.

MM. les Conseillers Deraedt et Robert étaient absents et excusés.

Bruxelles, le 21 mai 1948.

Le Conseiller-Rapporteur,

J. VAN WING.

L'Auditeur,

M. VAN HECKE.

In stemming gebracht, wordt het ontwerp eenparig aangenomen, min een stem (de Hr. Itten), en een blanco-stem (de Hr. De Cleene), die verklaart zich van stemming te onthouden om gelijkaardige redenen als uiteengezet door de Hr. Itten en samengevat in het begin van dit verslag.

De HH. Deraedt en Robert, Raadsleden, waren afwezig met kennisgeving.

Brussel, 21 Mei 1948.

Het Raadslid-Verslaggever,

De Auditeur,

Terres. — Concession par le Comité Spécial du Katanga à M. Van Gysel de 110.000 ha. dans la région N.-E. du Katanga. — Conventions des 9 octobre 1946 et 14 janvier 1948. — Approbation.

CHARLES, PRINCE DE BELGIQUE,
RÉGENT DU ROYAUME,

A tous, présents et à venir, SALUT!

Vu l'avis émis par le Conseil Colonial en sa séance du 23 avril 1948,

Sur la proposition du Ministre des Colonies,

Nous avons décrété et décrétons :

ARTICLE PREMIER.

Les conventions dont la teneur suit sont approuvées :

Gronden. — Concessie door het Bijzonder Comité van Katanga aan den Hr. Van Gysel van 110.000 ha. in Noord-Oostelijk Katanga. — Overeenkomsten van 9 Oktober 1946 en 14 Januari 1948. — Goedkeuring.

KAREL, PRINS VAN BELGIË,
REGENT VAN HET KONINKRIJK,

Aan allen, tegenwoordigen en toekomstenden, HEIL!

Gezien het advies door de Koloniale Raad uitgebracht in diens vergadering van 23 April 1948,

Op de voordracht van de Minister van Koloniën,

Wij hebben gedecreteerd en Wij decreteren :

ARTIKEL ÉÉN.

De overeenkomsten waarvan de tekst volgt worden goedgekeurd :

Entre le COMITE SPECIAL DU KATANGA, représenté par Monsieur Emile Gorlia, président, domicilié avenue de la Sapinière, 9, à Uccle, d'une part,

et

Monsieur Jean VAN GYSEL, domicilié « Drei Toren » à Meysse, d'autre part,

Sous réserve d'approbation par le pouvoir législatif de la Colonie,

Il a été convenu ce qui suit :

ARTICLE PREMIER. — Les termes et délais prévus par les dispositions ci-après partent tous de la date du décret d'approbation de la présente convention.

L'occupation des terrains et la cession de la propriété et du droit de pâture, dont il est question ci-après, se feront aux conditions du règlement sur la vente et la location des terres publié au « Bulletin Officiel du Congo Belge » du quinze août mil neuf cent vingt, dans la mesure où la présente convention n'y déroge pas.

ART. 2. — M. Van Gysel s'engage à constituer dans les six mois, à partir de la date du décret approuvant la présente convention, une société à responsabilité limitée ayant pour objet d'établir et d'exploiter aux Marungu une entreprise d'élevage de gros bétail, comprenant toutes les industries et commerces accessoires.

Les statuts de cette société ainsi que leurs modifications ultérieures devront être préalablement approuvés par le Comité Spécial du Katanga.

Au cas où la société ne serait pas constituée dans le délai ci-dessus, la présente convention serait annulée de plein droit.

ART. 3. — Le capital de cette société sera de dix millions de francs congolais au moins et constitué par dix mille parts sociales de mille francs chacune.

A titre de prix forfaitaire, tant du droit d'occupation que du droit de propriété et de pâture des terres concédées par la présente convention, le Comité Spécial du Katanga recevra dix pour cent des parts sociales entièrement libérées. A chaque augmentation de capital qui interviendra avant l'acquisition du droit de propriété et du droit de pâture prévus à l'article 13 ci-après, il recevra dix pour cent des parts sociales nouvelles émises.

En outre, le Comité Spécial du Katanga se réserve le droit de souscrire dix pour cent des parts sociales au taux d'émission fixé par les statuts.

A chaque augmentation de capital, le Comité Spécial du Katanga aura le droit de souscrire au prorata de tous les titres qu'il détiendra au moment de la souscription.

ART. 4. — Sous réserve des droits des tiers, indigènes ou non indigènes, le Comité Spécial du Katanga accorde à la Société un droit d'occupation pour une durée de vingt ans sur cent dix mille hectares, à choisir par celle-ci d'accord avec le Comité Spécial du Katanga, dans la région Nord-Est du Katanga.

Il accorde également à la société le droit à la propriété et un droit de pâture sur celles de ces terres qui auraient été mises en valeur, le tout dans les délais et sous les conditions déterminées par les dispositions ci-après.

ART. 5. — La société s'engage formellement à respecter les droits coutumiers des indigènes sur les terres vacantes dont elle aura fait choix.

ART. 6. — Le Comité Spécial du Katanga ne garantit pas à la société qu'elle pourra obtenir la superficie prévue par l'article quatre.

Sont en tous les cas exclus du choix de la société :

1° les massifs forestiers et les galeries boisées.

Toutefois, il sera loisible au Comité Spécial du Katanga d'autoriser la société à les comprendre dans son choix.

2° les autres terres sur le choix desquelles le Comité Spécial du Katanga ne donnerait pas son accord, étant entendu cependant que celui-ci ne se prévaudra plus de son droit de s'opposer au choix de la société dès le moment où la superficie des terres, au choix desquelles il a refusé son acquiescement atteindra, déduction faite des terres exclues par l'application du primo ci-dessus le dixième des terres sur lesquelles la société voulait porter son choix.

ART. 7. — Les terres que choisira la société seront comprises dans des polygones dont la superficie ne pourra être inférieure à trente mille hectares par polygone, sauf accord du Comité Spécial du Katanga.

ART. 8. — La société devra transmettre au Comité Spécial du Katanga, à Elisabethville, le plan à l'échelle de 1/50.000 des terres dont elle aura fait choix conformément à l'article quatre.

L'occupation n'en sera autorisée qu'après accomplissement des formalités prescrites par le Gouvernement de la Colonie, en vue de la reconnaissance officielle de la vacance des terres au point de vue des droits indigènes. Tous les frais résultant de cette enquête seront à charge de la société.

ART. 9. — Le droit d'occupation comporte, pour la société, le droit de faire paître le bétail, d'ériger les constructions nécessaires à l'installation et à l'exploitation de sa concession et d'établir des cultures destinées à l'entretien du personnel affecté à l'exploitation d'élevage.

Les terrains concédés ne pourront être affectés à d'autres usages que ceux prévus ci-dessus, sans l'autorisation préalable et écrite du Comité Spécial du Katanga.

En cas d'accord du Comité Spécial du Katanga, la société devra se soumettre aux conditions de prix et autres en vigueur au moment de sa demande pour les terrains de même catégorie.

ART. 10. — La société aura le droit de couper gratuitement le bois nécessaire à ses installations et à leur entretien, dans les massifs forestiers et les galeries boisées libres des droits des tiers se trouvant dans les limites des terres sur lesquelles elle exercera son choix, même dans le cas où son droit d'occupation ne s'étendrait pas sur ces massifs et galeries.

Toutefois, à l'égard de ceux-ci, elle ne pourra faire des coupes que pendant dix ans et à la condition :

- 1° qu'elle y ait été autorisée par le Comité Spécial du Katanga;
- 2° qu'elle n'exerce ce droit que conformément aux règlements en vigueur sur l'exploitation forestière.

ART. 11. — Le droit d'occupation de la société sur les cent dix mille hectares est subordonné à la condition que sur l'ensemble des terres sur lesquelles son choix se sera exercé, elle établisse dans les dix ans, à partir de la date d'approbation par décret de la présente convention, un troupeau de gros bétail d'élevage tel qu'il est défini par l'article quatorze comportant onze mille têtes.

Si la société ne réalise pas la condition prévue à l'alinéa précédent, elle devra, à la demande du Comité Spécial du Katanga, lui rétrocéder gratuitement des terres, à choisir d'un commun accord entre les contractants à raison de mille hectares par cent têtes manquantes.

Sous peine de la même sanction, la société s'engage à maintenir sur sa concession et cela jusqu'à la fin de la vingtième année, un nombre de têtes de bétail d'élevage au moins égal à celui qu'elle y avait établi, à l'expiration des dix ans ci-dessus.

Toutefois, si l'inexécution de la condition prévue à l'alinéa un ou de l'obligation prévue à l'alinéa trois ci-dessus provient d'un cas de force majeure reconnu par le Comité Spécial du Katanga, celui-ci sera tenu d'accorder à la société un délai supplémentaire dont la durée sera fixée selon les circonstances.

ART. 12. — La société s'engage en outre :

- a) à construire un dipping-tank au moins par trois mille têtes se trouvant sur la concession;
- b) à se conformer, si elle établit des clôtures, aux lois et règlements en la matière. Ces clôtures devront en tout cas laisser passage au travers de chaque parcelle clôturée pour donner directement accès aux villages existants, aux fonds qui resteraient la propriété du Comité et aux autres fonds voisins;
- c) à prendre toutes les mesures nécessaires pour empêcher le bétail de causer des dégâts aux cultures ou autres biens des tiers, indigènes ou non indigènes;
- d) à choisir quatre-vingts pour cent au moins du personnel blanc qu'elle engagera pour la mise en valeur de sa concession, parmi des personnes de nationalité belge et à acheter quatre-vingts pour cent au moins du matériel et des approvisionnements nécessaires aux exploitations en produits ou marchandises de provenance belge, le tout sauf décision contraire du Comité Spécial du Katanga;

- e) à adopter, dans toute la mesure du possible, des moyens mécaniques de transport et de travail;
- f) à ne pratiquer pendant le délai de vingt ans d'autres cultures que celles mentionnées à l'article neuf.

ART. 13. — La société, à l'expiration de la vingtième année prévue à l'article onze, obtiendra le droit à la propriété et un droit de pâture sur les terres sur lesquelles elle aura conservé son droit d'occupation et qu'elle aura abornées.

La superficie maximum des terres sur lesquelles la société pourra obtenir le droit de propriété est de soixante mille hectares.

Le droit de pâture s'étendra sur une superficie maximum de cinquante mille hectares et sera d'une durée de trente ans.

Toutefois, la société acquerra, même avant l'expiration de la vingtième année :

- 1° le droit à la propriété sur les soixante mille hectares lorsqu'elle aura établi depuis cinq ans sur l'ensemble des terres faisant l'objet de la présente convention et y aura maintenu pendant cette période un troupeau de six mille têtes de bétail d'élevage.
- 2° le droit de pâture sur les cinquante mille hectares lorsqu'elle aura établi depuis cinq ans et aura maintenu sur l'ensemble des terres faisant l'objet de la présente convention, pendant cette période, un troupeau de onze mille têtes de bétail d'élevage.

ART. 14. — Pour l'application des articles onze et treize ci-dessus :

- 1° le bétail ne sera considéré comme bétail d'élevage que s'il est classé comme tel par le service vétérinaire du Comité Spécial du Katanga ou par toute autre personne commise à cet effet par cet organisme.

Les têtes de bétail introduites dans la concession pour l'établissement du troupeau ne seront classées comme bétail d'élevage que si leur origine comme tel est démontrée par les documents déposés au Comité Spécial du Katanga à Elisabethville, lors de leur introduction dans la concession.

Sera considérée comme classée, toute bête introduite pour laquelle le Comité Spécial du Katanga n'aura pas élevé d'objection dans les six mois du dépôt au Comité Spécial du Katanga à Elisabethville des documents envisagés ci-dessus.

- 2° le troupeau de bétail à établir devra compter trente-trois pour cent de femelles ayant deux dents adultes. Toutefois, le Comité Spécial du Katanga pourra autoriser une diminution de ce pourcentage. Les taureaux seront des reproducteurs de race améliorée.
- 3° le troupeau ne sera considéré comme établi sur la concession que du jour où le Comité Spécial du Katanga aura procédé à la constatation de l'existence de ce troupeau. Cette constatation devra se faire dans les deux mois de la réception de la communication effectuée à cette fin par la société au Comité Spécial du Katanga à Elisabethville, sinon celui-ci sera considéré comme ayant constaté cette existence.

ART. 15. — Pendant une période de dix années, prenant cours au moment de l'acquisition du droit à la propriété et du droit de pâture, la société devra maintenir sur l'ensemble des terres faisant l'objet de la présente convention, le nombre de têtes de bétail d'élevage existant au moment de l'acquisition de ces droits, sous peine de devoir restituer gratuitement au Comité Spécial du Katanga, à sa demande, des terres à choisir d'un commun accord entre les contractants à raison de mille hectares par cent têtes qui seraient manquantes à l'expiration de la période de dix ans prévue ci-dessus ou même pendant trois ans ininterrompus au cours de cette période.

Le nombre de femelles ayant deux dents adultes pourra être inférieur à trente-trois pour cent de l'effectif du troupeau.

ART. 16. — Jusqu'à l'expiration du délai prévu à l'article précédent, la société ne pourra, sans l'autorisation préalable et écrite du Comité Spécial du Katanga, accorder des droits de jouissance sur les terres sur lesquelles porterait son droit de propriété ou de pâture, les aliéner ou créer des droits réels, ni s'intéresser par voie de cession, apport, fusion, participation ou tout autre moyen dans une société ou entreprise.

ART. 17. — Jusqu'à l'expiration du même délai, le Comité Spécial du Katanga aura le droit de reprendre :

- 1° les gisements de substances non concessibles ainsi que les terrains qu'il estimerait nécessaires à l'exploitation de ces gisements.

Le Comité Spécial du Katanga déterminera lui-même les limites de ces gisements et de ces terrains.

- 2° les terrains qu'il estimerait nécessaires à une destination d'utilité publique. Cette destination sera établie à suffisance par une déclaration écrite du Gouverneur Général.

Dans les deux cas ci-dessus, cette reprise aura lieu moyennant paiement par le Comité Spécial du Katanga à la société :

- 1° d'une indemnité respectivement de vingt francs par hectare acquis par elle en propriété et de dix francs par hectare occupé ou faisant l'objet d'un droit de pâture.
- 2° de la valeur, à dire d'experts, des impenses faites par la société sur les parcelles reprises.

En outre, et pour autant que la superficie reprise soit supérieure à cent hectares, les obligations de la société en ce qui concerne le nombre de têtes de bétail à établir ou à maintenir par elle en exécution des articles onze, treize et quinze ci-dessus, seront réduites dans la proportion de dix têtes par cent hectares repris.

ART. 18. — Même après l'acquisition par la société du droit de propriété et de pâture, le Comité Spécial du Katanga pourra reprendre le terrain nécessaire aux communications entre les fonds voisins et les voies publiques. Cette reprise aura lieu suivant les modalités prévues par l'article sept du règlement général du Comité Spécial du Katanga sur la vente et la location des terres, tel qu'il est publié au « Bulletin Officiel du Congo Belge » du quinze août mil neuf cent vingt.

ART. 19. — Les agents du Comité Spécial du Katanga ainsi que ceux du Gouvernement auront le droit de circuler librement sur les routes et les pistes que la société aurait construites à travers les terres lui cédées ou concédées.

Toutefois, les véhicules et moyens de transports quelconques dont il sera fait usage pour l'exercice de ce droit devront être proportionnés au degré de résistance de ces routes et de ces pistes.

ART. 20. — Sans préjudice à l'application des dispositions spéciales législatives sur les substances minérales concessibles, le Comité Spécial du Katanga réserve en outre, à ses délégués et ayants-cause, le droit, jusqu'à l'expiration du délai prévu à l'article quinze, de pénétrer sur les terres qui feront l'objet des droits de la société à l'effet d'y rechercher et d'y délimiter les gisements de substances minérales concessibles ou non concessibles.

Jusqu'à l'expiration de ce même délai, toute personne investie du droit de rechercher les mines pourra être autorisée par le Représentant du Comité Spécial du Katanga, à couper sur les terres faisant l'objet de la présente convention, les arbres y nécessaires à ses travaux, à l'exception de ceux qui auraient été plantés par la société. Ce droit s'exercera moyennant paiement à celle-ci d'une indemnité calculée d'après le tarif du Comité Spécial du Katanga en vigueur au moment où s'effectuera la coupe.

ART. 21. — Jusqu'à l'expiration du délai prévu à l'article quinze, la société à la demande du Comité Spécial du Katanga, lui cèdera du bétail d'élevage et des bœufs aptes au travail pour servir exclusivement à l'établissement de colons agricoles au Katanga par la Colonie ou par le Comité Spécial du Katanga, ou à des indigènes reconnus suffisamment expérimentés par le Gouverneur de la Province; toutefois, cette obligation ne pourra dépasser par année 1,5 % du nombre de têtes de bétail se trouvant au moment de la demande, sur l'ensemble des terres faisant l'objet de la présente convention; la moitié des bêtes à céder seront des bœufs aptes au travail.

Ces animaux seront cédés au prix du marché.

Les animaux ainsi cédés au Comité entreront néanmoins en ligne de compte pour le calcul des superficies dont la société peut devenir propriétaire.

ART. 22. — Après l'acquisition de la propriété ou du droit de pâture, la société ne pourra louer ou céder tout ou partie de son entreprise, fusionner avec une autre entreprise, ni hypothéquer sa propriété sans l'autorisation préalable et écrite du Comité Spécial du Katanga.

ART. 23. — Au cas où la société mettrait en vente tout, ou partie des terrains cédés par la présente convention, le Comité Spécial du Katanga, aura, par priorité la faculté d'acheter ceux-ci moyennant une indemnité égale à la valeur des terrains rachetés, fixée à dire d'experts.

En cas de liquidation ou de dissolution de la société, le Comité Spécial du Katanga se réserve le droit de racheter l'entreprise à charge de payer à la société une indemnité, égale à la valeur des droits et des biens rachetés, fixée à dire d'experts.

ART. 24. — Pour les expertises prévues par les articles dix-sept et vingt-trois, chacune des parties désignera un expert et le Juge, Président du Tribunal de Première Instance, ou son suppléant, en désignera un troisième.

ART. 25. — Un ou deux délégués nommés par le Comité Spécial du Katanga auront sur les opérations de la société, tous les droits, de contrôle et de surveillance qui appartiennent aux administrateurs et aux commissaires; ils seront notamment convoqués à toutes les réunions du Conseil d'administration, du Comité de Direction ou technique et du Collège des commissaires, auront voix consultative, recevront copie des procès-verbaux des séances et de toutes les autres communications adressées aux administrateurs et aux commissaires. Ces délégués auront droit à une indemnité ou à des jetons de présence qui seront fixés d'accord avec le Comité.

Fait à Bruxelles, en double exemplaire, le 9 octobre 1946.

AVENANT.

Entre le Comité Spécial du Katanga, représenté par M. Emile Gorlia, président, domicilié avenue de la Sapinière, 9, à Uccle, d'une part,
et

M. Jean Van Gysel, administrateur de sociétés, domicilié à Drie Toren, Meisse, d'autre part,

Sous réserve d'approbation par le Pouvoir Législatif de la Colonie.

Il a été convenu ce qui suit :

L'article 12 de la convention intervenue entre les soussignés le 9 octobre 1946 est complété par la disposition ci-après :

Article 12. — La société s'engage en outre :

a)
... ..

g) à réserver par priorité au marché intérieur de la Colonie et du Ruanda-Urundi les produits de ses élevages, ainsi que leurs sous-produits, sauf autorisation préalable et écrite du Comité Spécial du Katanga.

Fait en double exemplaire, à Bruxelles, le quatorze janvier 1948.

ART. 2.

Le Ministre des Colonies est chargé de l'exécution du présent décret.

Donné à Bruxelles, le 12 juillet 1948.

ART. 2.

De Minister van Koloniën is belast met de uitvoering van dit decreet.

Gegeven te Brussel, den 12^e Juli 1948.

CHARLES.

*Pour le Ministre des Colonies,
en mission,
Le Ministre de l'Agriculture,*

*Voor de Minister van Koloniën,
op zending,
De Minister van Landbouw,*

P. M. ORBAN.

Terres. — Cession gratuite à la Baptist Missionary Society Corporation d'un terrain de 5 ha. sis à Yakusu (territoire d'Isangi). — Convention du 24 juin 1948. — Approbation.

CHARLES, PRINCE DE BELGIQUE,
RÉGENT DU ROYAUME,

A tous, présents et à venir, SALUT!

Sur la proposition du Ministre des Colonies,

Nous avons arrêté et arrêtons :

ARTICLE PREMIER.

La convention dont la teneur suit est approuvée :

La Colonie du Congo Belge, représentée par le Gouverneur Général cède gratuitement en toute propriété, à la BAPTIST MISSIONARY SOCIETY CORPORATION, personnalité civile reconnue par décret en date du 4 novembre 1889, représentée par le Révérend Reynolds, William, Daniel, demeurant à Léopoldville, agréé en qualité de Représentant-Légal par ordonnance en date du 23 mars 1944 (B. A. de 1944 page 539) ci-après dénommée la « Mission » qui accepte aux conditions générales des décrets des 24 janvier 1943, 2 juin 1945 et aux conditions spéciales qui suivent, un terrain devant servir d'extension à la propriété de la « Baptist Missionary Society, enregistrée volume C-XIII, folio 19, situé à Yakusu d'une superficie de cinq hectares dont les limites sont représentées par un liséré rouge au croquis approximatif figuré ci-après à l'échelle de 1 à 10.000°.

La nature ainsi que les limites du terrain sont parfaitement connues de la Mission.

CONDITIONS SPECIALES.

ARTICLE PREMIER. — Le présent contrat est conclu sous réserve de son approbation par arrêté royal.

ART. 2. — Le terrain sera considéré comme mis en valeur par son aménagement en plaine de jeu. Il sera débroussaillé et pourra être arborisé sauf à respecter ce qui est dit à l'article 8 ci-après.

ART. 3. — Sous peine de résolution de plein droit de la présente convention, la Mission s'engage à ne pas détourner la destination du terrain cédé.

Gronden. — Kosteloze cessie aan de « Baptist Missionary Society Corporation van een grond groot 5 ha. te Yakusu (Gewest Isangi). — Overeenkomst van 24 Juni 1948. — Goedkeuring.

KAREL, PRINS VAN BELGIË,
REGENT VAN HET KONINKRIJK,

Aan allen, tegenwoordigen en toekomstenden, HEIL!

Op de voordracht van de Minister van Koloniën,

Wij hebben besloten en Wij besluiten :

ARTIKEL EÉN.

De overeenkomst waarvan de tekst volgt wordt goedgekeurd :

ART. 4. — L'inexécution des conditions prévues à l'article 5 — 1^{er} et 2^{me} alinéas — du décret du 24 janvier 1943 sera constatée par procès-verbal du délégué du Gouverneur de Province.

La Mission s'engage, dès ores, à remplir dans le ~~cas~~ de déchéance, les formalités prévues par la législation sur le régime foncier du Congo Belge, en vue de l'enregistrement des terres au nom de la Colonie.

ART. 5. — Les chemins et sentiers indigènes ou autres traversant le terrain cédé appartiennent au domaine public et ne font pas partie de la présente cession; leur situation et leur largeur définitives seront déterminées lors du mesurage officiel.

ART. 6. — La Mission ne peut abattre les espèces ligneuses croissant au moment de l'octroi des terres que dans la mesure des défrichements nécessaires au développement de son entreprise.

ART. 7. — Le présent contrat est conclu sous réserve des droits que les indigènes pourraient éventuellement revendiquer dans le délai et selon la procédure prévus à l'article 9 du décret du 31 mai 1934.

ART. 8. — Le terrain, objet du présent contrat, se situe dans la zone de sécurité de la plaine de secours de Yakusu et comprend une partie du couloir de dégagement de celle-ci. Il est interdit d'élever des constructions, de faire des plantations ou d'établir des obstacles dont la hauteur dépasserait deux mètres pour la partie située dans le couloir de dégagement et de 10 mètres pour le surplus du terrain tel qu'il est prévu par le décret du 1^{er} septembre 1932.

ART. 9. — Sauf pour les cas prévus à l'article 5 — 1^{er} et 2^{me} alinéas du décret du 24 janvier 1943, l'inexécution des conditions générales de ce décret et des conditions spéciales reprises ci-dessus feront s'opérer d'office la résolution du présent contrat si après sommation faite par lettre recommandée, la Mission ne satisfait pas aux dites obligations dans un délai de trente jours à dater de la réception de la lettre recommandée.

Ainsi fait à Léopoldville, en double expédition, le vingt-quatre juin mil neuf cent quarante-huit.

ART. 2.

Le Ministre des Colonies est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Donné à Bruxelles, le 19 juillet 1948.

ART. 2.

De Minister van Koloniën is belast met de uitvoering van dit besluit.

Gegeven te Brussel, den 19^e Juli 1948.

. CHARLES.

*Pour le Ministre des Colonies,
en mission,
Le Ministre de l'Agriculture,*

*Voor de Minister van Koloniën,
op zending,
De Minister van Landbouw,*

P. M. ORBAN.

Chutes d'eau. — Concession à la Société Plantations de Gombo, par le Ruanda-Urundi, de chute d'eau à la rivière Kironga. — Convention du 12 juillet 1948. — Approbation.

CHARLES, PRINCE DE BELGIQUE,
RÉGENT DU ROYAUME,

A tous, présents et à venir, SALUT!

Sur la proposition du Ministre des Colonies,

Nous avons arrêté et arrêtons :

ARTICLE PREMIER.

La convention dont la teneur suit est approuvée :

Entre le Vice-Gouvernement du Territoire du Ruanda-Urundi, représenté par Monsieur le Ministre des Colonies, d'une part,

et la Société « PLANTATIONS DE GOMBO » ayant son siège social à Gweshe (Kivu) statuts parus au B. O. 1937 p. 22 des annexes, représentée par Monsieur de la Kethulle de Ryhove, Maurice, en vertu des pouvoirs dont la publication a été effectuée au B. O. C. B. de 1937, page 44 des annexes, d'autre part,

Il a été convenu ce qui suit, sous réserve d'approbation par arrêté royal.

ARTICLE PREMIER. — Le Vice-Gouvernement du Territoire du Ruanda-Urundi, concède à la Société « Plantations de Gombo » aux conditions stipulées ci-après, le droit de capter jusqu'au 31 décembre 1900 septante-huit, dix (10) chevaux-vapeur à la rivière Kironga, à l'emplacement indiqué au plan ci-annexé.

ART. 2. — Le Vice-Gouvernement du Territoire du Ruanda-Urundi reconnaît à la société concessionnaire le droit d'occuper jusqu'à l'expiration de la présente convention :

- a) les terrains nécessaires à l'installation d'un groupe turbo-alternateur, y compris le canal d'adduction d'eau et le besoin de captage, ainsi que la conduite forcée et le canal de fuite.

Les demandes relatives à l'occupation des terrains dont l'affectation est définie ci-dessus, devront être régulièrement introduites.

Les attributions de terrains auront lieu dans les limites et aux conditions de l'arrêté ministériel du 25 février 1943 sur la vente et la location des terres domaniales.

Watervallen. — Concessie, door de Ruanda-Urundi, aan « La Société Plantations de Gombo » van waterval aan de rivier Kironga. — Overeenkomst van 12 Juli 1948. — Goedkeuring.

KAREL, PRINS VAN BELGIË,
REGENT VAN HET KONINKRIJK,

Aan allen, tegenwoordigen en toekomstenden, HEIL!

Op de voordracht van de Minister van Koloniën,

Wij hebben besloten en Wij besluiten :

ARTIKEL ÉÉN.

De overeenkomst waarvan de tekst volgt wordt goedgekeurd :

- b) le droit de construire des lignes aériennes pour le transport de l'énergie électrique, mais uniquement à l'intérieur des terrains dont il possède ou obtiendra la location du Vice-Gouvernement du Territoire du Ruanda-Urundi.

Les arbres du domaine qui constitueraient un obstacle à l'établissement et à la conservation des lignes aériennes pourront être enlevés, mais resteront la propriété du Vice-Gouvernement du Ruanda-Urundi.

L'abatage des arbres se fera conformément aux dispositions prévues pour l'exploitation de coupes de bois.

ART. 3. — La prise d'eau se fera à l'endroit représenté au plan annexé à la présente convention.

Toutes modifications apportées ultérieurement à ces dispositions devront, au préalable, être approuvées par le Gouverneur du Ruanda-Urundi.

Le programme des travaux sera achevé dans les deux ans de la signature de la présente convention.

Ces délais devront être observés sous peine de déchéance, à moins de prolongations qui seraient accordées par le Gouverneur du Ruanda-Urundi pour motif de force majeure.

ART. 4. — La construction et le fonctionnement de l'installation hydro-électrique ne peuvent priver les riverains de l'eau indispensable aux services publics et à l'usage domestique.

Les eaux utilisées feront retour à la rivière Kikuvyaye, et ne pourront être corrompues.

ART. 5. — La concession est accordée pour la production de l'électricité nécessaire à l'exploitation d'une laiterie et de ses dépendances.

Quelques litres-seconde seront prélevés pour l'alimentation en eau courante de la laiterie et pour usage domestique.

ART. 6. — Sous peine de déchéance, la société concessionnaire maintiendra ses installations en bon état d'entretien.

ART. 7. — Si par ses installations ou par son fait, la société concessionnaire, occasionne des inondations, elle sera tenue de payer en cas de dommage, une indemnité à fixer selon le mode et la procédure prévus à l'article 11, sans préjudice de celles qui seraient dues à des tiers.

ART. 8. — Si l'utilisation de la force hydro-électrique installée est entravée par l'effet direct de travaux d'utilité publique, la société concessionnaire aura droit à une juste indemnité à fixer selon la procédure prévue à l'article 11.

ART. 9. — A l'expiration de la concession ou en cas de déchéance, le Vice-Gouvernement du Ruanda-Urundi, sera subrogé à tous les droits de la société concessionnaire et entrera en possession de toutes les installations hydro-électriques et des bâtiments dans lesquels elles se situent ainsi que des terrains occupés, sans qu'elle ait droit à aucune indemnité.

Toutefois, si la société concessionnaire avait effectué durant les cinq dernières années des travaux d'aménagement reconnus nécessaires par le Vice-Gouvernement du Ruanda-Urundi, elle aurait droit au remboursement des frais non normalement amortis de ces travaux.

ART. 10. — La cession totale ou partielle de la concession ainsi que la vente ou la fourniture gratuite du courant électrique à des tiers, devront être préalablement autorisées par le Vice-Gouvernement du Ruanda-Urundi et selon les modalités qu'il déterminera.

ART. 11. — Les contestations qui pourraient s'élever au sujet de l'interprétation des clauses de la présente convention seront tranchées par une commission d'arbitres siégeant à Usumbura.

En cas d'arbitrage, chacune des parties désignera un arbitre et le Président du Tribunal de Première Instance du Ruanda-Urundi en désignera un troisième.

Les arbitres sont dispensés des délais et forme établis pour les Tribunaux. Ils statueront dans les termes du droit.

Fait à Bruxelles, en double exemplaire le 12 juillet 1948.

ART. 2.

Le Ministre des Colonies est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Donné à Bruxelles, le 19 juillet 1948.

ART. 2.

De Minister van Koloniën is belast met de uitvoering van dit besluit.

Gegeven te Brussel, den 19^e Juli 1948.

CHARLES.

*Pour le Ministre des Colonies,
en mission,
Le Ministre de l'Agriculture,*

*Voor de Minister van Koloniën,
op zending,
De Minister van Landbouw,*

P. M. ORBAN.

Terres. — Cession gratuite à la Congrégation des Dominicains d'un terrain de 1 ha. 50 a. sis dans le centre extra-coutumier de Paulis. — Convention du 3 juillet 1948. — Approbation.

CHARLES, PRINCE DE BELGIQUE,
RÉGENT DU ROYAUME,

A tous, présents et à venir, SALUT!

Sur la proposition du Ministre des Colonies,

Nous avons arrêté et arrêtons :

ARTICLE PREMIER.

La convention dont la teneur suit est approuvée :

La Colonie du Congo Belge, représentée par le Gouverneur Général cède gratuitement en toute propriété, sous réserve d'approbation par arrêté royal à la CONGREGATION DES DOMINICAINS, dont la personnalité civile a été reconnue par arrêté royal du 28 janvier 1912 (B. O. 1912, page 165) représentée par Son Excellence Monseigneur Lagae, L. (B. A. de 1926, page 224) ci-après dénommés la « Mission » qui accepte, aux conditions générales des décrets des 24 janvier 1943 et 2 juin 1945 et aux conditions spéciales qui suivent, un terrain destiné à la construction d'une chapelle et d'écoles primaires, situé dans le centre extra-coutumier de Paulis, d'une superficie de un hectare cinquante ares dont les limites sont représentées par un liséré rouge au croquis approximatif figuré ci-après à l'échelle de 1 à 2.500°.

La nature ainsi que les limites du terrain sont parfaitement connues de la Mission.

CONDITIONS SPECIALES.

ARTICLE PREMIER. — Le présent contrat est conclu sous réserve de son approbation par arrêté royal.

ART. 2. — Seront considérées comme mises en valeur : les terres couvertes sur 1/10° au moins de leur surface par des constructions.

ART. 3. — L'inexécution des conditions prévues à l'article 5 — 1^{er} et 2^{me} alinéas — du décret du 24 janvier 1945 sera constatée par procès-verbal du délégué du Gouverneur de Province.

La Mission s'engage, dès ores, à remplir dans le cas de déchéance, les formalités prévues par la législation sur le régime foncier du Congo Belge, en vue de l'enregistrement des terres au nom de la Colonie.

Gronden. — Kosteloze cessie aan de « Congrégation des Dominicains » van een grond van 1 ha. 50 a. in het buitengewoonterechteliijk Centrum van Paulis. — Overeenkomst van 3 Juli 1948. — Goedkeuring.

KAREL, PRINS VAN BELGIË,
REGENT VAN HET KONINKRIJK,

Aan allen, tegenwoordigen en toekomstenden, HEIL!

Op de voordracht van de Minister van Koloniën,

Wij hebben besloten en Wij besluiten :

ARTIKEL ÉÉN.

De overeenkomst waarvan de tekst volgt wordt goedgekeurd :

ART. 4. — Sauf pour les cas prévus à l'article 5 — 1^{er} et 2^{me} alinéas — du décret du 24 janvier 1945, l'inexécution des conditions générales de ce décret fera s'opérer d'office la résolution du présent contrat si après sommation faite par lettre recommandée, la Mission ne satisfait pas aux dites obligations dans un délai de trente jours à dater de la réception de la lettre recommandée.

Ainsi fait à Léopoldville, en double expédition, le trois juillet mil neuf cent quarante-huit.

ART. 2.

Le Ministre des Colonies est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Donné à Bruxelles, le 22 juillet 1948.

ART. 2.

De Minister van Koloniën is belast met de uitvoering van dit besluit.

Gegeven te Brussel, den 22^e Juli 1948.

CHARLES.

*Pour le Ministre des Colonies,
en mission,
Le Ministre de l'Agriculture,*

*Voor de Minister van Koloniën,
op zending,
De Minister van Landbouw,*

P. M. ORBAN.

Terres. — Cession gratuite à la Congrégation des Sœurs de l'Enfance de Jésus d'un terrain de 25 ha. sis à Bokala-Taketa. — Convention du 30 juin 1948. — Approbation.

Gronden. — Kosteloze cessie aan de « Congrégation des Sœurs de l'Enfance de Jésus » van een grond van 25 ha. te Bokala-Taketa. — Overeenkomst van 30 Juli 1948. — Goedkeuring.

CHARLES, PRINCE DE BELGIQUE,
RÉGENT DU ROYAUME,

KAREL, PRINS VAN BELGIË,
REGENT VAN HET KONINKRIJK,

A tous, présents et à venir, SALUT!

Aan allen, tegenwoordigen en toekomstenden, HEIL!

Sur la proposition du Ministre des Colonies,

Op de voordracht van de Minister van Koloniën,

Nous avons arrêté et arrêtons :

Wij hebben besloten en Wij besluiten :

ARTICLE PREMIER.

ARTIKEL ÉÉN.

La convention dont la teneur suit est approuvée :

De overeenkomst waarvan de tekst volgt wordt goedgekeurd :

La Colonie du Congo Belge représentée par le Gouverneur Général cède gratuitement en toute propriété à la « CONGREGATION DES SŒURS DE L'ENFANCE DE JESUS » dont la personnalité civile a été reconnue

par arrêté royal du 17 août 1927 (B. O. année 1927, page 1512), représentée par la Très Révérende Mère DRIESEN, Anne, agréée en qualité de Représentante Légale par Ordonnance du 19 juillet 1945, ci-après dénommée la « Mission », qui accepte aux conditions générales du décret du 24 janvier 1943, modifié par le décret du 2 juin 1945, et aux conditions spéciales qui suivent, un terrain destiné à la création d'un poste principal de mission, situé à Bokala-Taketa (Territoire d'Oshwe), d'une superficie de vingt-cinq hectares dont les limites sont représentées par un liseré rouge au croquis approximatif figuré ci-après à l'échelle de 1 à 10.000.

La nature ainsi que les limites du terrain sont parfaitement connues de la Mission.

CONDITIONS SPECIALES.

ARTICLE PREMIER. — Le présent contrat est conclu sous réserve de son approbation par arrêté royal.

ART. 2. — Seront considérées comme mises en valeur :

- a) les terres couvertes sur un dixième au moins de leur surface par des constructions (habitations, chapelles, écoles, dortoirs, ateliers d'apprentissage, annexes, etc.).
- b) les terres couvertes sur un cinquième au moins de leur surface par des cultures alimentaires, fourragères ou autres.

Ces conditions joueront simultanément ou séparément pour toute la surface.

ART. 3. — L'inexécution des conditions prévues à l'article 5 — premier et deuxième alinéas — du décret du 24 janvier 1943, sera constatée par procès-verbal du délégué du Gouverneur de Province.

La Mission s'engage, dès ores, à remplir dans le cas de déchéance, les formalités prévues par la législation sur le régime foncier du Congo Belge, en vue de l'enregistrement des terres au nom de la Colonie.

ART. 4. — La Mission ne peut abattre les espèces ligneuses croissant au moment de l'octroi des terres que dans la mesure des défrichements nécessaires au développement de son entreprise.

ART. 5. — Le présent contrat est conclu sous réserve des droits que les indigènes pourraient éventuellement revendiquer dans le délai et suivant la procédure prévus à l'article 9 du décret du 31 mai 1934.

ART. 6. — Sauf pour le cas prévu à l'article 5 — premier et deuxième alinéas — du décret du 24 janvier 1943, l'inexécution des conditions générales de ce décret ainsi que l'inexécution des conditions spéciales reprises ci-dessus, feront s'opérer d'office la résolution du présent contrat ci après sommation faite par lettre recommandée, la Mission ne satisfait pas aux dites obligations dans un délai de un mois à dater de la réception de la lettre recommandée.

Ainsi fait à Léopoldville en double expédition, le trente juin mil neuf cent quarante-huit.

ART. 2.

Le Ministre des Colonies est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Donné à Bruxelles, le 22 juillet 1948.

ART. 2.

De Minister van Koloniën is belast met de uitvoering van dit besluit.

Gegeven te Brussel, den 22^e Juli 1948.

CHARLES.

*Pour le Ministre des Colonies,
en mission,
Le Ministre de l'Agriculture,*

*Voor de Minister van Koloniën,
op zending,
De Minister van Landbouw,*

P. M. ORBAN.

Terres. — Cession gratuite à l'Association « Disciples of Christ Congo Mission » d'un terrain de 25 ha. sis à Bafaki. — Convention du 3 juillet 1948. — Approbation.

Gronden. — Kosteloze afstand aan de vereeniging « Disciples of Christ Congo Mission » van een grond van 25 ha. te Bafaki. — Overeenkomst van 3 Juli 1948. — Goedkeuring.

CHARLES, PRINCE DE BELGIQUE,
RÉGENT DU ROYAUME,

KAREL, PRINS VAN BELGIË,
REGENT VAN HET KONINKRIJK,

A tous, présents et à venir, SALUT!

Aan allen, tegenwoordigen en toekomstenden, HEIL!

Sur la proposition du Ministre des Colonies,

Op de voordracht van de Minister van Koloniën,

Nous avons arrêté et arrêtons :

Wij hebben besloten en Wij besluiten :

ARTICLE PREMIER.

ARTIKEL ÉÉN.

La convention dont la teneur suit est approuvée :

De overeenkomst waarvan de tekst volgt wordt goedgekeurd :

La Colonie du Congo Belge, représentée par le Gouverneur Général cède gratuitement en toute propriété à l'Association « DISCIPLES OF CHRIST CONGO MISSION » dont la personnalité civile a été reconnue par décret du premier mars 1903, modifié par arrêté royal du 7 juin 1921, suivant avis publiés au « Bulletin Officiel de l'Etat Indépendant », année 1903, page 54 et au « Bulletin Officiel du Congo Belge », année 1921, page 628, représentée par le Révérend COBBLE Robin, Réo, résidant à MONIEKA, agréé en qualité de Représentant Légal suivant avis publié au « Bulletin Administratif du Congo Belge », année 1947, page 966, ci-après dénommée la « Mission », qui accepte aux conditions générales du décret du 24 janvier 1943 et du décret du 2 juin 1945 et aux conditions spéciales qui

suivent, un terrain destiné à l'établissement d'un poste principal de mission, situé à BAFAKI, d'une superficie de vingt-cinq (25) hectares dont les limites sont représentées par un liséré rouge au croquis approximatif figuré ci-après à l'échelle de 1 à 10.000.

La nature ainsi que les limites du terrain sont parfaitement connues de la Mission.

CONDITIONS SPECIALES.

ARTICLE PREMIER. — Le présent contrat est conclu sous réserve de son approbation par arrêté royal; il prend cours à la date de cette approbation.

ART. 2. — Seront considérés comme mis en valeur :

- a) les terres qui sont couvertes sur 1/10^e au moins de leur surface par des constructions;
- b) les terres qui sont couvertes sur 6/10^e au moins de leur surface, de cultures alimentaires annuelles ou bisannuelles et fourragères;
- c) les pâturages clôturés et améliorés dont 1/10^e au moins par semis ou plantations de plantes améliorantes, sur lesquels seront entretenus des bestiaux à l'élève ou à l'engrais à raison d'au moins deux têtes de gros bétail ou de huit têtes de petit bétail par 10 hectares;
- d) les terres sur lesquelles il aura été fait des plantations d'espèces ligneuses à raison de 100 arbres par hectare au minimum.

Ces conditions joueront simultanément ou séparément pour toute la surface.

ART. 3. — L'inexécution des conditions prévues à l'article 5 — 1^{er} et 2^{me} alinéas — du décret du 24 janvier 1943 sera constatée par procès-verbal du délégué du Gouverneur de Province. La Mission s'engage d'ores et déjà à remplir dans les cas de déchéance les formalités prévues par la législation sur le régime foncier du Congo Belge en vue de l'enregistrement des terres au nom de la Colonie.

ART. 4. — Les chemins et sentiers indigènes ou autres traversant le terrain cédé, appartiennent au domaine public et ne font pas partie de la présente cession. Leur situation et leur largeur définitives seront déterminées lors du mesurage officiel.

ART. 5. — La Mission ne peut abattre les espèces ligneuses croissant au moment de l'octroi du terrain que dans la mesure nécessaire au développement de son entreprise.

ART. 6. La Mission a l'obligation de débroussailler régulièrement et de tenir en bon état de propreté une zone de 100 mètres autour des constructions.

ART. 7. — Le présent contrat est conclu sous réserve des droits que les indigènes pourraient éventuellement revendiquer selon la procédure et dans le délai prévus à l'article 9 du décret du 31 mai 1934.

La seconde proclamation des résultats de l'enquête a eu lieu le 25 décembre 1947.

ART. 8. — Sauf pour les cas prévus à l'article 5 — 1^{er} et 2^{me} alinéas — du décret du 24 janvier 1943, l'inexécution des conditions générales de ce décret, modifié par le décret du 2 juin 1945, ainsi que l'inexécution des conditions spéciales reprises ci-dessus feront s'opérer d'office la résiliation du présent contrat, si, après sommation faite par lettre recommandée la Mission ne satisfait pas aux dites obligations dans un délai de TROIS MOIS à dater de la réception de la lettre recommandée.

Ainsi fait à Léopoldville, en double expédition, le trois juillet mil neuf cent quarante-huit.

ART. 2.

Le Ministre des Colonies est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Donné à Bruxelles, le 22 juillet 1948.

ART. 2.

De Minister van Koloniën is belast met de uitvoering van dit besluit.

Gegeven te Brussel, den 22^e Juli 1948.

CHARLES.

*Pour le Ministre des Colonies,
en mission,
Le Ministre de l'Agriculture,*

*Voor de Minister van Koloniën,
op zending,
De Minister van Landbouw,*

P. M. ORBAN.

Bulletin Officiel

DU

CONGO BELGE**Ambtelijk Blad**

VAN

BELGISCH-CONGO**2^e PARTIE****2^e DEEL****SOMMAIRE****INHOUD**

Dates.

Pages.

Dagtekeningen.

Bladz.

5 août 1948. — D. — Mines. — Prorogation des droits de recherches minières exclusives de la Compagnie Minière en Afrique Orientale (Minafor) dans les blocs dénommés « Butare », « Kavumu », « Kimuga » et « Rugoba » ... 454

5 Augustus 1948. — D. — Verlenging van de rechten tot uitsluitende mijnbouwkundige opsporingen van de « Compagnie Minière en Afrique Orientale » (Minafor) in de blokken « Butare », « Kavumu », « Kimuga » en « Rugoba » ... 454

Rapport sur un projet de décret prorogeant les droits de recherches minières exclusives de la Compagnie Minière en Afrique Orientale (Minafor) dans les blocs dénommés « Butare », « Kavumu », « Kimuga » et « Rugoba ».

Le Conseil Colonial a examiné le projet de décret au cours de sa séance du 11 juin 1948.

Aucune remarque n'a été faite et le projet a été approuvé à l'unanimité.

MM. les Conseillers Laude, Marzorati et Robert avaient fait excuser leur absence.

Bruxelles, le 11 juin 1948.

Le Conseiller-Rapporteur,

Verslag over een ontwerp van decreet tot verlenging van de rechten tot uitsluitende mijnbouwkundige opsporingen van de « Compagnie Minière en Afrique Orientale » (Minafor) in de blokken « Butare », « Kavumu », « Kimuga » en « Rugoba ».

De Koloniale Raad heeft dit ontwerp van decreet onderzocht in de zitting van 11 Juni 1948.

Geen enkele opmerking werd te berde gebracht en het ontwerp werd eenparig aangenomen.

De HH. Laude, Marzorati en Robert, Raadsleden, waren afwezig met kennisgeving.

Brussel, 11 Juni 1948.

Het Raadslid-Verslaggever,

M. MAQUET.

L'Auditeur,

De Auditeur,

M. VAN HECKE.

Mines. — Prorogation des droits de recherches minières exclusives de la Compagnie Minière en Afrique Orientale (Minafor) dans les blocs dénommés « Butare », « Kavumu », « Kimuga » et « Ruboga ».

CHARLES, PRINCE DE BELGIQUE,
RÉGENT DU ROYAUME,

A tous, présents et à venir, SALUT!

Vu l'avis émis par le Conseil Colonial en sa séance du 11 juin 1948;

Sur la proposition du Ministre des Colonies,

NOUS AVONS DÉCRÉTÉ ET DÉCRÉTONS :

ARTICLE PREMIER.

Les droits exclusifs de recherches minières, ainsi que les délais accessoires pour la dénonciation des mines dérivant de la convention conclue le 11 octobre 1939 entre le Gouvernement du Ruanda-Urundi et la Compagnie Minière en Afrique Orientale (Minafor), et approuvée par décret du 15 février 1940, sont prorogés pour une durée de deux ans.

ART. 2.

Les redevances à payer seront calculées en poursuivant l'application des progressions arithmétiques établies par l'article 7 de la convention du 11 octobre 1939, approuvée par décret du 15 février 1940.

Mijnen. — Verlenging van de rechten tot uitsluitende mijnbouwkundige opsporingen van de « Compagnie Minière en Afrique Orientale » (Minafor) in de blokken « Butare », « Kavumu », « Kimuga » en « Rugoba ».

KAREL, PRINS VAN BELGIË,
RÉGENT VAN HET KONINKRIJK,

Aan allen, tegenwoordigen en toekomstenden, HEIL!

Gezien het advies door de Koloniale Raad uitgebracht in diens vergadering van 11 Juni 1948;

Op voordracht van de Minister van Koloniën;

WIJ HEBBEN GEDECRETEERD EN WIJ DECRETEREN :

ARTIKEL ÉÉN.

De uitsluitende rechten tot mijnbouwkundige opsporingen, alsmede de toekomstige termijnen voor de aanzegging der mijnen, voortvloeiende uit de overeenkomst de 11 October 1939 gesloten tussen het Gouvernement van Ruanda-Urundi en de « Compagnie Minière en Afrique Orientale » (Minafor) en goedgekeurd bij decreet van 15 Februari 1940, worden voor een duur van twee jaar verlengd.

ART. 2.

De te betalen cijzen zullen berekend worden bij toepassing van de rekenkundige reeksen vastgesteld bij artikel 7 van de overeenkomst van 11 October 1939, goedgekeurd bij decreet van 15 Februari 1940.

ART. 3.

Le Ministre des Colonies est chargé de l'exécution du présent décret.

Donné à Ciergnon, le 5 août 1948.

ART. 3.

De Minister van Koloniën is belast met de uitvoering van dit decreet.

Gegeven te Ciergnon, de 5^e Augustus 1948.

CHARLES.

Vanwege de Regent:

*Pour le Ministre des Colonies,
en mission,*

Le Ministre de l'Agriculture,

Par le Régent:

*Voor de Minister van Koloniën,
op zending,*

De Minister van Landbouw,

P. M. ORBAN.

Bulletin Officiel

DU

CONGO BELGE**Ambtelijk Blad**

VAN

BELGISCH-CONGO**2^e PARTIE****2^e DEEL****SOMMAIRE****INHOUD**

Dates.	Pages.
8 septembre 1948. — A. R. — Terres. — Cession gratuite à l'« Association Vicariat Apostolique du Ruanda », d'un terrain de 29 Ha. 15 a. 28 ca., sis à Nyamiyaga. — Convention du 16 juillet 1948. — Approbation.	458
8 septembre 1948. — A. R. — Terres. — Cession gratuite à l'« Association Vicariat Apostolique du Ruanda », d'un terrain de 21 Ha., sis à Bi- saga. — Convention du 16 juillet 1948. — Approbation	460
11 septembre 1948. — D. — Mines. — Décret approuvant la convention minière conclue le 2 avril 1948 en- tre le Ruanda-Urundi d'une part, et les sociétés « Géoruanda », « Min- étain », « Mirudi » et « Somuki » d'autre part	462
14 septembre 1948. — A. R. — Terres. — Cession gratuite à la Croix- Rouge du Congo, de 2 terrains de 50 a., sis à Léopoldville-Est. — Conventions du 21 août 1948. — Approbation	472
14 septembre 1948. — A. R. — Terres. — Cession gratuite à la « Mission des Révérends Pères Rédempto- ristes » d'un terrain de 20 a. dans la circonscription urbaine de Thijssville. — Convention du 21 août 1948. — Approbation	475

Dagtekeningen.	Bladz.
8 September 1948. — B. R. — Gronden. — Kosteloze afstand aan de « As- sociation Vicariat Apostolique du Ruanda », van een grond groot 29 Ha. 15 a. 28 ca. te Nyamiyaga. — Overeenkomst van 16 Juli 1948. — Goedkeuring	458
8 September 1948. — B. R. — Gronden. — Kosteloze afstand aan de « As- sociation Vicariat Apostolique du Ruanda », van een grond van 21 Ha. te Bisaga. — Overeenkomst van 16 Juli 1948. — Goedkeuring.	460
11 September 1948. — D. — Mijnen. — Decreet tot goedkeuring van de mijnovereenkomst, gesloten op 2 April 1948 tussen Ruanda-Urundi enerzijds en de vennootschappen « Géoruanda », « Minétain », « Mi- rudi » en « Somuki » anderzijds .	462
14 September 1948. — B. R. — Gron- den. — Kosteloze afstand aan het « Rood Kruis van Congo » van twee gronden, elk 50 a. groot, te Leopoldstad-Oost. — Overeen- komsten van 21 Augustus 1948. — Goedkeuring	472
14 September 1948. — B. R. — Gron- den. — Kosteloze afstand aan de « Mission des Révérends Pères Rédemptoristes » van een grond van 20 a. in de stedelijke om- schrijving van Thijsstad. — Over- eenkomst van 21 Augustus 1948. — Goedkeuring	475

Terres. — Cession gratuite à l'« Association Vicariat Apostolique du Ruanda », d'un terrain de 29 Ha. 15 a. 28 ca., sis à Nyamiyaga. — Convention du 16 juillet 1948. — Approbation.

CHARLES, PRINCE DE BELGIQUE,
RÉGENT DU ROYAUME,

A tous, présents et à venir, SALUT!

Sur la proposition du Ministre des Colonies,

NOUS AVONS ARRÊTÉ ET ARRÊTONS:

ARTICLE PREMIER.

La convention dont la teneur suit est approuvée :

Le Gouvernement du Territoire du Ruanda-Urundi, représenté par le Gouverneur Général du Congo Belge, cède gratuitement en toute propriété à l'Association « Vicariat Apostolique du Ruanda », dont la personnalité civile a été reconnue par l'arrêté royal du 5 mars 1928 (B. O. C. B. 1928 page 2512, 2^{me} partie) ayant son siège à Kabgayi, représenté par Monseigneur Deprimoz Laurent, Vicaire Apostolique du Ruanda, résidant à Kabgayi, agréé en qualité de représentant légal par ordonnance en date du 23 avril 1945 (B. A. 1945 page 597), ci-après dénommée « La Mission » qui accepte aux conditions générales du décret du 24 janvier 1943, modifié par celui du 2 juin 1945 et aux conditions spéciales qui suivent, un terrain destiné à usage de poste principal de mission, situé à Nyamiyaga, d'une superficie de vingt-neuf hectares quinze ares vingt-huit centiares (29 ha. 15 a. 28 ca.) dont les limites sont représentées par un liséré rouge au croquis approximatif figuré ci-après à l'échelle de 1 à 4.000.

La nature ainsi que les limites du terrain sont parfaitement connues de la Mission.

CONDITIONS SPECIALES.

ARTICLE PREMIER. — Le présent contrat est conclu sous réserve de son approbation par arrêté royal.

ART. 2. — Seront considérés comme mis en valeur :

- a) les terres couvertes sur 1/10 au moins de leur surface, par des constructions en matériaux durables;
- b) les terres cultivées sur 6/10 au moins de leur surface;
- c) les pâturages aménagés en prairies et clôturés sur lesquels seront entretenus des bestiaux à l'élevage ou à l'engrais à raison d'au moins une tête de gros bétail ou six têtes de petit bétail par 2 hectares;

Gronden. — Kosteloze afstand aan de « Association Vicariat Apostolique du Ruanda », van een grond groot 29 Ha. 15 a. 28 ca., te Nyamiyaga. — Overeenkomst van 16 Juli 1948. — Goedkeuring.

KAREL, PRINS VAN BELGIË,
REGENT VAN HET KONINKRIJK,

Aan allen, tegenwoordigen en toekomstenden, HEIL!

Op voordracht van de Minister van Koloniën;

WIJ HEBBEN BESLOTEN EN WIJ BESLUITEN:

ARTIKEL ÉÉN.

De overeenkomst waarvan de tekst volgt wordt goedgekeurd :

- d) les terres sur lesquelles il aura été fait des plantations d'espèces ligneuses à une densité rationnelle en rapport avec l'âge ou les variétés des essences.

Ces conditions joueront simultanément ou séparément pour toute la surface.

ART. 3. — L'inexécution des conditions prévues à l'article 5 — 1^{er} et 2^{me} alinéas — du décret du 24 janvier 1943 sera constatée par procès-verbal du délégué du Gouverneur du Ruanda-Urundi.

La Mission s'engage, dès ores, à remplir dans le cas de déchéance, les formalités prévues par la législation sur le régime foncier du Congo Belge en vue de l'enregistrement des terres au nom du Ruanda-Urundi.

ART. 4. — Les chemins et sentiers indigènes ou autres traversant le terrain cédé appartiennent au domaine public et ne font pas partie de la présente cession; leur situation et leur largeur définitives seront déterminées lors du mesurage officiel.

ART. 5. — La Mission ne peut abattre les espèces ligneuses croissant au moment de l'octroi des terres que dans la mesure des défrichements nécessaires au développement de son entreprise.

ART. 6. — La Mission s'engage à boiser (où à entreprendre des cultures de plantes arbustives médicinales) sur un dixième du terrain cédé, c'est-à-dire sur deux hectares 91 ares (2 Ha. 91 a.) Les essences à employer sont laissées au choix de la Mission.

Les travaux devront être achevés en cinq ans et compteront pour l'évaluation des surfaces mises en valeur.

ART. 7. — La Mission a l'obligation de débroussailler régulièrement et de tenir dans un bon état de propreté, une zone de 100 mètres autour des constructions qui seraient éventuellement érigées.

ART. 8. — Sauf pour les cas prévus à l'article 5 — 1^{er} et 2^{me} alinéas — du décret du 24 janvier 1943, l'inexécution des conditions générales de ce décret ainsi que l'inexécution des conditions spéciales reprises ci-dessus, feront s'opérer d'office la résolution du présent contrat si, après sommation faite par lettre recommandée, la Mission ne satisfait pas aux dites obligations, dans un délai de trente jours à dater de la réception de la lettre recommandée.

Ainsi fait à Léopoldville, en double expédition, le seize juillet mil neuf cent quarante-huit.

ART. 2.

Le Ministre des Colonies est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Donné à Bruxelles, le 8 septembre 1948.

Par le Régent :

Le Ministre des Colonies,

CHARLES.

P. WIGNY.

ART. 2.

De Minister van Koloniën is belast met de uitvoering van dit besluit.

Gegeven te Brussel, 8 September 1948.

Vanwege de Regent :

De Minister van Koloniën,

Terres. — Cession gratuite à l'« Association Vicariat Apostolique du Ruanda », d'un terrain de 21 Ha., sis à Bisaga. — Convention du 16 juillet 1948. — Approbation.

CHARLES, PRINCE DE BELGIQUE,
RÉGENT DU ROYAUME,

A tous, présents et à venir, SALUT!

Sur la proposition du Ministre des Colonies,

NOUS AVONS ARRÊTÉ ET ARRÊTONS :

ARTICLE PREMIER.

La convention dont la teneur suit est approuvée :

Le Gouvernement du Territoire du Ruanda-Urundi, représenté par le Gouverneur Général du Congo Belge, cède gratuitement en toute propriété à l'Association « Vicariat Apostolique du Ruanda » dont la personnalité civile a été reconnue par l'arrêté royal du 5 mars 1928 (B. O. C. B. 1928 page 2512, 2^{me} partie), ayant son siège à Kabgayi, représentée par Monseigneur Deprimoz, Laurent, Vicaire Apostolique du Ruanda, résidant à Kabgayi, agréé en qualité de représentant légal par ordonnance en date du 23 avril 1945 (B. A. 1945 page 597) ci-après dénommée « la Mission », qui accepte aux conditions générales du décret du 24 janvier 1943, modifié par celui du 2 juin 1945, et aux conditions spéciales qui suivent, un terrain destiné à usage de poste principal de mission, situé à Bisaga, d'une superficie de vingt et un hectares (21 Ha.) dont les limites sont représentées par un liseré rouge au croquis approximatif figuré ci-après à l'échelle de 1 à 5.000.

La nature ainsi que les limites du terrain sont parfaitement connues de la Mission.

CONDITIONS SPECIALES.

ARTICLE PREMIER. — Le présent contrat est conclu sous réserve de son approbation par arrêté royal.

ART. 2. — Seront considérés comme mis en valeur :

- a) les terres couvertes sur 1/10 au moins de leur surface par des constructions en matériaux durables;
- b) les terres cultivées sur 6/10 au moins de leur surface;
- c) les pâturages aménagés en prairies et clôturés sur lesquels seront entretenus des bestiaux à l'élevé ou à l'engrais à raison d'au moins une tête de gros bétail ou six têtes de petit bétail par 2 hectares;

Gronden. — Kosteloze afstand aan de « Association Vicariat Apostolique du Ruanda », van een grond groot 21 Ha. te Bisaga. — Overeenkomst van 16 Juli 1948. — Goedkeuring.

KAREL, PRINS VAN BELGIË,
REGENT VAN HET KONINKRIJK,

Aan allen, tegenwoordigen en toekomstenden, HEIL!

Op de voordracht van de Minister van Koloniën,

WIJ HEBBEN BESLOTEN EN WIJ BESLUITEN :

ARTIKEL EÉN.

De overeenkomst waarvan de tekst volgt wordt goedgekeurd :

- d) les terres sur lesquelles il aura été fait des plantations d'espèces ligneuses à une densité rationnelle en rapport avec l'âge et les variétés des essences. Ces conditions joueront simultanément ou séparément pour toute la surface.

ART. 3. — L'inexécution des conditions prévues à l'article 5 — 1^{er} et 2^{me} alinéas — du décret du 24 janvier 1943 sera constatée par procès-verbal du délégué du Gouverneur du Ruanda-Urundi.

La Mission s'engage, dès ores, à remplir dans le cas de déchéance, les formalités prévues par la législation sur le régime foncier du Congo Belge en vue de l'enregistrement des terres au nom du Ruanda-Urundi.

ART. 4. — Les chemins et sentiers indigènes ou autres traversant le terrain cédé appartiennent au domaine public et ne font pas partie de la présente cession; leur situation et leur largeur définitives seront déterminées lors du mesurage officiel.

ART. 5. — La Mission ne peut abattre les espèces ligneuses croissant au moment de l'octroi des terres que dans la mesure des défrichements nécessaires au développement de son entreprise.

ART. 6. — La Mission s'engage à boiser (ou à entreprendre des cultures de plantes arbustives médicinales) sur un dixième du terrain cédé, c'est-à-dire sur deux hectares dix ares (2 Ha. 10 a.). Les essences à employer sont laissées au choix de la Mission.

Les travaux devront être achevés en cinq ans et compteront pour l'évaluation des surfaces mises en valeur.

ART. 7. — La Mission a l'obligation de débroussailler régulièrement et de tenir dans un bon état de propreté, une zone de 100 mètres autour des constructions qui seraient éventuellement érigées.

ART. 8. — Sauf pour les cas prévus à l'article 5 — 1^{er} et 2^{me} alinéas du décret du 24 janvier 1943, l'inexécution des conditions spéciales reprises ci-dessus, feront s'opérer d'office la résolution du présent contrat, si après sommation faite par lettre recommandée, la Mission ne satisfait pas aux dites obligations, dans un délai de trente jours à dater de la réception de la lettre recommandée.

Ainsi fait à Léopoldville, en double expédition, le seize juillet mil neuf cent quarante-huit.

ART. 2.

Le Ministre des Colonies est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Donné à Bruxelles, le 8 septembre 1948.

ART. 2.

De Minister van Koloniën is belast met de uitvoering van dit besluit.

Gegeven te Brussel, 8 September 1948.

CHARLES.

Par le Régent:

Le Ministre des Colonies,

Vanwege de Regent:

De Minister van Koloniën,

P. WIGNY.

Rapport du Conseil Colonial sur un projet de décret approuvant une convention conclue entre le gouvernement du Ruanda-Urundi et les exploitants miniers du Ruanda-Urundi.

Ce projet de décret a été examiné par le Conseil Colonial en sa séance du 18 juin 1948.

Un membre demande quelles sont les raisons pour lesquelles on s'est écarté du droit commun en stipulant que la redevance minière légale ne sera pas due aussi longtemps que le capital n'excède pas la mise initiale de sept millions de francs. Le représentant de l'Administration fait remarquer que si le gouvernement a consenti à l'abandon temporaire de ces droits, il s'est par contre réservé un droit de vote et un droit de souscription plus important qu'il n'est d'usage. Les négociations avec les intéressés ont été influencées par le fait que les recherches déjà entreprises sous l'égide du gouvernement n'ont pas donné des résultats très encourageants. Les exploitants qui continueront ces recherches ont donc insisté pour que leurs charges soient allégées dans la période initiale, mais ils ont accepté que le Ruanda-Urundi puisse s'assurer une participation plus importante qu'il n'est d'usage en cas de réussite de leurs efforts.

Le projet de décret, mis aux voix, a été approuvé à l'unanimité moins une abstention.

MM. les Conseillers Charles, Deraedt, Louwers, Robert et Van der Linden étaient absents et excusés.

Bruxelles, le 18 juin 1948.

Le Conseiller-Rapporteur,

L'Auditeur,

M. VAN DE PUTTE

M. VAN HECKE.

Verslag van de Koloniale Raad over een ontwerp van decreet tot goedkeuring van een overeenkomst afgesloten tussen het gouvernement van Ruanda-Urundi en de mijnbouwexploitanten van Ruanda-Urundi.

Dit ontwerp van decreet werd onderzocht door de Koloniale Raad in de zitting van 18 Juni 1948.

Een lid vraagt welke de redenen zijn waarom men afgeweken is van het gewoon recht waar men bepaald heeft dat de wettelijke mijncijns niet verschuldigd zal zijn zolang het kapitaal niet meer bedraagt dan het oorspronkelijke inlegkapitaal van zeven miljoen frank. De vertegenwoordiger van het Bestuur wijst er op dat het gouvernement er weliswaar in toegestemd heeft deze rechten tijdelijk prijs te geven, maar dat zij zich aan de andere kant een ruimer stemrecht en intekeningsrecht heeft voorbehouden dan naar gewoonte. De onderhandelingen met de belanghebbenden werden beïnvloed door het feit dat met de opsporingen die reeds ondernomen werden onder bescherming van het Gouvernement geen bijzonder bemoedigende uitslagen bereikt werden. De exploitanten die met deze opsporingen voortgaan zullen hebben derhalve aangedrongen om een vermindering van lasten te bekomen in de beginperiode, zij hebben er echter in toegestemd dat Ruanda-Urundi een groter aandeel zal kunnen hebben dan naar gewoonte ingeval hun inspanningen met succes bekrond worden.

Het in stemming gebracht ontwerp van decreet werd eenparig goedgekeurd, min een onthouding.

De HH. Raadsleden Charles, Deraedt, Louwers, Robert en Van der Linden waren afwezig met kennisgeving.

Brussel, den 18 Juni 1948.

Het Raadslid-Verslaggever,

De Auditeur,

Mines. — Décret approuvant la convention minière conclue le 2 avril 1948 entre le Ruanda-Urundi d'une part, et les sociétés « Georuanda », « Minétain », « Mirudi » et « Somuki » d'autre part.

CHARLES, PRINCE DE BELGIQUE,
RÉGENT DU ROYAUME,

A tous, présents et à venir, SALUT !

Vu l'avis émis par le Conseil Colonial en sa séance du 18 juin 1948,

Sur la proposition du Ministre des Colonies,

NOUS AVONS DÉCRÉTÉ ET DÉCRÉTONS :

ARTICLE PREMIER.

La convention dont la teneur suit est approuvée :

Entre le Ruanda-Urundi, représenté par M. P. Wigny, Ministre des Colonies, d'une part,

et

- a) la Compagnie Géologique et Minière du Ruanda-Urundi (Géoruanda), représentée par M. Paul Fontainas, ingénieur, demeurant à Uccle, 327, avenue Molière, Président du Conseil d'administration,
et M. Henry Barzin, ingénieur, demeurant à Auderghem, 9, drève du Prieuré, Administrateur-délégué ;
- b) la Société des Mines d'Etain du Ruanda-Urundi (Minétain), représentée par M. Jules Baudine, ingénieur, demeurant à Bruxelles, 67, rue de la Source, Administrateur,
et M. Georges Lescornez, administrateur de sociétés, demeurant à Bruxelles, 342, boulevard Lambermont, Administrateur ;
- c) la Compagnie Minière au Ruanda-Urundi (Mirudi), représentée par M. Maurice Lefranc, ingénieur civil, demeurant à Saint-Gilles (Bruxelles), 88, rue Bosquet, Vice-Président du Conseil,
et M. Georges Passau, ingénieur civil des mines, demeurant à Bruxelles, 67, rue de Spa, Administrateur ;
- d) la Société Minière de Muhinga et de Kigali (Somuki), représentée par M. Nicolas Decker, administrateur de sociétés, demeurant à Berchem-Anvers, 64, avenue Victor Jacobs, Vice-Président, Administrateur-délégué,

Mijnen. — Decreet tot goedkeuring van de mijnovereenkomst gesloten op 2 April 1948 tussen Ruanda-Urundi enerzijds, en de vennootschappen « Georuanda », « Minétain », « Mirudi » en « Somuki » anderzijds.

KAREL, PRINS VAN BELGIË,
REGENT VAN HET KONINKRIJK,

Aan allen, tegenwoordigen en toekomstenden, HEIL !

Gezien het advies door de Koloniale Raad uitgebracht in diens vergadering van 18 Juni 1948,

Op voordracht van de Minister van Koloniën,

WIJ HEBBEN GEDECRETEERD EN WIJ DECRETEREN :

ARTIKEL ÉÉN.

De overeenkomst waarvan de tekst volgt wordt goedgekeurd :

et M. Charles Sampers, industriel, demeurant à Edeghem-Anvers, villa
« Les Tilleuls », avenue Léopold III, Administrateur,

d'autre part,

Il a été convenu ce qui suit :

ARTICLE PREMIER. — Les contractants de seconde part s'engagent à constituer, dans les trois mois de l'approbation par décret de la présente convention, une société par actions à responsabilité limitée, qui aura pour objet la recherche et l'exploitation des mines au Ruanda-Urundi.

Les statuts et modifications aux statuts de cette société se conformeront à la législation en vigueur au Ruanda-Urundi. Ils devront recevoir l'approbation préalable et écrite du Ministre des Colonies.

ART. 2. — Le capital initial de la société sera de sept millions de francs en espèces dont la moitié sera souscrite par le Ruanda-Urundi, et l'autre moitié par les sociétés contractantes de seconde part. Celles-ci tiendront cinq cent mille francs de cette souscription à la disposition des autres concessionnaires du Ruanda-Urundi qui feront connaître leur intention d'y participer dans les trois mois à dater de l'avis qui sera publié au Bulletin Officiel du Ruanda-Urundi.

Les modalités de cette participation seront arrêtées par le Conseil d'administration, d'accord avec le Ministre des Colonies.

ART. 3. — Le Ruanda-Urundi aura le droit de souscrire 30% au maximum de toute augmentation de capital. En cas d'une telle augmentation, il aura droit à la redevance minière légale, qui ne sera pas due aussi longtemps que le capital n'excèdera pas sept millions de francs.

ART. 4. — Le Ruanda-Urundi pourra revendiquer à tout moment, quel que soit le montant de sa souscription, un droit de vote égal à l'ensemble des votes attachés aux titres.

La nomination, par l'assemblée générale, d'un nombre d'administrateurs et de commissaires égal à la moitié de leur nombre total sera subordonnée à l'agrément du Ministre des Colonies. Il en sera de même pour la nomination du Président du Conseil d'administration.

ART. 5. — Les actions de la société seront et resteront nominatives, et ne pourront être transférées sans l'autorisation écrite du Ministre des Colonies, aussi longtemps que la société n'aura pas obtenu de permis d'exploitation.

ART. 6. — Le Ruanda-Urundi accordera à la société ainsi constituée, aux conditions déterminées ci-après, le droit de rechercher les mines, sous réserve des droits des tiers, dans les territoires délimités comme suit :

du confluent de la rivière Sebeya, affluent du lac Kivu, avec son affluent, la Gatari, une droite joignant ce confluent au sommet du mont Mowogo (altitude: 2.990,03); puis une droite joignant ce sommet au confluent des rivières Nyamukongolo et Nyaligogo; ensuite, la Nyamukongolo jusqu'à l'axe de la route allant de Kabaya à Ruhengeri;

l'axe de cette route jusqu'à sa bifurcation avec la route principale de Ruhengeri à Kigali;

l'axe de cette dernière route, jusqu'à son intersection avec la rivière Magobore; de ce point, la Magobore jusqu'à sa source, se situant au S. W. du Mont Lushara; de cette source, une droite jusqu'au sommet du Mont Lushara (altitude: 2.348,8);

de ce sommet, une droite jusqu'au sommet du Mont Lubona (altitude: 2.422); de ce sommet, une droite jusqu'à la borne frontière n° XVIII, entre le Ruanda et l'Uganda.

de cette borne, la frontière Nord du Ruanda jusqu'à la borne n° LXI; de la borne frontière n° LXI, une droite jusqu'au sommet du Mont Kumuzizi (altitude: 1.379); de ce sommet, une ligne brisée joignant successivement les sommets Kishozi (altitude: 1.738), Shanda (altitude: 1.769,39) et Rusela (altitude: 1.689,77);

de ce dernier sommet, une droite jusqu'à la source de la rivière Wurawagire, affluent de la rivière Kimbunu; de cette source, la rivière Waruwagire jusqu'à son confluent avec la rivière Kimbunu; de ce confluent, la rivière Kimbunu jusqu'à son embouchure dans le lac Mugesera;

de cette embouchure, la rive Nord de ce lac jusqu'à son point le plus occidental; de ce point, une droite orientée E. W. jusqu'à son intersection avec la rivière Nyawarongo; puis la rivière Nyawarongo jusqu'à son confluent avec la rivière Nyakarambo, déversoir du lac Rugwero; de ce confluent, la rivière Nyakarambo jusqu'au lac Rugwero; puis la rive ouest du lac Rugwero jusqu'à l'embouchure de la rivière Nyakisiga;

de cette embouchure, une droite se dirigeant du Nord vers le Sud, jusqu'à l'axe de la route passant au Sud du Mont Kungoma (altitude: 1.742,86) et se dirigeant vers la Mission de Kaninya; de ce point, l'axe de la route en direction de la Mission de Kaninya jusqu'à son point de rencontre avec une droite Nord-Sud partant du point du lac Tshohoha-Sud le plus rapproché de la dite route;

la droite Nord-Sud définie ci-dessus depuis l'axe de la route précitée jusqu'au lac Tshohoha Sud; la rive Est du lac Tshohoha Sud jusqu'à la rivière Kamahozzi, déversoir du lac Tshohoha Sud; puis la rivière Kamahozzi jusqu'à son confluent avec la rivière Akanyaru; de ce confluent, la rivière Akanyaru jusqu'à son confluent avec la rivière Kabirisi, puis la rivière Kabirisi jusqu'à sa source voisine de la colline Gisare;

de cette source, une droite jusqu'à la source de la rivière au N. E. de la colline Kayenzi, puis celle-ci jusqu'à son confluent avec la Mukaberi, ensuite cette dernière jusqu'à sa source;

de cette source, une droite E. W. jusqu'à son intersection avec la route Nyanza-Kabaye; de ce point, l'axe de la route Nyanza-Kabaye, jusqu'à sa bifurcation avec la route passant au pied des collines Kiguma et Kanyanira; de cette bifurcation, la route passant au pied des collines Kiguma et Kanyanira jusqu'au passage de la rivière Sagarara au voisinage du mont Mutara; la rivière Sagarara jusqu'à son confluent avec la rivière Kiryango; puis cette dernière rivière jusqu'à son confluent avec la rivière Nyawarongo;

la rivière Nyawarongo à partir de son confluent avec la rivière Kiryango jusqu'à son confluent avec la rivière Tshinditi; de ce confluent, la rivière Tshinditi jusqu'à sa source la plus occidentale; de ce point, une droite jusqu'au sommet du mont Buziga (altitude: 2.622,6); de ce sommet, une droite jusqu'au sommet du mont Karbona (altitude: 2.693,47); de ce sommet, une droite jusqu'au sommet du mont Kivudjudji (altitude: 2.819,4); de ce sommet, une droite jusqu'au sommet du mont Kivudjidji (altitude: 2.843);

de ce sommet, une droite jusqu'à la source de la rivière Bikeneko, affluent de la rivière Sebeya; puis une droite joignant cette source au confluent de la rivière Sebeya et de son affluent la Gatari.

Dans la description précitée, les rivières sont définies par leur thalweg.

Les contestations qui surgiraient au sujet des limites seront tranchées souverainement par le Ministre des Colonies.

Le droit de rechercher les mines dans la région décrite ci-dessus sera accordé pour une durée de cinq ans, commençant à courir à la date de l'arrêté royal autorisant la fondation de la société. Ce droit comportera les droits attachés à un permis général de recherches par la législation, pour autant que la présente convention n'y soit pas contraire.

L'ordonnance législative n° 309 du 2 juillet 1941 n'est pas applicable à ce droit de recherches.

La société munira d'un permis général de recherche toute personne s'occupant pour son compte, soit de rechercher les mines, soit de demander des droits exclusifs, soit de remplir des formalités de délimitation.

ART. 7. — Le Ruanda-Urundi accordera également à la société précitée le droit exclusif de rechercher les mines dans les huit blocs dont la description des limites est ci-annexée.

Ce droit comportera les droits attachés à un permis spécial de recherches par la législation, pour autant que la présente convention n'y soit pas contraire.

L'évaluation des superficies des huit blocs précités sera faite par les soins de la société.

Le droit exclusif d'y rechercher les mines sera accordé pour une durée de cinq ans, commençant à courir à la date de l'arrêté royal autorisant la fondation de la société.

Celle-ci devra renoncer, à la fin de chaque année, à exercer ce droit sur une superficie au moins égale au cinquième de la superficie totale des blocs. Dans ce cinquième sera comprise la superficie des mines dénoncées au cours de l'année.

ART. 8. — Pendant la durée du droit de recherche prévu à l'article 6, la société pourra délimiter, dans les régions ouvertes à ces recherches, une superficie de cent mille hectares, en vingt blocs au maximum, dans lesquels elle jouira d'un droit exclusif de recherches minières. Ce droit exclusif expirera cinq ans après l'ouverture du droit général de recherches accordé en vertu de l'article 6. Il confèrera les droits attachés à un permis spécial de recherches par la législation minière de droit commun, pour autant que la présente convention n'y soit pas contraire.

Le long de l'axe des vallées, les blocs ne pourront avoir une largeur totale inférieure à cinq kilomètres.

Leur périmètre devra, autant que possible, être formé de limites naturelles continues, telles que cours d'eau, routes, etc.

ART. 9. — Le droit exclusif de recherches du concessionnaire dans les blocs prévus à l'article 8 naîtra dès l'instant où ces blocs seront abornés. L'abornement sera fait au moyen de bornes ou poteaux placés aux angles et sur les côtés, au passage des rivières, sentiers, cours d'eau, etc., de telle sorte que les tiers pros-

pecteurs reconnaissent aisément ces limites. Les bornes et poteaux porteront un écriteau indiquant le nom du concessionnaire, la date de la délimitation et l'indication sommaire du périmètre du bloc.

Dans le mois qui suivra l'abornement, celui-ci sera notifié au Conservateur des Titres Fonciers, sous peine de déchéance. A cette notification sera joint un plan au 1/50.000^e à l'appui, mentionnant les cours d'eau, montagnes, points géographiques, etc., permettant de rattacher le plan à la carte générale du Ruanda-Urundi.

ART. 10. — Le concessionnaire paiera au Ruanda-Urundi les redevances suivantes :

a) pendant la durée du droit général de recherches prévu à l'article 6 :

dix mille francs la première année ;
vingt mille francs la deuxième année ;
trente mille francs la troisième année ;
quarante mille francs la quatrième année ;
cinquante mille francs la cinquième année.

b) pendant la durée du droit exclusif de recherches prévu à l'article 7 ;

cinquante mille francs la première année ;
quarante mille francs la deuxième année ;
trente mille francs la troisième année ;
vingt mille francs la quatrième année ;
dix mille francs la cinquième année.

c) pendant la durée du droit exclusif de recherches prévu à l'article 8 ;

la première année : Fr. 0,20 par hectare compris dans les blocs délimités ;
la deuxième année : Fr. 0,40 par hectare ;
la troisième année : Fr. 0,60 par hectare ;
la quatrième année : Fr. 0,80 par hectare ;
la cinquième année : Fr. 1,00 par hectare.

Les redevances prévues seront payables par anticipation.

Si les droits de recherche étaient prorogés, les redevances ultérieures seraient calculées en poursuivant l'application de la progression arithmétique ci-dessus.

ART. 11. — La société concessionnaire aura, à tout moment, la faculté de renoncer à ses droits. La renonciation ne sera opérante qu'à la condition d'être notifiée au Conservateur des Titres Fonciers.

Les redevances afférentes à l'exercice au cours duquel aura lieu la renonciation resteront acquises entièrement au Ruanda-Urundi.

ART. 12. — La société s'engage à faire un levé géologique et un levé topographique des blocs indiqués à l'article huit. Ces levés seront terminés à l'expiration du droit exclusif de recherche dans ces blocs.

Ils seront établis suivant un programme et des méthodes arrêtés de commun accord entre le Ruanda-Urundi et la société.

Tous les documents y relatifs seront communiqués au fur et à mesure au Ruanda-Urundi.

ART. 13. — La copie des rapports des prospecteurs et des ingénieurs avec les plans annexés, sera transmise au Ruanda-Urundi, au fur et à mesure de l'avancement des travaux et au moins une fois par an.

Le Ruanda-Urundi pourra, en tout temps et à ses frais, faire inspecter les travaux par un délégué.

Les itinéraires levés par la société seront, autant que possible, rattachés aux sommets de la triangulation du Ruanda-Urundi. Là où cette triangulation n'existe pas, les itinéraires seront rattachés à des points fixes du sol, figurés sur la dernière édition officielle de la carte.

ART. 14. — Le Ruanda-Urundi s'engage, dans le délai d'un an après l'expiration du droit exclusif de recherche, à accorder à la société le droit d'exploiter pendant soixante ans à courir de la date de l'octroi du permis d'exploitation, les mines découvertes dans les délais déterminés aux articles 7 et 8 et de la découverte desquelles le Conservateur des Titres Fonciers aura reçu communication au plus tard six mois après l'expiration du droit exclusif de recherches dans les blocs délimités.

La superficie totale de ces mines ne pourra dépasser :

- pour les blocs qui font l'objet de l'article 7 : le quart de la superficie totale actuelle de ces blocs;
- pour les blocs prévus à l'article 8 : vingt-cinq mille hectares.

Le permis d'exploitation de ces mines sera octroyé par arrêté royal.

ART. 15. — Jusqu'au moment où les découvertes justifieront, aux termes de la loi minière, la demande de permis d'exploitation, la société devra dépenser une somme qui sera calculée sur la base d'un minimum de un million cinq cent mille francs par an en travaux effectifs de recherche sur le terrain.

ART. 16. — Les frais résultant de la vérification de l'abornement des polygones d'exploitation, de leur mesurage et de leur rattachement au réseau triangulé du Ruanda-Urundi, exécutés par les soins du Ruanda-Urundi, seront à charge de la société.

ART. 17. — La société soumettra au Ruanda-Urundi un projet complet de mise en exploitation. Ce projet devra prévoir l'application de méthodes perfectionnées, de nature à assurer, tant au point de vue de la quantité des produits extraits que du prix de revient, la production normale des mines bien exploitées, et l'extraction de toutes les parties du gisement dont la teneur est considérée comme payante dans une exploitation bien organisée.

Ce projet devra prévoir également le matériel et les installations les plus propres à économiser et sauvegarder la main-d'œuvre employée, à assurer aux travailleurs et à leur famille un logement convenable, une nourriture saine et abondante, ainsi que les soins médicaux.

Le projet comportera, en outre, l'ouverture de chemins d'exploitation suffisants pour relier la mine aux voies publiques de communication.

L'administration appréciera souverainement si ces conditions sont réalisées.

ART. 18. — La recherche et l'exploitation des mines, le mode de délimitation des mines découvertes, les conditions de leur exploitation, le taux des redevances minières à payer par le concessionnaire, les règles qui régissent les statuts et les emprunts de la société, la nomination de délégués par le Ruanda-Urundi au sein du Conseil d'Administration, les droits de contrôle et de surveillance, les conditions de rachat et les clauses de déchéance, toute contestation au sujet de l'existence d'un droit de recherche ou d'exploitation opposable aux tiers et, en général, tout ce qui n'est pas prévu par la présente convention, sera régi par la législation minière de droit commun.

Le Ruanda-Urundi pourra en tout temps faire inspecter les travaux de recherche et d'exploitation par un commissaire des mines. Celui-ci aura libre accès sur les chantiers. La société devra se conformer aux instructions que lui donnerait ce commissaire en vue d'éviter le gaspillage du gisement, d'assurer l'observation des règles établies par la présente convention, ainsi que de la législation en vigueur.

ART. 19. — En cas de liquidation de la Société, le Ruanda-Urundi aura droit sur le reliquat de l'actif, après apurement des dettes et remboursement à leur valeur nominale des actions de capital non amorties, à une part calculée sur la base de sa participation totale aux bénéfices.

ART. 20. — Les droits et obligations dérivant des présentes ne pourront être cédés, hypothéqués ou grevés d'un droit réel quelconque par la société concessionnaire sans l'assentiment préalable et par écrit du Ministre des Colonies.

ART. 21. — La présente convention est conclue sous réserve de l'approbation du pouvoir législatif du Ruanda-Urundi.

Fait à Bruxelles, en double exemplaire, le 2 avril 1948.

ANNEXE A LA CONVENTION DU 2 AVRIL 1948.

POLYGONE N° 1.

Du confluent de la rivière Sebeya, affluent du lac Kivu, avec son affluent la Gatari, la limite est une droite partant de ce confluent vers le sommet du mont Mowogo, puis une droite joignant ce sommet au confluent des rivières Nyamukongolo et Nyaligogo; ensuite, la Nyamukongolo jusqu'au passage de la route de Kabaya à Kisenyi;

cette route jusqu'au centre du poste de Kabaya; de ce centre, une droite jusqu'à la source de la rivière Ngoma, affluent de la Mukemba; la rivière Ngoma, puis la Mukemba jusqu'à son confluent avec la Satinshi; la Satinshi jusqu'à son confluent avec son affluent la Nbasi;

de ce confluent, une droite jusqu'au confluent de la Tshinditi avec la Nyawarongo, la Tshinditi jusqu'à sa source la plus occidentale; de ce point, une droite jusqu'au sommet du mont Buziga; puis, de ce sommet, une droite jusqu'au sommet du mont Karbona; de ce sommet, une droite jusqu'au sommet du mont Kivudjudji; de ce sommet une droite jusqu'à la source de la rivière Bikeneko, affluent de la Sebeya; enfin, une droite joignant cette source au confluent de la rivière Sebeya et de son affluent la Gatari.

POLYgone N° 2.

Du confluent de la Nyawarongo avec la Nyakako, la Nyakako jusqu'à sa source la plus méridionale et la plus proche du centre du poste de Kabaye (Kab-gaye); de cette source, une droite W. E. jusqu'à sa rencontre avec la route de Kigali à Nyanza; cette route jusqu'à sa bifurcation avec la route passant au pied des collines Kiguma et Kanyanira; de cette bifurcation, la route passant au pied des collines Kiguma et Kanyanira jusqu'au passage de la rivière Sagarara, au voisinage du mont Mutara; la rivière Sagarara jusqu'à son confluent avec la Kiryango, puis cette dernière jusqu'à son confluent avec la Nyawarongo; la Nyawarongo à partir de son confluent avec la Kiryango jusqu'à son confluent avec la Nyakako.

POLYgone N° 3.

Du confluent des rivières Akanyaru et Kabirizi, la Kabirizi jusqu'à sa source voisine de la colline Gisare; de cette source, une droite jusqu'au confluent des rivières Mukunguri et Mukaberi; de ce confluent une droite jusqu'au sommet de la colline Bibungu; puis de ce sommet, une droite jusqu'au point le plus proche de la rivière Roboroga; la rivière Roboroga, et ensuite la rivière Tshawaridza jusqu'à son confluent avec la Nyawarongo; puis la Nyawarongo, et ensuite l'Akanyaru, jusqu'à son confluent avec la Kabirizi.

POLYgone N° 4.

Du confluent de la Nyawarongo avec la Mukokwe, la Nyawarongo jusqu'à son confluent avec la Lutamba; puis la Lutamba jusqu'à sa source la plus voisine du mont Bushiganswile; de cette source, une droite jusqu'à la source la plus rapprochée de ce mont de la rivière Lusandago, cette rivière Lusandago jusqu'à son confluent avec la Tshatshika; la Tshatshika jusqu'à son confluent avec la Nyawarongo; la Nyawarongo jusqu'au passage de la grand'route de Kigali à Nyanza; cette route jusqu'au gîte de Rugobagoba; de ce gîte, une droite jusqu'à la source la plus proche de la Karimbasi, puis la Karimbasi et ensuite la Kayamba, et enfin la Mukokwe, jusqu'au confluent de la Mukokwe avec la Nyawarongo.

POLYgone N° 5.

Du confluent de la Nyawarongo avec la Nyakarambo, déversoir du lac Rugwero, la Nyakarambo jusqu'au lac Rugwero, puis la rive Ouest du lac Rugwero jusqu'à l'embouchure de la Nyakisiga, affluent du lac Rugwero; de cette embouchure, une droite Nord-Sud se dirigeant vers le Sud jusqu'à la route passant au Sud du mont Kungoma (point triangulé d'altitude 1.742,86), route se dirigeant vers la mission de Kaninya; de ce point, la limite du bloc suit l'axe de la route vers la mission de Kaninya jusqu'au point de rencontre de cette route avec une droite Nord-Sud partant du point du lac Tshohoha Sud le plus rapproché de la dite route; la droite Nord-Sud ci-dessus définie depuis l'axe de la route précitée jusqu'au lac Tshohoha Sud; la rive Est du lac Tshohoha Sud jusqu'au passage de la frontière entre le Ruanda et l'Urundi; de ce point, une droite jusqu'à la source la plus méridionale de la rivière Kigeri, affluent de la rivière Uruanda; puis la rivière Kigeri, ensuite la rivière Uruanda, jusqu'au lac Tshohoha Nord; la rive Est du lac Tshohoha Nord jusqu'à la rivière Mubenza; la rivière Mubenza jusqu'à sa source la plus orientale; une droite reliant cette source à celle de la rivière Tshibumba; la rivière Tshibumba jusqu'à son confluent avec le lac Kilimbi; la rive Nord du lac Kilimbi jusqu'au point de ce lac situé le plus au Nord; de ce point, une droite W. E. jusqu'à son point de rencontre avec la rivière Nyawarongo; la rivière Nyawarongo jusqu'à son confluent avec la rivière Nyakarambo, déversoir du lac Rugwero.

POLYGONE N° 6.

La Gaseke, affluent de la Mukungwa, depuis son confluent avec la Mukungwa jusqu'à son confluent avec la Gilembo; cet affluent jusqu'à la route principale de Ruhengeri à Kigali; cette route depuis l'intersection avec la Gilembo jusqu'à l'intersection avec la Nyakahondo, affluent de la Mukinda; de ce point, une droite jusqu'à l'entrée principale de l'église de la Mission de Nyakinama, puis une droite jusqu'à l'entrée principale de l'église de la Mission de Rambura; de ce point, une droite jusqu'à la source la plus voisine de l'affluent de la Nyamutere; cette source se situant au Sud-Sud-Est de la mission de Rambura; cet affluent, puis la Nyamutere, jusqu'à son confluent avec la Mukungwa, une droite reliant le confluent de la Nyamutere avec la Mukungwa avec le confluent de la Gaseke avec la Mukungwa.

POLYGONE N° 7.

Du confluent de l'Akanyaru avec la Nyawarongo, la Nyawarongo jusqu'au passage de la route venant de Bugesera à Kigali; cette route, puis la route de Kigali à Nianza, jusqu'au passage de la Nyawarongo; puis la Nyawarongo jusqu'à son confluent avec l'Akanyaru.

POLYGONE N° 8.

De la source la plus septentrionale de la rivière Kimbunu, une droite jusqu'au confluent de la rivière coulant au Sud de la colline Kayonza et de la rivière Mokagimbo; cette rivière Mokagimbo jusqu'à la Ntaruka; la Ntaruka jusqu'à l'endroit où elle traverse la route Rwamagana-Kiziguru; cette route jusqu'au point le plus proche de la source la plus septentrionale de la rivière Rwazurasu; une droite de ce point à la source la plus septentrionale de la Rwazurasu; puis cette rivière jusqu'au lac Mugesera, la rive Nord de ce lac jusqu'à l'embouchure de la Kimbunu; la Kimbunu jusqu'à sa source la plus septentrionale.

ART. 2.

Le Ministre des Colonies est chargé de l'exécution du présent décret.

Donné à Bruxelles, le 11 septembre 1948.

ART. 2.

De Minister van Koloniën is belast met de uitvoering van dit decreet.

Gegeven te Brussel, 11 September 1948.

CHARLES.

Par le Régent :

Le Ministre des Colonies,

Vanwege de Regent:

De Minister van Koloniën,

P. WIGNY.

Terres. — Cession gratuite à la Croix Rouge du Congo de 2 terrains de 50 a. sis à Léopoldville-Est. — Conventions du 21 août 1948. — Approbation.

CHARLES, PRINCE DE BELGIQUE,
RÉGENT DU ROYAUME,

A tous, présents et à venir, SALUT!

Sur la proposition du Ministre des Colonies,

NOUS AVONS ARRÊTÉ ET ARRÊTONS :

ARTICLE PREMIER.

Les conventions dont la teneur suit sont approuvées :

Gronden. — Kosteloze afstand aan de « Croix Rouge du Congo » van twee gronden elk 50 a. te Leopoldstad-Oost. — Overeenkomsten van 21 Augustus 1948. — Goedkeuring.

KAREL, PRINS VAN BELGIË,
REGENT VAN HET KONINKRIJK,

Aan allen, tegenwoordigen en toekomstenden, HEIL!

Op de voordracht van de Minister van Koloniën,

WIJ HEBBEN BESLOTEN EN WIJ BESLUITEN :

ARTIKEL ÉÉN.

De overeenkomsten waarvan de tekst volgt worden goedgekeurd :

I.

La Colonie du Congo Belge, représentée par le Gouverneur Général, cède gratuitement en toute propriété à la « Croix Rouge du Congo » jouissant de la personnalité civile par arrêté royal en date du 14 mai 1926, représentée par M. Marlier, Juste, représentant légal agréé par lettre 4201/S. M. du 23 mars 1946 de M. le Gouverneur Général, qui accepte, aux conditions générales du décret du 24 janvier 1943, modifié par celui du 2 juin 1945 et aux conditions spéciales qui suivent, un terrain destiné à recevoir des installations à usage de dispensaire situé dans la Cité Indigène de Léopoldville Est, à front des avenues Kalembelembe, Ubangi, Karambare et Kwilu, d'une superficie de cinquante ares (5000 m²) dont les limites sont représentées par un liséré rouge au croquis approximatif figuré ci-après à l'échelle de 1 à 5.000.

La nature ainsi que les limites du terrain sont parfaitement connues de la Croix Rouge du Congo.

CONDITIONS SPECIALES.

ARTICLE PREMIER. — Le présent contrat est conclu sous réserve de son approbation par le pouvoir compétent.

ART. 2. — Seront considérés comme mises en valeur, les terres couvertes de constructions entièrement achevées répondant à la destination mentionnée ci-dessus.

Les constructions devront être conformes aux prescriptions de l'Autorité compétente à qui les plans devront être soumis, toute diligence étant faite par la Croix Rouge du Congo pour obtenir l'autorisation de bâtir en temps utile.

La Croix Rouge du Congo sera tenue de se conformer aux prescriptions de l'Autorité Administrative en ce qui concerne la zone de recul à observer éventuellement le long des voies publiques pour l'alignement des constructions. Toutefois cette zone ne pourra excéder cinq mètres de largeur.

ART. 3. — L'inexécution des conditions prévues à l'article 5 — 1^{er} et 2^{me} alinéas — du décret du 24 janvier 1943, sera constatée par procès-verbal du délégué du Gouverneur de Province.

La Croix Rouge du Congo s'engage, dès ores, à remplir dans le cas de déchéance, les formalités prévues par la législation sur le régime foncier du Congo Belge, en vue de l'enregistrement des terres au nom de la Colonie.

ART. 4. — Sauf pour les cas prévus à l'article 5 — 1^{er} et 2^{me} alinéas — du décret du 24 janvier 1943, modifié par celui du 2 juin 1945, l'inexécution des conditions générales de ce décret ainsi que l'inexécution des conditions spéciales reprises ci-dessus, feront s'opérer d'office la résolution du présent contrat si, après sommation faite par lettre recommandée, la Croix Rouge du Congo ne satisfait pas aux dites obligations dans un délais de un mois à dater de la réception de la lettre recommandée.

Ainsi fait à Léopoldville, en double expédition, le vingt et un août mil neuf cent quarante-huit.

II.

La Colonie du Congo Belge, représentée par le Gouverneur Général, cède gratuitement en toute propriété, à la « Croix Rouge du Congo », jouissant de la personnalité civile par arrêté royal en date du 14 mai 1926, représentée par M. Marlier Juste, représentant légal agréé par lettre 4201/S. M. du 23 mars 1946, de M. le Gouverneur Général, qui accepte, aux conditions générales du décret du 24 janvier 1943, modifié par celui du 2 juin 1945 et aux conditions spéciales qui suivent, un terrain destiné à recevoir des installations à usage de dispensaire situé dans la Cité Indigène de Léopoldville Est, à front de l'avenue Prince Baudouin, d'une superficie de cinquante ares (5000 m²) dont les limites sont représentées par un liseré rouge au croquis approximatif figuré ci-après à l'échelle de 1 à 5.000.

La nature ainsi que les limites du terrain sont parfaitement connues de la Croix Rouge du Congo.

CONDITIONS SPECIALES.

ARTICLE PREMIER. — Le présent contrat est conclu sous réserve de son approbation par le pouvoir compétent.

ART. 2. — Seront considérées comme mises en valeur, les terres couvertes de constructions entièrement achevées répondant à la destination mentionnée ci-dessus.

Les constructions devront être conformes aux prescriptions de l'autorité compétente à qui les plans devront être soumis, toute diligence étant faite par la Croix Rouge du Congo pour obtenir l'autorisation de bâtir en temps utile.

La Croix Rouge du Congo sera tenue de se conformer aux prescriptions de l'autorité administrative en ce qui concerne la zone de recul à observer éventuellement le long des voies publiques pour l'alignement des constructions. Toutefois cette zone ne pourra excéder cinq mètres de largeur.

ART. 3. — L'inexécution des conditions prévues à l'article 5 — 1^{er} et 2^{me} alinéas — du décret du 24 janvier 1943, sera constatée par procès-verbal du délégué du Gouverneur de Province.

La Croix Rouge du Congo s'engage, dès ores, à remplir dans le cas de déchéance, les formalités prévues par la législation sur le régime foncier du Congo Belge, en vue de l'enregistrement des terres au nom de la Colonie.

ART. 4. — Sauf pour les cas prévus à l'article 5 — 1^{er} et 2^{me} alinéas — du décret du 24 janvier 1943, modifié par celui du 2 juin 1945, l'inexécution des conditions générales de ce décret ainsi que l'inexécution des conditions spéciales reprises ci-dessus, feront s'opérer d'office la résolution du présent contrat, si après sommation faite par lettre recommandée, la Croix Rouge du Congo ne satisfait pas aux dites obligations dans un délai de un mois à dater de la réception de la lettre recommandée.

Ainsi fait à Léopoldville, en double expédition, le vingt et un août mil neuf cent quarante-huit.

ART. 2.

Le Ministre des Colonies est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Donné à Bruxelles, le 14 septembre 1948.

ART. 2.

De Minister van Koloniën is belast met de uitvoering van dit besluit.

Gegeven te Brussel, 14 September 1948.

CHARLES.

Par le Régent :

Le Ministre des Colonies,

Vanwege de Regent :

De Minister van Koloniën,

P. WIGNY.

Terres. — Cession gratuite à la Mission des Révérends Pères Rédemptoristes, d'un terrain de 20 ares dans la circonscription urbaine de Thysville. — Convention du 21 août 1948. — Approbation.

CHARLES, PRINCE DE BELGIQUE,
RÉGENT DU ROYAUME,

A tous, présents et à venir, SALUT !

Sur la proposition du Ministre des Colonies,

NOUS AVONS ARRÊTÉ ET ARRÊTONS :

ARTICLE PREMIER.

La convention dont la teneur suit est approuvée :

La Colonie du Congo Belge, représentée par le Gouverneur Général, cède gratuitement, en toute propriété, à la « Mission des Révérends Pères Rédemptoristes », personnalité civile reconnue par décret du 10 octobre 1900 (B. O. 1900 page 182), représentée par Son Excellence Monseigneur Vandenbosch, Alphonse, Vicaire Apostolique résidant à Matadi, agréé en qualité de représentant légal par ordonnance en date du 21 août 1939 (B. A. de 1939, n° 16, page 651) qui accepte aux conditions générales du décret du 24 janvier 1943 modifié par celui du 2 juin 1945 et aux conditions spéciales qui suivent, un terrain destiné à l'érection d'une église, d'une habitation et de ses dépendances habituelles, situé dans la circonscription urbaine de Thysville, d'une superficie de vingt ares (20 ares) dont les limites sont représentées par un liseré rouge au croquis approximatif, figuré ci-après à l'échelle de 1 à 5.000.

La nature ainsi que les limites du terrain sont parfaitement connues de la Mission.

CONDITIONS SPECIALES.

ARTICLE PREMIER. — Le présent contrat est conclu sous réserve de son approbation par arrêté royal.

ART. 2. — Le terrain cédé devra rester affecté aux œuvres de la Mission donataire. Il ne pourra être aliéné, hypothéqué, donné en location, grevé de servitudes ou d'autres droits réels que moyennant l'autorisation préalable du Gouverneur Général.

ART. 3. — Dans les dix ans qui suivent la date d'approbation du présent contrat, feront retour à la Colonie les terres qui n'auront pas été mises en valeur conformément à l'article 30 de l'arrêté ministériel du 25 février 1943 et aux conditions ci-après :

Gronden. — Kosteloze afstand aan de « Mission des Révérends Pères Rédemptoristes » van een grond groot 20 a. in de stedelijke omschrijving van Thysstad. — Overeenkomst van 21 Augustus 1948. — Goedkeuring.

KAREL, PRINS VAN BELGIË,
REGENT VAN HET KONINKRIJK,

Aan allen, tegenwoordigen en toekomstenden, HEIL !

Op de voordracht van de Minister van Koloniën,

WIJ HEBBEN BESLOTEN EN WIJ BESLUITEN :

ARTIKEL ÉÉN.

De overeenkomst waarvan de tekst volgt wordt goedgekeurd :

Seront considérées comme mises en valeur, les terres couvertes sur un dixième au moins de leur surface par des constructions.

ART. 4. — Feront également retour à la Colonie, les terres que la Mission aura laissées inoccupées pendant une période ininterrompue de cinq ans sans motif reconnu légitime par le Gouverneur Général.

L'inexécution des conditions prévues au présent article ainsi qu'à l'article trois, sera constatée par procès-verbal du délégué du Gouverneur de Province. Cette inexécution donnera lieu à la résolution du présent contrat.

La Mission s'engage, dès ores, à remplir dans le cas de résolution du présent contrat, les formalités prévues par la législation sur le régime foncier du Congo Belge en vue de l'enregistrement des terres au nom de la Colonie.

ART. 5. — Les superficies qui deviendraient nécessaires à une destination d'intérêt public parmi celles qui font l'objet de la présente cession, seront reprises gratuitement par la Colonie, à charge pour elle d'indemniser la Mission de la valeur des impenses et des constructions à reprendre s'il en existe dans les limites de l'emprise.

ART. 6. — Sauf pour les cas prévus à l'article 5 — 1^{er} et 2^{me} alinéas — du décret du 24 janvier 1943, modifié par celui du 2 juin 1945, l'inexécution des conditions générales de ce décret ainsi que l'inexécution des conditions spéciales reprises ci-dessus, feront s'opérer d'office la résolution du présent contrat si après sommation faite par lettre recommandée, la Mission ne satisfait pas aux dites obligations dans un délai de trois mois à dater de la réception de la lettre recommandée.

Ainsi fait à Léopoldville, en double expédition, le vingt et un août mil neuf cent quarante-huit.

ART. 2.

Le Ministre des Colonies est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Donné à Bruxelles, le 14 septembre 1948.

ART. 2.

De Minister van Koloniën is belast met de uitvoering van dit besluit.

Gegeven te Brussel, 14 September 1948.

P. WIGNY.

Par le Régent :

Le Ministre des Colonies,

Vanwege de Regent :

De Minister van Koloniën,

P. CHARLES.

Bulletin Officiel

DU

CONGO BELGE**Ambtelijk Blad**

VAN

BELGISCH-CONGO**2^e PARTIE****2^e DEEL****SOMMAIRE**

Dates.	Pages.
3 octobre 1948. — A. R. — Vente et location de terres. — Conditions générales. — Modification de l'article 16 de l'arrêté du 25 février 1943	478
16 octobre 1948. — A. R. — Terres. — Cession gratuite à l'association « Mission des Pères Scheutistes », d'un terrain de 10 Ha. sis à Ngwema. — Convention du 13 septembre 1948. — Approbation	479
16 octobre 1948. — A. R. — Terres. — Cession gratuite à la « Congrégation des Oblats de Marie Immaculée », d'un terrain de 75 Ha, sis à Banga Ibundula. — Convention du 13 septembre 1948. — Approbation	481

INHOUD

Dagtekeningen.	Bladz.
3 Oktober 1948. — B. R. — Verkoop en verhuur van gronden. — Algemene voorwaarden. — Wijziging van artikel 16 van het besluit van 25 Februari 1943	478
16 Oktober 1948. — B. R. — Gronden. — Kosteloze afstand aan de vereniging « Mission des Pères Scheutistes » van een grond groot 10 Ha te Ngwema gelegen. — Overeenkomst van 13 September 1948. — Goedkeuring	479
16 Oktober 1948. — B. R. — Gronden. — Kosteloze afstand aan de « Congrégation des Oblats de Marie Immaculée », van een grond groot 75 Ha, te Banga Ibundula gelegen. — Overeenkomst van 13 September 1948. — Goedkeuring	481

Vente et location de terres. — Conditions générales. — Modification de l'article 16 de l'arrêté du 25 février 1943.

CHARLES, PRINCE DE BELGIQUE,
RÉGENT DU ROYAUME,

A tous, présents et à venir, SALUT!

Sur la proposition du Ministre des Colonies,

NOUS AVONS ARRÊTÉ ET ARRÊTONS:

ARTICLE PREMIER.

L'article 16 de l'arrêté du 25 février 1943 relatif à la vente et à la location des terres domaniales est complété par la disposition suivante :

En cas de cession totale ou partielle du terrain par le propriétaire, les mêmes obligations seront imposées au nouvel acquéreur.

ART. 2.

Le Ministre des Colonies est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Donné à Bruxelles, le 3 octobre 1948.

CHARLES.

Par le Régent:
Le Ministre des Colonies,

P. WIGNY.

Verkoop en verhuring van gronden. — Algemene voorwaarden. — Wijziging van artikel 16 van het besluit van 25 Februari 1943.

KAREL, PRINS VAN BELGIË,
REGENT VAN HET KONINKRIJK,

Aan allen, tegenwoordigen en toekomstenden, HEIL!

Op de voordracht van de Minister van Koloniën,

WIJ HEBBEN BESLOTEN EN WIJ BESLUITEN:

ARTIKEL ÉÉN.

Artikel 16 van het besluit van 25 Februari 1943 betreffende de verkoop en de verhuring van domeingronden wordt door volgende bepaling aangevuld:

In geval van gehele of gedeeltelijke afstand van de grond door de eigenaar zullen de zelfde verplichtingen aan de nieuwe verkrijger worden opgelegd.

ART. 2.

De Minister van Koloniën is belast met de uitvoering van dit besluit.

Gegeven te Brussel, den 3 October 1948.

Vanwege de Regent:
De Minister van Koloniën.

Terres. — Cession gratuite à l'Association « Mission des Pères Scheutistes » d'un terrain de 10 Ha. sis à Ngwema. — Convention du 13 septembre 1948. — Approbation.

CHARLES, PRINCE DE BELGIQUE,
RÉGENT DU ROYAUME,

A tous, présents et à venir, SALUT!

Sur la proposition du Ministre des Colonies,

NOUS AVONS ARRÊTÉ ET ARRÊTONS :

ARTICLE PREMIER.

La convention dont la teneur suit est approuvée :

La Colonie du Congo Belge, représentée par le Gouverneur Général, cède gratuitement en toute propriété, à l'Association « Mission des Pères Scheutistes » dont le siège est à Hemptinne St-Benoît, la personnalité civile reconnue par l'arrêté royal du 31 mars 1939, publiée au B. O. de 1939, page 284, représentée par le Révérend Père Van den Bon, Pierre, agréé comme représentant légal ci-après dénommée la « Mission », qui accepte aux conditions générales du décret du 24 janvier 1943, modifié par celui du 2 juin 1945 et aux conditions spéciales qui suivent, un terrain destiné à un poste de Mission situé à Ngwema, d'une superficie de dix hectares (10 Ha.) dont les limites sont représentées par un liseré rouge au croquis approximatif figuré ci-après à l'échelle de 1 à 10.000.

La nature ainsi que les limites du terrain sont parfaitement connues de la Mission.

CONDITIONS SPECIALES.

ARTICLE PREMIER. — Le présent contrat est conclu sous réserve de son approbation par arrêté royal.

ART. 2. — Seront considérées comme mises en valeur :

a) les terres couvertes sur 1/10^e au moins de leur surface par des bâtiments ayant une destination philanthropique ou religieuse, tels que : une église, des habitations pour une Congrégation Religieuse et des écoles ;

b) les terres couvertes sur 6/10^e au moins de leur surface par des cultures vivrières ou alimentaires ;

Gronden. — Kosteloze afstand aan de vereniging « Mission des Pères Scheutistes » van een grond groot 10 Ha. te Ngwema. — Overeenkomst van 13 September 1948. — Goedkuring.

KAREL, PRINS VAN BELGIË,
REGENT VAN HET KONINKRIJK,

Aan allen, tegenwoordigen en toekomstenden, HEIL!

Op de voordracht van de Minister van Koloniën,

WIJ HEBBEN BESLOTEN EN WIJ BESLUITEN :

ARTIKEL ÉÉN.

De overeenkomst waarvan de tekst volgt wordt goedgekeurd :

c) les terres sur lesquelles, il aura été établi des plantations d'espèces ligneuses sur 6/10^e au moins de leur surface à une densité d'au moins 1000 arbres par hectare.

Ces conditions joueront simultanément ou séparément pour toute la surface.

ART. 3. — L'inexécution des conditions prévues à l'article 5 — 1^{er} et 2^{me} alinéas — du décret du 24 janvier 1943 sera constatée par procès-verbal du délégué du Gouverneur de Province.

La Mission s'engage, dès ores, à remplir dans le cas de déchéance, les formalités prévues par la législation sur le régime foncier du Congo Belge, en vue de l'enregistrement des terres au nom de la Colonie.

ART. 4. — Les chemins et sentiers indigènes ou autres traversant le terrain cédé appartiennent au domaine public et ne font pas partie de la présente cession; leur situation et leur largeur définitives seront déterminées lors du mesurage officiel.

ART. 5. — La Mission ne peut abattre les espèces ligneuses croissant au moment de l'octroi des terres que dans la mesure des défrichements nécessaires au développement de son entreprise.

ART. 6. — Le présent contrat est conclu sous réserve des droits que les indigènes pourraient éventuellement revendiquer dans le délai et selon la procédure prévus à l'article 9 du décret du 31 mai 1934.

ART. 7. — Sauf pour les cas prévus à l'article 5 — 1^{er} et 2^{me} alinéas — du décret du 24 janvier 1943, l'inexécution des conditions générales de ce décret ainsi que l'inexécution des conditions spéciales reprises ci-dessus, feront s'opérer d'office la résolution du présent contrat si, après sommation faite par lettre recommandée, la Mission ne satisfait pas aux dites obligations dans un délai de trois mois à dater de la réception de la lettre recommandée.

Ainsi fait à Léopoldville, en double expédition, le treize septembre mil neuf cent quarante-huit.

ART. 2.

Le Ministre des Colonies est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Donné à Bruxelles, le 16 octobre 1948.

ART. 2.

De Minister van Koloniën is belast met de uitvoering van dit besluit.

Gegeven te Brussel, den 16 October 1948.

CHARLES.

Par le Régent:

Le Ministre des Colonies,

Vanwege de Regent:

De Minister van Koloniën,

P. WIGNY.

Terres. — Cession gratuite à la « Congrégation des Oblats de Marie Immaculée » d'un terrain de 75 Ha. sis à Banga Ibundula. — Convention du 13 septembre 1948. — Approbation.

CHARLES, PRINCE DE BELGIQUE,
RÉGENT DU ROYAUME,

A tous, présents et à venir, SALUT!

Sur la proposition du Ministre des Colonies,

NOUS AVONS ARRÊTÉ ET ARRÊTONS:

ARTICLE PREMIER.

La convention dont la teneur suit est approuvée:

La Colonie du Congo Belge, représentée par le Gouverneur Général, cède gratuitement en toute propriété à la « Congrégation des Oblats de Marie Immaculée » à Ipamu, personnalité civile reconnue par arrêté royal du 10 octobre 1934 publiée au Bulletin Officiel de 1934, page 1032, représentée par Monseigneur Bossart, Alphonse, Préfet Apostolique à Ipamu, conformément à la publication au Bulletin Administratif de 1937, page 463 ci-après dénommée la « Mission » qui accepte aux conditions générales du décret du 24 janvier 1943 modifié par celui du 2 juin 1945 et aux conditions spéciales qui suivent, un terrain destiné à un poste principal de Mission situé à Banga Ibundula d'une superficie de septante cinq hectares (75 Ha.) dont les limites sont représentées par un liseré rouge au croquis approximatif figuré ci-après à l'échelle de 1 à 10.000.

La nature ainsi que les limites du terrain sont parfaitement connues de la Mission.

CONDITIONS SPECIALES.

ARTICLE PREMIER. — Le présent contrat est conclu sous réserve de son approbation par arrêté royal.

ART. 2. — Seront considérées comme mises en valeur:

a) les terres qui seront couvertes sur 1/10^e au moins de leur surface répondant à l'usage prévu, savoir: une église, une école, un dispensaire, des habitations pour les Missionnaires, les catéchumènes et les élèves;

b) les terres qui seront couvertes sur 6/10^e au moins de leur surface en cultures alimentaires et vivrières.

Ces conditions joueront simultanément ou séparément pour toute la surface.

Gronden. — Kosteloze afstand aan de « Congrégation des Oblats de Marie Immaculée » van een grond van 75 Ha. te Banga Ibundula. — Overeenkomst van 13 September 1948. — Goedkeuring.

KAREL, PRINS VAN BELGIË,
REGENT VAN HET KONINKRIJK,

Aan allen, tegenwoordigen en toekomstenden, HEIL!

Op voordracht van de Minister van Koloniën,

WIJ HEBBEN BESLOTEN EN WIJ BESLUITEN:

ARTIKEL EÉN.

De overeenkomst waarvan de tekst volgt wordt goedgekeurd:

ART. 3. — L'inexécution des conditions prévues à l'article 5 — 1^{er} et 2^{me} alinéas — du décret du 24 janvier 1943 sera constatée par procès-verbal du délégué du Gouverneur de Province.

La Mission s'engage, dès ores, à remplir dans le cas de déchéance, les formalités prévues par la législation sur le régime foncier du Congo Belge, en vue de l'enregistrement des terres au nom de la Colonie.

ART. 4. — Les chemins et sentiers indigènes ou autres traversant le terrain cédé appartiennent au domaine public et ne font pas partie de la présente cession; leur situation et leur largeur définitives seront déterminées lors du mesurage officiel.

ART. 5. — La Mission ne peut abattre les espèces ligneuses croissant au moment de l'octroi des terres que dans la mesure des défrichements nécessaires au développement de son entreprise.

ART. 6. — Le présent contrat est conclu sous réserve des droits que les indigènes pourraient éventuellement revendiquer dans le délai et selon la procédure prévus à l'article 9 du décret du 31 mai 1934.

ART. 7. — Sauf pour les cas prévus à l'article 5 — 1^{er} et 2^{me} alinéas du décret du 24 janvier 1943, l'inexécution des conditions générales de ce décret ainsi que l'inexécution des conditions spéciales reprises ci-dessus, feront s'opérer d'office la résolution du présent contrat, si après sommation faite par lettre recommandée, la Mission ne satisfait pas aux dites obligations dans un délai de trois mois à dater de la réception de la lettre recommandée.

Ainsi fait à Léopoldville en double expédition, le treize septembre mil neuf cent quarante-huit.

ART. 2.

Le Ministre des Colonies est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Donné à Bruxelles, le 16 octobre 1948.

ART. 2.

De Minister van Koloniën is belast met de uitvoering van dit besluit.

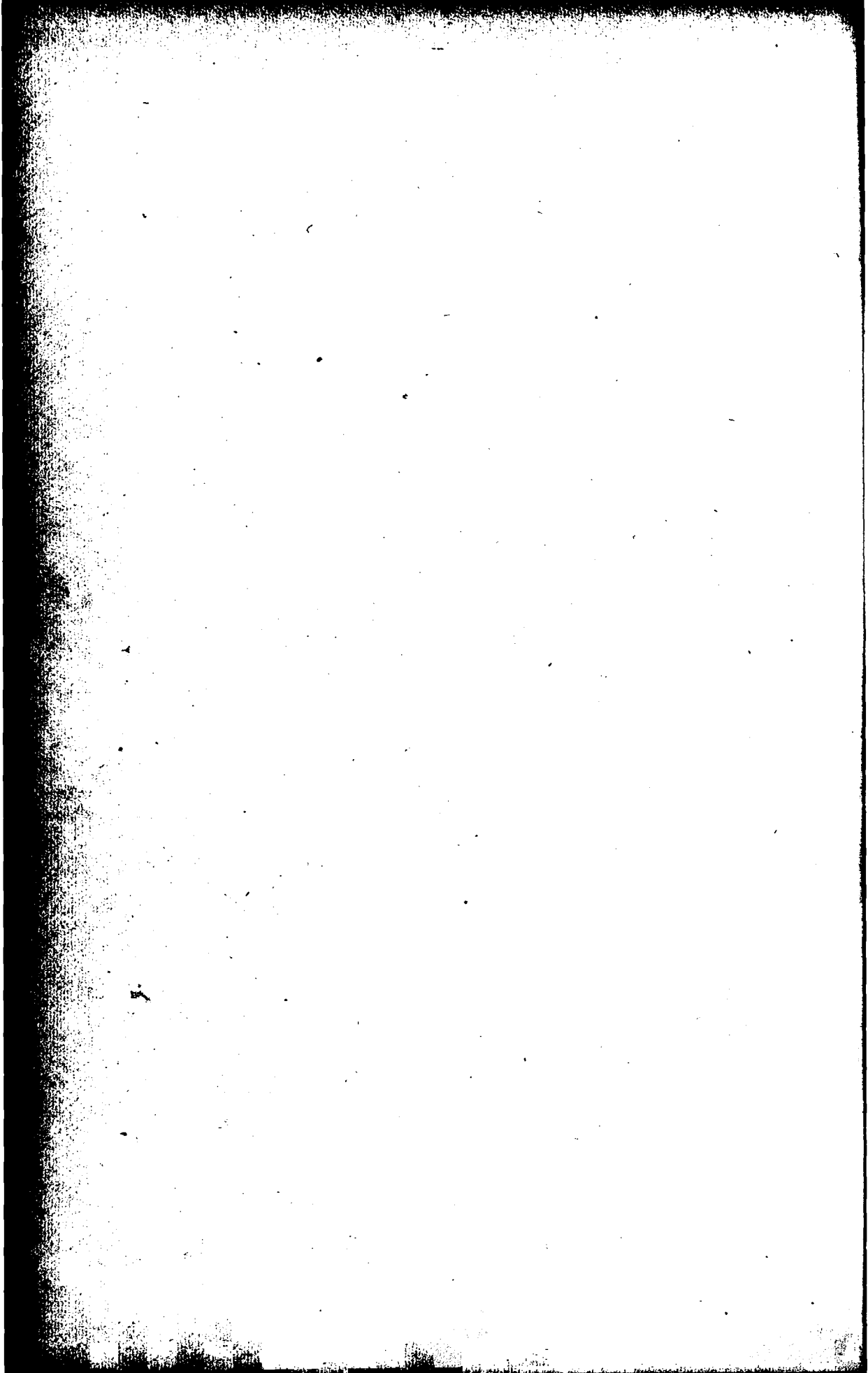
Gegeven te Brussel, den 16 October 1948.

CHARLES. *

Par le Régent :
Le Ministre des Colonies,

Vanwege de Regent :
De Minister van Koloniën,

P. WIGNY.



Bulletin Officiel

DU

CONGO BELGE

Ambtelijk Blad

VAN

BELGISCH-CONGO

2^e PARTIE**2^e DEEL****SOMMAIRE****INHOUD**

Dates.	Pages.	Dagtekeningen.	Bladz.
8 septembre 1948. — D. — Droits fonciers de la « Compagnie des Chemins de Fer du Congo Supérieur aux Grands Lacs Africains ». — Convention intervenue le 24 novembre 1947 entre la Colonie, la « Compagnie des Chemins de Fer du Congo Supérieur aux Grands Lacs Africains » et le « Comité National du Kivu ». — Approbation	489	8 September 1948. — D. Grondrechten van de « Compagnie des Chemins de Fer du Congo Supérieur aux Grands Lacs Africains ». — Overeenkomst van 24 November 1947, gesloten tussen de Kolonie, de « Compagnie des Chemins de Fer du Congo Supérieur aux Grands Lacs Africains », en het « Nationaal Comité van Kivu ». — Goedkeuring	489
16 octobre 1948. — D. — Terres. — Cession gratuite à M. Giorghiou, Jean, d'un terrain de 2 Ha. 25 a. à Lemba (Territoire de Lodja). — Convention du 6 mars 1948. — Approbation	494	16 Oktober 1948. — D. — Gronden. Kosteloze afstand aan de H. Giorghiou, Jean, van een grond groot 2 Ha. 25 a. te Lemba (Londja-gewest). — Overeenkomst van 6 Maart 1948. — Goedkeuring	494
16 octobre 1948. — D. — Terres. — Cession à l' « Africa Inland Mission » d'un terrain de 10 Ha. 3 a. sis à Aungba (District du Kibali-Ituri). — Convention du 30 décembre 1947. — Approbation	497	16 Oktober 1948. — D. — Gronden. — Afstand aan de « Africa Inland Mission » van een grond van 10 Ha. 3 a. te Aungba (Kibali-Ituri district). — Overeenkomst van 30 December 1947. — Goedkeuring	497
16 octobre 1948. — D. — Terres. — Concession en occupation provisoire à M. Albert Mortier, d'un terrain de 279 Ha. 30 a. sis à Zambeke. — Convention du 28 mars 1947. — Approbation	499	16 Oktober 1948. — D. — Gronden. — Concessie in voorlopige inbezitneming aan de H. Albert Mortier, van een grond van 279 Ha. 30 a. te Zambeke. — Overeenkomst van 28 Maart 1947. — Goedkeuring	499

Dates	Pages	Dagtekeningen	Bladz.
16 octobre 1948. — D. — Terres. — Concession gratuite à M. Delcroix, Léon, d'un terrain de 500 Ha. sis à Bamba-Bishaska (District du Kasai). — Convention du 1 ^{er} mars 1947. — Approbation	503	16 Oktober 1948. — D. — Gronden. — Kosteloze concessie aan de H. Delcroix, Léon, van een grond, groot 500 Ha. gelegen te Bamba-Bishaska (Kasai district). — Overeenkomst van 1 Maart 1947. — Goedkeuring	503
16 octobre 1948. — D. — Terres. — Concession à M. Jean Del, d'un terrain de 150 Ha. sis à Gaume (District de l'Uele). — Convention du 22 avril 1948. — Approbation	508	16 Oktober 1948. — D. — Gronden. — Concessie aan de H. Jean Del, van een grond groot 150 Ha. gelegen te Gaume (Uele district). — Overeenkomst van 22 April 1948. — Goedkeuring	508
16 octobre 1948. — D. — Terres. — Cession gratuite à la « Mission des Pères Scheutistes » d'un terrain de 2 Ha., sis dans le centre extra-coutumier de Lusambo. — Convention du 24 mai 1948. — Approbation . .	510	16 Oktober 1948. — D. — Gronden. — Kosteloze afstand aan de « Mission des Pères Scheutistes » van een grond van 2 Ha., gelegen in het buitengewoonterechtelijk centrum van Lusambo. — Overeenkomst van 24 Mei 1948. — Goedkeuring. .	510
25 octobre 1948. — A. R. — Terres. — Cession gratuite à l'association « Vicariat Apostolique du Ruanda » d'un terrain de 17 Ha. sis à Mushishiro (Territoire de Nyanza). — Convention du 4 octobre 1948. — Approbation	513	25 Oktober 1948. — B. R. — Gronden. — Kosteloze afstand aan de vereniging « Vicariat Apostolique du Ruanda » van een grond van 17 Ha. te Mushishiro (Nyanza-gewest). — Overeenkomst van 4 Oktober 1948. — Goedkeuring. . . .	513
25 octobre 1948. — A. R. — Terres. Cession gratuite au « Fonds du Bien-Etre indigène » d'un terrain de 1 Ha. 12 a. 75 ca. sis à Léopoldville. — Convention du 14 septembre 1948. — Approbation	515	25 Oktober 1948. — B. R. — Gronden. — Kosteloze afstand aan « Fonds du Bien-Etre Indigène » van een grond groot 1 Ha. 12 a. 75 ca. te Leopoldstad. — Overeenkomst van 14 September 1948. — Goedkeuring	515
25 octobre 1948. — A. R. — Terres. — Concession à M. de la Kethulle de Ryhove d'un terrain de 2 Ha. sis à Djelo-Binza-Sud. — Convention du 7 juillet 1948. — Approbation. . .	517	25 Oktober 1948. — B. R. — Gronden. — Concessie aan de H. de la Kethulle de Ryhove van een grond groot 2 Ha. te Djelo-Binza-Zuid. — Overeenkomst van 7 Juli 1948. — Goedkeuring	517
8 novembre 1948. — A. R. — Terres. — Modification de certaines dispositions des articles 3 et 4 de l'arrêté du 25 février 1943, relatif à la vente et à la location des terres. — Approbation	519	8 November 1948. — B. R. — Gronden. — Wijziging van zekere bepalingen der artikelen 3 en 4 van het besluit van 25 Februari 1943 betreffende de verkoop en de verhuuring van de domeingronden. — Goedkeuring	519
9 novembre 1948. — A. R. — Terres. Cession gratuite à la « Mission Evangélique de l'Ubangui », d'un terrain de 25 Ha. sis à		9 November 1948. — B. R. — Gronden. — Kosteloze afstand aan de « Mission Evangélique de l'Ubangui » van een grond,	

Dates	Pages	Dagtekeningen	Bladz.
Bwambali. — Convention du 7 octobre 1948. — Approbation	521	groot 25 Ha. te Bwambali. — Overeenkomst van 7 Oktober 1948. — Goedkeuring	521
9 novembre 1948. — A. R. — Terres. — Concession gratuite à « The Congo Union of Seventh Day Adventists » d'un terrain de 1 Ha., sis à Bigobo. — Convention du 18 février 1948. — Approbation	523	9 November 1948. — B. R. — Kosteloze concessie aan « The Congo Union of Seventh Day Adventists » van een grond, groot 1 Ha. te Bigobo. — Overeenkomst van 18 Februari 1948. — Goedkeuring	523
9 novembre 1948. — A. R. — Terres. — Cession gratuite à l' « Association des Missionnaires d'Afrique (Pères Blancs) du Vicariat Apostolique du Kivu » d'un terrain de 1 Ha., sis dans le centre extra-coutumier de Costermansville. — Convention du 7 octobre 1948. — Approbation	526	9 November 1948. — B. R. — Gronden. — Kosteloze afstand aan de « Association des Missionnaires d'Afrique (Pères Blancs) du Vicariat Apostolique du Kivu » van een grond groot 1 Ha., gelegen in het buitengewoonterechtelijke centrum van Costermansstad. — Overeenkomst van 7 Oktober 1948. — Goedkeuring	526
9 novembre 1948. — D. — Terres. — Concession à M. H. A. Swanepoel par le « Comité Spécial du Katanga » d'un terrain de 790 Ha. sur la rivière Kasonga (près Jadotville). — Convention du 24 février 1947. Approbation	528	9 November 1948. — D. — Gronden. Concessie aan de Heer H. A. Swanepoel door het « Bijzonder Comité van Katanga » van een grond, groot 790 Ha. op de rivier Kasonga (nabij Jadotstad). — Overeenkomst van 24 Februari 1947. — Goedkeuring	528
9 novembre 1948. — D. — Terres. — Concession à la « Société du Haut-Uele et du Nil (Shun) » de trois terrains, sis à Aba (district du Kibali-Ituri). — Convention du 11 décembre 1947. — Approbation	532	9 November 1948. — D. — Gronden. — Concessie aan de « Société du Haut-Uele et du Nil (Shun) » van drie gronden te Aba (Kibali-Ituri district). — Overeenkomst van 11 December 1947. — Goedkeuring.	532
9 novembre 1948. — D. — Terres. — Location à la « Compagnie Cotonnière Congolaise (Cotonco) » d'un terrain de 195 Ha. sis à Dingila. — Convention du 20 avril 1948. Approbation	539	9 November 1948. — D. — Gronden. Verhuring aan de « Compagnie Cotonnière Congolaise (Cotonco) » van een grond, groot 195 Ha. te Dingila. — Overeenkomst van 20 April 1948. — Goedkeuring	539
9 novembre 1948. — D. — Terres. — Concession à la « Compagnie Cotonnière Congolaise (Cotonco) » d'un terrain de 17 Ha. 40 a., sis à Demba (District du Kasai). — Convention du 4 septembre 1947. — Approbation	542	9 November 1948. — D. — Gronden. — Concessie aan de « Compagnie Cotonnière Congolaise (Cotonco) » van een grond groot 17 Ha. 40 a. te Demba (Kasai-district). — Overeenkomst van 4 September 1947. — Goedkeuring	542
9 novembre 1948. — D. — Terres. — Cession à M. Van den Broeck, Pierre, d'un terrain de 83 Ha.,		9 November 1948. — D. — Gronden. — Afstand aan de H. Van den Broeck, Pierre, van een grond	

Dates	Pages	Dagtekeningen	Bladz.
sis à Lumpungu (Territoire de Demba). — Convention du 8 août 1947. — Approbation .	545	van 83 Ha. te Lumpungu (Gewest Demba). — Overeenkomst van 8 Augustus 1947. — Goedkeuring. . . .	545
15 novembre 1948. — A.R. — Terres. — Convention du 15 octobre 1948 entre la Colonie et la « Transcomin », relative au choix de terrains à Léopoldville. — Approbation	548	15 November 1948. — D. — Gronden. Overeenkomst van 15 Oktober 1948 tussen de Colonie en de « Transcomin » betreffende de keus van gronden te Leopoldstad. — Goedkeuring . .	548
16 novembre 1948. — D. — Terres. — Location à la « Société Minière de Bafwaboli (Somiba) » de deux terrains, de 52 Ha. et de 2 Ha., sis à N'Zula (Territoire de Ponthierville). — Convention du 20 octobre 1947. — Approbation	550	16 November 1948. — D. — Gronden. — Verhuring aan de « Société Minière de Bafwaboli (Somiba) » van twee gronden, 52 Ha. en 2 Ha. groot, te N Zula (Gewest Ponthierstad). — Overeenkomst van 20 Oktober 1947. — Goedkeuring	550
16 novembre 1948. — D. — Terres. — Rétrocession à la Colonie par la « Société Anonyme de Cultures au Congo Belge » de 3 terrains sis à Dobo, Busu-Kema et Budja-Lie. — Convention du 7 juin 1948. — Approbation	555	16 November 1948. — D. — Gronden. Wederafstand aan de Kolonie door de « Société Anonyme de Cultures au Congo Belge » van 3 gronden te Dobo, Busu-Kema en Budja-Lie. — Overeenkomst van 7 Juni 1948.	555
Erratum	558	Erratum	558

Rapport du Conseil Colonial sur un projet de décret approuvant une convention intervenue le 24 novembre 1947 entre la Colonie, le Comité National du Kivu ainsi que la Compagnie des Chemins de Fer du Congo Supérieur aux Grands Lacs Africains et relative aux droits fonciers de la Compagnie.

Le projet de décret a été examiné une première fois par le Conseil Colonial au cours de sa séance du 23 avril 1948.

L'attention de divers membres a été attirée sur les dispositions de l'article 7 de la convention aux termes duquel le Comité National du Kivu a autorisé la Colonie à céder des terres aux Grands Lacs dans la région de l'Itombwe principalement à destination d'élevage à concurrence de 100.000 Ha. étant entendu qu'elles seront comprises dans les 150.000 hectares prévus à l'article 2 de la même convention et que ce choix ne diminuera en rien la superficie confiée à la gestion du dit Comité.

Un membre a demandé si l'application de la mesure envisagée n'était pas de nature à compromettre le choix des 300.000 hectares reconnus par les dispositions conventionnelles au Comité National du Kivu.

De même si les superficies dans la région du Kivu s'avéraient insuffisantes pour parfaire les 300.000 hectares susvisés, le dit Comité ne profiterait pas de la disposition du dit article 7 pour réclamer de nouvelles terres ou d'autres avantages à la Colonie.

Le représentant de l'Administration a répondu négativement à ces questions.

Verslag van de Koloniale Raad over een ontwerp van decreet tot goedkeuring van een overeenkomst gesloten op 24 November 1947 tussen de Kolonie, het Nationaal Comité van Kivu alsmede de « Compagnie des Chemins de Fer du Congo Supérieur aux Grands Lacs Africains » betreffende de grondenrechten van de Maatschappij.

De Koloniale Raad heeft het ontwerp van decreet een eerste maal onderzocht in de zitting van 23 April 1948.

De aandacht van verschillende leden werd gevestigd op de bepalingen van artikel 7 van de overeenkomst luidens welke het Nationaal Comité van Kivu de Kolonie gemachtigd heeft om gronden af te staan « aux Grands Lacs » in de streek van Itombwe, inzonderheid bestemd voor vee-teelt, met een uitgestrektheid van 100.000 hectaren, met dien verstande dat zij vervat zijn in de 150.000 hectaren waarvan in artikel 2 van dezelfde overeenkomst sprake is en dat deze keuze de uitgestrektheid van het grondgebied dat aan het beheer van voormeld Comité werd toevertrouwd in genen dele zal verminderen.

Een lid heeft gevraagd of de toepassing van de ontworpen maatregel niet van dien aard was dat zij de keuze van de 300.000 hectaren die, volgens de bepalingen van de overeenkomst, aan het Nationaal Comité van Kivu toegekend zijn, in het gedrang zou brengen.

Ook zou het Comité, moest de oppervlakte van de gebieden in de streek van Kivu ontoereikend zijn voor de 300.000 hectaren voormeld, weer eens niet kunnen genieten van de bepaling van voornoemd artikel 7 om nieuwe gronden of andere voordelen te eisen van de Kolonie.

De vertegenwoordiger van het Bestuur heeft deze vragen ontkennend beantwoord.

Toutefois le Conseil a émis le vœu de voir confirmer cette opinion par un accord formel du Comité National du Kivu.

Celui-ci a fait connaître qu'il était exact que c'était en pleine connaissance de cause que le Comité avait signé la convention du 24 novembre 1947 et qu'il n'entraînait nullement dans ses intentions de réclamer à la Colonie par suite de l'application de l'article 7 de la dite convention l'octroi de nouvelles terres ou d'autres avantages.

Un membre a demandé également si vis-à-vis de la superficie de 150.000 hectares dont la propriété était reconnue à la Compagnie des Chemins de Fer du Congo Supérieur aux Grands Lacs Africains celle-ci était encore en droit de revendiquer la garantie des 135.000 hectares qui lui avait été accordée en vertu de l'article 5 de la convention du 9 novembre 1921.

Le représentant de l'Administration a répondu négativement à cette question.

Toutefois le dit membre a demandé de faire confirmer ce point de vue par un accord de la Compagnie. Celle-ci a fait connaître qu'elle partageait ce point de vue et qu'elle n'avait plus le droit de revendiquer la garantie des 135.000 Ha. En effet la convention de 1947 constate la propriété dans le chef de la Compagnie de 46.518 hectares environ, limité à 150.000 hectares (au lieu de 200.000) la superficie totale attribuée à la Compagnie, lui accorde dix ans pour choisir les 103.452 hectares et subordonne l'octroi de ceux-ci à une mise en valeur réalisée conformément à l'arrêté du 25 février 1943.

De Raad heeft nochtans de wens uitgedrukt om deze mening te zien bekrachtigen door een uitdrukkelijke toestemming van het Nationaal Comité van Kivu.

Dit laatste heeft ter kennis gebracht dat het inderdaad met volledige kennis van zaken was dat het Comité de overeenkomst van 24 November 1947 ondertekend had en dat het geenszins van plan was van de Kolonie, ingevolge de toepassing van artikel 7 van voormelde overeenkomst, de toekenning te eisen van nieuwe gronden of van andere voordelen.

Een lid heeft ook gevraagd of de « Compagnie des Chemins de Fer du Congo Supérieur aux Grands Lacs Africains », rekening houdend met de oppervlakte van 150.000 hectaren die haar in eigendom toegekend werd, nog het recht had de waarborg op te eisen voor de 135.000 hectaren die haar krachtens artikel 3 van de overeenkomst van 9 November 1921 verleend werd.

De vertegenwoordiger van het Bestuur heeft deze vraag ontkennend beantwoord.

Hetzelfde lid heeft echter gevraagd deze zienswijze te doen bekrachtigen door een toestemming van de Maatschappij. Deze laatste heeft laten weten dat zij deze zienswijze deelde en dat zij niet meer het recht had de waarborg te eisen van de 135.000 hectaren. De overeenkomst van 1947 stelt inderdaad vast dat er ten voordele van de Maatschappij een eigendom bestaat van ongeveer 46.518 hectaren, zij beperkt de totale oppervlakte van de aan de Maatschappij toegekende gronden tot 150.000 hectaren (in plaats van 200.000), verleent haar tien jaar om over te gaan tot de keuze van de 103.452 hectaren en maakt de toekenning daarvan afhankelijk van het productief maken verwezenlijkt overeenkomstig het besluit van 25 Februari 1943.

Ces renseignements ont été portés à la connaissance du Conseil Colonial.

Le représentant de l'Administration a d'autre part précisé que les 46.518 hectares dont la propriété était reconnue à la Compagnie étaient situés en dehors des zones foncières dont la gestion était confiée au Comité National du Kivu.

Au cours de la séance du 11 juin 1948, le projet a été approuvé à l'unanimité des membres présents.

MM. Laude, Marzorati et Robert avaient fait excuser leur absence.

Bruxelles, le 11 juin 1948.

Le Conseiller-Rapporteur,

L'Auditeur,

LOUWERS.

M. VAN HECKE.

Deze inlichtingen werden ter kennis gebracht van de Koloniale Raad.

Aan de andere kant heeft de tegenwoordiger van het Bestuur er op bewezen dat de 46.518 hectaren die in eigendom aan de Maatschappij toegekend waren gelegen zijn buiten de zone van de gronden waarvan het beheer aan het Nationaal Comité van Kivu toevertrouwd was.

In de loop der zitting van 11 Juni 1948, werd het ontwerp eenparig door de tegenwoordige leden goedgekeurd.

De HH. Laude, Marzorati en Robert waren afwezig met kennisgeving.

Brussel, 11 Juni 1948.

Het Raadslid-Verslaggever,

De Auditeur,

Droits fonciers de la Compagnie des Chemins de Fer du Congo Supérieur aux Grands Lacs Africains. — Convention intervenue le 24 novembre 1947, entre la Colonie, la Compagnie des Chemins de Fer du Congo Supérieur aux Grands Lacs Africains et le Comité National du Kivu. — Approbation.

CHARLES, PRINCE DE BELGIQUE,
RÉGENT DU ROYAUME,

A tous, présents et à venir, SALUT!

Vu l'avis émis par le Conseil Colonial en sa séance du 11 juin 1948;

Grondrechten van de « Compagnie des Chemins de Fer du Congo Supérieur aux Grands Lacs Africains ». — Overeenkomst, gesloten op 24 November 1947 tussen de Kolonie en de « Compagnie des Chemins de Fer du Congo Supérieur aux Grands Lacs Africains » en het Nationaal Comité van Kivu.

KAREL, PRINS VAN BELGIË,
REGENT VAN HET KONINKRIJK,

Aan allen, tegenwoordigen en toekomstenden, HEIL!

Gezien het advies door de Koloniale Raad uitgebracht in diens vergadering van 11 Juni 1948;

Sur la proposition du Ministre des Colonies,

Nous avons décrété et décrétons :

ARTICLE PREMIER.

La convention dont la teneur suit est approuvée :

Op de voordracht van de Minister van Koloniën,

Wij hebben gedecreteerd en wij decreteren :

ARTIKEL EÉN.

De overeenkomst waarvan de tekst volgt wordt goedgekeurd :

Entre la Colonie du Congo Belge, représenté par M. P. Wigny, Ministre des Colonies,

Le COMITE NATIONAL DU KIVU, représenté par son Président M. Léon Helbig de Balzac,

et

La COMPAGNIE DES CHEMINS DE FER DU CONGO SUPERIEUR AUX GRANDS LACS AFRICAINS, société anonyme belge représentée par MM. Maurice Lefranc et Paul Orban, administrateurs,

Il a été convenu ce qui suit, sous réserve d'approbation par le Pouvoir Législatif de la Colonie.

ARTICLE PREMIER. — La Colonie prend acte de ce qu'à sa demande la Compagnie se désiste du choix des terres qu'elle a fait sur la base de la convention du 9 novembre 1921 à l'exception de celles reprises à l'annexe de la présente dont la Compagnie est reconnue propriétaire et qui couvrent une superficie d'environ 46.548 hectares.

ART. 2. — Tenant compte des droits reconnus à la Compagnie par la convention du 9 novembre 1921, la Colonie autorise la Compagnie à porter son choix sur environ 103.452 hectares, de manière à parfaire une superficie totale de 150.000 hectares.

ART. 3. — Ces terres seront choisies, agréées et détenues en propriété dans les conditions prévues par la convention du 9 novembre 1921 et sous réserve de l'application des dispositions qui suivent.

ART. 4. — La Colonie rentrera en possession des terres cédées sur la base de l'article précédent et qui, dans un délai de quarante ans, à dater de leur attribution en pleine propriété, n'auront pas été mises en valeur dans les conditions prévues à l'arrêté du 25 février 1943.

Cette disposition sera insérée dans les statuts des sociétés coloniales dont il est question à l'article 6.

ART. 5. — Les terres seront choisies dans un délai de dix ans à dater du décret approuvatif de la présente convention, dans les régions suivantes :

1° Celles prévues par la convention du 9 novembre 1921, modifiée par celles du 7 novembre 1927 et du 26 février 1930;

2° La région de l'Itombwe dans les territoires d'Uvira et de Fizi;

3° La rive gauche du Lualaba entre Ponthierville et Kindu.

ART. 6. — La Colonie a le droit de souscrire 1/10^{me} du capital de la société ou des sociétés filiales qui seront éventuellement constituées à l'initiative directe de la Compagnie pour assurer l'exécution de la présente convention.

La Colonie a la faculté de céder ce droit de souscription en tout ou partie au COMITE NATIONAL DU KIVU.

ART. 7. — Le COMITE NATIONAL DU KIVU autorise la Colonie à céder des terres à la COMPAGNIE DES GRANDS LACS dans la région de l'Itombwe principalement à destination d'élevage, à concurrence de 100.000 hectares, étant entendu qu'elles seront comprises dans les 150.000 hectares prévus à l'article 2 et que ce choix ne diminuera en rien la superficie confiée à la gestion du COMITE NATIONAL DU KIVU par la convention du 30 septembre 1946.

Ainsi fait à Bruxelles, en triple exemplaire, le 24 novembre 1947.

	Terrains accordées
T. 205 — Terrains U. M. K. H.	5.000
T. 203 — Babatume	4.600 (a)
T. 208 — Umuyemba	1.100 (a)
T. 212 — Bongemba	3.515 (b)
T. 212 — Kabaga	10.000 (a)
T. 212 — Bubembo	6.386 (b)
T. 217 — Ubondo	10.000 (a)
T. 227 — Abakuasimbo	1.000 (a)
T. 235 — Mutchima	2.700 (a)
T. 214 — Kindu (rive droite)	1.047
T. 256 — Iko	1.200
Total des terrains accordés au 1 ^{er} avril 1947	46.548

(a) La délimitation officielle doit encore être faite.

(b) La délimitation officielle a été faite en mars-novembre 1941 par M. Laermans.

La délivrance du certificat définitif est tenue en suspens par suite des exigences du conservateur des T. F. qui voudrait retrancher du terrain la superficie des rivières et des sentiers.

ART. 2.

Le Ministre des Colonies est chargé de l'exécution du présent décret.

Donné à Bruxelles, le 8 septembre 1948.

ARTIKEL 2.

De Minister van Koloniën is belast met de uitvoering van dit decreet.

Gegeven te Brussel, den 8 September 1948.

CHARLES.

Par le Régent:

Le Ministre des Colonies,

Vanwege de Regent:

De Minister van Koloniën,

P. WIGNY.

Rapport du Conseil Colonial sur un projet de décret approuvant la cession gratuite à M. Georghiou, Jean, d'un terrain de 2 Ha. 25 a., à Lemba (Territoire de Lodja).

Examiné par le Conseil Colonial au cours de la séance du 24 septembre 1948, ce projet a été admis à l'unanimité, sans discussion.

MM. les Conseillers Charles, Maquet et De Cleene avaient fait excuser leur absence.

Bruxelles, le 22 octobre 1948.

Le Conseiller-Rapporteur,

L'Auditeur,

M. VAN HECKE.

Verslag van de Koloniale Raad over een ontwerp van decreet tot goedkeuring van de kosteloze afstand aan de Heer Jean Georghiou, van een grond van 2 Ha. 25 a., te Lemba (Gewest Lodja).

De Koloniale Raad heeft in zitting van 24 September 1948 dit ontwerp onderzocht en het eenparig, zonder bespreking, goedgekeurd.

De HH. Charles, Maquet en De Cleene, Raadsleden, waren afwezig met kennisgeving.

Brussel, 22 October 1948.

Het Raadslid-Verslaggever,

De Auditeur,

G. ITTEN.

Terres. — Cession gratuite à M. Georghiou, Jean, d'un terrain de 2 Ha. 25 a. à Lemba (Territoire de Lodja). — Convention du 6 mars 1948. — Approbation.

CHARLES, PRINCE DE BELGIQUE,
RÉGENT DU ROYAUME,

A tous, présents et à venir, SALUT!

Vu l'avis émis par le Conseil Colonial en sa séance du 24 septembre 1948;

Sur la proposition du Ministre des Colonies,

Nous avons décrété et décrétons :

Gronden. — Kosteloze afstand aan de H. Georghiou, Jean van een grond groot 2 Ha. 25 a. te Lemba (Lodja Gewest). — Overeenkomst van 6 Maart 1948. — Goedkeuring.

KAREL, PRINS VAN BELGIË,
REGENT VAN HET KONINKRIJK,

Aan allen, tegenwoordigen en toekomenden, HEIL!

Gezien het advies door de Koloniale Raad uitgebracht in diens vergadering van 24 September 1948;

Op de voordracht van de Minister van Koloniën,

Wij hebben gedecreteerd en wij decreteren :

ARTICLE PREMIER.

La convention dont la teneur suit
est approuvée :

ARTIKEL EÉN.

De overeenkomst waarvan de tekst
volgt wordt goedgekeurd :

La Colonie du Congo Belge, représentée par le Gouverneur de la Province du Kasai, cède gratuitement en pleine propriété à M. Georghiou, Jean, colon de nationalité britannique, résidant à Lemba (Lodja) qui accepte aux conditions spéciales qui suivent, un terrain destiné à un usage résidentiel, commercial et industriel, situé à Lemba (Lodja) d'une superficie de deux hectares vingt-cinq ares (2 ha. 25 a.) dont les limites sont représentées par un liseré rouge au croquis approximatif figuré ci-après à l'échelle de 1 à 2.000.

La nature ainsi que les limites du terrain sont parfaitement connues du cessionnaire.

CONDITIONS SPECIALES.

ARTICLE PREMIER. — Le présent contrat est conclu sous réserve d'approbation par le Pouvoir Compétent de la Colonie.

ART. 2. — En cas d'abandon pendant une période de cinq ans dans les trente ans qui suivent la conclusion du présent contrat, les terres feront de plein droit retour à la Colonie du Congo Belge.

ART. 3. — Le présent contrat est conclu sous réserve des droits que les indigènes pourraient éventuellement revendiquer dans le délai et selon la procédure prévus à l'article 9 du décret du 31 mai 1934.

ART. 4. — Dans les cinq ans qui suivent la conclusion du présent contrat le terrain ne peut être vendu, loué, hypothéqué ou grevé de droits réels qu'avec l'autorisation préalable et écrite du Gouverneur Général.

ART. 5. — Si le terrain faisant l'objet du présent contrat devient nécessaire à une destination d'intérêt public, le Gouverneur Général, s'il ne préfère recourir aux formalités de l'expropriation peut, après préavis de six mois, notifié par lettre recommandée, le reprendre. En ce cas la Colonie paiera au cessionnaire la valeur originaire de l'immeuble augmentée de celles des impenses.

La valeur des impenses et des constructions sera déterminée à l'amiable ou, à défaut par experts.

Dans le cas d'expertise, chacune des parties désignera un expert et le tribunal compétent en désignera un troisième.

Si chacun des experts émet un avis différent, l'estimation qui ne sera ni la plus haute ni la plus basse, établira le droit du cessionnaire.

La destination d'intérêt public sera établie à suffisance de droit par une attestation écrite du Gouverneur Général.

Les dispositions du présent article sont applicables aux ayants droit en cas de transfert de la cession.

ART. 6. — Les frais de mesurage et de bornage seront pour moitié à charge de la Colonie.

Le certificat d'enregistrement initial constatant la propriété sera délivré gratuitement.

ART. 7. — L'inexécution des conditions spéciales reprises ci-dessus, entraînera d'office la résiliation du présent contrat si, après sommation faite par lettre recommandée, le cessionnaire ne satisfait pas aux dites obligations dans un délai de trois mois à dater de la réception de la lettre recommandée.

ART. 8. — Le présent contrat fait suite aux contrats de location en date du 12 août 1947, repris ci-après :

N° L. 6238 — intervenu pour un terrain résidentiel de 80 ares;

N° L. 6239 — intervenu pour un terrain commercial de 72 a. 50;

N° L. 6240 — intervenu pour un terrain industriel de 72 a. 50.

Les loyers échus par anticipation avant l'approbation du présent contrat par le Pouvoir Compétent de la Colonie, restent acquis à la Colonie.

L'occupation et la mise en valeur du terrain faisant l'objet du présent contrat ont été constatées par procès-verbal en date du 3 mars 1948 dressé par l'Administrateur du Territoire de Lodja.

Ainsi fait à Lusambo, en double expédition, le six mars mil neuf cent quarante-huit.

ART. 2.

Le Ministre des Colonies est chargé de l'exécution du présent décret.
Donné à Bruxelles, le 16 octobre 1948.

ART. 2.

De Minister van Koloniën is belast met de uitvoering van dit decreet.
Gegeven te Brussel, den 16^e October 1948.

CHARLES.

Par le Régent :
Le Ministre des Colonies,

Vanwege de Regent :
De Minister van Koloniën,

P. WIGNY.

Rapport du Conseil Colonial sur un projet de décret portant cession à l' « Africa Inland Mission » d'un terrain de dix hectares, trois ares, sis à Aungba (District du Kibali-Ituri).

Ce projet de décret a été examiné par le Conseil Colonial en séance du 24 septembre 1948.

Il n'a soulevé aucune discussion et a été approuvé à l'unanimité des voix.

MM. Charles, De Cleene et Maquet avaient excusé leur absence.

Bruxelles, le 22 octobre 1948.

Le Conseiller-Rapporteur,

Verslag van de Koloniale Raad over een ontwerp van decreet tot afstand aan de « Africa Inland Mission » van een grond van 10 Ha. 3 a. te Aungba (District Kibali-Ituri).

Dit ontwerp van decreet is door de Koloniale Raad in zitting van 24 September 1948 onderzocht.

Het heeft geen aanleiding gegeven tot bespreking en is eenparig goedgekeurd geworden.

De HH. Charles, De Cleene en Maquet waren afwezig met kennisgeving.

Brussel, 22 October 1948.

Het Raadslid-Verslaggever,

LAUDE.

L'Auditeur,

De Auditeur,

M. VAN HECKE.

Terres. — Cession à l' « Africa Inland Mission » d'un terrain de 10 Ha. 3 a. sis à Aungba (District du Kibali-Ituri). — Convention du 30 décembre 1947. — Approbation.

CHARLES, PRINCE DE BELGIQUE,
RÉGENT DU ROYAUME,

A tous, présents et à venir, SALUT!

Vu l'avis émis par le Conseil Colonial en sa séance du 24 septembre 1948;

Sur la proposition du Ministre des Colonies,

Gronden. — Afstand aan de « Africa Inland Mission » van een grond groot 10 Ha. 3 a. te Aungba (Kibali-Ituri District). — Overeenkomst van 30 December 1947. — Goedkeuring.

KAREL, PRINS VAN BELGIË,
REGENT VAN HET KONINKRIJK,

Aan allen, tegenwoordigen en toekomstenden, HEIL!

Gezien het advies door de Koloniale Raad uitgebracht in diens vergadering van 24 September 1948;

Op de voordracht van de Minister van Koloniën,

Nous avons décrété et décrétons :

Wij hebben gedecreteerd en wij decreteren :

ARTICLE PREMIER.

ARTIKEL ÉÉN.

La convention dont la teneur suit est approuvée :

De overeenkomst waarvan de tekst volgt wordt goedgekeurd :

La Colonie du Congo Belge, représentée par le Gouverneur de la Province Orientale, agissant en vertu des dispositions de l'arrêté du 25 février 1943, donne en location pour un terme de cinq ans, à l'AFRICA INLAND MISSION, dont la personnalité civile a été reconnue par ordonnance du Gouverneur Général, en date du 15 avril 1915 (B. O. de 1915, page 358), représentée par le Révérend Van Dusen, Georges, C., demeurant à Rethi, agréé en qualité de Représentant Légal (B. A. 1947, p. 563) qui accepte aux conditions générales de l'arrêté précité et aux conditions spéciales qui suivent, un terrain destiné à un usage de cultures vivrières situé à Aungba d'une superficie de dix hectares trois ares dont les limites sont représentées par un liséré jaune au croquis approximatif figuré ci-après à l'échelle de 1 à 5.000.

La nature ainsi que les limites du terrain sont parfaitement connues du locataire.

CONDITIONS SPECIALES.

ARTICLE PREMIER. — Le loyer annuel du terrain est fixé à la somme de cinq cent cinquante francs, payable ainsi qu'il est dit à l'article 19 de l'arrêté du 25 février 1943, chez le Receveur des Impôts à Stanleyville, sans qu'il soit besoin d'aucun avertissement de la part de la Colonie du Congo Belge.

ART. 2. — Le présent contrat prend cours le premier novembre mil neuf cent quarante-sept.

ART. 3. — Le locataire ne peut abattre les espèces ligneuses croissant au moment de l'octroi du terrain que dans la mesure des défrichements nécessaires au développement de son entreprise.

En cas de vente ou de cession de bois à des tiers, le locataire acquittera la taxe de coupe fixée par les ordonnances sur la matière.

ART. 4. — Les chemins et sentiers indigènes ou autres traversant le terrain donné en location appartiennent au domaine public et ne font pas partie de la présente location.

ART. 5. — Le présent contrat est conclu sous réserve des droits que les indigènes pourraient éventuellement revendiquer dans le délai et selon la procédure prévus à l'article 9 du décret du 31 mai 1934.

ART. 6. — Il est convenu entre les parties que le loyer définitif du terrain sera établi d'après la superficie du terrain constatée en suite à une vérification effectuée par un géomètre de la Colonie.

ART. 7. — Le locataire déclare connaître parfaitement la situation de la région du point de vue de la main-d'œuvre indigène et savoir qu'il ne pourra compter sur l'intervention de l'administration pour obtenir les travailleurs qui lui seront nécessaires.

ART. 8. — La jouissance du locataire cessera de plein droit après l'expiration du terme du bail indiqué ci-dessus, sans qu'il soit besoin de signification de congé, les parties renoncent toutes deux au bénéfice de la tacite reconduction.

ART. 9. — L'inexécution des conditions générales de l'arrêté du 25 février 1943, ainsi que l'inexécution des conditions spéciales reprises ci-dessus, feront s'opérer d'office la résiliation du présent contrat si après sommation faite par lettre recommandée, le locataire ne satisfait pas aux dites obligations dans un délai de trente jours à dater de la réception de la lettre recommandée.

ART. 10. — Le présent contrat est conclu sous réserve de son approbation par décret.

Ainsi fait à Stanleyville, en double expédition, le trente décembre mil neuf cent quarante-sept.

ART. 2.

Le Ministre des Colonies est chargé de l'exécution du présent décret.
Donné à Bruxelles, le 16 octobre 1948.

ART. 2.

De Minister van Kolonië is belast met de uitvoering van dit decreet.
Gegeven te Brussel, den 16^e oktober 1948.

CHARLES.

Par le Régent:
Le Ministre des Colonies,

Vanwege de Regent:
De Minister van Koloniën.

P. WIGNY.

Rapport du Conseil Colonial sur un projet de décret approuvant la concession en occupation provisoire à M. Albert Mortier d'un terrain de 279 Ha. 30 ares, sis à Zambeke.

Verslag van de Koloniale Raad over een ontwerp van decreet tot goedkeuring van de concessie in voorlopige bezitneming aan de H. Albert Mortier van een grond van 279 Ha. 30 a. te Zambeke.

Ce projet de décret a fait l'objet d'un premier examen au cours de la séance du 25 juillet 1947.

Dit ontwerp van decreet werd een eerste maal onderzocht in de zitting van 25 Juli 1947.

Divers membres ayant formulé des réserves au sujet de la possibilité

Daar verscheidene leden voorbehoud hadden gemaakt aangaande de

pour l'intéressé d'engager la main-d'œuvre nécessaire, des renseignements complémentaires ont été demandés à ce sujet aux autorités locales.

Le projet a été à nouveau soumis au Conseil au cours de sa séance du 24 septembre 1948.

Les informations fournies par l'administration relativement aux disponibilités en main-d'œuvre ayant paru satisfaisantes, le projet mis aux voix a été approuvé à l'unanimité.

MM. les Conseillers Charles, Maquet et De Cleene étaient absents et excusés.

Bruxelles, le 22 octobre 1948.

Le Conseiller-Rapporteur,

A. MARZORATI.

L'Auditeur,

M. VAN HECKE.

mogelijkheid voor de belanghebbende om de nodige werkkrachten aan te werven, heeft men aanvullende inlichtingen aan de plaatselijke overheden gevraagd.

Het ontwerp werd opnieuw aan de Raad onderworpen in de zitting van 25 September 1948.

De inlichtingen verstrekt door het Bestuur betreffende de beschikbare werkkrachten leken bevredigend en in stemming gebracht, werd het ontwerp eenparig aangenomen.

De Heeren Charles, Maquet en De Cleene, Raadsleden waren afwezig met kennisgeving.

Brussel, 22 October 1948.

Het Raadslid-Verslaggever,

De Auditeur,

Terres. — Concession en occupation provisoire, à M. Albert Mortier, d'un terrain de 279 Ha. 30 a. sis à Zambeke. — Convention du 28 mars 1947. — Approbation.

CHARLES, PRINCE DE BELGIQUE,
RÉGENT DU ROYAUME,

A tous, présents et à venir, SALUT!

Vu l'avis émis par le Conseil Colonial en sa séance du 24 septembre 1948;

Sur la proposition du Ministre des Colonies,

Gronden. — Concessie in voorlopige inbezitneming aan de H. Albert Mortier, van een grond groot 279 Ha. 30 a. te Zambeke. — Overeenkomst van 28 Maart 1947. Goedkeuring.

KAREL, PRINS VAN BELGIË,
REGENT VAN HET KONINKRIJK.

Aan allen tegenwoordigen en toekomstenden, HEIL!

Gezien het advies door de Koloniale Raad uitgebracht in diens vergadering van 24 September 1948;

Op de voordracht van de Minister van Koloniën,

Nous avons décrété et décrétons :

Wij hebben gedecreteerd en wij decreteren :

ARTICLE PREMIER.

ARTIKEL ÉÉN.

La convention dont la teneur suit est approuvée :

De overeenkomst waarvan de tekst volgt wordt goedgekeurd :

La Colonie du Congo Belge, représentée par le Gouverneur de la Province de Stanleyville, agissant en vertu des dispositions de l'arrêté du 25 février 1943, accorde en occupation provisoire pour un terme de cinq ans à M. Mortier, Albert, colon, résidant à Zambeke qui accepte, aux conditions générales de l'arrêté précité et aux conditions spéciales qui suivent, un terrain destiné à un usage agricole, situé à Zambeke d'une superficie de deux cent septante-neuf hectares trente ares dont les limites sont représentées par un liséré jaune au croquis approximatif figuré ci-après à l'échelle de 1 à 25.000^e.

La nature ainsi que les limites du terrain sont parfaitement connues de l'occupant.

CONDITIONS SPECIALES.

ARTICLE PREMIER. — La redevance annuelle du terrain est fixée à la somme de : six mille sept cent vingt francs pour la première année; sept mille huit cent quarante francs pour la deuxième année; neuf mille neuf cent soixante francs pour la troisième année; dix mille quatre-vingts francs pour la quatrième année; onze mille deux cents francs pour la cinquième année, payable ainsi qu'il est dit à l'article 19 de l'arrêté du 25 février 1943, chez le Receveur des Impôts à Stanleyville, sans qu'il soit besoin d'aucun avertissement de la part de la Colonie du Congo Belge.

ART. 2. — Le présent contrat prend cours à la date du premier février mil neuf cent quarante-sept.

ART. 3. — Seront considérées comme mises en valeur :

- a) les terres couvertes sur 1/10^{me} au moins de leur surface par des constructions;
- b) les terres couvertes sur 6/10^{me} au moins de leur surface par des cultures industrielles rationnellement établies, comprenant au moins 900 plants de café, ou 120 palmiers ou 400 plants de cacao, ou 5000 plants de quinquina, ou 600 plants d'arbres à caoutchouc par hectare;
- c) les terres sur lesquelles il aura été établi des plantations d'espèces ligneuses d'au moins cent arbres par hectare.

Les conditions joueront simultanément ou séparément pour toute la surface.

Les cultures vivrières faites en application de l'ordonnance n° 115/AE/T du 12 novembre 1937, compteront pour l'évaluation de la mise en valeur.

ART. 4. — A l'expiration du terme de cinq années prévu au présent contrat, les terres occupées provisoirement et mises en valeur comme dit à

l'article 3, seront au gré de l'occupant cédées en pleine propriété ou louées au tarif actuellement en vigueur (arrêté n° 4/TF du 21 janvier 1947).

ART. 5. — L'occupant ne peut abattre les espèces ligneuses croissant au moment de l'octroi du terrain que dans la mesure des défrichements nécessaires au développement de son entreprise.

ART. 6. — Conformément aux dispositions de l'ordonnance n° 115/AE/T du 12 novembre 1937, l'occupant s'engage à établir et à maintenir des cultures vivrières et alimentaires dans la mesure nécessaire à la bonne alimentation du personnel indigène de son exploitation. Elles compteront pour l'évaluation des superficies mises en valeur par application de l'article 30 de l'arrêté du 25 février 1943.

ART. 7. — Les chemins et sentiers indigènes ou autres traversant le terrain accordé en occupation provisoire appartiennent au domaine public et ne font pas partie de la présente occupation provisoire; leur situation et leur largeur définitives seront déterminées lors du mesurage officiel.

ART. 8. — Le présent contrat, est conclu sous réserve des droits que les indigènes pourraient éventuellement revendiquer dans le délai et selon la procédure prévus à l'article 9 du décret du 31 mai 1934.

ART. 9. — L'occupant déclare connaître parfaitement la situation de la région du point de vue de la main-d'œuvre indigène et savoir qu'il ne pourra compter sur l'intervention de l'administration pour obtenir les travailleurs qui lui seront nécessaires.

ART. 10. — Il est convenu entre les parties que le loyer définitif du terrain sera établi d'après la superficie du terrain constatée en suite à une vérification effectuée par un géomètre de la Colonie, et le cas échéant le prix de vente fixé d'après les résultats du mesurage officiel.

ART. 11. — L'inexécution des conditions générales de l'arrêté du 25 février 1943, ainsi que l'inexécution des conditions spéciales reprises ci-dessus, feront s'opérer d'office la résiliation du présent contrat, si après sommation faite par lettre recommandée, l'occupant ne satisfait pas aux dites obligations dans un délai de trente jours à dater de la réception de la lettre recommandée.

ART. 12. — Le présent contrat est conclu sous réserve d'approbation par le Pouvoir Compétent de la Colonie.

Ainsi fait à Stanleyville, en double expédition, le vingt-huit mars mil neuf cent quarante-sept.

ART. 2.

Le Ministre des Colonies est chargé de l'exécution du présent décret.

ART. 2.

De Minister van Koloniën is belast met de uitvoering van dit decreet.

Donné à Bruxelles, le 16 octobre 1948.

Gegeven te Brussel, den 16ⁿ October 1948.

CHARLES.

Par le Régent:
Le Ministre des Colonies,

Vanwege de Regent:
De Minister van Koloniën,

P. WIGNY.

Rapport du Conseil Colonial sur un projet de décret approuvant la concession gratuite à M. Delcroix, Léon, ancien agent de la Colonie, d'un terrain de 500 Ha. à Bamba-Bishasha (District du Kasai).

Ce projet de décret a été soumis à l'examen du Conseil une première fois dans sa séance du 24 octobre 1947. Il fut alors noté, d'un côté, le manque de renseignements sur le mode de mise en valeur et sur les disponibilités en main-d'œuvre et, d'un autre côté, le très grand nombre de concessions accordées dans la même région. Pour ces raisons, l'examen fut ajourné jusqu'à l'obtention d'une documentation adéquate.

Il est revenu devant le Conseil dans la séance du 24 septembre 1948. Le représentant de l'Administration déclare que les renseignements contenus au dossier donnent satisfaction au sujet des objections qui ont été soulevées précédemment. Un membre note qu'il y a désaccord entre le Service de l'Agriculture et le Service Territorial sur l'opportunité de la concession. Un autre membre se demande s'il ne serait pas sage de réduire de moitié l'étendue de la concession.

Verslag van de Koloniale Raad over een ontwerp van decreet tot goedkeuring van een kosteloze concessie aan de H. Leon Delcroix, gewezen agent van de Kolonie, van een grond van 500 Ha. te Bamba-Bishaha (Kasai-District).

Dit ontwerp van decreet werd een eerste maal aan de Raad voor onderzoek onderworpen. Men deed toen opmerken, eensdeels, dat inlichtingen aangaande de wijze van productiefmaking en de beschikbare werkkrachten ontbraken en, anderdeels, dat er zeer veel concessies in dezelfde streek verleend waren. Derhalve werd het onderzoek verdaagd tot men een passende documentatie zou bekommen hebben.

Het werd opnieuw ter sprake gebracht in de Raad tijdens de zitting van 24 September 1948. De vertegenwoordiger van het Bestuur verklaarde dat de inlichtingen in het dossier voldoening geven betreffende de opwerpingen die vroeger ingebracht werden. Een raadslid merkte op dat de Landbouwdienst en de Gewestdienst het oneens waren over de gepastheid van de concessie. Een ander raadslid vroeg zich af of het niet raadzaam ware de oppervlakte van de concessie met de helft te vermindern.

A cette question est répondu : il s'agit d'une convention. Nous devons l'accepter ou la rejeter, mais nous ne pouvons pas la modifier.

Mis aux voix, le projet est approuvé à l'unanimité, moins deux votes négatifs.

MM. les Conseillers Charles, Maquet et De Cleene s'étaient fait excuser.

Bruxelles, le 22 octobre 1948.

Le Conseiller-Rapporteur,

Op deze vraag luidde het antwoord dat het hier een overeenkomst betrof. Wij moeten ze aanvaarden of verwerpen, wij kunnen ze echter niet wijzigen.

In stemming gebracht, werd het ontwerp eenparig min twee stemmen tegen aangenomen.

De HH. Charles, Maquet en De Cleene waren afwezig met kennisgeving.

Brussel, 22 October 1948.

Het Raadslid-Verslaggever,

J. VAN WING.

L'Auditeur,

De Auditeur,

M. VAN HECKE.

Terres. — Concession gratuite à M. Delcroix, Léon, d'un terrain de 500 Ha. sis à Bamba-Bishasha (District du Kasai). — Convention du 1^{er} mars 1947. — Approbation.

CHARLES, PRINCE DE BELGIQUE,
RÉGENT DU ROYAUME,

A tous, présents et à venir, SALUT !

Vu l'avis émis par le Conseil Colonial en sa séance du 24 septembre 1948;

Sur la proposition du Ministre des Colonies,

Nous avons décrété et décrétons :

Gronden. — Kosteloze concessie aan de H. Delcroix Léon, van een grond groot 500 Ha. gelegen te Bamba Bishasha (Kasai - District). — Overeenkomst van 1 Maart 1947. — Goedkeuring.

KAREL, PRINS VAN BELGIË,
REGENT VAN HET KONINKRIJK.

Aan allen, tegenwoordigen en toekomstenden, HEIL !

Gezien het advies door de Koloniale Raad uitgebracht in diens vergadering van 24 September 1948;

Op de voordracht van de Minister van Koloniën,

Wij hebben gedecreteerd en wij decreteren :

ARTICLE PREMIER.

La convention dont la teneur suit
est approuvée :

ARTIKEL EÉN.

De overeenkomst waarvan de tekst
volgt wordt goedgekeurd :

La Colonie du Congo Belge, représentée par le Gouverneur de la Province de Lusambo, accorde gratuitement en occupation provisoire pour un terme de cinq ans à M. Delcroix, Léon, C. F. J., agent territorial pensionné, résidant à Mweka, qui accepte aux conditions générales du décret du 29 janvier 1924, modifié par ceux des 10 janvier 1940, 13 janvier 1947, et aux conditions spéciales qui suivent, un terrain destiné à un usage agricole ou à l'élevage situé à Bamba Bishasha, d'une superficie de cinq cents hectares (500 ha.) dont les limites sont représentées par un liseré jaune au croquis approximatif figuré ci-après à l'échelle de 1 à 50.000^e.

La nature ainsi que les limites du terrain sont parfaitement connues de l'occupant.

CONDITIONS SPECIALES.

ARTICLE PREMIER. — Le présent contrat prend cours à la date de son approbation par le Pouvoir Compétent de la Colonie.

ART. 2. — Seront considérés comme mis en valeur :

- a) les terres couvertes sur 1/10^{me} au moins de leur surface par des constructions;
- b) les terres couvertes sur 6/10^{me} au moins de leur surface de cultures alimentaires, fourragères ou autres cultures herbagères;
- c) les pâturages améliorés sur lesquels sont entretenus des bestiaux à l'élève ou à l'engrais, à raison d'au moins deux têtes de gros bétail ou de huit têtes de petit bétail par dix hectares;
- d) les terres sur lesquelles il aura été fait des plantations d'espèces ligneuses à raison de cent arbres par hectare au minimum.

Ces conditions joueront simultanément ou séparément pour toute la surface.

ART. 3. — A l'expiration du terme de cinq ans prévu au présent contrat, les terres occupées provisoirement et mises en valeur comme dit à l'article 2 seront cédées gratuitement en pleine propriété.

ART. 4. — Les chemins et sentiers indigènes ou autres traversant le terrain concédé appartiennent au domaine public et ne font pas partie de la présente occupation provisoire; leur situation et leur largeur définitives seront déterminées lors du mesurage officiel.

ART. 5. — L'occupant ne peut abattre les espèces ligneuses croissant au moment de l'octroi des terres que dans la mesure des défrichements nécessaires au développement de son entreprise et conformément au plan de coupe indiqué au croquis ci-après.

Les coupes ne pourront porter à la fois que sur une tranche de 50 hectares.

L'abatage sur toute nouvelle tranche ne pourra être entamé que sur autorisation expresse et écrite du Gouverneur de Province après constatation de la mise en valeur de la tranche précédente au vœu du contrat.

En cas de vente de bois à des tiers, l'occupant acquittera la taxe de coupe fixée par les ordonnances sur la matière.

En cas de cession gratuite en toute propriété, l'occupant sera tenu de verser au Trésor une somme correspondant à la valeur du bois sur pied existant sur les terres en dehors de celui des plantations établies. Cette valeur sera fixée par le Gouverneur de Province d'après évaluation d'un fonctionnaire du service compétent.

ART. 6. — Le présent contrat est conclu sous réserve des droits que les indigènes pourraient éventuellement revendiquer dans le délai et selon la procédure prévus à l'article 9 du décret du 31 mai 1934.

ART. 7. — L'occupant ne peut faire des plantations de palmiers ni établir une huilerie sur le terrain faisant l'objet du présent contrat, en ce qui concerne la zone d'huilerie C. K., c'est-à-dire entre la rivière Mukanga et Lekedi, la rivière Lekedi étant la limite de la zone d'huilerie C. K.; les parcelles 3, 4, 5, 6, 7, 8, 9 et 10 n'étant pas comprises dans la zone d'huilerie C. K.

ART. 8. — Conformément aux dispositions de l'ordonnance n° 115/A.E.T. du 12 novembre 1937, l'occupant s'engage à établir et à maintenir des cultures vivrières et alimentaires dans la mesure nécessaire à la bonne alimentation du personnel indigène de son exploitation.

ART. 9. — L'occupant déclare connaître parfaitement la situation de la région au point de vue de la main-d'œuvre indigène et savoir qu'il ne pourra compter sur l'intervention de l'administration pour obtenir les travailleurs qui lui seront nécessaires.

ART. 10. — L'inexécution des conditions générales du décret du 29 janvier 1924, modifié par ceux des 10 janvier 1940, 13 janvier 1947, ainsi que des conditions spéciales reprises ci-dessus, feront s'opérer d'office la résiliation du présent contrat, si après sommation faite par lettre recommandée, l'occupant ne satisfait pas aux dites obligations dans un délai de trois mois à dater de la réception de la lettre recommandée.

Ainsi fait à Lusambo, en double expédition, le premier mars mil neuf cent quarante-sept.

ART. 2.

Le Ministre des Colonies est chargé de l'exécution du présent décret.

Donné à Bruxelles, le 16 octobre 1948.

ART. 2.

De Minister van Koloniën is belast met de uitvoering van dit decreet.

Gegeven te Brussel, den 16^{en} October 1948.

CHARLES.

Par le Régent:

Le Ministre des Colonies,

Vanwege de Regent:

De Minister van Koloniën,

P. WIGNY.

Rapport du Conseil Colonial sur un projet de décret concernant la concession d'un terrain de 150 Ha. situé à Gaume (District de l'Uele) à M. Jean Del, colon résidant à Efu (Boro).

Ce projet a été examiné par le Conseil Colonial au cours de la séance du 24 septembre 1948.

A la remarque d'un membre du Conseil, le représentant de l'Administration admet que toute nouvelle location éventuelle peut porter sur un terme de 15 ans et que l'Administration pourrait accepter de donner une nouvelle option d'achat pendant ce terme.

Un autre membre du Conseil signale qu'une proportion importante d'adultes indigènes est déjà au travail. Le représentant de l'Administration fait remarquer que le colon possède déjà assez de main-d'œuvre indigène pour mettre en valeur sa nouvelle concession, sans devoir recourir à un nouveau recrutement.

Le projet est adopté à l'unanimité par le Conseil.

MM. les Conseillers Charles, Maquet et De Cleene étaient absents et excusés.

Bruxelles, le 22 octobre 1948.

Le Conseiller-Rapporteur,

Verslag van de Koloniale Raad over een ontwerp van decreet betreffende de concessie aan de Hr. Jean Del, kolonist verblijvende te Efu (Boro) van een grond van 150 Ha. te Gaume (District Uele).

De Koloniale Raad heeft dit ontwerp in de zitting van 24 September 1948 onderzocht.

Op de aanmerking van een raadslid, geeft de vertegenwoordiger van het Bestuur toe dat elke gebeurlijke nieuwe pacht op een termijn van 15 jaar kan slaan en dat het Bestuur gedurende die termijn een nieuwe optie van aankoop zou mogen verlenen.

Een ander raadslid wijst er op dat reeds een belangrijk procent volwassen inlanders te werk gesteld zijn. De vertegenwoordiger van het Bestuur doet opmerken dat de kolonist reeds genoeg arbeiders heeft om zijn nieuwe concessie productief te maken, zonder tot een nieuwe aanwerving zijn toevlucht te moeten nemen.

Het ontwerp wordt door de Raad eenparig aangenomen.

De HH. Charles, Maquet en De Cleene, Raadsleden, waren afwezig met kennisgeving.

Brussel, 22 October 1948.

Het Raadslid-Verslaggever,

P. GUSTIN.

L'Auditeur,

De Auditeur,

M. VAN HECKE.

Terres. — Concession à M. Jean Del d'un terrain de 150 Ha. sis à Gaume (District de l'Uele). — Convention du 22 avril 1948. — Approbation.

CHARLES, PRINCE DE BELGIQUE,
RÉGENT DU ROYAUME,

A tous, présents et à venir, SALUT !

Vu l'avis émis par le Conseil Colonial en sa séance du 24 septembre 1948;

Sur la proposition du Ministre des Colonies,

Nous avons décrété et décrétons :

ARTICLE PREMIER.

La convention dont la teneur suit est approuvée :

La Colonie du Congo Belge, représentée par le Gouverneur de la Province Orientale, agissant en vertu des dispositions des arrêtés du 25 février 1943 et du 27 juin 1947, accorde en occupation provisoire pour un terme de 5 ans à M. Del, Jean, colon, résidant à Efu (Boro), qui accepte aux conditions générales des arrêtés précités et aux conditions spéciales qui suivent, un terrain destiné à un usage agricole situé à Gaume d'une superficie de cent cinquante hectares dont les limites sont représentées par un liseré jaune au croquis approximatif figuré ci-après à l'échelle de 1 à 200.000^e.

La nature ainsi que les limites du terrain sont parfaitement connues de l'occupant.

CONDITIONS SPECIALES.

ARTICLE PREMIER. — La redevance annuelle du terrain est fixée comme suit : trois mille francs pour la première année à calculer au prorata des mois entiers depuis la prise en cours du contrat jusqu'au 31 décembre suivant :

quatre mille cinq cents francs pour la deuxième année;

six mille francs pour la troisième année;

sept mille cinq cents francs pour les années suivantes, toute fraction d'année étant calculée jusqu'à fin de mois, suivant l'expiration du contrat, payable ainsi qu'il est dit à l'article 19 de l'arrêté du 25 février 1943, chez

Gronden. — Concessie aan de Heer Jean Del van een grond groot 150 Ha. gelegen te Gaume (Uele District). — Overeenkomst van 22 April 1948. — Goedkeuring.

KAREL, PRINS VAN BELGIË,
REGENT VAN HET KONINKRIJK.

Aan allen, tegenwoordigen en toekomstenden, HEIL !

Gezien het advies door de Koloniale Raad uitgebracht in diens vergadering van 24 September 1948;

Op de voordracht van de Minister van Koloniën,

Wij hebben gedecreteerd en wij decreteren :

ARTIKEL ÉÉN.

De overeenkomst waarvan de tekst volgt wordt goedgekeurd :

le Receveur des Impôts à Stanleyville, sans qu'il soit besoin d'aucun avertissement de la part de la Colonie du Congo Belge.

ART. 2. — Le présent contrat prend cours à la date du premier novembre mil neuf cent quarante-sept.

ART. 3. — Seront considérées comme mises en valeur :

- a) les terres couvertes sur 1/10^{me} au moins de leur surface par des constructions;
- b) les terres couvertes sur 6/10^{me} au moins de leur surface par des cultures industrielles rationnellement établies comprenant au moins 900 plants de café, ou 120 palmiers, ou 400 plants de cacao, ou 5000 plants de quinquina, ou 250 plants d'arbres à caoutchouc par hectare;
- c) les terres sur lesquelles il aura été établi des plantations d'espèces ligneuses d'au moins deux cents arbres par hectare.

Ces conditions joueront simultanément ou séparément pour toute la surface.

Les cultures vivrières faites en application de l'ordonnance n° 115/AE/T du 12 novembre 1937, compteront pour l'évaluation de la mise en valeur.

ART. 4. — A l'expiration du terme de cinq années prévu au présent contrat, les terres occupées provisoirement et mises en valeur comme dit à l'article 3 seront, au gré de l'occupant, cédées en pleine propriété, au prix de mille francs l'hectare (soit cent cinquante mille francs) ou louées à raison de cinquante francs l'hectare (soit au loyer annuel de sept mille cinq cents francs).

ART. 5. — L'occupant ne peut abattre les espèces ligneuses croissant au moment de l'octroi du terrain que dans la mesure des défrichements nécessaires au développement de son entreprise.

En cas de vente ou de cession de bois à des tiers, l'occupant acquittera la taxe de coupe fixée par les ordonnances sur la matière.

ART. 6. — Conformément aux dispositions de l'ordonnance n° 115/A.E./T. du 12 novembre 1937, l'occupant s'engage à établir et à maintenir des cultures vivrières et alimentaires dans la mesure nécessaire à la bonne alimentation du personnel indigène de son exploitation. Elles compteront pour l'évaluation des superficies mises en valeur par application de l'article 30 de l'arrêté du 25 février 1943.

ART. 7. — Les chemins et sentiers indigènes ou autres traversant le terrain accordé en occupation provisoire appartiennent au domaine public et ne font pas partie de la présente occupation provisoire; leur situation et leur largeur définitives seront déterminées lors du mesurage officiel.

ART. 8. — Le présent contrat est conclu sous réserve des droits que les indigènes pourraient éventuellement revendiquer dans le délai et selon la procédure prévus à l'article 9 du décret du 31 mai 1934.

ART. 9. — L'occupant déclare connaître parfaitement la situation de la région du point de vue de la main-d'œuvre indigène et savoir qu'il ne

pourra compter sur l'intervention de l'administration, pour obtenir les travailleurs qui lui seront nécessaires.

ART. 10. — Il est convenu entre les parties que le loyer définitif du terrain sera établi d'après la superficie du terrain constatée en suite à une vérification effectuée par un géomètre de la Colonie et le cas échéant le prix de vente fixé d'après les résultats du mesurage officiel.

ART. 11. — L'occupant aura l'obligation de débroussailler régulièrement et de tenir dans un bon état de propreté, une zone de 100 mètres autour des constructions.

ART. 12. — L'inexécution des conditions générales de l'arrêté du 25 février 1943, ainsi que l'inexécution des conditions spéciales reprises ci-dessus, feront s'opérer d'office la résiliation du présent contrat, si après sommation faite par lettre recommandée, l'occupant ne satisfait pas aux dites obligations dans un délai de trente jours à dater de la réception de la lettre recommandée.

ART. 13. — Le présent contrat est conclu sous réserve d'approbation par le Pouvoir Compétent de la Colonie.

Ainsi fait à Stanleyville, en double expédition, le vingt-deux avril mil neuf cent quarante-huit.

ART. 2.

Le Ministre des Colonies est chargé de l'exécution du présent décret.

Donné à Bruxelles, le 16 octobre 1948.

ART. 2.

De Minister van Koloniën is belast met de uitvoering van dit decreet.

Gegeven te Brussel, den 16^e October 1948.

CHARLES.

Par le Régent :

Le Ministre des Colonies,

Vanwege de Regent :

De Minister van Koloniën,

P. WIGNY.

Rapport du Conseil Colonial sur un projet de décret portant cession gratuite à la Mission des Pères Scheutistes d'un terrain de 2 Ha. sis dans le centre extra-coutumier de Lusambo.

—
Ce projet de décret a été examiné par le Conseil Colonial en séance du 24 septembre 1948.

Verslag van de Koloniale Raad over een ontwerp van decreet tot kosteloze afstand aan de Missie der Paters Scheutisten van een grond van 2 Ha. in het buitengewoonrechtelijk centrum van Lusambo.

—
De Koloniale Raad heeft dit ontwerp van decreet in zitting van 24 September 1948 onderzocht.

Un membre ayant demandé quelles écoles seront érigées sur le terrain demandé, il lui est répondu par un Conseiller que, d'après les renseignements recueillis, la Mission prévoirait la construction d'écoles primaires et techniques. Il déclara être d'accord, mais fit savoir qu'il aurait émis un vote négatif, s'il s'était agi d'écoles pour l'enseignement moyen.

Mis aux voix, le projet de décret a été approuvé à l'unanimité.

MM. Charles, De Cleene et Maquet avaient excusé leur absence.

Bruxelles, le 22 octobre 1948.

Le Conseiller-Rapporteur,

NORBERT LAUDE.

L'Auditeur,

M. VAN HECKE.

Op de vraag van een raadslid welke scholen op de aangevraagde grond zullen worden opgericht, heeft een ander raadslid geantwoord dat, volgens de ingewonnen inlichtingen, de Missie voornemens zou zijn er lagere en technische scholen te bouwen. Hij verklaarde het daarmede eens te zijn, maar gaf te kennen dat hij zou tegengesteld hebben, indien de scholen voor het verstrekken van middelbaar onderwijs bestemd geweest waren.

In de stemming gebracht, werd het ontwerp van decreet met eenparigheid van stemmen aangenomen.

De HH. Charles, De Cleene en Maquet waren afwezig met kennisgeving.

Brussel, 22 October 1948.

Het Raadslid-Verslaggever,

De Auditeur,

Terres. — Cession gratuite à la Mission des Pères Scheutistes d'un terrain de 2 Ha. sis dans le centre extra-coutumier de Lusambo. — Convention du 24 mai 1948. — Approbation.

Vu l'avis émis par le Conseil Colonial en sa séance du 24 septembre 1948;

Sur la proposition du Ministre des Colonies,

Nous avons décrété et décrétons :

Gronden. — Kosteloze afstand aan de « Mission des Pères Scheutistes » van een grond van 2 Ha. gelegen in het buitengewoonterrechtelijk centrum van Lusambo. — Overeenkomst van 24 Mei 1948. — Goedkeuring.

Gezien het advies door de Koloniale Raad uitgebracht in diens vergadering van 24 September 1948;

Op de voordracht van de Minister van Koloniën,

Wij hebben gedecreteerd en wij decreteren :

ARTICLE PREMIER.

La convention dont la teneur suit
est approuvée :

ARTIKEL EÉN.

De overeenkomst waarvan de tekst
volgt wordt goedgekeurd :

La Colonie du Congo Belge représentée par le Gouverneur Général, cède gratuitement en toute propriété, à la MISSION DES PERES SCHEUTISTES dont le siège est à Hemptinne Saint-Benoit, la personnalité civile reconnue par arrêté royal du 31 mars 1939, publié au « Bulletin Officiel » de 1939, page 284, représentée par le Révérend Père Van Den Bon, Pierre, agréé comme Représentant Légal, ci-après dénommée la MISSION, qui accepte aux conditions générales du décret du 24 janvier 1943, modifié par celui du 2 juin 1945, et aux conditions spéciales qui suivent, un terrain destiné à une chapelle-école situé dans le centre Extra-Coutumier de Lusambo, d'une superficie de deux hectares, dont les limites sont représentées par un liséré rouge au croquis approximatif figuré ci-après à l'échelle de 1 à 5.000^e.

La nature ainsi que les limites du terrain sont parfaitement connues de la MISSION.

CONDITIONS SPECIALES.

ARTICLE PREMIER. — Le présent contrat est conclu sous réserve de son approbation par le Pouvoir Compétent.

ART. 2. — Sera considéré comme mis en valeur les constructions répondant à l'usage prévu, à savoir : un établissement scolaire, une chapelle et des maisons d'habitation pour les instituteurs indigènes.

ART. 3. — L'inexécution des conditions prévues à l'article 5 — 1^{er} et 2^{me} alinéas — du décret du 24 janvier 1943, sera constatée par procès-verbal du délégué du Gouverneur de Province.

La MISSION s'engage, dès ores, à remplir dans le cas de déchéance, les formalités prévues par la législation sur le régime foncier du Congo Belge, en vue de l'enregistrement des terres au nom de la Colonie.

ART. 4. — Sauf pour les cas prévus à l'article 5 — 1^{er} et 2^{me} alinéas — du décret du 24 janvier 1943, l'inexécution des conditions générales de ce décret, ainsi que l'inexécution des conditions spéciales reprises ci-dessus, feront s'opérer d'office la résolution du présent contrat, si après sommation faite par lettre recommandée, la MISSION ne satisfait pas aux dites obligations dans un délai de trois mois à dater de la réception de la lettre recommandée.

Ainsi fait à Léopoldville, en double expédition, le vingt-quatre mai mil neuf cent quarante-huit.

ART. 2.

Le Ministre des Colonies est chargé de l'exécution du présent décret.

ART. 2.

De Minister van Koloniën is belast met de uitvoering van dit decreet.

Donné à Bruxelles, le 16 octobre 1948.

Gegeven te Brussel, den 16ⁿ October 1948.

CHARLES.

Par le Régent :
Le Ministre des Colonies,

Vanwege de Regent :
De Minister van Koloniën,

P. WIGNY.

Terres. — Cession gratuite à l'Association Vicariat Apostolique du Ruanda, d'un terrain de 17 Ha., sis à Mushishiro (Territoire de Nyanza). — Convention du 4 octobre 1948. — Approbation.

CHARLES, PRINCE DE BELGIQUE,
RÉGENT DU ROYAUME,

A tous, présents et à venir, SALUT !

Sur la proposition du Ministre des Colonies,

Nous avons arrêté et arrêtons :

ARTICLE PREMIER.

La convention dont la teneur suit est approuvée :

Gronden. — Kosteloze afstand aan de « Association Vicariat Apostolique du Ruanda », van een grond groot 17 Ha. te Mushishiro (Nyanza Gewest). — Overeenkomst van 4 Oktober 1948. — Goedkeuring.

KAREL, PRINS VAN BELGIË,
REGENT VAN HET KONINKRIJK.

Aan allen, tegenwoordigen en toekomstenden, HEIL !

Op de voordracht van de Minister van Koloniën,

Wij hebben besloten en wij besluiten :

ARTIKEL ÉÉN.

De overeenkomst waarvan de tekst volgt wordt goedgekeurd :

Le Gouvernement du Territoire du Ruanda-Urundi, représenté par le Gouverneur Général du Congo Belge, cède gratuitement en toute propriété à l'Association VICARIAT APOSTOLIQUE DU RUANDA, dont la personnalité civile a été reconnue par l'arrêté royal du 5 mars 1928 (B. O. C. B. 1928, page 2512, 2^{me} partie), ayant son siège à Kabgayi, représenté par Monseigneur Deprimoz, Laurent, Vicaire Apostolique du Ruanda, résidant à Kabgayi, agréé en qualité de Représentant Légal par ordonnance en date du 23 avril 1945, (B. A. 1945, page 597), ci-après dénommée LA MISSION, qui accepte aux conditions générales du décret du 24 janvier 1943, modifié par celui du 2 juin 1945, et aux conditions spéciales qui suivent, un terrain destiné à un usage de poste principal de Mission, situé à Mushishiro, d'une superficie de dix-sept hectares (17 Ha.) dont les limites sont représentées par un liséré rouge au croquis approximatif figuré ci-après à l'échelle de 1 à 5.000.

La nature ainsi que les limites du terrain sont parfaitement connues de la MISSION.

CONDITIONS SPECIALES.

ARTICLE PREMIER. — Le présent contrat est conclu sous réserve de son approbation par arrêté royal.

ART. 2. — Seront considérés comme mis en valeur.

- a) les terres couvertes sur 1/10^{me} au moins de leur surface, par des constructions en matériaux durables;
- b) les terres cultivées sur 6/10^{me} au moins de leur surface;
- c) les pâturages aménagés en prairies et clôturés sur lesquels seront entretenus des bestiaux à l'élève ou à l'engrais à raison d'au moins une tête de gros bétail ou six têtes de petit bétail par 2 hectares;
- d) les terres sur lesquelles il aura été fait des plantations d'espèces ligneuses à une densité rationnelle en rapport avec l'âge et les variétés des essences.

Ces conditions joueront simultanément ou séparément pour toute la surface.

ART. 3. — L'inexécution des conditions prévues à l'article 5 — 1^{er} et 2^{me} alinéas — du décret du 24 janvier 1943, sera constatée par procès-verbal du délégué du Gouverneur du Ruanda-Urundi.

La MISSION s'engage, dès ores, à remplir dans le cas de déchéance, les formalités prévues par la législation sur le régime foncier du Congo Belge en vue de l'enregistrement des terres au nom du Ruanda-Urundi.

ART. 4. — Les chemins et sentiers indigènes ou autres traversant le terrain cédé appartiennent au domaine public et ne font pas partie de la présente cession; leur situation et leur largeur définitives seront déterminées lors du mesurage officiel.

ART. 5. — La MISSION ne peut abattre les espèces ligneuses croissant au moment de l'octroi des terres que dans la mesure des défrichements nécessaires au développement de son entreprise.

ART. 6. — La MISSION s'engage à boiser (ou à entreprendre des cultures de plantes arbustives médicinales) sur un dixième du terrain cédé, c'est-à-dire sur un hectare septante ares (1 ha. 70 a.). Les essences à employer sont laissées au choix de la MISSION.

Les travaux devront être achevés en cinq ans et compteront pour l'évaluation des surfaces mises en valeur.

ART. 7. — La MISSION a l'obligation de débroussailler régulièrement et de tenir dans un bon état de propreté, une zone de 100 mètres autour des constructions qui seraient éventuellement érigées.

ART. 8. — La MISSION déclare expressément renoncer à toute indem-

nité du chef de dommages qui seraient causés par les travaux d'exploitation des mines, aux constructions ou plantations qu'elle établira sur le terrain objet du présent contrat de cession gratuite.

ART. 9. — Sauf pour les cas prévus à l'article 5 — 1^{er} et 2^{me} alinéas du décret du 24 janvier 1943, l'inexécution des conditions générales de ce décret ainsi que l'inexécution des conditions spéciales reprises ci-dessus, feront s'opérer d'office la résolution du présent contrat, si, après sommation faite par lettre recommandée, la MISSION ne satisfait pas aux dites obligations, dans un délai de trente jours à dater de la réception de la lettre recommandée.

Ainsi fait à Léopoldville, en double expédition, le quatre octobre mil neuf cent quarante-huit.

ART. 2.

Le Ministre des Colonies est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Donné à Bruxelles, le 25 octobre 1948.

ART. 2.

De Minister van Koloniën is belast met de uitvoering van dit besluit.

Gegeven te Brussel, den 25^e October 1948.

CHARLES.

Le Ministre des Colonies,

Par le Régent :

De Minister van Koloniën,

Vanwege de Regent :

P. WIGNY.

Terres. — Cession gratuite au « Fonds du Bien-être indigène », d'un terrain de 1 Ha. 12 a. 75 ca., sis à Léopoldville. — Convention du 14 septembre 1948. — Approbation.

CHARLES, PRINCE DE BELGIQUE,
RÉGENT DU ROYAUME,

A tous, présents et à venir, SALUT !

Sur la proposition du Ministre des Colonies,

Nous avons arrêté et arrêtons :

Gronden. — Kosteloze afstand aan « Fonds du Bien-être indigène », van een grond groot 1 Ha. 12 a. 75 ca., te Leopoldstad. — Overeenkomst van 14 September 1948. — Goedkeuring.

KAREL, PRINS VAN BELGIË
REGENT VAN HET KONINKRIJK.

Aan allen, tegenwoordigen en toekomstenden, HEIL !

Op de voordracht van de Minister van Koloniën,

Wij hebben besloten en wij besluiten :

ARTICLE PREMIER.

La convention dont la teneur suit
est approuvée :

ARTIKEL EÉN.

De overeenkomst waarvan de tekst
volgt wordt goedgekeurd :

La Colonie du Congo Belge, représentée par le Gouverneur Général, cède gratuitement en toute propriété au FONDS DU BIEN-ETRE INDIGENE, dont les statuts ont été publiés au « Bulletin Administratif » de 1947, page 1504 et suivantes, représenté par son Président Monsieur le Vice-Gouverneur Général honoraire du Congo Belge, Ermens, Paul, ci-après dénommé le CESSIONNAIRE qui accepte aux conditions générales du décret du 24 janvier 1943, modifié par celui du 2 juin 1945 et aux conditions spéciales qui suivent, un terrain destiné à la construction de maisons d'habitations et de bureaux, situé à Léopoldville, au coin du boulevard Albert 1^{er} et de l'avenue de la VIII^{me} Armée, d'une superficie de un hectare douze ares septante-cinq centiares, dont les limites sont représentées par un liseré rouge au croquis approximatif figuré ci-après à l'échelle de 1 à 5.000.

La nature ainsi que les limites du terrain sont parfaitement connues du CESSIONNAIRE.

CONDITIONS SPECIALES.

ARTICLE PREMIER. — Le présent contrat est conclu sous réserve de son approbation par le Pouvoir Compétent.

ART. 2. — Seront considérées comme mises en valeur, les terres couvertes par des constructions entièrement achevées répondant à la destination mentionnée ci-dessus.

Les constructions devront être conformes aux prescriptions de l'autorité compétente à qui les plans devront être soumis, toute diligence étant faite par le cessionnaire pour obtenir l'autorisation de bâtir en temps utile.

Le cessionnaire sera tenu de se conformer aux prescriptions de l'autorité administrative en ce qui concerne la zone de recul à observer éventuellement le long des voies publiques pour l'alignement des constructions. Toutefois cette zone ne pourra excéder cinq mètres de largeur.

ART. 3. — L'inexécution des conditions prévues à l'article 5 — 1^{er} et 2^{me} alinéas — du décret du 24 janvier 1943, sera constatée par procès-verbal du délégué du Gouverneur de Province.

Le cessionnaire s'engage, dès ores, à remplir dans le cas de déchéance, les formalités prévues par la législation sur le régime foncier du Congo Belge en vue de l'enregistrement des terres au nom de la Colonie.

ART. 4. — Sauf pour les cas prévus à l'article 5 — 1^{er} et 2^{me} alinéas — du décret du 24 janvier 1943, l'inexécution des conditions générales de ce décret modifié par celui du 2 juin 1945, ainsi que l'inexécution des conditions spéciales reprises ci-dessus, feront s'opérer d'office la résolution du présent contrat, si, après sommation faite par lettre recommandée, le cessionnaire ne satisfait pas aux dites obligations dans un délai de un mois à dater de la réception de la lettre recommandée.

Ainsi fait à Léopoldville, en double expédition, le quatorze septembre mil neuf cent quarante-huit.

ART. 2.

Le Ministre des Colonies est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Donné à Bruxelles, le 25 octobre 1948.

ART. 2.

De Minister van Koloniën is belast met de uitvoering van dit besluit.

Gegeven te Brussel, den 25^e October 1948.

CHARLES.

Par le Régent :

Le Ministre des Colonies,

Vanwege de Regent :

De Minister van Koloniën,

P. WIGNY.

Terres. — Concession à M. de la Kethulle de Ryhove d'un terrain de 2 Ha., sis à Djelo-Binza-Sud. — Convention du 7 juillet 1948. — Approbation.

CHARLES, PRINCE DE BELGIQUE,
RÉGENT DU ROYAUME,

A tous, présents et à venir, SALUT !

Sur la proposition du Ministre des Colonies,

Nous avons arrêté et arrêtons :

ARTICLE PREMIER.

La convention dont la teneur suit est approuvée :

Gronden. — Concessie aan de H. de la Kethulle de Ryhove van een grond groot 2 Ha., te Djelo-Binza-Zuid. — Overeenkomst van 7 Juli 1948. — Goedkeuring.

KAREL, PRINS VAN BELGIË,
REGENT VAN HET KONINKRIJK.

Aan allen, tegenwoordigen en toekomstenden, HEIL !

Op de voordracht van de Minister van Koloniën,

Wij hebben besloten en wij besluiten :

ARTIKEL ÉÉN.

De overeenkomst waarvan de tekst volgt wordt goedgekeurd :

La Colonie du Congo Belge, représentée par le Gouverneur de la Province de Léopoldville, accorde gratuitement en occupation provisoire pour un terme de cinq ans à Maître de la Kethulle de Ryhove, Wa'part, avocat, résidant à Léopoldville, qui accepte aux conditions générales des décrets des 28 octobre 1942, 6 avril 1943, 2 juin 1945 et 13 janvier 1947 et aux conditions spéciales qui suivent, un terrain destiné à usage résidentiel, situé à Djelo-Binza-Sud, d'une superficie de deux hectares, dont les limites sont représentées par un liseré jaune au croquis approximatif figuré ci-après à l'échelle de 1 à 5.000.

La nature ainsi que les limites du terrain sont parfaitement connues du concessionnaire.

CONDITIONS SPECIALES.

ARTICLE PREMIER. — Le présent contrat prend cours à la date de son approbation par arrêté royal.

ART. 2. — Seront considérées comme mises en valeur les terres qui auront reçu des constructions dont les principales devront être édifiées en matériaux durables.

Elles comprennent au moins un corps principal de bâtiment à usage de logement, conformément aux lois et règlements d'administration générale.

ART. 3. — Au plus tard à l'expiration du terme de cinq ans prévu au présent contrat les terres occupées provisoirement et mises en valeur comme dit à l'article 2 seront cédées gratuitement en pleine propriété.

ART. 4. — Les chemins et sentiers indigènes ou autres traversant le terrain concédé appartiennent au domaine public et ne font pas partie de la présente occupation provisoire; leur situation et leur largeur définitives seront déterminées lors du mesurage officiel.

ART. 5. — La seconde proclamation des résultats de l'enquête de vacance ayant été effectuée le 1^{er} juillet 1941, le délai prévu à l'article 9 du décret du 21 mai 1934 est expiré.

ART. 6. — Sauf pour les cas prévus à l'article 1^{er} — 4^{me} alinéa — du décret du 6 avril 1943, l'inexécution des conditions générales du décret du 28 octobre 1942, ainsi que l'inexécution des conditions spéciales reprises ci-dessus, feront s'opérer d'office la résiliation du présent contrat si après sommation faite par lettre recommandée, l'occupant ne satisfait pas aux dites obligations dans un délai de un mois à dater de la réception de la lettre recommandée.

Ainsi fait à Léopoldville, en double expédition, le sept juillet mil neuf cent quarante-huit.

ART. 2.

Le Ministre des Colonies est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Donné à Bruxelles, le 25 octobre 1948.

ART. 2.

De Minister van Koloniën is belast met de uitvoering van dit besluit.

Gegeven te Brussel, den 25^e October 1948.

CHARLES.

Le Ministre des Colonies,

Par le Régent:

De Minister van Koloniën,

Vanwege de Regent:

P. WIGNY.

Terres. — Modifications de certaines dispositions des articles 3 et 4 de l'arrêté du 25 février 1943 relatif à la vente et à la location des terres.
— Approbation.

CHARLES, PRINCE DE BELGIQUE,
RÉGENT DU ROYAUME,

A tous, présents et à venir, SALUT !

Revu l'arrêté du 25 février 1943 relatif à la vente et à la location des terres domaniales,

Sur la proposition du Ministre des Colonies,

Nous avons arrêté et arrêtons :

ARTICLE PREMIER.

Le premier alinéa de l'article 3 de l'arrêté du 25 février 1943 est abrogé et remplacé par la disposition suivante :

Les demandes de terrain doivent être adressées à l'autorité compétente en triple expédition dont une est transmise au Gouverneur de Province, les deux autres à l'administrateur territorial du lieu; la demande prend date le jour de sa réception au bureau du territoire.

ART. 2.

Le pénultième alinéa de l'article 3 de l'arrêté du 25 février 1943 est abrogé et remplacé par la disposition suivante :

1°) un plan indiquant la configuration du terrain et aussi les longueurs des limites et toutes autres dimensions ayant servi au calcul de la superficie du terrain; les éléments de repérage du terrain par rapport à des accidents du sol, à des construc-

Gronden. — Wijzigingen van zekere bepalingen der artikelen 3 en 4 van het besluit van 25 Februari 1943 betreffende de verkoop en de verhuring van de domeingronden. — Goedkeuring.

KAREL, PRINS VAN BELGIË,
REGENT VAN HET KONINKRIJK,

Aan allen, tegenwoordigen en toekomstenden, HEIL !

Herzien het besluit van 25 Februari 1943, betreffende de verkoop en de verhuring van de domeingronden,

Op de voordracht van de Minister van Koloniën,

Wij hebben besloten en wij besluiten :

ARTIKEL ÉÉN.

Het eerste lid van artikel 3 van het besluit d.d. 25 Februari 1943 wordt afgeschaft en door volgende bepaling vervangen :

De aanvragen om gronden moeten aan de bevoegde overheid gestuurd worden, in driedubbel afschrift, waarvan een aan de Provincie-Gouverneur, de twee andere aan de gewestbeheerder van de plaats overgemaakt worden; als datum van de aanvraag wordt aangenomen de dag waarop zij op het bureau van het Gewest ontvangen wordt.

ART. 2.

Het voorlaatste lid van artikel 3 van het besluit van 25 Februari 1943 wordt afgeschaft en door volgende bepaling vervangen :

1°) een plan dat de configuratie van de grond aangeeft, alsook de lengten der grenzen en al de andere afmetingen wel bij het berekenen der oppervlakte van de grond gediend hebben; de gegevens om de grond van herkenningstekens te voorzien

tions ou à des ouvrages d'un caractère permanent, etc.; les cours d'eau, routes ou sentiers traversant, le cas échéant, le terrain demandé.

ART. 3.

L'article 4 de l'arrêté du 25 février 1943 est abrogé et remplacé par la disposition suivante:

La renonciation à une demande de location ou d'achat de terrain est soumise au paiement des frais résultant de l'examen auquel elle a donné lieu, lesquels seront calculés sur la base du loyer annuel au prorata des mois entiers, compris entre la date de la demande et celle de la renonciation.

Ces frais seront éventuellement augmentés du montant de la taxe d'élaboration du contrat et des frais occasionnés par l'enquête de vacance et la délimitation tels qu'ils sont fixés par les ordonnances du Gouverneur Général en vigueur au moment de l'introduction de la demande.

ART. 4.

Le Ministre des Colonies est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Donné à Bruxelles, le 8 novembre 1948.

met betrekking tot oneffenheden van de bodem, tot gebouwen of tot werken van blijvende aard, enz.; de waterlopen, wegen of paden, die bij voorkomend geval, door de aangevraagde grond lopen.

ART. 3.

Artikel 4 van het besluit van 25 Februari 1943 wordt afgeschaft en door volgende bepaling vervangen:

Het afzien van een aanvraag tot huur of aankoop van grond is onderworpen aan de betaling der kosten voortvloeiende uit het onderzoek waartoe zij bij aanleiding heeft gegeven; deze kosten worden berekend op grondslag van het jaarlijks huurgeld naar rato van de volle maanden begrepen tussen de datum der aanvraag en die waarop er van afgezien wordt.

Deze kosten worden eventueel vermeerderd met de taxe voor het opmaken van het contract en met de kosten veroorzaakt door het onderzoek naar de onbeheerde gronden en door de afpaling, zoals zij vastgesteld zijn door de ordonnances van de Gouverneur Generaal van kracht bij het indienen der aanvraag.

ART. 4.

De Minister van Koloniën is belast met de uitvoering van dit besluit.

Gegeven te Brussel, den 8 November 1948.

CHARLES.

Par le Régent :
Le Ministre des Colonies,

Vanwege de Regent :
De Minister van Koloniën,

P. WIGNY.

Terres. — Cession gratuite à la Mission Evangélique de l'Ubanguï d'un terrain de 25 Ha., sis à Bwamba'i. — Convention du 7 octobre 1948. — Approbation.

CHARLES, PRINCE DE BELGIQUE,
RÉGENT DU ROYAUME,

A tous, présents et à venir, SALUT !

Sur la proposition du Ministre des Colonies,

Nous avons arrêté et arrêtons :

ARTICLE PREMIER.

La convention dont la teneur suit est approuvée :

La Colonie du Congo Belge, représentée par le Gouverneur Général, cède gratuitement en toute propriété à l'Association MISSION EVANGELIQUE DE L'UBANGI, dont la personnalité civile a été reconnue par arrêté royal en date du 19 mai 1926, publié au « Bulletin Officiel du Congo Belge » du 15 juin 1926, page 540, représentée par le Révérend Norton, H. Wilbert, résidant à Tandala (Lisala), agréé en qualité de Représentant Légal suivant avis publié au « Bulletin Administratif du Congo Belge », année 1947, page 2508, ci-après dénommée LA MISSION qui accepte aux conditions générales du décret du 24 janvier 1943 et du décret du 2 juin 1945 et aux conditions spéciales qui suivent, un terrain destiné à la création d'un poste principal de mission, situé à Bwambali, d'une superficie de vingt-cinq hectares (25 ha.), dont les limites sont représentées par un liséré rouge au croquis approximatif figuré ci-après à l'échelle de 1 à 10.000.

La nature ainsi que les limites du terrain sont parfaitement connues de LA MISSION.

CONDITIONS SPECIALES.

ARTICLE PREMIER. — Le présent contrat est conclu sous réserve de son approbation par arrêté royal; il prend cours à la date de cette approbation. .

ART. 2. — Seront considérés comme mis en valeur :

a) les terres qui sont couvertes sur 1/10^{me} au moins de leur surface par des constructions;

Gronden. — Kosteloze afstand aan de « Mission Evangélique de l'Ubanguï » van een grond, groot 25 Ha., gelegen te Bwamba'i. — Overeenkomst van 7 Oktober 1948. — Goedkeuring.

KAREL, PRINS VAN BELGIË,
REGENT VAN HET KONINKRIJK.

Aan allen, tegenwoordigen en toekomstenden, HEIL !

Op de voordracht van de Minister van Koloniën,

Wij hebben besloten en wij besluiten :

ARTIKEL EÉN.

De overeenkomst waarvan de tekst volgt wordt goedgekeurd :

- b) les terres sur lesquelles il aura été fait des cultures arbustives sur 6/10^{me} au moins de leur surface, avec un minimum à l'hectare de 900 caféiers ou 400 cacaoyers ou 200 hévéas ou 100 palmiers ou des plantations d'espèces de boisement à raison de 100 arbres au minimum pour les enrichissements de forêt et de 1000 arbres par hectare au minimum pour les boisements en terrains nus.

Toutefois, pour les cultures arbustives autres, la densité minimum sera fixée par le service compétent consulté au préalable par le concessionnaire et dans le cas particulier des bananeraies, la mise en valeur ne sera effective que pour autant que les dispositions précitées aient été observées sous forme de culture intercalaire au bananiers;

- c) les pâturages clôturés et améliorés dont un 1/10^{me} au moins par semis ou plantation de plantes améliorantes, sur lesquels seront entretenus des bestiaux à l'élève ou à l'engrais à raison d'au moins deux têtes de gros bétail ou de huit têtes de petit bétail par 10 hectares.

Ces conditions joueront simultanément ou séparément pour toute la surface.

ART. 3. — L'inexécution des conditions prévues à l'article 5 — 1^{er} et 2^{me} alinéas du décret du 24 janvier 1943, sera constatée par procès-verbal du délégué du Gouverneur de Province. LA MISSION s'engage d'ores et déjà à remplir dans le cas de déchéance les formalités prévues par la législation sur le régime foncier du Congo Belge en vue de l'enregistrement des terres au nom de la Colonie.

ART. 4. — Les chemins et sentiers indigènes ou autres traversant le terrain cédé appartiennent au domaine public et ne font pas partie de la présente cession. Leur situation et leur largeur définitives seront déterminées lors du mesurage officiel.

ART. 5. — LA MISSION ne peut abattre les espèces ligneuses croissant au moment de l'octroi du terrain que dans la mesure nécessaire au développement de son entreprise.

ART. 6. — LA MISSION a l'obligation de débroussailler régulièrement et de tenir en bon état de propreté une zone de 100 mètres autour des constructions.

ART. 7. — Le présent contrat est conclu sous réserve des droits que les indigènes pourraient éventuellement revendiquer selon la procédure et dans le délai prévus à l'article 9 du décret du 31 mai 1934.

La seconde proclamation des résultats de l'enquête a eu lieu le 19 novembre 1947.

ART. 8. — Sauf pour les cas prévus à l'article 5 — 1^{er} et 2^{me} alinéas — du décret du 24 janvier 1943, l'inexécution des conditions générales de ce décret, modifié par le décret du 2 juin 1945, ainsi que l'inexécution des conditions spéciales reprises ci-dessus feront s'opérer d'office la résiliation du présent contrat si, après sommation faite par lettre recommandée, LA MISSION ne satisfait pas aux dites obligations dans un délai de trois mois à dater de la réception de la lettre recommandée.

Ainsi fait à Léopoldville, en double expédition, le sept octobre mil neuf cent quarante-huit.

ART. 2.

Le Ministre des Colonies est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Donné à Bruxelles, le 9 novembre 1948.

ART. 2.

De Minister van Koloniën is belast met de uitvoering van dit besluit.

Gegeven te Brussel, de 9 November 1948.

CHARLES.

Par le Régent:

De Minister van Koloniën,

Vanwege de Regent:

Le Ministre des Colonies,

P. WIGNY.

Terres. — Concession gratuite à « The Congo Union of Seventh Day Adventists » d'un terrain de 1 Ha. sis à Bigobo. — Convention du 18 février 1948. — Approbation.

Gronden. — Kosteloze concessie aan « The Congo Union of Seventh Day Adventists » van een grond groot 1 Ha. te Bigobo. — Overeenkomst van 18 Februari 1948. — Goedkeuring.

CHARLES, PRINCE DE BELGIQUE,
RÉGENT DU ROYAUME,

KAREL, PRINS VAN BELGIË,
REGENT VAN HET KONINKRIJK.

A tous, présents et à venir, SALUT !

Aan allen, tegenwoordigen en toekomstenden, HEIL !

Sur la proposition du Ministre des Colonies,

Op de voordracht van de Minister van Koloniën,

Nous avons arrêté et arrêtons :

Wij hebben besloten en wij besluiten :

ARTICLE PREMIER.

ARTIKEL ÉÉN.

La convention dont la teneur suit est approuvée :

De overeenkomst waarvan de tekst volgt wordt goedgekeurd :

Entre le COMITE SPECIAL DU KATANGA, dont les bureaux sont situés à Elisabethville, représenté par son Représentant en Afrique, pour qui agit Monsieur Verbois. H., résidant à Elisabethville, en vertu de procuration authentique déposée à la Conservation des Titres Fonciers d'Elisabethville, sous le numéro spécial mil quatre cent septante-sept, contractant d'une part,

et THE CONGO UNION OF SEVENTH DAY ADVENTISTS, dont le siège est à Gitwe par Usumbura, reconnue par arrêté royal du cinq octobre mil neuf cent vingt-six, représentée par Monsieur le Révérend

James, Rossier, Campbell, résidant à Gitwe, agréé en qualité de Représentant Légal par ordonnance du Gouverneur Général du Congo Belge en date du dix-huit décembre mil neuf cent quarante-et-un, parue page deux mille deux cent vingt-neuf du « Bulletin Administratif du Congo Belge » numéro vingt-quatre du vingt-cinq décembre mil neuf cent quarante-et-un, contractante d'autre part,

Sous réserve d'approbation par le pouvoir compétent de la Colonie, il est convenu ce qui suit :

Le COMITE SPECIAL DU KATANGA, concède gratuitement à la contractante d'autre part, qui accepte expressément :

Un terrain situé à Bigobo d'une superficie de un hectare (1 ha.), tel qu'il est représenté sous une teinte rouge au croquis ci-joint.

Cette concession gratuite est faite :

1°) aux conditions du règlement général du COMITE SPECIAL DU KATANGA sur les cessions et concessions gratuites aux associations scientifiques et religieuses et aux établissements d'utilité publique, publié au « Bulletin Administratif du Congo Belge », numéro deux du vingt-cinq janvier mil neuf cent quarante-sept dont la contractante d'autre part déclare avoir connaissance;

2°) aux conditions spéciales ci-après :

ARTICLE PREMIER. — DESTINATION DU TERRAIN.

Dans les limites de l'article 6 du règlement général du Comité Spécial, dont mention ci-dessus, le terrain est destiné exclusivement à la construction d'une maison d'habitation.

ART. 2. — MISE EN VALEUR.

Endéans les dix ans de la date de l'approbation du présent contrat, la contractante d'autre part devra avoir érigé sur le terrain cédé des constructions en matériaux durables conformes aux prescriptions de l'autorité compétente. Les dites constructions devront être en rapport avec la situation et la superficie de la parcelle cédée. Le plan des constructions projetées et le plan d'implantation devront avoir reçu l'approbation du COMITE SPECIAL DU KATANGA.

ART. 3. — CESSION GRATUITE.

Au terme du délai de dix ans prévu à l'article 2 et à condition d'avoir réalisé la mise en valeur déterminée au même article, le contractant d'une part cèdera gratuitement à la contractante d'autre part le terrain concédé.

Toutefois, le contractant d'une part, cèdera gratuitement le terrain concédé avant l'expiration du délai de dix ans dès que la contractante d'autre part aura réalisé la mise en valeur déterminée par l'article 2.

Au terme du délai de dix ans, le contractant d'une part reprendra la libre disposition des parties de terrain non mises en valeur conformément à l'article 2.

ART. 4. — CHEMINS ET SENTIERS.

Les chemins et sentiers indigènes ou autres traversant le terrain concédé appartiennent au domaine public et ne font pas partie de la présente concession.

ART. 5. — RESERVE POUR ROUTE.

Le COMITE SPECIAL DU KATANGA se réserve dès maintenant à l'intérieur du terrain concédé, dans l'éventualité de la construction d'une route, une bande de terre de vingt mètres de largeur, dont la situation sera déterminée par le COMITE SPECIAL DU KATANGA en tenant compte, autant que possible, des nécessités de l'exploitation. Cette bande de terre ne fait pas partie intégrante du terrain concédé.

ART. 6. — APPROBATION DU CONTRAT.

Le présent contrat est conclu sous la condition suspensive de son approbation par le Pouvoir Compétent de la Colonie.

La convention sera nulle si l'approbation n'intervient pas dans les deux ans du jour de la signature du contrat.

Dans cette éventualité, le COMITE SPECIAL DU KATANGA reprendra la libre disposition du terrain en cause, sans autre formalité que la notification préalable à la Mission par lettre recommandée ou contre accusé de réception, de la défaillance de la condition.

L'accomplissement de la condition n'aura pas d'effet rétroactif.

ART. 7. — FIN DU CONTRAT. — REMISE EN ETAT DES LIEUX.

Au cas où le présent contrat viendrait à être résilié ou annulé pour quelque cause que ce soit, la contractante d'autre part devra enlever les constructions et plantations existantes et remettre le terrain en état locatif.

Si elle est en défaut d'exécuter cette obligation, le COMITE SPECIAL aura le droit de procéder lui-même d'office à la remise en état aux frais de la contractante d'autre part. Le COMITE SPECIAL pourra toutefois conserver les constructions et plantations en remboursant la valeur des matériaux et le prix de la main-d'œuvre sans égard à la plus-value que le fonds a pu acquérir.

Fait en double exemplaire à Elisabethville, le 18 février 1948.

ART. 2.

Le Ministre des Colonies est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Donné à Bruxelles, le 9 novembre 1948.

ART. 2.

De Minister van Koloniën is belast met de uitvoering van dit besluit.

Gegeven te Brussel, 9 November 1948.

CHARLES.

Par le Régent :

Le Ministre des Colonies,

Vanwege de Regent :

De Minister van Koloniën,

P. WIGNY.

Terres. — Cession gratuite à l'Association des Missionnaires d'Afrique (Pères Blancs) du Vicariat Apostolique du Kivu d'un terrain de 1 Ha., sis dans le Centre extra-coutumier de Costermansville. — Convention du 7 octobre 1948. — Approbation.

CHARLES, PRINCE DE BELGIQUE,
RÉGENT DU ROYAUME,

A tous, présents et à venir, SALUT!

Sur la proposition du Ministre des Colonies,

Nous avons arrêté et arrêtons :

ARTICLE PREMIER.

La convention dont la teneur suit est approuvée :

La Colonie du Congo Belge représentée par le Gouverneur Général, cède gratuitement en toute propriété, à l'ASSOCIATION DES MISSIONNAIRES D'AFRIQUE (PERES BLANCS) DU VICARIAT APOSTOLIQUE DU KIVU, reconnue par l'arrêté royal du 14 juillet 1930 (« Bulletin Officiel » année 1930, page 606), dûment représentée par Monseigneur Cleire, Richard, Représentant Légal, agréé par l'ordonnance du 23 avril 1945 (« Bulletin Administratif » année 1945, page 597), ci-après dénommée l'ASSOCIATION, qui accepte, aux conditions générales des décrets du 24 janvier 1943 et 2 juin 1945 et aux conditions spéciales qui suivent, un terrain destiné à l'établissement d'un centre paroissial situé à Costermansville (Centre Extra-Coutumier) d'une superficie de un hectare dont les limites sont représentées par un liséré rouge au croquis approximatif figuré ci-après à l'échelle de 1 à 2500.

La nature ainsi que les limites du terrain sont parfaitement connues de l'ASSOCIATION.

CONDITIONS SPECIALES.

ARTICLE PREMIER. — Le présent contrat est conclu sous réserve de son approbation par le Pouvoir Compétent de la Colonie.

ART. 2. — La mise en valeur sera constituée par la construction de bureaux, d'une église, de salles d'instruction des catéchumènes, de salles d'œuvres post et parascolaires, de deux bâtiments d'école, d'un musée scolaire et procure du matériel scolaire, d'installations de gymnastique, sanitaires et cour de récréation.

Gronden. — Kosteloze afstand aan de « Association des Missionnaires d'Afrique (Pères Blancs) du Vicariat Apostolique du Kivu » van een grond, groot 1 Ha. gelegen in het buitengewoonterechte!ijk Centrum van Costermansstad. — Overeenkomst van 7 Oktober 1948. — Goedkeuring.

KAREL, PRINS VAN BELGIË,
REGENT VAN HET KONINKRIJK.

Aan allen, tegenwoordigen en toekomstenden, HEIL !

Op de voordracht van de Minister van Koloniën,

Wij hebben besloten en wij besluiten :

ARTIKEL EÉN.

De overeenkomst waarvan de tekst volgt wordt goedgekeurd :

ART. 3. — L'inexécution des conditions prévues à l'article 5 — 1^{er} et 2^{me} alinéas — du décret du 24 janvier 1943, sera constatée par procès-verbal du délégué du Gouverneur de Province.

L'ASSOCIATION s'engage, dès ores, à remplir dans le cas de déchéance, les formalités prévues par la législation sur le régime foncier du Congo Belge, en vue de l'enregistrement des terres au nom de la Colonie.

ART. 4. — S'il se trouve une contenance plus grande que celle exprimée au contrat, l'ASSOCIATION aura à se désister de l'excédent constaté s'il est d'un vingtième au dessus de la contenance déclarée. Le désistement pourra au choix de l'ASSOCIATION porter de préférence sur les surfaces non mises en valeur pour autant que celles-ci soient susceptibles d'être occupées par des tiers indigènes ou non indigènes.

Cette rétrocession de terres ne donnera droit pour l'ASSOCIATION, ni à indemnité, ni à compensation, la surface indiquée au contrat étant le maximum auquel l'ASSOCIATION reconnaît avoir droit.

ART. 5. — Sauf pour les cas prévus à l'article 5 — 1^{er} et 2^{me} alinéas du décret du 24 janvier 1943, l'inexécution des conditions générales de ce décret et des conditions spéciales reprises ci-dessus, feront s'opérer d'office la résolution du présent contrat si après sommation faite par lettre recommandée, l'ASSOCIATION ne satisfait pas aux dites obligations dans le délai de trois mois à dater de la réception de la lettre recommandée.

Ainsi fait à Léopoldville, en double expédition, le sept octobre mil neuf cent quarante-huit.

ART. 2.

Le Ministre des Colonies est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Donné à Bruxelles, le 9 novembre 1948.

ART. 2.

De Minister van Koloniën is belast met de uitvoering van dit besluit.

Gegeven te Brussel, de 9^e November 1948.

CHARLES.

Par le Régent:

Le Ministre des Colonies,

Vanwege de Regent:

De Minister van Koloniën,

P. WIGNY.

Rapport du Conseil Colonial sur un projet de décret portant concession à M. H. A. Swanepoel par le Comité Spécial du Katanga d'un terrain de 790 hectares sur la rivière Kasonga près de Jadotville.

Le Conseil Colonial a examiné dans sa séance du 22 octobre 1948 un projet de décret qui approuve la convention intervenue le 24 février 1947 entre le Comité Spécial du Katanga et M. H. A. Swanepoel, colon résidant à Jadotville, concédant à l'intéressé pour une durée de 5 ans, un droit de pâture sur un terrain rural d'une superficie de 790 hectares situé sur la rivière Kasonga près de Jadotville.

Un membre a exposé, à l'occasion de ce projet de décret, les éléments d'une politique gouvernementale de nature à favoriser le développement de l'élevage du bétail de boucherie dans la Colonie.

Le projet de décret, mis aux voix, a été adopté à l'unanimité.

MM. les Conseillers Deraedt et De Cleene, absents, s'étaient fait excuser.

Bruxelles, le 12 novembre 1948.

Le Conseiller-Rapporteur,

L'Auditeur,

M. VAN HECKE.

Verslag van de Koloniale Raad over een ontwerp van decreet tot concessie door het Bijzonder Comité van Katanga aan de Heer H. A. Swanepoel van een grond van 790 hectaren aan de Kasonga-rivier nabij Jadotstad.

De Koloniale Raad heeft in de zitting van 22 October 1948 een ontwerp van decreet onderzocht, tot goedkeuring van de overeenkomst op 24 Februari 1947 gesloten tussen het Bijzonder Comité van Katanga en de Heer H. A. Swanepoel, kolonist verblijvend te Jadotstad, waarbij aan de belanghebbende voor 5 jaar een weiderecht wordt verleend op een plattelandsgrond van 790 hectaren aan de Kasonga-rivier nabij Jadotstad.

Naar aanleiding van dit ontwerp van decreet, heeft een raadslid de elementen uiteengezet van een gouvernementspolitiek met het oog op de bevordering van de teelt van slachtee in de Kolonie.

In stemming gebracht, werd het ontwerp van decreet eenparig goedgekeurd.

De Heeren De Cleene en Deraedt raadsleden, waren afwezig met kennisgeving.

Brussel, 12 November 1948.

Het Raadslid-Verslaggever,

F. VAN DER LINDEN.

De Auditeur,

Terres. — Concession à M. H. A. Swanepoel, par le Comité Spécial du Katanga, d'un terrain de 790 Ha. sur la rivière Kasonga (près Jadotville). — Convention du 24 février 1947. — Approbation.

CHARLES, PRINCE DE BELGIQUE,
RÉGENT DU ROYAUME,

A tous, présents et à venir, SALUT !

Vu l'avis émis par le Conseil Colonial en sa séance du 22 octobre 1948;

Sur la proposition du Ministre des Colonies,

Nous avons décrété et décrétons :

ARTICLE PREMIER.

La convention dont la teneur suit est approuvée :

Entre le COMITE SPECIAL DU KATANGA, dont les bureaux sont situés à Elisabethville, contractant d'une part,

et M. Swanepoel, H. A., colon, résidant à Jadotville, contractant d'autre part,

Il est convenu ce qui suit, sous réserve d'approbation par le Pouvoir Compétent de la Colonie :

Le contractant d'une part concède au contractant d'autre part, un droit exclusif de pâturage sur :

Un terrain rural situé sur la Kasonga, d'une superficie de 790 hectares (sept cent nonante hectares) environ, tel qu'il est représenté au croquis ci-joint.

Cette concession est accordée :

1° aux conditions reproduites dans le règlement général de vente et location des terres du COMITE SPECIAL DU KATANGA, ci-annexé, dans la mesure où elles sont applicables au présent contrat;

2° aux conditions spéciales ci-après :

ARTICLE PREMIER. — DUREE DU CONTRAT.

La durée du contrat est de cinq années, prenant cours à la date d'approbation du contrat.

Gronden. — Concessie aan de Heer H. A. Swanepoel, door het Bijzonder Comité van Katanga, van een grond groot 790 Ha. op de rivier Kasonga (nabij Jadotstad). — Overeenkomst van 24 Februari 1947. — Goedkeuring.

KAREL, PRINS VAN BELGIË,
REGENT VAN HET KONINKRIJK.

Aan allen, tegenwoordigen en toekomstenden, HEIL !

Gezien het advies door de Koloniale Raad uitgebracht in diens vergadering van 22 October 1948;

Op de voordracht van de Minister van Koloniën,

Wij hebben gedecreteerd en wij decreteren :

ARTIKEL EÉN.

De overeenkomst waarvan de tekst volgt wordt goedgekeurd :

Le contractant d'autre part aura la faculté de le renouveler pour une durée égale aux conditions en vigueur au moment de son expiration.

ART. 2. — REDEVANCE.

Le contractant d'autre part paiera une redevance annuelle fixée à 2.468 francs (deux mille, quatre cent soixante-huit francs). Cette redevance sera payable par anticipation dans les bureaux du COMITE SPECIAL DU KATANGA à Elisabethville; elle portera intérêts à huit pour cent (8 %) l'an du jour de l'échéance jusqu'au jour du paiement.

ART. 3. — INSTALLATIONS.

Le contractant d'autre part aura la faculté d'établir sur le terrain dont il s'agit les installations nécessaires au bétail et des logements pour les bouviers.

Il ne pourra pas couper le bois se trouvant sur le terrain sans autorisation préalable, donnée par écrit du COMITE SPECIAL DU KATANGA, sauf aux emplacements strictement nécessaires à l'exercice de son droit.

ART. 4. — DEGATS AUX TIERS.

Le contractant d'autre part devra prendre toutes mesures utiles pour empêcher le bétail de causer des dégâts aux cultures ou autres biens avoisinants sa concession.

ART. 5. — DECES.

En cas de décès du contractant d'autre part, les héritiers seront tenus de notifier par écrit au Représentant du COMITE SPECIAL, dans les six mois du décès qu'ils entendent reprendre pour leur compte ou pour le compte de l'un d'entre eux, les droits et obligations découlant du présent contrat. S'ils restent en défaut de remplir cette formalité, le contrat sera considéré comme résilié de plein droit à l'expiration du délai dont il s'agit et les redevances courues jusqu'à ce jour seront dues par la succession. Le transfert du contrat au profit des héritiers aura lieu sur production des pièces authentiques constatant leurs droits et donnera lieu à la perception du montant des frais prévus au tarif pour les transferts de contrats.

ART. 6. — REMISE EN ETAT DES LIEUX.

A l'expiration du présent contrat, le contractant d'autre part devra remettre le terrain en état locatif.

S'il est en défaut d'exécuter cette obligation, le COMITE SPECIAL aura le droit de procéder lui-même d'office à la remise en état des lieux aux frais du contractant d'autre part.

ART. 7. — FRAIS DE TRANSFERT.

Par dérogation à l'article 8 du règlement général ci-annexé les frais de transfert éventuel du présent contrat seront fixés conformément au tarif en vigueur au moment du transfert.

ART. 8. — ENQUETE DE VACANCE.

Le présent contrat est conclu sous réserve des droits que les indigènes pourraient revendiquer dans le délai et selon la procédure prévus à l'article 9 du décret du 31 mai 1934.

ART. 9. — RACHAT DES DROITS INDIGENES.

Si le terrain fait retour au COMITE SPECIAL pour quelque motif que ce soit, le contractant d'autre part n'aura droit à aucune indemnité du chef de la plus-value que le terrain aura pu acquérir en raison des impenses faites pour dégrever le terrain des droits indigènes.

ART. 10. — DROITS DES INDIGENES.

Le terrain est concédé sous réserve des droits coutumiers des indigènes.

Les indigènes conservent leurs droits :

- 1° de cueillette de fruits dans les galeries forestières de la Kasongo et Kimpangala;
- 2° de passage sur les deux sentiers reliant Kakanda à Mubambe. Ces sentiers indiqués par un liséré vert au croquis ci-annexé ont 1 m. 50 (un mètre cinquante centimètres) de largeur.

Si l'exercice de ces droits est entravé par le contractant, d'autre part, celui-ci pourra être contraint de racheter aux indigènes leurs droits en observant à cet égard la législation sur la matière.

En cas de refus, soit de la part des indigènes de céder leurs droits, soit de la part du contractant d'autre part de racheter ces droits, le contrat sera résilié d'office sans que le contractant d'autre part puisse prétendre à aucune indemnité de ce chef.

ART. 11. — APPROBATION DU CONTRAT.

Le présent contrat est conclu sous la condition suspensive de son approbation par le Pouvoir Compétent de la Colonie. Tant que cette approbation n'est pas intervenue, le concessionnaire n'a le droit de faire aucun acte d'occupation quelconque sur le terrain.

La condition sera considérée comme défaillie si l'approbation n'intervient pas dans les deux ans du jour de la signature du contrat.

Dans cette éventualité, le COMITE SPECIAL reprendra la libre disposition du terrain en cause, sans autre formalité que la notification préalable au concessionnaire par lettre recommandée ou contre accusé de réception de la défaillance de la condition.

L'accomplissement de la condition n'aura pas d'effet rétroactif.

ART. 12. — ELECTION DE DOMICILE.

Pour l'exécution des présentes, le contractant d'autre part déclare faire élection de domicile sur le terrain faisant l'objet du présent contrat où

toutes significations pourront lui être faites tant en son absence qu'en sa présence.

Fait en double exemplaire, à Elisabethville, le vingt-quatre février mil neuf cent quarante-sept.

ART. 2.

Le Ministre des Colonies est chargé de l'exécution du présent décret.

Donné à Bruxelles, le 9 novembre 1948.

ART. 2.

De Minister van Koloniën is belast met de uitvoering van dit decreet.

Gegeven te Brussel, 9 November 1948.

CHARLES.

Par le Régent:
Le Ministre des Colonies,

De Minister van Koloniën,
Vanwege de Regent :

P. WIGNY.

Rapport du Conseil Colonial sur un projet de décret concédant à la Société du Haut-Uele et du Nil (Shun) trois terrains sis à Aba (district du Kibali-Ituri).

Ce projet de décret a été examiné par le Conseil Colonial au cours de sa séance du 22 octobre 1948.

Un membre constate que parmi les conditions de mise en valeur figure une clause par laquelle le concessionnaire s'engage à ne pas entretenir plus d'une tête de bétail par deux hectares en vue de ne pas surcharger les pâturages. Or, d'après les chiffres cités dans l'exposé des motifs il semblerait que cette surcharge des pâturages existe dès à présent et ne serait pas supprimée par l'octroi de la concession. Le représentant de l'Administration répond qu'il n'en est rien, la Société possédant d'autres terrains que ceux dont il est question dans le projet de décret.

Verslag van de Koloniale Raad over een ontwerp van decreet tot concessie aan de « Société du Haut-Uele et du Nil » (Shun) van drie gronden te Aba (district Kibali-Ituri).

Dit ontwerp van decreet werd door de Koloniale Raad onderzocht in de zitting van 22 October 1948.

Een raadslid stelt vast dat er onder de voorwaarden betreffende het productiefmaken een bepaling voorkomt waarbij de concessiehouder zich verbindt niet meer dan één stuk vee op twee hectaren te onderhouden ten einde het weiland niet over te belasten. Volgens de cijfers in de memorie van toelichting schijnt deze overbelasting reeds nu te bestaan en zou zij door het verlenen van de concessie niet afgeschaft worden. De vertegenwoordiger van het Bestuur antwoordt dat dit niet het geval is, daar de vennootschap andere gronden bezit dan die waarvan sprake in het ontwerp van decreet.

Mis aux voix, le projet de décret a été approuvé à l'unanimité.

MM. les Conseillers De Cleene et Deraedt avaient fait excuser leur absence.

Bruxelles, le 12 novembre 1948.

Le Conseiller-Rapporteur,

In stemming gebracht, werd het ontwerp van decreet eenparig goedgekeurd.

De Heeren De Cleene en Deraedt, raadsleden, waren afwezig met kennisgeving.

Brussel, 12 November 1948.

Het Raadslid-Verslaggever,

AN DE PUTTE.

V

L'Auditeur,

De Auditeur,

M. VAN HECKE.

Terres. — Concession à la Société du Haut-Uele et du Nil (Shun) de 3 terrains sis à Aba (district du Kibali-Ituri). — Convention du 11 décembre 1947. — Approbation.

CHARLES, PRINCE DE BELGIQUE,
RÉGENT DU ROYAUME,

A tous, présents et à venir, SALUT !

Vu l'avis émis par le Conseil Colonial en sa séance du 22 octobre 1948,

Sur la proposition du Ministre des Colonies,

Nous avons décrété et décrétons :

ARTICLE PREMIER.

La convention dont la teneur suit est approuvée :

Gronden. — Concessie aan de « Société du Haut-Uele et du Nil » (Shun) van drie gronden te Aba (District Kibali-Ituri). — Overeenkomst van 11 December 1947. — Goedkeuring.

KAREL, PRINS VAN BELGIË,
REGENT VAN HET KONINKRIJK.

Aan allen, tegenwoordigen en toekomstenden, HEIL !

Gezien het advies door de Koloniale Raad uitgebracht in diens vergadering van 22 October 1948,

Op de voordracht van de Minister van Koloniën,

Wij hebben gedecreteerd en wij decreteren :

ARTIKEL EÉN.

De overeenkomst waarvan de tekst volgt wordt goedgekeurd :

I.

La Colonie du Congo Belge, représentée par le Gouverneur de la Province Orientale agissant en vertu des dispositions de l'arrêté du 25 fé-

vrier 1943, donne en occupation provisoire pour un terme de cinq ans à la SOCIÉTÉ DU HAUT UÉLE ET DU NIL (S. H. U. N.), ayant son siège administratif à Bruxelles, 66, rue du Commerce, et le siège social établi à Aba (Congo Belge) et dont les statuts ont été publiés au B. O. de 1928, page 185 des annexes, représentée par M. Courboin, Willy, en vertu d'une procuration publiée au B. A. de 1947, page 444 des annexes qui accepte aux conditions générales de l'arrêté précité et aux conditions spéciales qui suivent, un terrain destiné à un usage d'élevage situé à Aba d'une superficie de deux mille cinquante hectares dont les limites sont représentées par un liseré jaune au croquis approximatif figuré ci-après à l'échelle de 1 à 50.000.

La nature ainsi que les limites du terrain sont parfaitement connues de l'occupant.

CONDITIONS SPECIALES.

ARTICLE PREMIER. — Le loyer annuel du terrain est fixé à la somme de quinze mille trois cent septante-cinq francs, payable ainsi qu'il est dit à l'article 19 de l'arrêté du 25 février 1943 chez le Receveur des Impôts à Stanleyville sans qu'il soit besoin d'aucun avertissement de la part de la Colonie du Congo Belge.

ART. 2. — Le présent contrat prend cours le premier novembre mil neuf cent quarante-six.

ART. 3. — Seront considérés comme mis en valeur :

Les pâturages clôturés et aménagés en paddocks, améliorés par débroussaillage, éradication de plantes nuisibles, ou par plantation et semis de plantes améliorantes sur 1/10^{me} au moins de leur superficie et sur lesquels seront entretenus des bestiaux à l'élève ou l'engrais, à raison d'une tête de gros bétail ou de quatre têtes de petit bétail par cinq hectares.

L'aménagement de paddocks sera réalisé de façon à utiliser rationnellement la totalité des pâturages.

Les kraals et abreuvoirs seront en nombre suffisant, et dispersés sur toute la concession de façon à éviter la surcharge locale.

Les chemins à bétail vers les abreuvoirs naturels ou autres seront clôturés.

En vue d'éviter la surcharge des pâturages le concessionnaire s'engage à ne pas entretenir plus d'une tête par deux hectares.

La végétation arborée sera respectée dans la mesure compatible avec l'exploitation des pâturages.

ART. 4. — A l'expiration du terme de cinq ans prévu au présent contrat les terres occupées et mises en valeur comme dit à l'article 3 seront louées à l'occupant pour un terme de cinq ans au tarif ci-dessus soit sept francs cinquante centimes l'hectare.

ART. 5. — Les chemins et sentiers indigènes ou autres traversant le terrain objet du présent contrat appartiennent au domaine public et ne font pas partie du terrain donné en occupation provisoire; leur situation

et leur largeur définitives seront déterminées lors du mesurage officiel.

ART. 6. — Le présent contrat est conclu sous réserve des droits que les indigènes pourraient éventuellement revendiquer dans le délai et selon la procédure prévus à l'article 9 du décret du 31 mai 1934.

ART. 7. — Il est convenu entre les parties que le loyer définitif du terrain sera établi, d'après la superficie du terrain constatée en suite à une vérification effectuée par un géomètre de la Colonie.

ART. 8. — L'occupant déclare connaître parfaitement la situation de la région du point de vue de la main-d'œuvre indigène et savoir qu'il ne pourra compter sur l'intervention de l'administration pour obtenir les travailleurs qui lui seront nécessaires.

ART. 9. — L'inexécution des conditions générales de l'arrêté du 25 février 1943, ainsi que l'inexécution d'une des conditions spéciales reprises ci-dessus, feront s'opérer d'office la résiliation du présent contrat si, après sommation faite par lettre recommandée, l'occupant ne satisfait pas aux dites obligations dans un délai de trente jours à dater de la réception de la lettre recommandée.

ART. 10. — Le présent contrat est conclu sous réserve d'approbation par le Pouvoir Compétent de la Colonie.

Ainsi fait à Stanleyville, double expédition, le onze décembre mil neuf cent quarante-sept.

II.

La Colonie du Congo Belge, représentée par le Gouverneur de la Province Orientale, agissant en vertu des dispositions de l'arrêté du 25 février 1943, accorde en occupation provisoire pour un terme de cinq ans à la SOCIÉTÉ DU HAUT UELE ET DU NIL (S. H. U. N.), ayant son siège administratif à Bruxelles, 66, rue du Commerce, et le siège social établi à Aba (Congo Belge), et dont les statuts ont été publiés au « Bulletin Officiel » de 1928, page 185 des annexes, représentée par M. Courboin, Willy, en vertu d'une procuration publiée au « Bulletin Administratif » de 1947, page 444 des annexes qui accepte, aux conditions générales de l'arrêté précité et aux conditions spéciales qui suivent un terrain destiné à un usage agricole situé à Aba, d'une superficie de cinq cents hectares dont les limites sont représentées par un liseré jaune au croquis approximatif figuré ci-après à l'échelle de 1 à 50.000.

La nature ainsi que les limites du terrain sont parfaitement connues de l'occupant.

CONDITIONS SPECIALES.

ARTICLE PREMIER. — La redevance annuelle du terrain est fixée à la somme de sept mille cinq cents francs, payable ainsi qu'il est dit à l'article 19 de l'arrêté du 25 février 1943, chez le Receveur des Impôts à

Stanleyville, sans qu'il soit besoin d'aucun avertissement de la part de la Colonie du Congo Belge.

ART. 2. — Le présent contrat prend cours à la date du premier novembre mil neuf cent quarante-six.

ART. 3. — Seront considérées comme mises en valeur :

- a) les terres couvertes sur 1/10^{me} au moins de leur surface par des constructions;
- b) les terres couvertes sur 6/10^{mes} au moins de leur surface par des cultures industrielles rationnellement établies comprenant au moins 900 plants de café, ou 120 palmiers, ou 400 plants de cacao, ou 5000 plants de quinquina, ou 250 plants d'arbres à caoutchouc par hectare;
- c) les terres sur lesquelles il aura été établi des plantations d'espèces ligneuses d'au moins cent arbres par hectare.

Ces conditions joueront simultanément ou séparément pour toute la surface.

Les cultures vivrières faites en application de l'ordonnance n° 115/AE/T. du 12 novembre 1937 compteront pour l'évaluation de la mise en valeur.

ART. 4. — L'expiration du terme de cinq années prévu au présent contrat, les terres occupées provisoirement et mises en valeur comme dit à l'article 3 seront, au gré de l'occupant, cédées en pleine propriété au prix de trois cents francs l'hectare (soit cent cinquante mille francs) ou louées à raison de quinze francs l'hectare (soit au loyer annuel de sept mille cinq cents francs).

ART. 5. — Conformément aux dispositions de l'ordonnance n° 115/AE/T du 12 novembre 1937, l'occupant s'engage à établir et à maintenir des cultures vivrières et alimentaires dans la mesure nécessaire à la bonne alimentation du personnel indigène de son exploitation. Elles compteront pour l'évaluation des superficies mises en valeur par application de l'article 30 de l'arrêté du 25 février 1943.

ART. 6. — Les chemins et sentiers indigènes traversant le terrain accordé en occupation provisoire appartiennent au domaine public et ne font pas partie de la présente occupation provisoire; leur situation et leur largeur définitives seront déterminées lors du mesurage officiel. En attendant la largeur des routes et des pistes carrossables est provisoirement fixée à 20 mètres.

ART. 7. — Le présent contrat est conclu sous réserve des droits que les indigènes pourraient éventuellement revendiquer dans le délai et selon la procédure prévus à l'article 9 du décret du 31 mai 1934.

ART. 8. — L'occupant déclare connaître parfaitement la situation de la région du point de vue de la main-d'œuvre indigène et savoir qu'il ne pourra compter sur l'intervention de l'administration pour obtenir les travailleurs qui lui seront nécessaires.

ART. 9. — Il est convenu entre les parties que le loyer définitif du terrain sera établi d'après la superficie du terrain constatée en suite à une vérification effectuée par un géomètre de la Colonie et le cas échéant le prix de vente fixé d'après les résultats du mesurage officiel.

ART. 10. — L'inexécution des conditions générales de l'arrêté du 25 février 1943, ainsi que l'inexécution des conditions spéciales reprises ci-dessus, feront s'opérer d'office la résiliation du présent contrat si après sommation faite par lettre recommandée, l'occupant ne satisfait pas aux dites obligations dans un délai de trente jours à dater de la réception de la lettre recommandée.

ART. 11. — Le présent contrat est conclu sous réserve d'approbation par le Pouvoir Compétent de la Colonie.

Ainsi fait à Stanleyville, en double expédition, le onze décembre mil neuf cent quarante-sept.

III.

La Colonie du Congo Belge, représentée par le Gouverneur de la Province Orientale agissant en vertu des dispositions de l'arrêté du 25 février 1943, accorde en occupation provisoire pour un terme de cinq ans à la SOCIETE DU HAUT UELE ET DU NIL (S. H. U. N.), ayant son siège social établi à Aba (Congo Belge) et dont les statuts ont été publiés au « Bulletin Officiel » de 1928, page 185 des annexes, représentée par M. Courboin, Willy, en vertu d'une procuration publiée au « Bulletin Administratif » de 1947, page 444 des annexes qui accepte aux conditions générales de l'arrêté précité et aux conditions spéciales qui suivent, un terrain destiné à un usage de reboisement situé à Aba, d'une superficie de cinquante hectares dont les limites sont représentées par un liseré jaune au croquis approximatif figuré ci-après à l'échelle de 1 à 50.000.

La nature ainsi que les limites du terrain sont parfaitement connues de l'occupant.

CONDITIONS SPECIALES.

ARTICLE PREMIER. — Le loyer annuel du terrain est fixé à la somme de cinq cents francs payable ainsi qu'il est dit à l'article 19 de l'arrêté du 25 février 1943, chez le Receveur des Impôts à Stanleyville, sans qu'il soit besoin d'aucun avertissement de la part de la Colonie du Congo Belge.

ART. 2. — Le présent contrat prend cours le premier novembre mil neuf cent quarante-six.

ART. 3. — Seront considérées comme mises en valeur : les terres sur lesquelles il aura été établi des plantations d'espèces ligneuses d'au moins cent arbres par hectare.

ART. 4. — A l'expiration du terme de cinq ans prévu au présent contrat, les terres occupées et mises en valeur comme dit à l'article 3 seront

louées à l'occupant pour un terme de cinq ans au tarif ci-dessus soit dix francs l'hectare.

ART. 5. — Les chemins et sentiers indigènes ou autres traversant le terrain donné en occupation provisoire, appartiennent au domaine public et ne font pas partie de la présente location; leur situation et leur largeur définitives seront déterminées lors du mesurage officiel.

ART. 6. — Le présent contrat est conclu sous réserve des droits que les indigènes pourraient éventuellement revendiquer dans le délai et selon la procédure prévus à l'article 9 du décret du 31 mai 1934.

ART. 7. — Il est convenu entre les parties que le loyer définitif du terrain sera établi d'après la superficie du terrain constatée en suite à une vérification effectuée par un géomètre de la Colonie.

ART. 8. — L'occupant déclare connaître parfaitement la situation de la région du point de vue de la main-d'œuvre indigène et savoir qu'il ne pourra compter sur l'intervention de l'administration pour obtenir les travailleurs qui lui seront nécessaires.

ART. 9. — L'inexécution des conditions générales de l'arrêté du 25 février 1943 ainsi que l'inexécution d'une des conditions spéciales reprises ci-dessus, feront s'opérer d'office la résiliation du présent contrat si, après sommation faite par lettre recommandée, l'occupant ne satisfait pas aux dites obligations dans un délai de trente jours à dater de la réception de la lettre recommandée.

ART. 10. — Le présent contrat est conclu sous réserve d'approbation par le Pouvoir Compétent de la Colonie.

Ainsi fait à Stanleyville, en double expédition, le onze décembre mil neuf cent quarante-sept.

ART. 2.

Le Ministre des Colonies est chargé de l'exécution du présent décret.

Donné à Bruxelles, le 9 novembre 1948.

ART. 2.

De Minister van Koloniën is belast met de uitvoering van dit decreet.

Gegeven te Brussel, 9 November 1948.

CHARLES.

Par le Régent :

Le Ministre des Colonies,

Vanwege de Regent :

De Minister van Koloniën,

P. WIGNY.

Rapport du Conseil Colonial sur un projet de décret approuvant la concession à la « Compagnie Cotonnière Congolaise » (Cotonco), d'un terrain de 195 Ha. sis à Dingila (Territoire de Buta).

Ce projet de décret a été soumis au Conseil Colonial à la séance du 22 octobre 1948.

Un membre fait observer que pour cette concession, comme pour toutes celles destinées à des cultures vivrières, la convention contient une règle restrictive quant au mode d'exploitation, à savoir : le locataire ne peut abattre les espèces ligneuses croissant au moment du l'octroi du terrain que dans la mesure des défrichements nécessaires au développement de son entreprise.

Il se demande s'il ne serait pas utile qu'il y ait des règles à observer par le locataire dans l'établissement de ses cultures.

Un autre membre déclare qu'il voit une objection de principe à l'octroi de cette concession dans le caractère indigène des terres en question et que son objection est encore renforcée par le fait qu'elles contiennent une portion importante de cultures indigènes sur pied.

A quoi l'Administrateur répond que les indigènes ont renoncé à leurs droits moyennant une indemnité jugée équitable et que leurs cultures sont peu de chose en regard de l'étendue de la concession.

Un membre fait encore observer que si la concession était refusée, il se produirait une situation assez insolite, parce que les terrains en question sont déjà occupés par le concessionnaire depuis deux ans.

Mis aux voix, le projet a été approuvé par 8 voix contre 4.

Verslag van de Koloniale Raad over een ontwerp van decreet tot goedkeuring van de concessie aan de « Compagnie Cotonnière Congolaise » (Cotonco) van een grond van 195 Ha. te Dingila (Gewest Buta).

Dit ontwerp van decreet werd aan de Koloniale Raad onderworpen in de zitting van 22 October 1948.

Een raadslid doet opmerken dat voor deze concessie, zoals voor al die bestemd voor voedselcultures, de overeenkomst een beperkende regel betreffende de wijze van ontginning bevat, te weten : de huurder mag de bij de toekenning van de grond voorhanden bomen maar vellen in de mate van de ontginning die voor de ontwikkeling van zijn onderneming noodzakelijk is.

Hij vraagt zich af of het niet nuttig ware regelen op te stellen die de huurder bij het bebouwen moet in acht nemen.

Een ander raadslid verklaart in het inlandse karakter van de betrokken gronden een principiële bezwaar tegen het verlenen van die concessie te zien en dat zijn bezwaar nog versterkt wordt door het feit dat er een belangrijk aantal inlandse cultuurres voorhanden zijn.

Waarop het Bestuur antwoordt dat de inlanders van hun rechten afgezien hebben tegen een billijk geachte vergoeding en dat hun cultuurres van gering belang zijn ten opzichte van de uitgestrektheid van de concessie.

Een raadslid doet nog opmerken dat, indien de concessie geweigerd werd, er zich een vrij ongewone toestand zou voordoen daar de betrokken gronden reeds twee jaar door de concessiehouder bezet zijn.

In stemming gebracht, werd het ontwerp, met 8 stemmen tegen 4 goedgekeurd.

MM. les Conseillers De Cleene et Deraedt ont fait excuser leur absence

De HH. De Cleene en Deraedt, raadsleden waren afwezig met kennisgeving.

Bruxelles, le 12 novembre 1948.

Brussel, 12 November 1948.

Le Conseiller-Rapporteur,

Het Raadslid-Verslaggever,

J. VAN WING.

L'Auditeur

De Auditeur,

M. VAN HECKE.

Terres. — Location à la Compagnie Cotonnière Congolaise (Cotonco) d'un terrain de 195 Ha. sis à Dingila. — Convention du 20 avril 1948. — Approbation.

Gronden. — Verhuring aan de « Compagnie Cotonnière Congolaise » (Cotonco) van een grond groot 195 Ha. te Dingila. — Overeenkomst van 20 April 1948. — Goedkeuring.

CHARLES. PRINCE DE BELGIQUE,
RÉGENT DU ROYAUME,

KAREL, PRINS VAN BELGIË,
REGENT VAN HET KONINKRIJK.

A tous, présents et à venir, SALUT !

Aan allen, tegenwoordigen en toekomstenden, HEIL !

Vu l'avis émis par le Conseil Colonial en sa séance du 22 octobre 1948 ;

Gezien het advies door de Koloniale Raad uitgebracht in diens vergadering van 22 October 1948 ;

Sur la proposition du Ministre des Colonies,

Op de voordracht van de Minister van Koloniën,

Nous avons décrété et décrétons :

Wij hebben gedecreteerd en wij decreteren :

ARTICLE PREMIER.

ARTIKEL ÉÉN.

La convention dont la teneur suit est approuvée :

De overeenkomst waarvan de tekst volgt wordt goedgekeurd :

La Colonie du Congo Belge, représentée par le Gouverneur de la Province Orientale, agissant en vertu des dispositions de l'arrêté du 25 février 1943, donne en location pour un terme de cinq ans, à la COMPAGNIE COTONNIERE CONGOLAISE (COTONCO), représentée par M. Houssiaux, Julien, résidant à Djingila, qui accepte aux conditions générales de l'arrêté précité et aux conditions spéciales qui suivent, un terrain destiné à un usage de cultures vivrières, situé à Dingila, d'une superficie de cent nonante-cinq hectares dont les limites sont représentées par un liséré jaune au croquis approximatif figuré ci-après à l'échelle de 1 à 20.000.

La nature ainsi que les limites du terrain sont parfaitement connues du locataire.

CONDITIONS SPECIALES.

ARTICLE PREMIER. — Le loyer annuel du terrain est fixé à la somme de quatre mille huit cent septante-cinq francs, payable ainsi qu'il est dit à l'article 19 de l'arrêté du 25 février 1943, chez le Receveur des Impôts à Stanleyville, sans qu'il soit besoin d'aucun avertissement de la part de la Colonie du Congo Belge.

ART. 2. — Le présent contrat prend cours le premier septembre mil neuf cent quarante-sept.

ART. 3. — Le locataire ne peut abattre les espèces ligneuses croissant au moment de l'octroi du terrain que dans la mesure des défrichements nécessaires au développement de son entreprise.

En cas de vente ou de cession de bois à des tiers, le locataire acquittera la taxe de coupe fixée par les ordonnances sur la matière.

ART. 4. — Les chemins et sentiers indigènes ou autres traversant le terrain donné en location appartiennent au domaine public, et ne font pas partie de la présente location.

ART. 5. — Le présent contrat est conclu sous réserve des droits que les indigènes pourraient éventuellement revendiquer dans le délai et selon la procédure prévus à l'article 9 du décret du 31 mai 1934.

ART. 6. — Il est convenu, entre les parties, que le loyer définitif du terrain sera établi d'après la superficie du terrain constatée en suite à une vérification effectuée par un géomètre de la Colonie.

ART. 7. — Le locataire déclare connaître parfaitement la situation de la région au point de vue de la main-d'œuvre indigène et savoir qu'il ne pourra compter sur l'intervention de l'administration pour obtenir les travailleurs qui lui seront nécessaires.

ART. 8. — La jouissance du locataire cessera de plein droit après l'expiration du terme de bail indiqué ci-dessus, sans qu'il soit besoin de signification de congé, les parties renonçant toutes deux au bénéfice de la tacite reconduction.

ART. 9. — L'inexécution des conditions générales de l'arrêté du 25 février 1943, ainsi que l'inexécution des conditions spéciales reprises ci-dessus, feront s'opérer d'office la résiliation du présent contrat si après sommation faite par lettre recommandée, le locataire ne satisfait pas aux dites obligations dans un délai de trente jours à dater de la réception de la lettre recommandée.

ART. 10. — Le présent contrat est conclu sous réserve d'approbation par le Pouvoir Compétent de la Colonie.

Ainsi fait à Stanleyville, en double expédition, le vingt avril mil neuf cent quarante-huit.

ART. 2.

Le Ministre des Colonies est chargé de l'exécution du présent décret.

Donné à Bruxelles, le 9 novembre 1948.

ART. 2.

De Minister van Koloniën is belast met de uitvoering van dit decreet.

Gegeven te Brussel, 9 November 1948.

CHARLES.

Par le Régent :
Le Ministre des Colonies,

Vanwege de Regent :
De Minister van Koloniën,

P. WIGNY.

Rapport du Conseil Colonial sur un projet de décret approuvant la concession à la Compagnie Cotonnière Congolaise (Cotonco) d'un terrain de 17 Ha. 40 a. situé à Demba (District du Kasai).

Ce projet de décret a été examiné par le Conseil en sa séance du 22 octobre 1948.

Un membre a posé la question s'il n'y a pas d'opposition entre le fait que le terrain concédé est destiné à des plantations d'essences ligneuses et le fait que la concession est périmée au bout de cinq ans. Ce court espace de temps peut-il permettre un rendement forestier ?

Il a été répondu qu'il s'agit de bois de chauffage et que certaines essences comme les *Cassia Siamea* et certaines espèces d'*Eucalyptus* peuvent fournir après trois ans un bon bois de chauffage.

Un autre membre se demande si des concessions de cette sorte ne sont

Verslag van de Koloniale Raad over een ontwerp van decreet tot goedkeuring van de concessie aan de « Compagnie Cotonnière Congolaise » (Cotonco) van een grond van 17 Ha. 40 a. te Demba (Kasai-district).

De Raad heeft dit ontwerp van decreet in de zitting van 22 October 1948 onderzocht.

Een Raadslid heeft de vraag gesteld of er geen tegenstrijdigheid is tussen het feit dat de in concessie gegeven grond bestemd is voor boomplantsoenen en het feit dat de concessie na vijf jaar een einde neemt. Kunnen deze bossen binnen zulke korte tijdspanne een opbrengst geven ?

Het antwoord luidde dat het hier om brandhout gaat en dat sommige houtsoorten, zoals de *Cassia Siamea* en sommige *Eucalyptus*-soorten, na drie jaar goed brandhout kunnen leveren.

Een ander raadslid vraagt zich af of concessies van die soort geen be-

pas de nature à entraver la constitution et le fonctionnement de coopératives indigènes, qui pourraient fournir du bois. L'Administration répond que la chose ne semble pas à craindre, d'autant plus que les coopératives n'existent pas encore et que, d'autre part, les sociétés cotonnières qui employaient des graines de coton comme combustible, les valorisent actuellement et pour cette raison, ont besoin de s'assurer le bois de chauffage nécessaire à leurs entreprises.

Mis aux voix, le projet de décret a été approuvé à l'unanimité.

MM. les Conseillers De Cleene et Deraedt, avaient fait excuser leur absence.

Bruxelles, le 12 novembre 1948.

Le Conseiller-Rapporteur,

lemmering vormen voor de oprichting en de werking van inlandse coöperaties, die hout zouden kunnen leveren. Het Bestuur antwoordt dat zulks niet te vrezen is, te meer daar de coöperaties nog niet bestaan, en dat anderzijds de katoenmaatschappijen, die katoenzaden als brandstof gebruikten, ze thans voor winstgevende doeleinden aanwenden en derhalve zich het nodige brandhout voor hun ondernemingen moeten verzekeren.

In stemming gebracht, werd het ontwerp van decreet eenparig goedgekeurd.

De HH. De Cleene en Deraedt, raadsleden, waren afwezig met kennisgeving.

Brussel, 12 November 1948.

Het Raadslid-Verslaggever,

J. VAN WING.

L'Auditeur,

De Auditeur,

M. VAN HECKE.

Terres. — Concession à la Compagnie Cotonnière Congolaise (Cotonco) d'un terrain de 17 Ha. 40 a. sis à Demba (District du Kasai). — Convention du 4 septembre 1947. — Approbation.

CHARLES, PRINCE DE BELGIQUE,
RÉGENT DU ROYAUME,

A tous, présents et à venir, SALUT !

Vu l'avis émis par le Conseil Colonial en sa séance du 22 octobre 1948;

Sur la proposition du Ministre des Colonies,

Gronden. — Concessie aan de « Compagnie Cotonnière Congolaise » (Cotonco) van een grond groot 17 Ha. 40 a. te Demba (Kasai-District). — Overeenkomst van 4 September 1947. — Goedkeuring.

KAREL, PRINS VAN BELGIË,
REGENT VAN HET KONINKRIJK.

Aan allen, tegenwoordigen en toekomstenden, HEIL !

Gezien het advies door de Koloniale Raad uitgebracht in diens vergadering van 22 October 1948;

Op de voordracht van de Minister van Koloniën,

Nous avons décrété et décrétons :

Wij hebben gedecreteerd en wij decreteren :

ARTICLE PREMIER.

ARTIKEL EÉN.

La convention dont la teneur suit est approuvée :

De overeenkomst waarvan de tekst volgt wordt goedgekeurd :

La Colonie du Congo Belge, représentée par le Gouverneur de la Province du Kasai, agissant en vertu des dispositions de l'arrêté du 25 février 1943, accorde en occupation provisoire, pour un terme de cinq ans à la COMPAGNIE COTONNIERE CONGOLAISE « COTONCO », société congolaise à responsabilité limitée, ayant son siège social à Léopoldville, ses statuts publiés au « Bulletin Officiel » de 1920, page 400, représentée par son Directeur M. Baltus, Henri, résidant à Lusambo, agissant en vertu d'une délégation de pouvoirs publiée au « Bulletin Administratif » de 1939, page 352, qui accepte aux conditions générales de l'arrêté précité, de l'arrêté n° 62/T.F du 18 février 1947, et aux conditions spéciales qui suivent un terrain destiné à des plantations d'espèces ligneuses situé à Demba, d'une superficie de dix-sept hectares quarante ares (17 ha. 40 a.) dont les limites sont représentées par un liséré jaune, au croquis approximatif figuré ci-après à l'échelle de 1 à 5000.

La nature ainsi que les limites du terrain sont parfaitement connues de l'occupant.

ARTICLE PREMIER. — La redevance annuelle du terrain est fixée à la somme de sept cent vingt francs (720 francs) payable ainsi qu'il est dit à l'article 19 de l'arrêté du 25 février 1943, chez le Receveur des Impôts à Lusambo, sans qu'il soit besoin d'aucun avertissement de la part de la Colonie du Congo Belge.

ART. 2. — Le présent contrat prend cours à la date du premier janvier mil neuf cent quarante-sept.

ART. 3. — Seront considérées comme mises en valeur :
les terres sur lesquelles il aura été fait des plantations d'espèces ligneuses à raison de cent arbres, au minimum, pour chaque hectare.

ART. 4. — A l'expiration du terme de cinq années prévu au présent contrat, les terres occupées provisoirement et mises en valeur comme dit à l'article 3 seront au gré de l'occupant louées pour un nouveau terme de cinq ans au tarif de sept cent vingt francs de location annuelle.

Le locataire devra introduire la demande de location au minimum trois mois avant l'expiration du présent contrat d'occupation provisoire.

Le terrain faisant l'objet du présent contrat ne sera pas vendu.

ART. 5. — Les chemins et sentiers indigènes ou autres traversant le terrain accordé en occupation provisoire appartiennent au domaine public et ne font pas partie de la présente occupation provisoire; leur situation et leur largeur définitives seront déterminées lors du mesurage officiel.

ART. 6. — Le présent contrat est conclu sous réserve des droits que les indigènes pourraient éventuellement revendiquer dans le délai et selon la procédure prévus à l'article 9 du décret du 31 mai 1934.

ART. 7. — L'occupant déclare connaître parfaitement la situation de la région du point de vue de la main-d'œuvre indigène et savoir qu'il ne pourra compter sur l'intervention de l'administration pour obtenir les travailleurs qui lui seront nécessaires.

ART. 8. — L'inexécution des conditions générales de l'arrêté du 25 février 1943, ainsi que l'inexécution des conditions spéciales reprises ci-dessus, feront s'opérer d'office la résiliation du présent contrat si, après sommation faite par lettre recommandée, l'occupant ne satisfait pas aux dites obligations dans un délai de trois mois à dater de la réception de la lettre recommandée.

ART. 9. — Le présent contrat est conclu sous réserve d'approbation par le Pouvoir Compétent.

Ainsi fait à Lusambo, en double expédition, le quatre septembre mil neuf cent quarante-sept.

ART. 2.

Le Ministre des Colonies est chargé de l'exécution du présent décret.

Donné à Bruxelles, le 9 novembre 1948.

ART. 2.

De Minister van Koloniën is belast met de uitvoering van dit decreet.

Gegeven te Brussel, 9 November 1948.

CHARLES.

Le Ministre des Colonies,

Par le Régent :

De Minister van Koloniën,

Vanwege de Regent :

P. WIGNY.

Rapport du Conseil Colonial sur un projet de décret portant cession à M. Van den Broeck, Pierre, d'un terrain de 83 Ha. sis à Lumpungu (Territoire de Demba).

Ce projet de décret a été examiné par le Conseil Colonial au cours de sa séance du 22 octobre 1948. Il n'a pas donné lieu à discussion et a été approuvé à l'unanimité.

Verslag van de Koloniale Raad over een ontwerp van decreet tot afstand aan de H. Pierre Van den Broeck, van een grond van 83 Ha. te Lumpungu (Gewest Demba).

Dit ontwerp van decreet werd door de Koloniale Raad onderzocht in de zitting van 22 October 1948. Het gaf geen aanleiding tot bespreking en werd eenparig goedgekeurd.

MM. les Conseillers De Cleene et Deraedt avaient fait excuser leur absence.

Bruxelles, le 12 novembre 1948.

Le Conseiller-Rapporteur,

De HH. De Cleene en Deraedt, raadsleden, waren afwezig met kennisgeving.

Brussel, 12 November 1948.

He: Raadslid-Verslaggever,

VAN DE PUTTE.

L'Auditeur,

De Auditeur,

M. VAN HECKE.

Terres. — Cession à M. Van den Broeck, Pierre, d'un terrain de 83 Ha. sis à Lumpungu (Territoire de Demba). — Convention du 8 août 1947. — Approbation.

CHARLES, PRINCE DE BELGIQUE,
RÉGENT DU ROYAUME,

A tous, présents et à venir, SALUT !

Vu l'avis émis par le Conseil Colonial en sa séance du 22 octobre 1948 ;

Sur la proposition du Ministre des Colonies,

Nous avons décrété et décrétons :

ARTICLE PREMIER.

La convention dont la teneur suit est approuvée :

La Colonie du Congo Belge, représentée par le Gouverneur de la Province de Lusambo, agissant en vertu des dispositions de l'arrêté du 25 février 1943, vende et cède en toute propriété à M. Van den Broeck, Pierre, planteur-éleveur, résidant à Lumpungu (Demba), qui accepte aux conditions générales de l'arrêté précité, de l'arrêté n° 54/T.F. du 9 février 1939 et aux conditions spéciales qui suivent, un terrain destiné à l'élevage situé à Lumpungu (près Demba) d'une superficie de quatre-vingt-trois hectares constitué par deux parcelles séparées, contenant respectivement

Gronden. — Afstand aan de H. Pierre Van den Broeck, van een grond van 83 Ha. te Lumpungu (Gewest Demba). — Overeenkomst van 8 Augustus 1947. — Goedkeuring.

KAREL, PRINS VAN BELGIË,
REGENT VAN HET KONINKRIJK.

Aan allen, tegenwoordigen en toekomstenden, HEIL !

Gezien het advies door de Koloniale Raad uitgebracht in diens vergadering van 22 October 1948 ;

Op de voordracht van de Minister van Koloniën,

Wij hebben gedecreteerd en wij decreteren :

ARTIKEL ÉÉN.

De overeenkomst waarvan de tekst volgt wordt goedgekeurd :

55 hectares et 28 hectares dont les limites sont représentées par un liséré rouge au croquis approximatif figurant ci-après à l'échelle de 1 à 25.000.

Sa nature ainsi que ses limites sont parfaitement connues de l'acquéreur.

CONDITIONS SPECIALES.

ARTICLE PREMIER. — Le prix de vente du terrain est fixé à la somme de huit mille trois cents francs (8.300 francs), payable ainsi qu'il est dit à l'article 26 de l'arrêté du 25 février 1943, chez le Receveur des Impôts à Lusambo, sans qu'il soit besoin d'aucun avertissement de la part du vendeur.

ART. 2. — Les pâturages devront être clôturés.

ART. 3. — Les chemins et sentiers indigènes ou autres qui traversent le terrain appartiennent au domaine public et ne font pas partie de la présente vente; leur situation et leur largeur définitives seront déterminées lors du mesurage officiel.

ART. 4. — Conformément aux dispositions de l'ordonnance n° 115/Æ/T. du 12 novembre 1937, l'acheteur s'engage à établir et à maintenir sur le terrain des cultures vivrières et alimentaires dans la mesure nécessaire à la bonne alimentation du personnel indigène de son exploitation.

ART. 5. — L'acquéreur déclare connaître parfaitement la situation de la région au point de vue de la main-d'œuvre indigène et savoir qu'il ne pourra compter sur l'intervention de l'administration pour obtenir les travailleurs qui lui seront nécessaires.

ART. 6. — L'acquéreur est tenu de verser au Trésor une somme correspondant à la valeur du bois sur pied existant sur le terrain en dehors de celui des plantations établies. Cette valeur sera fixée par le Gouverneur de Province d'après évaluation d'un fonctionnaire du service compétent.

ART. 7. — Le présent contrat fait suite au contrat d'occupation provisoire n° L. 2109 en date du premier avril 1941. L'occupation et la mise en valeur du terrain ont été constatées suivant procès-verbal en date du 27 août 1946, dressé par un agronome du service de l'Agriculture.

ART. 8. — L'inexécution des conditions générales de l'arrêté du 25 février 1943, ainsi que l'inexécution des conditions spéciales qui précèdent feront s'opérer d'office la résolution du contrat si après sommation faite par lettre recommandée, l'acquéreur ne satisfait pas aux dites obligations dans un délai de quinze jours à dater de la réception de la lettre recommandée.

ART. 9. — Le présent contrat est conclu sous réserve d'approbation par décret.

Ainsi fait à Lusambo, en double expédition, le huit août mil neuf cent quarante-sept.

ART. 2.

Le Ministre des Colonies est chargé de l'exécution du présent décret.

Donné à Bruxelles, le 9 novembre 1948.

ART. 2.

De Minister van Koloniën is belast met de uitvoering van dit decreet.

Gegeven te Brussel, 9 November 1948.

CHARLES.

Par le Régent :
Le Ministre des Colonies,

Vanwege de Regent :
De Minister van Koloniën,

P. WIGNY.

Terres. — Convention du 15 octobre 1948 entre la Colonie et la « Transcomin » relative au choix de terrains à Léopoldville. — Approbation.

CHARLES, PRINCE DE BELGIQUE,
RÉGENT DU ROYAUME,

A tous, présents et à venir, SALUT !

Sur la proposition du Ministre des Colonies,

Nous avons arrêté et arrêtons :

ARTICLE PREMIER.

La convention dont la teneur suit est approuvée :

Entre la Colonie du Congo Belge, représentée par M. P. Wigny, ministre des Colonies, d'une part,

et la SOCIÉTÉ DE TRANSPORTS RAPIDES, DE COMMERCE ET DE MINES (TRANSCOMIN), dont le siège social est situé à Léopoldville, représentée par M. A. Druart, administrateur-délégué, et M. J. Duson, administrateur, d'autre part.

Il a été convenu ce qui suit, sous réserve d'approbation par arrêté royal.

ARTICLE PREMIER. — La Colonie du Congo Belge, cède à la « Société des Transports Rapides, de Commerce et de Mines » (Transcomin), la pro-

Gronden. — Overeenkomst van 15 Oktober 1948 tussen de Kolonie en de « Transcomin » betreffende de keus van gronden te Leopoldstad. — Goedkeuring.

KAREL, PRINS VAN BELGIË,
REGENT VAN HET KONINKRIJK.

Aan allen, tegenwoordigen en toekomstenden, HEIL !

Op de voordracht van de Minister van Koloniën,

Wij hebben besloten en wij besluiten :

ARTIKEL EÉN.

De overeenkomst waarvan de tekst volgt wordt goedgekeurd :

priété d'une parcelle sise à Léopoldville (N'Dolo) d'une superficie de 942 m² (neuf cent quarante-deux mètres carrés), au droit du terrain que la société possède au même endroit et enregistré le 17 août 1936, au volume A XXIV, folio 27 à la Conservation des Titres Fonciers à Léopoldville.

ART. 2. — La Colonie accorde à la société le droit de choisir, en pleine propriété, une superficie de 8.796 m² 52 (huit mille sept cent nonante-six mètres carrés 52/100), sise dans le terrain « Cercle Sportif » à Léopoldville, délimité par un liséré rouge au croquis ci-joint. La partie délimitée par un liséré jaune est enregistrée au volume A XXXVIII, folio 22, au nom de la Colonie.

Le terrain devra être choisi par la société endéans un délai de trois mois prenant cours à la date d'approbation par arrêté royal de la présente convention.

La notification sera faite par la société avec plan à l'appui, au Gouverneur de la Province à Léopoldville.

ART. 3. — Le prix de cession des terrains visés aux articles un et deux est fixé à 10.000 francs l'hectare soit neuf mille sept cent trente-huit francs cinquante-deux centimes (9.738 fr. 52).

ART. 4. — Les terrains devront être bornés et des clôtures conformes aux règlements devront être érigées sur toutes leurs parties de leur périmètre libres de constructions.

ART. 5. — La société s'engage à mettre en valeur le terrain visé à l'article 2 dans un délai de cinq années prenant cours à la date de la publication au « Bulletin Officiel de la Colonie » de l'arrêté royal approuvant la convention, et à imposer cette obligation à ses ayants-droit.

Seront considérées comme mises en valeur les parcelles couvertes sur 1/10^{me} au moins de leur surface par des constructions.

Celles-ci seront conformes aux prescriptions de l'autorité compétente qui approuvera les plans des travaux de constructions à effectuer.

ART. 6. — Fera retour à la Colonie tout ou partie du terrain visé à l'article 2 qui n'aura pas été mis en valeur dans le délai prévu à l'article 5.

ART. 7. — La société sera tenue de se conformer aux prescriptions de l'autorité en ce qui concerne la zone de recul à observer éventuellement, le long des voies publiques pour l'alignement des constructions.

ART. 8. — Sous peine de déchéance, le paiement du prix de vente prévu à l'article 3 devra être effectué dans les caisses de la Colonie dans le mois de l'approbation de la présente convention par arrêté royal.

ART. 9. — En garantie de sa créance en principal de soixante mille cent cinquante et un francs quatre-vingts centimes (61.151 fr. 80), majorée des intérêts de retard à quatre pour cent l'an à partir de la date du 1^{er} janvier 1938, la Colonie est autorisée expressément par la société à prendre hypothèque sur un terrain sis à Léopoldville (N'Dolo) et enregistré au

nom de la société, le 17 août 1936, au volume A XXIV, folio 27 à la Conservation des Titres Fonciers à Léopoldville.

ART. 10. — Les frais d'acte, de mutation, d'enregistrement et autres découlant de l'exécution du présent contrat sont à charge de la société.

Fait à Bruxelles, en double exemplaire, le 15 octobre 1948.

ART. 2.

Le Ministre des Colonies est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Donné à Bruxelles, le 15 novembre 1948.

ART. 2.

De Minister van Koloniën is belast met de uitvoering van dit besluit.

Gegeven te Brussel, 15 November 1948.

CHARLES.

Par le Régent :
Le Ministre des Colonies,

Vanwege de Regent :
De Minister van Koloniën,

P. WIGNY.

Rapport du Conseil Colonial sur un projet de décret concédant à la « Société Minière de Bafwaboli (Somiba) deux terrains d'une superficie de 52 Ha. et de 2 Ha sis à Nzula (Territoire de Ponthierville).

Examiné par le Conseil Colonial au cours de sa séance du 22 octobre 1948, ce projet a été approuvé à l'unanimité, sans avoir donné lieu à discussion.

MM. les Conseillers De Cleene et Deraedt avaient fait excuser leur absence.

Bruxelles, le 12 novembre 1948.

Le Conseiller-Rapporteur,

L'Auditeur,

Verslag van de Koloniale Raad over een ontwerp van decreet tot concessie aan de « Société Minière de Bafwaboli » (Somiba) van twee gronden groot 52 Ha. en 2 Ha. te Nzula (Gewest Ponthierstad).

Onderzocht door de Koloniale Raad in de zitting van 22 October 1948, werd dit ontwerp, dat geen aanleiding heeft gegeven tot bespreking, eenparig goedgekeurd.

De HH. De Cleene en Deraedt, raads'eden, waren afwezig met kennisgeving.

Brussel, 12 November 1948.

Het Raadslid-Verslaggever,

VAN DE PUTTE.

De Auditeur,

M. VAN HECKE.

Terres. — Location à la Société Minière de Bafwaboli » (Somiba) de deux terrains, de 52 Ha. et de 2 Ha. sis à N'Zula (Territoire de Ponthierville). — Convention du 20 octobre 1947. — Approbation.

CHARLES, PRINCE DE BELGIQUE,
RÉGENT DU ROYAUME,

A tous, présents et à venir, SALUT !

Vu l'avis émis par le Conseil Colonial en sa séance du 22 octobre 1948;

Sur la proposition du Ministre des Colonies,

Nous avons décrété et décrétons :

ARTICLE PREMIER.

La convention dont la teneur suit est approuvée :

Gronden. — Verhuring aan de « Société Minière de Bafwaboli » (Somiba) van twee gronden, 52 Ha. en 2 Ha. groot, te N'Zula (Gewest Ponthierstad. — Overeenkomst van 20 Oktober 1947. — Goedkeuring.

KAREL, PRINS VAN BELGIË,
REGENT VAN HET KONINKRIJK,

Aan allen, tegenwoordigen en toekomstenden, HEIL !

Gezien het advies door de Koloniale Raad uitgebracht in diens vergadering van 22 October 1948;

Op de voordracht van de Minister van Koloniën,

Wij hebben gedecreteerd en wij decreteren :

ARTIKEL ÉÉN.

De overeenkomst waarvan de tekst volgt wordt goedgekeurd :

I.

La Colonie du Congo Belge, représentée par le Gouverneur de la Province Orientale, agissant en vertu des dispositions de l'arrêté du 25 février 1943, donne en location pour un terme de cinq ans, à la SOCIÉTÉ MINIERE DE BAFWABOLI (Somiba), dont les statuts ont été publiés au « Bulletin Officiel » de 1922, page 73 des annexes, représentée par M. Goffin, Léon, résidant à Angumu, en vertu d'une procuration publiée au « Bulletin Administratif » de 1947, page 171 des annexes, qui accepte aux conditions générales de l'arrêté précité et aux conditions spéciales qui suivent, un terrain destiné à un usage de cultures vivrières pour travailleurs situé à Nzula, d'une superficie de cinquante-deux hectares, dont les limites sont représentées par un liséré jaune au croquis approximatif figuré ci-après à l'échelle de 1 à 20.000.

La nature ainsi que les limites du terrain sont parfaitement connues du locataire.

CONDITIONS SPECIALES.

ARTICLE PREMIER. — Le loyer annuel du terrain est fixé à la somme de deux mille six cents francs, payable ainsi qu'il est dit à l'article 19 de l'arrêté du 25 février 1943, chez le Receveur des Impôts à Stanleyville, sans

qu'il soit besoin d'aucun avertissement de la part de la Colonie du Congo Belge.

ART. 2. — Le présent contrat prend cours le premier septembre mil-neuf cent quarante-sept.

ART. 3. — Le locataire ne peut abattre les espèces ligneuses croissant au moment de l'octroi du terrain que dans la mesure des défrichements au développement de son entreprise.

En cas de vente ou de cession de bois à des tiers, le locataire acquittera la taxe de coupe fixée par les ordonnances sur la matière.

ART. 4. — Les chemins et les sentiers indigènes ou autres traversant le terrain donné en location appartiennent au domaine public et ne font pas partie de la présente location.

ART. 5. — Le présent contrat est conclu sous réserve des droits que les indigènes pourraient éventuellement revendiquer dans le délai et selon la procédure prévus à l'article 9 du décret du 31 mai 1934.

ART. 6. — Il est convenu entre les parties que le loyer définitif du terrain sera établi d'après la superficie du terrain constatée en suite à une vérification effectuée par un géomètre de la Colonie.

ART. 7. — Le locataire déclare connaître parfaitement la situation de la région du point de vue de la main-d'œuvre indigène et savoir qu'il ne pourra compter sur l'intervention de l'administration pour obtenir les travailleurs qui lui seront nécessaires.

ART. 8. — La jouissance du locataire cessera de plein droit après l'expiration du terme de bail indiqué ci-dessus, sans qu'il soit besoin de signification de congé, les parties renonçant toutes deux au bénéfice de la tacite reconduction.

ART. 9. — L'inexécution des conditions générales de l'arrêté du 25 février 1943, ainsi que l'inexécution des conditions spéciales reprises ci-dessus, feront s'opérer d'office la résiliation du présent contrat si, après sommation faite par lettre recommandée, le locataire ne satisfait pas aux dites obligations dans un délai de trente jours à dater de la réception de la lettre recommandée.

ART. 10. — Le présent contrat est conclu sous réserve d'approbation par le Pouvoir Compétent de la Colonie.

Ainsi fait à Léopoldville, en double expédition, le vingt octobre mil neuf cent quarante sept.

AVENANT.

Entre la Colonie du Congo Belge, représentée par le Gouverneur de la Province Orientale, agissant en vertu des dispositions de l'arrêté du 25 février 1943, d'une part,

et la SOCIETE MINIERE DE BAFWABOLI (Somiba), représentée

par M. Goffin, Léon, en vertu d'une procuration publiée au « Bulletin Administratif » de 1947, page 171 des annexes, d'autre part,

Il est convenu ce qui suit :

L'article 3 du contrat de location n° N. 4396 intervenu le 20 octobre 1947, est abrogé et remplacé par les dispositions ci-après, sous réserve d'approbation par le Pouvoir Compétent de la Colonie.

ART. 3. — « Le locataire ne peut abattre les espèces ligneuses croissant au moment de l'octroi du terrain que dans la mesure des défrichements nécessaires au développement de son entreprise et en application des règles d'exploitation édictées par l'ordonnance n° 187/Agri du 16 juin 1947.

» Pour le bois vendu ou cédé à des tiers, le locataire acquittera les redevances fixées par l'ordonnance précitée.

» Pour le bois affecté aux besoins de ses exploitations minières, il sera soumis aux redevances prévues par l'ordonnance n° 231/Agri du 23 juillet 1947 ».

Ainsi fait à Stanleyville, en double expédition, le vingt avril mil neuf cent quarante-huit.

II.

Le Conservateur des Titres Fonciers, agissant au nom de la Colonie du Congo Belge, en vertu des pouvoirs qui lui sont conférés par l'arrêté n° 65/T.F. du 14 décembre 1943, du Gouverneur de la Province, donne en location pour un terme de cinq ans, à la SOCIETE MINIERE DE BAFWABOLI (Somiba), dont les statuts ont été publiés au « Bulletin Officiel » de 1922, page 73, des annexes, représentée par M. Goffin, Léon, résidant à Angumu en vertu d'une procuration publiée au « Bulletin Administratif » de 1947, page 171 des annexes, qui accepte aux conditions générales de l'arrêté du 25 février 1943, et aux conditions spéciales qui suivent, un terrain destiné à un usage de camp de travailleurs situé à Nzula. d'une superficie de deux hectares dont les limites sont représentées par un liseré jaune au croquis approximatif figuré ci-après à l'échelle de 1 à 10.000.

La nature ainsi que les limites du terrain sont parfaitement connues du locataire.

CONDITIONS SPECIALES.

ARTICLE PREMIER. — Le loyer annuel du terrain est fixé à la somme de mille francs, payable ainsi qu'il est dit à l'article 19 de l'arrêté du 25 février 1943, chez le Receveur des Impôts à Stanleyville sans qu'il soit besoin d'aucun avertissement de la part du bailleur.

ART. 2. — La location prend cours le premier septembre dix-neuf cent quarante-sept.

ART. 3. — Le locataire s'engage à construire sur le terrain loué les bâtiments nécessaires aux travailleurs. Les constructions seront au moins en pisé et entretenues dans un parfait état de conservation.

ART. 4. — Les constructions à ériger sur le terrain loué devront être conformes aux prescriptions de l'autorité compétente qui sera seule juge pour apprécier si ces obligations sont remplies.

ART. 5. — La jouissance du locataire cessera de plein droit après l'expiration du terme de bail indiqué ci-dessus, sans qu'il soit besoin de signification de congé, les parties renonçant toutes deux au bénéfice de la tacite reconduction.

ART. 6. — Il est interdit au preneur de sous-louer le terrain ou de céder son bail sans l'autorisation écrite du Conservateur des Titres Fonciers de Stanleyville.

ART. 7. — L'inexécution des conditions générales de l'arrêté du 25 février 1941, ainsi que l'inexécution d'une des conditions spéciales reprises ci-dessus, feront s'opérer d'office la résiliation du présent contrat si, après sommation faite par lettre recommandée, le locataire ne satisfait pas aux dites obligations dans un délai de trente jours à dater de la réception de la lettre recommandée.

ART. 8. — Le présent contrat est conclu sous réserve d'approbation par le Pouvoir Compétent de la Colonie.

Ainsi fait à Stanleyville, en double expédition, le vingt octobre mil neuf cent quarante-sept.

ART. 2.

Le Ministre des Colonies est chargé de l'exécution du présent décret.

Donné à Bruxelles, le 16 novembre 1948.

ART. 2.

De Minister van Koloniën is belast met de uitvoering van dit decreet.

Gegeven te Brussel, 16 November 1948.

CHARLES.

Par le Régent :
Le Ministre des Colonies,

Vanwege de Regent :
De Minister van Koloniën.

P. WIGNY.

Rapport du Conseil Colonial sur un projet de décret approuvant la rétrocession à la Colonie, par la Société anonyme de Cultures au Congo Belge, de trois terrains sis à Dobo, Busu-Kema et Budja-Lie (District du Congo-Ubangui).

Le projet a été examiné par le Conseil Colonial au cours de la séance du 22 octobre 1948.

Les trois terrains, qui représentent au total une superficie de 1.070 Ha., font retour à la Colonie, sans indemnité, en application de stipulations de la convention du 20 décembre 1913 approuvée par décret du 8 avril 1914. Ils pourront, le cas échéant, être remis à la disposition des indigènes.

Le projet n'a pas soulevé de remarque et a été adopté à l'unanimité des membres présents.

MM. les Conseillers De Cleene et Deraedt avaient fait excuser leur absence.

Bruxelles, le 12 novembre 1948.

Le Conseiller-Rapporteur,

M. MAQUET.

L'Auditeur,

M. VAN HECKE.

Verslag van de Koloniale Raad over een ontwerp van decreet tot goedkeuring van de wederafstand aan de Kolonie door de « Société anonyme de Cultures au Congo Belge » van drie gronden te Dobo, Busu-Kema en Budja-Lie (District Congo-Ubangui).

Dit ontwerp werd door de Koloniale Raad onderzocht in de zitting van 22 October 1948.

De drie gronden, te zamen 1.070 Ha., vallen aan de Kolonie, zonder vergoeding, terug bij toepassing van de bepalingen van de overeenkomst van 20 December 1913, die bij decreet van 8 April 1914 goedgekeurd werd. Zij zullen, bij voorkomend geval, ter beschikking van de inlanders kunnen gesteld worden.

Het ontwerp gaf geen aanleiding tot op- of aanmerkingen en werd door de tegenwoordige leden eenparig goedgekeurd.

De Heren De Cleene en Deraedt, raadsleden, waren afwezig met kennisgeving.

Brussel, 12 November 1948.

Het Raadslid-Verslaggever,

De Auditeur,

Terres. — Rétrocession à la Colonie,
par la Société Anonyme de Cultures au Congo Belge, de 3 terrains sis à Dobo, Busu-Kema et Budja-Lie. — Convention du 7 juin 1948. Approbation.

CHARLES, PRINCE DE BELGIQUE,
RÉGENT DU ROYAUME,

A tous, présents et à venir, SALUT !

Vu l'avis émis par le Conseil Colonial en sa séance du 22 octobre 1948;

Sur la proposition du Ministre des Colonies,

Nous avons décrété et décrétons :

ARTICLE PREMIER.

La convention dont la teneur suit est approuvée :

Entre la Colonie du Congo Belge, représentée par le Gouverneur de la Province de l'Equateur, d'une part,

et

la SOCIÉTÉ ANONYME DE CULTURES AU CONGO BELGE, ayant son siège social, à Anvers, représentée par son Directeur Général, M. Ravet, Joseph, en vertu d'une procuration parue au « Bulletin Administratif du Congo Belge », année 1947, page 334 des annexes, d'autre part,

Il a été convenu ce qui suit, sous réserve d'approbation par le Pouvoir Législatif de la Colonie.

ARTICLE PREMIER. — La SOCIÉTÉ ANONYME DE CULTURES AU CONGO BELGE, rétrocède à la Colonie du Congo Belge qui accepte, le droit de propriété qu'elle détient sur les terres désignées ci-après :

- 1° un terrain rural d'une superficie de deux cent cinquante (250) hectares situé à Dobo (Territoire de Busu-Djanao) et faisant l'objet du certificat d'enregistrement volume B XVIII, folio 84;
- 2° un terrain rural d'une superficie de deux cent dix (210) hectares situé à Busu-Kema et faisant l'objet du certificat d'enregistrement volume B XVIII, folio 96;

Gronden. — Wederafstand aan de Kolonie, door de « Société Anonyme de Cultures au Congo Belge, van drie gronden te Dobo, Busu-Kema en Budja-Lie. — Overeenkomst van 7 Juni 1948. — Goedkeuring.

KAREL, PRINS VAN BELGIË,
REGENT VAN HET KONINKRIJK,

Aan allen, tegenwoordigen en toekomstenden, HEIL !

Gezien het advies door de Koloniale Raad uitgebracht in diens vergadering van 22 October 1948;

Op de voordracht van de Minister van Koloniën,

Wij hebben gedecreteerd en wij decreteren :

ARTIKEL ÉÉN.

De overeenkomst waarvan de tekst volgt wordt goedgekeurd :

3° un terrain rural d'une superficie de six cent dix (610) hectares situé à Budja-Lie et faisant l'objet du certificat d'enregistrement volume B XVIII, folio 98.

Ces terres sont détenues en propriété par la SOCIETE ANONYME DE CULTURES AU CONGO BELGE en vertu d'un contrat de vente en date du 29 juin 1944, conclu conformément aux dispositions de la convention intervenue le 20 décembre 1913, entre la Colonie du Congo Belge et la « Société G. et C. Kreglinger » et approuvée par décret en date du 8 avril 1914, la SOCIETE ANONYME DE CULTURES AU CONGO BELGE étant aux droits de la « Société G. et C. Kreglinger » en vertu du 1° de l'article 4 de ses statuts publiés au « Bulletin Administratif du Congo Belge », année 1915, page 769.

ART. 2. — La rétrocession des terres mentionnées à l'article premier ci-dessus est faite conformément aux dispositions de l'article 9 *in fine* de la convention du 20 décembre 1913, dont question au dernier alinéa du dit article premier. Elle est faite gratuitement et sans qu'il y ait lieu à remboursement de tout ou partie de la rente perpétuelle déjà perçue en vertu de l'article 3 de la convention du 20 décembre 1913, ni à paiement d'indemnité de la part ni de l'une ni de l'autre des parties contractantes.

ART. 3. — La SOCIETE ANONYME DE CULTURES AU CONGO BELGE s'engage à remettre à la Colonie du Congo Belge endéans les trente jours de l'approbation par décret de la présente convention, les certificats d'enregistrement volume B XVIII, folios 84, 96 et 98 des propriétés cédées.

ART. 4. — La rente perpétuelle à payer par la SOCIETE ANONYME DES CULTURES AU CONGO BELGE, tel que prévu par l'article 2 de la convention du 29 juin 1944, est diminuée au prorata des superficies rétrocédées à la Colonie. La rente annuelle à payer par moitié et par anticipation les premier janvier et premier juillet de chaque année est donc ramenée de trois mille six cent soixante-huit francs vingt-cinq centimes (3.668 fr. 25) à trois mille cinq cent trente-quatre francs cinquante centimes (3.534 fr. 50) ($29.346 - 1.070 = 28.276 \times 0,25 : 2$).

ART. 5. — Les frais résultant éventuellement de la présente convention sont à charge de la SOCIETE ANONYME DE CULTURES AU CONGO BELGE.

Ainsi fait à Coquilhatville, en double exemplaire, le sept juin mil neuf cent quarante-huit.

ART. 2.

Le Conservateur des Titres Fonciers à Coquilhatville est dispensé de faire procéder à l'enregistrement au nom de la Colonie des trois terrains qui lui sont rétrocédés en vertu de la présente convention.

ART. 2.

De Bewaarder der Grondtitels te Coquilhatstad wordt ervan vrijgesteld te laten overgaan tot het boeken op naam van de Kolonie van de drie gronden welke haar krachtens deze overeenkomst, wederafgestaan worden.

Ceux-ci sont actuellement enregistrés au nom de la Société Anonyme de Cultures au Congo Belge à la Conservation des Titres Fonciers à Coquilhatville de la manière suivante :

1^o) un terrain rural d'une superficie de 250 Ha. situé à Dobo (Busu-Djanao) et faisant l'objet du certificat d'enregistrement (volume B. XVIII, folio 84).

2^o) un terrain rural d'une superficie de 210 Ha. situé à Busu-Kema et faisant l'objet du certificat d'enregistrement (volume B. XVIII, folio 96).

3^o) un terrain rural d'une superficie de 610 Ha. situé à Budja-Lie et faisant l'objet du certificat d'enregistrement (volume B. XVIII, folio 98).

Ces trois terrains font retour au domaine vacant de la Colonie.

ART. 3.

Le Ministre des Colonies est chargé de l'exécution du présent décret.

Donné à Bruxelles, le 16 novembre 1948.

Deze zijn thans op naam van de « S. A. de Cultures au Congo Bege » bij de Bewaring der Grondtitels te Coquilhatstad op de volgende wijze geregistreerd :

1^o) een plattelandsgrond, groot 250 Ha. welke te Dobo (gewest Busu-Djanao) gelegen is en het voorwerp uitmaakt van het registratiegetuigschrift (Bkd. B. XVIII, folio 84).

2^o) een plattelandsgrond, groot 210 Ha. welke te Busu-Kema gelegen is en het voorwerp uitmaakt van het registratiegetuigschrift (Bkd. B. XVIII, folio 96).

3^o) een plattelandsgrond, groot 610 Ha. welke te Budja-Lie gelegen is en het voorwerp uitmaakt van het registratiegetuigschrift (Bkd. B. XVIII, folio 98).

De drie gronden keren terug tot het onbeheerd domein van de Kolonie.

ART. 3.

De Minister van Koloniën is belast met de uitvoering van dit decreet.

Gegeven te Brussel, 16 November 1948.

CHARLES.

Par le Régent :
Le Ministre des Colonies,

Vanwege de Regent :
De Minister van Koloniën,

P. WIGNY.

ERRATUM

Bulletin Officiel du Congo Belge. —
15 mai 1947, 2^e partie, p. 216, 7^e
ligne : lire 160 Ha. au lieu de 100
Ha.

Ambtelijk Blad van Belgisch-Congo.
— 15 Mei 1947, 2^e deel, blz. 216,
8^e lijn : in plaats van 100 Ha. leze
men 160 Ha.

Bulletin Officiel du Congo Belge

TABLE ALPHABETIQUE DES MATIÈRES

1948

Deuxième Partie

A

	Pages
Africa Inland Mission.	
Terres. — Cession	497
Agence Belge de l'Est Africain.	
Convention du 12 décembre 1947 modifiant la convention du 30 septembre 1935, intervenue entre la Colonie et l'Agence Belge de l'Est Africain pour la gestion des bases belges de Dar-Es-Salaam et de Kigoma. — Approbation	27
American Presbyterian Congo Mission.	
Terres. — Cession	171, 347
Armée du Salut.	
Terres. — Cession	368
Association des Eglises Libres de Norvège.	
Terres. — Cession	201, 286
Association des Missionnaires d'Afrique (Pères Blancs) du Vicariat Apostolique du Kivu.	
Terres. — Cession	526
Association des Pères Scheutistes.	
Terres. — Cession	230
Association des Religieuses Missionnaires de Notre-Dame d'Afrique. du Vicariat Apostolique de l'Urundi.	
Terres. — Cession	232

	Pages
Association des Sœurs de Sainte-Marie de Namur.	
Terres. — Cession	280
Association des Sœurs Dominicaines Missionnaires de Namur.	
Terres. — Echange	395
Association Vicariat Apostolique du Ruanda.	
Terres. — Cession	240, 370, 458, 460, 513

B

Baptist Missionary Society Corporation.	
Terres. — Cession	14, 442
Belgika.	
Terres. — Concession	260

C

Chantier Naval de N'Dolo « Chanado ».	
Vente à la Colonie d'un chantier naval	59
Chantier Naval et Industriel du Congo « Chanic ».	
Terres. — Cession	270
Chutes d'eau.	
Concession à la société « Symétain » du droit de capter 2.000 H. P. aux chutes de la rivière Endemanu. --- Convention du 16 décembre 1947. — Approbation	18
Concession par le Gouvernement du Ruanda-Urundi à M. Ferreira da Costa, de chutes d'eau à la rivière Boyesi. — Convention du 12 janvier 1948. --- Approbation	53
Concession par le Ruanda-Urundi à la « Friends Africa Gospel Mission » des chutes d'eau de la rivière Kwisumo. --- Convention du 12 janvier 1948. --- Approbation	139
Concession par le Ruanda-Urundi de chutes d'eau à la « Friends Africa Gospel Mission ». — Convention du 17 février 1948. --- Approbation	179
Concession par le Ruanda-Urundi à M. F. Pirotte, de chutes d'eau sur la rivière Yanza. — Convention du 15 mars 1948. --- Approbation	233
Concession à M. Charles Reul de chutes d'eau à la rivière Waga. --- Convention du 10 juin 1948. --- Approbation	359
Concession à la société « Plantations de Gombo » par le Ruanda-Urundi, de chutes d'eau à la rivière Kironga. — Convention du 12 juillet 1948. --- Approbation	444
Comité National du Kivu.	
Modification à l'article 8 de la convention du 28 février 1933. --- Convention du 19 janvier 1948. --- Approbation	362
Terres. — Convention	489
Comité Spécial du Katanga.	
Terres. — Concession	431, 528
Compagnie Cotonnière Congolaise (Cotonco).	
Terres. — Cession	315, 334
Concession	317, 320, 542
Location	135, 398, 539

	Pages
Compagnie des Chemins de Fer du Congo Supérieur aux Grands Lacs Africains.	
Mines. — Délivrance de permis d'exploitation	62, 85, 97, 102, 107, 111, 114, 118, 125, 189, 203
Terres. — Droits fonciers	489
Compagnie du Kasai.	
Terres. — Concession	392
Compagnie Géologique et Minière du Ruanda « Géoruanda ».	
Mines. — Convention	462
Compagnie Minière Arema.	
Mines. — Permis d'exploitation	125
Compagnie Minière au Ruanda-Urundi « Mirudi ».	
Mines. — Convention	462
Permis d'exploitation	412
Compagnie Minière de l'Urega « Minerga ».	
Mines. — Permis d'exploitation	62
Compagnie Minière du Congo Occidental « Cominoc ».	
Mines. — Renouvellement de droits miniers	407
Compagnie Minière en Afrique Orientale « Minafor ».	
Mines. — Prorogation de droits miniers	454
Congo Inland Mission.	
Terres. — Cession	169
Location	281
Congrégation des Chanoinesses Missionnaires Belges de Saint-Augustin.	
Terres. — Cession	36, 57, 177, 354
Concession	257
Congrégation des Dominicains.	
Terres. — Cession	447
Congrégation des Missionnaires de Scheut.	
Terres. — Cession	10, 309, 323
Concession	323, 341
Congrégation des Oblats de Marie Immaculée.	
Terres. — Cession	481
Congrégation des Pères Montfortains.	
Terres. — Cession	10
Congrégation des Pères Passionnistes.	
Terres. — Echange	33
Congrégation des Sacrés-Cœurs (dite de Picpus).	
Terres. — Cession	187
Congrégation des Sœurs de l'Enfance de Jésus.	
Terres. — Cession	448
Croix-Rouge du Congo.	
Terres. — Cession	472

D

Del.	
Terres. — Concession	508
de la Kethulle de Ryhove.	
Terres. — Concession	517
Delcroix.	
Terres. — Concession	503
Disciples of Christ Congo Mission.	
Terres. — Cession	450

E

Eau (voir Electricité).	
Ecole des Pasteurs et d'Instituteurs des Missions Evangéliques.	
Terres. — Concession	284
Electricité.	
Concession	, 141, 153
Eloy.	
Terres. — Concession	, 344
Errata	288, 300, 558

F

Ferreira.	
Chutes d'eau. — Concession	53
Fonds du Bien-Etre Indigène.	
Terres. — Cession	, , 515
Friends Africa Gospel Mission.	
Chutes d'eau. — Concession	, 139, 179

G

Giorgiou.	
Terres. — Cession	494

I

Institut de Scheut.	
Terres. — Cession	278

L

Les Mines d'Or Belgika « Belgikaor ».	
Mines. — Permis d'exploitation	85, 97, 111, 376, 419
Les Mines d'Or de Kindu « Kinor ».	
Mines. — Permis d'exploitation	102, 107

M

Mines.

Convention.

Décret approuvant la convention du 30 juin 1947, conclue entre la Colonie et la « Société Minière de Surongo »	38
Décret approuvant la convention du 13 mai 1947 conclue entre la « Société Minière de Kamola (Somika) » et le « Comité Spécial du Katanga »	41
Décret approuvant la convention minière conclue le 2 avril 1948 entre le Ruanda-Urundi d'une part et les sociétés « Géoruanda », « Minétain », « Mirudi » et « Somuki » d'autre part	462

Permis d'exploitation.

Domaine minier de la « Compagnie des Chemins de Fer du Congo Supérieur aux Grands Lacs Africains ». — Permis d'exploitation délivrés à la « Compagnie Minière de l'Urega (Minerga) »	62
Domaine minier de la « Compagnie des Chemins de Fer du Congo Supérieur aux Grands Lacs Africains ». — Permis d'exploitation accordé à la société « Les Mines d'Or Belgika (Belgikaor) » pour le polygone « Songwe 45 »	85
Domaine minier de la « Compagnie des Chemins de Fer du Congo Supérieur aux Grands Lacs Africains ». — Permis d'exploitation accordés à la société « Les Mines d'Or Belgika (Belgikaor) » pour les polygones dénommés « Wamasingu-Est » et « Wamasingu-Ouest »	97
Domaine minier de la « Compagnie des Chemins de Fer du Congo Supérieur aux Grands Lacs Africains ». — Permis d'exploitation accordés à la société « Les Mines d'Or de Kindu « Kinor » pour les polygones dénommés « Lubulani » et « Buembo »	102
Domaine minier de la « Compagnie des Chemins de Fer du Congo Supérieur aux Grands Lacs Africains ». — Permis d'exploitation délivré à la société « Les Mines d'Or de Kindu (Kinor) » pour le polygone dénommé « Kiakubesna »	107
Domaine minier de la « Compagnie des Chemins de Fer du Congo Supérieur aux Grands Lacs Africains ». — Permis d'exploitation délivré à la société « Les Mines d'Or Belgika (Belgikaor) » pour le polygone dénommé « Mukulwa »	111
Domaine minier de la « Compagnie des Chemins de Fer du Congo Supérieur aux Grands Lacs Africains ». — Permis d'exploitation accordé à la « Société Minière Cololacs » pour le polygone dénommé « Colomines-Est n° 27 »	114
Domaine minier de la « Compagnie des Chemins de Fer du Congo Supérieur aux Grands Lacs Africains ». — Permis d'exploitation délivré à la société « Symétain » pour les polygones dénommés « Momi-Nord I », « Momi-Nord II » et « Momi-Sud II »	118
Domaine minier de la « Compagnie des Chemins de Fer du Congo Supérieur aux Grands Lacs Africains. — Permis d'exploitation n° 474, délivré à la « Compagnie Minière Arema »	125
Domaine minier de la « Compagnie des Chemins de Fer du Congo Supérieur aux Grands Lacs Africains ». — Permis d'exploitation délivrés à la société « Symétain »	203
Délivrance d'un permis d'exploitation à la « Société Minière Cololacs » pour le polygone dénommé « Colomines-Est 28 »	372
Délivrance de permis d'exploitation à la société « Les Mines d'Or Belgika (Belgikaor) » pour les polygones dénommés « Myaya », « Nyamavieti » et « Wamisenge »	376
Délivrance d'un permis d'exploitation à la société « Symétain » pour le polygone dénommé « Makarie »	383
Décret autorisant la « Société Minière du Congo Septentrional (Sominor) » à dénoncer un bloc de recherches minières exclusives dénommé « Bloc-Kate » en vue de se réserver un gisement aurifère découvert en 1939	409

	Pages
Octroi de permis d'exploitation à la « Compagnie Minière du Ruanda-Urundi (Mirudi) » pour les polygones dénommés « Kinyoni », « Lemera » et « Mogere »	412
Octroi d'un permis d'exploitation à la « Société Minière de Bafwaboli (Somiba) » pour le polygone dénommé « Amagbada »	414
Octroi d'un permis d'exploitation à la société « Les Mines d'Or Belgika (Belgikaor) » pour les polygones dénommés « Kisala » et « Watamba »	419
Prorogation de droits miniers.	
Décret prorogeant pour une durée de deux ans, les droits miniers dérivant de la convention conclue le 31 août 1939 entre la Colonie et la « Société Minière du Congo Septentrional (Sominor) », et approuvée par le décret du 21 décembre 1939	193
Prorogation des droits de recherches minières octroyés à la « Société Minière de Surongo » par le décret du 21 décembre 1939 .	429
Prorogation des droits de recherches minières exclusives de la « Compagnie Minière en Afrique Orientale (Minafor) » dans les blocs dénommés « Butare », « Kavumu », « Kimuga » et « Rugoba »	454
Renouvellement du droit de recherches minières.	
Renouvellement du droit de recherches minières exclusives de la « Compagnie Minière du Congo Occidental (Cominoc) » dans les blocs dénommés « Lumbu » et « Bembezi »	407
Mission des Augustins de l'Assomption.	
Terres. — Cession	290, 400
Mission des Pères Croisières.	
Terres. — Cession	226
Mission des Pères Scheutistes.	
Terres. — Cession	175, 312, 479, 510
Mission des Révérends Pères Rédemptoristes.	
Terres. — Cession	132, 475
Mission des RR. PP. Joséphites à Luluabourg.	
Terres. — Cession	228
Mission du Lac Albert.	
Terres. — Cession	327
Concession	337
Mission Evangélique de l'Ubangi.	
Terres. — Cession	173, 521
Mission Libre Suédoise.	
Terres. — Cession	292
Mortier.	
Terres. — Concession	499

P

Pères de la Compagnie de Jésus, desservant la Mission du Kwango.	
Terres. — Cession	265
Echange	244, 331
Pirotte.	
Chutes d'eau. — Concession	233

	Pages
Plantations de Gombo.	
Chutes d'eau. — Concession	444
Plantations Tropicales.	
Exploitations forestières. — Prorogation du droit	250

R

Régime foncier.

Cession.

Cession par la « Congrégation des Missionnaires de Scheut » à la « Congrégation des Pères Montfortains », de trois terrains sis à Elisabethville. — Convention du 2 octobre 1943. — Approbation	10
Cession gratuite à la « Société des Missionnaires d'Afrique (Pères Blancs) » d'un terrain de 40 a. sis à Kasongo. — Convention du 6 décembre 1947. — Approbation	12
Cession gratuite à la « Baptist Missionary Society Corporation » d'un terrain de 1 Ha. sis à Stanleyville. — Convention du 21 novembre 1947. — Approbation	14
Cession gratuite à la « Société des Missionnaires d'Afrique (Pères Blancs de l'Urundi) » d'un terrain de 20 Ha. sis à Mutumba. — Convention du 21 novembre 1947. — Approbation	16
Cession gratuite à la « Congrégation des Chanoinesses Missionnaires Belges de Saint-Augustin » d'un terrain de 2 Ha. 25 a. sis à Kibumbu. — Convention du 12 décembre 1947. — Approbation	36
Cession gratuite à la « Société des Religieuses du Sacré-Cœur » d'un terrain de 100 Ha. sis à Kimuenza. — Convention du 23 décembre 1947. — Approbation	55
Cession gratuite à la « Congrégation des Chanoinesses Missionnaires Belges de Saint-Augustin » par le Gouvernement du Ruanda-Urundi, d'un terrain de 7 Ha. 50 a. sis à Kiganda. — Convention du 30 décembre 1947. — Approbation	57
Cession gratuite par le Gouvernement du Congo Belge à la « Mission des Révérends Pères Rédemptoristes » d'un terrain de 50 a. sis à Luozi. — Convention du 3 septembre 1947. — Approbation	132
Cession gratuite à la « Congo Inland Mission » d'un terrain de 25 Ha. sis à Kasongo-Lunda. — Convention du 14 janvier 1948. — Approbation	169
Cession gratuite à l'« American Presbyterian Congo Mission » d'un terrain de 40 a. sis dans le centre extra-coutumier de Lulua-bourg. — Convention du 13 janvier 1948. — Approbation	171
Cession gratuite à la « Mission Evangélique de l'Ubangi » d'un terrain de 15 Ha. sis à Bogbale. — Convention du 22 janvier 1948. — Approbation	173
Cession gratuite à la « Mission des Pères Scheutistes » d'un terrain de 100 Ha. sis à Tshibemba. — Convention du 15 janvier 1948. — Approbation	175
Cession gratuite à la « Congrégation des Chanoinesses Missionnaires Belges de Saint-Augustin », d'un terrain de 3 Ha. 40 a., sis à Léopoldville-Est. — Convention du 21 janvier 1948. — Approbation	177
Cession gratuite à la « Congrégation des Sacrés-Cœurs (dite de Picpus) » d'un terrain de 29 Ha. 50 a. sis à Kimpuki. — Convention du 4 septembre 1947. — Approbation	187
Cession gratuite à l'« Association des Eglises Libres de Norvège » d'un terrain de 5 Ha. 63 a. sis à Kahoyo. — Convention du 16 février 1948. — Approbation	291

	Pages
100 Ha. sis à Mbumba. — Convention du 21 février 1948. — Approbation	226
Cession gratuite à la « Mission des RR. PP. Joséphites à Lulua-bourg » d'un terrain de 5 Ha. sis à Mweka. — Convention du 26 février 1948. — Approbation	228
Cession gratuite à l'« Association des Pères Scheutistes » d'un terrain de 50 a. sis à Demba. — Convention du 20 février 1948. — Approbation	230
Cession gratuite par le Ruanda-Urundi à l'« Association des Religieuses Missionnaires de Notre-Dame d'Afrique du Vicariat Apostolique de l'Urundi », d'un terrain de 3 Ha. sis à Kitega. — Convention du 20 février 1948. — Approbation	232
Cession gratuite par le Gouvernement du Ruanda-Urundi au « Vicariat Apostolique du Ruanda » d'un terrain de 39 Ha. 50 a. sis à Mu-Kibaya. — Convention du 4 septembre 1947. — Approbation	240
Cession gratuite à la « Société Minière de la Lueta » de trois terrains de 1 Ha. sis à Katanga, Kabodi et Lukusa. — Convention du 10 septembre 1947. — Approbation	252
Cession gratuite à l'association « Pères de la Compagnie de Jésus, desservant la Mission du Kwango » de trois terrains d'une superficie totale de 100 Ha. sis à Yassa. — Convention du 12 novembre 1947. — Approbation	265
Cession à la société « Chantier Naval et Industriel du Congo (Chanic) », d'un terrain sis à Léopoldville d'une superficie de 1 Ha. 83 a. 82 ca. — Convention du 1 ^{er} août 1947. — Approbation	270
Cession gratuite à la « Société des Prêtres du Sacré-Cœur » d'un terrain sis à Wangi (Pawa) de 10 Ha. — Convention du 6 janvier 1948. — Approbation	273
Cession gratuite aux « Sœurs de la Charité de Gand » d'un terrain de 11 a. 49 ca. 11/100 ^{me} sis à Matadi. — Convention du 15 mars 1948. — Approbation	276
Cession gratuite à l'« Institut de Scheut » d'un terrain de 100 Ha. sis à Binga. — Convention du 9 mars 1948. — Approbation	278
Cession gratuite à l'« Association des Sœurs de Sainte-Marie de Namur » d'un terrain de 6 Ha. 5.945 sis à Kikwit. — Convention du 13 mars 1948. — Approbation	280
Cession gratuite à l'« Association des Eglises Libres de Norvège » d'un terrain de 24 Ha. 50 a. sis à Nyamibungu. — Convention du 3 avril 1948. — Approbation	286
Cession gratuite à la « Mission des Augustins de l'Assomption » d'un terrain de 85 Ha., sis à Mutwanga. — Convention du 9 avril 1948. — Approbation	290
Cession gratuite à la « Mission Libre Suédoise » d'un terrain de 25 a. sis à Costermansville. — Convention du 9 avril 1948. — Approbation	292
Cession gratuite à la « Congrégation des Missionnaires de Scheut » d'un terrain de 3 Ha. 40 a. situé dans la cité indigène de Léopoldville. — Convention du 27 décembre 1947. — Approbation	309
Cession gratuite à la « Mission des Pères Scheutistes » d'un terrain de 98 a., et de diverses parcelles d'une superficie totale de 84 a., le tout situé dans le centre extra-coutumier de Lulua-bourg. — Convention du 19 janvier 1948. — Approbation	312
Cession gratuite à M. Rose, Ferdinand, d'un terrain de 100 Ha. sis à Mondaba (territoire de Lisala). — Convention du 25 octobre 1947. — Approbation	315
Cession en concession gratuite à la « Congrégation des Missionnaires de Scheut » d'un terrain de 12 Ha. sis à Léopoldville. — Convention du 21 janvier 1948. — Approbation	323
Cession gratuite à la « Mission du Lac Albert » d'un terrain de 288 Ha. sis à Geti (territoire d'Irumu). — Convention du 4 août 1947. — Approbation	327

	Pages
Cession à la « Compagnie Cotonnière Congolaise (Cotonco) » d'un terrain de 605 Ha. sis à Kulumbi (district du Sankuru). — Convention du 8 octobre 1947. — Approbation	334
Cession gratuite à l' « American Presbyterian Congo Mission » d'un terrain de 10 Ha. sis près de Luluabourg. — Convention du 13 février 1948. — Approbation	347
Cession gratuite à la « Congrégation des Chanoinesses Missionnaires Belges de Saint-Augustin » d'un terrain de 4 Ha. 60 a. sis à Mweka. — Convention du 12 mai 1948. — Approbation	351
Cession gratuite à l' « Armée du Salut » d'un terrain de 2 Ha. 25 a. sis dans la C. U. de Léopoldville. — Convention du 5 mai 1948. — Approbation	368
Cession gratuite au « Vicariat Apostolique du Ruanda » d'un terrain de 25 Ha. à Kibyagira. — Convention du 5 mai 1948. — Approbation	370
Cession gratuite à la « Mission des Augustins de l'Assomption » d'un terrain de 25 Ha. sis à Musienene. — Convention du 2 juin 1948. — Approbation	400
Cession gratuite à la « Baptist Missionary Society Corporation » d'un terrain de 5 Ha. sis à Yakusu (territoire d'Isangi). — Convention du 24 juin 1948. — Approbation	442
Cession gratuite à la « Congrégation des Dominicains » d'un terrain de 1 Ha. 50 a. sis dans le centre extra-coutumier de Paulis. — Convention du 3 juillet 1948. — Approbation	447
Cession gratuite à la « Congrégation des Sœurs de l'Enfance de Jésus » d'un terrain de 25 Ha. sis à Bokala-Taketa. — Convention du 30 juin 1948. — Approbation	448
Cession gratuite à l'association « Disciples of Christ Congo Mission » d'un terrain de 25 Ha. sis à Bafaki. — Convention du 3 juillet 1948. — Approbation	450
Cession gratuite à l'association « Vicariat Apostolique du Ruanda » d'un terrain de 29 Ha. 15 a. 28 ca., sis à Nyamiyaga. — Convention du 16 juillet 1948. — Approbation	458
Cession gratuite à l'association « Vicariat Apostolique du Ruanda » d'un terrain de 21 Ha. sis à Bisaga. — Convention du 16 juillet 1948. — Approbation	460
Cession gratuite à la « Croix Rouge du Congo » de deux terrains de 50 a. sis à Léopoldville-Est. — Conventions du 21 août 1948. — Approbation	472
Cession gratuite à la « Mission des Révérends Pères Rédemptoristes » d'un terrain de 20 a. dans la circonscription urbaine de Thijssville — Convention du 21 août 1948. — Approbation	475
Cession gratuite à l'association « Mission des Pères Scheutistes » d'un terrain de 10 Ha. sis à Ngwema. — Convention du 13 septembre 1948. — Approbation	479
Cession gratuite à la « Congrégation des Oblats de Marie Immaculée » d'un terrain de 75 Ha. sis à Banga Ibundula. — Convention du 13 septembre 1948. — Approbation	481
Cession gratuite à M. Giorghiou, Jean, d'un terrain de 2 Ha. 25 a. à Lemba (territoire de Lodja). — Convention du 6 mars 1948. — Approbation	494
Cession à l' « Africa Inland Mission » d'un terrain de 10 Ha. sis à Aungba (district du Kibali-Ituri). — Convention du 30 décembre 1947. — Approbation	497
Cession gratuite à la « Mission des Pères Scheutistes » d'un terrain de 2 Ha. sis dans le centre extra-coutumier de Lusambo. — Convention du 24 mai 1948. — Approbation	510
Cession gratuite à l'association « Vicariat Apostolique du Ruanda » d'un terrain de 17 Ha. sis à Mushishiro (territoire de Nyanza). — Convention du 4 octobre 1948. — Approbation	513

	Pages
Cession gratuite au « Fonds du Bien-Etre Indigène » d'un terrain d'un Ha. 12 a. 75 ca. sis à Léopoldville. — Convention du 14 septembre 1948. — Approbation	515
Cession gratuite à la « Mission Evangélique de l'Ubangi » d'un terrain de 25 Ha. sis à Bwambali. — Convention du 7 octobre 1948. — Approbation	521
Cession gratuite à l' « Association des Missionnaires d'Afrique (Pères Blancs) du Vicariat Apostolique du Kivu » d'un terrain de 1 Ha. sis dans le centre extra-coutumier de Costermansville. — Convention du 7 octobre 1948. — Approbation	526
Cession à M. Van den Broeck, Pierre, d'un terrain de 83 Ha. sis à Lumpungu (territoire de Demba). — Convention du 8 août 1947. — Approbation	545
Concession.	
Concession à M. Simons, François, d'un terrain de 500 Ha. sis à Lubi. — Convention du 20 mai 1947. — Approbation	3
Concession en occupation provisoire à M. Willems, Albert, d'un terrain de 500 Ha. sis à Kasha. — Convention du 20 mai 1947. — Approbation	6
Concession en emphytéose à la « Société Internationale Forestière et Minière du Congo (Forminière) » d'un terrain de 2 Ha. 39 a. 70 ca. sis aux chutes Pogge II sur la rive droite du Kasai. — Convention du 3 juin 1947. — Approbation	24
Concession à la « Société Industrielle d'Exploitations Forestières au Congo » d'un terrain sis à Kikobo. — Modification des conditions de mise en valeur. — Convention du 23 octobre 1947. — Approbation	133
Concession à la « Société d'Elevage et de Culture au Congo Belge (S. E. C.) » d'un terrain de 4.500 Ha. sis à Dianiamba. — Convention du 3 avril 1947. — Approbation	147
Concession de 820 Ha. de terres de pacage, sis à Vunzu, à la « Congrégation des Chanoinesses Missionnaires Belges de Saint-Augustin ». — Convention du 17 novembre 1947. — Approbation	257
Concession à la société « Belgika » d'un terrain de 18 Ha. situé à Malengoya. — Convention du 13 juillet 1946. — Approbation	260
Concession à l' « Ecole de Pasteurs et d'Instituteurs des Missions Evangéliques » d'un terrain de 50 Ha. sis à Kimpese. — Convention du 20 janvier 1948. — Approbation	284
Concession à la « Compagnie Cotonnière Congolaise (Cotonco) » d'un terrain de 5 Ha. 15 a. sis à Dingila (territoire de Buta). — Convention du 28 mars 1947. — Approbation	317
Concession à la « Compagnie Cotonnière Congolaise (Cotonco) » d'un terrain de 50 Ha. sis à Angodia (district de l'Uele). — Convention du 20 octobre 1947. — Approbation	320
Cession et concession gratuite à la « Congrégation des Missionnaires de Scheut » d'un terrain de 12 Ha. sis à Léopoldville. — Convention du 21 janvier 1948. — Approbation	323
Concession en emphytéose à la « Mission du Lac Albert » d'un terrain d'une superficie de 2.061 Ha. sis à Essebi (district du Kibali-Ituri). — Convention du 23 août 1947. — Approbation	337
Concession à la « Congrégation des Missionnaires de Scheut » d'un terrain de 1.000 Ha. sis à Makaw (territoire de Kutu). — Convention du 8 juillet 1946. — Approbation	341
Concession gratuite à M. Eloy, Robert, agent pensionné de la Colonie, d'un terrain de 485 Ha. sis à Botanankasa (district du Lac Léopold II). — Convention du 24 janvier 1948. — Approbation	344
Concession en emphytéose à M. Vande Kerckhove-De Clercq d'un terrain de 522 Ha. sis à Gale (territoire de Lisala). — Convention du 13 novembre 1947. — Approbation	355
Concession à la « Compagnie du Kasai » d'un terrain de 11 Ha. 50 a. sis à Dibaya-Lubue (territoire d'Idiofa). — Convention du 23 février 1948. — Approbation	392

	Pages
Concession en occupation provisoire à la « Société Equatoriale Congolaise Lulonga-Ikelemba (Secli) » d'un terrain de 372 Ha. 64 a. 16 ca. sis à Mondjo (territoire de Basankusu). — Convention du 22 novembre 1947. — Approbation	402
Concession par le « Comité Spécial du Katanga » à M. Van Gijssel, de 110.000 Ha. dans la région N. E. du Katanga. — Conventions des 9 octobre 1946 et 14 janvier 1948. — Approbation	431
Concession en occupation provisoire à M. Albert Mortier, d'un terrain de 279 Ha. 30 a. sis à Zambeke. — Convention du 28 mars 1947. — Approbation	499
Concession gratuite à M. Delcroix, Léon, d'un terrain de 500 Ha. sis à Bamba-Bishaska (district du Kasai). — Convention du 1 ^{er} mars 1947. — Approbation	503
Concession à M. Jean Del, d'un terrain de 150 Ha. sis à Gaume (district de l'Uele). — Convention du 22 avril 1948. — Approbation	508
Concession à M. de la Kethulle de Ryhove, d'un terrain de 2 Ha. sis à Djelo-Binza-Sud. — Convention du 7 juillet 1948. — Approbation	517
Concession gratuite à « The Congo Union of Seventh Day Adventists » d'un terrain de 1 Ha. sis à Bigobo. — Convention du 18 février 1948. — Approbation	523
Concession à M. H. A. Swanepoel par le « Comité Spécial du Katanga » d'un terrain de 790 Ha. sur la rivière Kasonga (près Jadotville). — Convention du 24 février 1947. — Approbation	528
Concession à la « Société du Haut-Uele et du Nil (Shun) » de trois terrains sis à Aba (district du Kibali-Ituri). — Convention du 11 décembre 1947. — Approbation	532
Concession à la « Compagnie Cotonnière Congolaise (Cotonco) » d'un terrain de 17 Ha. 40 a. sis à Demba (district du Kasai). — Convention du 4 septembre 1947. — Approbation	524
Convention.	
Convention du 12 décembre 1947, modifiant la convention du 30 septembre 1935, intervenue entre la Colonie et l'« Agence Belge de l'Est Africain » pour la gestion des bases belges de Dar-Es-Salaam et de Kigoma. — Approbation	27
Modification de certaines dispositions des articles 3 et 4 de l'arrêté du 25 février 1943 relatif à la vente et la location de terres. — Approbation	519
Convention du 15 octobre 1948 entre la Colonie et la « Transcomin » relative au choix de terrains à Léopoldville. — Approbation	548
Droits fonciers.	
Droits fonciers de la « Compagnie des Chemins de Fer du Congo Supérieur aux Grands Lacs Africains ». — Convention intervenue le 24 novembre 1947 entre la Colonie, la « Compagnie des Chemins de Fer du Congo Supérieur aux Grands Lacs Africains », et le « Comité National du Kivu ». — Approbation	489
Echange.	
Echange avec la « Congrégation des Pères Passionnistes » de terrains sis à Bene-Dibele. — Convention du 30 juillet 1947. — Approbation	33
Echange de terrains sis à Kikwit entre la Colonie et l'association « Pères de la Compagnie de Jésus, desservant la Mission du Kwango ». — Convention du 4 novembre 1947. — Approbation	244
Echange de terrains sis à Goya entre l'« Association des Pères de la Compagnie de Jésus, desservant la Mission du Kwango » et la Colonie. — Convention du 15 décembre 1947. — Approbation	331
Echange de terrains sis respectivement à Dulu (district de l'Uele) et à proximité des chutes Pogge II sur la rive gauche du Kasai, avec la société « Forminière ». — Convention du 7 janvier 1948. — Approbation	366

	Pages
Echange de terrains sis à Faradje (district du Kibali-Ituri) avec l' « Association des Sœurs Dominicaines Missionnaires de Namur ». — Convention du 11 décembre 1947. — Approbation	395
Exploitation Forestière.	
Société « Plantations Tropicales ». — Prorogation du délai pour l'exploitation forestière. — Convention du 22 novembre 1947. — Approbation	250
Location.	
Location à la « Compagnie Cotonnière Congolaise (Cotonco) » de deux terrains d'une superficie respective de 4 Ha. et 3 Ha. 60 a. sis à Lusambo (rive gauche), et à Mulundu. — Conventions des 7 et 10 mai 1947. — Approbation	135
Location à la « Société Cotonnière du Bomokandi (Socobom) » d'un terrain de 12 Ha. sis à Gosamo. — Convention du 1 ^{er} mai 1946. — Approbation	247
Législation.	
Vente et location de terres. — Conditions Générales. — Modification de l'article 16 de l'arrêté du 25 février 1943	478
Location pour un terme de cinq ans à la « Congo Inland Mission » d'un terrain de 50 Ha. sis à Kasongo Lunda. — Convention du 10 janvier 1948. — Approbation	281
Location à la « Compagnie Cotonnière Congolaise (Cotonco) » d'un terrain de trois Ha. sis à Dingila (territoire de Buta). — Convention du 19 avril 1947. — Approbation	398
Location à la « Compagnie Cotonnière Congolaise (Cotonco) » d'un terrain de 195 Ha. sis à Dingila. — Convention du 20 avril 1948. — Approbation	539
Location à la « Société Minière de Bafwaboli (Somiba) » de deux terrains de 52 Ha. et de 2 Ha. sis à N'Zula (territoire de Ponthierville). — Convention du 20 octobre 1947. — Approbation	550
Rétrocession.	
Rétrocession à la Colonie par la « Société Anonyme des Cultures au Congo Belge » de trois terrains sis à Dobo, Busu-Kema et Budjalie. — Convention du 7 juin 1948. — Approbation	555
Reul.	
Chutes d'eau. — Concession	359
Rose.	
Terres. — Cession	315

S

Simons.	
Terres. — Concession	3
Société Anonyme de Cultures au Congo Belge.	
Terres. — Rétrocession	555
Société Cotonnière du Bomokandi (Socobom).	
Terres. — Location	247
Société d'Élevage et de Culture au Congo Belge « S. E. C. ».	
Terres. — Concession	197
Société des Mines d'Étain du Ruanda-Urundi « Minétain ».	
Mines. — Convention	462

	Pages
Société des Missionnaires d'Afrique (Pères Blancs).	
Terres. — Cession	12, 16
Société des Prêtres du Sacré-Cœur.	
Terres. — Cession	273
Société des Religieuses du Sacré-Cœur.	
Terres. — Cession	55
Société de Transports, de Commerce et de Mines « Transcomin ».	
Terres. — Convention	548
Société du Haut-Uele et du Nil « Shun ».	
Terres. — Concession	532
Société Equatoriale Congolaise Lulonga-Ikelemba « Secli ».	
Terres. — Concession	402
Société Générale Africaine d'Electricité » Sogelec ».	
Electricité. — Concession	141
Société Immobilière au Kivu.	
Electricité. — Concession	153
Société Industrielle d'Exploitations Forestières au Congo.	
Terres. — Concession	133
Société Internationale Forestière et Minière du Congo « Forminière ».	
Terres. — Concession	24
Echange	366
Société Minière Cololacs.	
Mines. — Permis d'exploitation	114, 372
Société Minière de Bafwaboli (Somiba).	
Mines. — Permis d'exploitation	414
Terres. — Location	550
Société Minière de Kamola.	
Mines. — Convention	41
Société Minière de la Lueta.	
Terres. — Cession	252
Société Minière de Muhinga et de Kigali « Somuki ».	
Mines. — Convention	462
Société Minière de Surongo.	
Mines. — Convention	38
Prorogation du droit de recherches minières	429
Société Minière du Congo Septentrional « Sominor ».	
Mines. — Prorogation de droits miniers	193, 409
Sœurs de la Charité de Gand.	
Terres. — Cession	276

	Pages
Swanepoel.	
Terres. — Concession	528
Symétain.	
Terres. — Concession	18
Mines. — Permis d'exploitation	118, 189, 203, 383
Syndicat pour le Développement de l'Electrification du Bas-Congo « Sydelco ».	
Augmentation de capital.—Convention du 12 janvier 1948.—Approbation	294
Syndicat pour l'Electrification de la région d'Albertville « Sydelral ».	
Formation	48
Syndicat pour l'Electrification de Stanleyville « Sydelstan ».	
Augmentation de capital	43

T

The Congo Union Mission of Seventh Day Adventists.	
Terres. — Concession	523

V

Van de Kerckhove-De Clercq.	
Terres. — Concession	355
Van den Broeck.	
Terres. — Cession	545
Van Gijssel.	
Terres. — Concession	431
Vicariat Apostolique du Ruanda (voir Association Vicariat...).	

W

Willems.	
Terres. — Concession	6

TABLE CHRONOLOGIQUE
des décrets, lois et arrêtés contenus dans le
« Bulletin Officiel du Congo Belge » de l'année 1948.

Deuxième Partie

Abréviations : L. (loi) — A. L. (arrêté-loi) — D. (décret) — A. R. (arrêté du Régent)
A. M. (arrêté ministériel).

Décret Arrêté Loi	DATE	OBJET	Pages
	1947		
A.R.	13 octobre	Cession gratuite par le Gouvernement du Congo Belge à la « Mission des Révérends Pères Rédemptoristes », d'un terrain de 50 ares, sis à Luozi. — Convention du 3 septembre 1947. — Approbation	132
Id.	13 id.	Cession gratuite à la « Congrégation des Sacrés-Cœurs (dite Picpus) », d'un terrain de 29 Ha. 50 a., sis à Kimpuki. Convention du 4 septembre 1947. — Approbation . . .	187
Id.	10 novemb.	Concession à M. Simons, François, d'un terrain de 500 Ha., sis à Lubi. — Convention du 20 mai 1947. — Approbation	3
D.	10 id.	Concession en occupation provisoire à M. Willems, Albert, d'un terrain de 500 Ha., sis à Kasha. — Convention du 20 mai 1947. — Approbation	6
A.R.	29 décemb.	Cession par la « Congrégation des Missionnaires de Scheut » à la « Congrégation des Pères Montfortains », de trois terrains, sis à Elisabetha. — Convention du 2 octobre 1943. — Approbation	10
Id.	29 id.	Cession gratuite à la « Société des Missionnaires d'Afrique (Pères Blancs) », d'un terrain de 40 ares, sis à Kasongo. — Convention du 6 décembre 1947. — Approbation . . .	12
Id.	29 id.	Cession gratuite à la « Baptist Missionary Society Corporation », d'un terrain de 1 Ha., sis à Stanleyville. — Convention du 21 novembre 1947. — Approbation . . .	14
Id.	29 id.	Cession gratuite à la « Société des Missionnaires d'Afrique (Pères Blancs de l'Urundi) », d'un terrain de 20 Ha., sis à Mutumba. — Convention du 21 novembre 1947. — Approbation	16
Id.	29 id.	Concession à la société « Symétain » du droit de capter 2.000 HP. aux chutes de la rivière Endemanu. — Convention du 16 décembre 1947. — Approbation	18
D.	29 id.	Concession en emphytéose à la « Société Internationale Forestière et Minière (Forminière) », d'un terrain de 2 Ha. 39 a. 70 ca., sis aux chutes Pogge N° 2, sur la rive droite du Kasai. — Convention du 3 juin 1947. — Approbation	24

Décret Arrêté Loi	DATE	OBJET	Pages
A.R.	29 décemb.	Convention du 12 décembre 1947, modifiant la convention du 30 septembre 1935, intervenue entre la Colonie et l'Agence Belge de l'Est Africain pour la gestion des bases belges de Daar-Es-Salaam et de Kigoma. — Approbation	27
D.	1948 12 janvier	Echange avec la « Congrégation des Pères Passionistes » de terrains sis à Bena-Dibele. — Convention du 30 juillet 1947. — Approbation	33
A.R.	12 id.	Cession gratuite aux « Chanoinesses Missionnaires Belges de Saint-Augustin » d'un terrain de 2 Ha. 25 a., sis à Kibumbu. — Convention du 12 décembre 1947. — Approbation	36
D.	12 id.	Décret, approuvant la convention du 30 juin 1947, conclue entre la Colonie et la « Société Minière de Surongo » .	38
Id.	12 id.	Décret approuvant la convention du 13 mai 1947, conclue avec la « Société Minière de Kamola (Somika) » . .	41
A.R.	12 id.	Augmentation du capital du « Syndicat pour l'Electrification de Stanleyville » par la « Régie de Distributions d'Eau et d'Electricité du Congo Belge et du Ruanda-Urundi » et la « Compagnie des Chemins de Fer du Congo Supérieur aux Grands Lacs Africains ». — Convention du 5 novembre 1947. — Approbation	43
D.	12 id.	Terrain de Kikobo, concédé à la « Société Industrielle d'Exploitations Forestières au Congo ». — Modification des conditions de mise en valeur. — Convention du 23 octobre 1947. — Approbation	133
Id.	12 id.	Location à la « Compagnie Cotonnière Congolaise (Cotonco) », de deux terrains d'une superficie respective de 4 Ha. et 3 Ha. 60 a., sis à Lusambo (rive gauche), et à Mulundu. — Conventions des 7 et 10 mai 1947. — Approbation	135
A.R.	22 id.	Formation d'un syndicat d'études dénommé « Syndicat pour l'Electrification de la région d'Albertville (Sydelral) » — Convention du 5 novembre 1947. — Approbation	48
Id.	23 id.	Concession par le Ruanda-Urundi à la « Friends Africa Gospel Mission », des chutes d'eau de la rivière Kwisumo. — Convention du 12 janvier 1948. — Approbation	139
Id.	23 id.	Concession par le Gouvernement du Ruanda-Urundi à M. Ferreira da Costa, de chutes d'eau à la rivière Boyesi. — Convention du 12 janvier 1948. — Approbation . .	53
Id.	23 id.	Cession gratuite à la « Société des Religieuses du Sacré-Cœur », d'un terrain de 100 Ha., sis à Kimuenza. — Convention du 23 décembre 1947. — Approbation . .	55
Id.	26 id.	Cession gratuite à l'Association « Chanoinesses Missionnaires Belges de Saint-Augustin » par le Gouvernement du Ruanda-Urundi, d'un terrain de 7 Ha. 50 a., sis à Kiganda. — Convention du 30 décembre 1947. — Approbation	57

Décret Arrêté Loi	DATE	OBJET	Pages
D.	5 février	Domaine minier à la « Compagnie des Chemins de Fer du Congo Supérieur aux Grands Lacs Africains ». — Permis d'exploitation accordés à la société « Les Mines d'Or Belgika (Belgikaor) », pour les polygones dénommés « Wamasingu-Est » et « Wamasingu-Ouest »	97
Id.	5 id.	Domaine minier de la « Compagnie des Chemins de Fer du Congo Supérieur aux Grands Lacs Africains ». — Permis d'exploitation accordés à la société « Les Mines d'Or de Kindu (Kinor) » pour les polygones dénommés « Lubulani » et « Buembo »	102
Id.	5 id.	Domaine minier de la « Compagnie des Chemins de Fer du Congo Supérieur aux Grands Lacs Africains ». — Permis d'exploitation délivré à la société « Les Mines d'Or de Kindu (Kinor) » pour le polygone dénommé « Kiakubesna »	107
A.R.	5 id.	Vente à la Colonie par la société « Chantier Naval de N'Dolo (Chanado) », de son chantier naval de N'Dolo. — Convention du 15 janvier 1948. — Approbation	59
D.	5 id.	Domaine minier de la « Compagnie des Chemins de Fer du Congo Supérieur aux Grands Lacs Africains ». — Permis d'exploitation délivrés à la « Compagnie Minière de l'Urega (Minerga) »	62
Id.	5 id.	Domaine minier de la « Compagnie des Chemins de Fer du Congo Supérieur aux Grands Lacs Africains ». — Permis d'exploitation accordé à la société « Les Mines d'Or Belgika (Belgikaor) » pour le polygone « Songwe 45 »	85
Id.	5 id.	Domaine minier de la « Compagnie des Chemins de Fer du Congo Supérieur aux Grands Lacs Africains ». — Permis d'exploitation, délivré à la société « Les Mines d'Or Belgika (Belgikaor) » pour le polygone dénommé « Mukulwa »	111
Id.	5 id.	Domaine minier de la « Compagnie des Chemins de Fer du Congo Supérieur aux Grands Lacs Africains ». — Permis d'exploitation accordé à la « Société Minière Cololacs » pour le polygone dénommé « Colomines-Est n° 27 »	114
Id.	5 id.	Domaine minier de la « Compagnie des Chemins de Fer du Congo Supérieur aux Grands Lacs Africains ». — Permis d'exploitation délivré à la société « Symétain » pour les polygones dénommés « Momi-Nord I », « Momi-Nord II » et « Momi-Sud II »	118
A.R.	9 id.	Approbation du permis d'exploitation n° 474 délivré par la « Compagnie des Chemins de Fer du Congo Supérieur aux Grands Lacs Africains » à la « Compagnie Minière Arema »	125
Id.	20 id.	Concession à la société « Sogelec » de la distribution de l'énergie électrique à Elisabethville et Jadotville. — Convention du 31 décembre 1947. — Approbation	141
Id.	20 février	Concession à la « Société Immobilière au Kivu (Simak) » des distributions d'eau et d'électricité à Costermansville. — Convention du 31 décembre 1947. — Approbation	153

Décret Arrêté Loi	DATE	OBJET	Pages
A.R.	20 février	Cession gratuite à la « Congo Inland Mission », d'un terrain de 25 Ha., sis à Kasongo-Lunda. — Convention du 14 janvier 1948. — Approbation	169
Id.	20 id.	Cession gratuite à l' « American Presbyterian Congo Mission », d'un terrain de 40 ares, sis dans le centre extra-coutumier de Luluabourg. — Convention du 13 janvier 1948. — Approbation	171
Id.	20 id.	Cession gratuite à la « Mission Evangélique de l'Ubangi », d'un terrain de 15 Ha., sis à Bogbale. — Convention du 22 janvier 1948. — Approbation	173
Id.	20 id.	Cession gratuite à la « Mission des Pères Scheutistes », d'un terrain de 100 Ha., sis à Tshibemba. — Convention du 15 janvier 1948. — Approbation	175
Id.	20 id.	Cession gratuite à la « Congrégation des Chanoinesses Missionnaires Belges de Saint-Augustin », d'un terrain de 3 Ha. 40 a., sis à Léopoldville-Est. — Convention du 21 janvier 1948. — Approbation	177
Id.	4 mars	Concession par le Ruanda-Urundi de chutes d'eau à la « Friends Africa Gospel Mission ». — Convention du 17 février 1948. — Approbation	179
D.	8 id.	Cession gratuite par le Gouvernement du Ruanda-Urundi au « Vicariat Apostolique du Ruanda », d'un terrain de 39 Ha. 50 a., sis à Mu-Kibaya. — Convention du 4 septembre 1947. — Approbation	240
Id.	8 id.	Echange de terrains sis à Kikwit, entre la Colonie et l'association « Pères de la Compagnie de Jésus, desservant la Mission du Kwango ». — Convention du 4 novembre 1947. — Approbation	244
Id.	8 id.	Location à la « Société Cotonnière du Bomokandi (Socobom) », d'un terrain de 12 Ha., sis à Gosamo. — Convention du 17 mai 1946. — Approbation	247
Id.	8 id.	Société « Plantations Tropicales ». — Prorogation du délai pour l'exploitation forestière. — Convention du 22 novembre 1947. — Approbation	250
Id.	8 id.	Cession gratuite à la « Société Minière de la Lueta », de trois terrains de 1 Ha., sis à Katanga, Kabodi et Lukusa. — Conventions du 10 septembre 1947. — Approbation	252
A.R.	8 id.	Domaine minier de la « Compagnie des Chemins de Fer du Congo Supérieur aux Grands Lacs Africains ». — Arrêté autorisant la société « Symétain » à exploiter les gisements d'or, compris à l'intérieur de la concession dénommée « Blok Kama III »	189
D.	8 id.	Décret prorogeant pour une durée de deux ans, les droits miniers dérivant de la convention conclue le 31 août 1939 entre la Colonie et la « Société Minière du Congo Septentrional (Sominor) », et approuvée par le décret du 21 décembre 1939	193.
Id.	8 id.	Concession de 820 Ha. de terres de pacage, sis à Vunzu, à la « Congrégation des Chanoinesses Missionnaires Belges de Saint-Augustin ». — Convention du 17 novembre 1947. — Approbation	257

Décret Arrêté Loi	DATE	OBJET	Pages
D.	8 mars	Concession à la société « Belgika » d'un terrain de 18 Ha., situé à Malengoya. — Convention du 13 juillet 1946. — Approbation	260
Id.	8 id.	Cession gratuite à l'association « Pères de la Compagnie de Jésus, desservant la mission du Kwango », de trois terrains d'une superficie totale de 100 Ha., sis à Yassa. — Convention du 12 novembre 1947. — Approbation .	265
Id.	11 id.	Cession à la société « Chantier Naval et Industriel du Con- go (Chanic) », d'un terrain sis à Léopoldville d'une su- perficie de 1 Ha. 83 a. 82 ca. — Convention du 1 ^{er} août 1947. — Approbation	270
Id.	11 id.	Concession à la « Société d'Elevage et de Culture au Congo Belge (S. E. C.) », d'un terrain de 4.500 Ha., sis à Dia- niamba. — Convention du 3 avril 1947. — Approbation .	197
A.R.	11 id.	Cession gratuite à l'« Association des Eglises Libres de Norvège », d'un terrain de 5 Ha. 63 a., sis à Kahoyo. — Convention du 16 février 1948. — Approbation . .	201
Id.	17 id.	Domaine minier de la « Compagnie des Chemins de Fer du Congo Supérieur aux Grands Lacs Africains ». — Permis d'exploitation délivrés à la société « Symétain »	203
Id.	19 id.	Cession gratuite à la « Mission des Pères Croisiers », d'un terrain de 100 Ha., sis à Mbuma. — Convention du 21 fé- vrier 1948. — Approbation	226
Id.	19 id.	Cession gratuite à la « Mission des RR. PP. Joséphites à Luiuabourg », d'un terrain de 5 Ha., sis à Mweka. — Convention du 26 février 1948. — Approbation	228
Id.	19 id.	Cession gratuite à l'« Association des Pères Scheutistes », d'un terrain de 50 ares, sis à Demba. — Convention du 20 février 1948. — Approbation	230
Id.	19 id.	Cession gratuite par le Ruanda-Urundi à l'« Association des Religieuses Missionnaires de Notre-Dame d'Afrique du Vicariat Apostolique de l'Urundi », d'un terrain de 3 Ha., sis à Kitega. — Convention du 20 février 1948. — Approbation	232
Id.	19 id.	Concession par le Ruanda-Urundi, à M. F. Pirotte, de chutes d'eau sur la rivière Yanza. — Convention du 15 mars 1948. — Approbation	233
Id.	31 id.	Cession gratuite à la « Société des Prêtres du Sacré-Cœur », d'un terrain sis à Wangi (Pawa), de 10 Ha. — Con- vention du 6 janvier 1948. — Approbation	273
Id.	31 id.	Cession gratuite aux « Sœurs de la Charité de Gand » d'un terrain de 11 a. 49 ca. 11/100 ^{mcs} sis à Matadi. — Con- vention du 15 mars 1948. — Approbation	276
A.R.	31 mars	Cession gratuite à l'« Institut de Scheut » d'un terrain de 100 Ha., sis à Binga. — Convention du 9 mars 1948. — Approbation	278

Décret Arrêté Loi	DATE	OBJET	Pages
Id.	23 id.	Cession gratuite à l' « Association des Sœurs de Sainte-Marie de Namur », d'un terrain de 6 Ha. 5945 sis à Kikwit. — Convention du 13 mars 1948. — Approbation . . .	280
Id.	23 avril	Location pour un terme de cinq ans à la « Congo Inland Mission », d'un terrain de 50 Ha., sis à Kasongo-Lunda. — Convention du 10 janvier 1948. — Approbation . . .	281
Id.	26 id.	Concession à l' « Ecole de Pasteurs et d'Instituteurs des Missions Evangéliques », d'un terrain de 50 Ha., à Kimpepe. — Convention du 20 janvier 1948. — Approbation . . .	284
Id.	26 id.	Cession gratuite à l' « Association des Eglises Libres de Norvège » d'un terrain de 24 Ha. 50 a., sis à Nyamibungu. — Convention du 3 avril 1948. — Approbation . . .	286
Id.	30 id.	Cession gratuite à la « Mission des Augustins de l'Assomption » d'un terrain de 85 Ha., sis à Mutwanga. — Convention du 9 avril 1948. — Approbation . . .	290
Id.	30 id.	Cession gratuite à la « Mission Libre Suédoise » d'un terrain de 25 a. 50 ca., sis à Costermansville. — Convention du 9 avril 1948. — Approbation . . .	292
D.	8 mai	Cession gratuite à la « Congrégation des Missionnaires de Scheut », d'un terrain de 3 Ha. 40 a., situé dans la cité indigène de Léopoldville. — Convention du 27 décembre 1947. — Approbation . . .	309
Id.	8 id.	Cession gratuite à la « Mission des Pères Scheutistes », d'un terrain de 98 a. et de diverses parcelles d'une superficie totale de 84 a., le tout situé dans le centre extra-coutumier de Luluabourg. — Convention du 19 janvier 1948. — Approbation . . .	312
Id.	8 id.	Cession gratuite à M. Rose, Ferdinand, d'un terrain de 100 Ha., sis à Mondaba (Territoire de Lisala). — Convention du 25 octobre 1947. — Approbation . . .	315
Id.	8 id.	Concession à la « Compagnie Cotonnière Congolaise (Cotonco) », d'un terrain de 5 Ha. 15 a., sis à Dingila (Territoire de Buta). — Convention du 28 mars 1947. — Approbation . . .	317
Id.	8 id.	Concession à la « Compagnie Cotonnière Congolaise (Cotonco) », d'un terrain de 50 Ha., sis à Angodia (District de l'Uele). — Convention du 20 octobre 1947. — Approbation . . .	320
Id.	8 id.	Cession et concession gratuite à la « Congrégation des Missionnaires de Scheut » d'un terrain de 12 Ha., sis à Léopoldville. — Convention du 21 janvier 1948. — Approbation . . .	323
Id.	8 id.	Cession gratuite à la « Mission du Lac Albert » d'un terrain de 288 Ha., sis à Geti (Territoire d'Irumu). — Convention du 4 août 1947. — Approbation . . .	327
Id.	8 id.	Echange de terrains, sis à Goa, entre l' « Association des Pères de la Compagnie de Jésus, desservant la Mission du Kwango » et la Colonie. — Convention du 15 décembre 1947. — Approbation . . .	331

Décret Arrêté Loi	DATE	OBJET	Pages
D.	8 mai	Cession à la « Compagnie Cotonnière Congolaise (Cotonco) » d'un terrain de 605 Ha., sis à Kulumbi (District du Sankuru). — Convention du 8 octobre 1947. — Approbation	334
Id.	8 id.	Concession en emphytéose à la « Mission du Lac Albert » d'un terrain d'une superficie de 2.061 Ha., sis à Essebi (District du Kibali-Ituri). — Convention du 23 août 1947. — Approbation	337
Id.	8 id.	Concession à la « Congrégation des Misionnaires de Scheut » d'un terrain de 1.000 Ha., sis à Makaw (Territoire de Kutu). — Convention du 8 juillet 1946. — Approbation	341
A.R.	19 id.	« Syndicat pour le développement de l'électrification du Bas-Congo » (Sydelco). — Augmentation de capital. — Convention du 12 janvier 1948. — Approbation	294
D.	1 ^{er} juin	Concession gratuite à M. Eloy, Robert, agent pensionné de la Colonie, d'un terrain de 485 Ha., sis à Botarankasa (District du Lac Léopold II). — Convention du 24 janvier 1948. — Approbation	344
Id.	1 ^{er} id.	Cession gratuite à l' « American Presbyterian Congo Mission », d'un terrain de 10 Ha., sis près de Luluabourg. — Convention du 13 février 1948. — Approbation	347
A.R.	1 ^{er} id.	Cession gratuite à la « Congrégation des Chanoinesses Missionnaires Belges de Saint-Augustin », d'un terrain de 4 Ha. 60 a., sis à Mweka. — Convention du 12 mai 1948. — Approbation	354
D.	1 ^{er} id.	Concession en emphytéose à M. Van de Kerckhove-De Clercq d'un terrain de 522 Ha., sis à Gale (Territoire de Lisala). — Convention du 13 novembre 1947. — Approbation	355
A.R.	14 id.	Concession à M. Charles Reul de chutes d'eau à la rivière Waga. — Convention du 10 juin 1948. — Approbation	359
D.	14 id.	Comité National du Kivu. — Modification à l'article 8 de la convention du 28 février 1933. — Convention du 19 janvier 1948. — Approbation	362
Id.	14 id.	Echange de terrains, sis respectivement à Dulu (District de l'Uele), et à proximité des chutes Pogge II, sur la rive gauche du Kasai, avec la société « Forminière », — Convention du 7 janvier 1948. — Approbation	366
A.R.	21 id.	Cession gratuite à l' « Armée du Salut » d'un terrain de 2 Ha. 25 a., sis dans la C. U. de Léopoldville. — Convention du 5 mai 1948. — Approbation	368
Id.	21 id.	Cession gratuite au « Vicariat Apostolique du Ruanda » d'un terrain de 25 Ha., à Kibyagira. — Convention du 5 mai 1948. — Approbation	370
D.	25 id.	Délivrance d'un permis d'exploitation à la « Société Minière Cololacs » pour le polygone dénommé « Colomines-Est n° 28 »	372

Décret Arrêté Loi	DATE	OBJET	Pages
D.	25 juin	Concession à la « Compagnie du Kasai » d'un terrain de 11 Ha. 50 a. sis à Dibaya-Lubue, (Territoire d'Idiofa). — Convention du 23 février 1948. — Approbation	392
Id.	25 id.	Echange de terrains sis à Faradje (District du Kibali-Ituri) avec l' « Association des Sœurs Dominicaines Missionnaires de Namur ». — Convention du 11 décembre 1947. — Approbation	395
Id.	25 id.	Location à la « Compagnie Cotonnière Congolaise » d'un terrain de 3 Ha., sis à Dingila (Territoire de Buta). — Convention du 19 avril 1947. — Approbation	398
Id.	25 id.	Délivrance de permis d'exploitation à la société « Les Mines d'Or Belgika (Belgikaor) » pour les polygones dénommés « Myaya », « Nyamavieta » et « Wamisenge »	376
Id.	25 id.	Délivrance d'un permis d'exploitation à la société « Symétain » pour le polygone dénommé « Makarie »	383
A.R.	5 juillet	Cession gratuite à la « Mission des Augustins de l'Assomption » d'un terrain de 25 Ha. sis à Musienene. — Convention du 2 juin 1948. — Approbation	400
D.	5 id.	Concession en occupation provisoire à la « Société Equatoriale Congolaise Lulonga-Ikelemba (Secli) », d'un terrain de 372 Ha. 64 a. 16 ca. sis à Mondjo (Territoire de Basankusu). — Convention du 22 novembre 1947. — Approbation	402
Id.	12 id.	Renouvellement du droit de recherches minières exclusives de la « Compagnie Minière du Congo Occidental (Cominoc) » dans les blocs dénommés « Lumbu » et « Bembezi »	407
Id.	12 id.	Décret autorisant la « Société Minière du Congo Septentrional » (Sominor), à dénoncer un bloc de recherches minières exclusives dénommé « Bloc-Kate » en vue de se réserver un gisement aurifère découvert en 1939	409
Id.	12 id.	Octroi de permis d'exploitation à la « Compagnie Minière du Ruanda-Urundi » (Mirudi), pour les polygones dénommés « Kinyoni », « Lemera » et « Mogere »	412
Id.	12 id.	Octroi d'un permis d'exploitation à la « Société Minière de Bafwaboli (Somiba) » pour le polygone dénommé « Amagbada »	414
Id.	12 id.	Octroi de deux permis d'exploitation à la société « Les Mines d'Or Belgika (Belgikaor) » pour les polygones dénommés : « Kisala » et « Watamba »	419
Id.	12 id.	Prorogation des droits de recherches minières octroyés à la « Société Minière de Surongo » par le décret du 21 décembre 1939	429
— Id.	12 id.	Concession par le Comité Spécial du Katanga à M. Van Gijssel de 110.000 Ha. dans la région N.-E. du Katanga. — Conventions des 9 octobre 1946 et 14 janvier 1948. — Approbation	431

Décret Arrêté Loi	DATE	OBJET	Pages
A.R.	19 juillet	Cession gratuite à la « Baptist Missionary Society Corporation » d'un terrain de 5 Ha. sis à Yakusu (Territoire d'Isangi). — Convention du 24 juin 1948. — Approbation	412
Id.	19 id.	Concession à la société « Plantations de Gombo », par le Ruanda-Urundi, de chutes d'eau à la rivière Kironga. — Convention du 12 juillet 1948. — Approbation	444
Id.	22 id.	Cession gratuite à la « Congrégation des Dominicains » d'un terrain de 1 Ha. 50 a. sis dans le centre extra-coutumier de Paulis. — Convention du 3 juillet 1948. — Approbation	447
Id.	22 id.	Cession gratuite à la « Congrégation des Sœurs de l'Enfance de Jésus » d'un terrain de 25 Ha., sis à Bokala-Taketa. — Convention du 30 juin 1948. — Approbation	448
Id.	22 id.	Cession gratuite à l'association « Disciples of Christ Congo Mission » d'un terrain de 25 Ha., sis à Bafaki. — Convention du 3 juillet 1948. — Approbation	450
D.	5 août	Prorogation des droits de recherches minières exclusives de la « Compagnie Minière en Afrique Orientale (Minafor) » dans les blocs dénommés « Butare », « Kavumu », « Kimuga » et « Rugoba »	454
Id.	8 septemb.	Droits fonciers de la « Compagnie des Chemins de Fer du Congo Supérieur aux Grands Lacs Africains ». — Convention intervenue le 24 novembre 1947 entre la Colonie, la « Compagnie des Chemins de Fer du Congo Supérieur aux Grands Lacs Africains » et le « Comité National du Kivu ». — Approbation	489
A.R.	8 id.	Cession gratuite à l'« Association Vicariat Apostolique du Ruanda » d'un terrain de 29 Ha. 15 a. 28 ca., sis à Nyamiyaga. — Convention du 16 juillet 1948. — Approbation	458
Id.	8 id.	Cession gratuite à l'« Association Vicariat Apostolique du Ruanda », d'un terrain de 21 Ha., sis à Bisaga. — Convention du 16 juillet 1948. — Approbation	460
D.	11 id.	Décret approuvant la convention minière conclue le 2 avril 1948 entre le Ruanda-Urundi d'une part, et les sociétés « Géoruanda », « Minétain », « Mirudi » et « Somuki » d'autre part	462
A.R.	14 id.	Cession gratuite à la Croix-Rouge du Congo, de deux terrains de 50 a., sis à Léopoldville-Est. — Conventions du 21 août 1948. — Approbation	472
Id.	14 id.	Cession gratuite à la « Mission des Révérends Pères Rédemptoristes » d'un terrain de 20 a. dans la circonscription urbaine de Thijssville. — Convention du 21 août 1948. — Approbation	475
Id.	3 octobre	Vente et location de terres. — Conditions générales. — Modification de l'article 16 de l'arrêté du 25 février 1943	478
Id.	16 id.	Cession gratuite à l'association « Mission des Pères Scheutistes » d'un terrain de 10 Ha. sis à Ngwema. — Convention du 13 septembre 1948. — Approbation	479

Décret Arrêté Loi	DATE	OBJET	Pages
A.R.	16 octobre	Cession gratuite à la « Congrégation des Oblats de Marie Immaculée », d'un terrain de 75 Ha., sis à Banga Ibundula. — Convention du 13 septembre 1948. — Approbation	481
D.	16 id.	Cession gratuite à M. Giorghiou, Jean, d'un terrain de 2 Ha. 25 a. à Lemba (Territoire de Lodja). — Convention du 6 mars 1948. — Approbation	494
Id.	16 id.	Cession à l' « Africa Inland Mission » d'un terrain de 10 Ha. 3 a. sis à Aungba (District du Kibali-Ituri). — Convention du 30 décembre 1947. — Approbation	497
Id.	16 id.	Concession en occupation provisoire à M. Albert Mortier, d'un terrain de 279 Ha. 30 a. sis à Zambeke. — Convention du 28 mars 1947. — Approbation	499
Id.	16 id.	Concession gratuite à M. Delcroix, Léon, d'un terrain de 500 Ha. sis à Bamba-Bishaska (District du Kasai). — Convention du 1 ^{er} mars 1947. — Approbation	503
Id.	16 id.	Concession à M. Jean Del, d'un terrain de 150 Ha. sis à Gaume (District de l'Uele). — Convention du 22 avril 1948. — Approbation	508
Id.	16 id.	Cession gratuite à la « Mission des Pères Scheutistes » d'un terrain de 2 Ha., sis dans le centre extra-coutumier de Lusambo. — Convention du 24 mai 1948. — Approbation	510
A.R.	25 id.	Cession gratuite à l'association « Vicariat Apostolique du Ruanda » d'un terrain de 17 Ha. sis à Mushishiro (Territoire de Nyanza). — Convention du 4 octobre 1948. — Approbation	513
Id.	25 id.	Cession gratuite au « Fonds du Bien-Etre indigène » d'un terrain de 1 Ha. 12 a. 75 ca. sis à Léopoldville. — Convention du 14 septembre 1948. — Approbation	515
Id.	25 id.	Concession à M. de la Kethulle de Ryhove d'un terrain de 2 Ha. sis à Djelo-Binza-Sud. — Convention du 7 juillet 1948. — Approbation	517
Id.	8 novemb.	Modification de certaines dispositions des articles 3 et 4 de l'arrêté du 25 février 1943, relatif à la vente et à la location des terres. — Approbation	519
Id.	9 id.	Cession gratuite à la « Mission Evangélique de l'Ubangui », d'un terrain de 25 Ha. sis à Bwambali. — Convention du 7 octobre 1948. — Approbation	521
Id.	9 id.	Concession gratuite à « The Congo Union of Seventh Day Adventists » d'un terrain de 1 Ha., sis à Bigobo. — Convention du 18 février 1948. — Approbation	523
Id.	9 id.	Cession gratuite à l' « Association des Missionnaires d'Afrique (Pères Blancs) du Vicariat Apostolique du Kivu » d'un terrain de 1 Ha., sis dans le centre extra-coutumier de Costermansville. — Convention du 7 octobre 1948. — Approbation	526

Décret Arrêté Loi	DATE	OBJET	Pages
D.	9 novemb.	Concession à M. H. A. Swanepoel par le « Comité Spécial du Katanga » d'un terrain de 790 Ha. sur la rivière Kasonga (près Jadotville). — Convention du 24 février 1947. — Approbation	528
Id.	9 id.	Concession à la « Société du Haut-Uele et du Nil (Shun) » de trois terrains, sis à Aba (district du Kibali-Ituri). — Convention du 11 décembre 1947. — Approbation	532
Id.	9 id.	Location à la « Compagnie Cotonnière Congolaise (Cotonco) » d'un terrain de 195 Ha. sis à Dingila. — Convention du 20 avril 1948. — Approbation	539
Id.	9 id.	Concession à la « Compagnie Cotonnière Congolaise (Cotonco) » d'un terrain de 17 Ha. 40 a., sis à Deniba (District du Kasai). — Convention du 4 septembre 1947. — Approbation	542
Id.	9 id.	Cession à M. Van den Broeck, Pierre, d'un terrain de 83 Ha. sis à Lumpungu (Territoire de Demba). — Convention du 8 août 1947. — Approbation	545
A.R.	15 id.	Convention du 15 octobre 1948 entre la Colonie et la « Transcomin », relative au choix de terrains à Léopoldville. — Approbation	548
D.	16 id.	Location à la « Société Minière de Bafwaboli (Somiba) » de deux terrains, de 52 Ha. et de 2 Ha. sis à N'Zula (Territoire de Ponthierville). — Convention du 20 octobre 1947. — Approbation	550
Id.	16 id.	Rétrocession à la Colonie par la « Société Anonyme de Cultures au Congo Belge » de 3 terrains sis à Dobo, Busu-Kema et Budja-Lie. — Convention du 7 juin 1948. — Approbation	555

Ambtelijk Blad van Belgisch-Congo

ALPHABETISCHE INHOUDSTAFEL

1948

Tweede Deel

A

	Bladz
Africa Inland Mission.	
Gronden. — Afstand	497
Agence Belge de l'Est Africain.	
Overeenkomst van 12 December 1947 tot wijziging van de overeenkomst van 30 September 1935, gesloten tussen de Kolonie en het « Agence Belge de l'Est Africain », betreffende het beheer der belgische bases te Dar-Es-Salaam en te Kigoma. — Goedkeuring	27
American Presbyterian Congo Mission.	
Gronden. — Afstand	171, 347
Armée du Salut.	
Gronden. — Afstand	368
Association des Eglises Libres de Norvège.	
Gronden. — Afstand	201, 286
Association des Missionnaires d'Afrique (Pères Blancs) du Vicariat Apostolique du Kivu.	
Gronden. — Afstand	526
Association des Pères Scheutistes.	
Gronden. — Afstand	230
Association des Religieuses Missionnaires de Notre-Dame d'Afrique du Vicariat Apostolique de l'Urundi.	
Gronden. — Afstand	232

Association des Sœurs de Sainte-Marie de Namur.

Gronden. — Afstand 280

Association des Sœurs Dominicaines Missionnaires de Namur.

Gronden. — Ruiling 395

B

Baptist Missionary Society Corporation.

Gronden. — Afstand 14. 442

Belgika.

Gronden. — Concessie 260

Bijzonder Comité van Katanga.

Gronden. — Concessie 431, 528

C

Chantier Naval de N'Dolo « Chanado ».

Gronden. — Verkoop aan de Kolonie 59

Chantier Naval et Industriel du Congo « Chanic ».

Gronden. — Afstand 270

Compagnie Cotonnière Congolaise (Cotonco).

Gronden. — Afstand 334
Concessie 317. 320, 542
Verhuring 135. 398, 539

Compagnie des Chemins de Fer du Congo Supérieur aux Grands Lacs Africains.

Gronden. — Grondrechten 489

Mijnen. — Aflevering van mijnbouwvergunningen . 62, 85, 97, 102, 107, 111,
114, 118, 125, 189, 203

Compagnie du Kasai.

Gronden. — Concessie 392

Compagnie Géologique et Minière du Ruanda « Géoruanda ».

Mijnen. — Overeenkomst 462

Compagnie Minière Arema.

Mijnen. — Mijnbouwvergunning 125

Compagnie Minière au Ruanda-Urundi « Mirudi ».

Mijnbouwvergunning 412

Mijnen. — Overeenkomst 462

Compagnie Minière de l'Urega « Minerga ».

Mijnen. — Mijnbouwvergunning 62

Compagnie Minière du Congo Occidental « Cominoc ».

Mijnen. — Hernieuwing van mijnrechten 407

Compagnie Minière en Afrique Orientale « Minafor ».	
Mijnen. — Verlenging van mijnrechten	454
Congo Inland Mission.	
Gronden. — Afstand	169
Verhuring	281
Congrégation des Chanoinesses Missionnaires Belges de Saint-Augustin.	
Gronden. — Afstand	36, 57, 177, 354
Concessie.	257
Congrégation des Dominicains.	
Gronden. — Afstand	447
Congrégation des Missionnaires de Scheut.	
Gronden. — Afstand	10, 309, 323
Concessie.	341
Congrégation des Oblats de Marie Immaculée.	
Gronden. — Afstand	481
Congrégation des Pères Passionnistes.	
Gronden. — Ruiling	33
Congrégation des Sœurs de l'Enfance de Jésus.	
Gronden. — Afstand	418
Congrégation des Sacrés-Cœurs (dite de Picpus).	
Gronden. — Afstand	187

D

Del.	
Gronden. — Concessie	508
de la Kethulle de Ryhove.	
Gronden. — Concessie	517
Delcroix.	
Gronden. — Concessie	503
Disciples of Christ Congo Mission.	
Gronden. — Afstand	450

E

Ecole de Pasteurs et d'Instituteurs des Missions Evangéliques.	
Gronden. — Concessie	284
Electriciteit.	
Overeenkomst.	
Concessie aan de vennootschap « Sogelec » betreffende de electriciteitsverdeling te Elisabethstad en Jadotstad. — Overeenkomst van 31 December 1947. — Goedkeuring	141
Concessie aan de « Société Immobilière au Kivu (Simak) », betreffende de water- en electriciteitsverdeling te Costermansstad. — Overeenkomst van 31 December 1947. — Goedkeuring	153

Eloy.

Gronden. — Afstand	344
Errata	288, 300, 558

F

Ferreira.

Watervallen. — Concessie	53
Fonds voor Inlands Welzijn.	
Gronden. — Afstand	515
Friends Africa Gospel Mission.	
Watervallen. — Concessie	139, 179

G

Giorghiou.

Gronden. — Afstand	494
Gronden.	

Afstand.

Afstand door de « Congrégation des Missionnaires de Scheut » aan de « Congrégation des Pères Montfortains » van drie gronden te Elisabetha. — Overeenkomst van 2 Oktober 1943. — Goedkeuring	10
Kosteloze afstand aan de « Société des Missionnaires d'Afrique (Pères Blancs) » van een grond van 40 a. te Kasongo. — Overeenkomst van 6 December 1947. — Goedkeuring	12
Kosteloze afstand aan de « Baptist Missionary Society Corporation » van een grond van 1 Ha. te Stanleystad gelegen. — Overeenkomst van 21 November 1947. — Goedkeuring	14
Kosteloze afstand aan de « Société des Missionnaires d'Afrique (Pères Blancs de l'Urundi) » van een grond van 20 Ha. te Mutumba. — Overeenkomst van 21 November 1947. — Goedkeuring	16
Kosteloze afstand aan de « Congrégation des Chanoinesses Missionnaires Belges de Saint-Augustin » van een grond van 2 Ha. 25 a. te Kibumbu. — Overeenkomst van 12 December 1947. — Goedkeuring	36
Kosteloze afstand aan de « Société des Religieuses du Sacré-Cœur » van een grond van 100 Ha. te Kimuenza. — Overeenkomst van 23 December 1947. — Goedkeuring	55
Kosteloze afstand aan de vereniging « Congrégation des Chanoinesses Missionnaires Belges de Saint-Augustin » door het Gouvernement van Ruanda-Urundi van een grond van 7 Ha. 50 a. te Kiganda. — Overeenkomst van 30 December 1947. — Goedkeuring	57
Kosteloze afstand door het Gouvernement van Belgisch-Congo aan de « Mission des Révérends Pères Rédemptoristes » van een grond van 50 a. gelegen te Luozi. — Overeenkomst van 3 September 1947. — Goedkeuring	132
Kosteloze afstand aan de « Congo Inland Mission » van een grond van 25 Ha. te Kasongo-Lunda. — Overeenkomst van 14 Januari 1948. — Goedkeuring	169
Kosteloze afstand aan de « American Presbyterian Congo Mission » van een grond van 40 a. in het buitengewoonrechtelijk centrum te Luluabourg. — Overeenkomst van 13 Januari 1948. — Goedkeuring	171

Kosteloze afstand aan de « Mission Evangélique de l'Ubangi » van een grond van 15 Ha. te Bogbale. — Overeenkomst van 22 Januari 1948. — Goedkeuring	173
Kosteloze afstand aan de « Mission des Pères Scheutistes » van een grond van 100 Ha. te Tshibemba. — Overeenkomst van 15 Januari 1948. — Goedkeuring	175
Kosteloze afstand aan de « Congrégation des Chanoinesses Missionnaires Belges de Saint-Augustin » van een grond van 3 Ha. 40 a. te Leopoldstad-Oost. — Overeenkomst van 21 Januari 1948. — Goedkeuring	177
Kosteloze afstand aan de « Congrégation des Sacrés-Cœurs (dite de Picpus) » van een grond van 29 Ha. 50 a. te Kimpuki. — Overeenkomst van 4 September 1947. — Goedkeuring	187
Kosteloze afstand aan de « Association des Eglises Libres de Norvège » van een grond van 5 Ha. 63 a. te Kahoyo. — Overeenkomst van 16 Februari 1948. — Goedkeuring	201
Kosteloze afstand aan de « Mission des Pères Croisières » van een grond van 100 Ha. te Mbuma. — Overeenkomst van 21 Februari 1948. — Goedkeuring	226
Kosteloze afstand aan de « Mission des RR. PP. Joséphites à Luluabourg », van een grond van 5 Ha. te Mweka. — Overeenkomst van 26 Februari 1948. — Goedkeuring	228
Kosteloze afstand aan de vereniging « Mission des Pères Scheutistes » van een grond van 50 a. te Demba. — Overeenkomst van 20 Februari 1948. — Goedkeuring	230
Kosteloze afstand door Ruanda-Urundi aan de « Association des Religieuses de Notre-Dame d'Afrique du Vicariat Apostolique de l'Urundi » van een grond van 3 Ha. gelegen te Kitega. — Overeenkomst van 20 Februari 1948. — Goedkeuring	232
Kosteloze afstand door het Gouvernement van Ruanda-Urundi aan het « Vicariat Apostolique du Ruanda » van een grond van 39 Ha. 50 a. te Mu-Kibaya. — Overeenkomst van 4 September 1947. — Goedkeuring	240
Kosteloze afstand aan de « Société Minière de la Lueta » van drie gronden elk 1 Ha. groot te Katanga, Kabodi en Lukusa. — Overeenkomsten van 10 September 1947. — Goedkeuring	252
Kosteloze afstand aan de vereniging « Pères de la Compagnie de Jésus, desservant la Mission du Kwango » van drie gronden hebbende een totale oppervlakte van 100 Ha. te Yassa. — Overeenkomst van 12 November 1947. — Goedkeuring	265
Afstand aan de vennootschap « Chantier Naval et Industriel du Congo (Chanic) » van een grond van 1 Ha. 83 a. 82 ca. te Leopoldstad. — Overeenkomst van 1 Augustus 1947. — Goedkeuring	270
Kosteloze afstand aan de « Société des Prêtres du Sacré-Cœur » van een grond van 10 Ha. te Wangi (Pawa). — Overeenkomst van 6 Januari 1948. — Goedkeuring	273
Kosteloze afstand aan de « Sœurs de la Charité de Gand » van een grond van 11 a. 49 ca. 11/100 te Matadi. — Overeenkomst van 15 Maart 1948. — Goedkeuring	276
Kosteloze afstand aan het « Institut de Scheut » van een grond van 100 Ha. te Binga. — Overeenkomst van 9 Maart 1948. — Goedkeuring	278
Kosteloze afstand aan de « Association des Sœurs de Sainte-Marie de Namur » van een grond van 6 Ha. 5.945 te Kikwit. — Overeenkomst van 13 Maart 1948. — Goedkeuring	280
Kosteloze afstand aan de « Association des Eglises Libres de Norvège » van een grond van 24 Ha. 50 a. te Nyamibungu. — Overeenkomst van 3 April 1948. — Goedkeuring	286
Kosteloze afstand aan de « Mission des Augustins de l'Assomption » van een grond van 85 Ha. te Mutwanga. — Overeenkomst van 9 April 1948. — Goedkeuring	290

Kosteloze afstand aan de « Mission Libre Suédoise » van een grond van 27 a. 50 ca. te Costermansstad. — Overeenkomst van 9 April 1948. — Goedkeuring	292
Kosteloze afstand aan de « Congrégation des Missionnaires de Scheut » van een grond van 3 Ha. 40 a. gelegen in de inlandse wijk van Leopoldstad. — Overeenkomst van 27 December 1947. — Goedkeuring	309
Kosteloze afstand aan de « Mission des Pères Scheutistes » van een grond van 98 a. en van verscheidene percelen met een totale oppervlakte van 84 a., een en ander in het buitengewoonterechtelijk centrum van Luluaburg gelegen. — Overeenkomst van 19 Januari 1948. — Goedkeuring	312
Kosteloze afstand aan de Heer Rose, Ferdinand van een grond van 100 Ha. te Mondaba (gewest Lisala). — Overeenkomst van 25 Oktober 1947. — Goedkeuring	315
Afstand aan de « Congrégation des Missionnaires de Scheut » van een grond van 12 Ha. te Leopoldstad. — Overeenkomst van 21 Januari 1948. — Goedkeuring	323
Kosteloze afstand aan de « Mission du Lac Albert » van een grond van 288 Ha. te Geti (gewest Irumu). — Overeenkomst van 4 Augustus 1947. — Goedkeuring	327
Afstand aan de « Compagnie Cotonnière Congolaise (Cotonco) » van een grond van 605 Ha. te Kulumbi (Sankuru-gewest). — Overeenkomst van 8 Oktober 1947. — Goedkeuring	334
Kosteloze afstand aan de Heer Eloy, Robert, gepensionneerd agent der Kolonie, van een grond van 485 Ha. te Botanankasa (district Leopold II-Meer). — Overeenkomst van 24 Januari 1948. — Goedkeuring	344
Kosteloze afstand aan de « American Presbyterian Congo Mission » van een grond van 10 Ha. bij Luluaburg. — Overeenkomst van 13 Februari 1948. — Goedkeuring	347
Kosteloze afstand aan de « Congrégation des Chanoinesses Missionnaires Belges de Saint-Augustin » van een grond van 4 Ha. 60 a. te Mweka. — Overeenkomst van 12 Mei 1948. — Goedkeuring	354
Kosteloze afstand aan de « Armée du Salut » van een grond van 2 Ha. 25 a. gelegen in de C. V. te Leopoldstad. — Overeenkomst van 5 Mei 1948. — Goedkeuring	368
Kosteloze afstand aan het « Vicariat Apostolique du Ruanda » van een grond van 25 Ha. te Kibyagira. — Overeenkomst van 5 Mei 1948. — Goedkeuring	370
Kosteloze afstand aan de « Mission des Augustins de l'Assomption » van een grond van 25 Ha. te Musienene. — Overeenkomst van 2 Juni 1948. — Goedkeuring	400
Kosteloze afstand aan de « Baptist Missionary Society Corporation » van een grond groot 5 Ha. te Yakusu (gewest Isangi). — Overeenkomst van 24 Juni 1948. — Goedkeuring	442
Kosteloze afstand aan de « Congrégation des Dominicains » van een grond van 1 Ha. 50 a. in het buitengewoonterechtelijk centrum van Paulis. — Overeenkomst van 3 Juli 1948. — Goedkeuring	447
Kosteloze afstand aan de « Congrégation des Sœurs de l'Enfance de de Jésus » van een grond van 25 Ha. te Bokala-Taketa. — Overeenkomst van 30 Juni 1948. — Goedkeuring	448
Kosteloze afstand aan de vereniging « Disciples of Christ Congo Mission » van een grond van 25 Ha. te Bafaki. — Overeenkomst van 3 Juli 1948. — Goedkeuring	450
Kosteloze afstand aan de « Association Vicariat Apostolique du Ruanda » van een grond groot 29 Ha. 15 a. 28 ca. te Nyamiyaga. — Overeenkomst van 16 Juli 1948. — Goedkeuring	458

Kosteloze afstand aan de « Vicariat Apostolique du Ruanda » van een grond van 21 Ha. te Bisaga. — Overeenkomst van 16 Juli 1948. — Goedkeuring	460
Kosteloze afstand aan het « Rood Kruis van Congo » van twee gronden elk 50 a. groot te Leopoldstad-Oost. — Overeenkomsten van 21 Augustus 1948. — Goedkeuring	472
Kosteloze afstand aan de « Mission des Révérends Pères Rédemptoristes » van een grond van 20 a. in de stedelijke omschrijving van Thijsstad. — Overeenkomst van 21 Augustus 1948. — Goedkeuring	475
Kosteloze afstand aan de « Mission des Pères Scheutistes » van een grond groot 10 Ha. te Ngwema gelegen. — Overeenkomst van 13 September 1948. — Goedkeuring	479
Kosteloze afstand aan de « Congrégation des Oblats de Marie Immaculée » van een grond groot 75 Ha. te Banga Ibundula gelegen. — Overeenkomst van 13 September 1948. — Goedkeuring	481
Kosteloze afstand aan de Hr. Giorghiou, Jean, van een grond groot 2 Ha. 25 a. te Lemba (Londja-gewest). — Overeenkomst van 6 Maart 1948. — Goedkeuring	494
Afstand aan de « Africa Inland Mission » van een grond van 10 Ha. 3 a. te Aungba (Kibali-Ituri-district). — Overeenkomst van 30 December 1947. — Goedkeuring	497
Kosteloze afstand aan de « Mission des Pères Scheutistes » van een grond van 2 Ha. gelegen in het buitengewoonterechteliijk centrum van Lusambo. — Overeenkomst van 24 Mei 1948. — Goedkeuring	510
Kosteloze afstand aan de vereniging « Vicariat Apostolique du Ruanda » van een grond van 17 Ha. te Mushishiro (Nyanza-gewest). — Overeenkomst van 4 Oktober 1948. — Goedkeuring	513
Kosteloze afstand aan het « Fonds du Bien-Etre Indigène » van een grond groot 1 Ha. 12 a. 75 ca. te Leopoldstad. — Overeenkomst van 14 September 1948. — Goedkeuring	515
Kosteloze afstand aan de « Mission Evangélique de l'Ubangi » van een grond groot 25 Ha. te Bwambali. — Overeenkomst van 7 Oktober 1948. — Goedkeuring	521
Kosteloze afstand aan de « Association des Missionnaires d'Afrique (Pères Blancs) du Vicariat Apostolique du Kivu » van een grond groot 1 Ha. gelegen in het buitengewoonterechteliijk centrum van Costermansstad. — Overeenkomst van 7 Oktober 1948. — Goedkeuring	526
Afstand aan de Hr. Van den Broeck, Pierre, van een grond van 83 Ha. te Lumpungu (gewest Demba). — Overeenkomst van 8 Augustus 1947. — Goedkeuring	545
Bosontginning.	
Vennootschap « Plantations Tropicales ». — Verlenging van duur voor bosontginning. — Overeenkomst van 22 November 1947. — Goedkeuring	250
Concessie.	
Concessie aan de Heer François Simons, van een grond van 500 Ha. te Lubi. — Overeenkomst van 20 Mei 1947. — Goedkeuring	3
Concessie in voorlopige inbezitneming aan de Heer Albert Willems, van een grond van 500 Ha. te Kasha. — Overeenkomst van 20 Mei 1947. — Goedkeuring	6
Concessie in erfpacht aan de « Société Internationale Forestière et Minière du Congo (Forminière) » van een grond van 2 Ha. 39 a. 70 ca. gelegen aan de watervallen Pogge n° 2 op de rechteroever van de Kasai. — Overeenkomst van 3 Juni 1947. — Goedkeuring	24
Grond te Kikobo in concessie gegeven aan de « Société Industrielle d'Exploitations Forestières au Congo ». — Wijziging van de voorwaarden betreffende het productiefmaken. — Overeenkomst van 23 Oktober 1947. — Goedkeuring	133

Concessie aan de « Société d'Elevage et de Culture au Congo Belge (S. E. C.) » van een grond van 4.500 Ha. te Dianama. — Overeenkomst van 3 April 1947. — Goedkeuring	197
Concessie aan de « Congrégation des Chanoinesses Missionnaires Belges de Saint-Augustin » van een weidegrond van 820 Ha. te Vunzu. — Overeenkomst van 17 November 1947. — Goedkeuring	257
Concessie aan de vennootschap « Belgika » van een grond van 18 Ha. te Malengoya. — Overeenkomst van 13 Juli 1946. — Goedkeuring	260
Concessie aan de « Ecole de Pasteurs et d'Instituteurs des Missions Evangéliques » van een grond van 50 Ha. te Kimpese. — Overeenkomst van 20 Januari 1948. — Goedkeuring	284
Concessie aan de « Compagnie Cotonnière Congolaise (Cotonco) » van een grond van 5 Ha. 15 a. te Dingila (Buta-gewest). — Overeenkomst van 28 Maart 1947. — Goedkeuring	317
Concessie aan de « Compagnie Cotonnière Congolaise (Cotonco) » van een grond van 50 Ha. te Angodia (Uele-district). — Overeenkomst van 20 Oktober 1947. — Goedkeuring	320
Concessie in erfpacht aan de « Mission du Lac Albert » van een grond van 2.061 Ha. te Essebi (Kibali-Ituri-district). — Overeenkomst van 23 Augustus 1947. — Goedkeuring	337
Concessie aan de « Congrégation des Missionnaires de Scheut » van een grond van 1.000 Ha. te Makaw (gewest Kutu). — Overeenkomst van 8 Juli 1946. — Goedkeuring	341
Concessie in erfpacht aan de Heer Vande Kerckhove-De Clercq van een grond groot 522 Ha. te Gale (gewest Lisala). — Overeenkomst van 13 November 1947. — Goedkeuring	355
Concessie aan de « Compagnie du Kasai » van een grond van 11 Ha. 50 a. te Dibaya-Lubue (Idiofa-gewest). — Overeenkomst van 23 Februari 1948. — Goedkeuring	392
Concessie in voorlopige inbezitneming aan de « Société Equatoriale Congolaise Lulonga-Ikelemba (Secli) » van een grond van 372 Ha. 64 a. 16 ca. te Mondjo (gewest Basankusu). — Overeenkomst van 22 November 1947. — Goedkeuring	402
Concessie door het « Bijzonder Comité van Katanga » aan de Heer Van Gijssel, van 110.000 Ha. in N.-O. Katanga. — Overeenkomsten van 9 Oktober 1946 en 14 Januari 1948. — Goedkeuring	431
Concessie in voorlopige inbezitneming aan de Heer Albert Mortier, van een grond van 279 Ha. 30 a. te Zambeke. — Overeenkomst van 28 Maart 1947. — Goedkeuring	499
Kosteloze concessie aan de Heer Delcroix, Léon, van een grond groot 500 Ha. gelegen te Bamba-Bishaska (Kasai-district). — Overeenkomst van 1 Maart 1947. — Goedkeuring	503
Concessie aan de Heer Jean Del, van een grond groot 150 Ha. gelegen te Gaume (Uele-district). — Overeenkomst van 22 April 1948. — Goedkeuring	508
Concessie aan de Heer de la Kethulle de Ryhove van een grond groot 2 Ha. te Djelo-Binza-Zuid. — Overeenkomst van 7 Juli 1948. — Goedkeuring	517
Kosteloze concessie aan « The Congo Union of Seventh Day Adventist » van een grond van 1 Ha. te Bigobo. — Overeenkomst van 18 Februari 1948. — Goedkeuring	523
Concessie aan de Heer S. A. Swanepoel door het « Bijzonder Comité van Katanga » van een grond groot 790 Ha. op de rivier Kasonga (nabij Jadotstad). — Overeenkomst van 24 Februari 1947. — Goedkeuring	528
Concessie aan de « Société du Haut-Uele et du Nil (Shun) » van drie gronden te Aba (Kibali-Ituri-district). — Overeenkomst van 11 December 1947. — Goedkeuring	532
Concessie aan de « Compagnie Cotonnière Congolaise (Cotonco) » van een grond groot 17 Ha. 40 a. te Demba (Kasai-district). — Overeenkomst van 4 September 1947. — Goedkeuring	542

Grondrechten.

- Grondrechten van de « Compagnie des Chemins de Fer du Congo Supérieur aux Grands Lacs Africains ». — Overeenkomst van 24 November 1947, gesloten tussen de Kolonie en de « Compagnie des Chemins de Fer du Congo Supérieur aux Grands Lacs Africains » en het « Nationaal Comité van Kivu ». — Goedkeuring 489

Overeenkomst.

- Overeenkomst van 12 December 1947 tot wijziging van de overeenkomst van 30 September 1935 gesloten tussen de Kolonie en de « Agence de l'Est Africain Belge » voor het beheer van de bases te Dar-Es-Salaam en te Kigoma. — Goedkeuring 27
- Wijziging van zekere bepalingen der artikelen 3 en 4 van het besluit van 25 Februari 1943 betreffende de verkoop en de verhuring van domeingronden. — Goedkeuring 519
- Overeenkomst van 15 Oktober 1948 tussen de Kolonie en de « Transcomin » betreffende de keus van gronden te Leopoldstad. — Goedkeuring 548

Ruiling.

- Ruiling met de « Congrégation des Pères Passionnistes » van gronden gelegen te Bena-Dibele. — Overeenkomst van 30 Juli 1947. — Goedkeuring 33
- Ruiling tussen de Kolonie en de vereniging « Pères de la Compagnie de Jésus, desservant la Mission du Kwango » van gronden te Kikwit. — Overeenkomst van 4 November 1947. — Goedkeuring 244
- Ruil van gronden te Goa tussen de « Association des Pères de la Compagnie de Jésus desservant la Mission du Kwango » en de Kolonie. — Overeenkomst van 15 December 1947. — Goedkeuring 331
- Ruiling met de vennootschap « Forminière » van gronden onderscheidenlijk gelegen te Dulu (Uele-district) en nabij de watervallen Pogge II, op de linkeroever van de Kasai. — Overeenkomst van 7 Januari 1948. — Goedkeuring 366
- Ruiling van gronden te Faradje (Kibali-Ituri-gewest), met de « Association des Sœurs Dominicaines Missionnaires de Namur ». — Overeenkomst van 11 December 1947. — Goedkeuring 395

Verhuring.

- Verhuring aan de « Société Cotonnière du Bomokandi » van een grond van 12 Ha. te Gosamo. — Overeenkomst van 17 Mei 1946. — Goedkeuring 247
- Verhuring voor een termijn van 5 jaar aan de « Congo Inland Mission » van een grond van 50 Ha. te Kasongo Lunda. — Overeenkomst van 10 Januari 1948. — Goedkeuring 281
- Verhuring aan de « Compagnie Cotonnière Congolaise » van een grond van 3 Ha. te Dingila (gewest Buta). — Overeenkomst van 19 April 1947. — Goedkeuring 398
- Verhuring aan de « Compagnie Cotonnière Congolaise » van een grond groot 195 Ha. te Dingila. — Overeenkomst van 20 April 1948. — Goedkeuring 539
- Verhuring aan de « Société Minière de Bafwaboli » van twee gronden, 52 Ha. en 2 Ha. groot te N'Zula (gewest Ponthierstad). — Overeenkomst van 20 Oktober 1947. — Goedkeuring 550
- Verkoop en verhuring van gronden. — Algemene voorwaarden. — Wijziging van artikel 16 van het besluit van 25 Februari 1943 478

Verkoop.

- Verkoop aan de Kolonie door de vennootschap « Chantier Naval de N'Dolo (Chanado) » van haar scheepstimmerwerf te N'Dolo. — Overeenkomst van 15 Januari 1948. — Goedkeuring 59

Verpachting.

- Verpachting aan de « Compagnie Cotonnière Congolaise » van twee gronden, 4 Ha. en 3 Ha. 60 a. groot te Lusambo en te Mulundu. — Overeenkomsten van 7 en 10 Mei 1947. — Goedkeuring . . . 135

Wederafstand.

- Wederafstand aan de Kolonie door de « Société Anonyme de Cultures au Congo Belge » van drie gronden te Dobo, Busu-Kema en Budja-Lie. — Overeenkomst van 7 Juni 1948. — Goedkeuring . . . 555

I

Institut de Scheut.

- Gronden. — Afstand 278

L

Les Mines d'Or Belgika « Belgikaor ».

- Mijnen. — Mijnbouwvergunning 85, 97, 111, 376, 419

Les Mines d'Or de Kindu « Kinor ».

- Mijnen. — Mijnbouwvergunning 102,, 107

M

Mijnen.

Mijnbouwvergunning.

- Mijndomein van de « Compagnie des Chemins de Fer du Congo Supérieur aux Grands Lacs Africains ». — Mijnbouwvergunningen afgeleverd aan de « Compagnie Minière de l'Urega (Minerga) » 62
- Mijndomein van de « Compagnie des Chemins de Fer du Congo Supérieur aux Grands Lacs Africains ». — Mijnbouwvergunning afgeleverd aan de vennootschap « Les Mines d'Or Belgika (Belgikaor) », voor de veelhoek, genoemd « Songwe 45 » . . . 85
- Mijndomein van de « Compagnie des Chemins de Fer du Congo Supérieur aux Grands Lacs Africains ». — Mijnbouwvergunningen afgeleverd aan de vennootschap « Les Mines d'Or Belgika (Belgikaor) » voor de veelhoeken genaamd « Wasasingu-Est » en « Wamasingu-Ouest » 97
- Mijndomein van de « Compagnie des Chemins de Fer du Congo Supérieur aux Grands Lacs Africains ». — Mijnbouwvergunningen afgeleverd aan de vennootschap « Les Mines d'Or de Kindu (Kinor) » voor de veelhoeken genaamd : « Lubulani » en « Bumbo » 102
- Mijndomein van de « Compagnie des Chemins de Fer du Congo Supérieur aux Grands Lacs Africains ». — Mijnbouwvergunning afgeleverd aan de vennootschap « Les Mines d'Or de Kindu (Kinor) » voor de veelhoek genaamd « Kiakubesna » . . . 107
- Mijndomein van de « Compagnie des Chemins de Fer du Congo Supérieur aux Grands Lacs Africains ». — Mijnbouwvergunning afgeleverd aan de vennootschap « Les Mines d'Or Belgika (Belgikaor) » voor de veelhoek genaamd « Mukulwa » 111
- Mijndomein van de « Compagnie des Chemins de Fer du Congo Supérieur aux Grands Lacs Africains ». — Mijnbouwvergunning afgeleverd aan de « Société Minière Cololacs » voor de veelhoek genaamd « Colomines-Est n° 27 » 114
- Mijndomein van de « Compagnie des Chemins de Fer du Congo Supérieur aux Grands Lacs Africains ». — Mijnbouwvergunningen afgeleverd aan de vennootschap « Symétain » voor de veelhoeken « Momi-Nord I », « Momi-Nord II » en « Momi-Sud II » . . . 118

Toekenning van de mijnbouwvergunning n° 474 afgeleverd door de « Compagnie des Chemins de Fer du Congo Supérieur aux Grands Lacs Africains » aan de « Compagnie Minière Arema »	125
Mijndomein van de « Compagnie des Chemins de Fer du Congo Supérieur aux Grands Lacs Africains ». — Besluit waarbij aan de vennootschap « Symétain » het recht wordt verleend de goudlagen te ontginnen in de concessie genaamd « Blok Kama III »	189
Mijndomein van de « Compagnie des Chemins de Fer du Congo Supérieur aux Grands Lacs Africains ». — Mijnbouwvergunningen afgeleverd aan de vennootschap « Symétain »	203
Aflevering van een mijnbouwvergunning aan de « Société Minière Cololacs » voor de veelhoek « Colomines-Oost n° 28 »	372
Aflevering van mijnbouwvergunningen aan de vennootschap « Les Mines d'Or Belgika (Belgikaor) » voor de veelhoeken: « Myaya », « Nyamaviéti » en « Wamisenge »	376
Aflevering van mijnbouwvergunning aan de maatschappij « Symétain » voor de veelhoek « Makarie »	383
Decreet waarbij de « Société Minière du Congo Septentrional (Sominor) » gemachtigd wordt een blok tot uitsluitende mijnbouwkundige opsporingen aan te zeggen, « Blok Kate » genaamd, met het doel er zich een in 1939 ontdekte goudlaag voor te behouden	409
Aflevering van mijnbouwvergunningen aan de « Compagnie Minière du Ruanda-Urundi (Mirudi) » voor de veelhoeken « Kinyoni », « Lamera » en « Mogere »	412
Toekenning van een mijnbouwvergunning aan de « Société Minière de Bafwaboli (Somiba) » voor de veelhoek « Amagbada »	414
Toekenning van twee mijnbouwvergunningen aan de vennootschap « Les Mines d'Or Belgika (Belgikaor) » voor de veelhoeken « Kisala » en « Watamba »	419
Overeenkomst.	
Decreet tot goedkeuring van de overeenkomst van 30 Juni 1947, gesloten tussen de Kolonie en de « Société Minière de Surongo »	38
Decreet tot goedkeuring van de overeenkomst gesloten op dertien Mei 1947 met de « Société Minière de Kamola (Somika) »	41
Decreet tot goedkeuring van de mijnovereenkomst gesloten op 2 April 1948 tussen Ruanda-Urundi enerzijds en de vennootschappen « Géoruanda », « Minétain », « Mirudi » en « Somuki » anderzijds	462
Verlenging van mijnrechten.	
Decreet tot verlenging met twee jaar van de mijnrechten voortvloeiende uit de overeenkomst gesloten op 31 Augustus 1939 tussen de Kolonie en de « Société Minière du Congo Septentrional (Sominor) », en goedgekeurd bij decreet van 21 December 1939	193
Verlenging der mijnbouwrechten welke bij decreet van 21 December 1939 in concessie werden gegeven aan de « Société Minière de Surongo »	429
Verlenging van de rechten tot uitsluitende mijnbouwkundige opsporingen van de « Compagnie Minière en Afrique Orientale (Minafor) » in de blokken « Butare », « Kavumu », « Kimuga » en « Rugoba »	454
Vernieuwing voor 1 jaar van de uitsluitende tot mijnbouwkundige opsporingen van de « Compagnie Minière du Congo Occidental (Cominoc) » in de blokken « Lumbu » en « Bembezi »	407
Mission des Augustins de l'Assomption.	
Gronden. — Afstand	290, 400
Mission des Pères Croisiers.	
Gronden. — Afstand	226

Mission des Pères Scheutistes.	
Gronden. — Afstand	175, 312, 479, 510
Mission des Révérends Pères Rédemptoristes.	
Gronden. — Afstand	132, 475
Mission des RR. PP. Joséphites à Luluabourg.	
Gronden. — Afstand	228
Mission du Lac Albert.	
Gronden. — Afstand	327
Concessie.	337
Mission Evangélique de l'Ubangi.	
Gronden. — Afstand	173, 521
Mission Libre Suédoise.	
Gronden. — Afstand	292
Mortier.	
Gronden. — Concessie	499

N

Nationaal Comité van Kivu.	
Gronden. — Wijziging van artikel 8 van de overeenkomst van 28 Februari 1933. — Overeenkomst van 19 Januari 1948. — Goedkeuring . . .	362
Grondrechten van de « Compagnie des Chemins de Fer du Congo Supérieur aux Grands Lacs Africains ». — Overeenkomst van 24 November 1947 gesloten tussen de Kolonie, de « Compagnie des Chemins de Fer du Congo Supérieur aux Grands Lacs Africains » en het Nationaal Comité van Kivu. — Goedkeuring	489

P

Pères de la Compagnie de Jésus desservant la Mission du Kwango.	
Gronden. — Afstand	285
Ruiling	244, 331
Pirotte.	
Watervallen. — Concessie	233
Plantations de Gombo.	
Watervallen. — Concessie	444
Plantations Tropicales.	
Bosontginning. — Verlenging	250

R

Reul.	
Watervallen. — Concessie	359
Rood Kruis.	
Gronden. — Afstand	472
Rose.	
Gronden. — Afstand	315

S

Simons.

Gronden. — Concessie	3
Société Anonyme de Cultures au Congo Belge.	
Gronden. — Wederafstand	555
Société Cotonnière du Bomokandi.	
Gronden. — Verhuring	247
Société d'Elevage et de Culture au Congo Belge « S. E. C. ».	
Gronden. — Concessie	197
Société des Mines d'Etain du Ruanda-Urundi « Minétain ».	
Mijnen. — Overeenkomst	462
Société des Missionnaires d'Afrique (Pères Blancs).	
Gronden. — Afstand	12, 16
Société des Prêtres du Sacré-Cœur.	
Gronden. — Afstand	273
Société des Religieuses du Sacré-Cœur.	
Gronden. — Afstand	55
Société de Transports, de Commerce et de Mines « Transcomin ».	
Gronden. — Overeenkomst	548
Société du Haut-Uele et du Nil « Shun ».	
Gronden. — Concessie	532
Société Equatoriale Congolaise Lulonga-Ikelemba « Secli ».	
Gronden. — Concessie	402
Société Générale Africaine d'Electricité « Sogelec ».	
Electriciteit. — Concessie	141
Société Immobilière du Kivu.	
Electriciteit. — Concessie	153
Société Industrielle d'Exploitations Forestières au Congo.	
Gronden. — Concessie	133
Société Internationale Forestière et Minière du Congo « Forminière ».	
Gronden. — Concessie	24
Ruiling	366
Société Minière Cololacs.	
Mijnen. — Mijnbouwvergunning	114, 372
Société Minière de Bafwaboli (Somiba).	
Gronden. — Verhuring	550
Mijnen. — Mijnbouwvergunning	414
Société Minière de Kamola.	
Mijnen. — Overeenkomst	41
Société Minière de la Lueta.	
Gronden. — Afstand	252
Société Minière de Muhinga et de Kigali « Somuki ».	
Mijnen. — Overeenkomst	462

Société Minière de Surongo.	
Mijnen. — Overeenkomst	38
Prorogation du droit de recherches minières	429
Société Minière du Congo Septentrional « Sominor ».	
Mijnen. — Verlenging van mijnrechten	193, 409
Sœurs de la Charité de Gand.	
Gronden. — Afstand	276
Swanepoel.	
Gronden. — Concessie	528
Symétain.	
Gronden. — Concessie	18
Mijnen. — Mijnbouwvergunning	118, 189, 203, 383
Syndicat pour le Développement de l'Electrification du Bas-Congo «Sydelco».	
Kapitaalsverhoging	294
Syndicat pour l'Electrification de la région d'Albertville « Sydelral ».	
Oprichting	48
Syndicat pour l'Electrification de Stanleyville « Sydelstan ».	
Kapitaalsverhoging	43

T

The Congo Union Mission of Seventh Day Adventists.	
Gronden. — Concessie	523

V

Vande Kerckhove-De Clercq.	
Gronden. — Concessie	355
Vanden Broeck.	
Gronden. — Afstand	545
Van Gijssel.	
Gronden. — Concessie	431
Vicariat Apostolique du Ruanda.	
Gronden. — Afstand	240, 370, 458, 460, 513

W

Water (zie Electriciteit).	
Watervallen.	
Concessie aan de vennootschap «Symétain» van het recht van 2.000 P.K. bij de watervallen van de Endemanu-rivier op te vangen. — Overeenkomst van 15 December 1947. — Goedkeuring	18

Concessie door het Gouvernement van Ruanda-Urundi aan de Heer Ferreira da Costa van watervallen op de Boyesi-rivier. — Overeenkomst van 12 Januari 1948. — Goedkeuring	53
Concessie door Ruanda-Urundi aan de « Friends Africa Gospel Mission » van de watervallen op de Kwisumo-rivier. — Overeenkomst van 12 Januari 1948. — Goedkeuring	139
Concessie door de Ruanda-Urundi, van watervallen aan de « Friends Africa Gospel Mission ». — Overeenkomst van 17 Februari 1948. — Goedkeuring	179
Concessie door de Ruanda-Urundi aan de Heer F. Pirotte van de watervallen op de rivier Yanza. — Overeenkomst van 15 Maart 1948. — Goedkeuring	233
Concessie aan de Heer Charles Reul van watervallen op de rivier Waga. — Overeenkomst van 10 Juni 1948. — Goedkeuring	359
Concessie door Ruanda-Urundi aan de vennootschap « Plantations de Gombo » van een waterval aan de rivier Kironga. — Overeenkomst van 12 Juli 1948. — Goedkeuring	444

CHRONOLOGISCHE INHOUDSTAFEL

der decreten en besluiten

verschenen in het « **Ambtelijk Blad van Belgisch-Congo** » 1948.

Tweede Deel

Verkortingen : D. (Decreet). — K. B. (Koninklijk Besluit).

M. B. (Ministerieel Besluit). — B. R. (Besluit Regent). — B. W. (Besluit-Wet).

Wet Decreet Besluit	DAG- TEKENING	VOORWERP	Bladz.
	1947		
B.R.	13 October	Kosteloze afstand door het Gouvernement van Belgisch-Congo aan de « Mission des Révérends Pères Rédemptoristes », van een grond van 50 aren, gelegen te Luozi. — Overeenkomst van 3 September 1947. — Goedkeuring	132
Id.	13 id.	Kosteloze afstand aan de « Congrégation des Sacrés-Cœurs (dite Picpus) », van een grond van 29 Ha. 50 a., te Kim-puki. — Overeenkomst van 4 September 1947. — Goedkeuring	187
Id.	10 Novemb.	Concessie aan de Heer François Simons, van een grond van 500 Ha., te Lubi. — Overeenkomst van 20 Mei 1947. — Goedkeuring	3
D.	10 id.	Concessie in voorlopige inbezitneming aan de Heer Albert Willems, van een grond van 500 Ha., te Kasha. — Overeenkomst van 20 Mei 1947. — Goedkeuring	6
B.R.	29 Decemb.	Afstand door de « Congrégation des Missionnaires de Scheut » aan de « Congrégation des Pères Montfortains » van drie gronden te Elisabetha. — Overeenkomst van 2 October 1943. — Goedkeuring	10
Id.	29 id.	Kosteloze afstand aan de « Société des Missionnaires d'Afrique (Pères Blancs) », van een grond van 40 aren, te Kasongo. — Overeenkomst van 6 December 1947. — Goedkeuring	12
Id.	29 id.	Kosteloze afstand aan de « Baptist Missionary Society Corporation », van een grond van 1 Ha., te Stanleystad gelegen. — Overeenkomst van 21 November 1947. — Goedkeuring	14
Id.	29 id.	Kosteloze afstand aan de « Société des Missionnaires d'Afrique (Pères Blancs de l'Urundi) », van een grond van 20 Ha., te Mutumba. — Overeenkomst van 21 November 1947. — Goedkeuring	16
Id.	29 id.	Concessie aan de vennootschap « Symétain » van het recht 2.000 PK. bij de watervallen van de Endamanurivier op te vangen. — Overeenkomst van 15 December 1947. — Goedkeuring	18

Wet Decreet Besluit	DAG- TEKENING	VOORWERP	Bladz.
D.	29 Decemb.	Uitgifte in erfpacht aan de « Société Internationale Forestière et Minière du Congo (Forminière) », van een grond van 2 Ha. 39 a. 70 ca., gelegen aan de watervallen Pogge N° 2 op de rechteroever van de Kasai. — Overeenkomst van 3 Juni 1947. — Goedkeuring	24
B.R.	29 id.	Overeenkomst van 12 December 1947, tot wijziging van de overeenkomst van 30 September 1935, gesloten tussen de Kolonie en de « Agence Belge de l'Est Africain », voor het beheer van de bases te Daar-Es-Salaam en te Kigoma. — Goedkeuring	27
D.	12 Januari 1948	Ruiling met de « Congregatie der Paters Passionisten » van gronden, gelegen te Bena-Dibele. — Overeenkomst van 30 Juli 1947. — Goedkeuring	33
B.R.	12 id.	Kosteloze afstand aan de « Chanoinesses Missionnaires Belges de Saint-Augustin » van een grond van 2 Ha. 25 a. te Kibumbu. — Overeenkomst van 12 December 1947. — Goedkeuring	36
D.	12 id.	Decreet tot goedkeuring van de overeenkomst van 30 Juni 1947, gesloten tussen de Kolonie en de « Société Minière de Surongo »	38
Id.	12 id.	Decreet tot goedkeuring van de overeenkomst van 13 Mei 1947, gesloten met de « Société Minière de Kamola (Somika) »	41
B.R.	12 id.	Verhoging van het kapitaal van het « Syndicat pour l'Electrification de Stanleyville » door de « Régie de Distributions d'Eau et d'Electricité du Congo Belge et du Ruanda-Urundi » en de « Compagnie des Chemins de Fer du Congo Supérieur aux Grands Lacs Africains ». — Overeenkomst van 5 November 1947. — Goedkeuring	43
D.	12 id.	Grond te Kikobo in concessie gegeven aan de « Société Industrielle d'Exploitations Forestières au Congo ». — Wijziging van de voorwaarden betreffende het productie maken. — Overeenkomst van 24 October 1947. — Goedkeuring	133
Id.	12 id.	Verpachting aan de « Compagnie Cotonnière Congolaise (Cotonco) », van twee gronden 4 Ha. en 3 Ha. 60 a. groot, te Lusambo (linker oever), en te Mulundu. — Overeenkomsten van 7 en 10 Mei 1947. — Goedkeuring	135
B.R.	22 id.	Vorming van een studie-syndikaat genoemd « Syndicat pour l'Electrification de la région d'Albertville (Sydelral) ». — Overeenkomst van 5 November 1947. — Goedkeuring	48
Id.	23 id.	Concessie door Ruanda-Urundi aan de « Friends Africa Gospel Mission », van de watervallen op de Kwisumorivier. — Overeenkomst van 12 Januari 1948. — Goedkeuring	139
A.R.	23 id.	Concessie door het Gouvernement van Ruanda-Urundi aan de Heer Fereira da Costa, van watervallen op de Boyesi-rivier. — Overeenkomst van 12 Januari 1948. — Goedkeuring	53

Wet Decreet Besluit	DAG- TEKENING	VOORWERP	Bladz.
A.R.	23 Januari	Kosteloze afstand aan de « Société des Religieuses du Sacré-Cœur », van een grond van 100 Ha., te Kimuenza. — Overeenkomst van 23 December 1947. — Goedkeuring	55
Id.	26 id.	Kosteloze afstand aan de Vereniging « Chanoinesses Missionnaires Belges de Saint-Augustin », door het Gouvernement van Ruanda-Urundi, van een grond van 7 Ha. 50 a., te Kiganda. — Overeenkomst van 30 December 1947. — Goedkeuring	57
D.	5 Februari	Mijndomein van de « Compagnie des Chemins de Fer du Congo Supérieur aux Grands Lacs Africains ». — Mijnbouwvergunningen afgeleverd aan de vennootschap « Les Mines d'Or Belgika (Belgikaor) » voor de veelhoeken genaamd « Wamasingu-Est » en « Wamasingu-Ouest »	97
Id.	5 id.	Mijndomein van de « Compagnie des Chemins de Fer du Congo Supérieur aux Grands Lacs Africains ». — Mijnbouwvergunningen afgeleverd aan de vennootschap « Les Mines d'Or de Kindu (Kinor) » voor de veelhoeken genaamd « Lubulani » en « Buembo »	102
Id.	5 id.	Mijndomein van de « Compagnie des Chemins de Fer du Congo Supérieur aux Grands Lacs Africains ». — Mijnbouwvergunning afgeleverd aan de vennootschap « Les Mines d'Or de Kindu (Kinor) », voor de veelhoek genaamd « Kiakubesna »	107
Id.	5 id.	Mijndomein van de « Compagnie des Chemins de Fer du Congo Supérieur aux Grands Lacs Africains ». — Mijnbouwvergunning afgeleverd aan de vennootschap « Les Mines d'Or Belgika (Belgikaor) » voor de veelhoek genaamd « Mukulwa »	111
Id.	5 id.	Mijndomein van de « Compagnie des Chemins de Fer du Congo Supérieur aux Grands Lacs Africains ». — Mijnbouwvergunning afgeleverd aan de « Société Minière Cololacs » voor de veelhoek genaamd « Colomines-Est N° 27 »	114
B.R.	5 id.	Verkoop aan de Kolonie door de vennootschap « Chantier Naval de N'Dolo (Chanado) », van haar scheepstimmerwerf te N'Dolo. — Overeenkomst van 15 Januari 1948. — Goedkeuring	59
D.	5 id.	Mijndomein van de « Compagnie des Chemins de Fer du Congo Supérieur aux Grands Lacs Africains ». — Mijnbouwvergunningen, afgeleverd aan de « Compagnie Minière de l'Urega (Minerga) »	62
Id.	5 id.	Mijndomein van de « Compagnie des Chemins de Fer du Congo Supérieur aux Grands Lacs Africains ». — Mijnbouwvergunning afgeleverd aan de vennootschap « Les Mines d'Or Belgika (Belgikaor) », voor de veelhoek genoemd « Songwe 45 »	85
Id.	5 id.	Mijndomein van de « Compagnie des Chemins de Fer du Congo Supérieur aux Grands Lacs Africains ». — Mijnbouwvergunningen afgeleverd aan de vennootschap « Symétain » voor de veelhoeken genaamd « Momi-Nord I », « Momi-Nord II » en « Momi-Sud II »	118

Wet Decreet Besluit	DAG- TEKENING	VOORWERP.	Bladz.
B.R.	9 Februari	Toekenning van de mijnbouwvergunning n° 474 afgeleverd door de « Compagnie des Chemins de Fer du Congo Supérieur aux Grands Lacs Africains » aan de « Compagnie Minière Arema »	125
Id.	20 id.	Concessie aan de vennootschap « Sogelec » betreffende de electriciteitsverdeling te Elisabethstad en Jadotstad. — Overeenkomst van 31 December 1947. — Goedkeuring	141
Id.	20 id.	Concessie aan de « Société Immobilière au Kivu (Simak) » betreffende de water- en electriciteitsverdeling te Costermansstad. — Overeenkomst van 31 December 1947. — Goedkeuring	153
Id.	20 id.	Kosteloze afstand aan de « Congo Inland Mission » van grond van 25 Ha. te Kasongo-Lunda. — Overeenkomst van 14 Januari 1948. — Goedkeuring	169
Id.	20 id.	Kosteloze afstand aan de « American Presbyterian Congo Mission », van een grond van 40 a., in het buitengewoon-terechtelijk centrum te Luluaburg. — Overeenkomst van 13 Januari 1948. — Goedkeuring	171
Id.	20 id.	Kosteloze afstand aan de « Mission Evangélique de l'Ubangi » van een grond van 15 Ha., te Bogbale. — Overeenkomst van 22 Januari 1948. — Goedkeuring	173
Id.	20 id.	Kosteloze afstand aan de « Mission des Pères Scheutistes » van een grond van 100 Ha., te Tshibemba. — Overeenkomst van 15 Januari 1948. — Goedkeuring	175
Id.	20 id.	Kosteloze afstand aan de « Congrégation des Chanoinesses Missionnaires Belges de Saint-Augustin », van een grond van 3 Ha. 40 a., te Leopoldstad-Oost. — Overeenkomst van 21 Januari 1948. — Goedkeuring	177
Id.	4 Maart	Concessie door Ruanda-Urundi aan de « Friends Africa Gospel Mission ». — Overeenkomst van 17 Februari 1948. — Goedkeuring	179
D.	8 id.	Concessie aan de « Congregation des Chanoinesses Missionnaires Belges de Saint-Augustin », van een weidegrond van 820 Ha., te Vunzu. — Overeenkomst van 17 November 1947. — Goedkeuring	257
Id.	8 id.	Concessie aan de vennootschap « Belgika » van een grond van 18 Ha. te Malengoya. — Overeenkomst van 13 Juli 1946. — Goedkeuring	260
Id.	8 id.	Kosteloze afstand aan de vereniging « Pères de la Compagnie de Jésus, desservant la Mission du Kwango », van 3 gronden hebbende een totale oppervlakte van 100 Ha., te Yassa. — Overeenkomst van 12 November 1947. — Goedkeuring	265
Id.	8 id.	Kosteloze afstand door het Gouvernement van Ruanda-Urundi aan het « Apostolisch Vicariaat van Ruanda » van een grond van 39 Ha 50 a., te Mu-Kibaya. — Overeenkomst van 4 September 1947. — Goedkeuring	240

Wet Decreet Besluit	DAG- TEKENING	VOORWERP	Bladz.
D.	8 Maart	Ruiling tussen de Kolonie en de vereniging « Pères de la Compagnie de Jésus, desservant la Mission du Kwango », van gronden te Kikwit. — Overeenkomst van 4 November 1947. — Goedkeuring	244
Id.	8 id.	Verhuring aan de « Société Cotonnière du Bomokandi (Socobom) », van een grond van 12 Ha., te Gosamo. — Overeenkomst van 17 Mei 1946. — Goedkeuring	247
Id.	8 id.	Vennootschap « Plantations Tropicales ». — Verlenging van duur voor bosontginning. — Overeenkomst van 22 November 1947. — Goedkeuring	250
Id.	8 id.	Kosteloze afstand aan de « Société Minière de la Lueta » van 3 gronden, elk 1 Ha. groot, te Katanga, Kabodi en Lukusa. — Overeenkomsten van 10 September 1947. — Goedkeuring	252
B.R.	8 id.	Mijndomein van de « Compagnie des Chemins de Fer du Congo Supérieur aux Grands Lacs Africains ». — Besluit waarbij aan de vennootschap « Symétain » het recht wordt verleend de goudlagen te ontginnen, in de concessie genaamd « Blok Kama III »	189
D.	8 id.	Decreet tot verlenging met twee jaar, van de mijnrechten voortvloeiende uit de overeenkomst gesloten op 31 Augustus 1939 tussen de Kolonie en de « Société Minière du Congo Septentrional (Sominor) », en goedgekeurd bij decreet van 21 December 1939	193
Id.	11 id.	Concessie aan de « Société d'Elevage et de Culture au Congo Belge (S. E. C.) », van een grond van 4.500 Ha., te Dianiamama. — Overeenkomst van 3 April 1947. — Goedkeuring	197
Id.	11 id.	Afstand aan de vennootschap « Chantier Naval et Industriel du Congo (Chanic) » van een grond van 1 Ha. 83 a. 82 ca., te Leopoldstad. — Overeenkomst van 1 Augustus 1947. — Goedkeuring	270
B.R.	11 id.	Kosteloze afstand aan de « Association des Eglises Libres de Norvège », van een grond van 5 Ha., 63 ca., te Kahoyo. — Overeenkomst van 16 Februari 1948. — Goedkeuring	201
Id.	17 id.	Mijndomein van de « Compagnie des Chemins de Fer du Congo Supérieur aux Grands Lacs Africains ». — Mijnbouwvergunningen afgeleverd aan de vennootschap « Symétain »	203
Id.	19 id.	Kosteloze afstand aan de « Mission des Pères Croisiers », van een grond van 100 Ha., te Mbuma. — Overeenkomst van 21 Februari 1948. — Goedkeuring	226
Id.	19 id.	Kosteloze afstand aan de « Mission des RR. PP. Joséphites à Luluabourg », van een grond van 5 Ha., te Mweka. — Overeenkomst van 26 Februari 1948. — Goedkeuring	228
Id.	19 id.	Kosteloze afstand aan de Vereniging « Mission des Pères Scheutistes », van een grond van 50 a. te Demba. — Overeenkomst van 20 Februari 1948. — Goedkeuring	230

Wet Decreet Besluit	DAG- TEKENING	VOORWERP	Bladz.
B.R.	19 Maart	Kosteloze afstand door Ruanda-Urundi aan de « Association des Religieuses de Notre -Dame d'Afrique du Vicariat Apostolique de l'Urundi », van een grond van 3 Ha., gelegen te Kitega. — Overeenkomst van 20 Februari 1948. — Goedkeuring	232
Id.	19 id.	Concessie door de Ruanda-Urundi aan de Heer F. Pirotte, van de watervallen op de rivier Yanza. — Overeenkomst van 15 Maart 1948. — Goedkeuring	233
Id.	31 id.	Kosteloze afstand aan de « Société des Prêtres du Sacré-Cœur » van een grond van 10 Ha., te Wangi (Pawa). — Overeenkomst van 6 Januari 1948. — Goedkeuring	273
Id.	31 id.	Kosteloze afstand aan de « Sœurs de la Charité de Gand » van een grond van 11 a. 49 ca. 11/100 ^{me} te Matadi. — Overeenkomst van 15 Maart 1948. — Goedkeuring	276
Id.	31 id.	Kosteloze afstand aan het « Institut de Scheut » van een grond van 100 Ha., te Binga. — Overeenkomst van 9 Maart 1948. — Goedkeuring	278
Id.	23 April	Kosteloze afstand aan de « Association des Sœurs de Sainte-Marie de Namur », van een grond van 6 Ha. 5.945 te Kikwit. — Overeenkomst van 13 Maart 1948. — Goedkeuring	280
Id.	23 id.	Verhuring voor een termijn van vijf jaar aan de « Congo Inland Mission » van een grond van 50 Ha. te Kasongo Lunda. — Overeenkomst van 10 Januari 1948. — Goedkeuring	281
Id.	26 id.	Concessie aan « l'Ecole de Pasteurs et d'Instituteurs des Missions Evangéliques » van een grond van 50 Ha. te Kimpese. — Overeenkomst van 20 Januari 1948. — Goedkeuring	284
Id.	26 id.	Kosteloze afstand aan de « Association des Eglises Libres de Norvège » van een grond van 24 Ha. 50 a., te Nyamibungu. — Overeenkomst van 3 April 1948. — Goedkeuring	286
Id.	30 id.	Kosteloze afstand aan de « Mission des Augustins de l'Assomption » van een grond van 85 Ha., te Mutwanga. — Overeenkomst van 9 April 1948. — Goedkeuring	290
Id.	30 id.	Kosteloze afstand aan de « Mission Libre Suédoise » van een grond van 27 a. 50 ca., te Costermansville. — Overeenkomst van 9 April 1948. — Goedkeuring	292
D.	8 Mei	Kosteloze afstand aan de « Congrégation des Missionnaires de Scheut » van een grond van 3 Ha. 40 a., gelegen in de inlandse wijk van Leopoldstad. — Overeenkomst van 27 December 1947. — Goedkeuring	309
Id.	8 id.	Kosteloze afstand aan de « Missie der Paters Scheutisten » van een grond van 98 a. en van verscheidene percelen met een totale oppervlakte van 84 a., een en ander in het buitengewoonterechtelijk centrum van Luluaburg gelegen. — Overeenkomst van 19 Januari 1948. — Goedkeuring	312

Wet Decreet Besluit	DAG- TEKENING	VOORWERP	Bladz.
D.	8 Mei	Kosteloze afstand aan de Heer Rose, Ferdinand, van een grond van 100 Ha., te Mondaba (Gewest Lisala). — Overeenkomst van 25 October 1947. — Goedkeuring	315
Id.	8 id.	Concessie aan de « Compagnie Cotonnière Congolaise (Cotonco) », van een grond van 5 Ha. 15 a., te Dingila (Buta-Gewest). — Overeenkomst van 28 Maart 1947. — Goedkeuring	317
Id.	8 id.	Concessie aan de « Compagnie Cotonnière Congolaise (Cotonco) » van een grond van 50 Ha. te Angodia (Uele-district). — Overeenkomst van 20 October 1947. — Goedkeuring	320
Id.	8 id.	Afstand en kosteloze concessie aan de « Congrégation des Missionnaires de Scheut » van een grond van 12 Ha. te Leopoldstad. — Overeenkomst van 21 Januari 1948. — Goedkeuring	323
Id.	8 id.	Kosteloze afstand aan de « Mission du Lac Albert » van een grond van 288 Ha., te Geti (Gewest Irumu). — Overeenkomst van 4 Augustus 1947. — Goedkeuring	327
Id.	8 id.	Ruil van gronden te Goa tussen de « Vereniging der Paters van de Societeit Jesu, die de Kwango-missie bedienen » en de Kolonie. — Overeenkomst van 15 December 1947. — Goedkeuring	331
Id.	8 id.	Afstand aan de « Compagnie Cotonnière Congolaise (Cotonco) » van een grond van 605 Ha., te Kulumbi (Sankuru-gewest). — Overeenkomst van 8 October 1947. — Goedkeuring	334
Id.	8 id.	Concessie in erfpacht aan de « Mission du Lac Albert » van een grond van 2.061 Ha., te Essebi (Kibali-Ituri District). — Overeenkomst van 23 Augustus 1947. — Goedkeuring	337
Id.	8 id.	Concessie aan de « Congrégation des Missionnaires de Scheut », van een grond van 1.000 Ha., te Makaw (Gewest Kutu). — Overeenkomst van 8 Juli 1946. — Goedkeuring	341
B.R.	19 id.	« Syndicat pour le développement de l'Electrification du Bas-Congo (Sydelco) ». — Kapitaalsverhoging. — Overeenkomst van 12 Januari 1948. — Goedkeuring	294
D.	1 Juni	Kosteloze afstand aan de Heer Eloy, Robert, gepensionneerd agent der Kolonie, van een grond van 485 Ha., te Botanankasa (District Leopold II-Meer). — Overeenkomst van 24 Januari 1948. — Goedkeuring	344
Id.	1 id.	Kosteloze afstand aan de « American Presbyterian Congo Mission » van een grond van 10 Ha., bij Luluaburg. — Overeenkomst van 13 Februari 1948. — Goedkeuring	347
B.R.	1 id.	Kosteloze afstand aan de « Congrégation des Chanoinesses Belges de Saint-Augustin » van een grond van 4 Ha. 60 a., te Mweka. — Overeenkomst van 12 Mei 1948. — Goedkeuring	354
D.	1 id.	Concessie in erfpacht aan de Heer Van de Kerckhove-De Clercq van een grond groot 522 Ha. te Gale. (Gewest Lisalla). — Overeenkomst van 13 November 1947. — Goedkeuring	355

Wet Decreet Besluit	DAG- TEKENING	VOORWERP	Bladz.
B.R.	14 Juni	Concessie aan de Heer Charles Reul, van watervallen aan de rivier Waga. — Overeenkomst van 10 Juni 1948. — Goedkeuring	359
D.	14 id.	Nationaal Comité van Kivu. — Wijziging aan artikel 8 van de overeenkomst van 28 Februari 1933. — Overeenkomst van 19 Januari 1948. — Goedkeuring	362
Id.	14 id.	Ruiling met de vennootschap « Forminière » van gronden onderscheidenlijk gelegen te Dulu (Uele-district) en nabij de watervallen Pogge II, op de linkeroever van de Kasai. — Overeenkomst van 7 Januari 1948. — Goedkeuring	366
B.R.	21 id.	Kosteloze afstand aan de « Armée du Salut », van een grond van 2 Ha. 25 a., gelegen in de C. V. te Leopoldstad. — Overeenkomst van 5 Mei 1948. — Goedkeuring	368
Id.	21 id.	Kosteloze afstand aan het « Vicariat Apostolique du Ruanda » van een grond van 25 Ha. te Kibyagira. — Overeenkomst van 5 Mei 1948. — Goedkeuring	370
D.	25 id.	Aflevering van mijnbouwvergunning aan de « Société Minière Cololacs » voor de veelhoek « Colomines-Oost n° 28 »	372
Id.	25 id.	Concessie aan de « Compagnie du Kasai » van een grond van 11 Ha. 50 a. te Dibaya-Lubue (Idiofa-Gewest). — Overeenkomst van 23 Februari 1948. — Goedkeuring	392
Id.	25 id.	Ruiling van gronden te Faradje (Kibali-Ituri Gewest) met de « Association des Sœurs Dominicaines Missionnaires de Namur ». — Overeenkomst van 11 December 1947. — Goedkeuring	395
Id.	25 id.	Verhuring aan de « Compagnie Cotonnière Congolaise » van een grond van 3 Ha. te Dingila (Gewest Buta). — Overeenkomst van 19 April 1947. — Goedkeuring	398
Id.	25 id.	Aflevering van mijnbouwvergunningen aan de vennootschap « Les Mines d'Or Belgika (Belgikaor) » voor de veelhoeken « Myaya », « Nyamavieti » en « Wamisenge »	376
Id.	25 id.	Aflevering van mijnbouwvergunning aan de maatschappij « Symétain » voor de veelhoek « Makarie »	383
B.R.	5 Juli	Kosteloze afstand aan de « Mission des Augustins de l'Assomption » van een grond van 25 Ha. te Musienene. — Overeenkomst van 2 Juni 1948. — Goedkeuring	400
D.	5 id.	Concessie in voorlopige bezitneming aan de « Société Equatoriale Congolaise Lulonga-Ikelemba (Secli) » van een grond van 372 Ha. 64 a. 16 ca. te Mondjo (Gewest Banskusu). — Overeenkomst van 22 November 1947. — Goedkeuring	402
Id.	12 id.	Verlenging met één jaar van de uitsluitende rechten tot mijnbouwkundige opsporingen van de « Compagnie Minière du Congo Occidental (Cominoc) » in de blokken « Lumbu » en « Bembezi »	407

Wet Decreet Besluit	DAG- TEKENING	VOORWERP	Bladz.
D.	12 Juli	Decreet waarbij de « Société Minière du Congo Septentrional » (Sominor), gemachtigd een blok tot uitsluitende mijnbouwkundige opsporingen aan te zeggen, « Blok-Kate » genaamd, met het doel er zich een in 1939 ontdekte goudlaag voor te behouden	409
Id.	12 id.	Aflevering van mijnbouwvergunningen aan de « Compagnie Minière du Ruanda-Urundi » (Mrudi), voor de veelhoeken « Kinyoni », « Lemera » en « Mogere »	412
Id.	12 id.	Toekenning van een mijnbouwvergunning aan de « Société Minière de Bafwaboli (Somiba) » voor de veelhoek « Amagbada »	414
Id.	12 id.	Toekenning van twee mijnbouwvergunningen aan de vennootschap « Les Mines d'Or Belgika (Belgikaor) » voor de veelhoeken « Kisala » en « Watamba »	419
Id.	12 id.	Verlenging der mijnbouwrechten welke bij decreet van 21 December 1939 in concessie werden gegeven aan de « Société Minière de Surongo »	429
Id.	12 id.	Concessie door het Bijzonder Comité van Katanga aan de H. Van Gijsel, van 110.000 Ha. in N.-O. Katanga. — Overeenkomsten van 9 October 1946 en 14 Januari 1948. — Goedkeuring	431
B.R.	19 id.	Kosteloze afstand aan de « Baptist Missionary Society Corporation » van een grond groot 5 Ha. te Yakusu (Gewest Isangi). — Overeenkomst van 24 Juni 1948. — Goedkeuring	442
Id.	19 id.	Concessie door Ruanda-Urundi aan de vennootschap « Plantations de Gombo » van een waterval aan de rivier Kironga. — Overeenkomst van 12 Juli 1948. — Goedkeuring	444
Id.	22 id.	Kosteloze afstand aan de « Congrégation des Dominicains » van een grond van 1 Ha. 50 a. in het buitengewoonrechtelijk centrum van Paulis. — Overeenkomst van 3 Juli 1948. — Goedkeuring	447
Id.	22 id.	Kosteloze afstand aan de « Congrégation des Sœurs de l'Enfance de Jésus » van een grond van 25 Ha. te Bokala-Taketa. — Overeenkomst van 30 Juni 1948. — Goedkeuring	448
Id.	22 id.	Kosteloze afstand aan de vereniging « Disciples of Christ Congo Mission » van een grond van 25 Ha. te Bafaki. — Overeenkomst van 3 Juli 1948. — Goedkeuring	450
D.	5 Augustus	Verlenging van de rechten tot uitsluitende mijnbouwkundige opsporingen van de « Compagnie Minière en Afrique Orientale » (Minafor) in de blokken « Butare », « Kavumu », « Kimuga » en « Rugoba »	454
B.R.	8 Septemb.	Kosteloze afstand aan de « Association Vicariat Apostolique du Ruanda », van een grond groot 29 Ha. 15 a. 28 ca. te Nyamiyaga. — Overeenkomst van 16 Juli 1948. — Goedkeuring	458

Wet Decreet Besluit	DAG- TEKENING	VOORWERP	Bladz.
B.R.	8 Septemb.	Kosteloze afstand aan de « Association Vicariat Apostolique du Ruanda », van een grond van 21 Ha. te Bisaga. — Overeenkomst van 16 Juli 1948. — Goedkeuring	460
D.	11 id.	Decreet tot goedkeuring van de mijnovereenkomst, gesloten op 2 April 1948 tussen Ruanda-Urundi enerzijds en de vennootschappen « Géoruanda », « Minétain », « Mirudi » en « Somuki » anderzijds	462
B.R.	14 id.	Kosteloze afstand aan het « Rood Kruis van Congo » van twee gronden, elk 50 a. groot, te Leopoldstad-Oost. — Overeenkomsten van 21 Augustus 1948. — Goedkeuring	472
Id.	14 id.	Kosteloze afstand aan de « Mission des Révérends Pères Rédemptoristes » van een grond van 20 a. in de stedelijke omschrijving van Thijsstad. — Overeenkomst van 21 Augustus 1948. — Goedkeuring	475
Id.	3 Oktober	Verkoop en verhuring van gronden. — Algemene voorwaarden. — Wijziging van artikel 16 van het besluit van 25 Februari 1943	478
D.	8 Septemb.	Grondrechten van de « Compagnie des Chemins de Fer du Congo Supérieur aux Grands Lacs Africains ». — Overeenkomst van 24 November 1947, gesloten tussen de Kolonie, de « Compagnie des Chemins de Fer du Congo Supérieur aux Grands Lacs Africains », en het « Nationaal Comité van Kivu ». — Goedkeuring	489
Id.	16 Oktober	Kosteloze afstand aan de H. Giorghiou, Jean, van een grond groot 2 Ha. 25 a. te Lemba (Londja-gewest). — Overeenkomst van 6 Maart 1948. — Goedkeuring	494
Id.	16 id.	Afstand aan de « Africa Inland Mission » van een grond van 10 Ha. 3 a. te Aungba (Kibali-Ituri district). — Overeenkomst van 30 December 1947. — Goedkeuring	497
Id.	16 id.	Concessie in voorlopige inbezitneming aan de H. Albert Mortier, van een grond van 279 Ha. 30 a. te Zambeke. — Overeenkomst van 28 Maart 1947. — Goedkeuring	499
B.R.	16 id.	Kosteloze afstand aan de vereniging « Mission des Pères Scheutistes » van een grond groot 10 Ha. te Ngwema gelegen. — Overeenkomst van 13 September 1948. — Goedkeuring	479
Id.	16 id.	Kosteloze afstand aan de « Congrégation des Oblats de Marie Immaculée », van een grond groot 75 Ha. te Banga Ibundula gelegen. — Overeenkomst van 13 September 1948. — Goedkeuring	481
D.	16 id.	Kosteloze concessie aan de H. Delcroix, Léon, van een grond, groot 500 Ha. gelegen te Bamba-Bishaska (Kasai district). — Overeenkomst van 1 Maart 1947. — Goedkeuring	503
Id.	16 id.	Concessie aan de H. Jean Del, van een grond groot 150 Ha. gelegen te Gaume (Uele district). — Overeenkomst van 22 April 1948. — Goedkeuring	508

Wet Decreet Besluit	DAG- TEEKENING	VOORWERP	Bladz.
D.	16 October	Kosteloze afstand aan de « Mission des Pères Scheutistes » van een grond van 2 Ha., gelegen in het buitengewoonrechtelijk centrum van Lusambo. — Overeenkomst van 24 Mei 1948. — Goedkeuring	510
B.R.	25 id.	Kosteloze afstand aan de vereniging « Vicariat Apostolique du Ruanda » van een grond van 17 Ha. te Mushishiro (Nyanza-gewest). — Overeenkomst van 4 Oktober 1948. — Goedkeuring	513
Id.	25 id.	Kosteloze afstand aan « Fonds du Bien-Etre Indigène » van een grond groot 1 Ha. 12 a. 75 ca. te Leopoldstad. — Overeenkomst van 14 September 1948. — Goedkeuring	515
Id.	25 id.	Concessie aan de H. de la Kethulle de Ryhove van een grond groot 2 Ha. te Djelo-Binza-Zuid. — Overeenkomst van 7 Juli 1948. — Goedkeuring	517
Id.	8 Novemb.	Wijziging van zekere bepalingen der artikelen 3 en 4 van het besluit van 25 Februari 1943 betreffende de verkoop en de verhuring van de domeingronden. — Goedkeuring	519
Id.	9 id.	Kosteloze afstand aan de « Mission Evangélique de l'Ubangui » van een grond, groot 25 Ha. te Bwambali. — Overeenkomst van 7 Oktober 1948. — Goedkeuring	521
D.	9 id.	Afstand aan de H. Van den Broeck, Pierre, van een grond van 83 Ha. te Lumpungu (Gewest Demba). — Overeenkomst van 8 Augustus 1947. — Goedkeuring	545
B.R.	9 id.	Kosteloze concessie aan « The Congo Union of Seventh Day Adventists » van een grond, groot 1 Ha. te Bigobo. — Overeenkomst van 18 Februari 1948. — Goedkeuring	523
Id.	9 id.	Kosteloze afstand aan de « Association des Missionnaires d'Afrique (Pères Blancs) du Vicariat Apostolique du Kivu » van een grond groot 1 Ha., gelegen in het buitengewoonrechtelijk centrum van Costermansstad. — Overeenkomst van 7 Oktober 1948. — Goedkeuring	526
D.	9 id.	Concessie aan de Heer H. A. Swanepoel door het « Bijzonder Comité van Katanga » van een grond, groot 790 Ha. op de rivier Kasonga (nabij Jadotstad). — Overeenkomst van 24 Februari 1947. — Goedkeuring	528
Id.	9 id.	Concessie aan de « Société du Haut-Uele et du Nil (Shun) » van drie gronden te Aba (Kibali-Ituri district). — Overeenkomst van 11 December 1947. — Goedkeuring	532
Id.	9 id.	Verhuring aan de « Compagnie Cotonnière Congolaise (Cotonco) » van een grond, groot 195 Ha. te Dingila. — Overeenkomst van 20 April 1948. — Goedkeuring	539
Id.	9 id.	Concessie aan de « Compagnie Cotonnière Congolaise (Cotonco) » van een grond groot 17 Ha. 40 a. te Demba (Kasai-district). — Overeenkomst van 4 September 1947. — Goedkeuring	542
Id.	15 id.	Overeenkomst van 15 Oktober 1948 tussen de Kolonie en de « Transcomin » betreffende de keus van gronden te Leopoldstad. — Goedkeuring	548

Wet Decreet Besluit	DAG- TEKENING	VOORWERP	1 Blz. Bladz.
D.	16 Novemb.	Verhuring aan de «Société Minière de Bafwaboli (Somiba)» van twee gronden, 52 Ha. en 2 Ha. groot, te N'Zula (Gewest Ponthierstad). --- Overeenkomst van 20 Oktober 1947. — Goedkeuring	f 550
Id.	16 id.	Wederafstand aan de Kolonie door de « Société Anonyme de Cultures au Congo Belge » van 3 gronden te Dobo, Busu-Kema en Budja-Lie. — Overeenkomst van 7 Juni 1948	f 555